

Date de dépôt : 5 janvier 2022

Rapport

de la commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat sur le droit de cité genevois (LDCG) (A 4 05)

Rapport de majorité de M. Jean-Marc Guinchard (page 2)

Rapport de minorité de M. Pierre Vanek (page 420)

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de M. Jean-Marc Guinchard

Mesdames les députées,
Messieurs les députés,

La commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil a traité de ce projet de loi durant 14 séances au cours des années 2020 et 2021. Elle a siégé sous la présidence de M. le député Pierre Conne, puis sous celle de M. le député Pierre Vanek dès le 3 février 2021.

L'appui du Secrétariat général du Grand Conseil (SGGC) a été assuré par M. Jean-Luc Constant, secrétaire scientifique.

La direction des affaires juridiques nous a gratifiés de ses compétences grâce à la présence de M^{mcs} et MM. Fabien Mangilli, directeur, Sahra Levraz, conseillère juridique, Gina Auciello, Célia Huart et Francis Berney, tous trois avocat(e)s stagiaires.

Le département a été régulièrement représenté par M^{mcs} et MM. Marianne Smadja, juriste, direction juridique, DSPS, Bernard Gut, directeur général, OCPM, Alexandre Ameli, chef de secteur naturalisations, OCPM, Redouane Saadi, secrétaire général adjoint, DSPS, chargé des questions de migrations et de population, Claudia Rosset, directrice, service Etat civil, naturalisations et légalisations, OCPM et Aviya Ahrenbeck, juriste, DSPS.

Les procès-verbaux ont été tenus avec exactitude et précision par MM. Florian Giacobino et Aurélien Krause.

Que toutes et tous soient ici cordialement remercié(e)s pour leur appui, leur participation active et leur engagement.

Séance du mercredi 2 octobre 2020

Présentation du Conseil d'Etat sur le droit de cité genevois

Présentation par :

M. Mauro Poggia, conseiller d'Etat chargé du DSES, accompagné de MM. Bernard Gut, directeur général, OCPM, Alexandre Ameli, chef du secteur naturalisations, OCPM, et Redouane Saadi, secrétaire général adjoint, DSES, chargé des questions de migrations et de population

M. Poggia explique que le PL 12305 a été déposé le 28 mars 2018 à la suite de l'entrée en vigueur du nouveau droit fédéral sur la nationalité suisse entré en vigueur le premier janvier 2018. Il ajoute que le projet de loi poursuit l'objectif d'adapter le droit cantonal aux modifications, de l'actualiser et de lui donner une nouvelle terminologie plus adéquate, étant donné qu'il est encore truffé de notions désuètes. Il attire l'attention sur l'existence actuelle de voies de recours administratives contre un refus de naturalisation, ce qui a donné lieu à une jurisprudence récente de la CACJ, laquelle a notamment relevé que le système des prérequis, instauré dans le RNat ne reposait pas sur une base légale formelle – raison pour laquelle il faudra déposer quelques amendements au projet de loi pour y mentionner le système des prérequis, qui a largement fait ses preuves au cours de ces dernières années. Il demande aux députés de lui accorder le temps nécessaire à la rédaction de ces amendements qui tiennent compte de la jurisprudence la plus récente. Il conclut qu'à l'heure actuelle, le politique cède le pas à l'administratif, ce qui donne une garantie supplémentaire. La procédure cantonale de naturalisation est en effet entièrement soumise aux principes généraux du droit administratif et par conséquent, toute décision de l'autorité cantonale de naturalisation est sujette à recours auprès d'un tribunal indépendant.

M. Ameli annonce que le projet de loi est le fruit du travail d'un groupe pluridisciplinaire. Il est important de savoir que le nouveau droit fédéral de la nationalité a mis l'accent sur l'intégration des étrangers, qui postule l'existence d'un lien entre droit des étrangers et droit de la nationalité et entre intégration et naturalisation. Pour le législateur fédéral, la naturalisation est l'aboutissement de l'intégration. Le titre de la loi sur le droit de cité genevois a aussi été modifié puisqu'il n'y a qu'une seule naturalisation, qui est suisse (mais il y a plusieurs droits de cité : communal et cantonal). Il indique également que l'axe central est la disposition sur l'intégration (art. 3 LDCG). Il exprime en outre une volonté de moderniser la loi dans sa systématique afin qu'elle soit plus claire pour le justiciable, en prévoyant un nouveau titre, qui regroupe l'ensemble des dispositions générales. Parmi celles-ci figure une

nouvelle disposition qui regroupe toutes les autorités compétentes (art. 5 LDCG). Par ailleurs, le devoir de collaboration, qui existait dans le règlement, est maintenant ancré dans la loi (art. 6 LDCG), tout comme la protection des données (art. 7 LDCG). La disposition sur l'assistance administrative (art. 8 LDCG) est nouvelle et à présent prévue tant au niveau du droit cantonal qu'au niveau du droit fédéral. Il poursuit en soulignant qu'une disposition avant-gardiste permet d'ancrer dans la loi la compétence du secteur naturalisation (OCPM) de refuser d'engager la procédure de naturalisation en cas de non-réalisation des conditions formelles (art. 28 LDCG). Il évoque aussi la possibilité de s'adresser à une commune pour qu'elle vérifie la résidence effective et l'intégration effective au niveau communal, maintenant ancrée dans la loi. Cette importante innovation découle en effet d'une directive départementale rédigée suite aux recommandations de la Cour des comptes. La durée maximale de la procédure, quant à elle, fait l'objet d'une disposition claire et détaillée comportant plusieurs niveaux, conséquence elle aussi de la recommandation de la Cour des comptes, ainsi qu'également de l'article 210, alinéa 2 Cst-GE, lequel impose une procédure simple et rapide. La possibilité de recourir contre les décisions du secteur naturalisations et les arrêtés du Conseil d'Etat était prévue de façon indirecte, puisque la compétence de la CACJ était attribuée par la LOJ : le projet de loi précise ce point en ancrant la voie de recours dans la loi.

M. Ameli dit que l'un des points les plus importants est l'article 3, qui a fait l'objet de nombreux débats. L'article 3, alinéa 1 est une paraphrase du principe prévu par la loi fédérale voulant que la naturalisation soit la dernière étape de l'intégration. Ce principe doit toutefois être pondéré, raison pour laquelle la nouvelle loi fédérale prévoit également la prise en compte de circonstances personnelles (handicap, maladie, analphabétisme, etc.). Cette évolution du droit de la nationalité découle de plusieurs arrêts de principe du Tribunal fédéral rendus sous l'empire de l'ancien droit qui pondéraient l'obligation de remplir l'ensemble des critères d'intégration. Il souligne que le canton de Genève est précurseur car la prise en compte des circonstances personnelles avait été inscrite au niveau du règlement (art. 11, al. 4 RNat), à la suite notamment de l'évolution jurisprudentielle cantonale, afin de prévoir la possibilité pour certaines personnes de demander des exemptions à l'obligation de l'intégration au niveau de la langue et des connaissances de culture générales. L'article 3, alinéa 3 ne fait donc que reprendre ce qui existe déjà au niveau cantonal. Il ajoute que le pendant à l'obligation pour étranger d'être intégré est l'obligation pour l'Etat de faciliter son intégration ; le canton de Genève a mis en place, sur son site internet, un didacticiel

permettant de mieux connaître la Suisse et de s'exercer sur des questions historiques et politiques. L'article 3, alinéa 4 montre que le système d'exemption genevois est intéressant car celui qui obtient l'exemption est néanmoins astreint – sous réserve d'impossibilités médicales notamment – à des séances d'information à l'intégration données par les associations partenaires : Camarada et la Roseraie. Il est à présent important de concrétiser dans la loi la pratique existante, qui repose sur un règlement et son protocole.

M. Saadi précise que le didacticiel relatif aux connaissances d'histoire, de géographie et des institutions suisses et genevoises est également utilisé dans le domaine de l'intégration des étrangers.

M. Ameli indique que l'article 8 sur l'assistance administrative prévoit une coopération avec les différents services de l'Etat, notamment l'autorité compétente en droit des étrangers. Il indique qu'il est déjà arrivé qu'en procédure de recours de droit des étrangers, on apprenne que la personne venait d'être naturalisée, ce qui signifiait que la procédure était devenue sans objet. Cette disposition complète la loi fédérale sur ce point. Il arrive également souvent que le secteur naturalisations constate, lors de l'instruction, que l'étranger n'a en réalité plus de résidence effective dans le canton de Genève et que l'autorité compétente en droit des étrangers n'est pas au courant et n'est dès lors pas en mesure de prononcer une décision de caducité du permis.

M. Ameli ajoute que l'article 17 contient les conditions formelles, traitant des problématiques liées au séjour et de la notion de résidence effective. La définition d'un séjour légal est inscrite dans la loi. L'article 18 encadre les questions liées à l'assentiment de l'autorité parentale conjointe pour les mineurs, dans le but d'éviter les conflits entre parents, qui prennent l'enfant mineur en otage dans le cadre de la procédure de naturalisation. Les dispositions du CC ont été reprises sur le sujet. L'article 20 reprend le droit fédéral concernant le respect de la sécurité et de l'ordre publics et va plus dans le détail pour les candidats mineurs. En effet, le casier judiciaire informatisé (VOSTRA) ne mentionne, en principe, pas les mineurs alors que le droit fédéral impose aux autorités de naturalisation de vérifier le comportement pénal du mineur. L'article 22, alinéa 4, prévoit pour les communes la possibilité de proposer une formation afin de compléter l'offre de l'Etat.

M. Ameli précise que l'article 23 concerne les étrangers nés en Suisse. La disposition est innovante en ce qu'elle consacre la pratique constante d'ouverture des autorités genevoises, en faveur des candidats nés ou qui ont grandi dans le canton de Genève et qui ont effectué l'entier ou la majeure

partie de leur scolarité dans ce canton, tout en respectant l'obligation fédérale de vérifier l'intégration des candidats quel que soit leur âge. Il s'agit d'une présomption réfragable qu'un étranger né en Suisse puisse être dispensé des tests linguistiques et de culture générale. L'article 25 reprend une nouvelle condition fédérale qui est très compliquée car elle suppose une intrusion excessive dans la sphère intime et privée du candidat et des membres de sa famille (le canton de Genève avait d'ailleurs émis des réserves lors de la procédure de consultation); il faut donc tenter de concilier cette nouvelle exigence fédérale avec la protection de la sphère privée et familiale en limitant le caractère intrusif de la disposition.

M. Ameli précise que l'article 26 prévoit la prise en compte des circonstances personnelles; cet article prévoit que la personne exemptée des tests suive des séances d'informations, sauf si son état de santé ne le lui permet pas. L'article 28 est une concrétisation de la pratique cantonale, qui découle du seul règlement d'application (art. 11, al. 6 RNat); les derniers arrêts rendus par la CACJ ont montré l'intérêt de fixer ces questions dans la loi. La disposition donne la compétence au secteur naturalisations de refuser d'engager la procédure, notamment lorsqu'un dossier est incomplet ou que le permis n'est plus valable.

M. Ameli explique que l'article 29 prévoit notamment l'enquête sur l'intégration et la résidence effective, car beaucoup de personnes dans le canton de Genève ont des résidences secondaires en zone frontalière. L'article 31 fixe une durée de procédure s'élevant en principe à 12 mois, sauf cas particuliers comme par exemple une personne qui fait l'objet d'une procédure pénale, ce qui implique la suspension de la procédure jusqu'à 24 mois. Une suspension de 36 mois (ce qui correspond à la pratique actuelle) est aussi prévue pour d'autres motifs. L'article 32 regroupe dans la même disposition les différents arrêtés que le Conseil d'Etat peut prononcer en matière de naturalisation ordinaire. Cela procède de la volonté de clarifier les compétences en les regroupant en une seule disposition. L'article 34 est une disposition découlant du nouveau droit fédéral qui prévoit que l'autorité a l'obligation après réception de l'autorisation fédérale de naturalisation de consulter à nouveau le casier judiciaire informatisé VOSTRA pour vérifier si dans l'intervalle il y a eu une condamnation pénale. L'article 34, alinéa 2 prévoit en outre la possibilité de refuser d'accorder la naturalisation si toutes les conditions matérielles ne sont plus remplies, comme par exemple l'indépendance économique.

M. Poggia indique que Genève a toujours considéré que la naturalisation n'était pas l'aboutissement de l'intégration, mais plutôt un catalyseur de celle-ci. Il relève que le nouveau paradigme du droit fédéral se différencie de

cette notion. Il souligne que ce projet de loi impose un changement de pratique et une meilleure communication entre les services. L'intégration doit être une réalité, même si elle reste une notion qui peut avoir des aspects d'appréciation. Il indique que les efforts faits pour que membres de sa famille s'intègrent sont sujet à une appréciation qui n'est pas politique, mais administrative car exercée par une autorité de recours clairement mentionnée. Il conclut que le retard dans l'examen de la loi n'est pas inutile car il permet de l'adapter à la pratique jurisprudentielle récente.

M. Gut rappelle qu'en 2012, le secteur naturalisation traitait des demandes avec une durée d'instruction moyenne de 2,5 ans, certaines pouvant même atteindre 4 ans. Il cite les directives fermes du Conseil d'Etat pour instruire les dossiers dans un maximum de 18 mois. Les mesures internes prises dans le secteur concerné ont permis d'atteindre cet objectif en octobre 2016. C'est le sens de cette loi cantonale, étant rappelé que l'article 210 de la constitution genevoise prévoit que les procédures doivent être simples, rapides et que les émoluments doivent correspondre au travail effectué. Le Conseil d'Etat a réévalué ces émoluments afin que les coûts soient mis en rapport avec le travail effectué. Il invite à tenir également compte d'un nouveau mécanisme prévu nouveau droit fédéral : il ne sera dorénavant plus possible de solliciter les préavis communal et l'autorisation fédérale en même temps, nouveauté qui aura vraisemblablement un impact sur la durée de la procédure.

M. Saadi précise que la directive évoquée par M. Ameli se réfère à la recommandation n° 1 du rapport n° 105 de juin 2016 de la Cour des comptes : "Dispositif genevois de naturalisation ordinaire des étrangers : Etat de Genève/communes".

Un député (Ve) constate que l'intégration est définie par plusieurs éléments : il s'interroge sur la notion de « participer à la vie économique » et demande si un rentier ou un artiste ne pourrait de ce fait pas être naturalisé. Cette référence lui paraît excessive car il est possible de s'intégrer autrement qu'à la vie économie.

M. Ameli explique que l'indépendance économique est une paraphrase du droit fédéral qui prévoit qu'il faut « être indépendant économiquement ». Cela signifie qu'un rentier peut tout à fait être naturalisé. Le sens de l'exigence est de s'assurer que la personne ne soit pas à la charge de l'assistance publique.

Le même député (Ve) expose qu'à son sens, l'indépendance économique n'est pas la même chose que le fait de participer à la vie économique.

M. Gut précise que la définition de l'intégration n'est pas cantonale mais fédérale, surtout depuis la nouvelle loi (LEI). Il souligne qu'il y a des conditions absolues, comme par exemple le fait de refuser l'octroi de la naturalisation suisse à quelqu'un qui a été condamné pénalement.

M. Saadi indique que les notions relatives à la participation à l'activité économique ou à l'acquisition d'une formation sont clairement définies dans l'article 7 de l'ordonnance sur la nationalité suisse, du 17 juin 2016. Ces notions sont d'ailleurs reprises quasi à l'identique par le nouveau droit fédéral des étrangers.

Ce même député (Ve) cite l'article 7 qui prévoit la possibilité de faire des profils de personnalité et demande des précisions sur ce sujet.

M. Ameli signale que cette disposition a été examinée par le bureau du préposé cantonal à la protection des données, qui a qualifié la disposition de conforme à la protection des données. Tout dépend de la concrétisation de cette notion qui se fera dans le futur règlement d'application. Il précise qu'il n'y a pas d'intention de faire du profilage mais plutôt d'utiliser certaines données à des fins statistiques.

Un député (PLR) constate que ce texte découle d'une loi fédérale et demande où se trouve la liberté de manœuvre du parlement genevois.

M. Ameli précise que la liberté du parlement réside dans l'organisation de la procédure, qui est de compétence cantonale. Les cantons pourront encore prévoir des obligations complémentaires. Il cite l'exemple de la durée de séjour cantonale, pour laquelle la Confédération a prévu une fourchette entre 2 et 5 ans. Les cantons peuvent ainsi choisir la durée de résidence minimale sur leur territoire, dans les limites fixées par le droit fédéral (cette disposition n'a pas impacté le canton de Genève, puisque sa législation cantonale prévoit déjà une durée de séjour minimale de 2 ans sur le territoire cantonal). Il cite également la disposition sur les jeunes étrangers. Le canton a aussi mis en place un système totalement novateur au sujet de l'aide apportée par les autorités pour faciliter l'accessibilité de la naturalisation, par le renforcement de l'intégration des candidats.

Le même député (PLR) comprend que chaque commune est libre de s'organiser comme elle l'entend. Il s'interroge sur l'absence de modification de la LAC.

M. Ameli note que dans le cadre du débat avec l'ACG, les communes s'interrogeaient sur la question de savoir si l'enquête qui peut leur être confiée ne constituait pas un report de charge. Il a donc précisé que cette enquête n'aura lieu que dans des cas très particuliers où l'enquête cantonale trouverait ses limites. L'aide de la commune peut être décisive dans le cas

d'une enquête domiciliaire par exemple. Quand le canton a des doutes à la suite d'une audition, car la personne a donné des réponses contradictoires et que l'enquête domiciliaire cantonale n'a rien donné, c'est la commune qui est par définition la plus proche du candidat et qui peut donc procéder à des investigations ou à de rapprochements complémentaires qui pourront être utilisés par l'autorité cantonale de naturalisation. En se rendant dans plusieurs communes, il s'est rendu compte que plusieurs d'entre elles savent que certaines personnes ne sont pas intégrées et qu'elles demandaient à pouvoir communiquer cette information à l'Etat. Ce système est donc légitimé au niveau législatif, même s'il constitue l'ultima ratio. Il répond au sujet de l'inscription dans la LAC n'avoir pas eu de retour sur la nécessité de le faire après évaluation par le service juridique du département et la chancellerie.

M. Poggia affirme que selon le principe d'équivalence des normes, le fait de modifier une loi ou une autre importe peu.

Ce même député (PLR) évoque l'utilisation de VOSTRA et demande quelles sont les dimensions de la maille. Il présume que toutes les inscriptions au casier ne seront pas considérées de la même manière.

M. Ameli constate que c'est toute la subtilité du nouveau droit. Sous l'ancien droit, l'extrait de casier judiciaire destiné aux particuliers suffisait mais à présent seul le casier judiciaire informatisé fait foi. Il n'est accessible qu'aux autorités et le délai d'inscription est beaucoup plus long (jusqu'à 20 ans) que celui destiné aux particuliers. Il y a toutefois une limite temporelle (qui diffère selon le type et la quotité de la peine), à partir de laquelle la condamnation n'est plus inscrite dans VOSTRA et il n'est alors plus possible d'opposer cette condamnation à un candidat.

Ce même député (PLR) aimerait savoir si toute infraction inscrite à VOSTRA pourrait être retenue pour refuser l'entrée en matière.

M. Ameli signale que l'ordonnance fédérale prévoit plusieurs systèmes suivant le type et la quotité de la peine, à plus ou moins de 90 jours.

M. Saadi indique que ce système est détaillé à l'article 4 de l'ordonnance fédérale sur la nationalité (non-respect de la sécurité et de l'ordre publics).

Un député (EAG) demande s'il n'est pas discutable de fixer à l'article 1, alinéa 3 la naturalisation comme ultime étape de l'intégration. Il estime qu'il s'agit d'un pas sur le chemin de l'intégration. Naturalisé à l'âge de 28 ans, il est plus intégré actuellement qu'au moment de sa naturalisation. Il dit son inquiétude au chapitre de l'intégration, comprise comme le fait de respecter les valeurs de la Constitution fédérale. Il y a des dispositions de la constitution dont il conteste la pertinence et qu'il voudrait combattre par les voies de l'initiative populaire fédérale. Il cite à cet égard l'art. 28 sur la

liberté syndicale, proscrivant le recours à la grève politique. Il peut citer les publications de l'OIT prévoyant que la déclaration d'illégalité d'une grève nationale constitue une grave violation de la liberté syndicale. Il constate un conflit avec la Constitution fédérale et estime avoir le droit de plaider que la disposition est discutable. Il reconnaît cependant qu'à juste titre, le législateur nuance et demande d'adhérer aux valeurs et pas à la Constitution elle-même. Il demande de préciser ce qu'il a le droit de penser sous peine que le Conseil d'Etat lui enlève le droit de cité.

M. Poggia constate qu'il est impossible de savoir si une personne adhère aux valeurs de la Constitution. Il s'agit de vérifier si une personne a concrètement manifesté un mépris des valeurs constitutionnelles et ce par une analyse du comportement et pas de la pensée.

Le député (EAG) remercie pour cette réponse d'ordre politique qu'il apprécie. Il passe à l'article 10 qui prévoit d'accorder le droit de cité aux enfants trouvés et le loue car ces enfants se trouveraient sans droit de cité. Il retient que c'est explicitement prévu dans le droit fédéral et cite l'article 46 qui prévoit que si la filiation est ultérieurement établie, il est possible de priver l'enfant du droit de cité, sauf s'il devient apatride. Il demande s'il serait envisageable d'octroyer le droit de cité aux enfants apatrides qui sont nés sur le territoire du canton car il trouve bizarre d'avoir des enfants qui naissent sur le territoire mais sont apatrides.

M. Poggia se demande ce qu'il convient d'entendre par « enfant trouvé » et cite la problématique actuelle des mineurs non accompagnés, qui tout à coup frappent à la porte des services sociaux en disant je suis là, ce qui ne veut pas dire qu'ils sont tombés du ciel.

M. Ameli indique qu'il y a en la matière un faible pouvoir d'appréciation par rapport à la disposition fédérale (art. 3 LN) qui prévoit expressément que lorsque la filiation est constatée, l'enfant perd les droits acquis. Il conclut sur l'impossibilité de déroger au droit fédéral.

Ce même député (EAG) dit être né à Genève en tant qu'apatride. Il trouve bizarre de naître quelque part et d'être considéré comme venant de nulle part, mais retient que le droit fédéral exclut toute marge de manœuvre.

M. Poggia précise que le droit de cité n'est qu'une partie dans le grand tout que constitue la naturalisation et qu'il n'y a pas de marge manœuvre.

Une députée (S) estime que les jeunes de moins de 25 ans ayant fait toute leur éducation à Genève et qui font la demande de naturalisation doivent supporter des émoluments importants. Elle demande quelle est la marge de manœuvre en la matière.

M. Gut rappelle que la marge de manœuvre a été discutée dans le cadre d'une motion au Grand Conseil. Il avait dans ce cadre expliqué pourquoi il n'était pas possible d'augmenter ou baisser les émoluments, sachant qu'ils doivent être corrélés aux frais réels occasionnés par la procédure. Il a pris le parti et le Grand Conseil avec, de distinguer entre les jeunes de plus ou moins de 25 ; les tarifs présentés sont révélateurs de la distinction faite à dessein pour fixer des prix allant de 300 F jusqu'à 2000 et ancrés désormais à l'article 12 du règlement d'application de la loi sur la nationalité genevoise (RNat).

Le président demande s'il convient d'attendre que les amendements soient rédigés ou s'il faut avancer malgré tout.

M. Poggia suggère d'attendre les amendements au projet de loi pour s'assurer de ne pas revenir sur des articles déjà traités. Il dit que ses services feront diligence, mais qu'ils attendent un arrêt de justice qui va intervenir sous peu. Il demande à M. Ameli s'il est possible de rendre les amendements d'ici à fin octobre, dès lors qu'il ne peut pas préjuger de la date à laquelle la Cour de justice rendra ses derniers arrêts.

M. Ameli répond qu'il y a en tout cas un arrêt important qui va tomber prochainement, qui pourrait compléter la jurisprudence existante sur la problématique des permis et qu'il serait bon d'avoir. Il a reçu plusieurs arrêts récemment mais estime difficile de terminer les amendements d'ici à fin octobre.

M. Poggia rappelle que ces amendements doivent être soumis au Conseil d'Etat. Il propose au président de l'avertir un mois avant la prochaine séance à fixer pour l'examen des amendements.

Le président prend note de cette proposition. Il demande si dans le panel d'experts qui a participé à la rédaction du projet de loi, les communes avaient un représentant.

M. Ameli répond par la négative.

Le président demande si la distinction entre nationalité et citoyenneté a du sens du point de vue du droit fédéral.

M. Ameli répond par l'affirmative.

Le président demande si le test par QCM relatif aux connaissances d'histoire, de géographie et des institutions suisses et genevoises (art. 11 RNat) est une condition nécessaire, mais pas suffisante.

M. Gut répond par l'affirmative. Il dit que le canton de Genève avait anticipé cette exigence en préparant déjà un QCM qui permettait de se préparer et qui est public. Ce système, qui repose sur un didacticiel mis à la

disposition des candidats à la naturalisation, est maintenant officialisé et légitimé par le droit fédéral.

Le président demande des précisions sur l'accessibilité à VOSTRA.

M. Gut indique qu'à l'OCPM, VOSTRA n'est accessible qu'à quelques fonctionnaires dûment reconnus par la police fédérale.

M. Saadi précise que la base de données VOSTRA n'est autre que le casier judiciaire informatisé. Elle est régie au niveau fédéral par l'ordonnance sur le casier judiciaire, du 29 septembre 2006. L'Office fédéral de la justice (OFJ) assume la responsabilité de VOSTRA.

Le président aborde la question de la durée de résidence pour études. Par le passé, les étrangers dont le permis de séjour était conditionné aux études ne pouvaient pas faire valoir ces années pour obtenir un permis de résidence permettant d'atteindre la nationalité.

M. Ameli explique que le nouveau droit prévoit la possibilité de naturaliser quelqu'un détenteur du permis C, donc ce n'est en principe pas possible après les études. Il évoque néanmoins le cas où un étranger rencontre l'amour pendant les études et obtient par la suite, après la conclusion d'un mariage, un permis B au titre du regroupement familial, puis un permis C après 5 ans de vie commune ; dans ce cas, tous ses jours sous permis B sont comptabilisés.

Le président demande si une personne détentrice du permis C peut bénéficier de l'aide sociale.

M. Ameli répond par l'affirmative, mais précise que dans ce cas, il manque une condition matérielle pour obtenir la nationalité suisse.

Le président demande combien de personnes ont été naturalisées ces dernières années.

M. Gut dispose des chiffres depuis 2015. Il constate une nette augmentation du dépôt des demandes à la veille de l'entrée en vigueur du droit fédéral, précisément à cause de la nouvelle condition d'être détenteur du permis C au moment du dépôt. Il indique l'existence de 5700 demandes en 2017, dont 1500 dans le seul mois de décembre 2017. Il conclut que le nombre de demandes diminue, car les exigences en matière de séjour sont plus drastiques.

Le président demande, concernant le profilage, s'il est prévu de recourir aux Big Data, qui permettent de savoir beaucoup sur le comportement des gens.

M. Ameli n'est pas allé aussi loin. L'utilisation des réseaux sociaux se limite en principe à la recherche de la résidence effective. Il relève le cas

d'une personne qui défendait mordicus qu'elle résidait dans le canton de Genève, alors que sur Facebook toutes ses photos la montraient à Londres ; cela peut ainsi constituer une preuve, parmi d'autres, qu'elle ne résidait en réalité plus dans le canton de Genève. Il ne voit pas à quoi pourraient servir les Big Data. Dans les faits, son secteur s'appuie essentiellement sur des documents fournis par d'autres administrations (par exemple Hospice général, police, etc.) ou par des particuliers. Par ailleurs, les critères et documents sont standardisés (par exemple, il est nécessaire de présenter une attestation de réussite aux tests de français pour prouver qu'on dispose d'un niveau conforme aux exigences fédérales) et il n'y a donc pas besoin d'avoir accès aux Big Data. La seule latitude concerne la détermination de la résidence effective du candidat, où toute donnée peut dans ce cas être utile.

M. Saadi signale que des contrôles sont effectués au niveau fédéral par le SEM et le SRC.

Le président note que l'EPFL conduit une étude de santé publique qui utilise les smartphones ; la façon dont les personnes utilisent leur smartphone permet de savoir qui a la grippe ou pas. Il conclut que le monde a changé et demain, pour savoir si les gens sont intégrés ou pas, ce type d'indicateur pourrait être utilisé.

M. Ameli explique que la définition de l'intégration est systématique et scientifique et ne découle pas du pouvoir discrétionnaire d'une autorité. La latitude laissée aux autorités de naturalisation se rapporte uniquement à quelques aspects mineurs, tels que la détermination du contenu du test de connaissances générales ou la possibilité de s'assurer que le candidat a des attaches avec le canton et sa commune de résidence (par exemple en étant actif dans les associations). Il serait contraire au droit fédéral d'établir un profil de la personnalité.

Un député (MCG) aborde le respect de la sécurité et de l'ordre public et remarque que le registre Vostra ne contient que les peines majeures. Il demande s'il n'est pas préférable de demander un certificat de bonnes vies et mœurs, qui fixe un profil précis de la personne.

M. Ameli constate que le certificat de bonnes vie et mœurs n'a plus tellement de portée au niveau du droit de la nationalité. La CACJ relativise la prise en compte de faits qui n'aboutissent pas à une condamnation pénale pour refuser la naturalisation. Ce certificat de bonnes vie et mœurs n'est plus utilisé, car ce qui compte est la condamnation pénale entrée en force pour établir qu'une personne enfreint ou pas l'ordre public.

M. Poggia annonce que la police analyse actuellement la question de savoir s'il faut abroger le certificat de bonnes vie et mœurs car il est désuet et rappelle ce qui a justifié de retirer des enfants à leurs parents.

Le même député (MCG) constate qu'il est toujours demandé pour l'exercice de certains métiers.

M. Poggia indique que lorsque le certificat est bon il n'y a pas de problème, mais lorsqu'il est mauvais il faut savoir si les décisions négatives fondées sur ce document passent la voie jurisprudentielle, ce qui est discutable.

Le président remercie les personnes auditionnées. Il attend le signal du département avant de remettre à l'ordre du jour l'examen du projet de loi.

Séance du mercredi 3 février 2021

Audition de M. Mauro Poggia, conseiller d'Etat, DSES, accompagné de M. Redouane Saadi, secrétaire général adjoint chargé du domaine de la migration, et de M. Bernard Gut, directeur général de l'office cantonal de la population et des migrations (OCPM)

Le président rappelle que le PL 12305 concerne l'adaptation de la législation cantonale aux réformes du droit fédéral sur la nationalité suisse.

Le président rappelle que ce projet de loi concerne une adaptation de la législation genevoise à la législation fédérale en matière d'acquisition de la nationalité suisse. Le conseiller d'Etat pourra faire le point sur la situation et présenter les divers amendements proposés qui sont en lien avec l'évolution de la situation.

M. Poggia procédera à une introduction afin de mettre en lumière les changements essentiels au projet de loi, disponibles dans un tableau remis aux commissaires. Pour rappel, ce projet de loi a été déposé le 28 mars 2018, suite à l'entrée en vigueur du nouveau droit fédéral, la loi sur la nationalité (LN), le 1^{er} janvier 2018. Néanmoins, un certain nombre de procédures ont eu pour conséquence la suspension des travaux sur ce projet de loi. En effet, il a été constaté par la Chambre administrative de la Cour de justice, au travers de plusieurs arrêts, que les exigences qui figureraient dans le règlement d'application de la loi sur la nationalité genevoise (RNat) n'avaient pas de base légale suffisante.

C'est pourquoi il a été décidé de déplacer dans la loi les exigences qui figureraient auparavant dans le règlement. A cet égard, les exigences initialement fixées à l'article 11, alinéas 1 et 6 du règlement (RNat) ont été intégrées au projet de loi aux articles 21 et suivants. Ces exigences portent

sur la recevabilité de la requête et en particulier sur les questions de la situation personnelle du requérant, sur le dépôt de certains documents – extrait de l'état civil, casier judiciaire – ainsi que sur certaines conditions matérielles comme la validité ou la durée du séjour. Les exigences initialement mises en œuvre par le département et l'office cantonal de la population et des migrations (OCPM) ayant fait leurs preuves, ils ont été intégrés aux articles 21 et suivants du projet de loi. Ces nouvelles dispositions seront détaillées ci-après.

Recevabilité de la demande (art. 21, al. 2 ; art. 22, al. 2 ; art. 24, al. 5)

M. Poggia explique que plusieurs articles ont été modifiés concernant la recevabilité de la demande :

- L'article 21, alinéa 2, concernant les connaissances linguistiques, précise que « [l]e département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque l'attestation de langue n'est pas conforme aux exigences prévues par l'alinéa 1. »
- L'article 22, alinéa 2 concerne les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève. Celui-ci mentionne en son alinéa 2 que « [l]e département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque la personne requérante a échoué au test visé à l'alinéa 1 ». Ce test visé à l'alinéa 1 est un contrôle de connaissances générales.
- L'article 24, alinéa 5 concerne la participation à la vie économique ou l'acquisition d'une formation. Il prévoit à son alinéa 5 que « Le département peut refuser d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire si la personne requérante ne remplit pas les conditions posées aux alinéas 3 et 4. » Les alinéas 3 et 4 précisent que « ³ la personne ne doit pas avoir été à la charge de l'assistance publique dans les 3 ans précédant le dépôt de sa demande (...) » et que « ⁴ La personne requérante ne doit pas avoir fait l'objet de poursuites en force ou d'actes de défaut de biens dans les 5 dernières années et doit avoir intégralement acquitté ses impôts ».

Répartition de compétences entre le Conseil d'Etat et le département (art. 5, al. 3)

M. Poggia ajoute que la compétence de l'instruction de la procédure a été descendue au niveau du département, ces décisions étant antérieurement prises par le Conseil d'Etat. A cet égard, l'article 5, alinéa 3 du projet de loi mentionne les compétences du département. Parmi celles-ci, la lettre f) donne la compétence au département pour « *f) procéder aux instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application* ».

Prestation de serment (art. 37 et 38 ; art. 70)

M. Poggia explique que l'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet à la date de la prestation de serment pour les personnes majeures. Pour les personnes mineures, la date de l'arrêté fait foi. En raison de la crise sanitaire actuelle, un système alternatif a été mis en place afin de pouvoir se dispenser de la prestation de serment en présentiel. A cet égard, la prestation de serment peut se faire au travers d'un document dans lequel la personne naturalisée s'engage par écrit. Le document est par ailleurs contresigné par M. Poggia. Cette dérogation temporaire aux articles 37 et 38, alinéa 4, lettre a) est contenue dans la disposition transitoire de l'article 70.

Étrangers nés en Suisse (art. 23, al. 1, let. a)

M. Poggia explique qu'il a été ajouté à l'article 23, alinéa 1, lettre a) une possibilité donnée au département de dispenser la personne requérante des tests linguistiques et portant sur les connaissances générales, si « *a) la personne requérante est née dans le canton de Genève, et y a séjourné sans interruption jusqu'au moment du dépôt de sa demande de naturalisation* ». Cette disposition permet d'éviter qu'une personne ayant effectué l'ensemble de sa scolarité à Genève doive répondre à des questions d'ordre linguistique ou de connaissances générales.

Consentement des deux détenteurs de l'autorité parentale

M. Poggia indique que le droit fédéral a évolué concernant le consentement des deux détenteurs de l'autorité parentale. A ce titre, le consentement des deux parents est demandé en cas d'autorité parentale conjointe. Cet aspect est valable dans l'ensemble des articles faisant mention de l'« *autorité parentale conjointe* » et lorsqu'il s'agit de la naturalisation de personnes mineures.

M. Ameli confirme que M. Poggia a esquissé les grandes lignes des modifications proposées. Concernant la problématique des enfants mineurs, une pondération d'intérêts a été opérée, lors des cas pour lesquels un des parents ne souhaite pas collaborer dans la procédure de naturalisation – par exemple pour des motifs de vengeance. A cet égard, dans le premier projet, il avait été inscrit, conformément à la position de l'Etat civil, que dans certains cas un seul parent pouvait prendre une décision – lorsqu'un des deux parents s'en désintéressait. Dans ce projet de loi modifié, il a été convenu qu'il était

plus sage de laisser cette question à l'autorité de l'enfance compétente. Cet exemple illustre une modification qui ne concerne pas uniquement une adaptation de la législation à la jurisprudence. Le département s'est toutefois saisi de l'opportunité de cette modification pour renouveler la loi dans ce sens.

M. Ameli ajoute que le système de prérequis est en vigueur depuis plusieurs années dans le canton de Genève. Ce système a fait ses preuves concernant la durée de la procédure, car certaines conditions doivent être remplies avant le dépôt des dossiers, notamment par le biais d'attestations. Or, ce système a bien fonctionné jusqu'au jour où plusieurs recours ont vu le jour, suite au changement de loi, car certaines personnes ne pouvaient plus déposer de demande avec la nouvelle loi. Dès lors, la chambre administrative a relevé au travers de plusieurs arrêts qu'il existait un défaut de base légale et que les dispositions devaient figurer dans une loi formelle. D'où la demande actuelle de modifier ce projet de loi.

M. Ameli souligne un dernier point concernant la prestation de serment. En effet, il y a eu une incompréhension suite à un arrêt qui laissait entendre que la prestation de serment devenait accessoire. Or, l'article 25, alinéa 3, lettre a) de la LNat actuelle mentionne que « ³ *L'acquisition de la nationalité genevoise prend effet : a) à la date de la prestation de serment pour l'étranger majeur* ». Cette disposition a été appliquée durant plusieurs décennies, non seulement par l'autorité de naturalisation, mais également par l'Etat civil et les autorités des passeports et cartes d'identité suisses. Afin de clarifier la situation, il a été décidé de mentionner que l'arrêté en question devenait caduc.

M. Poggia se dit disposé à répondre à toute question émanant de la commission.

Le président note que la modification du projet de loi fait l'objet d'un tableau synoptique contenant une quinzaine d'amendements. Dans ce cadre, il demande s'il ne vaudrait pas mieux d'intégrer ces amendements dans un nouveau projet de loi et de le présenter sous forme de projet de loi consolidé à la commission. Dès lors, les membres de la commission formuleraient des amendements et non des sous-amendements aux propositions de modifications du Conseil d'Etat.

M. Poggia confirme que le but était de présenter un projet de loi réécrit sous la forme d'amendement général. En effet, la version du 14 décembre 2020 pourrait constituer la base de travail sur laquelle les membres de la commission pourraient formuler des amendements et non des sous-amendements.

Le président prend note de la réponse de M. Poggia qui a levé le doute sur son questionnement.

Un député (PLR) comprend que la version du projet de loi du 14 décembre 2020 agit comme un nouveau projet de loi. Dès lors, la question se pose de savoir pour quelle raison le Conseil d'Etat n'a pas retiré le projet de loi initial et déposé un nouveau projet de loi. En effet, bien que le texte soit présenté comme un amendement général, il s'agit d'un projet de loi entièrement réécrit, avec un exposé des motifs et une validation par le Conseil d'Etat. Dès lors, il aurait été préférable que le projet de loi initial soit retiré, car il est devenu obsolète sur la forme – et non sur le fond – en raison des différentes décisions de la chambre administrative de la Cour de justice. Dans ce cadre, la commission pourrait reprendre son travail sur un nouveau texte sans que le Conseil d'Etat ait besoin de réitérer sa présentation effectuée en 2019.

M. Poggia indique que la solution proposée par ce député est une façon de procéder. Néanmoins, les modifications proposées ne sont pas fondamentales : il s'agit d'une importation au niveau législatif de ce qui figurait dans le règlement – sous réserve de quelques changements cosmétiques. Dès lors, dans la mesure où le ce projet de loi était déjà inscrit au rôle de la commission des droits politiques et afin de demeurer dans des délais raisonnables, il a été décidé de procéder ainsi. Pour rappel, la nouvelle Loi fédérale sur la nationalité (LN) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018. Dans le tableau synoptique, les nouvelles dispositions à examiner se trouvent dans la dernière colonne ; le reste des dispositions sont celles du projet de loi initial.

Un député (PDC) partage la remarque du président. De plus, il demande si les modifications proposées relèvent réellement d'une simple adaptation de la législation cantonale au droit fédéral ou si le département s'est saisi de l'occasion pour introduire des nouveautés qui pourraient échapper à la commission et qui ne correspondraient pas au droit fédéral.

M. Gut précise que la modification concerne deux aspects. Premièrement, la mise en conformité avec la nouvelle Loi fédérale sur la nationalité du 1^{er} janvier 2018. Deuxièmement, l'intégration de l'évolution jurisprudentielle, notamment au niveau cantonal, qui a poussé le département à modifier la loi dans le sens des décisions prises par la chambre administrative de la Cour de justice. Ce nouveau texte permet notamment – comme évoqué par M. Poggia en préambule – de placer au rang légal des dispositions qui existaient uniquement au niveau réglementaire.

Le même député (PLR) remercie M. Poggia pour sa réponse. Il demande s'il ne serait pas opportun de voter à la fois l'entrée en matière et le principe de travailler sur un amendement général. Cela permettrait de savoir sur quel texte la commission travaille et donnerait la possibilité dans un deuxième temps de procéder à une lecture article par article.

Le président prend note de cette proposition.

Un député (S), n'ayant pas assisté aux débuts des travaux sur ce projet de loi, demande si ceux-ci ont donné lieu à des auditions. En effet, il est envisageable de voter l'entrée en matière de ce projet de loi, comme proposé par son collègue (PLR). Toutefois, avant de procéder à une lecture article par article du texte, il semble préférable de procéder à une consultation en amont. Nonobstant le fait que le département mentionne uniquement des adaptations techniques, la modification n'est pas anodine.

En effet, des choix politiques assez lourds ont été faits au niveau fédéral ; choix retranscrits d'une certaine manière dans ce projet de loi. A cet égard, le paradigme qui vise à dire que la naturalisation est l'aboutissement du processus d'intégration a pour conséquence de maintenir des personnes plus longtemps à l'écart des droits politiques. Cette problématique fait échos à d'autres discussions sur les droits politiques des personnes étrangères. Bien qu'il existe un cadre fédéral à respecter, il existe une certaine marge de manœuvre laissée au législateur cantonal.

M. Poggia indique que ce projet de loi a fait l'objet d'une consultation avec le Pouvoir judiciaire, les communes, le département de la cohésion sociale (DCS) et le département de l'instruction publique (DIP). A cet égard, si la remarque du député PS concernait les milieux associatifs, la consultation n'a pas porté à ce niveau-là. Néanmoins, la question du bien-fondé des choix politiques à l'échelon fédéral, qui fixe la naturalisation comme l'aboutissement du processus d'intégration, est un point de vue qui peut être discuté. Toutefois, le canton n'a pas la compétence de s'exprimer sur ce sujet sachant qu'il émane de décisions du parlement fédéral.

M. Saadi ajoute que la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI) définit la notion d'intégration. La loi genevoise sur la naturalisation (LNat) inclut non seulement des questions d'intégrations, mais fait également jonction avec le domaine de l'asile dès lors qu'elle considère que la durée de séjour pour les permis F est prise en considération comme une fraction – 50% – de la durée de séjour des personnes concernées en Suisse.

M. Ameli ajoute, pour dissiper tout malentendu par rapport au premier projet de loi, que les amendements ajoutés sont des modifications purement techniques qui portent sur des procédures cantonales. Il n'y a pas à cet égard

de modifications portant sur des principes de fond comme pour l'intégration qui est une compétence exclusive de la Confédération. Il s'agit d'une loi d'application, les compétences au niveau cantonal dans ce domaine sont ténues. De plus, la loi genevoise apparaît comme particulièrement avant-gardiste en comparaison intercantonale. En effet, l'art. 3 prévoit des séances d'informations à l'intégration qui permette aux candidats et candidates de suivre des séances d'informations dispensées par des associations partenaires telles que Camarada ou La Roseraie. A cet égard, des personnes exemptées de cours de français ou de connaissances générales peuvent tout de même suivre des cours pragmatiques sur l'intégration. Par ailleurs, cette disposition était déjà présente dans le projet d'origine et n'a pas été modifiée par l'amendement général.

M. Ameli souligne que l'idée de cet amendement est de pouvoir répondre aux arrêts de la chambre administrative. Ces derniers n'ont jamais remis en question le fond du système genevois des prérequis, mais uniquement la base légale, contenue actuellement dans le règlement édicté par le Conseil d'Etat. Il semblait donc nécessaire d'intégrer ce système de prérequis dans une nouvelle loi. Le système de prérequis facilite et accélère la procédure conformément à la volonté des Constituants contenue à l'article 210, alinéa 2 CST-Ge qui stipule que « *[l]a procédure est simple et rapide* ». De plus, le système de prérequis demande aux candidats et candidates de réunir les documents nécessaires au dépôt d'une demande de naturalisation. Lors de ce processus, la procédure n'est pas encore entamée. Par conséquent, cela évite que certaines procédures s'enlisent à l'image de ce qui peut se produire dans d'autres cantons.

M. Ameli ajoute que la modification n'a pas pour but d'introduire de nouvelles notions sur le fond. Bien que le tableau synoptique puisse sembler compliqué, il regroupe l'ensemble des informations par souci de transparence : la dernière colonne du tableau permet aux membres de la commission de comparer la modification à la première version du texte. Pour rappel, le Pouvoir judiciaire et les départements concernés ont été consultés et ont formulé des remarques. L'une d'entre elles concernait la problématique de l'autorité parentale. A cet égard, il a été décidé de donner la compétence à l'autorité de protection de l'enfant. A ce titre, il s'agit de modifications qui portent sur des questions procédurales et de pratiques et non sur des principes.

Un député (S) relève que les propos qui viennent d'être exposés démontrent qu'il existe une certaine marge de manœuvre, même si le texte comprend des éléments d'adaptation au droit fédéral et à la jurisprudence cantonale. En particulier, les propos de M. Ameli sur la simplicité de la

procédure et sur les cours d'intégration illustrent cette marge de manœuvre. De plus, la naturalisation décrite comme l'aboutissement du processus d'intégration est une notion qui, sauf erreur, excède le champ des dispositions fédéral à ce sujet. Par ailleurs, l'article 12, alinéa 2 (LN) liste les critères d'intégrations dans des situations particulières de handicap ou de maladie ; ceux-ci figurent dans le projet de loi uniquement dans l'exposé des motifs. Pour des raisons de clarté du texte, il semble que ces éléments devraient figurer dans la loi et non seulement dans l'exposé des motifs. De plus, bien que les consultations aient permis de s'assurer de conformité législative des dispositions, la consultation des milieux associatifs est importante pour permettre de comprendre la position du milieu.

M. Poggia confirme qu'il existe une marge de manœuvre dans la rédaction de ce projet de loi, il serait en effet malhonnête de dire que le projet de loi n'est qu'un copié-collé de la législation fédérale. Néanmoins, cette marge de manœuvre a été mise au service des requérants à la naturalisation afin de les aider et de raccourcir les délais de naturalisation. Dans ce cadre, si le député (S) souhaite se convaincre que toute la marge de manœuvre a été utilisée dans le bon sens – qui est également le sien –, il n'existe pas d'inconvénient à procéder à une consultation des milieux associatifs.

Le président constate qu'il n'y a plus de demande de parole. Il demande si les auditionnés restent pour la suite des travaux.

M. Poggia confirme que M. Ameli, M. Gut et M. Saadi resteront si la commission le souhaite.

Le président remercie M. Poggia et propose de le libérer avant de passer à la suite des travaux sur ce projet de loi.

Le président indique que la commission est saisie d'une proposition d'audition des milieux associatifs. Il demande si l'auteur de la proposition souhaite formuler une proposition concrète.

Celui-ci indique qu'il serait souhaitable d'auditionner des acteurs tels que l'organisation faîtière qui regroupe les communautés étrangères – Maison Kultura – ou d'autres associations actives dans le secteur, telles que le CCSI ou la Roseraie.

Le président demande si les représentants du département auraient des suggestions.

M. Gut signale que le département a l'habitude de collaborer avec les associations Camarada, la Roseraie, le collectif C9FBA qui s'occupent des cours de langue. L'OCPM collabore également étroitement avec le Bureau d'intégration des étrangers (BIE) dans la gestion des dossiers de naturalisation dès lors que la dimension d'intégration est fondamentale.

M. Saadi ajoute que le département est lié avec ces associations au travers de conventions. Il serait dès lors utile de se renseigner sur les prestations fournies auprès des populations concernées par ces associations.

Le président demande s'il existe d'autres suggestions d'audition.

Un député (PLR) rappelle avoir proposé de voter l'entrée en matière, ainsi que le principe de travailler sur l'amendement général afin de savoir sur quel texte la commission procédera aux auditions. Pour le moment, le PL 12305 est obsolète. Il serait donc étrange de procéder à des auditions sur un texte qui n'est pas celui sur lequel la commission travaille. Néanmoins, la demande de se positionner sur un texte n'a pas pour but de s'opposer à une quelconque audition. En effet, il est possible – et parfois souhaitable – de procéder à des auditions après le vote d'entrée en matière. Cela démontre que la commission s'est clairement saisie du fond de la question politique. A ce moment-là, les auditions sont encore plus légitimes. Il reformule sa demande de voter sur l'entrée en matière et sur le principe de travailler sur l'amendement général. Ce deuxième aspect permettra de simplifier le texte avec un tableau synoptique de deux colonnes. Enfin, les personnes auditionnées s'exprimeront sur le texte qui pourrait effectivement devenir la législation genevoise.

Le président considérerait qu'il était évident que la commission travaillerait sur l'amendement du Conseil d'Etat. Cette question sera votée.

Un député (MCG) soutient la proposition de son collègue (PLR). En effet, compte tenu du fait que l'amendement est largement différent du texte d'origine, il est souhaitable de voter l'entrée en matière. Ceci ne constitue en aucun cas une opposition à d'éventuelles auditions par la suite. A cet égard, toutes les associations mentionnées semblent pertinentes dans le cadre d'auditions.

Le président estime qu'il semble évident qu'une unanimité de la commission est en faveur du fait de travailler sur l'amendement général du Conseil d'Etat. Ce débat en amont aurait eu pour objectif de ne pas passer directement en deuxième débat avec une lecture par article. En effet, lors des auditions, il est préférable que la commission reste dans l'optique d'un premier débat. Cela peut toutefois être le cas même si l'entrée en matière est votée.

Le président propose de voter sur l'entrée en matière. Il indique qu'il s'abstiendra lors du vote, afin que sa voix ne soit pas interprétée comme un soutien préalable au projet de loi, bien que son opinion sera forgée à la suite des auditions.

Un député (S) s'abstiendra pour les mêmes raisons que le président.

Vote d'entrée en matière

Le président met aux voix l'entrée en matière du PL 12305 :

Oui	11 (2 Ve, 2 PDC, 4 PLR, 1 UDC, 2 MCG)
Non :	0
Abstentions :	4 (1 EAG, 3 S)

L'entrée en matière est acceptée.

Le président constate qu'il n'y a pas d'opposition au principe de travailler sur l'amendement du Conseil d'Etat et non pas sur la version initiale du projet de loi.

Sans opposition, l'amendement général du Conseil d'Etat devient la base des travaux.

Le président revient sur la question des auditions. Pour rappel, l'association Camarada, le CCSI, le Bureau d'intégration des étrangers ont été évoqués. Il donne la parole au député PS qui avait amené cette question.

Ce dernier se dit mal à l'aide de devoir choisir entre plusieurs associations d'une manière plus ou moins arbitraire. Il regrette que ce processus important n'ait pas été fait en amont. Pour rappel, une motion de M. Calame avait été acceptée et demandait au Conseil d'Etat de procéder à davantage de consultations. Le fait de savoir si ce projet sera accepté par la société civile est un travail considérable. Par conséquent, il pourrait être envisagé d'envoyer le projet de loi aux associations concernées et de leur donner un délai pour exprimer leur position par écrit.

Une députée (S) propose d'auditionner le groupe de travail désigné par les autorités pour le suivi de la mise en œuvre du programme d'intégration cantonale (PIC). Ce groupe est composé du CCSI, du CSP, de la Roseraie, de l'UOG et de Camarada.

Le président demande si les membres du département ont des suggestions à formuler sur cette proposition d'audition.

M. Ameli précise que ce projet de loi n'a pas été rédigé en l'absence des associations. En effet, lors de l'élaboration du premier projet, un groupe de travail du département composé notamment du BIE. De plus, le département travaille en étroite collaboration avec les associations Camarada, La Roseraie, l'OSEO, l'UOG et C9FDA. Ces associations connaissent bien la procédure et ont une longue expérience, notamment dans les questions d'exemptions. De plus, dans le canton de Genève, il existe une commission tripartite qui a pour objectif d'examiner les demandes d'exemption. Cette

commission est composée d'une personne représentante du Bureau de l'intégration des étrangers, ainsi que deux personnes représentantes de Camarada et de la Roseraie. Elle examine les demandes d'exemption pour les personnes qui se trouvent dans l'incapacité de remplir toutes les conditions, en raison notamment de problèmes médicaux ou de langage.

Le président demande s'il convient à la commission de procéder à l'audition du groupe de travail désigné par les autorités pour le suivi de la mise en œuvre du programme d'intégration cantonale (PIC) ainsi qu'à celle du Bureau de l'intégration des étrangers (BIE). A la suite de cela, la commission pourra discuter de l'opportunité d'envoyer le texte de loi aux autres acteurs du milieu associatif.

Le président constate qu'il n'existe pas d'opposition à cette demande d'audition.

Sans opposition, la commission accepte les auditions suivantes :

- Groupe de travail désigné par les autorités pour le suivi de la mise en œuvre du programme d'intégration cantonale (PIC)
- Bureau de l'intégration des étrangers (BIE)

Le président propose de libérer les auditionnés, M. Ameli, M. Gut et M. Saadi et indique qu'ils sont les bienvenus au sein de la commission pour la suite des travaux.

M. Gut confirme que le département se tient à disposition de la commission.

Séance du mercredi 10 février 2021

Audition de M. Nicolas Roguet, délégué à l'intégration au BIE

Le président accueille M. Nicolas Roguet, délégué à l'intégration, et lui donne la parole sur le PL 12305.

M. Roguet remercie la commission pour son accueil. Il propose de formuler quelques commentaires sur le projet de loi, puis de répondre aux éventuelles questions ou demandes de clarification de la part des membres de la commission. M. Roguet estime que ce projet de loi témoigne d'un grand travail effectué par l'administration, dans le but de mettre en conformité le droit cantonal avec les nouvelles exigences fédérales. En tant que délégué à l'intégration, il apparaît regrettable que certaines adaptations fédérales aient été durcies. Il s'agit notamment des exigences concernant l'évaluation des critères linguistiques. Cette modification interroge les délégués à l'intégration dans plusieurs cantons, car elle apparaît comme une barrière renforcée en matière d'accessibilité. De plus, le fait d'ouvrir la procédure uniquement aux

personnes détentrices d'un permis C constitue également une barrière supplémentaire. A cet égard, il était préalablement possible pour les personnes qui relèvent du domaine de l'asile de déposer une demande de naturalisation.

M. Roguet ajoute que la mise en conformité de la LDGC revêt quelques points intéressants. Premièrement, l'article 3 contient une série de dispositions en lien avec une commission tripartite qui statue sur les exemptions aux tests. En effet, un test de connaissance citoyenne a été introduit et constitue la première étape pour les personnes qui souhaitent se naturaliser. Toutefois, en raison d'un illettrisme ou d'un handicap, certaines personnes ne sont pas en mesure de passer ces tests à l'OCPM. Dès lors, une commission tripartite statue sur les dossiers d'exemption. En cas d'exemption, la personne est inscrite dans un programme auprès de l'association Camarada ou du centre de la Roseaie. Il s'agit d'un atelier d'accompagnement qui vise l'acquisition d'un niveau de connaissance en matière de citoyenneté. Par ailleurs, cette procédure est déjà en vigueur : le canton n'a pas attendu cette mise en conformité du droit cantonal avec le cadre légal fédéral. A cet égard, Genève est en avance sur d'autres cantons.

M. Roguet note que le reste de la loi semble correspondre aux enjeux fédéraux et ne suscite pas davantage de remarques, excepté celles qui ont été évoquées plus haut : l'aspect positif de l'existence d'une commission d'exemption et le regret de voir les exigences durcies en matière linguistique. Il est certain que la langue soit un élément essentiel dans le processus de naturalisation, dans la capacité à créer des liens et dans le rapport aux institutions. Néanmoins, le fait de rehausser les exigences exclut les personnes qui ont une bonne connaissance du français oral. Dès lors, des personnes indépendantes financièrement et intégrées se voient privées de nationalité en raison de difficulté à l'écrit. Il s'agit toutefois d'un mécanisme d'exclusion souhaité par le législateur fédéral contre lequel il n'est pas possible d'agir.

M. Roguet ajoute que l'outillage de la loi pose correctement les périmètres entre les communes, le canton et les prérogatives de chaque institution. En outre, la loi illustre correctement les pratiques existantes. Pour rappel, le canton de Genève proposait le dispositif le plus efficace qui garantissait un meilleur accès à la naturalisation de Suisse, de par sa pratique en matière d'information, de rapidité, d'efficacité, de coûts d'émoluments, de dispositifs d'accompagnement des populations les plus vulnérables – dont la commission tripartite en est l'illustration. Dans ce cadre, la LDGC réactualise et ancre l'existant dans une base légale conforme en tous points avec la

pratique. M. Roguet se dit à disposition pour d'éventuelles remarques ou questions.

Questions des membres de la commission

Le président remercie M. Roguet pour son commentaire très intéressant, non seulement sur les obligations fédérales, mais également sur la marge de manœuvre cantonale, illustrée notamment par la commission tripartite. Le président demande quelles seraient les autres marges de manœuvre que le canton pourrait exploiter et qui représenterait un intérêt d'un point de vue de l'intégration.

M. Roguet estime que les marges de manœuvre ont été exploitées. La rédaction du texte repose sur les acquis de la pratique. A ce titre, les marges semblent avoir été utilisées à bon escient. Par ailleurs, le canton n'a pas de marge de manœuvre en matière linguistique : non seulement pour les tests, qui doivent être accrédités FIDE – Français, Italiano, Deutsch –, mais également pour les méthodes pédagogiques. A cet égard, le canton a dû modifier son système de test pour se mettre en conformité avec le cadre fédéral. Pour résumer, les marges de manœuvre ont été exploitées à bon escient et de manière constructive. Elles permettent de répondre à la réalité de la population genevoise, qui n'est pas identique à celle de cantons de Suisse centrale par exemple. L'outillage proposé est un équilibre satisfaisant.

Un député (PLR) comprend que le canton n'a pas de marge de manœuvre concernant les exigences linguistiques. Il demande quelle est le niveau d'exigence d'un test de langue française pour des personnes requérantes à la naturalisation, en comparaison aux exigences à la sortie de l'instruction publique obligatoire. En effet, au vu du niveau de français parfois inquiétant au sortir de l'école obligatoire, il ne serait pas logique de demander un niveau d'exigence supérieur aux personnes qui souhaitent être naturalisées. Deuxièmement, Il demande pourquoi la loi exige une maîtrise de la langue française, sachant qu'une personne suisse italophone peut s'établir dans le canton de Genève et exercer pleinement ces droits politiques, même si elle ne comprend pas la langue.

M. Roguet répond que le niveau de langue exigé est relativement basique, il s'agit des niveaux A2 ou B1. Un comparatif du nombre de mots demandé pour chaque niveau pourra être transmis à la commission. En effet, il semblerait que les adolescents et adolescentes issus du cycle perdent un certain nombre de mots par année. Néanmoins, il est certain que les personnes qui ont grandi et suivi une éducation à Genève ont un niveau de français plus élevé que ce qui est demandé à une personne requérante à la naturalisation. En outre, la perte de mots dans une langue est aujourd'hui

compensée par d'autres compétences comme les compétences en informatique.

M. Roguet ajoute que la seconde question du député (PLR) est une question qui fait l'objet de nombreuses recherches en sciences sociales. Il s'agit de questionner les raisons pour lesquelles la naturalisation est un objet politique si souvent rouvert par les acteurs politiques suisses, alors qu'il s'agit en réalité d'un processus administratif. En Suisse, la question de la naturalisation prend beaucoup d'espace politique et concerne énormément de débats. Sur ce sujet, un livre dont M. Roguet pourra transmettre la référence à la commission décrit l'histoire de la naturalisation comme objet politique. Du point de vue du BIE, il n'existe pas de grande différence entre une personne non-suisse et une personne suisse ne parlant pas le français à Genève. En effet, le Bureau étudie la façon dont une personne peut accéder à l'information. A cet égard, la brochure du BIE « bienvenue à Genève » s'adresse tant à des personnes italiennes que tessinoises. Il est toutefois clair qu'une personne suisse ne parlant pas la langue du canton aura davantage de difficultés à exercer ses droits politiques. Ces questions pourtant centrales sont peu abordées dans le cadre fédéral, car le débat se concentre sur les personnes étrangères et l'accès à la naturalisation. En effet, la naturalisation semble souvent déconnectée de la participation politique. Or, la participation politique est essentielle à la vie citoyenne. Cet aspect est souligné par les magistrats lors de la prestation de serment qui ouvre une participation pleine et entière aux droits politiques. Le BIE met également l'accent sur cet aspect, notamment dans les tests pour la naturalisation dont il a participé à l'élaboration. Le BIE insiste également sur l'importance de la participation politique lors de ses campagnes et de ses travaux sur le droit de vote des étrangers.

Un député (S) se pose la question de la rédaction de l'article 3, articulé selon l'article 12 de la loi fédérale. A cet égard, l'article 3, alinéa 1 pose de manière caricaturale l'acquisition de la nationalité suisse comme l'ultime étape de la naturalisation. Or, cet aspect n'est pas présent dans l'article 12 de la loi fédérale. Cet élément est peut-être celui qui a présidé à la réforme de la loi sur la nationalité au niveau fédéral. Néanmoins, il est légitime de s'interroger sur cet aspect qui ne figure pas *expressis verbis* dans la loi fédérale.

Il souhaiterait entendre M. Roguet sur l'opportunité ou l'obligation de cette disposition à l'article 3, alinéa 1. Deuxièmement, les alinéas 2 et 3 de l'article 3 ne reprennent pas directement le droit fédéral. Ces différences interrogent notamment sur le fait que ces alinéas de la loi cantonale ne mentionnent pas explicitement la situation de certaines personnes auxquelles

M. Roguet a fait référence pour les demandes d'exemption aux tests. Ces personnes sont pourtant mentionnées explicitement à l'article 12, alinéa 2 de la loi fédérale. Il demande à M. Roguet l'opportunité de cette différence. Enfin, il demande si, les personnes issues de pays dont la langue est la même qu'une des langues nationales – France, Belgique, Italie, Allemagne, Autriche, etc. – doivent également se prêter à des tests de langue.

M. Roguet note que ces questions témoignent du fait que l'objet n'est pas anodin et que chaque mot compte. Concernant l'article 1, alinéa 3, il est possible de le voir de deux manières. D'une part, d'un point de vue administratif, il est clair que l'acquisition de la nationalité correspond à l'ultimatum de l'intégration, car les personnes deviennent suisses. D'autre part, d'un point de vue de l'intégration, cette phrase ne fait pas sens. En effet, il n'existe pas de finitude à l'intégration : une personne qui obtient la nationalité ne va pas cesser de se pencher sur l'apprentissage des institutions ou de progresser dans la langue. Dès lors, il ne serait pas correct de considérer qu'une fois la nationalité obtenue, une personne cessera de s'impliquer dans la vie associative par exemple. Concernant la deuxième question, les alinéas 2 et 3 de l'article 3 permettent de garantir l'accès au droit à toute une série de personnes, dont les plus vulnérables, ce qui est conforme à la pratique actuelle.

Le même député (S) demande s'il ne serait pas préférable de mentionner explicitement dans la loi cantonale les personnes qui figurent à l'article 12, alinéa 2 de la loi fédérale. Cela serait en effet plus explicite qu'une simple inscription dans l'exposé des motifs, comme c'est le cas dans le projet de loi. Il semble important que les critères d'exemption soient clairement inscrits, comme l'article 12, alinéa 2 de la loi fédérale qui mentionne que « *²La situation des personnes qui, du fait d'un handicap ou d'une maladie ou pour d'autres raisons personnelles majeures, ne remplissent pas ou remplissent difficilement les critères d'intégration prévus à l'al. 1, let. c et d, est prise en compte de manière appropriée.* »

M. Roguet mentionne la teneur de l'article 3, alinéa 3. « *A cet égard, l'autorité compétente doit prendre en compte la situation spécifique du requérant. Elle doit le cas échéant lui apporter son soutien afin qu'il puisse acquérir les connaissances nécessaires pour justifier d'une intégration suffisante en vue de l'obtention de la nationalité suisse* ». Cet article précise que l'autorité compétente doit faire une analyse d'obstacle et accompagner les personnes dans ce processus. Il est en effet possible de mentionner explicitement les publics et catégoriser les personnes. Toutefois, il n'est pas certain que cela change la compréhension de l'article. En outre, le fait de poser des catégories strictes peut avoir pour conséquence d'exclure une des

catégories qui ne serait pas explicitement inscrite. Pour répondre à cette question, si le canton n'avait pas l'expérience de la commission d'exemption, il serait peut-être préférable de préciser davantage l'article. Néanmoins, au vu de l'expérience administrative et de la bonne connaissance du sujet, une telle précision ne semble pas requise. Il serait également possible de fournir davantage de précisions au travers du règlement.

Ce même député (S) note que le texte genevois donne la fausse impression qu'avec de l'aide, tout le monde peut y arriver. Bien qu'il soit positif que des aides soient prévues et que l'administration tente d'aller le plus loin possible avec chaque personne, il existe un certain nombre de situations pour lesquelles les personnes ne peuvent tout simplement pas entrer dans les catégories d'intégration standardisées telles que posées par le législateur fédéral. A ce titre, l'article 12 de la loi fédérale semble être plus ouvert. Il rappelle sa question de savoir si les personnes francophones, italophones et germanophones issues d'autres pays doivent également passer des tests de langue.

M. Roguet répond que selon la pratique genevoise, les francophones sont exemptés de tests de langue. Bien que cela était demandé auparavant, cette politique a été abandonnée, car elle n'avait pas de sens. Il existe à cet égard une liste de pays et régions d'origine dont les requérants sont exemptés de test. Par ailleurs, il est à noter que les tests sont coûteux. Le canton de Genève avait mis en place ses propres tests, peu coûteux – 80-90 francs – avec l'UOG. Toutefois ces tests ont dû être abandonnés en raison d'une uniformisation à l'échelle fédérale. Les tests actuels doivent être accrédités FIDE et correspondre au porte-folio européen. Le prix de ces tests s'élève à 250-280 francs. Les acteurs du test genevois mènent actuellement un combat pour le faire reconnaître, mais la procédure est mal engagée. De plus, il est à noter que le canton a connu un manque de place lors notamment de l'opération Papyrus durant laquelle de nombreuses personnes souhaitaient effectuer un test de langue. Cela illustre le fait que certaines décisions peuvent avoir des conséquences compliquées. A cette époque, les tests ont parfois été repoussés à plusieurs mois voire plusieurs années d'attente.

Ce député (S) demande si les personnes germanophone et italophone doivent effectuer un test de français s'ils déposent leur demande à Genève.

M. Roguet confirme.

Un député (Ve) note que la compréhension d'une brochure électorale nécessite un niveau de langue C2. La discussion a en effet tourné largement autour de la naturalisation. Or, le projet de loi concerne le droit de cité genevois. Il est dès lors légitime de se poser la question de savoir si la

naturalisation est la même au Tessin, en Suisse allemande ou en Romandie. La Suisse possède la particularité de donner un lieu d'origine à ses citoyens et citoyennes. Il est dès lors possible d'être originaire de Mendrisio et d'exercer ses droits politiques à Vernier. Or, il apparaît selon les propos de M. Roguet que la naturalisation à Genève nécessite une connaissance du français. Néanmoins, il semble que le droit fédéral mentionne sauf erreur la maîtrise d'une langue nationale. Le député (Ve) demande s'il est vraiment sensé d'établir des règles de naturalisation cantonale plutôt que de proposer un processus de naturalisation à l'échelle fédérale avec l'apprentissage d'une langue nationale et la connaissance des institutions politiques.

M. Roguet n'est pas certain de pouvoir répondre à cette question.

Le même député (Ve) indique que son interrogation concerne le fait de savoir si une personne intégrée à Zurich peut être considérée comme intégrée à Genève.

M. Roguet illustre cette problématique par une étude menée par l'UNIL sur l'accueil de nouveaux arrivants dans les écoles vaudoises. Une école vaudoise proposait aux nouveaux habitants une personne de contact dont la mission était d'accompagner les personnes dans la scolarité et d'expliquer notamment ce qui était attendu des parents. Dans ce cadre, les membres d'une famille, dont la mère était zurichoise et le père italien et dont la langue familiale était l'anglais, ont été interrogés. A la question de savoir pourquoi, et malgré leur difficulté de compréhension, ils n'ont pas eu recours au service d'accueil, les membres de la famille ont répondu que ce service était réservé aux personnes étrangères et qu'il ne les concernait donc pas. Or, même s'ils ne se considéraient pas comme étrangers, ces personnes n'avaient pas une meilleure compréhension des institutions que les personnes arrivantes en Suisse. Cette anecdote illustre l'importance du rapport entre les citoyens et les citoyennes et les institutions dans le processus d'intégration. Par ailleurs, comme évoquée par le député (Ve), la lecture d'une brochure électorale nécessite un niveau de langue C2, or il est demandé aux personnes naturalisées de passer un test B1 à l'oral. La question se pose alors de l'opportunité de diminuer le niveau de français des brochures électorales afin de les rendre compréhensibles par toutes et tous. Enfin, le fait qu'il existe un droit de cité cantonal peut être discuté. Dans le cadre genevois, il permet un outillage qui garantit notamment aux personnes les plus éloignées de pouvoir entrer dans ce processus.

Un député (MCG) note que la personne requérante à la naturalisation doit passer un test de langue du canton dans lequel elle fait sa demande. En effet, si une personne est naturalisée à Ftan dans le canton des Grisons, elle doit apprendre le romanche. Par ailleurs, concernant la diminution du niveau de

langue dans les brochures électorales, celle-ci pourrait également être appliquée aux textes de loi parfois difficilement compréhensibles pour le grand public. Néanmoins, le processus de naturalisation demande dix ans de séjour à Genève. Durant ces dix années, la personne a le temps d'apprendre la langue ainsi que les us et coutumes. A l'issue du processus de naturalisation, la personne obtiendra l'intégralité des droits civiques : elle pourra voter, élire et se faire élire. Dans ce cadre, il demande ce que Genève peut donner de plus à une personne naturalisée.

M. Roguet n'est pas certain que le canton de Genève doive offrir davantage à une personne naturalisée. Cette personne doit être considérée au même titre que les autres, avoir les mêmes accès.

Le même député (MCG) note que l'acquisition de la nationalité donne à la personne les droits civiques. En revanche, le droit à l'éducation à la santé est déjà assuré par le permis C.

M. Roguet note que ce député fait référence aux propos qui visaient à dire que le processus d'intégration n'est jamais terminé. En effet, tous les dispositifs existants permettent néanmoins à la personne de continuer de progresser. Si une personne effectue un test de langue B1, elle peut poursuivre dans l'apprentissage de la langue. Dans ce cadre, ce n'est pas parce qu'elle obtient le passeport que son niveau demeurera à B1. Elle peut également améliorer ses connaissances des institutions, participer davantage à la vie citoyenne et à l'ensemble des espaces de participation. L'intégration peut dès lors être vue comme une formation continue, un processus dynamique. Elle reste toutefois un processus personnel : beaucoup de personnes ne souhaitent pas être naturalisées. Cette décision peut découler d'une mauvaise expérience en Suisse ou d'un pays d'origine qui n'accepte pas la binationalité.

Le même député (MCG) note que comme les Etats-Unis ne reconnaissent pas la binationalité. Dès lors si une personne originaire des Etats-Unis souhaite se naturaliser en Suisse elle le peut, il s'agit d'un choix personnel. Par conséquent, chaque personne qui désire se naturaliser se doit de faire les efforts nécessaires.

Le président remercie M. Roguet pour ses propos et son éclairage particulièrement riche et intéressant, qui donnera matière à réflexion à la commission.

M. Roguet se tient à disposition pour d'éventuelles autres questions et transmettra les références évoquées durant l'échange.

Séance du mercredi 24 février 2021

Audition de M^{me} Marianne Halle, Responsable communication et relations extérieures CCSI et M. Maurice Gardiol, Camarada, groupe de suivi de la mise en œuvre du programme d'intégration cantonale.

Le président accueille M^{me} Halle et M. Gardiol et leur propose de s'exprimer sur le PL 12305, en particulier sur les marges de manœuvre cantonales qui sont, ou qui pourraient être davantage exploitées par ce projet de loi.

M. Gardiol explique faire partie depuis plus de sept ans avec M^{me} Halle d'un groupe de travail composé d'une vingtaine d'associations actives dans le domaine de l'intégration. Ce groupe a par ailleurs été mandaté par le conseiller d'Etat en charge du dossier pour suivre en partie la mise en œuvre du programme d'intégration. Ce projet de loi revêt donc une importance notable. La demande formulée aux autorités en accord avec le Bureau de l'intégration était de pouvoir cibler les marges de manœuvre possibles dans le droit cantonal. En effet, il s'agissait de s'assurer que la loi réponde aux exigences du contexte particulier de Genève tant d'un point de vue du marché du travail, du logement que de la formation. Il s'agissait donc de s'assurer que la loi permette de réaliser un processus d'intégration conforme à ce contexte. Le projet de loi tel que proposé semble répondre à ces exigences. M^{me} Halle formulera néanmoins quelques remarques sur certains articles qui ont retenu l'attention.

M^{me} Halle indique que le principe général que les associations souhaitent voir défendre dans le cadre de cette loi est le fait de s'écarter le plus possible de l'arbitraire et des formules soumises à interprétation. Il s'agit de privilégier les procédures et les critères les plus transparents et objectifs possibles, car il s'agit de la meilleure manière de lutter contre les risques de discrimination. L'idée est d'essayer d'éviter des formulations vagues qui laissent un pouvoir d'appréciation trop grand aux fonctionnaires qui traitent les dossiers.

Art. 3, al. 1

M^{me} Halle explique ne pas partager le concept de la loi fédérale qui constitue un des principaux problèmes. Ce concept se retrouve notamment à l'article 3 de la loi cantonale qui fait de la naturalisation l'étape ultime de l'intégration. Cette idée se trouve en contradiction avec ce que l'on peut constater sur le terrain lorsque l'on étudie le parcours de personnes de nationalité étrangère. En effet, l'intégration est un processus long. Le droit fédéral dit qu'une fois que les personnes sont intégrées, elles ont accès à certains droits. Or, la pratique montre le contraire : lorsque les personnes

obtiennent des droits, elles peuvent mieux s'intégrer. A titre personnel, il ne semble pas nécessaire que la loi genevoise reprenne l'article 3, alinéa 1. En effet, il s'agit d'éviter de dépendre le mythe de l'étranger exemplaire et de se retrouver avec des procédures et critères plus stricts pour les personnes étrangères que pour les personnes nées en Suisse ou naturalisées.

Art. 15 et 37 Prestation de serment

M^{me} Halle explique ne pas avoir d'opposition à ce que la prestation de serment soit prévue comme une étape dans la procédure. Néanmoins, il semblerait alors légitime de demander la même procédure aux Genevois et Genevoises qui atteignent leur majorité et qui entrent dans la vie politique au même titre qu'une personne naturalisée. En effet, le fait d'exiger une prestation de serment uniquement des personnes naturalisées encourage encore une fois l'idée qu'il est demandé davantage aux requérants à la naturalisation qu'aux personnes nées en Suisse.

Points positifs de la loi : art. 3, al. 4, art. 23, art. 31

M^{me} Halle souligne que dans l'article 3, alinéa 4 de la loi, le fait de s'appuyer sur l'expérience du terrain -notamment en mentionnant les séances de formation à l'intégration – est un aspect positif. De même, l'article 23 offre une ouverture positive pour les jeunes, en allégeant la procédure pour les personnes ayant grandi et ayant été scolarisées à Genève. Enfin, l'article 31 qui fixe une durée limite à la procédure est également un point positif qui relève du respect des administrés.

Art. 20, al. 6

M^{me} Halle estime que l'article 20, alinéa 6, qui laisse la possibilité au Conseil d'Etat de déterminer par voie de règlement les comportements qui pourraient constituer un obstacle à la naturalisation est trop flou. En effet, il laisse la porte ouverte à des dérives. Il semble dès lors préférable que cet article soit précisé, car le terme de « comportement » semble trop large.

Art. 25

M^{me} Halle relève que ce qui touche à l'encouragement de l'intégration des membres étrangers de la famille est contraint par le cadre fédéral. Cet article, à l'instar du droit fédéral, illustre certains fantasmes que l'on peut se faire des familles de nationalité étrangère. Encore une fois, il s'agit de s'assurer que les critères d'intégration pour les personnes étrangères ne soient pas supérieurs à ceux qui sont demandés aux personnes suisses. Il est donc légitime de se poser la question de savoir quels critères vont être déterminants s'agissant des familles. A cet égard, il serait problématique de questionner la répartition des tâches au sein du foyer ou le fait qu'une femme souhaite s'occuper de ses enfants pendant que son mari travaille, au même

titre que cela n'est pas demandé aux personnes suisses. De plus, dans le cadre de la famille, il est nécessaire de veiller à protéger particulièrement les enfants. A titre d'exemple, le fait de demander les résultats scolaires des enfants risque de faire peser un poids considérable sur leurs épaules. En outre, les résultats scolaires ne doivent pas être un critère pour déterminer le niveau d'intégration. Par conséquent, cet article pourrait plutôt être formulé par la négative : si une personne nuit à l'intégration de sa famille, cela pourrait être inscrit comme point négatif à l'examen de sa demande.

M. Gardiol souscrit aux propos de M^{me} Halle et souhaite souligner un point positif. L'article 3, alinéa 4 permet de valider ce qui a été mis en place dans le protocole d'accord de 2016 avec Camarada et la Roseraie. Les séances d'information à l'intégration ont pour but de permettre à des personnes qui ne répondent pas aux critères, pour des raisons de santé, de traumatisme, d'analphabétisme ou d'illettrisme, de tout de même poursuivre le processus d'intégration. Ces séances, mises en place par Camarada et la Roseraie en collaboration avec le canton et l'OCPM fonctionnent bien. Il permet à toute personne qui ne remplit pas les connaissances linguistiques de tout de même remplir les critères d'intégration. En effet, ces personnes trouvent d'autres manières de faire valoir leurs compétences, comme l'engagement social dans une commune ou une cité, la participation à la vie de quartier. L'expérience des quatre dernières années dans ce domaine a été très positive et il est important que cet aspect soit conservé et affirmé dans la loi.

Questions de la commission

Un député (Ve) se dit perplexe sur le fait que cette loi porte sur le droit de cité genevois, mais parle en réalité de naturalisation suisse. La question se pose de savoir s'il ne serait pas préférable d'appliquer la loi fédérale dans un règlement d'application. Il demande quelles sont les différences entre une intégration à Genève et une intégration ailleurs en Suisse.

M. Gardiol signale, comme évoqué en introduction, que les conditions sociales et économiques à Genève diffèrent de la réalité d'autres cantons. A titre d'exemple, il récemment été remarqué que le taux d'intégration professionnelle des personnes dans un processus d'asile était moindre. En effet, il était plus difficile pour ces personnes de trouver des postes correspondants que dans d'autres cantons, au vu de la configuration du marché du travail à Genève. Il est à noter que des progrès en la matière ont été réalisés, notamment grâce au Bureau de l'intégration et aux associations. Par ailleurs, les différences entre les cantons en termes d'intégration ne sont

pas si grandes. Néanmoins, il est clair que le parcours d'intégration dans le contexte genevois peut être différent. En outre, il n'est pas certain que l'impact de ses dispositions diffèrent si celles-ci figurent dans une loi, un règlement ou une directive. Ce qui importe est les marges de manœuvre qui peuvent être utilisées à l'échelon cantonal afin de tenir compte du contexte.

Le même député (Ve) comprend, selon les propos de M. Gardiol, que par rapport au cadre fédéral, une loi cantonale permet des ajustements positifs et négatifs. Néanmoins, si la commission amende le texte en supprimant les points négatifs, une loi cantonale pourrait être un apport positif comparé au cadre fédéral.

M. Gardiol confirme que la loi contient des éléments positifs qui illustrent ce qui a été fait entre l'Etat et les différents partenaires depuis quelques années. Cela démontre que tout ce qui a été fait pour favoriser une intégration de manière constructive doit être soutenu.

Le président ne constate plus d'autres demandes de parole. Il remercie M^{me} Halle et M. Gardiol et en prend congé.

Le président note qu'aucune audition supplémentaire n'est prévue sur ce sujet. Il semble difficile d'entamer un examen article par article à ce stade, sans les propositions d'amendement de M^{me} Halle et M. Gardiol. Le président donne la parole aux membres de la commission.

Un député (S) estime que l'audition était très intéressante. Les personnes issues de la pratique mettent le doigt sur un certain nombre d'aspects à améliorer en utilisant la marge de manœuvre cantonale. Le député (S) se réjouit de lire les propositions d'amendement qui seront discutées ultérieurement au sein de la commission.

Un député (MCG) s'accorde avec les propos de son collègue (S). Néanmoins, il est utile de rappeler que la loi concerne une application cantonale du droit fédéral. Il ne sera dès lors pas possible d'amender tous les articles. A cet égard, les amendements pourront éventuellement durcir la loi, mais pas la rendre plus laxiste.

Un député (PDC) partage l'avis de son collègue (S) sur le fait qu'il est utile d'attendre les propositions d'amendement des auditionnées qui semblent extrêmes modérés et positifs. Pour répondre à son collègue (MCG), il ne s'agit pas d'être plus laxiste ou restrictif, il s'agit néanmoins d'examiner la marge de manœuvre laissée au canton afin de ne pas modifier des articles qui pourraient être contestés par l'autorité fédérale.

Un député (Ve) estime qu'il serait souhaitable d'attendre deux semaines afin de laisser les personnes auditionnées le soin de la rédaction de leurs propositions d'amendements. Pour répondre à son collègue (MCG), il ne

s'agit pas d'être plus laxiste ou plus restrictif : il s'agit d'apporter les précisions nécessaires, comme celles du terme de « comportement » évoqué lors de l'audition.

Le président constate qu'il n'existe pas d'opposition au fait d'attendre la transmission des amendements.

Séance du mercredi 17 mars 2021

Le président souhaite la bienvenue aux représentants du département.

Le président rappelle qu'une présentation liminaire du PL 12305 a déjà été faite par le département. La commission peut donc passer au deuxième débat et à une lecture article par article du projet.

2^e débat

Le président signale que le département a transmis au début de l'année différents amendements au PL 12305.

Le président procède à la lecture article par article du projet de loi amendé.

Titre et préambule

Un député (S) note que le titre remplace la loi sur la nationalité par le droit de cité. Il demande la raison de cette modification. En effet, il semble que le droit de cité concerne communément l'échelon communal et non cantonal, c'est pourquoi cette terminologie interroge.

M. Ameli explique qu'il s'agit d'une question formelle d'adaptation à l'évolution du droit. En effet, la Constitution fédérale de 1999 ne fait plus mention de « naturalisation cantonale ». Ce terme a été retiré, considérant qu'il n'existait qu'une seule nationalité suisse. Les termes de droits de cité communaux et cantonaux ressortent au demeurant de la loi fédérale sur la nationalité suisse. Il s'agit à cet égard d'une transposition de termes issus du droit supérieur. Par ailleurs, l'utilisation du terme « droit de cité » dans le titre renvoie également aux autres législations cantonales, notamment celle de Fribourg (LDCF) ou de Vaud (LDCV).

Ce député (S) comprend qu'il s'agit d'une terminologie propre aux cantons, néanmoins le préambule fait mention de la loi sur la nationalité suisse. Par ailleurs, les deux termes sont présents dans la constitution à l'art. 6 : « droit de cité » dans le titre et « nationalité » dans l'article.

Cependant, à ce stade cette question ne soulève pas une proposition d'amendement.

Un député (MCG) regrette à titre personnel la disparition du terme « nationalité » dans le titre. En effet, la Suisse fonctionne sur trois échelles : communes, cantons, et confédération. Dans ce cadre, le droit de cité représente, dans la pensée politique d'un état fédéral, une autre réalité. Il s'agit du droit délivré par la commune, dans le respect des trois échelons : communal, cantonal et fédéral.

Un député (Ve) comprend que, pour des raisons légales la loi fait mention du droit de cité genevois. Néanmoins, ce droit de cité est une transcription de la loi fédérale qui concerne le fait d'obtenir la nationalité suisse. Dès lors, si la loi permet d'obtenir le droit de cité genevois, ce dernier est valable partout en Suisse. Le fondement de la loi est donc l'obtention de la nationalité suisse.

M. Ameli indique qu'au-delà des références terminologiques au droit supérieur, il existe une certaine cohérence et logique voire une certaine pédagogie en la matière. En effet, la naturalisation peut être obtenue uniquement avec une autorisation fédérale. Dans ce cadre, si une commune ou un canton est d'accord de naturaliser une personne, mais que la Confédération refuse, la personne n'acquiert pas la nationalité. On peut dès lors concevoir qu'il puisse exister une certaine confusion, car la terminologie peut faire penser que le canton décide en dernière instance. Or, la procédure se déroule en plusieurs étapes. Premièrement, un préavis communal est nécessaire, lequel a, dans certains cantons, mais pas à Genève, un véritable effet décisionnel. Deuxièmement, la procédure nécessite un préavis positif du canton qui est délivré par l'autorité cantonale de naturalisation. Enfin, et seulement après que les deux premiers préavis précités soient rendus, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) se prononce et donne l'autorisation fédérale de naturalisation. Ces trois étapes sont nécessaires pour que le canton soit en mesure de prononcer une décision de naturalisation, laquelle prend en règle générale la forme d'un arrêté du Conseil d'Etat. C'est à ce moment-là que la personne acquiert *de jure* le droit de cité communal et cantonal et la nationalité suisse (sous réserve toutefois, dans le canton de Genève, d'avoir postérieurement prêté serment).

Un député (MCG) rappelle que la Suisse a la particularité très importante de mentionner sur les documents officiels la commune et le canton d'origine d'une personne. Il s'agit d'une particularité suisse qu'il est important de maintenir. A cet égard, une personne naturalisée à Plan-les-Ouates sera de nationalité suisse, mais originaire de Plan-les-Ouates dans le canton de Genève. Le maintien de ces trois échelons est important. Il s'opposerait à voir des modifications dans ce système auquel il est très attaché.

Une députée (PDC) demande pour quelle raison la loi n'a pas été nommée « loi d'application de la loi fédérale sur la nationalité suisse », à l'instar d'autres lois d'application.

M. Ameli rassure le député (MCG) sur le fait que le canton n'a pas la compétence de modifier les documents d'identité. En effet, la loi fédérale sur les documents d'identités suisses encadre la forme et le contenu des documents. Concernant la question de la députée (PDC), il s'agit vraisemblablement d'un souci d'harmonisation et de cohérence avec les autres lois cantonales – qui se réfèrent au droit de cité – qui a mené à cette formulation. Peut-être que d'autres membres du département pourront s'exprimer là-dessus.

La députée (PDC) comprend qu'il s'agit vraisemblablement d'une volonté de cohérence par rapport aux autres lois cantonales sur le droit de cité. Néanmoins, en règle générale, il semble que les « lois d'application » sont nommées comme telles à l'instar de la « loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LaLAT) ».

M. Ameli indique qu'il ne serait pas tout à fait correct de la nommer « loi d'application ». En effet, bien qu'elle reprenne en grande partie la loi fédérale, la loi cantonale est plus large. En effet, elle régit également l'octroi du droit de cité genevois aux Confédérés. A titre d'exemple, lorsqu'un citoyen fribourgeois désire devenir Genevois, la procédure est régie par le droit cantonal. De plus, il existe d'autres domaines propres à la législation cantonale, comme l'attribution du droit de cité par le Grand Conseil – la bourgeoisie d'honneur.

Titre et préambule **Pas d'opposition, adopté**

Art. 1 **Objet**

¹ La présente loi a pour objet l'application des normes prévues par le droit fédéral relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité suisse ainsi que les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité cantonal et communal pour, respectivement, les Confédérés et les Genevois.

² Elle détermine le champ de compétences du canton et des communes.

Un député (S) soulève une remarque terminologique par rapport à la notion de « Confédérés » et de « Genevois » et sur le fait que l'article 2, alinéa 3 mentionne que, « sauf exception prévue dans la présente loi, les termes désignant les individus formulés au masculin visent les personnes des

deux sexes. ». Cette manière de rédiger ne fait en effet pas partie de ce qui semble être un consensus concernant l'utilisation du langage épïcène dans la législation. Pour rappel, le langage épïcène concerne l'utilisation de termes neutres. Ce mode d'écriture été choisi pour la rédaction de la Constitution genevoise. La Constitution parle par exemple de « personnes étrangères ». On pourrait dès lors imaginer d'utiliser le terme de « titulaire de la nationalité suisse ».

Il ajoute que la commission législative a accepté à la quasi-unanimité un rapport sur le PL 12440 qui retient le principe de la rédaction épïcène avec des termes neutres, conformément à la rédaction de la Constitution cantonale. Bien que formellement ce projet de loi n'ait pas encore été voté, il semble que l'application du langage épïcène ne pose pas de problème. Dans ce cadre, il demande s'il est possible que la chancellerie ou le département tiennent compte de ces principes dans la rédaction, s'agissant d'une révision totale d'une loi. Il est néanmoins compréhensible que cela n'ait pas été fait plus tôt, car le rapport en question date de 2018 et le PL 12440 n'a pas encore été voté. Il serait dès lors souhaitable que cette loi reprenne le principe du langage épïcène qui est celui de la Constitution.

M. Mangilli indique ne pas pouvoir répondre à cette question à ce stade, n'étant pas rédacteur du projet de loi. Une telle modification demande une consultation auprès du département.

M. Saadi prend note de la demande du député (S). Celle-ci sera étudiée de concert avec la chancellerie et les conseillers juridiques du département.

Le président propose de laisser cet aspect de côté pour le moment en attendant que la chancellerie et le département reviennent avec une rédaction de ce type. Cela n'empêche pas de poursuivre les travaux sur ce projet de loi.

Une députée (PDC) estime que la proposition de son collègue (S) est pertinente, notamment pour les termes de « personnes étrangères » ou « personnes de nationalité suisse ». Néanmoins, il est possible que certains termes soient sujets à discussion ou à négociations. Cela signifie que si le travail sur ce projet de loi se poursuit à ce stade, il sera nécessaire de réexaminer l'ensemble de la loi a posteriori en fonction des changements proposés par le département et la chancellerie. Cette manière de procéder interroge.

Le président explique que sa proposition visait à ne pas interrompre les travaux à ce stade. En effet, il ne semble pas si problématique de revenir par la suite sur le texte une fois modifié. Le président demande l'avis des membres de la commission.

Un député (PLR) demande s'il est correct que la demande du député (S) vise à rédiger le texte en langage épïcène et non en langage inclusif. En effet, le langage inclusif utilise des points médians ou des tirets pour formuler le féminin, contrairement au langage épïcène qui utilise des mots neutres comprenant à la fois le masculin et le féminin.

Le député (S) en question confirme que sa demande concerne l'utilisation du langage épïcène. Cette formulation a été choisie pour la rédaction de la constitution genevoise. Une rédaction du projet de loi sous cette forme s'inscrirait en prolongement de cette manière de rédiger. A cet égard, l'utilisation de tirets ou de moins médian ne semble pas si problématique bien qu'elle soulève parfois des oppositions.

Par ailleurs, il indique avoir volontairement utilisé le terme de « langage épïcène » qui désigne l'utilisation de termes neutres plutôt que « langage inclusif ». Néanmoins, à titre personnel, il semble que le langage épïcène soit la forme de langage la plus inclusive, car elle permet également d'inclure les personnes ayant des problèmes de lecture. Il ne s'agit pas d'entrer dans un débat sur la terminologie, mais d'apporter cette précision car, parfois, il existe un décalage entre le signifiant et le signifié : les termes regroupent des réalités différentes suivant les personnes qui les utilisent.

Le président rappelle la question de la députée (PDC) de poursuivre ou non le traitement de ce projet de loi, sachant que la chancellerie reviendra avec une nouvelle rédaction.

Cette députée (PDC) accepte de poursuivre les travaux, mais attire l'attention sur le fait que cette décision implique que la commission devra revenir sur des amendements a posteriori.

Le président confirme que la commission devra traiter a posteriori les formulations proposées par le département et la chancellerie.

Sans opposition, la commission accepte de poursuivre les travaux.

Article 1 Pas d'opposition, adopté

Art. 2 Définitions

¹ Le droit fédéral visé par la présente loi porte sur la loi fédérale, sur l'ordonnance fédérale ainsi que sur les directives d'application édictées par l'autorité fédérale.

² La majorité est déterminée par l'article 14 du code civil suisse, du 10 décembre 1907 (ci-après : code civil suisse).

³ *Sauf exception prévue dans la présente loi, toute désignation de personne s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.*

⁴ *Le terme « Confédéré » désigne tout ressortissant suisse qui ne dispose pas du droit de cité genevois.*

⁵ *Le terme « étranger » désigne toute personne qui ne dispose pas de la nationalité suisse.*

⁶ *Le terme « naturalisation » vise la procédure d'obtention de la nationalité suisse.*

Le président note qu'un amendement du Conseil d'Etat est proposé à l'article 2, alinéas 3 et 8. Il donne la parole aux membres du département pour le présenter.

M. Ameli confirme que cette modification n'était pas prévue initialement. Néanmoins, dans un souci de précision, le département a considéré qu'il était souhaitable d'améliorer deux définitions. A cet égard l'article 2, alinéa 3 initial : *« Sauf exception prévue dans la présente loi, les termes désignant les individus formulés au masculin visent les personnes des deux sexes »*; devient : *« Sauf exception prévue dans la présente loi, toute désignation de personne s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes. »*

M. Ameli ajoute que la deuxième modification à l'article 2, alinéa 8 concerne l'ajout d'un renvoi à l'article 5, alinéa 1, lettre a s'agissant de l'autorité compétente comme suit : *« le terme « autorité compétente » désigne le département mentionné à l'article 5, alinéa 1, lettre a, et, le cas échéant, à l'office qu'il a désigné conformément à l'article 5, alinéa 3. »*

Un député (S) propose de surseoir à statuer sur l'amendement qui concerne l'article 2, alinéa 3, s'agissant d'un alinéa en lien avec le débat sur le langage épïcène. En effet, si la loi est rédigée en langage épïcène, cet article n'aurait plus de raison d'être.

Le président confirme que l'approbation de la modification de l'article 2, alinéa 3 peut être suspendue en attente du retour de la chancellerie et du département sur une rédaction épïcène.

Art. 2 al. 3 Suspendu

Art. 2 al. 8 Pas d'opposition, adopté

Art. 2 Pas d'opposition, adopté (sous réserve : art. 2, al. 3)

Art. 3 Intégration

¹ *L'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape de l'intégration.*

² *Une intégration est considérée comme réussie, par le canton de Genève, lorsque la personne requérante respecte la sécurité et l'ordre publics ainsi que les valeurs de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, et de la Constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, lorsqu'elle est apte à communiquer en français et lorsqu'elle démontre sa volonté de participer à la vie économique ou d'acquérir une formation.*

³ *L'autorité compétente doit prendre en compte la situation spécifique de la personne requérante. Elle doit le cas échéant lui apporter son soutien afin qu'elle puisse acquérir les connaissances nécessaires pour justifier d'une intégration suffisante en vue de l'obtention de la nationalité suisse.*

⁴ *L'autorité compétente veille tout particulièrement à organiser des séances d'information à l'intégration en faveur des personnes visées par l'article 12, alinéa 2, de la loi fédérale. Elle peut déléguer cette tâche à des associations à but non lucratif œuvrant pour l'intégration des étrangers dans le canton de Genève.*

Un député (S) indique que l'alinéa 1 ne trouve pas d'équivalent dans la loi fédérale et ne semble pas apporter grand-chose d'un point de vue juridique. De plus, le fait de dire que l'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape de l'intégration est discutable. En effet, l'intégration est un processus qui se poursuit bien après l'acquisition de la nationalité. Il est à cet égard difficilement envisageable de placer un début et une fin à l'intégration. Par conséquent, au vu de ce qui précède et des auditions sur le sujet, il propose de supprimer cet alinéa.

M. Ameli renvoie à la lecture de la note 25 du projet de loi qui clarifie la raison d'être de cette mention dans la loi. Il mentionne également un récent arrêt du Tribunal administratif fédéral (TAF) concernant une naturalisation facilitée – qui s'applique également aux naturalisations ordinaires – fait expressément référence à cette phrase. En effet, dans cet arrêt du TAF, les juges fédéraux ont relevé dans le cadre d'une comparaison des notions d'intégration du droit de la nationalité et du droit des étrangers que « *la naturalisation devait être soumise aux exigences les plus enlevées puisqu'elle constituait l'étape ultime de l'intégration* ». La conclusion de l'arrêt mentionne que « *[p]uisque la naturalisation constitue la dernière étape du processus d'intégration, il faut attendre qu'un requérant ayant commis des*

infractions avant le dépôt de sa demande de naturalisation ne fasse plus l'objet d'aucun jugement pour rendre la décision de naturalisation.

(ATAF F-6551/2019 du 18 janvier 2021).

M. Ameli précise que ces notions ne sont pas abstraites et qu'elles sont appliquées au niveau fédéral. De plus, l'alinéa 1 n'est qu'une partie de l'article dont les cautèles aux alinéas suivants précisent les principes, notamment celui d'intégration. La remarque du député PS sur le fait que la naturalisation n'est pas une finalité est tout à fait compréhensible. Néanmoins, la mention de cet alinéa fait référence au fait que le processus décidé au niveau fédéral requiert un permis C ainsi qu'un niveau de langue B1 à l'écrit et A2 à l'oral, qui constituent les exigences les plus élevées en matière d'intégration. C'est dans cette logique qu'il faut comprendre la notion d'« ultime étape », même si cet alinéa ne vise bien évidemment pas à résumer la réalité d'une intégration.

Le président partage la préoccupation du député (S) sur le fait que l'acquisition de la nationalité suisse est décrite comme l'ultime étape de l'intégration. En effet, s'agissant du niveau de langue, il est vraisemblable que la personne naturalisée progresse bien après sa naturalisation. Il ajoute qu'ayant été personnellement naturalisé à 28 ans, son intégration aujourd'hui est meilleure que lors de sa naturalisation. Dès lors, le fait d'indiquer l'acquisition de la nationalité comme une ultime étape signifie qu'aucun développement en matière d'intégration n'est possible après, ce qui est incorrect.

Un député (PLR) considère deux aspects de l'intégration. D'une part l'intégration sociale est humaine qui demande plus de temps et d'autre part une intégration qui constitue une étape administrative. Dès lors, l'alinéa pourrait être modifié comme suit : « *l'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape **administrative** de l'intégration* ». Une telle modification permettrait de lever l'incertitude sur les termes. Il demande l'avis de M. Ameli sur une modification de cette nature.

M. Ameli souligne que la *ratio legis* du nouveau droit fédéral et de sa loi d'application est de lier le droit des étrangers avec le droit de la naturalisation. Dès lors, la naturalisation apparaît comme une étape du droit des étrangers. La phrase de l'article 3, alinéa 1 a été reprise des débats fédéraux qui ne mentionnent pas le fait qu'il s'agit d'une étape administrative. Il va de soi que, dans la réalité, le processus d'intégration dépasse la question de la naturalisation. Néanmoins, la mention d'une « ultime étape » dans la loi se borne à l'application juridique de l'acquisition de la nationalité. La loi n'a, en effet, pas vocation à décrire d'un point de vue

sociologique voire philosophique, toutes les étapes de l'intégration. A cet égard, chaque personne, y compris suisses, peuvent progresser en matière d'intégration. Cet aspect n'entre cependant pas dans le cadre de cette loi : la phrase en question renvoi à ce qui est exigé au niveau fédéral, notamment aux exigences d'un permis C, d'un certain niveau de langue et d'une absence de condamnations.

Un député (MCG) souligne que cet aspect est au cœur de ce qui donne aux personnes la possibilité de partager le fantastique projet d'être suisse. A cet égard, il existe deux possibilités s'agissant de naturalisation : d'une part l'assimilation, qui correspond au système français et d'autre part l'intégration, qui correspond au système suisse. Autant la question l'assimilation est critiquable, autant celle d'intégration est passionnante. L'intégration est, comme évoquée, un processus constant. Ce processus est par ailleurs également valable pour les Suisses, comme soulevé par M. Ameli.

Le même député (MCG) estime que ce débat n'est pas seulement théorique, car il concerne une question de fond. A cet égard, la proposition de son collègue (PLR) de préciser « ultime étape administrative » est intéressante. En effet, elle permet de circonscrire le champ de l'intégration au processus mentionné dans la loi. De plus, l'expérience personnelle du président est également intéressante. La famille de ce député est présente sur le territoire genevois depuis 1340, dès lors, il n'a pas eu à vivre de naturalisation. Néanmoins, il est admirable de voir l'ensemble des noms de famille des personnes présentes lors de cette séance, qui ne sont vraisemblablement pas tous originaires de Genève. Cela symbolise la puissance du mot « intégration ». En effet, l'intégration est le fait que chacun et chacune puissent construire ensemble un projet en permanente évolution. Ce projet permet d'être uni malgré les différences.

Un député (S) se dit favorable à la proposition du député (PLR) qui semble être une bonne formulation intermédiaire. En effet, l'utilisation seule du terme d'« intégration » dans la loi, n'est pas limitée à sa définition administrative. Toutefois, le fait d'ajouter le terme « administrative », permet de renvoyer l'alinéa en question aux conditions prévues par le droit fédéral. Il s'agit notamment du fait d'être détenteur d'un permis C ou de démontrer un certain niveau de langue. A ce titre, comme soulevé par le président, l'évolution du niveau de langue ne s'arrête pas avec l'acquisition de la nationalité.

Il ajoute qu'il a été fait mention du fait que cette formulation était reprise du droit fédéral. Or, la jurisprudence a été citée en exemple. Par conséquent, il apparaît que le législateur fédéral n'a pas délibérément choisi de faire

figurer cette notion dans la loi. Dès lors, si Genève décide de le faire figurer, il semble que cela relève plus d'un choix que d'une adaptation à la législation fédérale. Il semble donc préférable de faire figurer cette notion d'une manière claire qui n'est pas sujette à interprétation. En effet, si un contexte existe dans le cadre de l'arrêt du Tribunal administratif fédéral, la lecture d'une loi est dépourvue de contexte. C'est pourquoi il est important que celle-ci soit le plus claire possible.

L'auteur de l'amendement (PLR) comprend les propos de M. Ameli visant à rappeler que la loi est soumise au droit supérieur. Cependant, la remarque de son collègue (S) sur le fait que la phrase est reprise d'un arrêté et figure dans la loi sans contexte est également intéressante. Si la commission estime que la formulation proposée améliore la compréhension du texte, il maintient son amendement, qui est : « *L'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape **administrative** de l'intégration.* »

Le président indique que l'alinéa pourrait être formulée ainsi : «¹ L'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape de l'intégration au plan administratif ».

Un autre député (PLR) note que cette modification poserait problème avec l'al. 2, dans lequel la définition de l'intégration va au-delà de la définition administrative. En effet, l'article 3, alinéa 2 mentionne qu'« *une intégration est considérée comme réussie, par le canton de Genève, lorsque la personne requérante respecte la sécurité et l'ordre publics ainsi que les valeurs de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, et de la Constitution de la République et canton de Genève* ». Dans ce cadre, la modification de l'alinéa 1 restreindrait la définition de l'intégration alors même qu'une définition plus large est donnée à l'alinéa 2. Il semble dès lors préférable de maintenir la teneur initiale de l'alinéa 1, qui se réfère par ailleurs au droit supérieur et qui correspond à la définition présente à l'alinéa 2.

Le président propose d'ouvrir le débat sur l'ensemble des alinéas de cet article, comme ils recouvrent une problématique commune.

Un député (S) comprend la préoccupation de son collègue (PLR). Toutefois, selon l'amendement (PLR), le terme « administrative » se réfère à l'étape et non à l'intégration. A titre personnel, il semble possible de maintenir l'alinéa 2 tout en modifiant l'alinéa 1 dans le sens proposé.

Par ailleurs, si l'amendement était refusé, il serait plus favorable à une suppression de l'alinéa qu'au maintien de cette phrase sortie de son contexte. Pour rappel, les débats ont évoqué une adaptation au droit fédéral alors qu'il s'agit en réalité d'une reprise de la jurisprudence. Il s'agit en effet d'une phrase d'explication qui devrait plutôt faire partie de l'exposé des motifs que

de la loi elle-même. Par ailleurs, il n'est jamais souhaitable de faire figurer un élément explicatif dans une loi.

L'auteur de l'amendement comprend les propos de son collègue (PLR), néanmoins, les deux alinéas semblent concerner deux réalités distinctes. En effet, l'alinéa 1 évoque les étapes et la gradation nécessaires à l'acquisition de la nationalité. Il s'agit d'un critère quantitatif. A l'inverse, l'alinéa 2 considère les éléments qualitatifs nécessaires à la réussite de l'intégration. Cet alinéa évoque les critères par lesquels une intégration peut être considérée ou non comme réussie par le canton de Genève. Dès lors, les deux alinéas ne peuvent vraisemblablement pas se contredire, car ils ne concernent pas le même domaine. A titre d'illustration, lorsque l'on dit « une porte est blanche et fermée », ces deux termes ne sont pas exclusifs. La porte peut être à la fois fermée, selon un critère quantitatif et à la fois blanche, selon un critère qualitatif. De la même manière, l'alinéa 1 indique une étape et l'alinéa deux des critères de réussite. En d'autres termes, les deux alinéas parlent bien de l'« intégration » d'une part obtenue (al. 1) et d'autre part réussie (al. 2).

M. Ameli précise que l'arrêt du Tribunal administratif fédéral cité plus haut n'est pas la base du projet de loi, car il date du 18 janvier 2021, soit après la rédaction du texte. Néanmoins, cet arrêté confirme la rédaction qui se fonde principalement sur le message du Conseil fédéral et les déclarations lors des échanges parlementaires. Par ailleurs, cet aspect est cité par M^{me} Céline Gutzwiller qui est une référence au niveau national en matière de naturalisation en Suisse. Cela figure en note de bas de page 25 du projet de loi. Deuxièmement, M. Ameli précise qu'il existe effectivement une cohérence entre les alinéas de l'article 3. En effet, le premier alinéa fixe le principe duquel découlent les obligations présentes dans les alinéas suivants.

Le président propose de mettre aux voix l'amendement du député (PLR).

Un député (UDC) a écouté avec intérêt les discussions sur la genèse de ce texte et les éléments qui ont mené à la rédaction de cet alinéa. Il apparaît que le libellé tel que formulé dans le projet de loi semble juste. En effet, au vu de son appartenance politique, il peine à considérer que l'acquisition de la nationalité se limite à une étape administrative.

Un député (PLR) convaincu par l'argumentation de son collègue (S), lui demande s'il propose formellement de déposer un amendement visant à supprimer l'alinéa 1.

Ce dernier répond que les deux solutions lui conviennent : la suppression de l'alinéa 1 ou la mention d'« ultime étape administrative ». Si la proposition du député (PLR) est plaidée par la majorité, il s'y ralliera : cela dépend de l'avis des autres commissaires. Il serait en effet dommage qu'il soit reproché

à la commission d'avoir supprimé l'alinéa 1 alors même que la proposition d'amendement (PLR) pourrait convenir. En résumé, les deux solutions conviennent.

Le président note que cela ne répond pas à la question du député (PLR), de savoir si le député (S) dépose formellement un amendement qui vise à supprimer l'alinéa 1

Ce député (S) propose formellement un amendement qui vise à supprimer l'alinéa 1. Si celui-ci est refusé, la commission s'exprimera sur la proposition (PLR).

Le président met aux voix l'amendement du député (S) :

Suppression de l'art. 3, al. 1

Oui :	7 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PLR)
Non :	8 (2 PDC, 3 PLR, 1 UDC, 2 MCG)
Abstention :	0

L'amendement est refusé.

Le président propose de passer au vote sur l'amendement (PLR).

Un député (PLR) demande si son collègue (UDC), qui s'est exprimé contre cet amendement, peut préciser sa position. En effet, il a peut-être des éléments à amener qui seraient susceptibles d'éclairer la commission, afin de ne pas passer à côté d'un aspect important.

Ce député (UDC) note qu'un débat philosophique s'est déroulé sur la question de l'intégration et sur le fait que l'acquisition de la nationalité est décrite comme l'étape ultime de l'intégration. D'un point de vue philosophique, il apparaît que, selon la tradition helvétique, l'acquisition de la nationalité recouvre un aspect bien plus large qu'une seule étape administrative. C'est pourquoi il n'est pas souhaitable de la limiter à un aspect administratif. Dès lors, il s'abstiendra lors du vote à ce stade, ce qui ne présage pas de la position de son groupe en plénière.

Une députée (PDC) rappelle que l'auteur de l'amendement a mentionné le fait que les alinéas 1 et 2 ne recoupaient pas la même réalité, en distinguant la naturalisation obtenue d'une intégration réussie. Néanmoins, ces deux éléments semblent liés. Par ailleurs, cette notion a probablement donné lieu à de nombreux débats au niveau fédéral. A ce titre, il ne semble pas souhaitable de s'éloigner de la teneur souhaitée par la confédération *a fortiori* s'agissant d'une loi d'application.

Le président note qu'il a été mentionné le fait que la loi cantonale dépasse légèrement le cadre de la loi fédérale.

Cette même députée (PDC) note que cela ne concerne qu'un nombre limité d'articles.

Un député (Ve) s'accorde avec le fait que l'intégration sur le plan humain ne s'arrête pas avec l'acquisition de la nationalité. Néanmoins, l'on peut se poser la question de savoir si le terme « administratif » et bien celui qui s'oppose à « humain ». Par conséquent, l'alinéa pourrait être formulé ainsi : « *L'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape formelle de l'intégration* ».

Un député (S) préfère la formulation du député (PLR) qui est plus précise. La formulation « dernière étape formelle » n'est pas claire, contrairement à la « dernière étape administrative ». En effet le terme « administratif » regroupe un certain seuil d'intégration qui est demandé et défini par la législation cantonale pour acquérir la nationalité. Après avoir acquis la nationalité, cette intégration se poursuit en dehors du cadre administratif. Pour répondre au propos de la députée (PDC) qui a évoqué le droit fédéral, il s'agit en réalité, comme expliqué par M. Ameli, d'une mention de cet aspect dans un message du Conseil fédéral et dans l'exposé des motifs de la loi fédérale, et non dans un article de loi. Enfin, il semble souhaitable que la loi soit plus précise. En effet, une meilleure description permet de traduire l'esprit de l'ensemble du processus d'intégration en rapport avec la naturalisation.

Un député (MCG) note que l'opposition de points de vue entre PDC et PLR semble être celle des deux écoles de pensée susmentionnées, respectivement celle de l'assimilation et de l'intégration. La vision de l'assimilation n'est pas celle qui prévaut en Suisse. En effet, elle implique une certaine perte d'identité et de traditions qui n'est pas souhaitable, sous peine d'engendrer une perte pour la société.

La députée (PDC) indique que son intervention visait à souligner le fait que des débats houleux ont eu lieu au niveau national qu'il convient de ne pas omettre. Il est donc souhaitable de reprendre ce qui a été acquis lors des débats nationaux. Il ne s'agissait pas d'entrer dans un débat philosophique sur l'assimilation et sur l'intégration. L'interprétation de son collègue MCG ne reflète pas la pensée qui sous-tendait ses propos.

Le président met aux voix l'amendement du député (PLR) :

¹ L'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape administrative de l'intégration.

Oui :	12	(1 EAG, 3 S, 2 Ve, 4 PLR, 2 MCG)
Non :	2	(2 PDC)
Abstention :	1	(1 UDC)

L'amendement est accepté.

Art. 3, al. 2

Le président indique que l'article 3, alinéa 2 a été modifié par le département, par rapport à la version initiale. Il demande si M. Ameli peut apporter des précisions sur cette modification.

M. Ameli indique que cette modification vise à remplacer le terme « requérant » par « la personne requérante ». Cette modification va dans le sens de ce qui a été évoqué plus haut sur le langage épïcène. Par ailleurs, la même modification a été prévue à l'alinéa 3.

Le président note que l'alinéa fait mention du respect des « valeurs » des Constitutions fédérale et cantonale. A titre personnel, le président s'est opposé à la révision de la constitution genevoise approuvée à 54% par le peuple. Dès lors, il semble étrange de pouvoir d'un côté dénoncer la Constitution dans un discours et d'un autre côté être tenu par la loi d'en respecter les valeurs. Le président demande des explications sur le terme de « valeur ».

M. Ameli explique que la mention de la constitution genevoise permet de créer un parallèle avec la Constitution fédérale. Par « valeurs » de la Constitution, il faut comprendre les droits fondamentaux que sont notamment l'égalité de traitement, l'interdiction de l'arbitraire ou le droit à la vie. S'agissant d'une loi sur plusieurs niveaux – communal, cantonal, fédéral – il ne semble pas souhaitable de citer uniquement la Constitution fédérale en omettant la constitution genevoise.

Un député (Ve) soulève la question de la langue française. Il semble que la naturalisation s'obtienne par la connaissance d'une langue nationale soit, le français, l'allemand ou l'italien. Ayant participé à des procédures de naturalisation dans sa commune, il est arrivé que des personnes aient été naturalisées avec peu de connaissances du français, car elles maîtrisaient une autre langue nationale. Il existe donc une dissonance entre le droit de cité genevois et la loi sur la nationalité suisse. Dès lors, il serait peut-être souhaitable de remplacer « communiquer en français » par « communiquer dans une langue nationale ».

Il demande des précisions sur cette différence entre le droit fédéral et le droit cantonal.

Le président donne la parole à M. Mangilli sur les deux questions concernant les valeurs de la constitution et la langue française.

M. Mangilli indique que le fait d'avoir accepté ou non la constitution n'entre pas dans le cadre de cette disposition. La notion de « valeur » regroupe le respect de l'ordre juridique. En effet, il est possible d'être contre une loi, tout en étant tenu de la respecter. Cet esprit fait partie des valeurs constitutionnelles qui figurent dans l'ordre juridique.

Un député (EAG) comprend que la constitution doit être respectée même lorsque l'on s'y oppose, à l'instar des 46% des votants et votantes qui ont refusé la constitutionnelle. Néanmoins, cet aspect concerne le respect des lois et non des valeurs. A titre d'exemple, il se peut qu'une initiative constitutionnelle vise à modifier l'article 9, alinéa 1 (CST-Ge) qui mentionne que « [l]'Etat agit au service de la collectivité, en complément de l'initiative privée et de la responsabilité individuelle », car les initiant s'opposeraient à la mention de l'initiative privée. Dès lors, la question se pose de savoir si une telle initiative irait à l'encontre des valeurs de la constitution. En effet, il s'agit de savoir si une telle opposition pourrait être retenue contre une personne dans son processus de naturalisation.

M. Mangilli précise ne pas pratiquer la naturalisation et l'examen de l'intégration. Néanmoins, le droit de s'opposer à une loi est également garanti par la Constitution par la liberté d'expression. Dès lors, si une personne s'oppose au monopole des services industriels et utilise les moyens légaux pour faire valoir son opposition, il est vraisemblable que sa naturalisation ne soit pas refusée pour ce motif.

Le même député (EAG) note qu'une formulation plus sobre comme « le respect de la loi » pourrait être envisagée.

M. Gut ajoute que d'un point de vue légistique, le texte cantonal reprend la teneur de la loi fédérale sur la nationalité suisse (LN) qui prévoit à son article 12, alinéa 1, lettre b « *le respect des valeurs de la Constitution* » comme critère exprès d'intégration. Dès lors, s'agissant d'une loi d'application cantonale, il semblerait malvenu de faire référence aux valeurs de la Constitution fédérale en omettant la constitution cantonale.

Un député (PLR) note que, contrairement à l'alinéa 1 qui concernait des notions formelles, cet alinéa qui concerne les « valeurs » fait appel à des notions davantage sujettes à discussions. Il est à noter qu'il ne serait pas souhaitable de naturaliser des personnes qui sont en total désaccord avec ce que représente la Suisse. Il existe en effet un certain nombre de choses à partager, notamment la langue française. Nonobstant la remarque de son collègue (Ve), la langue officielle de Genève est le français.

Dès lors, il semble normal de demander aux personnes qui souhaitent acquérir la nationalité un certain niveau de langue. Cet alinéa diffère du premier par le fait qu'il concerne une évaluation. Or, toute évaluation est sujette à interprétation y compris celle qui consiste à considérer le respect des valeurs. Néanmoins, les valeurs de la Constitution impliquent la possibilité de la critiquer. Il est donc possible de respecter la constitution tout en souhaitant la modifier. Il s'agit donc d'une question complexe. Par conséquent, des modifications malvenues à l'article 3, alinéa 2 seraient susceptibles d'engendrer un contenu qui ne soit plus à la hauteur de ce qui était initialement recherché.

M. Ameli souhaite clarifier cet aspect selon son expertise métier. Les services ne font pas de recherches poussées pour savoir si une personne est pour ou contre une disposition constitutionnelle. Ce n'est par ailleurs pas la volonté du Conseil fédéral. A cet égard, le terme de « valeur » est compris dans les échanges parlementaires et dans le message du Conseil fédéral comme les droits fondamentaux, tels que l'égalité de traitement ou le droit à la vie. Il s'agit de cibler des non-respects flagrants tels que ceux qui ont pu être cités dans les médias. A titre d'exemple, un parent qui ne veut pas que sa fille suive des cours de piscine, qui ne souhaite pas serrer la main d'une enquêtrice, ou une personne qui s'exprime publiquement pour la séparation de genre, est susceptible de tomber sous le coup de cette disposition. Néanmoins, dans les faits, il n'existe pas, tant au niveau cantonal qu'au niveau fédéral, d'examen ni d'experts dont la tâche serait d'étudier les subtilités de la Constitution.

M. Ameli ajoute, sur la question de la langue, que tant la constitution genevoise que le droit cantonal précisent que le français est la langue officielle du canton de Genève. Cette précision n'est pas inscrite dans le droit fédéral en raison du fait qu'il existe quatre langues nationales. Dans ce cadre, une personne naturalisée doit parler la langue officielle du canton dans laquelle elle réside. Ceci s'applique pour toutes les naturalisations ordinaires cantonales, pour lesquels l'ensemble des cantons de Suisse demandent que la personne maîtrise la langue de son lieu de domicile. Une exception s'applique cependant pour les naturalisations facilitées qui relèvent de la compétence de la Confédération et pour lesquelles la maîtrise d'une des langues nationales est suffisante. La question de la langue revêt également des aspects pratiques lors des auditions, car il est essentiel que la personne puisse s'exprimer en français pour être comprise. De plus, le premier élément d'intégration étant la langue, il est nécessaire qu'une personne puisse s'exprimer en français dans le canton Genève.

Une députée (PDC) remercie M. Gut et M. Ameli pour leurs précisions. Il semble donc souhaitable de maintenir la teneur initiale qui mentionne le respect des valeurs. En effet, il semble clair que ces valeurs concernent les droits fondamentaux tels que la dignité ou l'égalité et non le monopole des services industriels, même si ce dernier se trouve dans la constitution.

Un député (S) comprend la préoccupation du président, même si, à titre personnel, cet alinéa pourrait demeurer dans sa teneur initiale. A cet égard, il pourrait être possible de remplacer le respect des « valeurs » par le respect de « l'ordre juridique » sans contrevenir au cadre fédéral. En effet, la notion d'« ordre juridique » est claire, tout en intégrant les droits fondamentaux et la possibilité de faire évoluer la loi et la Constitution.

Il ajoute que les exemples de M. Ameli sur le non-respect des valeurs montrent que ces questions relèvent d'un mélange entre le droit et la coutume. Néanmoins au-delà de la question de la coutume, l'on comprend que le fait qu'une personne refuse de serrer la main d'une femme touche aux questions liées à la discrimination des femmes par rapport aux hommes. A ce titre, la commission des droits humains a débuté les travaux sur le PL 12848 qui traite de l'égalité de genre. Dans le cadre de ce projet, certaines nuances apparaissent. En effet, ces questions soulèvent la notion d'égalité entre particuliers, qui est en réalité controversée. Bien qu'il soit très partisan de cette notion, il n'est pas certain qu'elle fasse un si grand consensus qu'imaginé au sein de la société. A titre d'exemple, il n'est pas certain que les prestataires de services doivent traiter les clients et clientes dans le respect du principe de l'égalité de traitement, même si cela est souhaitable. Dès lors, il apparaît que les valeurs considérées comme établies sont en réalité pas si claires d'un point de vue juridique.

Il poursuit en expliquant que la notion de « respect de l'ordre juridique » permet d'apporter davantage de clarté que la notion plus élastique de « valeurs ». En conclusion, le député (S) propose de modifier l'article 3, alinéa 2 comme suit : « *Une intégration est considérée comme réussie, par le canton de Genève, lorsque la personne requérante respecte la sécurité et l'ordre public ainsi que l'ordre juridique, lorsqu'elle est apte à communiquer en français et lorsqu'elle démontre sa volonté de participer à la vie économique ou d'acquérir une formation* »

Le président estime que la proposition du député (S) répond à son objection. Néanmoins, la disposition pourrait être formulée ainsi « (...) *respecte (...) l'ordre juridique suisse, en particulier les dispositions de la Constitution fédérale et de la Constitution genevoise* ». Cela permet de garder une référence à ces deux textes qui se trouvent au sommet de l'ordre juridique.

M. Ameli confirme que la notion d'ordre juridique regroupe l'ensemble des lois et modifierait donc la portée de l'alinéa 2. Néanmoins, la proposition du président permet de préciser que la disposition se limite aux Constitutions mentionnées. A ce titre, l'« ordre juridique » fait référence à l'ensemble des lois, y compris à la législation cantonale et communale. Dès lors, une personne qui ne respecterait pas un règlement communal, car elle aurait fait du bruit après 22h00 serait susceptible de tomber sous le coup de cette disposition. A l'inverse, les valeurs de la Constitution peuvent être plus aisément interprétées comme les droits fondamentaux, qui concernent uniquement une dizaine d'articles constitutionnels.

Le député (S) se dit convaincu par l'intervention de M. Ameli et retire son amendement.

Un député (PLR) souligne que cette disposition soulève la question de savoir comment est évalué le respect des valeurs de la constitution. En effet, les examens, pour être considérés comme réussis ou échoués, doivent se fonder sur des critères. Il demande de quelle manière il est possible d'opérationnaliser le concept de « valeur ».

M. Ameli rappelle que la notion de « valeur » est une reprise de la terminologie du droit fédéral. Le pouvoir d'appréciation de l'autorité est restreint en la manière. A ce titre, les valeurs de la Constitution sont explicitement mentionnées aux titres I et II des Constitutions tant fédérale que cantonale. Les critères d'évaluations se bornent à ses valeurs. Dans le cas contraire, il est certain que les avocats et tribunaux interviendraient pour s'assurer de cette pratique. Au sein de son secteur, les collaborateurs et collaboratrices n'enquêteront pas pour déterminer si une personne respecte l'ensemble des valeurs contenues dans des dispositions constitutionnelles. Les critères d'évaluation se limiteront à des exemples flagrants de non-respects des droits fondamentaux qui pourraient ressortir lors des auditions. A titre d'exemple, si une personne demande de parler au nom de sa femme lors de l'audition, la personne enquêtrice posera des questions complémentaires. Enfin, la nouvelle législation s'inscrit déjà dans la pratique actuelle et ne vise pas à la modifier dans ce domaine.

Un autre député (PLR) souscrit au bon sens qui émane des propos de M. Ameli. En effet, il existe pour chaque cas une évaluation situationnelle. Néanmoins, il semble plus facile d'évaluer le respect ou non des droits fondamentaux que d'évaluer le respect de l'ordre juridique. En effet, il est vraisemblable qu'une personne ne puisse pas connaître l'ensemble de l'ordre juridique, contrairement aux droits fondamentaux. Dès lors, l'évaluation fondée sur les valeurs est plus propice à la discussion, à l'évaluation et à l'intégration. Par conséquent, il semble préférable de maintenir des critères

d'évaluations, non pas fondés sur des connaissances juridiques spécifiques, mais sur une connaissance plus large des valeurs qui permettent aux personnes de vivre ensemble. Pour rappel, il est préférable de ne pas trop interférer dans cet article qui laisse une place à l'évaluation et à la liberté.

Le président se dit convaincu par le bon sens évoqué par M. Ameli et par la pratique existante sur la base de ce droit qui semble raisonnable. Néanmoins, selon les propos de M. Ameli, la notion de « valeur » est circonscrite aux droits fondamentaux. Il semble dès lors nécessaire de préciser cet aspect dans le rapport, car la notion de « valeur » est sujette à une interprétation très large.

M. Ameli rappelle que la loi donnera lieu à un règlement d'application qui pourra clarifier les principales dispositions de la loi.

Le président note que les députés préfèrent que les choses soient claires au moment du vote de la loi.

Le président indique que l'article 3, alinéa 2 est saisi d'un amendement du Conseil d'Etat. S'agissant d'un amendement de forme, le président demande s'il y a une opposition à cet amendement à l'article 3, alinéa 2.

Art. 3 al. 2 ainsi amendé :

*«²Une intégration est considérée comme réussie, par le canton de Genève, lorsque **la personne requérante** respecte la sécurité et l'ordre publics ainsi que les valeurs de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, et de la Constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, lorsqu'elle est apte à communiquer en français et lorsqu'elle démontre sa volonté de participer à la vie économique ou d'acquérir une formation »*

Pas d'opposition, adopté

Art. 3, al. 3

Un député (S) propose un sous-amendement à l'amendement du Conseil d'Etat à l'article 3, alinéa 3. En effet, il apparaît que l'alinéa 3 concerne deux éléments, qui pourraient par ailleurs figurer dans deux alinéas distincts. Concernant, la première phrase « *[l]'autorité compétente doit prendre en compte la situation spécifique de la personne requérante* », il serait souhaitable de préciser quelles sont les situations spécifiques. En effet, l'article 12, alinéa 2 de la loi fédérale mentionne « *[l]a situation des personnes qui, du fait d'un handicap ou d'une maladie ou pour d'autres raisons personnelles majeures* ». Dès lors, il pourrait être envisagé de modifier l'alinéa comme suit : « *[l]'autorité compétente doit prendre en compte la situation spécifique de la personne requérante, **soit notamment les***

personnes qui du fait d'une incapacité, d'une maladie ou pour d'autres raisons personnelles majeures (...) ». Une rédaction dans ce sens pourra être proposée lors de la prochaine séance.

Un député (S) propose également un amendement à la deuxième phrase de l'article 3, alinéa 3 comme suit : « *Elle doit le cas échéant lui apporter son soutien afin qu'elle puisse, dans la mesure de ses capacités, acquérir les connaissances nécessaires pour justifier d'une intégration suffisante en vue de l'obtention de la nationalité suisse* ». En effet, cela permet de tenir compte de personnes dont le handicap ne permet pas d'acquérir certaines connaissances, conformément à ce qui est ressorti de l'ATF 135 I 49. Il semble donc souhaitable de préciser le texte avec les deux éléments susmentionnés.

Le président lui propose d'envoyer sa proposition par écrit au département. Cet élément pourra être traité lors de la prochaine séance.

Un député (PLR) comprend les préoccupations de son collègue (S), néanmoins le terme « notamment » laisse entendre que certaines personnes sont privilégiées. Dès lors, soit l'alinéa mentionne explicitement toutes les situations pour lesquelles la disposition s'applique, soit sa teneur se limite à une « situation spécifique » qui comprend l'ensemble des personnes requérantes qui demandent une prise en charge particulière. En d'autres termes, l'utilisation du terme « notamment » est propre à ouvrir un débat parmi les personnes qui ne se sentiraient pas représentées par l'alinéa, bien qu'étant sujettes à une situation spécifique. Dès lors, il est nécessaire de rester attentif au fait de ne pas mettre en avant dans la loi une catégorie de personne, alors même que le but de la disposition est de servir à l'ensemble.

M. Ameli rappelle que le *ratio legis* de l'article 3, alinéas 3 et 4 est la concrétisation de la pratique que le canton a mise en place, suite à l'introduction (en 2014) de l'article 11, alinéa 4 RNat. Il s'agit donc de placer cette pratique au niveau légal et non plus réglementaire comme c'est le cas actuellement. De plus, il est à noter le droit supérieur cité par le député PS s'applique par force dérogatoire. La disposition cantonale est à ce titre un renvoi à la législation fédérale. Le but de la rédaction de l'article 3, alinéa 3 était d'éviter d'y faire figurer une liste exhaustive. Par ailleurs, par expérience, il est préférable de ne pas inscrire un trop grand nombre d'exceptions. En effet, il arrive que des personnes candidates présentent des listes exemplatives pour argumenter le fait qu'elles se trouvent dans une situation particulière.

Le président remercie au nom de la commission les représentants du département.

Séance du mercredi 24 mars 2021

2^e débat (suite)

Art. 3 Intégration (suite)

Art. 3, al. 3

³ A cet égard, l'autorité compétente doit prendre en compte la situation spécifique du requérant. Elle doit le cas échéant lui apporter son soutien afin qu'il puisse acquérir les connaissances nécessaires pour justifier d'une intégration suffisante en vue de l'obtention de la nationalité suisse.

Le président note que le député (S) a envoyé son amendement à l'article 3, alinéa 3 et lui donne la parole.

Ce dernier propose deux amendements à l'article 3, alinéa 3, qui prendrait la forme suivante : **« La situation des personnes qui, du fait d'un handicap ou d'une maladie ou pour d'autres raisons personnelles majeures, ne remplissent pas ou remplissent difficilement les critères d'intégration est prise en compte de manière appropriée. L'autorité compétente doit le cas échéant apporter son soutien à la personne concernée afin qu'elle puisse, dans la mesure de ses capacités, acquérir les connaissances nécessaires pour justifier d'une intégration suffisante en vue de l'obtention de la nationalité suisse. »**

Il propose formellement deux amendements. Le premier amendement vise à faire figurer de manière plus explicite dans la loi les « situations spécifiques » qui nécessitent une prise en charge particulière. A cet égard, l'amendement reprend la teneur du droit fédéral à l'article 12, alinéa 2 (LN). En effet, comme il est vraisemblable que tout le monde n'ait pas le réflexe de consulter le droit fédéral, il paraît opportun de reprendre cette terminologie dans la loi cantonale. De plus, cet amendement répond à une remarque formulée par les représentants des milieux associatifs lors des auditions.

Il ajoute que le deuxième amendement vise à ajouter « dans la mesure de ses capacités ». Cet amendement a pour but de prendre en compte les personnes qui ne pourront pas acquérir les connaissances nécessaires malgré le soutien de l'autorité compétente. Il semble donc nécessaire de clarifier cet aspect afin que la loi ne sous-entende pas que chacun et chacune est en mesure d'acquérir des connaissances nécessaires alors même qu'il est vraisemblable que, dans un petit nombre de cas, cela ne sera pas possible.

Un député (PLR) comprend cette volonté de clarifier le terme de « situation spécifique ». A cet égard, bien que les termes « handicap » et « maladie » soient propres à apporter une certaine clarification, la notion

d'« autres raisons personnelles majeures » n'est pas plus explicite. De plus, la formulation donne l'impression de cibler deux situations particulières, le handicap et la maladie ; les autres situations étant contenues dans les « autres raisons personnelles majeures ». Par conséquent, il n'apparaît pas que la teneur proposée offre davantage de clarté. La notion d'« autres raisons personnelles majeures » fait appel à une évaluation situationnelle, à l'instar de la « situation spécifique » présente dans le texte original. A ce titre, l'amendement ne supprime pas cette évaluation. Par ailleurs, il semble nécessaire d'admettre que les personnes requérantes ont des situations spécifiques qui nécessitent une évaluation situationnelle spécifique. Par conséquent, soit la loi indique une liste exhaustive de l'ensemble des situations spécifiques, au risque d'en oublier, soit il est préférable de garder la formulation initiale de « situation spécifique ».

L'auteur de l'amendement comprend ce point de vue. Toutefois, pour rappel, la formulation proposée reprend celle du droit fédéral. Le fait de ne pas mentionner d'exemple dans la loi nuit à la visibilité des personnes concernées. A cet égard, si la proposition du député (PLR) vise à mentionner une liste plus complète, il n'y est pas opposé. A ce titre, le document fourni par M. Gardiol mentionnait d'autres catégories de personnes comme les personnes très âgées, analphabètes, illettrées ou en situation de stress post-traumatique.

Un autre député (PLR) note que l'illettrisme est un handicap. Selon la proposition de son collègue (S), la loi créerait la catégorie des « personnes handicapées » sans définir ce qui se trouve dans la réalité de la vie des personnes dites « handicapées ». A ce titre, la notion de « situation spécifique » semble regrouper l'ensemble des situations qui requièrent une prise en charge particulière. Le fait d'utiliser un terme général permet d'éviter de créer des catégories en amont et de risquer de passer à côté d'une situation spécifique. Deuxièmement, il demande quelle est la formulation exacte du droit supérieur relatif aux personnes qui nécessitent une attention particulière.

M. Saadi explique que la notion d'« autres raisons personnelles majeures » est définie dans l'ordonnance fédérale sur la nationalité (OLN) à l'article 9, alinéa c. comme : « 1. *de grandes difficultés à apprendre, à lire et à écrire ; 2. un état de pauvreté malgré un emploi ; 3. des charges d'assistance familiale à assumer ; 4. une dépendance à l'aide sociale résultant d'une première formation formelle en Suisse, pour autant que la dépendance n'ait pas été causée par le comportement du requérant.* »

M. Ameli confirme qu'il s'agit d'une disposition très importante. A l'origine, la proposition faite par le département se voulait générale et

renvoyait au message du projet de loi qui renvoie aux dispositions du droit fédéral précitées. A cet égard, comme évoqué par M. Saadi, l'article 9 (OLN) explicite l'article 12, alinéa 2 (LN) cité. Cette disposition précise différentes catégories qui sont examinées comme telles dans la pratique : 1. Le handicap, mental ou physique ; 2. Les maladies graves telles que le cancer ou le VIH. 3. Toutes les autres raisons personnelles majeures qui sont contenues dans la liste exemplative de l'article 9 OLN cité par M. Saadi.

M. Ameli ajoute que le droit cantonal va plus loin que le droit fédéral en incluant le grand âge comme critère à l'article 11, alinéa 4 (RNat). Quant à l'analphabétisme et à l'illettrisme, il s'avère, selon les linguistes et les personnes compétentes au sein de Camarada, qu'il s'agit d'un problème cognitif d'apprentissage depuis l'enfance. Dès lors, comme il est difficile de placer ces problèmes dans les catégories de troubles physiques ou psychologiques, ils nécessitent une catégorie spécifique. Néanmoins, le fait d'inscrire une liste exhaustive dans la loi a pour désavantage le risque d'omettre certaines catégories. A ce titre, la proposition du député (S) de renvoyer la disposition à l'article 12, alinéa 2 (LN) ne semble pas poser de problème. Toutefois l'inscription d'une liste exhaustive risque de rendre la loi trop statique au vu notamment de l'évolution de la jurisprudence et des cas rencontrés.

Un député (MCG) rappelle qu'un débat similaire s'est tenu au sein de l'assemblée constituante lors de la rédaction des dispositions portant sur les discriminations. L'expression anglaise « *if you don't name it, it does not exist* » (si vous ne le nommez pas, cela n'existe pas) illustre bien la problématique. En effet, les listes exhaustives dans la loi ont toujours pour risque d'omettre certaines catégories. Dès lors, il est nécessaire de rester suffisamment général pour que la disposition reste simple et qu'elle n'exclue personne. A cet égard, la formulation actuelle remplit ces conditions. A titre personnel, il semble néanmoins que la formule « tenir compte » soit préférable à « prendre en compte ». En effet, le verbe « tenir » renvoie à l'idée que l'autorité est « tenue de prendre en compte » ; la formulation « prendre en compte » laisse davantage de place à l'interprétation.

Il se dit en faveur de la formulation initiale de l'article 3, alinéa 3, qui permet à la disposition d'être suffisamment large pour inclure tout le monde. Il est néanmoins compréhensible que les personnes militantes dans des associations désirent défendre leur position dans un débat parlementaire, afin que leur intention soit mentionnée. La disposition initiale semble suffisamment large pour inclure l'ensemble des situations spécifiques. De plus, chaque situation sera analysée par l'administration qui mérite toute confiance dans l'accomplissement de cette tâche.

Un député (PDC) s'accorde avec le député (MCG) ainsi qu'avec les membres (PLR) qui se sont exprimés sur la nécessité de maintenir le caractère général et abstrait de la disposition, en concertation avec les dispositions de l'OLN citées par M. Saadi. Par conséquent, le groupe PDC refusera l'amendement du député (S) et soutiendra l'article dans sa formulation initiale.

Un député (PLR) indique avoir compris, selon les explications de M. Ameli, que l'amendement du député (S) revoyait aux trois catégories présentes dans le droit supérieur, à savoir le handicap physique ou psychologique, les maladies graves et les autres raisons personnelles majeures dont les exemples figurent dans l'OLN. Il ne s'agit donc pas d'une liste exhaustive, mais d'une spécification de la nature des problèmes pour lesquels les personnes nécessiteront une attention particulière. A titre personnel, il se dit en faveur de l'amendement (S). En effet, cet amendement amène une certaine clarté sans créer de nouvelles catégories.

En outre, il spécifie des catégories existantes et permet de mieux cibler les personnes qui pourront être reconnues comme ayant besoin d'une attention particulière de la part des autorités.

L'auteur de l'amendement confirme que son collègue (PLR) a compris la portée de cet amendement. En effet, la proposition de modification reprend l'article 12, alinéa 2 (LN) qui mentionne que « ² *La situation des personnes qui, du fait d'un handicap ou d'une maladie ou pour d'autres raisons personnelles majeures, ne remplissent pas ou remplissent difficilement les critères d'intégration prévus à l'al. 1, let. c et d, est prise en compte de manière appropriée* ». Dès lors, l'amendement reprend la formulation de la loi fédérale. Celle-ci semble être plus explicite, sans pour autant entrer dans le détail. Par ailleurs, M. Ameli a confirmé que les trois catégories du droit fédéral sont celles qui sont effectivement utilisées. L'amendement est donc en tout point conforme au droit fédéral, ce qui ne devrait pas poser de problème.

Il poursuit en expliquant que les propos de son collègue (MCG) sur les personnes engagées dans des associations lui ont semblé dépréciatifs. Ce, alors même que la proposition d'amendement ne fait rien d'autre que de reprendre le droit fédéral. A cet égard, il ne semble pas que le fait de s'engager dans une association soit particulièrement infamant. Par ailleurs, le fait d'être trop général a pour conséquence de rendre invisibles les problèmes. C'est pourquoi il est souhaitable de montrer dans la loi que ces problèmes existent.

Il indique également que son deuxième amendement vise à ajouter « dans la mesure de ses capacités ». Cette proposition de modification a pour but de montrer que l'aide est bienvenue, mais que dans certains cas elle ne suffit pas. Il s'agit en effet de prendre en considération ses cas de figure afin de ne laisser personne sur le bord du chemin.

Le président prend note des deux sous-amendements du député (S). Il donne la parole à M. Ameli avant de passer au vote.

M. Ameli rappelle que l'article 3, alinéa 3 doit se lire avec l'article 26 « Prise en compte des circonstances personnelles » qui concrétise les notions de l'article 3, alinéa 3 par un renvoi au droit fédéral. Cette précision ne retire toutefois rien aux remarques du député PS visant à mentionner clairement les hypothèses visées par la loi. Concernant le deuxième amendement, un parallèle peut être fait avec l'article 11, alinéa 4 (RNat) qui opère une nuance de la même nature que celle qui est proposée. En effet, l'article 11, alinéa 4 (RNat) mentionne que les personnes qui sont exemptées de tests sont astreintes à des séances d'information à l'intégration dispensées par les associations Camarada et La Roseraie, sauf si leur situation ne le permet pas.

Le président met aux voix le sous-amendement du député (S) :

Art. 3, al. 3 (nouvelle teneur), première phrase :

« ³ La situation des personnes qui, du fait d'un handicap ou d'une maladie ou pour d'autres raisons personnelles majeures, ne remplissent pas ou remplissent difficilement les critères d'intégration, est prise en compte de manière appropriée. (...) »

Oui :	7	(1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PLR)
Non :	8	(2 PDC, 3 PLR, 1 UDC, 2 MCG)
Abstention :	0	

L'amendement est refusé

Le président met aux voix le sous-amendement du député (S) :

Art. 3 al. 3 (nouvelle teneur), deuxième phrase :

« ³ (...) L'autorité compétente doit le cas échéant apporter son soutien à la personne concernée afin qu'elle puisse, dans la mesure de ses capacités, acquérir les connaissances nécessaires pour justifier d'une intégration suffisante en vue de l'obtention de la nationalité suisse. »

Oui :	7	(1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PLR)
Non :	8	(2 PDC, 3 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 0

L'amendement est refusé.

Le président met aux voix l'art. 3 tel qu'amendé :

Oui : 9 (4 PLR, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 2 (2 S)

Abstentions : 4 (1 EAG, 1 S, 1 Ve)

L'art. 3, tel qu'amendé est accepté.

Art. 4 modes d'acquisition et de perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse

Le droit de cité genevois et la nationalité suisse s'acquièrent et se perdent selon les cas :

- a) par le seul effet de la loi ;*
- b) par décision de l'autorité cantonale ;*
- c) par décision de l'autorité fédérale.*

Titre Pas d'opposition, adopté

Art. 4 Pas d'opposition, adopté

Art. 5 Autorités cantonales compétentes

Le président indique que le département a proposé un amendement à l'article 5. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli explique que quelques précisions ont été apportées dans la formulation de l'article 5. Suite notamment à une consultation avec l'Association des communes genevoises (ACG), certaines compétences qui se trouvaient dans la loi, mais qui étaient omises de la liste exemplative à l'art. 5 ont été ajoutées. De plus, quelques modifications de formes sont proposées dans l'amendement afin que les mots utilisés correspondent mieux à l'intention visée.

M. Ameli ajoute que l'article 5 est une disposition nouvelle qui n'était pas présente dans la LNat. Elle est également innovante, car elle regroupe l'ensemble des autorités qui interviennent dans la procédure de naturalisation. Cet aspect répond à différents arrêts de la Chambre administrative qui ont relevé un manque de précision dans la loi pour définir le rôle de chaque

autorité. L'idée était donc de présenter l'ensemble des compétences dans un seul article.

Le président constate que selon l'article 5, alinéa 3 de l'amendement, le département est compétent pour notamment « *a) enregistrer ou refuser d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire ; b) déclarer irrecevable la demande de naturalisation ordinaire ; c) suspendre la procédure de naturalisation ordinaire* ». Le président demande si ces actions, notamment la suspension de la procédure, se font selon des critères mentionnés ailleurs dans la loi.

M. Ameli explique que plusieurs compétences existent déjà dans la LNat. Elles sont néanmoins éparpillées dans la loi, d'où le choix de faire figurer toutes les compétences dans un seul article. A cet égard, le fait d'« *enregistrer ou refuser d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire* » est déjà appliqué par le département. En effet, la compétence ressort de l'article 11, alinéa 6 du Règlement qui prévoit que « *la procédure est engagée si : a) la durée du séjour répond aux normes fédérales et cantonales* ». Concernant l'irrecevabilité de la demande de naturalisation ordinaire, formellement la compétence de déclarer irrecevable une demande appartient au Conseil d'Etat. Il existe à cet égard une contradiction entre le règlement et la loi, ce qui rend la distinction des compétences peu claire. Néanmoins dans la pratique, le Conseil d'Etat rend des arrêtés de naturalisation – en grande majorité – et des arrêtés de refus lorsque les conditions formelles ne sont pas remplies. L'irrecevabilité en tant que telle existe, mais est peu appliquée. Il s'agit notamment de cas pour lesquelles les personnes ne collaborent pas à l'établissement des faits.

M. Ameli ajoute que la compétence de suspendre la procédure de naturalisation (let. c) appartient formellement au département, mais c'est l'OCPM qui rend en pratique ces décisions par délégation de compétence. Il s'agit en réalité d'une concrétisation du principe de proportionnalité, car, au lieu de proposer un arrêté négatif qui serait prononcé par le Conseil d'Etat, le système actuel permet de suspendre la procédure jusqu'à trois ans – ce qui a été repris dans le projet de loi – pour que la personne puisse améliorer ses carences. De plus, la compétence de « *d) classer la demande de naturalisation ordinaire* » ressort des dispositions actuelles. La disposition « *e) rendre toute décision qui ne relève pas expressément de la compétence d'une autre autorité en vertu de l'article 5* » n'existe pas dans la loi actuelle. Elle a pour but d'éviter toute lacune, dans le cas de tâches pour lesquelles l'autorité qui devrait se prononcer n'est pas définie. Enfin, la lettre f) « *procéder aux instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application* » est déjà une compétence du département qui s'en occupe par l'entremise du

secteur des naturalisations. M. Ameli résume en expliquant que la seule véritable nouveauté de cette disposition par rapport à la LNat est l'art. 5 al. 3 let. e).

Le président remercie M. Ameli pour ses explications. Il note que l'article 5, alinéa 4 concerne la compétence des communes et que l'article 5, alinéa 5 concerne les recours à la chambre administrative de la Cour de justice.

Le président constate que l'article 5 ne fait appel à aucune remarque de la part des commissaires.

Art. 5 tel qu'amendé par le département

Art. 5 Autorités cantonales compétentes

¹ Le Conseil d'Etat est l'autorité compétente pour :

- a) désigner le département compétent en matière d'acquisition et de perte de la nationalité (ci-après : département) ;*
- b) rendre la décision de naturalisation ;*
- c) se prononcer sur le préavis communal ;*
- d) rejeter la requête en naturalisation en raison de faits nouveaux survenus après l'octroi de l'autorisation fédérale ;*
- e) octroyer le droit de cité genevois et communal pour les étrangers admis à la naturalisation ;*
- f) constater le droit de cité genevois et communal de l'enfant mineur trouvé ;*
- g) recevoir la prestation de serment des étrangers ou des membres de leur famille admis à la naturalisation ;*
- h) se prononcer sur les demandes de réintégration ou de renonciation au droit de cité genevois ;*
- i) annuler le droit de cité genevois ;*
- j) constater la perte du droit de cité genevois et communal par reconnaissance de l'enfant trouvé ;*
- k) donner son assentiment au retrait de la nationalité suisse ;*
- l) proposer l'octroi de la bourgeoisie d'honneur.*

² Le Grand Conseil est l'autorité compétente pour décerner la bourgeoisie d'honneur.

³ Le département est l'autorité compétente, avec possibilité de délégation à l'un de ses offices, pour :

- a) enregistrer ou refuser d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire ;*

- b) *déclarer irrecevable la demande de naturalisation ordinaire ;*
- c) *suspendre la procédure de naturalisation ordinaire ;*
- d) *classer la demande de naturalisation ordinaire ;*
- e) *rendre toute décision qui ne relève pas expressément de la compétence d'une autre autorité en vertu de l'article 5 ;*
- f) *procéder aux instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application (ci-après : règlement).*

⁴ *Les communes sont compétentes pour :*

- a) *préaviser positivement ou négativement la demande de naturalisation de la personne requérante domiciliée sur leur territoire ;*
- b) *demander à la personne requérante des précisions complémentaires relatives à sa situation personnelle et à celle de sa famille ;*
- c) *procéder, sur demande du département, à une vérification sommaire de la résidence effective et de l'intégration de la personne requérante ;*
- d) *compléter l'offre de formation du canton sur les connaissances générales à maîtriser ;*
- e) *décider de l'octroi du droit de cité communal ;*
- f) *libérer un citoyen genevois du droit de cité communal.*

⁵ *La chambre administrative de la Cour de justice est compétente pour connaître des recours interjetés contre les décisions prises en vertu de la présente loi, à l'exception des décisions sur l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et le préavis communal en matière de naturalisation ordinaire, qui ne sont pas sujettes à recours.*

Art. 5 ainsi amendé Pas d'opposition, adopté

Le président propose de clore le traitement du PL 12305 afin de poursuivre les points à l'ordre du jour. Il remercie les représentants du département et les libère.

Séance du mercredi 31 mars 2021

Le président rappelle que le traitement du PL 12305 en est au stade du deuxième débat, à l'article 6.

Art. 6

Art. 6 Devoir de collaboration du requérant

¹ *Le requérant est tenu :*

- a) *de fournir des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants pour l'application de la présente loi ;*

- b) *de communiquer sans retard les moyens de preuves nécessaires et tout document demandé par l'autorité compétente ;*
- c) *d'informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement déterminant pour l'application de la présente loi, en particulier lorsque celui-ci concerne sa situation économique et familiale ou lorsqu'une enquête pénale est ouverte pendant la procédure de naturalisation.*

² *Pour faciliter l'enquête prévue, le requérant délègue en outre toute administration du secret de fonction et du secret fiscal.*

³ *Si l'une des obligations mentionnée aux alinéas 1 et 2 n'est pas respectée, le département pourra statuer en l'état du dossier et, le cas échéant, déclarer la demande irrecevable.*

Le président demande si les auteurs du projet de loi ont des remarques à formuler sur cet article.

M. Saadi explique que cet article regroupe deux idées principales. D'une part le fait de renseigner les autorités en cas d'enquête pénale qui serait en cours à l'égard du requérant ; d'autre part, la compétence donnée au département de déclarer l'irrecevabilité d'une demande. M. Saadi cède la parole à M. Ameli pour un éventuel complément sur cet article.

M. Ameli ajoute que dans l'amendement au projet de loi initial, il est proposé de remplacer « le requérant » par « la personne requérante ». Outre cette modification, l'article reprend de manière substantielle l'art. 21 de l'Ordonnance (OLN) concernant le devoir de collaboration du requérant. Il est toutefois à noter que sur la question de la procédure pénale en cours, le projet de loi va plus loin que le droit fédéral. A cet égard, le préposé cantonal à la protection des données a avalisé cette disposition dans son intégralité, ainsi que les articles 7 et 8 du projet de loi.

Le président prend note que l'amendement fait mention de « la personne requérante », ce qui correspond à une des demandes de la commission.

Une députée (S) demande dans quelle mesure cet article va plus loin que le droit fédéral.

M. Ameli explique qu'à la lettre c), la phrase « (...) ou lorsqu'une enquête pénale est ouverte pendant la procédure de naturalisation » ne ressort pas explicitement de l'art. 21 OLN.

Un député (PLR) émet des doutes quant à la formulation « (...) ou lorsqu'une enquête pénale est ouverte pendant la procédure de naturalisation ». En effet, il arrive souvent qu'une enquête pénale soit ouverte à l'insu d'une personne. Par conséquent, cette lettre devrait être

formulée comme suit : *« lorsqu'il est informé qu'une enquête pénale est ouverte »*. A cet égard, il peut se dérouler plusieurs mois entre l'ouverture et la connaissance de l'existence d'une enquête par la personne concernée.

Le président note que la question se pose également de savoir de quelle manière cette information influe sur le processus de naturalisation. En effet, lorsqu'une enquête pénale est ouverte, la personne visée est présumée innocente jusqu'à ce qu'un tribunal ou une ordonnance la condamne le cas échéant. Par conséquent, l'ouverture ou non d'une enquête ne devrait pas peser dans la procédure de naturalisation. Le président demande de quelle manière est traitée cette information : si elle amène à une suspension de la procédure de naturalisation dans l'attente de l'issue de l'affaire pénale. A cet égard, il est compréhensible qu'une condamnation soit communiquée à l'administration. Néanmoins, une enquête ouverte ne devrait pas être un frein à la naturalisation, car il est possible que la personne soit innocentée.

M. Ameli explique que cette disposition vise un candidat ou une candidate qui est au courant de l'existence d'une enquête pénale à son égard. La personne reste donc couverte par la protection de bonne foi : il ne peut pas lui être reproché quelque chose dont elle n'est pas au courant. De plus, cette disposition a soulevé la question de la présomption d'innocence. Dans la pratique actuelle, lorsqu'une enquête est ouverte à l'encontre d'une personne requérante, la procédure de naturalisation est suspendue jusqu'à droit connu sur la procédure pénale. Cette question est abordée aux articles 20 et suivants qui concernent les délais. Il convenait toutefois de le rappeler à l'art. 6 qui concerne le devoir de collaborer de la personne requérante.

Le président note que cette question sera à nouveau abordée lors du traitement des articles 20 et suivants.

Un député (Ve), concernant le secret fiscal (alinéa 2), demande quels éléments la personne enquêtrice demande à l'administration fiscale dans le cadre d'une procédure de naturalisation. En effet, il s'agit de comprendre quels éléments d'une déclaration fiscale doivent être portés à la connaissance de l'administration.

M. Ameli explique que cette disposition est une transposition de la LNat actuelle : cet alinéa ne formule rien de nouveau par rapport à la législation actuelle. Dans les faits, l'évaluation fiscale se limite souvent au dépôt de la déclaration fiscale par la personne requérante. Si la personne enquêtrice a un doute, elle peut le cas échéant contacter l'administration fiscale pour un éclaircissement. L'évaluation fiscale vise principalement à s'assurer que la personne soit à jour avec ses impôts et que sa déclaration de biens

immobiliers ne laisse pas penser qu'elle réside en France, ce qui est souvent le cas dans un canton frontalier comme Genève.

Un député (PLR) rappelle ses doutes concernant la formulation de la lettre c). En effet, la lettre prévoit une obligation pour la personne requérante d'informer l'autorité compétente sur « sa situation économique et familiale » qui fait partie de la sphère de connaissance immédiate. Néanmoins, ce n'est pas le cas pour l'ouverture d'une enquête pénale, dont la personne peut ignorer l'existence. Dès lors, pour répondre au but visé par cette disposition, il serait nécessaire de mentionner que la personne concernée informe l'autorité lorsqu'elle a connaissance de l'ouverture d'une enquête pénale à son encontre.

Il propose l'amendement suivant à l'article 6, alinéa 1, lettre c) :

*« d'informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement déterminant pour l'application de la présente loi, en particulier lorsque celui-ci concerne sa situation économique et familiale ou **lorsque l'ouverture d'une enquête pénale est portée à sa connaissance pendant la procédure de naturalisation.** »*

Le président demande à M. Ameli si cette formulation conviendrait.

M. Ameli confirme n'y voir aucun inconvénient.

Le président met aux voix le sous-amendement du député (PLR) :

Art. 6 al. 1 let. c) :

*« d'informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement déterminant pour l'application de la présente loi, en particulier lorsque celui-ci concerne sa situation économique et familiale ou **lorsque l'ouverture d'une enquête pénale est portée à sa connaissance pendant la procédure de naturalisation.** »*

Pas d'opposition, adopté

Un député (MCG) rappelle les propos de son collègue Ve sur la fiscalité. En effet, il semble qu'à Genève le secret fiscal soit garanti. Dès lors, il est nécessaire de s'assurer que cette disposition n'entre pas en collision avec cette garantie.

Le président indique qu'il s'agit d'une dérogation explicite au secret fiscal. En effet, ce dernier est levé avec le consentement de la personne requérante.

Un député (PLR) confirme que le secret fiscal est levé suite à l'acceptation exprès de la personne requérante. Ayant personnellement assisté à des procédures de naturalisation, il apparaît que cet aspect est un point classique que les personnes concernées connaissent. Il s'agit principalement de s'assurer que les impôts ont été payés par la personne requérante.

M. Ameli précise qu'en plus d'une disposition dans la loi prévoyant la levée du secret fiscal, l'administration fait signer la personne requérante une autorisation de consulter l'administration fiscale. Il existe par conséquent une double protection, tant dans la loi cantonale sur la naturalisation que de par l'acceptation exprès de la personne requérante.

Un député (S) demande pour quelle raison la disposition s'éloigne des mécanismes de l'art. 45 de la loi fédérale sur la nationalité (LN), intitulé « assistance administrative ». En effet, la loi fédérale prévoit la communication d'un certain nombre d'informations. Or, la disposition cantonale demanderait à la personne de signer elle-même une levée du secret.

M. Ameli précise que l'assistance administrative concerne les rapports entre les autorités de naturalisation – cantonales ou fédérales – et les autres autorités. A l'inverse, le devoir de collaboration, qui ressort de l'ordonnance, concerne la collaboration de la personne requérante avec l'autorité compétente. Il s'agit à cet égard de deux notions différentes. Néanmoins, l'interrogation du député soulève la question de savoir pour quelle raison l'accord exprès de la personne requérante est demandé alors même que l'art. 45 LN prévoit une transmission de l'information entre les autorités. Cette procédure a été décidée pour éviter tout conflit de lois. En effet, il pourrait être opposé que la légitimité donnée par le droit cantonal n'est pas suffisante pour lever le secret fiscal, le droit fiscal étant un droit relativement fort.

M. Ameli ajoute avoir connu des cas pour lesquels des transmissions d'informations auprès de l'office cantonal de l'assurance invalidité pour les ressortissants européens ont été refusées en raison d'un conflit de norme. En effet, bien que l'art. 90 LEI – par ailleurs similaire à l'art. 45 LN – autorisait le transfert d'information, il était opposé que l'autorité ne faisait pas partie de la liste exhaustive de l'art. 54 LAVS et ne pouvait pas recevoir l'information. Enfin, il est nécessaire de distinguer d'une part l'obligation pour les autorités compétentes de collaborer entre elles et d'autre part le devoir du candidat ou de la candidate de collaborer avec l'autorité compétente dans sa procédure.

Le président, ne constatant plus de demande de parole sur cet article, propose de passer au vote.

**Art. 6 tel qu'amendé par le Conseil d'Etat Pas d'opposition,
adopté**

Art. 6 ainsi amendé (*amendements du Conseil d'Etat et du député (PLR) :*

Art. 6 Devoir de collaboration de la personne requérante

¹ La personne requérante est tenue :

- a) de fournir des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants pour l'application de la présente loi ;*
- b) de communiquer sans retard les moyens de preuve nécessaires et tout document demandé par l'autorité compétente ;*
- c) d'informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement déterminant pour l'application de la présente loi, en particulier lorsque celui-ci concerne sa situation économique et familiale ou lorsque l'ouverture d'une enquête pénale est portée à sa connaissance pendant la procédure de naturalisation.*

² Pour faciliter l'enquête prévue, la personne requérante délègue en outre toute administration du secret de fonction et du secret fiscal.

³ Si l'une des obligations mentionnées aux alinéas 1 et 2 n'est pas respectée, le département pourra statuer en l'état du dossier et, le cas échéant, déclarer la demande irrecevable.

Pas d'opposition, adopté

Art. 7 Protection des données

¹ Pour l'accomplissement de ses tâches en vertu de la présente loi, l'autorité compétente peut traiter ou faire traiter les données personnelles nécessaires, y compris les données sensibles et les profils de personnalité.

² Le règlement fixe les dispositions d'application.

³ La loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles, du 5 octobre 2001, ainsi que la loi sur les archives publiques, du 1^{er} décembre 2000, sont applicables pour le surplus.

Le président indique que l'article 7 ne fait l'objet d'aucun amendement de la part du Conseil d'Etat. Il demande si M. Ameli souhaite formuler un commentaire.

M. Ameli explique que cette disposition est une innovation par rapport au droit actuel. En effet, la question de la protection des données ayant énormément évolué depuis l'entrée en vigueur de la LNat en 1992, une telle disposition manquait dans le droit de la nationalité. Par ailleurs, la disposition renvoie aux réglementations cantonales pertinentes. En outre, cette disposition a été avalisée par le Préposé cantonal à la protection des données. Ce dernier a demandé de pouvoir donner son avis au moment de l'entrée en vigueur du règlement d'application qui concrétisera cette disposition. Le Préposé a également relevé que cette disposition existait déjà dans le droit fédéral à l'art. 44 LN.

Le président demande ce que signifie un « profil de personnalité ».

M. Ameli explique que l'administration est sollicitée par des institutions – universités, services, département – dans le but d'obtenir des statistiques sur notamment le nombre de familles, d'enfants ou de membre d'une minorité naturalisés. Dans ce cadre, ce type de données sont rassemblées afin d'être transmises. Il ne s'agit pas à cet égard de profils de personnalité effectués sur les candidats et candidates avant une naturalisation. Il s'agit uniquement de statistiques qui sont transmises à des autorités légitimées dans le cadre d'études scientifiques ou dans le cadre de leurs fonctions.

Le président note que le terme de « profil de personnalité » ne semble pas couvrir exactement les éléments décrits par M. Ameli. En effet, cette notion renvoie plutôt à des notions de caractères ou de personnalité psychologique.

M. Saadi souligne l'importance des statistiques qui sont utilisées tant au niveau fédéral qu'au niveau européen, dans le cadre du système d'observation permanent des migrations internationales de l'OCDE. Il existe à cet égard un correspondant suisse qui réunit les informations sur les dynamiques migratoires en général et sur les flux, y compris par rapport aux différentes catégories de personnes naturalisées. Sur la question du profil de personnalité, M. Saadi indique ne pas avoir davantage de remarques à formuler à ce stade.

Un député (Ve) estime que la rédaction de cet article n'est pas claire. En effet, elle laisse penser que des profils de personnalité sont réalisés dans le cadre d'une procédure de naturalisation. Par conséquent, il serait souhaitable de préciser que cette notion renvoie au fait de recueillir des données agrégées sous une forme statistique.

M. Ameli souhaite préciser deux aspects. Premièrement, le Préposé cantonal à la protection des données a examiné cette version du texte et a déterminé dans son constat que *« s'agissant de l'art. 7 du projet, le préposé cantonal note qu'il constitue la base légale formelle cantonale nécessaire au traitement des données sensibles ou de profil de la personnalité en relation avec l'acquisition et la perte de la nationalité. Cette disposition correspond à l'art. 44 LN qui prévoit la même possibilité pour le Secrétariat d'Etat aux migrations. Au vu de la compétence d'enquête du canton (art. 34 LN) et de l'existence d'une norme fédérale en la matière, il n'y a pas d'objection à formuler. Il est prévu que l'art. 7 du projet soit complété par voie réglementaire. Il convient que lors de la rédaction du règlement d'application les principes prévus par la LIPAD et le RIPAD soient respectés et que ledit règlement soit soumis pour consultation au préposé cantonal conformément aux art. 56 al. 3 let. e) LIPAD et 23 al. 8 RIPAD. »*

M. Ameli note que le règlement qui concrétisera cette disposition sera soumis au Préposé. Dès lors, si l'administration devait s'écarter de cette interprétation, elle serait remise à l'ordre. Par ailleurs, il n'est ni envisagé ni envisageable d'effectuer des profils de personnalité, qui seraient propre à léser les candidats et candidates.

Le président indique ne pas avoir d'autres commentaires sur cette disposition à ce stade. Néanmoins, bien que l'intention de l'article soit claire selon les propos d'M. Ameli, l'utilisation du terme de « profil de personnalité » est surprenante.

M. Ameli invite les membres de la commission à lire l'art. 44 LN, dont l'art. 7 LDCG reprend la teneur.

Un député (Ve) note que le manque de clarté provient de la mention « pour l'accomplissement de ses tâches ». En effet, il ne s'agit apparemment pas de la tâche de naturalisation, mais de transmission de données scientifiques. C'est pourquoi la formulation porte à confusion.

Un député (S) note que l'art. 44 LN mentionne que *« Pour accomplir les tâches qui lui incombent de par la présente loi, le SEM peut traiter des données personnelles, y compris des profils de la personnalité (...) »*. Il n'est donc pas certain que la loi fédérale soit plus claire que le projet de loi à cet égard. Néanmoins, il se dit relativement convaincu sur ce point par les explications de M. Ameli.

Il ajoute, concernant l'obligation de collaborer, que l'art. 21 OLN ne prévoit pas la levée du secret ajoutée à l'art. 6 du projet de loi. Sans vouloir revenir sur le vote en deuxième débat, il est possible qu'un amendement à cet article soit déposé en troisième débat. Par ailleurs, la lecture de ce projet de

loi est difficile, car tantôt il apparaît que la LDCG est une adaptation du droit fédéral, tantôt des éléments nouveaux semblent y être ajoutés. Dès lors, la question se pose de savoir pourquoi il a été possible de se passer de la levée du secret au niveau fédéral, mais pas au niveau cantonal. Il n'est pas opposé à la levée du secret de fonction en tant que tel. Néanmoins, ces ajouts interrogent d'un point de vue technique. Des amendements seront déposés le cas échéant en troisième débat. Dans l'intervalle, M. Ameli pourra fournir certaines explications nécessaires.

M. Ameli explique que l'obligation de collaborer est une obligation générale reprise de la LEI (ancienne LEtr) qui n'existait pas dans le droit de nationalité, ce qui constituait une lacune. Le devoir de collaborer concerne les indications inexacts ou incomplètes, l'intervalle de temps pour informer l'autorité ainsi que la transmission de renseignements en cas de procédures d'annulation. Néanmoins, il est nécessaire de préciser l'aspect fiscal, car, sans base légale suffisante, l'autorité compétente ne sera pas légitimée à demander des informations d'ordre fiscal. C'est pour cette raison que la LNat prévoit depuis 1992 une levée du secret fiscal à son article 14, alinéa 5. Par ailleurs, l'article 21 OLN n'est d'aucun secours pour l'autorité de naturalisation, car, nonobstant l'existence de cet article, l'administration fiscale pourrait refuser de transmettre des informations tout en respectant l'OLN. Enfin, M. Ameli renvoie les membres de la commission à la lecture des directives fédérales – les manuels sur la nationalité du Secrétariat d'Etat aux migrations – dont un chapitre évoque précisément comment admettre une intégration réussie par rapport à la fiscalité. M. Ameli se tient à disposition pour d'autres demandes d'informations si nécessaire.

Ce même député (S) remercie M. Ameli pour ces explications. Néanmoins, il apparaît que selon la rédaction de la loi cantonale, l'administré perd le contrôle sur ce qui lui est demandé. En effet, si le secret est levé, tout document peut être transmis entre les administrations sans que la personne concernée soit au courant. Bien qu'il soit compréhensible que l'administration ait besoin d'avoir accès à certaines informations, il est souhaitable que la personne requérante reste au centre de la procédure.

M. Ameli comprend les propos du député et le rassure sur le fait que la personne requérante est effectivement au centre de la procédure : c'est elle qui initie la procédure et fournit les documents nécessaires, y compris la déclaration fiscale, dans le cadre des prérequis. Néanmoins, selon l'expérience du métier, il apparaît que les situations ne sont malheureusement pas toujours aussi idéales que celle décrite par ce député. En effet, bien qu'un grand nombre de candidates et candidats collaborent pleinement avec l'administration, il existe des cas pour lesquels cette collaboration est plus

difficile. Dès lors, l'administration doit avoir des moyens, notamment légaux, pour obtenir des documents et demander des clarifications aux autorités compétentes. Il est à noter que ce transfert d'information ne concerne pas uniquement l'administration fiscale, mais peut concerner notamment la police, le Pouvoir judiciaire ou l'office des poursuites. Il s'agit dès lors d'un outil essentiel pour maintenir une procédure de naturalisation efficiente dans le canton.

Un député (PLR) comprend que, dans l'idéal, la personne requérante doit être au centre de la produire. Il existe néanmoins une entraide administrative – qui est le sujet de l'article suivant – qui rend possible la transmission d'informations entre les administrations. Dès lors, tout en laissant le candidat ou la candidate au centre de la procédure, des documents peuvent être demandés pour l'évaluation, dans la mesure où ceux-ci sont transmis selon les règles prescrites. A ce titre, si l'on suit la réflexion de son collègue PS, l'article 8 du projet de loi n'aurait plus de raison d'être, car on estimerait qu'il appartient uniquement à la personne requérante de fournir les documents nécessaires.

Le président ne constatant plus de demande de parole sur cet article propose de passer au vote.

Art. 7

Pas d'opposition, adopté

Art. 8 Assistance administrative

¹ L'autorité compétente peut échanger des informations avec les autorités concernées par l'exécution de la présente loi, notamment celles compétentes en matière de police des étrangers et d'état civil, à la condition que ces informations soient utiles à l'instruction de la demande de naturalisation ou à l'application de la loi fédérale sur les étrangers. Sur demande, elles s'accordent le droit de consulter les dossiers.

² Les autres autorités cantonales et communales, les autorités judiciaires cantonales, ainsi que celles chargées de l'assistance publique communiquent, gratuitement et sans délai, aux autorités chargées de l'application de la présente loi, sur demande de celles-ci, toutes les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.

Le président note qu'un amendement est proposé à l'alinéa 1 par le Conseil d'Etat. Il donne la parole à M. Ameli.

M. Ameli explique que le principal amendement concerne le titre de l'article. En effet, le titre initial était une reprise du droit fédéral à l'article 45 LN « assistance administrative ». Le département a estimé que dans le cadre de la refonte de la procédure administrative, il était préférable de privilégier le terme d'« entraide administrative ». Les autres modifications sont uniquement des adaptations rédactionnelles.

- Un député (S) note que la loi fédérale fait mention de l'« assistance administrative ». A nouveau, le projet de loi s'éloigne du texte fédéral ce qui n'est pas interdit, mais interroge. Le député (S) demande sur quels aspects la loi cantonale diverge par rapport à l'article 45 LN.

M. Ameli explique que cette disposition est une transcription du droit fédéral, concrétisée par l'expérience des dernières années en termes d'entraide administrative. Pour rappel, il n'existe aucune disposition qui concerne l'entraide administrative dans la LNat actuelle. Cela a mené à de nombreux problèmes, car aucune base légale n'existe pour demander des informations à d'autres administrations. Dès lors, cette disposition privilégie ce qui existe déjà et le concrétise dans une loi d'application. Cette entraide peut être illustrée par la communication qui existe actuellement entre le Service étrangers et le service Suisses, tous deux faisant partie de l'OCPM. Bien que les deux services aient des directions différentes et appliquent des lois différentes, il existe un parallélisme entre les procédures d'octroi d'un permis C et les procédures de naturalisation, qui sont en principe consécutives l'une de l'autre. Dès lors, il se peut que dans le cadre d'un dossier de naturalisation, les dossiers étrangers – qui contiennent notamment les condamnations et les rapports – puissent être consultés. Cette consultation concerne principalement les questions de domiciliation effective. En effet, la frontière du canton de Genève avec la France étant plus grande que celle avec le reste de la Suisse, il existe de nombreux candidats et candidates dont le domicile annoncé est à Genève, mais dont la résidence effective est en France.

M. Ameli poursuit en expliquant qu'il existe actuellement un échange entre les deux services précités. Néanmoins, cet échange est plus difficile actuellement, car le service étranger a également l'obligation de vérifier la domiciliation effective et, le cas échéant, de prononcer une décision de caducité si le domicile effectif n'est pas en Suisse. A cet égard, les autorités de naturalisation peuvent uniquement procéder à une naturalisation lorsque la personne possède une domiciliation effective en Suisse. Dès lors, il peut arriver que le service Suisses obtienne des informations dans le cadre de la procédure de naturalisation – auditions, documents ou déclarations fiscales – qui annoncent un bien immobilier en France voisine. Or, il est compliqué

actuellement, sans base légale, d'attirer l'attention ou de demander des informations à d'autres services qui seraient au courant. Cet échange d'information se base actuellement essentiellement sur la LIPAD dont la procédure est quelque peu compliquée. C'est pourquoi il est plus simple et transparent d'inscrire dans la LDCG que les autorités peuvent collaborer entre elles. Cet aspect est donc une concrétisation de la pratique par rapport au droit fédéral. Le reste de l'article est conforme au droit fédéral, seul cet élément diffère par rapport à l'article 45 LN.

M. Saadi souhaite mentionner quelques précisions sur les notions d'entraide et d'assistance administrative. De par le passé, il a existé un éparpillement des domaines entre celui de l'intégration, des étrangers et de la naturalisation. A cet égard, le nouveau droit fédéral tant à intégrer ces trois domaines. Il s'agit également d'une volonté du parlement fédéral lorsqu'il mentionne l'idée « d'assurer une large cohérence avec la loi sur les étrangers » en parlant de la loi sur la nationalité. Cette volonté politique concrétisée au niveau législatif se trouve exprimée dans cette disposition.

Un député (S) comprend les explications de M. Ameli et de M. Saadi. Néanmoins, il apparaît que cette disposition, au même titre que la précédente, laisse penser à une certaine suspicion à l'égard des candidates et candidat à la naturalisation. Pour répondre à son collègue (PLR) sur le fait que les situations n'étaient pas toujours idéales, il est utile de souligner que la plupart des personnes requérantes à la naturalisation collaborent, car c'est dans leur intérêt de le faire. L'on peut dès lors s'interroger sur la nécessité pour le canton de prévoir un arsenal juridique de transmission des informations qui ne passeraient pas par la personne concernée. En effet, cela laisse penser qu'il existe une volonté politique sous-jacente. En effet, d'un côté il est fait état d'une naturalisation facilitée et d'un autre, il semble exister une suspicion à l'encontre des candidats et candidates à la naturalisation. Cette contradiction interroge. Néanmoins, il ne s'agit pas de rester sur ce présupposé. A ce titre, il pourrait être utile d'obtenir plus d'informations sur la position du préposé cantonal à la protection des données. En effet, il semble qu'un avis ait été émis ; il serait souhaitable de pouvoir le lire. Par ailleurs, il pourrait être envisagé d'entendre le Préposé à ce sujet, afin de pouvoir voter en toute connaissance de cause.

Le président résume les propos du député (S) : premièrement la question de savoir s'il est possible d'obtenir le préavis du préposé à la protection des données ; deuxièmement la possibilité d'une éventuelle audition du Préposé.

M. Saadi ne voit pas d'objection à transmettre l'avis du préposé à la protection des données dans le cadre de la question de l'entraide administrative.

M. Ameli propose de lire le passage du préavis, concernant l'article 8, du Préposé – qui a par ailleurs félicité la rédaction de l'article : *« L'article 8 du projet concerne l'assistance administrative. Le préposé cantonal constate qu'il est prévu que l'échange d'information peut intervenir à la condition que les données « soient utiles à l'instruction de la demande de naturalisation ou à l'application de la loi fédérale sur les étrangers » selon l'alinéa 1 et selon l'alinéa 2 pour autant qu'elles soient « nécessaires à l'accomplissement de leur tâche légale. Le préposé cantonal salue la rédaction de cette disposition qui reprend expressément les principes de la finalité et de la proportionnalité. Cette disposition est conforme aux règles prévues aux articles 39 LIPAD et 14 RIPAD de sorte qu'elles n'appellent pas de commentaires particuliers si ce n'est qu'il convient de mentionner au catalogue des fichiers tout droit d'accès qui en découle. »*

Le président remercie M. Ameli pour la lecture du préavis du préposé cantonal à la protection des données. La commission pourra, après avoir pris connaissance de ce document, juger de l'opportunité d'une audition complémentaire du Préposé.

M. Saadi souhaite donner un complément à la discussion concernant les délais. En tant qu'administration, l'argument des délais est également important dans le cadre de cette disposition. En effet, plus l'administration a accès rapidement à une information importante dans le traitement d'un dossier de naturalisation, plus le temps de traitement du dossier est réduit. Cet élément important est également à prendre en compte.

Un député (PLR) note que M. Saadi vient de mentionner la question des délais qu'il voulait aborder. En effet, il est à noter que dans la pratique, ce qui embête le plus les personnes requérantes est la longueur de la procédure. Dès lors, l'entraide administrative, sous réserve du respect des dispositions relatives à la protection des données, est un outil efficace pour traiter les procédures d'une manière rapide. A cet égard, les dispositions relatives à la protection des données n'ont rien d'extraordinaire dans l'ordre juridique. De plus, des transmissions d'informations entre les administrations se pratiquent chaque jour à divers titres, sous les cauteles rappelées par le préposé cantonal à la protection des données, qui semble être d'accord avec la disposition proposée. Si aucune entraide n'est prévue, il existe un risque que les dossiers fassent des allers-retours entre les personnes requérantes et l'administration, ce qui engendre un retard dans le traitement de la procédure. Par conséquent, pour naturaliser rapidement les personnes, une entraide administrative est souhaitable. Il s'agit de rester pragmatique afin d'éviter de passer à côté du but visé, à savoir accélérer les procédures.

Un autre député (PLR) demande à M. Ameli si le préavis du préposé cantonal à la protection des données contient plus d'éléments que ce qui a été lu par M. Ameli. Si tel n'est pas le cas, il serait souhaitable de passer au vote.

Le président indique qu'il n'était pas prévu de surseoir au vote. Une fois que la commission aura pris connaissance du préavis du Préposé, elle pourra décider de l'opportunité de l'entendre.

Le président confirme que cet article sera voté. S'il demeure des objections sur cet article à l'issue du deuxième débat, des amendements pourront être déposés en troisième débat le cas échéant.

M. Ameli propose d'illustrer les propos de M. Saadi sur l'entraide administrative et la rapidité de la procédure au travers de deux exemples parlants. La procédure se déroule en plusieurs étapes. La première d'entre elles est l'enquête administrative qui intervient avant l'audition par la personne enquêtrice et avant l'instruction du dossier en tant que tel. Cette enquête administrative regroupe des aspects fondamentaux. D'une part une demande systématique de preuve que la personne n'est ou n'était pas à l'aide sociale durant les 3 ans qui précèdent la demande ; d'autre part, la demande d'une fiche police. Concernant l'aide sociale, la législation a changé de telle sorte qu'auparavant les personnes qui n'étaient pas fautives d'être à l'aide sociale pouvaient tout de même déposer une demande. Le droit fédéral actuel est plus catégorique : sauf à de très rares exceptions, une personne à l'aide sociale durant les trois ans précédant la demande ne peut pas être naturalisée.

M. Ameli indique que lors de l'entrée en vigueur de la loi, l'administration a dû la mettre en œuvre directement. Dans ce cadre, les personnes devaient demander des attestations directement à l'Hospice général pour démontrer qu'ils n'étaient pas à l'aide sociale. Ceci a donné lieu à une situation chaotique, car l'Hospice devait traiter des centaines de demandes, ce qui a retardé le dépôt des demandes. Suite à cela, un système de transmission d'informations entre l'administration et l'Hospice a été mis en place. Actuellement, l'administration transmet régulièrement une liste de personnes à l'Hospice en leur demandant si elles étaient à l'aide sociale durant les trois dernières années. Ce système fonctionne bien et permet un traitement plus efficient et rapide.

M. Ameli ajoute qu'une procédure similaire a été mise en place pour les fiches police. Néanmoins, malgré le fait que la fiche police était demandée depuis des années, la modification d'un règlement de police a rendu la transmission de ses fiches plus difficile. Bien que ces fiches soient essentielles, car elles font partie du rapport, il est impossible de les demander, car elles sont confidentielles. Enfin, M. Ameli confirme qu'une grande partie

des personnes requérante collaborent. Cependant, ce n'est pas le cas pour une petite minorité, pour laquelle il est nécessaire que l'administration puisse agir. A ce titre, il est important d'avoir une base légale, sans quoi, les administrés pourraient opposer le fait que l'administration n'a pas le droit de demander certaines informations.

Une députée (S) demande dans quel contexte une personne peut être fautive de se trouver à l'aide sociale.

M. Ameli explique qu'à l'époque de cette disposition, le droit fédéral indiquait qu'une personne à l'aide sociale ne pouvait pas obtenir la naturalisation, sauf si elle n'était pas fautive. Il s'agissait d'une notion juridique indéterminée assez large. A l'heure actuelle, une personne à l'aide sociale durant les trois dernières années avant la demande ne peut pas obtenir la naturalisation, sauf pour les exceptions prévues à l'article 9 OLN – évoquées lors de la dernière séance. A cet égard, notamment les membres d'une famille nombreuses ou les personnes étudiantes ou en formation – les exemples figurent dans une liste exhaustive- peuvent obtenir la naturalisation même si elles sont à l'aide sociale. A contrario, l'ancienne législation introduisait la notion juridique indéterminée de ne « pas être fautif » de tomber à l'aide sociale. A ce titre, les personnes handicapées, à l'AI ou membres d'une famille nombreuse étaient notamment considérées comme non fautives.

Cette même députée (S) note que la réponse de M. Ameli n'explique pas pour quelles raisons une personne peut être fautive de tomber à l'aide sociale, en d'autres termes quelle est la « faute » d'une personne qui tomberait à l'aide sociale. Néanmoins, il apparaît que cette disposition n'est plus d'actualité.

Un député (S) s'accorde avec le fait de poursuivre les travaux et de voter sur l'article 8. Il reviendra le cas échéant avec un amendement au troisième débat. Il est néanmoins souhaitable de pouvoir prendre connaissance de l'avis du préposé cantonal à la protection des données, également concernant l'art. 6. Une fois que l'avis sera transmis, la commission pourra décider de l'opportunité de procéder à une audition complémentaire du Préposé.

Le président propose de passer au vote :

Art. 8

Titre (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 1 amendement du Conseil d'Etat ***Pas d'opposition, adopté***

Art. 8 ainsi amendé :**Art. 8 Entraide administrative**

¹ L'autorité compétente peut échanger des informations avec les autorités concernées par l'exécution de la présente loi, notamment celles qui sont compétentes en matière de police des étrangers et d'état civil, à la condition que ces informations soient utiles à l'instruction de la demande de naturalisation ou à l'application de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration. Sur demande, elles s'accordent le droit de consulter les dossiers.

² Les autres autorités cantonales et communales, les autorités judiciaires cantonales, ainsi que celles chargées de l'assistance publique communiquent, gratuitement et sans délai, aux autorités chargées de l'application de la présente loi, sur demande de celles-ci, toutes les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.

Pas d'opposition, adopté**Titre II****Pas d'opposition, adopté****Chapitre I****Pas d'opposition, adopté****Art. 9 Enfant**

L'acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse par le seul effet de la loi est régie par la loi fédérale et le code civil suisse, sous réserve de l'article 10, alinéa 1, de la présente loi.

Le président indique que cet article fait l'objet d'un amendement du Conseil d'Etat à son propre texte initial. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique que l'amendement concerne la suppression à la fin de l'article de la mention « de la présente loi » afin de correspondre aux règles de rédactions législatives de la chancellerie.

Le président constate que cet amendement ne fait l'objet d'aucune demande de parole et propose de passer au vote.

Art. 9 ainsi amendé :**Art. 9 Enfant**

L'acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse par le seul effet de la loi est régie par la loi fédérale et le code civil suisse, sous réserve de l'article 10, alinéa 1.

Pas d'opposition, adopté**Art. 10 Enfant trouvé**

1 L'enfant mineur de filiation inconnue trouvé sur le territoire du canton acquiert le droit de cité genevois et le droit de cité de la commune dans laquelle il a été trouvé, et par là même la nationalité suisse.

2 Après avis du Conseil administratif ou du maire, le Conseil d'Etat accorde, par arrêté, le droit de cité genevois ainsi que le droit de cité communal.

Le président note que le Conseil d'Etat propose un amendement à l'alinéa 1 de cet article. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique que l'amendement concerne une modification rédactionnelle : le terme « même » a été supprimé comme suit : « *et par là même la nationalité suisse* ».

M. Saadi indique que cette disposition s'inscrit dans le contexte d'une volonté de faire face au phénomène d'apatridie. Elle répond également obligation internationale au titre de l'art. 32 de la Convention internationale relative à l'apatridie de 1972, qui oblige les Etats parties à accélérer la naturalisation des apatrides se trouvant sur leur territoire.

Le président note que selon cette disposition, un enfant trouvé peut obtenir la nationalité suisse. Cette disposition ne s'applique pas aux enfants apatrides nés en Suisse dont les parents sont connus. A titre personnel le président étant né apatride à Genève, n'a pas été naturalisé d'office.

Un député (MCG) note que le président est né avant 1972 et la convention citée par M. Saadi.

Le président confirme. Néanmoins, cela signifie qu'un apatride présent sur le territoire genevois n'est pas naturalisé d'office. En effet, il faut que l'enfant apatride soit abandonné pour obtenir la nationalité. Une telle disposition pourrait créer une tentation pour les parents d'abandonner leurs enfants pour qu'ils obtiennent la nationalité.

M. Saadi précise que cette disposition concerne les enfants trouvés sans affiliation prouvée. Historiquement et conformément aux archives fédérales, cette disposition répondait à des situations d'abandon ou de non-reconnaissance pour des motifs sociétaux.

Le président demande s'il ne serait pas souhaitable aujourd'hui d'offrir la nationalité suisse aux enfants apatrides naissant sur le territoire du canton de Genève.

M. Ameli estime que le débat peut se poser. Cette disposition est une application du droit fédéral. En effet, le canton n'a pas de compétence sur cette question. Dès lors, même si une telle disposition est inscrite dans la législation cantonale, le droit fédéral continue de s'appliquer par force dérogatoire, en particulier l'article 3, alinéa 1 LN. De plus l'autorité de l'Etat civil est compétente en la manière et non l'autorité de naturalisation. En effet, une ordonnance de l'office de l'Etat civil régit cette problématique de l'enfant trouvé. Dès lors, si les conditions sont remplies, le canton est tenu de naturaliser.

Le président comprend que si la LDCG prévoit une obligation de naturaliser l'ensemble des personnes nées apatrides sur le canton de Genève, cette disposition serait contraire au droit supérieur.

M. Ameli confirme qu'une telle disposition serait inapplicable, car contraire au droit supérieur.

Un député (MCG) souligne que la proposition du président serait une modification fondamentale de l'acquisition de la nationalité suisse. En effet, il s'agirait d'un transfert du droit du sang vers un droit du sol. Or, selon les propos de M. Ameli il apparaît que, même si l'acquisition de la nationalité pour un enfant apatride est automatique, il s'agit tout de même d'une procédure de naturalisation. Il ne s'agit donc pas de donner la nationalité à un enfant dès sa naissance, car, dans ce cas, la disposition modifierait l'acquisition de la nationalité, passant du droit du sang au droit du sol, ce qui n'est pas souhaitable.

Le président note qu'il existe un élément dans la disposition qui implique un droit du sol. Néanmoins, ces cas concernent un très petit nombre de personnes que sont les enfants apatrides trouvés sur le territoire genevois.

Un député (PLR) ne comprend pas pourquoi le département propose de supprimer le terme « même ». En effet, selon l'article 10, alinéa 1 l'enfant mineur trouvé sur le territoire genevois acquiert deux droits : le droit de cité genevois et le droit de cité de la commune dans laquelle il a été trouvé. Dès lors, le terme « même » semble justifié, car l'enfant acquiert la nationalité qui découle des deux droits de cité. En d'autres termes, le terme « même »

montre que l'origine de l'obtention de la nationalité suisse provient de ces deux droits.

M. Ameli répond à cette remarque du député (MCG) concernant le droit du sol. L'acquisition de la nationalité pour un enfant apatride trouvé sur le territoire genevois n'est pas issue d'une procédure de naturalisation en tant que telle. Il s'agit de l'acquisition de la nationalité par le seul effet de la loi – *de jure*. Cela signifie que si l'autorité constate que les conditions sont remplies, la personne obtient la nationalité suisse, sans passer par une procédure ordinaire. L'Etat civil est en charge de cette naturalisation, car cette dernière nécessite une constatation que la filiation n'est pas établie.

M. Saadi souhaite apporter quelques précisions sur la question de l'apatridie. Il existe en effet un certain nombre d'aspects relatifs à la vulnérabilité des personnes concernées, dont découlent un certain nombre d'obligations pour la Suisse. Il s'agit d'enfants, protégés par la convention internationale relative à l'enfant. De plus, l'apatridie représente le niveau le plus élevé de la vulnérabilité en matière de parcours migratoire. Cette question soulève la problématique de la « double absence » : dans leur pays d'origine et dans leur pays d'accueil. Dès lors la naturalisation est la meilleure forme de protection pour ses personnes.

M. Saadi ajoute que la proposition du député (PLR) de maintenir le terme « même » ne poserait pas de problème.

Le président note que cette proposition reviendrait à refuser l'amendement du Conseil d'Etat. Il propose de passer au vote.

Le président met aux voix l'amendement du Conseil d'Etat :

Art. 10 al. 1 :

« L'enfant mineur de filiation inconnue trouvé sur le territoire du canton acquiert le droit de cité genevois et le droit de cité de la commune dans laquelle il a été trouvé, et par là même la nationalité suisse. »

Oui : 0

Non : 12 (1 EAG, 2 Ve, 2 PDC, 4 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Abstentions : 3 (3S)

L'amendement est refusé.

Art. 10 Enfant trouvé

¹ L'enfant mineur de filiation inconnue trouvé sur le territoire du canton acquiert le droit de cité genevois et le droit de cité de la commune dans laquelle il a été trouvé, et par là même la nationalité suisse.

² Après avis du Conseil administratif ou du maire, le Conseil d'Etat accorde, par arrêté, le droit de cité genevois ainsi que le droit de cité communal.

Pas d'opposition, adopté

Chapitre II Pas d'opposition, adopté**Section 1 Pas d'opposition, adopté****Art. 11 Conditions**

¹ Le Confédéré peut, à titre individuel ou avec son conjoint ou son partenaire enregistré, demander le droit de cité genevois s'il a résidé d'une manière effective sur le territoire du canton pendant 2 ans, dont les 12 mois précédant le dépôt de sa requête.

² Il doit indiquer la commune dont il veut obtenir le droit de cité.

³ Il a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où il a résidé précédemment ou la commune d'origine de son conjoint, respectivement de son partenaire enregistré, genevois.

Un député (PLR) demande combien de confédérés, par année, demandent un droit de cité genevois.

M. Ameli indique ne pas avoir les chiffres concernant les confédérés. Ces derniers sont néanmoins bien plus bas que pour les personnes étrangères naturalisées. M. Ameli explique signer en moyenne une dizaine de diplômes par mois.

M. Saadi indique à ce député que ces chiffres sont disponibles auprès de l'office cantonal de la statistique (OCSTAT). En effet, l'office calcule le nombre de confédérés qui s'installent dans le canton de Genève et le nombre d'entre eux qui le quittent.

Un député (S) évoque son exemple personnel. A la suite de la naturalisation de son père, il a bénéficié d'une naturalisation facilitée en vertu de l'article 24 de la loi fédérale « enfant d'une personne naturalisée ». Ne se satisfaisant pas de l'héritage du droit de cité de Vevey, il a demandé la naturalisation genevoise. Il s'agit d'un exemple qui montre qu'il existe des confédérés qui désirent transférer leur droit de cité dans un autre canton.

Le président propose de passer au vote.

Art. 11 Conditions

¹ Le Confédéré peut, à titre individuel ou avec son conjoint ou son partenaire enregistré, demander le droit de cité genevois s'il a résidé d'une manière effective sur le territoire du canton pendant 2 ans, dont les 12 mois précédant le dépôt de sa requête.

² Il doit indiquer la commune dont il veut obtenir le droit de cité.

³ Il a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où il a résidé précédemment ou la commune d'origine de son conjoint, respectivement de son partenaire enregistré, genevois.

Pas d'opposition, adopté

Art. 12 Conjoint, partenaire enregistré et enfants

1 Lorsque la requête émane d'un Confédéré marié ou lié par un partenariat enregistré, celle-ci n'inclut le conjoint, respectivement le partenaire enregistré, que si ce dernier y consent par écrit.

2 Les enfants mineurs du requérant sont compris dans sa requête ; toutefois, ils doivent y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. L'assentiment de l'autre parent est en outre nécessaire si le requérant ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Cet assentiment est présumé si l'autre parent est compris dans la demande. L'assentiment de l'autre parent n'est pas requis, lorsque le parent qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un effort raisonnable ou qu'il se désintéresse de la procédure. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées.

3 Le Confédéré mineur qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire l'assentiment de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. L'exception et la réserve prévues à l'alinéa 2 sont également applicables.

Le président note que des amendements sont proposés par le département aux trois alinéas. Il donne la parole à M. Ameli pour les présenter.

M. Ameli explique qu'il s'agit de reformulations rédactionnelles : à l'alinéa 1 le terme « lorsque » a été supprimé ; à l'alinéa 2 « le requérant » a été remplacé par « la personne requérante » et le point-virgule après le terme

« requête » a été remplacé par un point, créant une nouvelle phrase qui commence par « ceux-ci » et non plus « ils ».

M. Ameli ajoute qu'au-delà de ces modifications rédactionnelles, l'amendement ajoute une modification sur la question de l'assentiment de l'autre parent. En effet, l'alinéa 2 initial mentionne que « *L'assentiment de l'autre parent n'est pas requis, lorsque le parent qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un effort raisonnable ou qu'il se désintéresse de la procédure* ». Cette phrase découle d'une transposition du Code civil qui régit cette particularité depuis l'introduction de l'autorité parentale partagée. Cela étant, depuis le premier projet de loi, une nouvelle consultation a eu lieu, notamment du Pouvoir judiciaire. Ce dernier a considéré que cette possibilité devait relever davantage d'une autorité compétente juridictionnelle que d'une autorité administrative telle que le secteur naturalisation. Par conséquent, la nouvelle teneur mentionne qu'en cas de conflit, les parents doivent s'adresser directement à l'autorité compétente qui est, en l'occurrence, le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant (TPAE). En tant que praticien, M. Ameli estime que cette solution est convenable, car, pour avoir traité quelques cas pratiques de parents en conflits qui prennent l'enfant en otage, il est difficile pour l'autorité de se trouver au milieu. Dès lors, la nouvelle teneur du département est plus claire et plus simple pour l'autorité de naturalisation.

Le président ne constate pas de demande de prise de parole sur cet article et propose de passer au vote.

Art. 12 (amendement du Conseil d'Etat) Pas d'opposition, adopté

Art. 12 Conjoint, partenaire enregistré et enfants – ainsi amendé :

¹ *La requête émanant d'un Confédéré marié ou lié par un partenariat enregistré n'inclut le conjoint, respectivement le partenaire enregistré, que si ce dernier y consent par écrit.*

² *Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent toutefois y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est compris dans la demande. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.*

³ *Le Confédéré mineur qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire la preuve du consentement de ses deux parents,*

en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.

Pas d'opposition, adopté

Le président note que le temps dévolu au traitement de ce projet de loi touche à sa fin. La commission reprendra les travaux à l'article 13 lors de sa prochaine séance. Le président remercie les représentants du département et en prend congé.

Séance du mercredi 14 avril 2021

Le président souhaite la bienvenue aux représentants du département. Il rappelle que le traitement du PL 12305 est au stade du deuxième débat, à l'article 13.

Art. 13 Procédure et émolument

¹ Le requérant adresse sa demande au département sur une formule ad hoc.

² Il doit verser un émolument destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.

³ Cet émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.

Le président note que cet article fait l'objet d'un amendement de la part du département, il demande si M. Ameli souhaite formuler un commentaire à cet égard.

M. Ameli explique que l'amendement concerne plusieurs modifications de forme :

A l'alinéa 1, « le requérant » est remplacé par « la personne requérante »

A l'alinéa 2, le sujet « il » est remplacé par « elle » pour correspondre à la modification de l'alinéa 1

A l'alinéa 3, « Cet émolument » devient « L'émolument »

Le président demande si l'émolument en question recouvre l'intégralité de la procédure.

M. Ameli explique que l'émolument cité dans cet article concerne effectivement la procédure. Néanmoins, la prestation de serment fait l'objet d'un émolument à part. L'alinéa 3 permet de se mettre au même niveau que

le secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) et de correspondre à la loi fédérale qui prévoit que l'émolument est exigible au moment du dépôt du dossier : il devient dès lors un prérequis.

Le président demande quels sont les montants de ces émoluments.

M. Ameli indique qu'avant qu'il prenne la direction du secteur, les émoluments avaient déjà été passablement réduits. Cette question avait donné lieu à un projet de loi auquel M. Gut avait notamment participé. Les montants des émoluments figurent à l'article 12 RNat :

- a) 300 francs pour l'étranger mineur de 11 à 17 ans (procédure allégée) ;
- b) 850 francs pour l'étranger majeur de moins de 25 ans (procédure allégée) ;
- c) 1 250 francs pour l'étranger de plus de 25 ans (procédure individuelle) ;
- d) 1 360 francs pour les couples, dont l'un des deux membres a moins de 25 ans (procédure pour couple) ;
- e) 2 000 francs pour les couples de plus de 25 ans (procédure pour couple) ;
- f) 300 francs par enfant compris dans les différents types de procédure.

M. Ameli souligne que l'émolument maximum pour un adulte seul est de 1250 francs. Pour rappel, à l'époque, l'émolument était calculé en fonction d'un pourcentage du revenu.

M. Gut ajoute que dans le cadre des travaux liés à la nouvelle constitution genevoise, il avait été décidé de veiller à ce que les émoluments correspondent aux frais effectifs de la procédure. Auparavant, les émoluments se fondaient sur une base forfaitaire qui ne distinguait pas les différentes catégories de candidats à la naturalisation. Dès lors, un grand travail a été effectué, notamment avec une des commissions du Grand Conseil, afin de proposer des émoluments différenciés par catégories de candidats et plus justes qui couvrent les frais de procédure et qui restent accessibles à toute la population genevoise.

Un député (Ve) note qu'il s'agit d'un prix moyen. En effet, bien que l'émolument soit le même pour tout le monde, il existe d'une part certaines procédures plus compliquées, pour lesquelles l'émolument demandé est plus faible que les frais effectifs et d'autre part des procédures plus simples pour lesquelles l'émolument demandé est plus élevé que les frais effectifs.

M. Gut explique qu'il existe une distinction entre les personnes célibataires, les couples et les enfants. Ces catégories ont été retenues, car elles paraissent plus objectives que d'autres qui avaient été proposées. Pour répondre à cette remarque, il s'agit effectivement de prix qui peuvent être considérés comme moyens.

Le président ne constatant plus de demande de parole sur cet article, propose de passer au vote.

Art. 13 – amendement du département Pas d’opposition, adopté

Art. 13 ainsi amendé :

Art. 13 Procédure et émolument

¹ *La personne requérante adresse sa demande au département sur une formule ad hoc.*

² *Elle doit verser un émolument destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.*

³ *L’émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l’Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.*

Pas d’opposition, adopté

Art. 14 Octroi du droit de cité genevois

Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d’Etat statue par arrêté.

Le président demande si cet article appelle des commentaires.

M. Ameli indique que cet article reprend l’article 8 de la LNat actuelle. La seule différence est l’autorité compétente pour examiner la demande. Dans les faits, le département, particulièrement le secteur naturalisations, examine la demande. Il s’agissait donc d’inscrire cette réalité dans la nouvelle loi.

Le président note que cet article permet davantage de précision et de transparence. Ne constatant pas de demande de parole sur cet article, il propose de passer au vote.

Art. 14 Octroi du droit de cité genevois

Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d’Etat statue par arrêté.

Pas d’opposition, adopté

Art. 15 Déclaration d'engagement solennel

Après que la demande a été acceptée, le Confédéré majeur et son conjoint ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante :

« Je m'engage solennellement :

à être fidèle à la République et canton de Genève ;

à en observer scrupuleusement la constitution et les lois ;

à en respecter les traditions ;

à justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise ;

à contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère.

Le président note que cet article concerne la déclaration d'engagement solennel que doivent signer les Confédérés requérants au droit de cité genevois. Il demande si cet article fait appel à des commentaires.

M. Ameli explique que le texte de l'engagement solennel a été repris en tout point de l'article 9 LNat. Il s'agit du texte original qui est lu durant la cérémonie de prestation de serment – dont M. Ameli espère qu'elles pourront à nouveau se tenir en présentiel. Durant cette cérémonie, suite à la lecture de ce texte, chaque candidat et candidate dit « je le jure » ou « je le promets ».

Le président demande des précisions sur la question du respect des traditions. En effet, il est possible d'être Suisse et de vouloir tout de même transformer ou abolir une tradition : ces dernières n'ont pas vocation à rester intangibles. Bien que le président ne propose pas formellement d'amendement, la question des traditions l'interpelle. Peut-être serait-il souhaitable de moderniser cette formulation. En effet, il ne semble pas indispensable, pour être intégré, de chanter le « Cé qu'è lainô » ou de casser une marmite lors de la fête de l'Escalade.

M. Ameli souligne que toute tradition est l'expression de son temps. Les traditions ont effectivement vocation à évoluer et le nouveau citoyen suisse évoluera dans ces traditions à l'instar de tout citoyen du pays. Dans ce texte, le terme de « tradition » doit être compris au sens large. Bien que M. Ameli n'ait pas procédé à un examen de la *ratio legis* de cette disposition datant de 1992, il ne semble pas qu'elle concerne le « Cé qu'è lainô » en tant que tel. Il s'agit plutôt de traditions genevoises ou de coutumes, qui peuvent aussi bien concerner, comme il a parfois été dit, le fait qu'en Suisse une attention particulière est portée au recyclage des déchets.

Un député (PLR) note que les traditions ne sont pas seulement l'expression de notre temps, mais viennent de plus loin. Par « tradition », l'on

peut comprendre qu'à Genève, il est de coutume de respecter certaines fêtes comme l'Escalade, Noël ou Pâques. A ce titre, une personne qui ne souhaite pas respecter le Jeûne genevois, qui par ailleurs ne correspond pas au reste de la Suisse, devrait s'y plier. Si toutefois une tradition ne convient pas, il est possible de prendre les voies nécessaires pour la modifier. Néanmoins, le respect des traditions témoigne d'une volonté d'intégration. Les traditions sont toutes ces choses autour desquelles les Genevoises et Genevois se retrouvent et se recentrent : elles sont importantes à ce titre. Cela ne signifie pas pour autant qu'elles sont inamovibles. A cet égard, non pas la tradition en elle-même, mais l'acceptation des traditions est l'expression de son temps. Le député (PLR) se dit en faveur d'un maintien du texte tel que rédigé, qui correspond au but d'intégration recherché par la loi.

Le président rappelle qu'à ce stade aucune modification de ce texte n'a été demandée. Il donne la parole aux membres de la commission.

Un député (Ve) estime qu'à nouveau, la loi soulève une certaine incompréhension, car elle concerne l'acquisition de la nationalité suisse, tout en se référant au droit de cité genevois. A cet égard, le texte mentionne « à être fidèle à la République et canton de Genève ; à en observer scrupuleusement la constitution et les lois ». Dans ce cadre, il pourrait être envisagé de mentionner plutôt la Constitution suisse. Il se dit mal à l'aise en raison de cette distinction faite entre le droit de cité genevois et la nationalité suisse.

Une députée (S) note que, sur la question des traditions, il est demandé davantage aux personnes requérantes à la naturalisation qu'aux personnes de nationalité suisse. En effet, l'on pourrait se poser la question de savoir ce qu'il advient d'une personne suisse qui ne respecte pas les traditions. Sur l'exemple du recyclage, évoqué par M. Ameli, il existe bien des Suisses et des Suissesses qui ne trient pas leurs déchets ou des personnes genevoises qui ne connaissent pas le « Cé qu'è lainô ». Cet aspect soulève la question de fond, de savoir s'il est légitime de demander à des personnes requérantes à la naturalisation davantage que ce qui est demandé aux ressortissants suisses.

Un député (S) estime que la question des traditions soulève un certain malaise, bien qu'il ne faille pas donner à cette déclaration plus de valeur qu'elle en a, même s'il s'agit d'une déclaration d'engagement solennel. Néanmoins, cet article soulève d'autres questions. Premièrement, il a souvent été fait état d'une procédure orale, or l'article mentionne une signature de la déclaration. Le député (S) demande de quelle manière cette procédure s'articule et se pose la question de savoir s'il est vraiment intéressant d'opérer une déclaration d'engagement par écrit. Deuxièmement, sur la question des traditions, le député (PLR) a cité un certain nombre d'entre elles

dont Pâques et Noël. Or, il n'est pas certain que ces fêtes d'origine religieuses soient traditionnelles de la République et Canton de Genève. Dès lors, la question se pose de savoir ce qu'est une tradition : s'il s'agit de ce qui est pratiqué par la majorité des habitants et habitantes ou si d'autres critères doivent être pris en compte. Il existe tout de même une différence entre « en **observer** scrupuleusement la constitution et les lois » et « à en **respecter** les traditions ». En effet le terme « respecter » n'implique pas forcément de pratiquer les traditions. Néanmoins, il ne voit pas ce que cette mention apporte et serait plutôt enclin à proposer de supprimer la ligne qui mentionne le respect des traditions.

Il ajoute que la dernière phrase « à contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère » interroge. En effet, l'on peut questionner la raison du choix des adjectifs « libre » et « prospère ». En effet, d'autres adjectifs auraient pu être choisis. A ce titre, l'avant-dernière phrase « à justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise ; » semble être suffisante. Il demande s'il ne serait pas préférable de ne garder que cette phrase et supprimer la phrase « à contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère ».

Un député (MCG) invite les personnes à qui les traditions ne conviendraient pas de faire ce qu'a proposé l'ancien premier ministre australien aux personnes qui entendait remettre en cause l'ordre australien, à savoir de jouir de la plus belle des libertés, partir. Pour rappel, il existe deux modèles : d'une part l'assimilation qui est le modèle français ; d'autre part l'intégration qui est le modèle suisse. Il se dit opposé au modèle de l'assimilation, car celui-ci induit une certaine perte d'identité de la part des personnes arrivantes. *A contrario*, la question de l'intégration est différente, car elle implique un effort de part et d'autre. En effet, il s'agit d'un côté pour les personnes suisses de respecter les traditions différentes des personnes étrangères et d'un autre côté pour les personnes étrangères de respecter les traditions suisses. A cet égard, il n'est pas demandé aux personnes étrangères d'adopter les traditions, mais simplement de les respecter. A titre, d'exemple, personne ne sera obligé de chanter le « Cé qu'è lainô », bien qu'à titre personnel, il suit cette tradition, car il sait ce que les citoyens et citoyennes de Genève doivent à ces événements qui ont fait qu'aujourd'hui Genève est un canton, pour ainsi dire par accident. En effet, Genève a été une République bien avant d'être un canton suisse.

Il s'étonne du fait que des personnes détentrices de la nationalité suisse remettent en question ce genre de pratiques. A ce titre, son collègue (Ve) a comparé le 1^{er} août et le Jeûne genevois. Or, le 1^{er} août célèbre la naissance d'un principe d'état alors que le Jeûne genevois est une journée d'action de

grâce des protestants. Dès lors, et selon les propos tenus plus haut, même si son collègue Ve ne se considère pas comme protestant, il l'invite à respecter cette tradition. Au même titre que lui-même respecte la tradition du 1^{er} août à laquelle il ne se sent pas nécessairement lié, car il se considère d'abord Genevois puis Suisse par accident de l'histoire. Dès lors, la déclaration solennelle d'engagement doit être maintenue comme telle. Il est en effet nécessaire de souligner l'importance du respect des traditions, qui doit s'opérer de part et d'autre des communautés, car, de ces différences naissent la richesse d'une société.

Le président note que l'on peut retenir le fait que la déclaration d'engagement solennel demande non pas de pratiquer les traditions scrupuleusement, mais de les considérer avec respect. A titre d'illustration, même Jean Calvin, ayant aboli la fête de Noël considérant qu'aucun jour ne devait être différent dans l'obéissance due au Seigneur, aurait agi *a contrario* de l'esprit de cette disposition.

Un député (PLR) partage l'opinion de son collègue (MCG) à ce sujet. La déclaration d'engagement solennel comporte cinq verbes : être fidèle, observer, respecter, justifier et contribuer. Il semble étonnant que des personnes de gauche, pour qui la notion de respect est souvent mise en avant dans le discours, contestent le fait qu'il soit demandé de respecter les traditions. A ce titre, il ne semble pas souhaitable d'ôter la solennité de cette déclaration au prétexte que cette dernière puisse poser certaines difficultés. Il s'agit d'une déclaration traditionnelle à laquelle il souscrit, sans pour autant considérer que tous les aspects de la déclaration seront respectés. A cet égard, il n'est pas certain que chaque personne ayant acquis le droit de cité de la République contribue « à la maintenir libre et prospère » – une personne peut même contribuer à l'appauvrir selon sa situation économique. Néanmoins, il convient de maintenir cette déclaration et que chacun et chacun puisse faire selon ses moyens.

Un député (S) estime qu'il appartient à son collègue (PLR) le droit de « polémiquer » sur ce que fait la gauche ou ce qu'elle devrait faire. Néanmoins, les questionnements qui ont été amenés sont sains. En effet, même si cette déclaration contient des éléments symboliques, la discussion révèle précisément l'importance de ces symboles.

M. Ameli aborde la question concernant la déclaration par écrit. De tout temps, la cérémonie de prestation de serment a eu lieu en présentiel. Néanmoins, la situation de pandémie a empêché la tenue de cette cérémonie sur site. Il est toutefois nécessaire de garder à l'esprit qu'outre l'aspect symbolique et formel de la déclaration, cette dernière fait partie de la procédure. En effet, comme la cérémonie de prestation de serment ne peut

pas se faire en présentiel, il a été décidé de la transposer de manière écrite. Cette transposition reprend le texte de la déclaration présent dans la base légale et est signée par la personne requérante qui s'engage à en respecter le contenu.

M. Ameli, sans entrer dans le débat politique, rassure les membres de la commission sur le fait qu'aucune révocation de naturalisation n'a été prononcée en raison d'un non-respect des traditions. A cet égard, les conditions pour révoquer une naturalisation sont extrêmement limitées et ces éléments n'en font pas partie.

M. Ameli comprend les propos énoncés, sur le fait qu'il soit potentiellement demandé davantage aux personnes naturalisées qu'aux personnes d'origine suisse. Cet aspect lui a par ailleurs déjà été fait remarquer en tant que praticien. Néanmoins, il est nécessaire de souligner la fierté de beaucoup de requérants à la naturalisation d'obtenir la nationalité suisse. Lors de la prestation de serment, nombreux sont celles et ceux qui sont heureux de pouvoir prendre des photos avec les magistrats et magistrats. Pour ces personnes, le respect de la tradition n'apparaît pas comme un sacerdoce. Par ailleurs, il est vrai que beaucoup de ressortissants suisses ne respectent pas les traditions. A cet égard, un parallèle peut être fait avec le fait que des personnes suisses peuvent être des assassins ou des trafiquants de drogue. Dès lors, la question philosophique peut également se poser de savoir si l'on peut demander aux personnes requérantes de respecter la loi alors que certains Suisses ne la respectent pas.

M. Ameli termine en rappelant que la personne requérante ne lit pas la déclaration lors de la prestation de serment : cette déclaration est lue par le directeur du service. A la suite de cette lecture, chaque candidat, à l'appel de son nom, doit déclarer "je le jure" ou "je le promets".

Un député (Ve) précise que l'article se trouve dans la section 1 qui concerne l'acquisition du droit de cité genevois par des Confédérés. En effet, cette section concerne un Confédéré ou une Confédérée qui souhaite acquérir le droit de cité genevois. Par conséquent, il est compréhensible que l'engagement concerne les traditions genevoises. La question de la prestation de serment pour les requérants étrangers se trouve à la section suivante, dans laquelle il existe vraisemblablement une autre déclaration.

Un député (S) demande si l'engagement se fait par écrit, car la déclaration concerne les Confédérés.

M. Ameli répond que la prestation de serment est la même pour les Confédérés et pour les requérants étrangers. Néanmoins, les Confédérés ne participent pas à la traditionnelle cérémonie de prestation de serment et

passent ainsi uniquement par une déclaration écrite. A l'inverse, les requérants étrangers sont en principe tenus de participer à la cérémonie de prestation de serment.

Le président propose de passer au vote.

Art. 15 Déclaration d'engagement solennel

Après que la demande a été acceptée, le Confédéré majeur et son conjoint ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante :

« Je m'engage solennellement :
à être fidèle à la République et canton de Genève ;
à en observer scrupuleusement la constitution et les lois ;
à en respecter les traditions ;
à justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la
communauté genevoise ;
à contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »

Pas d'opposition, adopté

Art. 16 Effet de l'acquisition du droit de cité genevois

L'acquisition du droit de cité genevois prend effet :

a) à la date de la signature de la déclaration d'engagement solennel pour le

Confédéré majeur et ses enfants inclus dans la demande ;

b) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour le Confédéré mineur ayant un dossier individuel.

Le président constate que cet article n'appelle aucun commentaire. Il propose de passer au vote.

Art. 16 Pas d'opposition, adopté

Section 2 Naturalisation d'étrangers Pas d'opposition, adopté

Art. 17 Conditions formelles

¹ *Pour être admis à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, l'étranger doit, au moment du dépôt de la demande :*

a) remplir les conditions formelles prévues par la législation fédérale ;

b) avoir résidé 2 ans dans le canton d'une manière effective, dont les 12 mois précédant l'introduction de sa demande.

² La condition de résidence est réalisée, d'une part, lorsque le requérant étranger est valablement inscrit dans le registre cantonal des habitants, comme personne établie dans le canton de Genève, et d'autre part, lorsqu'aucun indice ne donne à penser que le requérant étranger a déplacé sa résidence principale à l'étranger.

³ Un transfert de domicile dans un autre canton ne remet pas en cause la procédure de naturalisation, à compter de l'avis du département concluant à la fin de l'examen des conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale (l'avis de clôture). Ce dernier avis n'est délivré que sur demande du requérant.

⁴ Le requérant doit résider effectivement en Suisse et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité pendant toute la durée de la procédure.

⁵ Le calcul de la durée du séjour, la notion de non-interruption de séjour et celle de fin de séjour sont définis par le droit fédéral.

⁶ Le règlement mentionne l'ensemble des documents devant être présentés, lors du dépôt de la demande de naturalisation ordinaire, pour la vérification des conditions formelles, ainsi que les exceptions à la présentation de ceux-ci.

Le président note que cet article fait l'objet d'un amendement du département. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique que l'amendement concerne des modifications purement formelles : « le requérant » a été remplacé par « la personne requérante ».

Le président énumère les conditions pour le dépôt d'une demande de naturalisation. Il demande si cet article est une transposition du droit fédéral ou s'il existe une marge de manœuvre cantonale qui aurait été exploitée ou non.

M. Ameli explique que l'article n'est pas une retranscription *stricto sensu* du droit fédéral sur la nationalité concernant l'alinéa 2 qui définit les conditions relatives à la résidence. Cette définition provient de la jurisprudence et ne figure pas de manière explicite ni dans la loi fédérale ni dans son ordonnance d'application. Néanmoins, cette notion de domiciliation est essentielle, c'est pourquoi il a été décidé de la mentionner clairement dans la loi. En effet, comme évoqué lors d'un précédent débat, le canton de Genève, en tant que canton frontalier, compte un grand nombre de problématiques liées à la domiciliation effective. En effet, pour prétendre à la

naturalisation ordinaire, la condition *sine qua non* est de résider de manière effective en Suisse, respectivement dans le canton de Genève. La problématique concerne donc principalement la question de la « résidence effective » qui est une notion juridique indéterminée. C'est pourquoi il a été décidé d'inscrire dans la loi une définition issue de la jurisprudence tant cantonale que fédérale.

M. Ameli poursuit en expliquant que l'alinéa 3 est une reprise du droit fédéral. Il s'agit d'une innovation voulue par les législateurs fédéraux qui ont pris en compte le fait que la société avait évolué depuis le droit de 1956 et que de nombreuses personnes changeaient de commune ou de canton durant la procédure. Dès lors, la loi établit que lorsque l'examen des conditions matérielles est réalisé, le canton d'origine reste compétent. A titre d'exemple, lorsque l'enquêteur genevois a réalisé l'examen, procédé à l'audition et rendu son rapport, même si la personne requérante déménage dans le canton de Vaud, le canton de Genève reste compétent. Il s'agit à cet égard d'une innovation en faveur des candidats et candidates qui a été transposée dans le projet de loi d'application.

M. Ameli ajoute que l'alinéa 4 reprend la LNat actuelle. Pour rappel, la seule grande nouveauté de cet article, par rapport à l'ancien droit, réside à l'alinéa 2.

Un député (PLR) constate que le terme de « personne » est mentionné à plusieurs reprises de manière redondante. Il propose de modifier l'amendement du département comme suit à l'article 17, alinéa 2 :

« ² La condition de résidence est réalisée, d'une part, lorsque la personne requérante étrangère est valablement inscrite dans le registre cantonal des habitants comme ~~personne~~ établie dans le canton de Genève, et, d'autre part, lorsqu'aucun indice ne donne à penser **qu'elle** a déplacé sa résidence principale à l'étranger. »

Le président met aux voix le sous-amendement du député (PLR) :

Art. 17, al. 2 : La condition de résidence est réalisée, d'une part, lorsque la personne requérante étrangère est valablement inscrite dans le registre cantonal des habitants comme établie dans le canton de Genève, et, d'autre part, lorsqu'aucun indice ne donne à penser **qu'elle** a déplacé sa résidence principale à l'étranger.

Pas d'opposition, adopté

Art. 17 : amendement du Conseil d'Etat**Pas d'opposition, adopté****Art. 17 ainsi amendé :**

¹ Pour être admis à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, l'étranger doit, au moment du dépôt de la demande :

a) remplir les conditions formelles prévues par la législation fédérale ;

b) avoir résidé 2 ans dans le canton d'une manière effective, dont les 12 mois précédant l'introduction de sa demande.

² La condition de résidence est réalisée, d'une part, lorsque la personne requérante étrangère est valablement inscrite dans le registre cantonal des habitants comme établie dans le canton de Genève, et, d'autre part, lorsqu'aucun indice ne donne à penser qu'elle a déplacé sa résidence principale à l'étranger.

³ Un transfert de domicile dans un autre canton ne remet pas en cause la procédure de naturalisation, à compter de l'avis du département concluant à la fin de l'examen des conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale. L'avis de clôture n'est délivré que sur demande de la personne requérante.

⁴ La personne requérante doit résider effectivement en Suisse et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité pendant toute la durée de la procédure.

⁵ Le calcul de la durée du séjour, la notion de non-interruption de séjour et celle de fin de séjour sont définis par le droit fédéral.

⁶ Le règlement mentionne l'ensemble des documents devant être présentés lors du dépôt de la demande de naturalisation ordinaire pour la vérification des conditions formelles, ainsi que les exceptions à la présentation de ceux-ci.

Pas d'opposition, adopté**Art. 18 Enfants mineurs**

¹ Les enfants mineurs qui vivent avec le requérant sont en principe compris dans la demande de naturalisation ordinaire. L'assentiment de l'autre parent est nécessaire si le requérant ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Cet assentiment est présumé si l'autre parent est

compris dans la demande. L'assentiment de l'autre parent n'est pas requis, lorsque le parent qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un effort raisonnable ou qu'il se désintéresse de la procédure. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées.

² *Dès 12 ans révolus, l'enfant doit remplir lui-même les conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale.*

³ *Dès 16 ans révolus, l'enfant doit exprimer personnellement, par écrit, son intention d'acquérir la nationalité suisse.*

Le président note que cet article fait l'objet d'un amendement du département, il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli explique qu'il s'agit d'un amendement important qui revêt un certain parallélisme avec l'article 12. En effet, suite à une nouvelle soumission du projet de loi au Pouvoir judiciaire, ce dernier avait indiqué qu'il était préférable que l'autorité judiciaire se détermine. Tout comme pour l'article 12, l'amendement prévoit de supprimer du projet initial à l'article 18, alinéa 1, la phrase « *l'assentiment de l'autre parent n'est pas requis, lorsque le parent qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un effort raisonnable ou qu'il se désintéresse de la procédure.* »

M. Saadi suggère de donner la parole à M^{me} Smadja, qui a assuré l'interface avec le Pouvoir judiciaire sur cette question.

M^{me} Smadja explique que les modifications de cet article touchent surtout la question parentale. En effet, le Code civil a été modifié pour généraliser l'autorité parentale conjointe. La question s'est alors posée de savoir quand les tiers peuvent présumer que les actions d'un parent qui détient l'autorité parentale conjointe engagent l'autre parent. Sur cette question controversée, une majorité de la doctrine considère que lorsqu'il s'agit d'un acte important qui modifie le statut du mineur, quand bien même il y a l'autorité parentale conjointe, il convient de solliciter de manière expresse le consentement de l'autre parent. Dès lors, dans ces cas, il convient de ne pas appliquer une disposition qui laisserait supposer que le parent agit avec le consentement de l'autre. Par conséquent, le département a choisi de suivre la doctrine dominante dans la rédaction de cet article. A ce titre, il a été considéré qu'une demande de naturalisation ou une demande de droit de cité genevois étaient un des actes suffisamment importants qui modifiaient le statut du mineur, pour que le consentement expresse de l'autre parent détenteur de l'autorité parentale conjointe soit demandé.

M. Ameli ajoute que la raison d'être de cette nouvelle disposition dans le projet de loi est une lacune de la LNat actuelle. En effet, l'inclusion des

enfants était de tout temps comprise pour les Confédérés, mais pour les ressortissants étrangers. C'est pourquoi il a été décidé de corriger cette lacune en prévoyant ce nouvel article 18.

Le président, ne constatant plus de demande de parole, propose de passer au vote.

Le président met aux voix l'amendement du département :

Art. 18, al. 1

«¹ Les enfants mineurs qui vivent avec la personne requérante sont en principe compris dans la demande de naturalisation ordinaire. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est compris dans la demande. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. »

Pas d'opposition, adopté

Art. 18 Enfants mineurs – ainsi amendé :

¹ Les enfants mineurs qui vivent avec la personne requérante sont en principe compris dans la demande de naturalisation ordinaire. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est compris dans la demande. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

² Dès 12 ans révolus, l'enfant doit remplir lui-même les conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale.

³ Dès 16 ans révolus, l'enfant doit exprimer personnellement, par écrit, son intention d'acquérir la nationalité suisse.

Pas d'opposition, adopté

Un député (S) note que l'article 18, alinéa 3 mentionne que « *[d]ès 16 ans révolus, l'enfant doit exprimer personnellement, par écrit, son intention d'acquérir la nationalité suisse* ». Dès lors, la question se pose de savoir ce qu'il adviendrait d'enfants qui ne seraient pas en mesure d'exprimer leur intention par écrit, notamment pour des raisons de handicap. Bien qu'il existe des dispositions fédérales sur les dérogations aux tests notamment, ces

dernières ne sont pas précisées dans le cas de figure prévu par l'art. 18. Il demande ce qu'il se passerait si un enfant de 16 ans n'est pas en mesure de s'exprimer par écrit.

M. Ameli précise que cette disposition fait référence au droit fédéral qui prévoit qu'un enfant doit lui-même se prononcer à partir de 16 ans. Néanmoins, dans la cohérence et la systématique du droit de la nationalité, la logique des exemptions s'enclenche. En effet, si par hypothèse un enfant se trouvait en incapacité de procéder à une demande par écrit, sa situation particulière serait prise en compte tant par l'autorité responsable que par la commission tripartite formée des associations genevoises et du BIE. A ce titre, il n'y aurait jamais de formalisme excessif, tant au niveau cantonal que fédéral, pour ce genre de cas, car l'autorité compétente ne saurait exiger d'une personne des conditions qu'elle ne peut pas remplir.

Art. 19 Conditions matérielles

Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.

Un député (PLR) note que l'article 11 LN mentionne que : « L'autorisation fédérale de naturalisation est octroyée si le requérant remplit les conditions suivantes : a. son intégration est réussie ; b. il s'est familiarisé avec les conditions de vie en Suisse ; c. il ne met pas en danger la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse ». Concernant la lettre c, le député (PLR) demande de quelle manière est contrôlé le fait qu'une personne ne met pas en danger la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse.

M. Ameli répond que cette disposition est en principe du ressort de la Confédération. En effet, la Division Nationalité du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) et le Service de renseignement de la Confédération (SRC) collaborent pour déterminer si une personne présente un danger pour la sécurité intérieure ou extérieure de la Suisse. Il s'agit notamment des cas de terrorisme. Dans le canton de Genève, il existe également une section de la police qui est en charge de cette surveillance. A cet égard, il est déjà arrivé qu'un inspecteur de police demande des renseignements sur un dossier. Toutefois, cela sort du domaine de compétence de M. Ameli : M. Gut pourra apporter davantage de précisions.

M. Ameli ajoute que, lors de la procédure de naturalisation, il existe une communication entre le canton et l'administration fédérale. Dès lors, lorsque le dossier de naturalisation est transmis pour l'octroi de l'autorisation

fédérale et qu'il existe un doute sur une personne, la Division Nationalité du SEM prendra contact avec le SRC ou inversement. A ce moment-là, le canton reçoit un retour de la Confédération sur un dossier qui pourrait être problématique. Bien que ces cas soient rares, en règle générale l'autorité refuse de délivrer l'autorisation fédérale, ce qui stoppe la procédure.

Un député (PLR) demande si un contrôle systématique des dossiers est effectué.

M. Ameli répond qu'il n'existe pas une analyse systématique au niveau cantonal. Lorsqu'un doute existe, en raison de certains comportements ou revendications qui pourraient être contraires aux principes d'un état démocratique et laïc, l'administration pose des questions. Néanmoins, si aucun indice ne laisse supposer un danger pour la sécurité, il n'existe pas d'enquête systématique. Pour rappel, il s'agit d'une compétence fédérale : le canton n'a pas les moyens de vérifier si une personne constitue un danger pour la sécurité intérieure ou extérieure de la Suisse. Par ailleurs, cette disposition issue de l'ancien droit de la nationalité concernait à l'origine les espions. Le contexte ayant changé, cette disposition s'applique aujourd'hui davantage aux questions de terrorisme.

M. Ameli ajoute qu'il existe une collaboration entre l'autorité fédérale et cantonale. Il arrive que le canton envoie des listes de personnes au SRC et au SEM ou que ces organismes transmettent des noms à l'administration cantonale. Dès lors, si ces personnes ont déposé une demande de naturalisation, les dossiers sont transmis.

M. Saadi attire l'attention des membres de la commission sur le fait que l'article 42 LN s'applique en dernière instance. Cet article mentionne que *« [l]e SEM peut, avec l'assentiment de l'autorité du canton d'origine, retirer la nationalité suisse et le droit de cité cantonal et communal à un double national si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse »*. Dès lors, lorsque des cas passent entre les mailles du filet, l'article 42 peut être activé. Ce dernier a été activé notamment pour certains cas de double nationaux en lien avec des problématiques liées au terrorisme.

Un député (PLR) note qu'il existe une brigade de la police genevoise active dans le renseignement. Dès lors, il semblerait étrange que cette brigade ne communique pas avec les services de renseignement helvétiques et inversement. Il demande des précisions à M. Gut sur le fonctionnement de cette collaboration.

M. Gut explique, comme mentionné par M. Ameli, que l'initiative relève de la compétence de la Confédération. Cette dernière a une compétence quasi exclusive en la matière, qui lui permet notamment de stopper la procédure de

naturalisation s'il existe une problématique liée à la sécurité de l'Etat – qu'il s'agisse d'une menace ou d'un acte effectif. Comme mentionné par M. Ameli, il existe des échanges entre le canton et la Division Nationalité du SEM et le SRC. A cet égard, le lien s'opère de police à police : le SRC entre en contact directement avec la brigade spécialisée de la police cantonale genevoise. Une information est transmise par le SRC, lorsqu'il convient que l'autorité migratoire cantonale ait accès à une information particulière dans le traitement des dossiers. Dès lors, lorsque l'OCPM est averti, l'information est traitée uniquement par la responsable du service juridique afin d'éviter que des informations extrêmement sensibles soient diffusées à l'interne de l'office. Enfin, les éléments qui permettraient de mettre un terme à une procédure de naturalisation ou de la suspendre proviennent en principe de la Confédération, selon le canal décrit plus haut.

Un député (MCG) demande si, lorsque la procédure est stoppée pour des raisons de sécurité, l'autorité cantonale reçoit un détail de la raison de l'arrêt de la procédure ou simplement une notification qui mentionne que la procédure a été stoppée.

M. Gut indique qu'en principe l'autorité cantonale reçoit une notification qui mentionne le fait que la procédure a été stoppée en raison de questions liées à la sécurité de l'état, sans voir accès aux détails. Néanmoins, lorsque le canton doit notifier une décision négative, il doit indiquer le motif de cette décision. Toute la problématique réside donc dans le fait de savoir quel degré de renseignement peut être donné à la personne concernée. En effet, dès lors qu'une décision négative est prise à l'encontre d'un étranger, la personne doit savoir, conformément à la loi, pour quelle raison son autorisation a été refusée. D'une manière générale, l'autorité indique qu'il existe un problème sans forcément mentionner les détails si des raisons de sécurité l'en empêchent.

M. Saadi complète les propos de M. Gut et M. Ameli en expliquant que l'absence de détail de la part d'autres services est liée au fait que ces derniers, dans la majorité des cas, désirent protéger leurs sources ou possèdent des informations de services étrangers. Comme évoqué par M. Gut, dans la majorité des cas, l'autorité administrative arrive tout de même à argumenter une décision négative concernant ces dossiers complexes.

M. Ameli donne l'exemple d'un cas pour lequel le SRC avait averti le SEM au sujet d'une problématique de renseignements étrangers. Dans ce cas de figure, il existe toujours une balance des intérêts entre d'une part le droit du justiciable d'avoir accès à son dossier et d'autre part le droit de l'Etat de cacher certaines informations. Néanmoins, il existe dans la loi fédérale sur le renseignement (LRens), une procédure qui mentionne les situations et les

circonstances pour lesquelles l'Etat peut cacher des informations. Dès lors, lorsque le SEM refuse une autorisation, il doit tout de même indiquer quelques motifs. Dans l'exemple cité, le SEM n'avait pas donné accès au document original, mais avait transmis un résumé du rapport du SRC. Sauf erreur, ce cas a été traité par le Tribunal fédéral qui avait admis que l'essentiel des renseignements figuraient dans le résumé et que, dès lors, le droit d'être entendu de l'intéressé avait été respecté. Par ailleurs, l'OCPM est au courant de ces dossiers, car il reçoit en principe les documents du SEM et, le cas échéant, les décisions du Tribunal Fédéral ou du Tribunal administratif fédéral.

Le président demande combien de refus par années ont pour motif une atteinte à la sécurité de l'état.

M. Ameli indique que sur les trois dernières années, de mémoire, au maximum cinq cas sont à déplorer. Il est même fort probable que ce nombre soit encore plus limité.

Le président note qu'il s'agit de cas très exceptionnels. Ne constatant plus de demande de parole sur cet article, il propose de passer au vote.

Art. 19 Conditions matérielles

Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.

Pas d'opposition, adopté

Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics

¹ *Pour les requérants majeurs, le département consulte avant tout autre examen le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).*

² *Pour les requérants âgés de 12 à 18 ans, le département interroge systématiquement la juridiction pénale des mineurs.*

³ *Lorsque le département constate que le requérant ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA visée par l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet le dossier du requérant au Conseil d'Etat pour décision.*

⁴ *Lorsqu'une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de l'instruction, la clôture définitive de la procédure par la justice pénale*

n'est pas encore intervenue.

⁵ Le département peut, le cas échéant, suspendre la procédure de naturalisation, lorsqu'il ressort notamment que la justice pénale a terminé l'instruction et qu'un jugement devrait donc être rendu dans un court délai.

⁶ Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'auprès des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales.

Le président note que cet article fait l'objet d'un amendement de la part du département. Il demande s'il s'agit d'une modification purement formelle.

M. Ameli confirme que l'amendement porte sur des modifications de forme.

Le président demande si le terme « VOSTRA » est l'acronyme du casier judiciaire informatisé.

M. Ameli confirme et ajoute que cet acronyme ressort de l'ordonnance sur le casier judiciaire, nommée par ailleurs ordonnance VOSTRA. Il s'agit d'une grande différence par rapport à l'ancien droit de la nationalité, selon lequel le candidat devait présenter un extrait du casier judiciaire destiné aux particuliers. Selon l'ancienne procédure, la personne devait elle-même commander son casier judiciaire et, si aucune inscription n'y figurait, les conditions étaient considérées comme remplies. Selon la nouvelle procédure, ce n'est plus la condamnation qui figure au casier judiciaire destiné aux particuliers qui fait foi, mais l'inscription au registre VOSTRA. Ce registre est accessible uniquement par l'autorité habilitée dont notamment la Police, la Justice et les autorités de naturalisation. Il est à noter que les délais de prescription du registre VOSTRA sont plus longs. A ce titre, même lorsqu'une peine est effacée sur le casier judiciaire destiné aux particuliers, elle peut demeurer inscrite au registre VOSTRA.

Le président demande quels sont les délais de prescription pour les condamnations présentes dans le registre VOSTRA.

M. Ameli indique que la différence entre les deux délais est de l'ordre du doublement. A titre d'exemple, une peine pécuniaire de 90 jours reste active dans le registre durant 10 ans, depuis la date du jugement exécutoire. Durant ces 10 ans, la personne requérante ne pourra pas être naturalisée. Il est à noter que ce prolongement des délais de carence durant lesquels un étranger ne peut pas effectuer une demande est un grand durcissement du droit de la nationalité.

Un député (S) indique que M. Ameli a répondu partiellement à une des questions qu'il avait. En effet, il semble étrange de spécifier le nom VOSTRA dans la loi alors que ce dernier pourrait changer avec le temps. Néanmoins, selon les propos de M. Ameli, il semble plus clair de l'inscrire afin de souligner la différence avec le casier judiciaire public. Concernant l'alinéa 3, il demande si l'inscription de toute condamnation a pour conséquence d'empêcher la naturalisation. En effet, il s'agit de savoir si une infraction mineure, comme une infraction au Code de la route, est susceptible d'empêcher une procédure. Concernant la deuxième partie de l'alinéa 3, « *il transmet le dossier du requérant au Conseil d'Etat pour décision* », il demande si le Conseil d'Etat rend de toute façon une décision négative ou s'il existe une marge d'appréciation.

Il demande si selon l'alinéa 4, lorsque toutes les autres conditions sont remplies, la procédure est suspendue pour toutes les condamnations, même celles qui concernent une infraction mineure. De plus, concernant l'alinéa 6, il apparaît que la notion d'« autres comportements » n'est pas claire. En effet, il semblerait préférable de fixer un cadre plus précis qui définit les types de comportements qui pourraient constituer un obstacle à la naturalisation.

M. Ameli explique, concernant les condamnations pénales, que le canton a très peu, voire aucune, marge d'appréciation. En effet, le SEM a réglementé les cas dans le Manuel sur la nationalité au travers de tableaux très précis. Ces tableaux mentionnent les différentes condamnations pénales et les conséquences en termes de naturalisation. A cet égard, le Tribunal administratif fédéral (TAF) a été amené à déterminer la portée juridique du Manuel sur la nationalité, s'agissant de simples directives administratives au sens juridique. A chaque fois, le TAF a considéré que le Manuel sur la nationalité du SEM faisait partie intégrante du droit de la nationalité et qu'il était donc possible de se référer expressément aux tableaux régissant les conséquences en matière de naturalisation des différentes condamnations ou mesures pénales, pour refuser une naturalisation. Par conséquent, lorsqu'une personne ne remplit pas une des hypothèses des tableaux présents dans le manuel, il n'existe aucune marge de manœuvre pour l'autorité cantonale.

M. Ameli poursuit en expliquant que l'alinéa 3 est une transposition de l'article 4, alinéa 2 OLN qui mentionne déjà le fait que « *L'intégration du requérant n'est pas non plus considérée comme réussie lorsqu'il est enregistré dans le casier judiciaire informatisé VOSTRA (...)* ». Cet article, qui doit être lu avec son alinéa 3, mentionne tous les cas qui figurent explicitement dans le Manuel sur la nationalité. A cet égard, toutes les autorités, cantonales ou fédérales, appliquent scrupuleusement ces dispositions. Dès lors, il appert que le canton n'ait pas de marge de

manœuvre dans le domaine, car même s'il accepte une naturalisation, l'autorité fédérale pourra la refuser en dernière instance. A titre d'exemple, le canton de Genève avait considéré qu'une des hypothèses du tableau n'était pas comprise dans l'article 4, alinéas 2 et 3 OLN et que la naturalisation pouvait être acceptée au regard de la LN ; plusieurs dossiers avaient ainsi été transmis au SEM pour l'octroi de l'autorisation fédérale, quitte à ce que le SEM refuse en dernière instance. Néanmoins, le TAF a récemment confirmé au travers d'un arrêt sur la procédure de naturalisation facilitée – qui s'applique également pour la procédure ordinaire, car les dispositions légales relatives à l'intégration sont identiques – l'appréciation plus restrictive du SEM par rapport à cette disposition. Dès lors, le canton de Genève s'est aligné sur cette décision. Cela a pour conséquence que le canton n'a plus aucune marge de manœuvre en la matière.

M. Ameli ajoute que la notion de « comportement pénal » de l'alinéa 6 concerne deux aspects. D'une part, les condamnations qui figurent dans le registre VOSTRA. Cet aspect figure à l'article 4, alinéa 2, lettres a et e OLN, en relation avec l'alinéa 3 et les tableaux du manuel sur la naturalisation cités précédemment. D'autre part, il s'agit de tous les comportements qui peuvent amener à considérer que l'intégration de la personne n'est pas réussie. Cette notion renvoie à l'article 4, alinéa 1 OLN :

« L'intégration du requérant n'est pas considérée comme réussie lorsqu'il ne respecte pas la sécurité et l'ordre publics parce qu'il :

a. viole des prescriptions légales ou des décisions d'autorités de manière grave ou répétée ;

b. n'accomplit volontairement pas d'importantes obligations de droit public ou privé, ou

c. fait, de façon avérée, l'apologie publique d'un crime ou d'un délit contre la paix publique, d'un génocide, d'un crime contre l'humanité ou encore d'un crime de guerre ou incite à de tels crimes ».

M. Ameli ajoute qu'il s'agit à cet égard de personnes qui, par exemple, ne paieraient pas leurs pensions alimentaires ou qui recevraient de petites contraventions de manière répétée. Ces éléments sont définis dans les directives fédérales. En résumé, l'article 20, alinéa 6 a été rédigé en référence aux articles précités. Néanmoins, il est utile de souligner que 95% des arrêts de refus de naturalisation du Conseil d'Etat sont dus à des condamnations pénales.

M. Ameli répond à la question sur le type de condamnation. En effet, toutes les condamnations sont susceptibles d'entraîner une suspension de la procédure. A cet égard, la majorité des condamnations concernent des

infractions LCR de 30, 60 ou 90 jours-amendes. Dès lors, malgré une intégration parfaite, une personne qui affiche une condamnation à partir de 30 jours ne peut pas être naturalisée durant une certaine période. Par ailleurs, la jurisprudence tant fédérale que cantonale a rappelé que, comme une condamnation pénale rend rédhibitoire la naturalisation, il n'y a même pas lieu d'examiner les autres critères d'intégration.

Un député (S) rappelle sa question sur le sens de la phrase de l'alinéa 3 : *« il transmet le dossier du requérant au Conseil d'Etat pour décision »*. En effet, cette rédaction est ambiguë, car elle donne l'impression que le Conseil d'Etat a une marge de manœuvre. Il semble donc opportun de clarifier cette formulation afin qu'elle ne donne pas une impression fausse. Concernant l'alinéa 4, il semble donc que la rédaction proposée soit justifiée par le fait que n'importe quelle condamnation pénale, autre qu'une contravention, justifie de suspendre la décision. Le député (S) demande si M. Ameli confirme cet aspect. Enfin, concernant l'alinéa 6, il propose l'amendement suivant :

*« Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer, **en vertu du droit fédéral**, un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'auprès des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales. »*

M. Ameli note que l'article 20, alinéa 3 n'est pas en lien avec une compétence ou non du Conseil d'Etat. Il s'agit simplement, d'une matérialisation de la jurisprudence qui permet de légitimer le fait que le département – par voie de délégation du secteur naturalisations – ne poursuive pas l'instruction en raison d'une condamnation pénale. Dès lors, l'alinéa 3 mentionne simplement qu'en cas de condamnation, le dossier est transmis directement au Conseil d'Etat pour qu'il rende son arrêté. Pour rappel, au moment de la rédaction, il n'existait pas encore les arrêts qui datent de 2020-2021. Il s'agissait donc d'éviter qu'une personne argumente qu'elle est bien intégrée et que son dossier doit être instruit malgré une condamnation, alors même que la réponse serait dans tous les cas négative. En résumé, l'alinéa 3 a été rédigé dans le but de légitimer le département à transmettre le projet d'arrêté négatif au Conseil d'Etat.

M. Ameli ajoute que l'alinéa 4 va plus loin que le droit fédéral qui indique simplement que la procédure est suspendue en cas de procédure pénale. En effet, le droit cantonal a pris le parti, comme il existe une présomption d'innocence, de poursuivre l'instruction du dossier jusqu'au jugement. Dès lors, si la personne est condamnée, le dossier sera suspendu et certes, un travail supplémentaire aura été fait. Néanmoins si la personne n'est

pas condamnée, elle n'aura pas perdu de temps dans la procédure. Concernant la proposition d'amendement du député (S), il est possible de prévoir un renvoi au droit fédéral, car, s'agissant d'une loi d'application, le canton ne va pas prévoir des comportements qui ne seraient pas contraires au droit fédéral.

Le président demande si le député (S) maintient son amendement.

Art. 20 al. 6

*« Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer, **en vertu du droit fédéral**, un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'auprès des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales. »*

M. Ameli confirme que cette formulation convient. Il s'agit d'un fait courant dans les lois d'application de d'effectuer un renvoi au droit fédéral. Il est à cet égard important de laisser une certaine marge de manœuvre aux autorités compétentes, car la question des comportements conformes ou non à une intégration réussie au sens du droit fédéral pourrait évoluer avec la jurisprudence. Dès lors, il ne serait pas souhaitable de faire figurer une liste exhaustive des comportements dans cet article. Néanmoins, il est tout à fait normal de mentionner que la disposition ne dépasse pas le cadre fédéral.

Le président met aux voix l'amendement du député (S) :

Art. 20 al. 6

*« Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer, **en vertu du droit fédéral**, un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'auprès des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales. »*

Pas d'opposition, adopté

Un député (PLR) propose, afin d'éviter la répétition du terme « personne » à l'article 20, alinéa 3, de remplacer « le dossier de la personne requérante » par « son dossier » comme suit :

« ³ Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant

*dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet **son** dossier au Conseil d'Etat pour décision. »*

Le président met aux voix le sous-amendement du député (PLR) :

Art. 20, al. 3

*« Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet **son** dossier au Conseil d'Etat pour décision. »*

Pas d'opposition, adopté

Le président constate qu'il n'y a plus de demande de parole et propose de passer au vote.

Art. 20 – Amendements du département aux al. 1, 2, 3 et 5

Pas d'opposition, adoptés

Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics – ainsi amendé :

¹ *Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).*

² *Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.*

³ *Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet son dossier au Conseil d'Etat pour décision*

⁴ *Lorsqu'une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de l'instruction, la clôture définitive de la procédure par la justice pénale n'est pas encore intervenue.*

⁵ *Le département peut suspendre la procédure de naturalisation, notamment lorsqu'il apparaît que la justice pénale a terminé l'instruction et qu'un jugement devrait être rendu dans un court délai.*

⁶ Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer, en vertu du droit fédéral, un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'auprès des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales.

Pas d'opposition, adopté

Art. 21 Connaissances linguistiques

¹ Le requérant doit justifier de connaissances orales et écrites en français, dont le niveau est exigé et fixé par le droit fédéral.

² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque l'attestation de langue n'est pas conforme aux exigences prévues par l'alinéa 1.

³ Le règlement fixe les modalités de contrôle des connaissances linguistiques acquises par le requérant.

Le président note que non seulement l'amendement du département vise à remplacer « le requérant » par « la personne requérante », mais également qu'il ajoute un nouvel alinéa 3. Il donne la parole à M. Ameli.

M. Ameli explique que l'article 21 est une des dispositions centrales, pour laquelle le département a demandé le report de l'examen du projet initial. En effet, ce report a été sollicité suite à une série d'arrêts de la Chambre administrative de la Cour de justice (CACJ) relatifs aux prérequis, malheureusement rendus après le dépôt du projet de loi initial. Au travers de ses arrêts, la CACJ ne remet pas en cause le principe même des prérequis, mais souligne le fait que ces derniers sont prévus uniquement dans le règlement – à l'art. 11, alinéa 1 RNat. Par conséquent, il apparaît que les prérequis ne possèdent pas d'assise au niveau légal (principe de la délégation législative). C'est pourquoi il a été demandé de surseoir au premier projet afin d'y apporter ces modifications.

M. Ameli ajoute que, selon le nouveau droit, le canton n'a plus la compétence d'évaluation linguistique. En effet, le droit fédéral à l'article 6, alinéa 1 OLN fixe les niveaux de langue nécessaires pour toute la Suisse : B1 à l'oral et A2 à l'écrit. De plus, le droit fédéral mentionne les hypothèses selon lesquels une personne est considérée comme maîtrisant le français. Parmi ces hypothèses figurent : le fait d'être de langue maternelle française, d'avoir suivi une scolarité obligatoire de cinq ans en français, d'avoir obtenu un diplôme postgrade en français ou un diplôme de langue reconnu par la

Confédération. A cet égard, le secrétariat FIDE, donne une liste exhaustive des diplômes reconnus.

M. Ameli souligne que la question de la langue est un prérequis capital pour maintenir le système des prérequis dans le canton de Genève. En tant que praticien, M. Ameli souligne que le système des prérequis est essentiel pour la bonne marche du secteur. Cela permet de respecter la rapidité de la procédure prévue par la constitution genevoise (art. 210, al. 2) : tant que les prérequis ne sont pas remplis, la procédure ne peut pas être engagée. Cela permet d'éviter que des dossiers restent non-traités pendant une longue période, dans l'attente de la réalisation d'une condition qui pourrait ne jamais être remplie au demeurant.

M. Ameli ajoute qu'un rapport de 2019 sur le droit de la migration ("Marges de manœuvre cantonales en mutation), publié par l'Université de Neuchâtel, montre que dans tous les cantons qui connaissent un système de prérequis, la procédure de naturalisation est nettement plus rapide. Enfin, il est utile de préciser que dans le canton de Genève, les exigences de langue portent exclusivement sur le français. Si le droit fédéral mentionne uniquement la connaissance d'une langue nationale, c'est uniquement du fait qu'il est destiné à l'ensemble des cantons suisses. C'est pourquoi le droit cantonal précise que la langue exigée est le français, qui est au demeurant consacré comme langue officielle du canton de Genève dans la constitution genevoise (art. 5, al. 1). Les exigences en français sont toutefois uniquement valables pour les procédures ordinaires. En cas de procédures facilitée, régie par le droit fédéral, la maîtrise d'une des langues nationales est suffisante.

Un député (S) estime que l'article ne mentionne pas de façon suffisamment explicite les cas de dérogations possibles aux exigences concernant la maîtrise de la langue. En effet, il serait vraisemblablement utile d'explicitier les dérogations possibles, notamment pour des personnes en situation d'analphabétisme, à l'image de ce qui figure à l'article 3.

M. Ameli indique que la loi cantonale d'application suit la même logique que la loi fédérale et son ordonnance d'application : les premiers articles posent les principes et l'article qui suit l'énumération des conditions matérielles prévoit les exceptions. A cet égard, les articles 21, 22, 23, 24 et 25 posent les conditions matérielles à remplir. Quant à, l'article 26 nommé « *Prise en compte des circonstances personnelles* », il prévoit les exceptions évoquées par le député (S). En effet, l'article 26, alinéa 1 mentionne que « *[l]e département tient compte de manière appropriée de la situation particulière de la personne requérante lors de l'appréciation des critères énumérés aux articles 21, 22 et 24 de la présente loi (...)* ».

Le président, ne constatant plus de demande de parole, propose de passer au vote.

Art. 21 amendement du département

Al. 1 et 2 (nouvelle teneur), al. 3 (nouveau)

Pas d'opposition, adopté

Art. 21 ainsi amendé :

Art. 21 Connaissances linguistiques

¹ La personne requérante doit justifier de connaissances orales et écrites en français. Sont fixés par le droit fédéral le niveau requis, les critères d'évaluation et les cas dans lesquels la preuve des compétences linguistiques doit être fournie.

² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque l'attestation de langue n'est pas conforme aux exigences prévues par l'alinéa 1.

³ Le règlement fixe les modalités de contrôle des connaissances linguistiques acquises par la personne requérante.

Pas d'opposition, adopté

Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève

¹ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales sur la géographie, l'histoire, la politique et les particularités sociales de la Suisse et du canton de Genève est mise à disposition de tous les requérants par le département.

² Le département procède, au moyen d'un test écrit, au contrôle des connaissances générales du requérant.

³ Le règlement fixe les modalités de formation et de contrôle des connaissances générales acquises par le requérant.

⁴ Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.

Le président note que l'article 22 fait l'objet d'un amendement de la part du département. Il donne la parole à M. Ameli.

M. Ameli explique que la raison d'être de cet amendement suit la même logique que celle qui a été présentée à l'article 21. En effet, suite à plusieurs arrêts de la Chambre administrative, il s'agissait de prévoir une assise légale pour refuser d'engager la procédure, lorsque le test de connaissance générale n'a pas été réalisé. L'amendement du département propose également de modifier l'ordre des alinéas par souci de cohérence : l'alinéa 1 devient l'alinéa 4 ; l'alinéa 2 devient l'alinéa 1 ; l'alinéa 3 demeure le même et l'alinéa 2 est un nouvel alinéa.

M. Ameli ajoute que cet article, à l'instar de l'article 21, fait partie des dispositions pour lesquelles le département a demandé le report de l'examen du projet initial. En effet, comme évoqué plus haut, une jurisprudence de la Chambre administrative rendue après le dépôt du projet de loi a relevé le manque d'assise légale pour le système de prérequis. Pour rappel, les prérequis demandent la présentation avant le début de la procédure de plusieurs attestations : un acte tiré du registre de l'état civil suisse datant de moins de 6 mois, une attestation de l'administration fiscale (AFC), datant de moins de 3 mois, certifiant que le candidat a intégralement acquitté ses impôts, une attestation de l'office cantonal des poursuites (OP), datant de moins de 3 mois, certifiant que le candidat n'a fait l'objet d'aucune poursuite en force ni acte de défaut de biens dans les 5 ans, une attestation de réussite au test de validation des connaissances générales (il est à noter qu'en ce qui concerne les attestations de l'OP et de l'AFC, depuis les arrêts de la CACJ, il est à présent uniquement requis la présentation d'une attestation présentant la situation actuelle du candidat, ce qui a d'ailleurs, en règle générale, pour conséquence une décision de mise en suspens de la procédure jusqu'à amélioration notoire des carences constatées). Dans ce cadre, tant que ces documents ne sont pas présentés, la procédure ne peut pas être engagée.

Un député (PLR) note que l'amendement du Conseil d'Etat à l'article 22, alinéa 1 mentionne que » ¹ Le département procède, au moyen d'un test écrit, au contrôle des connaissances générales de la personne requérante sur la géographie, l'histoire (...). ». Il demande si le département organise lui-même les contrôles, le délègue à un autre service – comme le DIP – ou le délègue à un service privé. En effet, un contrôle de connaissance nécessite des spécialistes capables d'évaluer les connaissances. Or, il apparaît que les personnes les plus compétentes pour effectuer ce travail sont les professeurs.

M. Ameli indique l'évaluation des connaissances générales est réalisée par les autorités de naturalisation dans tous les cantons. Néanmoins, la mise en place du test au niveau cantonal a été élaborée par un groupe de travail en collaboration avec le BIE. A cet égard, les départements ont été consultés, afin de s'assurer que les questions posées lors du test étaient conformes.

Concrètement, le test de connaissance ne se fait plus sur papier, mais sur tablette. Toutes les questions sont disponibles sur un site internet accessible à tout le monde. Les questions du quizz en ligne sont les mêmes que celles qui sont posées lors de l'examen. Il est à noter qu'actuellement, un problème informatique au sein de l'Etat empêche la tenue des examens sur tablettes. Ces derniers seront dispensés par écrit jusqu'à la résolution du problème informatique.

M. Gut souhaite apporter quelques précisions sur le contexte qui a mené à ce mode d'évaluation des connaissances. En effet, il existait de nombreuses critiques sur le type de questions posées, notamment illustrées dans le film « Les faiseurs de Suisses ». Ces critiques soulevaient le fait que les personnes requérantes étaient à la merci de fonctionnaires qui pouvaient poser des questions absurdes telles que la hauteur du jet d'eau de Genève ou les horaires d'ouverture d'un centre commercial particulier. Il s'agissait donc de délimiter de manière plus objective le champ des questions posées. Le service cantonal des migrations a bénéficié à l'époque, d'une collaboration avec BIE, qui était encore rattaché à l'OCPM. L'élaboration du questionnaire avait pour but notamment de donner la possibilité aux candidates et candidats à la naturalisation de connaître à l'avance le champ de l'examen et de s'y préparer. Ce long travail, a également requis la collaboration d'autres départements – notamment du DIP – afin de s'assurer que les questions posées étaient académiquement correctes et représentatives de ce qui était attendu des candidates et candidats en termes de connaissance de la vie politique, de la géographie, de l'histoire et de l'économie.

M. Gut ajoute que ce travail, qui sauf erreur est le premier en Suisse, a donné naissance à un questionnaire consultable en ligne par tout le monde. Le test s'effectue de manière hebdomadaire ce qui représente un exercice d'organisation considérable. Le fait que la matière soit connue à l'avance permet de s'assurer que chaque candidate et candidat fait l'effort de se plonger dans la matière et d'acquérir les connaissances nécessaires. A cet égard, d'autres cantons se sont inspirés du modèle genevois afin de proposer également un questionnaire du même type.

Un député (PLR) prend note des explications très intéressantes de M. Ameli et M. Gut. En effet, il semble primordial d'éviter les cas de figure présentés dans le film « Les faiseurs de Suisses », selon lesquels le niveau d'exigence varie d'une année à l'autre. Néanmoins, le système proposé pose la question de l'apprentissage des connaissances, s'agissant de questions données à l'avance. En effet, cette manière de procéder est similaire à celle qui est d'usage pour le permis de conduire. Dans ce cadre, il suffit

d'apprendre par cœur les réponses pour réussir l'examen, ce qui semble léger en termes de contenu.

**Art. 22 Amendement du Conseil d'Etat aux al. 1, 2, 3, 4
d'opposition, adopté**

Pas

Art. 22 ensemble ainsi amendé

Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève

¹ Le département procède, au moyen d'un test écrit, au contrôle des connaissances générales de la personne requérante sur la géographie, l'histoire, la politique et les particularités sociales de la Suisse et du canton de Genève (ci-après : connaissances générales), et délivre une attestation en cas de réussite.

² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque la personne requérante a échoué au test visé à l'alinéa 1.

³ Le règlement fixe les modalités de formation et de contrôle des connaissances générales acquises par la personne requérante.

⁴ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.

⁵ Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.

Pas d'opposition, adopté

Le président note que la séance touche à son terme. La commission reprendra les travaux sur ce projet de loi à l'article 23 lors de sa prochaine séance. Le président remercie les représentants du département.

Le président remercie à nouveau les représentants du département et les libère.

Séance du mercredi 21 avril 2021

Le président souhaite la bienvenue aux représentants du département. Il rappelle que le traitement du PL 12305 en est au stade du deuxième débat, plus précisément à l'article 23.

Art. 23 Etrangers nés en Suisse et étrangers de moins de 25 ans

¹ Lorsqu'il constate qu'aucun indice ne laisse supposer une intégration

insuffisante, le département peut dispenser le requérant des tests linguistiques et portant sur les connaissances générales, aux conditions alternatives suivantes :

a) le requérant est né en Suisse et y a séjourné sans interruption jusqu'au moment du dépôt de sa demande de naturalisation ;

b) le requérant est âgé de moins de 25 ans révolus et a accompli 5 ans de scolarité obligatoire ou a suivi une formation de degré secondaire II ou du degré tertiaire dispensée en Suisse et y séjourne depuis lors.

² La dispense des tests doit être communiquée au requérant par écrit.

Le président indique que cet article fait l'objet d'un amendement de la part du département. Il donne la parole à M. Ameli.

M. Ameli explique que l'article 23 fait l'objet d'un amendement relativement important. Il s'agit d'une précision à l'article 23, alinéa 2, lettre b) selon laquelle la personne requérante de moins de 25 ans doit suivre sa formation dans le canton de Genève. Cette disposition allège les conditions pour un jeune étranger qui a vécu toute son enfance à Genève, à la condition toutefois qu'il ait suivi la scolarité genevoise. Par ailleurs, cet article est une grande innovation par rapport au droit fédéral qui ne va pas aussi loin. En effet, cette disposition prend en compte la volonté du législateur cantonal depuis 1992 qui était de favoriser la naturalisation des jeunes étrangers nés ou ayant vécu dans le canton de Genève. Cette volonté est transposée dans cette nouvelle disposition. Le Tribunal fédéral a, à cet égard, rendu un arrêt (ATF 1C_337/2019) qui confirme que les cantons peuvent faciliter l'évaluation des conditions pour les jeunes. Cela est rendu possible car cette évaluation ne fait pas partie de l'examen des conditions en tant que tel, mais de la procédure.

Le président demande si cet amendement appelle des commentaires de la part des membres de la commission.

Un député (S) note que l'amendement du Conseil d'Etat durcit certaines conditions par rapport au projet de départ. En effet, le fait qu'il soit exigé que la personne ait suivi sa scolarité à Genève apparaît comme un resserrement des conditions. A ce titre, si le droit fédéral donne une marge de manœuvre, ce resserrement interroge. Il demande si cette modification est liée à la jurisprudence ou s'il s'agit d'un renforcement d'opportunité que souhaite le département.

Il demande également si cela a vraiment du sens de demander un test de langue à une personne qui a séjourné sans interruption dans un autre canton romand. Cette question se pose également pour une personne qui serait originaire d'un pays francophone et qui a suivi une scolarité en français.

Il note que la première phrase de l'article « *[l]orsqu'il constate qu'aucun indice ne laisse supposer une intégration insuffisante (...)* » n'est pas très claire. En effet, l'intégration peut porter sur d'autres éléments que le contenu linguistique. A cet égard, il pourrait être envisagé de traiter séparément les deux éléments présents dans la disposition – le test linguistique et le test de connaissances générales. En effet, il est possible que dans certains cas, notamment lorsque la personne est francophone, seul un test de connaissances générales soit nécessaire.

M. Ameli répond que cette problématique très large doit toujours être étudiée à l'aune du droit fédéral. En effet, le droit fédéral prévoit que les enfants doivent remplir, par eux-mêmes, les conditions d'intégration à partir de 12 ans, tant d'un point de vue de la langue que des connaissances générales.

M. Ameli, concernant la question de la langue, explique que, malgré cette disposition cantonale, le droit fédéral continue de s'appliquer en parallèle. En effet, un test de langue ne sera pas demandé à un jeune issu d'un pays francophone ou ayant déjà effectué une partie de sa scolarité obligatoire dans un canton francophone, car l'article 6, alinéa 2, lettres a et b. OLN prévoit que « *[l]a preuve des compétences linguistiques aux termes de l'al. 1 est réputée fournie lorsque le requérant : a. parle et écrit une langue nationale qui est aussi sa langue maternelle ; b. a fréquenté l'école obligatoire dans une langue nationale pendant au minimum cinq ans* ». Cette disposition s'applique également pour les enfants.

M. Ameli, concernant les connaissances générales, indique qu'il n'existait pas de disposition dans le droit cantonal permettant d'exempter un jeune de test, même si ce dernier a suivi une scolarité à Genève. C'est pourquoi cette disposition prévoit cette exception. Le fait d'avoir indiqué que la scolarité doit avoir été suivie à Genève est une précision qui avait été omise dans le projet original. Elle est néanmoins importante, car un enfant provenant du canton du Valais ou de celui de Vaud n'aura pas, dans sa scolarité, acquis les connaissances générales relatives au canton de Genève. Or, le test concerne des connaissances fédérales et cantonales, voire parfois communales dans certains cantons. Ces notions sont demandées par le droit fédéral et tous les cantons l'appliquent de la même manière.

M. Ameli relève, à cet égard, la problématique liée aux écoles privées. Il existe en effet des personnes internationales qui suivent une scolarité à Genève. Lorsque ces écoles privées proposent le cursus du Plan d'études Romand (PER), l'enfant scolarisé peut se prévaloir d'une présomption qu'il possède les connaissances générales suffisantes pour la naturalisation. Cet aspect, pour être accepté, a donné lieu à de longs débats avec le SEM. A cet

égard, le Tribunal fédéral a confirmé la position genevoise par un arrêt portant sur un cas bâlois (op. cit. ATF 1C_337/2019).

M. Ameli ajoute que la question de la langue et celle des connaissances générales ont été regroupées dans un seul et même article, en faisant un parallèle avec l'article portant sur les exemptions pour les personnes en situation de handicap ou ayant des problèmes notamment d'analphabétisme. Dès lors, comme le canton de Genève a voulu favoriser pour une catégorie des jeunes, non pas les conditions matérielles en tant que telles, mais la procédure d'évaluation des conditions, il a fallu se fonder sur certains critères. A ce titre, comme la présomption se fonde sur le PER, les bulletins de notes font foi. Si le jeune a la moyenne durant les cinq dernières années, il est considéré comme remplissant les critères de connaissances générales. Si le jeune n'a pas obtenu la moyenne (dans les branches visées) à au moins deux reprises en l'espace de cinq ans, il a le choix de passer soit le test ordinaire de 45 questions sur tablette proposé aux adultes, soit de répondre à un questionnaire simplifié, d'une dizaine de questions lors de son audition. Étonnamment, mais probablement en raison d'une question générationnelle, la plupart des jeunes dans ce cas préfèrent le test ordinaire sur tablette.

M. Ameli ajoute que le fait qu'une école se trouve sur le territoire genevois ne présume pas du fait que les enfants scolarisés possèdent les connaissances générales. En effet, il existe des écoles privées qui ne suivent pas le PER, mais des programmes d'étude étrangers (tel que le BAC français) et qui dispensent notamment leurs cours en anglais. Par conséquent, l'on ne peut pas considérer que les enfants scolarisés dans ces écoles répondent aux exigences tant en termes de connaissances générales que de langue française.

Un député (S) demande selon quelle disposition fédérale la scolarité doit avoir lieu uniquement dans le canton, pour répondre aux critères de connaissances générales.

M. Ameli répond que l'article 2, alinéa 1, lettre a OLN prévoit que « *[l]e requérant s'est familiarisé avec les conditions de vie en Suisse notamment lorsqu'il : a. possède une connaissance élémentaire des particularités géographiques, historiques, politiques et sociales de la Suisse ;* ». Néanmoins, comme la question des connaissances concerne les trois niveaux – fédéral, cantonal, voire communal – les cantons exigent que la personne candidate possède des connaissances notamment en histoire ou en politique du canton dans lequel elle effectue sa demande.

Le même député (S) note que le droit fédéral ne mentionne pas les croissances locales. Cela donne l'impression que Genève est « plus royaliste que le Roi » en demandant davantage que ce que prévoit le droit fédéral. De

plus, cela interroge sur le fait que de tels critères ne sont pas demandés aux Confédérés qui pourtant jouissent des droits politiques. A l'inverse la question des connaissances du canton semble être un véritable enjeu de droits politiques pour les étrangers. Il est donc regrettable que l'on considère qu'une personne ayant fait sa scolarité dans le canton de Vaud n'est pas suffisamment bien intégrée pour être dispensée d'un test de connaissances. Dans ce cadre, cette disposition va trop loin. En effet, bien que les cantons soient importants en Suisse, les personnes d'autres cantons vivent tout de même dans le même pays avec les mêmes institutions. A cet égard, il semblerait étonnant de demander un test de connaissances sur le canton de Genève à un Confédéré vaudois qui s'établirait à Genève. Pour ces raisons, il refusera l'amendement du département.

Il rappelle l'article 6, alinéa 2 OLN « *[l]a preuve des compétences linguistiques aux termes de l'al. 1 est réputée fournie lorsque le requérant : a. parle et écrit une langue nationale qui est aussi sa langue maternelle ; b. a fréquenté l'école obligatoire dans une langue nationale pendant au minimum cinq ans* ». La question se pose de savoir ce qui doit être repris de cet article dans cette loi d'application du droit fédéral. A cet égard, les exceptions prévues à l'article 6, alinéa. 2 OLN ne sont pas clairement inscrites dans le projet de loi cantonale. Il serait dès lors souhaitable que le département reformule cet article avec un ancrage dans la loi cantonale ou du moins un renvoi au droit fédéral.

M. Ameli explique que l'ancrage de l'article 6 OLN se trouve à l'article 21. Il faut en effet par ailleurs voir l'article 23 comme une exception aux principes communs, une exception pour une catégorie particulière que sont les jeunes.

M. Ameli souligne, pour le surplus, concernant la problématique des jeunes étrangers provenant d'autres cantons, qu'il existe de toute façon une problématique de durée de résidence cantonale. En effet, une personne qui déménage d'un canton à l'autre ne pourra pas déposer une demande de naturalisation directement dans son nouveau canton de résidence. A cet égard, à Genève, la personne doit y avoir résidé deux ans, dont une de manière ininterrompue avant de déposer une demande. Par ailleurs, les cas prévus par cette disposition pour les jeunes concernent un nombre très réduit de personnes. En effet, le secteur naturalisations a eu, de mémoire, à traiter deux cas de ce type.

Le président demande si l'âge de « moins de 25 ans » correspond à l'âge au moment du dépôt de la demande de naturalisation.

M. Ameli explique que cette question a donné lieu à une certaine controverse. En effet, pour le canton, en prenant en compte la pratique en droit des étrangers, c'est l'âge au moment du dépôt de la demande qui est considéré. En effet, l'on ne peut pas opposer au candidat une éventuelle lenteur d'une procédure imputable à l'administration. Néanmoins, selon la volonté récente du SEM, l'âge doit être considéré au moment où l'autorisation fédérale est rendue. Le canton a toutefois pu faire valoir sa position concernant les procédures ordinaires qui sont de droit cantonal et qui concernent une majorité de cas. Dans ce cadre, l'âge considéré reste celui au moment du dépôt de la demande. Par contre, pour les procédures facilitées qui sont de compétence fédérale, l'âge considéré est à présent celui du moment où le SEM rend sa décision.

Le président propose de passer au vote.

Le président met aux voix l'amendement du département :

Art. 23 Étrangers nés en Suisse et étrangers de moins de 25 ans

¹ Lorsqu'il constate qu'aucun indice ne laisse supposer une intégration insuffisante, le département peut dispenser la personne requérante des tests linguistiques et portant sur les connaissances générales, aux conditions alternatives suivantes :

- a) la personne requérante est née dans le canton de Genève, et y a séjourné sans interruption jusqu'au moment du dépôt de sa demande de naturalisation ;*
- b) la personne requérante est âgée de moins de 25 ans révolus et a accompli 5 ans de scolarité obligatoire dans le canton de Genève ou y a suivi une formation de degré secondaire II ou du degré tertiaire et y séjourne depuis lors.*

² La dispense des tests doit être communiquée à la personne requérante par écrit.

³ Le règlement énumère l'ensemble des documents devant être présentés pour évaluer la réalisation des conditions. Il précise également les indices qui laissent supposer une intégration insuffisante, ainsi que la procédure d'évaluation des personnes requérantes qui ne remplissent pas l'ensemble des critères fixés à l'alinéa 1.

Oui : 11 (2 Ve, 2 PDC, 4 PLR, 1 UDC 2 MCG)

Non : 4 (1 EAG, 3 S)

Abstention : 0

L'amendement est accepté.

Le président met aux voix l'art. 23 ainsi amendé :

Art. 23 Étrangers nés en Suisse et étrangers de moins de 25 ans

¹ Lorsqu'il constate qu'aucun indice ne laisse supposer une intégration insuffisante, le département peut dispenser la personne requérante des tests linguistiques et portant sur les connaissances générales, aux conditions alternatives suivantes :

a) la personne requérante est née dans le canton de Genève, et y a séjourné sans interruption jusqu'au moment du dépôt de sa demande de naturalisation ;

b) la personne requérante est âgée de moins de 25 ans révolus et a accompli 5 ans de scolarité obligatoire dans le canton de Genève ou y a suivi une formation de degré secondaire II ou du degré tertiaire et y séjourne depuis lors.

² La dispense des tests doit être communiquée à la personne requérante par écrit.

³ Le règlement énumère l'ensemble des documents devant être présentés pour évaluer la réalisation des conditions. Il précise également les indices qui laissent supposer une intégration insuffisante, ainsi que la procédure d'évaluation des personnes requérantes qui ne remplissent pas l'ensemble des critères fixés à l'alinéa 1.

Oui : 11 (2 Ve, 2 PDC, 4 PLR, 1 UDC 2 MCG)

Non : 0

Abstentions : 4 (1 EAG, 3 S)

L'art. 23 ainsi amendé est accepté.

Art. 24 Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation

¹ Le requérant doit justifier d'une situation économique permettant de subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille dont il a la charge.

² L'intégration peut également être considérée comme réalisée, lorsque le requérant apporte la preuve qu'il suit ou vient d'achever une formation (contrat d'apprentissage ou diplôme).

³ Le requérant ne doit pas être à la charge de l'assistance publique dans les 3 ans précédant le dépôt de sa demande de naturalisation et pendant toute la durée de la procédure.

⁴ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation.

Le président constate que cet article fait l'objet d'un amendement de la part du Conseil d'Etat, il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli explique qu'il s'agit d'un des amendements centraux du projet de loi qui fait partie des dispositions relatives aux prérequis, dont l'absence de base légale formelle a été remise en cause par la Chambre administrative de la Cour de justice (CACJ). Par conséquent, le département a modifié la disposition afin d'y intégrer certains aspects liés à la pratique dont la base légale formelle était manquante. Selon la procédure actuelle, la personne requérante doit présenter lors des prérequis la preuve qu'elle n'a pas fait l'objet de poursuites ou d'actes de défaut de biens dans les 5 dernières années et qu'elle a intégralement acquitté ses impôts. Les poursuites ou actes de défaut de bien datant de plus de cinq ans ne sont pas pris en compte dans la procédure de naturalisation. Bien que cette pratique fut celle du département, les arrêts de la CACJ datant de 2018-2019 ont relevé que cet aspect devait figurer dans une base légale formelle. C'est pourquoi le département propose cet amendement. Néanmoins, la Chambre administrative de la Cour de justice n'a pas remis en cause la prérogative du canton de se soucier de l'indépendance économique des personnes, notamment sur le plan fiscal et des dettes. La modification principale apportée par cet amendement concerne les alinéas 4 et 5. En outre, l'amendement propose également une modification de forme qui vise à remplacer « le requérant » par « la personne requérante ».

Un député (S) se dit plutôt convaincu par cet article et l'amendement proposé par le département. Il est toutefois à préciser qu'il existe encore des possibilités d'exceptions dans un des articles suivants. Il demande si l'expression « refuser d'enregistrer la demande » est la bonne formulation. En effet, il semblerait préférable de parler de « refus de poursuivre l'instruction » ou de « refus d'entrer en matière ». En effet, la demande sera reçue et donnera lieu à une instruction. Dans le cadre de cette instruction, si des irrégularités sont constatées, la procédure ne sera pas poursuivie. Il demande des précisions à M. Ameli sur cet aspect.

M. Ameli confirme que le « refus d'enregistrement » peut être considéré comme un « refus d'entrer en matière ». Toute la pertinence de la notion des prérequis et de ne pas commencer à instruire avant l'obtention de l'ensemble des documents demandés. En effet, au moment où la demande est instruite, elle sort du cadre des prérequis. A ce titre, dans le système genevois, le candidat doit présenter certains documents au moment du dépôt de sa demande, sans lesquels l'administration n'entre pas en matière. Sous réserve

de la position du département, M. Ameli n'est pas fixé sur la formulation « refus d'enregistrer ». La formulation « refuser d'entrer en matière » s'approche par ailleurs plus du vocabulaire juridique usuel. La notion d'« enregistrer » revêt néanmoins un aspect plus pédagogique, voire didactique, pour les candidats.

M. Ameli explique que le terme « enregistrer » découle de la pratique. En effet, en droit genevois, la procédure est engagée lorsque la personne dépose un dossier complet contenant l'ensemble des prérequis exigés. Si le dossier n'est pas complet, soit il est renvoyé avec un courrier d'accompagnement, soit, lorsque le candidat fait appel à un avocat, l'administration peut rendre une décision de refus d'engager la procédure. Cependant, lorsque le dossier est complet, il est enregistré dans l'application métier avec un numéro de dossier qui reste à vie pour le candidat en question. C'est pour cela que la loi mentionne le fait de « refuser d'enregistrer ».

Un député (S) propose formellement un sous-amendement qui vise à remplacer « refuser d'enregistrer la demande » par « refuser d'entrer en matière sur la demande » comme suit :

«⁵ Le département peut refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation ordinaire si la personne requérante ne remplit pas les conditions posées aux alinéas 3 et 4 ».

M. Saadi indique que le département ne s'oppose pas à la proposition d'amendement.

Le président met aux voix le sous-amendement du député (S) :

Art. 24, al. 5

⁵ Le département peut refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation ordinaire si la personne requérante ne remplit pas les conditions posées aux alinéas 3 et 4.

Pas d'opposition, adopté

M. Ameli précise qu'il existe deux catégories d'exceptions. Premièrement, les exceptions générales qui concernent notamment la participation à la vie économique pour les personnes en situation de handicap ou ayant des problèmes physiques ou de santé ainsi que pour les working poor et les personnes ayant de grandes difficultés à apprendre à lire et à écrire ou suivant une première formation ou ayant des charges d'assistance

familiale à assurer. Ces dernières peuvent être exemptées, du fait qu'elles sont à l'aide sociale. *A fortiori*, elles peuvent aussi être exemptées lorsqu'elles ont des dettes. Cette pratique est courante. Concernant le Covid, le projet de loi ne prend pas en compte ce cas particulier, car la rédaction date d'avant la pandémie. Néanmoins, dans l'intervalle, Genève a demandé des clarifications au SEM sur cet aspect, car il était vraisemblable que des personnes tomberaient au chômage en raison de la crise. Le SEM a alors confirmé que les cantons pouvaient prendre en considération la situation particulière du Covid. Néanmoins, cette prise en considération doit répondre à des conditions restrictives que le SEM a transmises à l'OCPM. Ces conditions ne ressortent pas directement du Manuel sur la nationalité, mais d'un échange de courriels avec le chef de division. Ces conditions permettent donc de prendre en compte les conditions des personnes qui se retrouvent au chômage ou à l'aide sociale en raison du Covid. Néanmoins, à titre d'exemple, une personne ne peut pas invoquer cet aspect si elle a perdu son travail avant la crise sanitaire.

M. Ameli ajoute qu'au fil des années, le droit de la nationalité est devenu un droit de plus en plus administratif, estompant progressivement l'aspect politique au fil des modifications de la LNat. Comme il s'agit d'un droit administratif, les principes généraux du droit administratif – l'égalité de traitement, la proportionnalité et l'interdiction de l'arbitraire – s'appliquent. Bien que ces éléments ne ressortent pas de la loi en tant que telle, ils sont pris en compte lorsque l'administration rend une décision. Par conséquent tous ces éléments protègent également la personne.

Un député (Ve) note que M. Ameli a évoqué la question du chômage. Or, l'article fait mention de l'assistance publique. Il semble en effet que le chômage n'est considéré ni comme aide sociale ni comme assistance publique. Il demande des précisions sur cet aspect.

M. Ameli confirme qu'une personne pourrait faire l'objet de poursuites, ou se trouver dans l'incapacité d'acquitter ses impôts, car elle se trouve au chômage ou à l'aide sociale. L'avantage de l'aide sociale est qu'elle figure dans le droit fédéral en tant que tel. En effet, il existe une disposition (art. 9 OLN) qui mentionne qu'une personne qui réalise une des hypothèses prévues peut se prévaloir d'une exemption à la condition de l'indépendance économique lorsqu'elle se trouve à l'aide sociale. Dans le cas de cette disposition, le droit cantonal va plus loin, car l'alinéa 6 renvoie à des exceptions réglementaires concernant l'alinéa 4. En ce qui concerne les personnes touchées par le contexte du Covid, les principes généraux du droit ainsi que d'éventuelles jurisprudences s'appliquent également. Cet aspect pourra être mentionné dans le règlement d'application.

Le même député (Ve) note que l'alinéa 3 ne fait pas mention des dettes, mais du fait de se trouver à la charge de l'assistance publique. Il demande si ces cas de figure concernent les personnes à l'Hospice général.

M. Ameli confirme. La formulation de l'alinéa 3 est une reprise de l'article 7, alinéa 3 OLN qui mentionne que la personne ne doit pas se trouver à l'aide sociale dans les trois années précédant le dépôt de sa demande ou pendant sa procédure de naturalisation. A cet égard, il existe déjà des exceptions prévues dans le droit fédéral à l'article 9 OLN, par exemple, pour les personnes en situation de handicap physique ou mental ou ayant une maladie grave. Ces exceptions ont été reprises dans le droit cantonal. En outre, concernant le Covid, les autorités doivent prendre en considération cette situation extraordinaire même si cette obligation ne découle pas directement de la loi. A cet égard, Le SEM a transmis une directive, tant à l'attention de la division « droit des étrangers » que la division « nationalité », qui invite les autorités tant fédérales que cantonales à faire preuve de magnanimité d'un point de vue des délais et de l'aide sociale (cf. chiffre 3.3, lettres c et e, de la Directive "Mise en œuvre de l'ordonnance 3 sur les mesures destinées à lutter contre le coronavirus (ordonnance 3 COVID-191) et sur la procédure à l'entrée en Suisse et à la sortie de Suisse"). Par ailleurs, s'agissant d'un droit administratif, les principes généraux du droit s'appliquent. A ce titre, il pourrait très facilement être considéré comme arbitraire ou disproportionné d'opposer à une personne le fait qu'elle ait perdu son emploi ou qu'elle se trouve à l'aide sociale en raison du Covid. Pour rappel, même si les dispositions fédérales n'ont pas changé avec le Covid, l'administration est en droit, voire obligée, de tenir compte de cette situation, même lorsque les personnes se trouvent à l'aide sociale. Il est à noter que ce genre de cas sont encore rares, peut-être en raison de la présence de RHT.

Un député (S) relève deux niveaux de discussion dans cet échange lié à la question du Covid. Premièrement, le niveau fédéral : il semble que le droit fédéral postule que toute personne se trouvant à l'aide sociale l'est par sa faute, sauf pour certaines exceptions. Il s'agit d'un principe auquel le Parti socialiste n'adhère pas. Néanmoins, s'agissant d'un droit fédéral, le canton peut seulement discuter de la manière dont est mis en œuvre ce principe qui s'impose à lui. Deuxièmement, la mise en œuvre : il apparaît, selon les propos de M. Ameli, que des exceptions peuvent être prévues en invoquant les principes généraux du droit. Or, il n'est pas certain que ces principes soient suffisants. En effet, il est positif que le département prévoie des exceptions et soit créatif dans ce domaine. Néanmoins, en termes de lisibilité, il pourrait être souhaitable de préciser les exceptions à l'alinéa 6.

Le même député (S) attire l'attention sur le fait que l'alinéa 5 prévoit un refus d'entrer en matière si la personne requérante ne remplit pas les conditions posées aux alinéas 3 et 4. Ces deux alinéas concernent d'une part les critères de l'assistance publique qui relève du droit fédéral (al. 3) et d'autre part les critères de poursuites, d'actes de défauts de bien et d'acquiescement des impôts qui relèvent du droit cantonal (al. 4). A cet égard, bien que l'alinéa 5 renvoie à des dispositions de droit tant fédéral que cantonal, l'alinéa 6, qui concerne les exceptions prévues par voie réglementaire, renvoie uniquement à l'alinéa 4. Cette rédaction est logique, car le droit cantonal ne peut pas prévoir d'exceptions au droit fédéral. Néanmoins, selon les propos de M. Ameli il semble exister des exceptions au droit fédéral contenues dans les directives du SEM. Par conséquent, il serait souhaitable de mentionner ces exceptions à l'alinéa 6 comme suit :

« ⁶ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation et précise les exceptions aux alinéas 3 et 4. »

Un député (PLR) s'oppose à cet amendement. En effet, il est nécessaire de légiférer pour des cas généraux et non pour des cas particuliers comme celui du Covid. Cet aspect particulier aurait davantage sa place dans un règlement.

Le président note que l'amendement du PS semble justement répondre à la préoccupation du député PLR. En effet, l'alinéa 6 vise à prévoir des cas d'exceptions dans le règlement. A ce titre, et selon les propos de M. Ameli, des exceptions existantes actuellement dans les directives fédérales. Par ailleurs, la souplesse qu'introduit l'amendement du PS ne préjuge pas de l'usage qu'en fera le Conseil d'Etat qui décidera du règlement. Cet amendement lui laisse simplement la possibilité de le faire.

Un député (S) indique qu'il est possible d'ajouter la mention « dans le respect du droit général », si cela est en mesure de rassurer le député (PLR). L'amendement serait alors formulé comme suit :

*« ⁶ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation et précise, **dans le respect du droit fédéral**, les exceptions **aux alinéas 3 et 4** »*

Le président propose de passer au vote.

Le président met aux voix le sous-amendement du député (S) :

Art. 24, al. 6

⁶ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation et précise, dans le respect du droit fédéral, les exceptions aux alinéas 3 et 4.

Oui : 6 (1 EAG, 2 Ve, 3 S)
Non : 7 (1 PDC, 4 PLR, 2 MCG)
Abstentions : 2 (1 PDC, 1 UDC)

L'amendement est refusé.

Le président met aux voix l'amendement du département :

Oui : 9 (2 PDC, 4 PLR, 1 UDC, 2 MCG)
Non : 1 (1 EAG)
Abstentions : 5 (3 S, 2 Ve)

L'amendement est accepté.

Le président met aux voix l'art. 24 dans son ensemble ainsi amendé (amendement du département et sous-amendement du député (S)) :

Art. 24 Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation

¹ La personne requérante doit justifier d'une situation économique permettant de subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille dont il a la charge.

² L'intégration peut également être considérée comme réalisée lorsque la personne requérante apporte la preuve qu'il suit ou vient d'achever une formation (contrat d'apprentissage ou diplôme).

³ La personne requérante ne doit pas avoir été à la charge de l'assistance publique dans les 3 ans précédant le dépôt de sa demande de naturalisation et pendant toute la durée de la procédure.

⁴ La personne requérante ne doit pas avoir fait l'objet de poursuites en force ou d'actes de défaut de biens dans les 5 dernières années et doit avoir intégralement acquitté ses impôts.

⁵ Le département peut refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation ordinaire si la personne requérante ne remplit pas les conditions posées aux alinéas 3 et 4

⁶ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation et précise les exceptions à l'alinéa 4.

Oui : 9 (2 PDC, 4 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 EAG)

Abstentions : 5 (3 S, 2 Ve)

L'art. 24 ainsi amendé est accepté.

Art. 25 Encouragement de l'intégration des membres étrangers de la famille

1 La démonstration par le requérant de son encouragement à l'intégration des membres de sa famille dans la communauté genevoise, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique, peut s'effectuer par tout moyen de preuve probant.

2 En cas de doute, le département peut auditionner les membres de la famille et procéder à des investigations supplémentaires.

3 Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par le requérant de l'intégration des membres de sa famille.

Le président constate que cet article fait l'objet d'un amendement du département. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli explique que l'amendement consiste en une reformulation qui ne relève pas des arrêts de la Chambre administrative de la Cour de justice. Le département a profité de reformuler l'article pour qu'il soit plus restrictif pour l'administration. En effet, la version initiale laissait penser que la disposition pouvait s'étendre aux enfants majeures ou à d'autres membres de la famille tels que les parents. Or, cela ne correspondait pas à l'intention de départ et le département a souhaité restreindre cette condition d'application.

M. Ameli souligne, concernant cet article, que lors de la consultation des cantons dans le cadre du projet de loi fédéral, Genève a fait partie des cantons

qui ont fait part de leur réserve par rapport à cette disposition. En effet, si cette disposition pouvait partir d'une bonne intention, de s'assurer qu'un candidat à la naturalisation s'inquiète de l'intégration des membres de sa famille, elle posait des problèmes en termes de protection de la sphère privée. En effet, le canton de Genève a souligné que la vérification de cette condition relevait d'une trop grande immixtion dans la vie privée et intime des candidats et candidates.

M. Ameli ajoute que cette disposition de droit fédéral fait néanmoins partie des conditions matérielles cumulatives du droit fédéral. Le canton de Genève, respectivement le département, a tenté de limiter au maximum la portée de cet article, tant pour des questions éthiques que pratique pour le travail de l'administration.

M. Ameli poursuit en expliquant que, dans les faits, cet article est appliqué dans de cas très rares voire hypothétiques. En effet cette disposition s'applique uniquement lorsque dans le cadre d'une audition ou de l'instruction il ressort clairement que le candidat ou la candidate empêche l'intégration de membres de sa famille. A cet égard, le fait qu'un candidat ou une candidate n'entreprend rien qui permette l'intégration des membres de sa famille, ne tombe pas sous le coup de cette disposition. A l'inverse, il se peut qu'un conjoint ou une conjointe ne souhaite pas s'intégrer. Pour autant, cela ne sera pas opposé au candidat dans sa procédure de naturalisation, car il est difficile pour l'Etat d'interagir dans la sphère privée. Les seuls cas qui peuvent être opposés sont ceux lors desquels, par exemple, un candidat explique lors de son audition que sa femme ne doit pas s'intégrer et rester à la maison. Il s'agit néanmoins de cas très rares. En effet, de mémoire, sur les trois dernières années, seul un dossier concernait cet aspect.

M. Saadi ajoute que la volonté du législateur fédéral était de lutter contre la problématique du patriarcat dans le domaine migratoire. A cet égard, selon l'esprit de la disposition, cette dernière s'adresse davantage aux conjointes qu'aux conjoints. M. Saadi souligne que, dans son amendement, le département a introduit la notion de « partenariat enregistré ». Cette modification est un point fondamental qui est le fruit d'une consultation d'autres départements concernés par le projet de loi.

Un député (Ve) relève une certaine contradiction dans les propos de M. Ameli. En effet, d'une part il apparaît que l'Etat ne force pas un conjoint ou une conjointe à s'intégrer et d'autre part, l'alinéa 1 mentionne que » *[l]a personne requérante encourage l'intégration dans la communauté genevoise de son conjoint (...)* ». Dès lors, il apparaît que la loi oblige d'une certaine manière le conjoint ou la conjointe à s'intégrer.

M. Ameli indique qu'il s'agit précisément de la raison pour laquelle la disposition mentionne « encourage » et non « force ». Selon cette disposition, le candidat doit en tout cas ne rien faire pour empêcher son conjoint de s'intégrer. Néanmoins, il ne peut pas forcer son conjoint à vouloir s'intégrer si ce dernier n'en a pas envie. La question du député souligne toute l'ambiguïté de la disposition fédérale. C'est pourquoi le canton utiliserait cette disposition uniquement si l'administration détient des informations probantes selon lesquelles une personne refuse l'intégration de son conjoint. A ce titre, l'encouragement ou non à l'intégration par un candidat auprès de son conjoint ne sera pas vérifié de manière approfondie par l'administration.

Un député (S) remercie M. Ameli pour ces précisions. En effet, cela souligne l'importance de garder une certaine distance critique par rapport au droit fédéral. Bien que celui-ci doit s'appliquer à l'échelon cantonal, il invite ses collègues à utiliser la marge de manœuvre cantonale dans la mise en œuvre de ce droit fédéral. Il souligne que ses interventions, qui peuvent paraître porter sur des points de détails, s'inscrivent en réalité dans une vision politique de ce que devrait être la naturalisation, en utilisant toutes les marges de manœuvre possibles du droit cantonal.

Il est quelque peu mal à l'aise avec cette retranscription du principe de droit fédéral. En effet, tout en voulant s'attaquer à la question du patriarcat migratoire, la disposition introduit le fait qu'une personne est responsable de son conjoint. Nonobstant les nuances apportées par M. Ameli, la disposition semble tomber dans le travers qu'elle souhaite précisément éviter. Par conséquent, une formulation par la négative serait préférable. Celle-ci viserait à dire, plutôt que le conjoint « encourage », que le conjoint « n'entrave pas » ou « ne fait pas obstacle à ». Une formulation de ce type permettrait d'éviter une formulation qui pourrait être considérée comme paternaliste.

M. Saadi explique que le législateur fédéral a fondé sa disposition sur un scénario classique d'un père de famille primo-migrant qui, après être arrivé en Suisse, effectue un regroupement familial en réunissant en l'occurrence sa femme et ses enfants. Or, des données objectives présentes dans les rapports annuels de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) montrent qu'actuellement la primo-migration concerne de plus en plus de femmes majeures célibataires (OIM, Etat de la migration dans le monde 2020, Genève, OIM, 2020). Par conséquent, la disposition fédérale qui considérerait que la primo-migration est un phénomène principalement masculin ne correspond plus entièrement à la réalité. M. Saadi ajoute que des partenaires associatifs travaillent à Genève en ciblant spécifiquement l'intégration des femmes migrantes.

M. Ameli précise que l'article 25 du projet de loi est une reprise de l'article 8 OLN : « *Le requérant encourage l'intégration des membres de sa famille conformément à l'article 12, lettre e LN lorsqu'il les aide : a. à acquérir des compétences linguistiques dans une langue nationale ; b. à participer à la vie économique ou à acquérir une formation ; c. à participer à la vie sociale et culturelle de la population suisse, ou ; d. à exercer d'autres activités susceptibles de contribuer à leur intégration en Suisse* ». Concernant la question de M. MIZRAHI d'une éventuelle reformulation négative, il semble qu'une telle formulation serait moins claire et plus difficile à appliquer. Concernant la question du patriarcat, il est à noter que la disposition vise indépendamment les hommes et les femmes, en évoquant « la personne requérante ». Par conséquent, la disposition peut concerner tant le conjoint d'une candidate que la conjointe d'un candidat. Dans les deux cas, le candidat ou la candidate doit encourager son conjoint ou sa conjointe à s'intégrer. A cet égard, il ne semble pas que la teneur de l'article introduise une forme de patriarcat.

M. Ameli rappelle que l'amendement a pour but de limiter les pouvoirs d'investigation du canton et de l'autorité compétente. A ce titre, l'alinéa 2 mentionne « en cas de doute ». Cette notion renverse la présomption. En effet, l'alinéa 1 initial mentionnait que « *la démonstration par le requérant de son encouragement à l'intégration des membres de sa famille dans la communauté genevoise, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique, peut s'effectuer par tout moyen de preuve probant* ». Cette formulation laissait penser que l'autorité compétente enquêterait systématiquement sur les actions entreprises par les candidats pour faciliter l'intégration de leur conjoint, ce qui n'est pas le cas en réalité.

M. Ameli rappelle que, dans la majorité des cas, les personnes sont fières de devenir suisses et encouragent l'intégration de leur conjoint ou conjointe. Néanmoins, il peut arriver qu'un conjoint ou une conjointe ne souhaite pas s'intégrer. Les cas pour lesquels un candidat entrave l'intégration de son conjoint sont très rares. De plus, selon l'expérience, il convenait de restreindre l'implication de l'autorité cantonale, respectivement du secteur des naturalisations, dans ce domaine. L'alinéa 1 prévoit que l'autorité peut enquêter davantage, uniquement en cas de doute. C'est dans ce sens qu'a été pensée la proposition d'amendement.

Un député (S) indique que cette préoccupation a également été soulevée par les membres des associations auditionnées. Ces associations ont transmis un document contenant l'amendement suivant qu'il reprend à son compte sous la forme d'un nouvel alinéa 1 bis :

Art. 25, al. 1bis (nouveau)

Ce critère est considéré comme rempli pour autant qu'il n'existe pas d'éléments concrets démontrant que la personne requérante nuit sérieusement et activement à l'intégration des membres de sa famille.

Il souligne également un aspect important qui concerne les enfants. En effet, l'exposé des motifs évoque à plusieurs reprises les résultats scolaires des enfants. A ce titre, il serait important que le département rassure sur le fait qu'il ne s'agit pas de faire porter aux enfants la responsabilité d'un éventuel refus de demande de naturalisation d'un parent. En effet, il pourrait être opposé à un parent candidat le fait que son enfant n'affiche pas de résultats scolaires suffisants.

Le président donne la parole à M. Ameli sur la question des enfants.

M. Ameli répond que l'article 8 OLN énumère les conditions d'intégration pour les membres de la famille. Ces conditions doivent être appréciées à la lumière des principes généraux du droit, car un éventuel refus de naturalisation donne lieu à un arrêté rendu par le Conseil d'Etat. Par conséquent, et selon l'expérience, il est certain que si les critères d'intégration sont jugés de manière trop légère, l'Etat n'obtiendrait pas gain de cause en cas de recours auprès des instances judiciaires. En outre, la question du député (S) regroupe deux problématiques. La première est celle d'un refus de naturalisation au candidat en raison des mauvais résultats scolaires de son enfant. Dans ce cadre, il existe en effets des cas dans lesquels il ressort que l'enfant est délinquant. Dans pareille situation, il est difficile de considérer que le parent n'en est pas, du moins en partie, responsable. La deuxième concernerait un enfant qui, par exemple, n'obtiendrait pas la moyenne et aurait été puni quelques fois dans le cadre scolaire. Dans ce cas, la naturalisation ne sera évidemment pas refusée au parent au prétexte que l'intégration de son enfant n'est pas bonne.

M. Ameli ajoute qu'en principe, en vertu de l'article 30 LN, les enfants sont inclus dans la procédure de naturalisation. Dès lors, si par hypothèse un candidat majeur ne remplit pas les conditions, il est possible de séparer les dossiers et de déposer une demande uniquement pour l'enfant, si ce dernier remplit les conditions. Dans les faits, un enfant doit avoir neuf ans au minimum pour qu'une demande individuelle soit déposée. En effet, cela correspond à la durée de séjour de dix ans en vertu de l'art. 9 al. 2 LN qui prévoit que « *le temps que le requérant a passé en Suisse entre l'âge de huit et de 18 ans compte double* ». Par conséquent, si le candidat majeur ne remplit pas les conditions et que l'enfant a moins de neuf ans, le refus de naturalisation s'applique pour les deux. Par contre, si l'enfant a plus de neuf

ans, le refus de naturalisation de son parent ne le préteritera pas, si l'enfant n'est pas inclus dans la demande.

M. Ameli ajoute que si l'enfant est inclus dans la demande, l'autorité compétente procède à une analyse générale du dossier : l'enquêteur évaluera l'intégration du père et/ou de la mère et de l'enfant. Dans la pratique, il n'existe aucun cas de figure pour lequel il aurait été reproché à un parent candidat le fait que son enfant ait de mauvais résultats scolaires.

Le même député (S) se dit rassuré par les propos de M. Ameli. Néanmoins, son argumentaire soulève une problématique qui semble correspondre à la pratique de certaines administrations et notamment l'OCPM. En effet, il s'agit de l'argument qui vise à présumer de l'avis du Pouvoir judiciaire en cas de mauvaise application d'une disposition. Dès lors, si cet argument vise à dire que l'OCPM appliquera les dispositions de manière conforme, il peut être recevable. Néanmoins, si cet argument vise à dire que la justice tranchera en cas de désaccord, il est nettement plus problématique. En effet, cela revient à faire peser sur l'administré la charge d'intenter un procès. Or, cet aspect peut être hautement pénalisant pour les personnes qui n'auraient pas les moyens, notamment financiers, pour se lancer dans une telle procédure. Il invite vivement les membres du département à appliquer le droit tel qu'il est, sans attendre qu'un juge tranche sur le bien-fondé de son application.

Il indique maintenir son amendement qui serait un nouvel alinéa 2, les autres alinéas étant décalés :

Art. 25, al. 2 (nouveau)

Ce critère est considéré comme rempli pour autant qu'il n'existe pas d'éléments concrets démontrant que la personne requérante nuit sérieusement et activement à l'intégration des membres de sa famille.

M. Ameli souhaite rassurer ce député (S) sur le fait que son intervention ne visait pas à indiquer, qu'en cas de doute, il appartient au Pouvoir judiciaire de trancher. En effet, en tant que juriste, M. Ameli a le réflexe de faire le lien avec le Pouvoir judiciaire. Néanmoins, cela ne témoigne en aucun cas d'une volonté de l'OCPM ou du département d'agir dans ce sens. Son argument visait plutôt à rassurer l'assemblée ce qui, visiblement, a eu l'effet contraire.

Un député (PLR) se dit convaincu par M. Ameli sur la question des enfants. Concernant l'amendement du député (S), il ne semble pas souhaitable de complexifier la loi par un excès d'exhaustivité qui ne semble pas améliorer la formulation. De plus, il apparaît, selon les propos de

M. Ameli, que les quelques rares cas concernés par cet aspect sont résolus. Par conséquent, il refusera cet amendement.

Le président met aux voix l'amendement du député (S) :

Art. 25, al. 2 (nouveau, les alinéas suivants sont décalés)

²Ce critère est considéré comme rempli pour autant qu'il n'existe pas d'élément concret démontrant que la personne requérante nuit sérieusement et activement à l'intégration des membres de sa famille.

Oui : 6 (1 EAG, 2 Ve, 3 S)

Non : 9 (2 PDC, 4 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 0

L'amendement est refusé.

Le président propose de mettre aux voix l'amendement du département :

Art. 25 – amendement du département Pas d'opposition, adopté

Le président met aux voix l'art. 25 dans son ensemble ainsi amendé :

Art. 25 Encouragement de l'intégration des membres étrangers de la famille

¹ La personne requérante encourage l'intégration dans la communauté genevoise de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique.

² En cas de doute, le département peut auditionner le conjoint, le partenaire enregistré ou les enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, et procéder à des investigations supplémentaires.

³ Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.

Oui :	9 (2 PDC, 4 PLR, 1 UDC, 2 MCG)
Non :	5 (2 Ve, 3 S)
Abstention :	1 (1 EAG)

L'art. 25 ainsi amendé est accepté.

Art. 26 Prise en compte des circonstances personnelles

¹ *Le département tient compte de manière appropriée de la situation particulière du requérant lors de l'appréciation des critères énumérés aux articles 21, 22 et 24 de la présente loi, lorsqu'il ressort que celui-ci est dans l'incapacité de satisfaire aux conditions précitées en raison des circonstances personnelles visées aux articles 12, alinéa 2, de la loi fédérale, et 9 de l'ordonnance fédérale.*

² *Si une circonstance personnelle est reconnue, le département peut toutefois astreindre le requérant à suivre les séances d'information à l'intégration visées à l'article 3, alinéa 4, de la présente loi, à la condition toutefois que sa situation personnelle ou médicale le permette.*

³ *Le règlement fixe la procédure d'examen des situations dans lesquelles les requérants pourraient se prévaloir de circonstances personnelles et, le cas échéant, il détermine les modalités d'accès aux séances d'information à l'intégration.*

Le président constate que l'article 26 fait l'objet d'un amendement de la part du département. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique que cette disposition clôtüre les conditions matérielles discutées précédemment. Cet article se rapporte à toutes les dispositions concernant les moyens financiers, la langue, les connaissances générales et la prise en compte de situations exceptionnelles (handicap, maladie, *working poor*, etc.). L'amendement porte sur des modifications mineures de forme : al. 1 et 2 : « le requérant » devient « la personne requérante » ; al. 1 : « lorsqu'il ressort » devient « lorsqu'il apparaît ».

M. Ameli indique que sur le fond, l'alinéa 1 renvoie au droit fédéral. Quant à l'alinéa 2, il s'agit d'une particularité du droit genevois qui est repris de l'article 11, alinéa 4 RNat. En effet, et à l'instar de l'article 3, alinéa 4 de ce même projet de loi, cette disposition prévoit des séances d'informations à l'intégration pour des personnes qui ne pourraient pas, en raison d'une situation particulière, remplir les critères d'intégration. Ce système a en effet pour but de permettre aux personnes légitimement exemptées de tests, de s'intégrer le mieux possible au travers de séances d'informations dispensées

par les associations Camarada et La Roseraie. Par ailleurs, le nouveau droit cantonal reprend également ce qui est mentionné dans le RNat, à savoir qu'une personne exemptée qui ne pourrait pas non plus suivre les séances d'informations à l'intégration peut en être exonérée.

Le président constate que cet article ne fait appel à aucune demande de parole de la part de la commission. Il propose de passer au vote.

Art. 26 – amendement du Conseil d'Etat **Pas d'opposition,**
adopté

Art. 26 ainsi amendé :

Art. 26 Prise en compte des circonstances personnelles

¹ Le département tient compte de manière appropriée de la situation particulière de la personne requérante lors de l'appréciation des critères énumérés aux articles 21, 22 et 24 de la présente loi, lorsqu'il apparaît qu'elle est dans l'incapacité de satisfaire aux conditions précitées en raison des circonstances personnelles visées aux articles 12, alinéa 2, de la loi fédérale, et 9 de l'ordonnance fédérale.

² Si une circonstance personnelle est reconnue, le département peut toutefois astreindre la personne requérante à suivre les séances d'information à l'intégration visées à l'article 3, alinéa 4, à la condition toutefois que sa situation personnelle ou médicale le permette.

³ Le règlement fixe la procédure d'examen des situations dans lesquelles la personne requérante pourrait se prévaloir de circonstances personnelles et détermine les modalités d'accès aux séances d'information à l'intégration.

Pas d'opposition, adopté

Art. 27 Procédure

1 L'étranger dépose sa demande de naturalisation auprès du département.

2 Il doit indiquer la commune dont il veut obtenir le droit de cité.

3 Il a le choix entre la commune où il réside et l'une de celles où il a résidé.

4 Les époux ayant déposé une demande collective gardent un dossier commun jusqu'à la fin de la procédure. Sous réserve de justes motifs, la naturalisation est accordée, suspendue ou refusée indivisément à toutes les personnes comprises dans la requête.

Le président constate que cette disposition n'appelle aucune demande de parole. Il propose de passer au vote.

Art. 27***Pas d'opposition, adopté******Art. 28 Dépôt de la demande de naturalisation ordinaire***

¹La demande de naturalisation est considérée comme valablement déposée lorsque la formule officielle, complétée de toutes les annexes requises, est remise au département.

²En cas de non-réalisation des conditions formelles, le département en informe par écrit le requérant et lui accorde un délai de 30 jours pour fournir les documents valables ou manquants ou, le cas échéant, présenter ses arguments. A l'échéance du délai, le département peut, selon les informations et les pièces communiquées par le requérant, refuser d'enregistrer la demande de naturalisation, poursuivre l'instruction ou la suspendre.

³En cas de confirmation du refus d'enregistrer la demande de naturalisation, le département rend, sur demande, une décision formelle de non-entrée en matière.

⁴Le règlement précise la procédure et fixe le contenu de la formule officielle ainsi que les annexes qui doivent l'accompagner.

Le président indique que cet article fait l'objet de plusieurs amendements du département, aux alinéas 1, 2 et 3. Il donne la parole à M. Ameli.

M. Ameli indique que l'amendement concerne des modifications de forme : al. 2 : « *En cas de non-réalisation des conditions formelles* » devient « *Si les conditions formelles ne sont pas réalisées* » ; al. 2 : « le requérant » devient « la personne requérante » ; al. 3 : « *En cas de confirmation du refus d'enregistrer* » devient « *si le département confirme son refus d'enregistrer* ».

M. Ameli ajoute que cette disposition ne trouve pas son pendant dans le droit cantonal actuel. Elle a pour but de légitimer au niveau de la loi, la compétence du département, respectivement du secteur des naturalisations, à ne pas entrer en matière lorsque l'ensemble des documents ne sont pas fournis. Bien que cet aspect soit présent à l'article 11, alinéa 6 RNat, il ne figurait pas dans la loi. En outre, cette disposition va plus loin que l'article 11, alinéa 6, car elle permet également d'ouvrir un droit d'être entendu à la personne lors d'une décision formelle de non-entrée en matière. Ce nouvel article est donc plus structuré et plus formel.

Un député (S) propose de modifier l'alinéa 3 comme suit, pour correspondre à la modification de l'article 24 :

³ Si le département refuse d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, il rend une décision formelle à ce propos.

Il demande l'avis de M. Ameli sur cette modification. En effet, il semble que la notion de « refus d'enregistrer » se référerait à une inscription dans le logiciel, ce qui est un détail opérationnel.

M. Ameli, sous réserve de l'avis de M. Saadi, ne verrait pas d'inconvénient à cette modification.

M. Saadi confirme que le département n'a pas d'opposition quant à cet amendement.

Un député (PDC) estime qu'il n'est pas utile de préciser « à ce propos ».

M. Ameli partage cette remarque et le député (S) s'accorde avec son collègue (PDC). Il propose les amendements suivants :

Art. 28, al. 2

Si les conditions formelles ne sont pas réalisées, le département en informe par écrit la personne requérante et lui accorde un délai de 30 jours pour fournir les documents valables ou manquants ou, le cas échéant, présenter ses arguments. A l'échéance du délai, le département peut, selon les informations et les pièces communiquées par la personne requérante, refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, poursuivre l'instruction ou la suspendre.

Art. 28, al. 3

Si le département refuse d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, il rend une décision formelle de non-entrée en matière. »

Le président met aux voix les sous-amendements du député (S) :

Art. 28

²*Si les conditions formelles ne sont pas réalisées, le département en informe par écrit la personne requérante et lui accorde un délai de 30 jours pour fournir les documents valables ou manquants ou, le cas échéant, présenter ses arguments. A l'échéance du délai, le département peut, selon*

les informations et les pièces communiquées par la personne requérante, refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, poursuivre l'instruction ou la suspendre.

³ Si le département refuse d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, il rend une décision formelle de non-entrée en matière.

Pas d'opposition, adopté

Un député (Ve) note que l'alinéa 2 fixe un délai de 30 jours pour présenter les documents manquants. Or, il est apparu lors des débats au sein d'une autre commission, qu'il peut arriver que le département prenne du temps pour réclamer des documents. Dans ce cas, il peut arriver que, dans l'intervalle, les autres documents envoyés excèdent leur durée de validité. La question se pose alors de savoir s'il ne serait pas souhaitable de fixer un délai également pour le département.

M. Ameli répond que le délai est issu de la loi cantonale sur la procédure administrative (LPA) qui fixe un délai de 30 jours à l'administré pour interjeter un recours. Or, dans le cadre des prérequis qui nécessitent le dépôt de documents, il a été décidé de reprendre ce délai de 30 jours. Néanmoins, les principes généraux du droit s'appliquent et un dossier ne sera pas renvoyé si le délai est dépassé d'un jour. Ce principe s'applique déjà actuellement alors même qu'il n'existe pas de base légale en la matière. A titre d'exemple, la situation du Covid a engendré des retards de la part d'administrations étrangères (par exemple pour la délivrance des actes d'état civil). Dans ce cas, l'administration fait preuve d'une certaine cohérence et d'intelligence pour ne pas appliquer le délai de 30 jours à la lettre.

M. Ameli ajoute que cette disposition introduit un assouplissement par rapport à la pratique qui a eu cours jusqu'aux arrêts de la Chambre administrative de la Cour de Justice. Auparavant, les dossiers incomplets étaient renvoyés avec une lettre d'accompagnement qui demandait un dossier complet. Actuellement, l'administration tente de comprendre pour quelle raison un document peut manquer et détermine s'il a lieu ou non de prolonger le délai. Néanmoins, la pratique a également montré qu'en l'absence totale de délai, les dossiers pouvaient rester ouverts plusieurs mois, voire plusieurs années, dans l'attente d'un document.

Le même député (Ve) explique que sa question ne visait pas à questionner le délai pour les administrés, mais à demander si un délai similaire pouvait être requis pour l'administration. En effet, certains documents ayant une validité de 6 mois, il semble nécessaire que l'administration ne tarde pas à

réclamer les documents manquants, sans quoi certains autres documents pourraient être échus.

M. Ameli souligne que cette disposition concerne les prérequis. A ce titre, la procédure n'est pas ouverte tant que le candidat ou la candidate ne fournit pas un dossier complet. Dans la pratique, il n'existe pas de cas pour lesquels l'autorité aurait tardé à demander un document manquant. M. Ameli cite l'exemple d'un cas, qui ne concerne pas directement le secteur des naturalisations, pour lequel un dépassement de la limite légale a eu lieu en raison du Covid. En effet, une personne s'est trouvée dans l'incapacité de fournir un document de l'état civil, car d'une part, l'autorité de l'état civil a tardé à se prononcer et d'autre part, la situation du Covid empêchait la personne de retourner dans son pays pour demander le document. Dans ce cas, la personne a pu démontrer qu'elle n'était pas responsable du retard et sa situation a été prise en considération. Pour rappel, s'agissant des prérequis, l'action n'appartient pas à l'autorité, mais au candidat. Ce dernier doit fournir un dossier complet pour que la procédure soit engagée.

Un député (Ve) note que, l'alinéa 2 prévoit que « *Si les conditions formelles ne sont pas réalisées, le département en informe par écrit la personne requérante* ». Dans ce cadre, il est nécessaire que le département transmette l'information dans un délai raisonnable.

M. Ameli laisse à la commission l'opportunité de se prononcer sur cet aspect. Néanmoins, l'autorité compétente informe la personne immédiatement.

M. Ameli dit que lorsque l'autorité reçoit le dossier, elle examine tout de suite les conditions formelles : la validité du permis ainsi que la durée de séjour. Si ces conditions sont remplies, le dossier est examiné afin de déterminer s'il contient tous les prérequis. Si tel est le cas, la demande est enregistrée. A cet égard, il ne semble pas, sauf erreur, qu'il existe des cas pour lesquels un délai est imposé à une autorité pour répondre. Il existe toujours pour l'administré la possibilité de faire recours pour déni de justice le cas échéant, lorsque l'administration tarde de manière excessive à se prononcer. Ce cas de figure n'a toutefois jamais existé au secteur des naturalisations.

M. Ameli ajoute que si l'administration est limitée par un délai, ce dernier doit être suffisamment large pour inclure des situations particulières telles que le Covid. En effet, au début de la crise sanitaire, le secteur des naturalisations a pris un certain retard en raison d'un manque de matériel informatique nécessaire. Dans ce cadre, si un délai trop court avait été prévu, l'administration aurait dû répondre à une multitude de recours, ce qui aurait

péjoré encore davantage son travail. Pour rappel, actuellement l'administration répond dans un délai très court— de quelques jours à au maximum deux semaines. Si la personne se sent lésée, il lui reste la possibilité d'invoquer un déni de justice le cas échéant.

Le même député (Ve) note que ce n'est pas le cas pour les demandes de permis de séjour. Néanmoins, si cette pratique fonctionne dans le cadre des naturalisations, il renonce à déposer un amendement.

Un député (S) note qu'il est intéressant de constater que, malgré la confiance que l'on peut porter à l'autorité compétente pour respecter les délais, l'administration est souvent peu encline à fixer des délais pour elle-même. Cet aspect dénote une certaine verticalité de la relation de droit public dans laquelle l'administration seule a le pouvoir de fixer des délais. Concernant le déni de justice, il apparaît que dans la pratique, la balance penche excessivement en faveur de l'administration. En effet, pour qu'un déni de justice soit accepté, il est nécessaire que des délais considérables se soient écoulés et que la personne concernée décide de faire valoir ses droits. Néanmoins, il renonce à déposer un amendement sur cet aspect.

Il ajoute qu'il serait toutefois préférable de supprimer « de 30 jours ». En effet, cela permet d'une part d'éviter qu'un dossier soit invalidé à partir de 31 jours. Nonobstant les propos rassurants de M. Ameli sur le fait qu'un délai dépassé d'un jour ne constitue pas un motif de refus, il apparaît que selon le droit administratif, un délai non respecté, quel qu'il soit, peut engendrer l'invalidation d'une demande. Cet aspect est par ailleurs constamment repris dans la jurisprudence qui détermine que lorsqu'un délai n'est pas respecté, l'acte est considéré comme invalide. D'autre part, il existe une disposition dans la LPA qui prévoit qu'un délai fixé par la loi ne peut pas être prolongé. Il existe donc une contradiction entre la loi et la pratique évoquée par M. Ameli. C'est pourquoi il est préférable de supprimer la mention « de 30 jours ».

Il indique que cet amendement permet de donner une certaine souplesse à l'administration et d'assurer une certaine égalité entre les parties à la procédure. En effet, l'administration peut — et dans certains cas doit — accorder une prolongation de délais lorsque la personne n'est pas en mesure de fournir certains documents en raison de circonstances qu'elle ne maîtrise pas, notamment lorsqu'il s'agit de faire une demande auprès d'instances étrangères.

Il propose l'amendement suivant :

Art. 28, al. 2

² Si les conditions formelles ne sont pas réalisées, le département en informe par écrit la personne requérante et lui accorde un délai ~~de 30 jours~~ pour fournir les documents valables ou manquants ou, le cas échéant, présenter ses arguments. A l'échéance du délai, le département peut, selon les informations et les pièces communiquées par la personne requérante, refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, poursuivre l'instruction ou la suspendre.

M. Ameli note que la remarque du député (S) sur le fait qu'il est impossible de prolonger un délai légal est pertinente et doit être vérifiée. Néanmoins, sous réserve de l'avis du département, M. Ameli n'a pas d'opposition au retrait de la mention « de 30 jours ». Il est toutefois important de mentionner que le département accorde un délai. Pour rappel, la disposition introduit une pratique moins restrictive, qui vise à donner le temps aux candidats pour fournir les documents manquants. Auparavant, un dossier incomplet était renvoyé dans son intégralité. En outre, l'absence totale de délai retirerait tout le bénéfice des prérequis. En effet, cela aurait pour conséquence d'accumuler les dossiers auprès du secrétariat, qui serait contraint d'envoyer des rappels tous les trois à six mois, ce qui n'est pas souhaitable.

Le président propose de passer au vote.

Le président met aux voix l'amendement du député (S) :

Art. 28, al. 2

² Si les conditions formelles ne sont pas réalisées, le département en informe par écrit la personne requérante et lui accorde un délai ~~de 30 jours~~ pour fournir les documents valables ou manquants ou, le cas échéant, présenter ses arguments. A l'échéance du délai, le département peut, selon les informations et les pièces communiquées par la personne requérante, refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, poursuivre l'instruction ou la suspendre. »

Oui :	7 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PDC)
Non :	6 (3 PLR, 1 UDC, 2 MCG)
Abstention :	1 (1 PDC)

L'amendement est accepté.

Art. 28 – amendement du département, ainsi sous-amendé :

Art. 28 Dépôt de la demande de naturalisation ordinaire

¹ La demande de naturalisation est considérée comme valablement déposée lorsque la formule officielle, complétée de toutes les annexes requises, est remise au département.

² Si les conditions formelles ne sont pas réalisées, le département en informe par écrit la personne requérante et lui accorde un délai pour fournir les documents valables ou manquants ou, le cas échéant, présenter ses arguments. A l'échéance du délai, le département peut, selon les informations et les pièces communiquées par la personne requérante, refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, poursuivre l'instruction ou la suspendre.

³ Si le département refuse d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, il rend une décision formelle.

⁴ Le règlement précise la procédure et fixe le contenu de la formule officielle ainsi que les annexes qui doivent l'accompagner.

Art. 28 dans son ensemble, ainsi amendé :

Art. 28 Dépôt de la demande de naturalisation ordinaire

¹ La demande de naturalisation est considérée comme valablement déposée lorsque la formule officielle, complétée de toutes les annexes requises, est remise au département.

² Si les conditions formelles ne sont pas réalisées, le département en informe par écrit la personne requérante et lui accorde un délai pour fournir les documents valables ou manquants ou, le cas échéant, présenter ses arguments. A l'échéance du délai, le département peut, selon les informations et les pièces communiquées par la personne requérante, refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, poursuivre l'instruction ou la suspendre.

³ Si le département refuse d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, il rend une décision formelle.

⁴ Le règlement précise la procédure et fixe le contenu de la formule officielle ainsi que les annexes qui doivent l'accompagner.

Pas d'opposition, adopté.

Séance du mercredi 28 avril 2021

Le président ouvre la séance et souhaite la bienvenue aux membres de la commission.

Le président souhaite la bienvenue aux membres du département. Il rappelle que le traitement du PL 12305 en est au stade du deuxième débat, à l'article 29.

Art. 29 Enquête sur l'intégration et la résidence effective du requérant et sur celles de sa famille

¹ *Le département procède à une enquête sur l'intégration et la résidence effective du requérant et sur celles des membres de sa famille faisant ménage commun avec lui.*

² *Le contenu du rapport d'enquête cantonal et les délais de procédure qui relèvent de la compétence de la Confédération sont régis par le droit fédéral.*

³ *Il ne peut être rédigé qu'un seul rapport d'enquête par famille.*

⁴ *En cas de doute portant sur la résidence effective du requérant ou sur son intégration sur le plan communal, le département peut demander à la commune compétente de procéder à une vérification sommaire. Ses constatations seront retranscrites dans le rapport d'enquête.*

⁵ *En vue de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation, le rapport d'enquête est accompagné du préavis de la commune et, si celui-ci est négatif, de l'arrêté du Conseil d'Etat confirmant que les conditions de la naturalisation ordinaire sont remplies ou, le cas échéant, de l'arrêt définitif de la chambre administrative de la Cour de justice. Le rapport d'enquête mentionne également expressément la clôture de l'examen cantonal de la demande de naturalisation.*

Le président indique que cet article fait l'objet d'un amendement de la part du département. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli explique que l'amendement concerne une modification de forme. En effet, dans le titre ainsi qu'aux alinéas 1 et 2 « le requérant » a été remplacé par « la personne requérante ». En outre, l'alinéa 5 a été reformulé dans le but de raccourcir la première phrase qui était trop longue.

Le président constate que cet amendement ne fait appel à aucun commentaire de la part des membres de la commission. Il propose de passer au vote.

Art. 29 – amendement du département Pas d'opposition, adopté

Art. 29 ainsi amendé :

Art. 29 Enquête sur l'intégration et la résidence effective de la personne requérante et sur celles de sa famille

¹ Le département procède à une enquête sur l'intégration et la résidence effective de la personne requérante et sur celles des membres de sa famille faisant ménage commun avec elle.

² Le contenu du rapport d'enquête cantonal et les délais de procédure qui relèvent de la compétence de la Confédération sont régis par le droit fédéral.

³ Il ne peut être rédigé qu'un seul rapport d'enquête par famille.

⁴ En cas de doute sur la résidence effective de la personne requérante ou sur son intégration sur le plan communal, le département peut demander à la commune compétente de procéder à une vérification sommaire. Les constatations de la commune sont retranscrites dans le rapport d'enquête.

⁵ Le rapport d'enquête est transmis à l'autorité fédérale compétente en vue de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. Il est accompagné du préavis de la commune et, si celui-ci est négatif, de l'arrêté du Conseil d'Etat certifiant que les conditions de la naturalisation ordinaire sont remplies, ou, le cas échéant, de l'arrêt définitif de la chambre administrative de la Cour de justice. Le rapport d'enquête mentionne également expressément la clôture de l'examen cantonal de la demande de naturalisation.

Pas d'opposition, adopté

Art. 30 Préavis de la commune

1 L'étranger doit obtenir, sous forme de préavis, le consentement de la commune qu'il a choisie.

2 Pour l'étranger de moins de 25 ans, le consentement est délivré par le Conseil administratif ou le maire et communiqué au département.

3 Pour l'étranger de plus de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou, sur délégation, par le Conseil administratif ou le maire, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre x, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984.

4 Le cas échéant, la délibération du Conseil municipal a lieu à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil ; chaque conseiller municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des requérants et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil

municipal transmet au département le contenu de sa délibération.

5 Dans tous les cas, si un préavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit le requérant.

Le président constate que cet article fait l'objet d'un amendement du département aux alinéas 4 et 5. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique que la modification concerne le remplacement du terme « requérant » par « la personne requérante ».

Un député (Ve) n'est pas certain que l'acte prévu par à l'alinéa 4 corresponde à une « délibération » au sens de la loi sur l'administration des communes (LAC). Il serait peut-être souhaitable de trouver un autre terme.

Le président note qu'il s'agirait effectivement d'une délibération.

Le même député (Ve) répond par la négative. La procédure prévue par cette disposition consiste en un vote par le Conseil municipal qui se prononce par « oui » ou par « non ». Il ne s'agit pas d'une délibération au sens formel. Par ailleurs, contrairement à ce qui est mentionné à l'alinéa 4, les délibérations formelles ne se déroulent pas à huis clos.

Un député (S) estime que cette dénomination provient des termes utilisés par le droit communal. En effet, le terme de « délibération » recouvre une multitude d'actes ou de décisions adoptées par un Conseil municipal. En outre, le terme de « délibération » est utilisé tant pour des actes qui n'ont pas de caractère général et abstrait que pour des actes de types réglementaires. Il est donc vraisemblable que la confusion vienne de là.

M. Ameli abonde dans ce sens. En effet, le terme de « délibération » doit être compris au sens large – au sens commun et non au sens du droit communal. Pour avoir été personnellement invité dans les communes pour évoquer certains dossiers problématiques, il apparaît que les échanges au sein du Conseil municipal ne se limitent pas uniquement à un vote par « oui » ou « non ». En effet, le Conseil municipal délibère sur l'opportunité ou non de donner un préavis positif sur la demande de naturalisation. C'est dans ce sens que le terme « délibération » doit être compris.

Le président demande si le député (Ve) est satisfait par la réponse apportée par M. Ameli.

Ce député note que le terme de « délibération » prête tout de même à confusion. En effet, il ne faudrait pas que ce terme laisse penser que les conseillers municipaux doivent déposer une délibération pour chaque cas.

Néanmoins, si le terme est compris au sens large, cette formulation peut convenir.

Le président constate que cet article ne fait l'objet d'aucune autre demande de parole. Il propose de passer au vote.

Art. 30 amendement du Conseil d'Etat Pas d'opposition, adopté

Art. 30 ainsi amendé :

Art. 30 Préavis de la commune

¹ L'étranger doit obtenir, sous forme de préavis, le consentement de la commune qu'il a choisie.

² Pour l'étranger de moins de 25 ans, le consentement est délivré par le Conseil administratif ou le maire et communiqué au département.

³ Pour l'étranger de plus de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou, sur délégation, par le Conseil administratif ou le maire, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre x, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984.

⁴ Le cas échéant, la délibération du Conseil municipal a lieu à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil ; chaque conseiller municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de sa délibération.

⁵ Dans tous les cas, si un préavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit la personne requérante.

Pas d'opposition, adopté

Art. 31 Durée de la procédure

1 La durée totale de la procédure de naturalisation ordinaire depuis le dépôt de la demande jusqu'au moment de la décision communale ne doit en principe pas dépasser 12 mois.

2 Lorsque les circonstances l'exigent, la durée totale de la procédure peut dépasser celle fixée à l'alinéa 1. Elle ne doit toutefois pas excéder 24 mois.

3 Dans des cas particuliers, la procédure de naturalisation ordinaire peut être suspendue. La durée de suspension ne peut toutefois pas dépasser

36 mois.

4 Le règlement détermine les situations visées à l'alinéa 2. Il précise le cas échéant la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.

Le président note que cet article fait l'objet d'un amendement de la part du département. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli explique que l'amendement introduit dans un nouvel alinéa 4, la compétence du département de classer la procédure de naturalisation ordinaire si la suspension a duré plus de 36 mois. Bien que cette mention figure déjà dans le règlement d'application actuel, elle n'était pas inscrite expressément dans la loi. Néanmoins, après discussion et réexamen du projet de loi, le département a jugé qu'il était plus judicieux de mentionner également cette compétence expressément dans la loi.

Un député (Ve) mentionne la note transmise par M^{me} Halle et M. Gardiol dans le cadre de leur audition sur ce projet de loi, qui salue le fait d'introduire une limite de temps aux procédures de naturalisation. Néanmoins, les auditionnés ont mentionné qu'il serait souhaitable que le département procède à une évaluation de cette disposition concernant les délais, afin de savoir si ces derniers sont effectivement respectés.

Le président demande si le département peut donner des précisions sur la pratique actuelle, concernant le respect ou non du délai de 12 mois pour une procédure de naturalisation ordinaire.

M. Gut explique qu'un premier objectif de 18 mois avait été fixé par le département auquel l'OCPM est rattaché pour les procédures de naturalisation ordinaires. Actuellement, l'OCPM respecte un délai de 15 mois, ce qui est en deçà de l'objectif. Il pourrait être en effet intéressant de procéder à une évaluation de cette durée sur le long terme. Il est à noter que le délai de 12 mois, fixé dans la nouvelle loi, concerne la procédure cantonale. En effet, il faut ajouter à ce délai, les trois mois nécessaires à l'obtention de l'autorisation fédérale. Dès lors, selon la nouvelle loi, la procédure devrait aboutir dans un délai de 15 mois (12+3), ce qui est le cas actuellement.

M. Ameli confirme que l'évaluation proposée pourrait être une proposition judicieuse. A ce titre, il existe déjà au sein de l'Office – respectivement du département – un contrôle mensuel. L'ensemble des services de l'OCPM, y compris le secteur naturalisations, établit des statistiques mensuelles qui rendent compte auprès de la direction générale du respect des délais et de l'évolution de la pratique. Néanmoins, par souci de

transparence, il est à noter qu'en raison de la situation sanitaire, le secteur naturalisations a pris un certain retard dans le traitement des dossiers. En effet, la pandémie de COVID-19, respectivement les mesures de semi-confinement ont empêché – et empêchent toujours actuellement – toute audition sur site (étant rappelé qu'une des particularités de la procédure de naturalisation est l'audition systématique des candidats). Or, en raison de la pénurie de matériel informatique qui a sévi au sein de l'Administration pendant plusieurs semaines, plusieurs mois, les enquêteurs ont été durant cette période dans l'impossibilité d'auditionner les candidats, respectivement d'instruire les dossiers de naturalisation. Par conséquent, il est vraisemblable que les dossiers traités durant cette période excèdent un délai de 15 mois. Néanmoins, il est à souligner qu'avant la crise sanitaire, le délai de 15 mois était bel et bien respecté.

Le même député (Ve) note que l'inscription de ce délai dans la loi a des conséquences en termes de dotation du personnel au sein de l'Office. Il est en effet nécessaire d'en être conscient en tant que parlement, lorsqu'une telle décision est prise.

M. Ameli rebondit sur cette remarque pertinente. Il est à noter que, bien que le nombre de dossiers ait diminué depuis la restriction aux candidats détenant un permis C, la procédure de naturalisation s'est complexifiée. A titre d'exemple, une partie des demandes d'exemption relèvent d'une compétence exclusive du secteur naturalisations. Dès lors, les collaborateurs auparavant en *back-office* se retrouvent à devoir instruire un dossier, exercer un droit d'être entendu ou rendre une décision. A cet égard, le nouveau droit de la naturalisation, tant fédéral que cantonal, rend le champ de travail du secteur naturalisations plus large et plus complexe, ce qui requiert indubitablement de nouvelles compétences (notamment décisionnelles), ainsi qu'une requalification du cahier des charges des collaborateurs.

Le président demande s'il serait possible de donner une estimation de la charge de travail supplémentaire pour l'Office que représentent la nouvelle loi fédérale et la LDGC.

M. Ameli indique qu'il existe surtout un besoin en formation, car le niveau de connaissance requis est plus élevé. A cet égard, il pourrait être souhaitable que le secteur naturalisations se dote d'une à deux personnes supplémentaires qui possèdent suffisamment de connaissances (notamment au niveau juridique et/ou décisionnel) qu'elles pourraient transmettre aux collaboratrices et collaborateurs.

Le président note qu'il existe un besoin de renforcer la formation des collaboratrices et collaborateurs actuels.

M. Ameli confirme. Il existe en effet beaucoup de nouvelles tâches qui demandent une connaissance pointue. Au demeurant, d'une manière générale, le droit de la nationalité a d'ores et déjà fortement évolué au fil du temps, des changements législatifs successifs, de l'évolution de la jurisprudence cantonale et fédérale et des exigences plus marquées des usagers. A titre d'exemple, un collaborateur du secteur naturalisations – qui auparavant ne prenait pas de décision formelle – devra prendre des décisions au sens de l'article 4 de la loi fédérale sur la procédure administrative (LPA) de refus d'entrer en matière, de mise en suspens ou de classement. Ces nouvelles exigences demandent du temps ainsi qu'un certain nombre de connaissances. A cet égard, le secteur naturalisations s'est attelé à ce grand changement qui est en cours. Malheureusement, la période du Covid fausse quelque peu les statistiques. En effet, actuellement deux à trois collaborateurs ou collaboratrices seraient nécessaires pour rattraper le retard. Néanmoins, nonobstant l'existence de ce retard artificiel dû à la pandémie, l'Office devra de toute façon réexaminer, à terme, la question du renforcement des effectifs du secteur naturalisations.

Le président remercie M. Ameli pour ses explications.

Un député (MCG) demande s'il serait possible, à l'instar de ce qui a pu avoir cours dans certains centres hospitaliers français en surcharge, de demander à d'anciens collaborateurs de revenir temporairement à l'Office afin de combler le retard.

M. Ameli indique que, le métier ayant beaucoup changé ces dernières années, il n'est pas certain que les anciens collaborateurs soient en mesure de répondre aux exigences actuelles. En effet, cela nécessiterait un apprentissage conséquent. A cet égard, une solution intermédiaire pourrait être celle de faire appel à des auxiliaires (dans le cadre du budget alloué au fonctionnement de l'Office).

M. Gut confirme les propos de M. Ameli. En effet, le droit ayant évolué rapidement, même les collaborateurs qui auraient quitté le secteur récemment risquent d'être dépassés par les nouvelles exigences. Cet aspect illustre également le besoin de formation évoqué par M. Ameli. Une réflexion dans le sens des propos du député (MCG) s'est tenue dans le domaine du droit des étrangers, comme pour le secteur naturalisations. Or, il est apparu que cette méthode ne serait pas la plus efficace. La meilleure des solutions serait de pouvoir engager des personnes, même à temps partiel, que l'Office pourrait former. Cela permettrait également de travailler sur un terme plus long.

Le président ne constatant plus de demande de parole, propose de passer au vote.

**Art. 31 – Amendement du département
adopté**

Pas d’opposition,

Art. 31 Ainsi amendé :

Art. 31 Durée de la procédure

¹ La durée totale de la procédure de naturalisation ordinaire depuis le dépôt de la demande jusqu’au moment de la décision communale ne doit en principe pas dépasser 12 mois.

² Lorsque les circonstances l’exigent, la durée totale de la procédure peut dépasser celle fixée à l’alinéa 1. Elle ne doit toutefois pas excéder 24 mois.

³ Dans des cas particuliers, le département peut suspendre la procédure de naturalisation ordinaire. La durée de suspension ne peut toutefois pas dépasser 36 mois.

⁴ Le département classe la procédure de naturalisation ordinaire si la suspension a duré plus de 36 mois

⁵ Le règlement détermine les situations visées aux alinéas 2 et 3 et précise la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.

Pas d’opposition, adopté

Art. 32 Arrêté du Conseil d’Etat en matière de naturalisation ordinaire

1 Dans tous les cas, le Conseil d’Etat examine le préavis de la commune. Il statue par arrêté, lequel est également transmis à la commune concernée. L’arrêté est motivé en cas de refus ou, le cas échéant, s’il ne suit pas le préavis négatif de la commune.

2 L’arrêté du Conseil d’Etat doit intervenir, au plus tard, dans un délai d’un an à compter de l’octroi de l’autorisation fédérale de naturalisation. En cas de dépassement du délai, le Conseil d’Etat rend un nouvel arrêté conformément à l’alinéa 1. Il est tenu compte, le cas échéant, des faits survenus après le prononcé de l’arrêté initial.

3 Le Conseil d’Etat rend un arrêté négatif de naturalisation dans les cas suivants :

- a) suite à la proposition du département, après que celui-ci a procédé à l'examen des conditions formelles et matérielles de la naturalisation ordinaire au sens des articles 17 à 26 ;
- b) suite au préavis négatif de la commune, lorsqu'il estime que celui-ci est justifié ;
- c) lorsqu'il est constaté par le département, après l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation, des faits nouveaux ou qui n'étaient pas connus de l'autorité compétente au moment de l'instruction de la demande de naturalisation, qui ne permettent plus de considérer comme remplies les conditions figurant aux articles 17 à 26.

Le président note que cet article fait l'objet d'un amendement du département. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique que l'amendement concerne des modifications de forme. En effet, à l'alinéa 1 : « le cas échéant » a été supprimé ; à l'alinéa 2, la phrase « *En cas de dépassement du délai, le Conseil d'Etat rend un nouvel arrêté conformément à l'alinéa 1* » a été reformulée comme suit : « *En cas de dépassement du délai, l'autorisation fédérale échoit et une nouvelle autorisation fédérale doit être demandée pour que le Conseil d'Etat puisse rendre un nouvel arrêté conformément à l'alinéa 1* » ; enfin, l'alinéa 3 lettre c « *lorsqu'il est constaté par le département, après l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation (...)* » a été reformulé comme suit : « *lorsqu'après l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département découvre (...)* ».

Un député (Ve) note que selon l'alinéa 2, « *[l]'arrêté du Conseil d'Etat doit intervenir, au plus tard, dans le délai d'un an à compter de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation* ». Il demande pour quelle raison un délai d'un an est prévu entre l'autorisation fédérale et l'arrêté du Conseil d'Etat. En effet, l'on peut se demander pourquoi ce délai n'est pas plus court, sachant que l'autorisation fédérale intervient après la procédure de naturalisation à Genève.

M. Ameli explique que cet alinéa 2 est une reprise de l'article 14, alinéa 1 LN, qui laisse un délai d'un an aux cantons pour se prononcer. La *ratio legis* de cette disposition découle du fait que certains cantons tardaient à se prononcer après l'autorisation fédérale. Dès lors, il a été décidé dans le cadre de la nouvelle LN d'opposer une limite d'une année aux cantons, ce qui a été retranscrit dans la loi d'application. Néanmoins, le canton de Genève traite en général plus rapidement les dossiers. En effet, suite à l'autorisation fédérale, le canton conclut la procédure par la prestation de serment qui est

organisée rapidement. Malgré l'existence de cas particuliers, l'écrasante majorité des dossiers sont traités avant le délai de 12 mois. Il existe, de mémoire, un seul cas pour lequel ce délai a été dépassé.

Le même député (Ve) note que dans la pratique, l'arrêté du Conseil d'Etat est rendu moins de 12 mois après l'autorisation fédérale. Il demande si la prestation de serment intervient avant l'arrêté du Conseil d'Etat ou si l'arrêté du Conseil d'Etat précède la prestation de serment.

M. Ameli répond que la procédure cantonale se déroule selon les étapes suivantes : premièrement le secteur naturalisations rend un préavis cantonal qui est transmis à la commune ; deuxièmement, la commune rend son préavis communal – il est à noter que cet aspect est une nouveauté du droit fédéral, car, selon l'ancien droit, une demande d'autorisation fédérale pouvait être demandée avant le préavis communal – ; troisièmement, suite au préavis communal, le dossier est transmis à Berne qui rend son autorisation fédérale. Quatrièmement, l'autorisation fédérale est transmise au Conseil d'Etat qui rend un arrêté de naturalisation. Enfin, cinquièmement, la prestation de serment est organisée.

Ce même député (Ve) note qu'en pratique le Conseil d'Etat rend l'arrêté de naturalisation plus rapidement que le délai de 12 mois. Cette durée dépend davantage de l'ordre du jour du Conseil d'Etat que du travail des services.

M. Ameli indique que cette procédure est bien réglée et qu'une liste de dossiers est transmise au Conseil d'Etat en vue de l'arrêté de naturalisation. Lorsque la prestation de serment se déroulait en présentiel, le Conseil d'Etat intervenait uniquement dans le cadre de l'arrêté de naturalisation. A l'heure actuelle, le Conseil d'Etat (par l'intermédiaire du magistrat en charge du département auquel est rattaché le secteur naturalisations) signe également les lettres de serment – qui remplacent la prestation de serment en présentiel en raison du Covid.

M. Gut indique que les dossiers de naturalisations font l'objet d'un point particulier à l'ordre du jour de quasiment toutes les séances du Conseil d'Etat. L'organisation de la prestation de serment revêt la difficulté particulière de devoir regrouper un nombre conséquent de candidats à la naturalisation afin que la prestation ne mobilise pas un magistrat tous les quinze jours. En outre, il n'existe pas de retard dans le traitement des dossiers par le Conseil d'Etat, dont l'ordre du jour des séances contient un espace réservé pour ce type d'arrêté, comme indiqué plus haut.

Le président note que selon l'alinéa 3 lettre b) ; « *Le Conseil d'Etat rend un arrêté négatif de naturalisation dans les cas suivants : b) suite au préavis négatif de la commune, lorsqu'il estime que celui-ci est justifié* ». Cela

signifie que le préavis communal n'est pas toujours suivi par le Conseil d'Etat. Le président demande si, dans la pratique, il existe beaucoup de préavis communaux négatifs qui ne sont pas suivis par le Conseil d'Etat, ou au contraire, si ces derniers sont souvent suivis.

M. Ameli rappelle qu'à Genève, en tout cas depuis le droit de 1992, le préavis de la commune ne lie pas le canton. Dans ce cadre, le projet de loi ne fait que reprendre la pratique qui existe depuis 1992. Dans la pratique, il peut arriver que la commune relève un point pertinent qui conduit les autorités cantonales à refuser une naturalisation. Dans ce cas, le secteur naturalisations peut proposer au Conseil d'Etat de prononcer un arrêté négatif. Il peut également arriver que la commune relève un élément qui soulève des questionnements. Dans ce cas, le secteur naturalisations procède à une enquête complémentaire : le dossier est transmis à l'enquêteur en charge du dossier qui, selon les circonstances, peut procéder à une nouvelle audition, demander des informations au candidat ou à l'administration. Si les questionnements soulevés par la commune sont justifiés, le Conseil d'Etat peut prononcer un arrêté négatif (sur proposition du secteur naturalisations). Dans le cas contraire, les explications complémentaires sont transmises à la commune, pour qu'elle rende son (nouveau) préavis à l'aune des éclaircissements obtenus.

M. Ameli souligne que dans certains cas, le préavis de la commune se fonde sur des éléments qui ne sont pas juridiques. En effet, il peut arriver que les membres du Conseil municipal, n'étant pas forcément juristes, considèrent comme rédhibitoires des critères qui ne le sont pas d'un point de vue de la loi ou de la jurisprudence. A titre d'exemple, il est possible que la commune considère comme rédhibitoire le fait que le dossier d'un candidat – respectivement les fiches police – fasse état d'une arrestation pour des faits contestés par l'intéressé. Or, en raison de la présomption d'innocence, cet argument est irrecevable dans le cadre d'une naturalisation.

M. Ameli indique un exemple réel d'un cas de préavis négatif de la commune. Dans ce cas, le candidat était prévenu d'acte sur un enfant mineur, sans condamnation, datant de plus de 15 ans. Les représentants des communes ont déterminé qu'il n'était pas souhaitable de naturaliser une personne prévenue pour un tel acte. Or, d'un point de vue juridique, cet argument était irrecevable, car, les faits dataient de plus de 15 ans, la personne n'avait pas reconnu les faits et n'avait pas été condamnée.

M. Ameli explique que, dans de tels cas, le canton tente de faire preuve de pédagogie avec les représentants communaux, pour qui il peut parfois être difficile de distinguer ce qui est de l'ordre juridique de ce qui ne l'est pas. Dans ce cadre, les autorités cantonales formulent une demande de

reconsidération ou invite la commune, après explications et transmission des informations découlant du droit et de la jurisprudence pertinente, à revenir sur son préavis négatif. La commune a alors le choix de suivre ou non les indications du canton. Néanmoins, si elle décide de maintenir son préavis négatif, le canton préavisera tout de même favorablement la demande de naturalisation. A cet égard, il existe très peu de cas pour lesquelles la commune a recouru contre la décision du canton. Dans tous les cas, qui sont au nombre de deux ou trois ces dernières années, les communes concernées ont été déboutées par la Chambre administrative de la Cour de justice.

Un député (Ve) indique avoir assisté en tant que conseiller municipal à plusieurs commissions de naturalisation. Dans ce cadre, la commune posait certaines questions aux personnes requérantes à la naturalisation telles que le nombre de conseillers municipaux dans la commune. Lorsque certains candidats montraient un désintérêt pour la question, il leur était demandé de revenir une année après. Il demande si une telle procédure entrerait dans le cadre de cette nouvelle loi. En effet, une telle pratique pourrait avoir la conséquence d'allonger les délais d'au moins 12 mois. A cet égard, il est arrivé que des candidats déboutés soient revenus une année après devant le Conseil municipal pour passer le test en connaissance de cause et le réussissent.

M. Ameli note que cette pratique témoigne d'une confusion entre les prérogatives cantonales et communales en la matière, par ailleurs relevées par la Cour des comptes dans un rapport de 2016. Suite à ce rapport, le département a émis une directive spécifique sur ces questions (cf. Directive sur la procédure de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève du 1^{er} octobre 2017). Dans le cas exposé par le député Ve, le droit actuel interdit déjà aux communes de refaire une enquête de personnalité. La confusion des prérogatives concerne souvent la question de l'intégration. En effet, il est possible pour la commune, sans procéder à une enquête en tant que telle, de tenter de déterminer les attaches du candidat à son territoire. Néanmoins, cette limite est ténue. Il existe en effet un cas pour lequel la commune a considéré que la personne n'était pas suffisamment intégrée sur son territoire, alors même que le rapport d'enquête cantonal montrait le contraire. Il ressortait par ailleurs clairement des échanges avec l'avocat du candidat – que la commune n'avait pas contesté – que ce dernier était même bien intégré à l'échelon communal, car il était actif dans des milieux associatifs communaux. Dans ce cas, le canton intervient et rappelle à la commune qu'elle n'a pas la compétence de procéder à une nouvelle enquête. A cet égard, les bases légales et la jurisprudence sont très restrictives.

M. Saadi note que, malgré l'exemple cité par le député Ve, selon lequel une commune demande à des candidats de revenir 12 mois plus tard, l'article 210, alinéa 2 de la constitution genevoise qui préconise une procédure de naturalisation simple et rapide s'applique. M. Saadi confirme les propos de M. Ameli sur la collaboration entre le canton et les communes. A cet égard, un groupe de travail, formé du département, de l'OCPM et d'experts juridiques du comité ACG, a défini, en juin 2017, les procédures de collaboration entre les communes et le canton dans le domaine de la naturalisation ordinaire.

Ce même député (Ve) note que le passage d'un candidat ou d'une candidate devant une commission communale de naturalisation n'a pas beaucoup d'utilité.

Un député (S) note par ailleurs qu'un certain nombre de communes a renoncé à ce type de commission.

Il souhaite faire le lien entre la question de la portée du préavis communal soulevée par son collègue Ve et la notion de « délibération » évoquée dans le cadre de l'article 30, alinéa 4. A cet égard, la loi sur l'administration des communes (LAC) donne une définition quelque peu tautologique de la délibération à l'article 29, alinéa 2 « *Les fonctions délibératives s'exercent par l'adoption de délibérations* ». L'article 29, alinéa 3 mentionne également que « *Les fonctions consultatives s'exercent sous la forme de résolutions.* ». Les articles 30 et 30A de la LAC mentionnent respectivement une liste des fonctions délibératives et des fonctions consultatives.

Il ajoute que la volonté du législateur semble être de déterminer les fonctions délibératives comme des fonctions décisionnelles, à l'inverse des fonctions consultatives qui n'auraient pas de fonction décisionnelle. Néanmoins, il est curieux de constater que l'article 30 portant sur les fonctions délibératives mentionne une liste de décisions qui sont en réalité des préavis, dont on peut questionner le caractère décisionnel. Néanmoins, à l'exception des naturalisations, les autres préavis sont soumis à référendum. C'est le cas notamment des préavis sur les Plans localisés de quartier.

Il se demande alors, s'il est vraiment pertinent, au regard de l'évolution du droit de la nationalité telle que décrite par M. Ameli, d'appeler « délibération » un préavis communal en matière de naturalisation, sachant que la marge de manœuvre communale en la matière est relativement étroite. Il ne propose pas d'amendement à ce stade. Néanmoins, la question reste ouverte de savoir s'il ne serait pas préférable que le préavis communal passe par une résolution. Il est à noter que cela serait plus logique, car un préavis

communal en matière de naturalisation ne peut pas donner lieu à un référendum.

Il demande si cet aspect a été discuté avec le Service de surveillance des communes. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un sujet d'importance cruciale, il semble souhaitable de clarifier cet aspect pour des raisons de clarté rédactionnelle. Il note que le conseil municipal de Lancy a délégué cette tâche au Conseil administratif, car il semblait inopportun de passer par une procédure parlementaire, sachant que les dossiers contiennent des données personnelles sensibles et que la marge de manœuvre communale en la matière est extrêmement limitée. Bien qu'il soit important que les communes puissent aller à la rencontre des candidats et candidates à la naturalisation, ce contact pourrait se dérouler d'une autre manière. En effet, le fait de faire passer un test aux candidats et candidates sur des connaissances communales semble suranné.

Il demande aux représentants du département, si, dans le cadre de la révision générale de la loi, cette question a été abordée avec le service de surveillance des communes. Dans le cas contraire, il demande s'il est possible d'aborder cette question avec ce service en prévision du troisième débat.

M. Ameli indique que le comité de l'ACG a été consulté dans le cadre de la rédaction du projet de loi et des amendements. Il ne semble pas que le comité ait soulevé cette problématique.

M. Saadi confirme que cette problématique n'a pas été évoquée par le comité de l'ACG lors de la consultation sur cet objet.

Le président note que le département pourrait éventuellement, en prévision du troisième débat, poser la question au service de surveillance des communes, de l'opportunité de classer le préavis communal comme une « délibération ».

Ce même député (S) n'est pas certain que l'ACG relèverait ce type de problématique, qui est avant tout une question législative. En effet, la position de l'ACG est davantage politique et porterait plutôt sur des questions de répartition des compétences.

Un député (PLR) s'accorde avec cette remarque. L'ACG ne serait vraisemblablement pas encline à renoncer à une forme de délibération. Cet aspect concerne davantage une question de technique législative. Il convient de vérifier cet aspect, afin de ne pas donner aux communes le sentiment qu'elles ont une capacité de délibérer alors que ce n'est pas le cas. Cet aspect crée un champ de tension entre les communes et le canton concernant leurs prérogatives respectives. En effet selon la loi, d'un côté les communes

peuvent délibérer et d'un autre côté le canton considère les préavis communaux comme consultatifs. Cela crée un autre champ de tension entre le Conseil administratif – en lien direct avec l'administration cantonale et le Conseil d'Etat – et le Conseil municipal, qui peut avoir le sentiment que ses prérogatives, qu'il considère comme importantes, ne sont pas respectées. Ces deux champs de tension sont propres à générer des situations de blocage. Cette articulation fine du droit crée des problèmes institutionnels dans le domaine de la naturalisation, c'est pourquoi il est important de vérifier cet aspect.

Le président estime que les remarques des députés (PLR) et (S) sont pertinentes. Il conviendra de reprendre cette discussion lors du troisième débat, le cas échéant, à la lumière des explications complémentaires fournies par le département. Le président, ne constatant plus de demande de parole sur cet article, propose de passer au vote.

Art. 32 – Amendement du département Pas d'opposition, adopté

Art. 32 ainsi amendé

Art. 32 Arrêté du Conseil d'Etat en matière de naturalisation ordinaire

¹ Dans tous les cas, le Conseil d'Etat examine le préavis de la commune. Il statue par un arrêté, qu'il transmet également à la commune concernée. Il motive l'arrêté en cas de refus ou s'il ne suit pas le préavis négatif de la commune.

² L'arrêté du Conseil d'Etat doit intervenir, au plus tard, dans le délai d'un an à compter de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. En cas de dépassement du délai, l'autorisation fédérale échoit et une nouvelle autorisation fédérale doit être demandée pour que le Conseil d'Etat puisse rendre un nouvel arrêté conformément à l'alinéa 1. Il est tenu compte, le cas échéant, des faits survenus après le prononcé de l'arrêté initial.

³ Le Conseil d'Etat rend un arrêté négatif de naturalisation dans les cas suivants :

- a) sur proposition du département, après que celui-ci a procédé à l'examen des conditions formelles et matérielles de la naturalisation ordinaire au sens des articles 17 à 26 ;
- b) suite au préavis négatif de la commune, lorsqu'il estime que celui-ci est justifié ;
- c) lorsqu'après l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département découvre des faits nouveaux ou qui n'étaient pas connus de

l'autorité compétente au moment de l'instruction de la demande de naturalisation, qui ne permettent plus de considérer comme remplies les conditions figurant aux articles 17 à 26.

Pas d'opposition, adopté

Art. 33 Recours de la commune

La commune dont le préavis n'a pas été suivi par le Conseil d'Etat peut recourir contre l'arrêté rendu par celui-ci.

Le président indique que cet article ne fait l'objet d'aucun amendement de la part du département. Ne constatant pas de demande de parole sur cet article, il propose de passer au vote.

Art. 33 Pas d'opposition, adopté

Art. 34 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation

1 A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau VOSTRA.

2 Le département s'assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les 6 mois suivant l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. S'il parvient à sa connaissance que d'autres critères ne sont plus réalisés, le département en tient également compte.

3 Si le département constate que les conditions de la naturalisation suisse ne sont plus remplies, il en informe le requérant et lui accorde un délai de 30 jours pour exercer son droit d'être entendu.

4 Dès réception de la réponse du requérant ou à l'échéance du délai pour exercer son droit d'être entendu, le département transmet le dossier au Conseil d'Etat afin que celui-ci se prononce sur la demande de naturalisation.

Le président note que cet article fait l'objet d'un amendement du Conseil d'Etat. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique que cet amendement concerne uniquement une modification formelle, qui remplace « le requérant » par « la personne requérante ».

Un député (S) estime qu'il est étrange d'indiquer uniquement l'acronyme VOSTRA. Bien que l'art. 20 mentionne « *le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA)* », le terme unique de « VOSTRA » à l'article 34 pose problème en termes de lisibilité. En effet, cette mention ressemble davantage à la rédaction d'une directive que d'une loi. Par conséquent, pour des raisons de lisibilité pour les administrés, il semble préférable de préciser « le casier judiciaire informatisé VOSTRA ».

M. Ameli souligne que la signification de l'acronyme VOSTRA est précisé à l'article 20 qui mentionne « *le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA)* ». Même si le « casier judiciaire informatisé » n'est pas répété dans les dispositions suivantes, il est courant en terme légistique d'inscrire dans un article « ci-après : » et de ne pas répéter l'ensemble de la signification. De plus, il est à noter que le terme VOSTRA découle du droit fédéral. Dès lors, au vu de l'importance du droit fédéral en matière de naturalisation, il semble souhaitable que le terme de VOSTRA soit présent dans la disposition cantonale, comme un rappel à la disposition topique.

Le même député (S) note que l'ordonnance fédérale (OLN) mentionne à chaque reprise « le casier judiciaire informatisé VOSTRA ». Cette dénomination semble plus claire. Le député (S) propose de reprendre cette terminologie à l'article 34, alinéa 1 comme suit :

« *1 A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau le casier judiciaire informatisé VOSTRA* »

Il ajoute que si cet amendement est accepté, l'art. 20 pourra être corrigé en conséquence lors du troisième débat.

Un député (PLR) était prêt à soutenir la proposition de son collègue (S), mais les explications de M. Ameli ont été suffisamment convaincantes. En effet, le fait que l'article 20 mentionne « *ci-après : VOSTRA* » semble suffire à la compréhension du texte. Bien qu'étant quelque peu indécis sur cette question, le député (PLR) refusera l'amendement.

Le président demande si l'acronyme VOSTRA est uniquement présent aux articles 20 et 34.

Le même député (S) confirme : l'acronyme VOSTRA apparaît à trois reprises à l'article. 20 et une fois à l'article 34. Il est à noter que dans le règlement fédéral, il est également mentionné à chaque fois « le casier judiciaire informatisé VOSTRA ».

Un député (PLR) s'accorde avec la proposition de son collègue PS. En effet, il ne semble pas adéquat de mentionner le nom d'un système informatique dans une loi, même si cette occurrence apparaît dans une loi fédérale. En effet, il est préférable de se limiter au « casier judiciaire informatisé », car il se peut que le système change de nom.

Le président note que l'amendement du député (S) ne vise pas à supprimer le terme VOSTRA, mais d'ajouter « le casier judiciaire informatisé » avant l'acronyme.

Le même député (PLR) propose un amendement visant à supprimer « VOSTRA » et indiquer uniquement « le casier judiciaire informatisé ».

M. Ameli souligne que le terme VOSTRA recouvre un sens plus large que la seule dénomination d'un système informatique. En effet, l'ordonnance sur le casier judiciaire du 29 septembre 2006 (RS 331) est nommée « ordonnance VOSTRA ». C'est pourquoi cette dénomination a été reprise dans le droit cantonal. Il s'agit par ailleurs d'une dénomination commune, connue par les administrations et les autorités judiciaires.

Le même député (PLR) remercie M. Ameli pour ces explications et retire son amendement au profit de celui du député (S).

Le président met aux voix l'amendement du député (S) :

Art. 34, al. 1 :

A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau **le casier judiciaire informatisé VOSTRA**.

Oui : 13 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 2 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 2 (2 PLR)

Abstention : 0

L'amendement est accepté.

Le président rappelle que cette demande de modification devra être émise en troisième débat lors du vote sur l'art. 20.

Le président constate que cet article ne fait appel à aucune prise de parole supplémentaire. Il propose de passer au vote.

Art. 34 : Amendement du département Pas d'opposition, adopté

Art. 34 ainsi amendé :**Art. 34 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation**

¹ A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau le casier judiciaire informatisé VOSTRA.

² Le département s'assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les 6 mois suivant l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. S'il parvient à sa connaissance que d'autres critères ne sont plus réalisés, le département en tient également compte.

³ Si le département constate que les conditions de la naturalisation suisse ne sont plus remplies, il en informe la personne requérante et lui accorde un délai de 30 jours pour exercer son droit d'être entendue.

⁴ Dès réception de la réponse de la personne requérante ou à l'échéance du délai pour exercer son droit d'être entendue, le département transmet le dossier au Conseil d'Etat afin que celui-ci se prononce sur la demande de naturalisation.

Pas d'opposition, adopté***Art. 35 Recours des particuliers***

Toute personne partie à la procédure de naturalisation peut recourir contre l'arrêté du Conseil d'Etat.

Le président demande quelles personnes sont visées par la mention « personne partie à la procédure de naturalisation ». En effet, il s'agit de savoir si cette dénomination concerne uniquement la personne requérante à la naturalisation ou également les membres de la famille associés à la demande.

M. Ameli répond que cette formulation vise tant les demandes individuelles que les demandes groupées, qui concernent également les conjoints et enfants.

Le président demande si cela signifie que, selon cette formulation, une personne faisant partie d'un groupe familial qui fait l'objet d'un arrêté négatif peut recourir pour elle-même.

M. Ameli explique que cette disposition est l'inscription dans la loi du principe selon lequel toute personne qui fait l'objet d'une décision peut y recourir. Néanmoins, il apparaît que la LNat actuelle ne le prévoyait pas expressément. Sans être certain de la raison de cette absence, il est probable que celle-ci soit due au fait que la question de la naturalisation, auparavant politique, soit devenu progressivement une question administrative. En effet, selon l'ancien droit, le Grand Conseil agissait comme une autorité de recours pour les arrêtés de refus de naturalisation du Conseil d'Etat. Cet aspect laisse à penser que pour cette raison, une voie de recours n'a pas été inscrite dans la LNat. Néanmoins, dans la pratique, depuis la révision de l'ancien droit fédéral en 2006, qui prévoit que les cantons doivent instituer un droit de recours, cette voie est utilisée.

M. Ameli ajoute que l'absence d'une telle disposition dans la LNat a été compensée par les dispositions de la loi cantonale sur l'organisation judiciaire (LOJ ; cf. notamment art. 132, al. 2) et de la loi cantonale sur la procédure administrative (LPA ; cf. notamment art. 4 et suivants), sur lesquels les autorités se fondent pour permettre un droit de recours. Néanmoins, dans le cadre de cette révision de la LNat, le département a jugé opportun de mentionner clairement cet aspect dans la loi.

Un député (S) s'accorde avec l'explication de M. Ameli. Il semble en effet pertinent de préciser cet aspect dans la loi. Il demande si, selon la loi actuelle, il existe une compétence concurrente du Grand Conseil et de la juridiction dans le traitement des recours. Si tel est le cas, il pourrait être souhaitable de modifier l'article 34 comme suit :

*« Toute personne partie à la procédure de naturalisation peut recourir contre l'arrêté du Conseil d'Etat **auprès de la Chambre administrative de la Cour de justice.** »* ; pour autant que la Chambre administrative soit la juridiction compétente pour ce type de recours.

Il ajoute, concernant la question des « délibérations », qu'il existe une voie de recours possible contre l'arrêté du Conseil d'Etat, mais pas contre la délibération municipale. Cet aspect est un argument supplémentaire pour modifier le terme de « délibération ». En effet, d'un point de vue du droit désirable, il ne semble pas être utile de prévoir une voie de recours contre un préavis communal.

M. Ameli note que la modification du député (S) soulève la même question que celle qui a été abordée à l'article 34 (i.e VOSTRA) concernant l'inscription dans la loi d'une terminologie qui pourrait changer de nom. En effet, cette question se pose également lorsque la loi mentionne des juridictions dont la dénomination peut changer. A cet égard, la Chambre

administrative de la Cour de Justice s'appelait auparavant le Tribunal administratif. Par conséquent, il n'est pas certain que le fait de nommer la juridiction compétente soit souhaitable, sachant que cette dénomination peut changer. Par ailleurs, il est à noter que comme pour toute décision, les voies de recours sont précisées : le justiciable, même s'il n'est pas représenté par un mandataire, connaît la juridiction compétente auprès de laquelle il doit déposer un recours.

Le député (S) remercie M. Ameli pour ces précisions et comprend les raisons pour lesquels il n'est pas indiqué de nommer expressément la juridiction. Il rappelle sa question de savoir si le droit actuel permet deux voies de recours, l'une auprès de la Cour de justice et l'autre auprès du Grand Conseil.

Le président note qu'actuellement, il n'est plus possible de recourir auprès du Grand Conseil.

M. Ameli confirme que la voie de recours du Grand Conseil n'existe plus. Son exposé visait à expliquer pour quelle raison aucune voie de recours n'était mentionnée dans la LNat. Lors d'une recherche historique sur le droit de la nationalité datant d'avant 1992, il est apparu, dans le mémorial du Grand Conseil (cf. notamment MGC 1990 40/IV 4923-4952, p. 4938), que le parlement avait une compétence d'autorité de recours, auprès duquel le candidat pouvait s'adresser s'il recevait un arrêté de refus de naturalisation du Conseil d'Etat. Cet élément a été supprimé de LNat suite aux révisions successives de la loi.

M. Ameli confirme également que le préavis communal n'est pas sujet à recours. Cet aspect figure à l'article 5, alinéa 5 qui mentionne qu'« (...) à l'exception des décisions sur l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et le préavis communal en matière de naturalisation ordinaire, qui ne sont pas sujettes à recours. ». Il est à noter que, dans tous les cas, que le préavis communal soit suivi ou non, la personne peut recourir contre l'arrêté du Conseil d'Etat. Dans ce cadre, soit le préavis communal négatif est suivi, le Conseil d'Etat rend un arrêté négatif et la personne peut recourir ; soit le préavis communal négatif n'est pas suivi, le Conseil d'Etat rend un arrêté positif et la personne ne recourt pas. Par conséquent, la question d'un recours contre un préavis communal ne se pose pas.

Un député (Ve) note que les articles 33 et 35 concernent les voies de recours. Par conséquent, il semblerait plus logique que ces deux articles se suivent, et ne soient pas entrecoupés par l'article 34 : « Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation ». Il propose d'invertir les articles 34 et 35.

Un député (S) note qu'il semble préférable d'intervertir les articles 33 et 34.

Le député (Ve) indique que cette proposition convient également.

M. Gut note qu'il existe une approche chronologique dans le suivi des articles. En effet, l'article 33, concerne le recours de la commune, qui intervient avant la fin de la procédure. C'est pourquoi, l'article 34 est intercalé entre les deux articles qui concernent les recours, car il laisse à ce stade la possibilité de procéder à des contrôles. Cela signifie que les contrôles interviennent après réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, mais avant qu'une décision formelle soit rendue au niveau cantonal. Ces deux étapes (art. 33 et 34) se trouvent en amont de la décision cantonale contre laquelle la personne concernée peut faire recours (art. 35). Il a donc été décidé de rédiger la loi selon cette chronologie.

Le même député (Ve) n'est pas sûr de comprendre l'argument de la chronologie, car les articles 33 et 35 concernent tous les deux un recours contre l'arrêté du Conseil d'Etat.

Un député (S) confirme que l'article 34, qui concerne les contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation n'a pas sa place entre les articles 33 et 35 qui concernent les recours. Par conséquent, l'article 34 devrait être placé avant l'article 32 ou 31.

M. Ameli confirme l'interprétation de M. Gut. En effet, la disposition des articles suit la chronologie de la procédure. Les remarques des députés concernant le regroupement des articles qui concernent les recours sont compréhensibles. Il s'agit néanmoins d'une question d'interprétation. En effet, dans la chronologie, les contrôles après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation (art. 34) sont effectués avant l'arrêté du Conseil d'Etat, mais après le préavis – suivi ou non – de la commune. C'est pourquoi le département a souhaité garder cette logique chronologique.

Le même député (S) comprend l'importance de préserver la chronologie de la procédure. Néanmoins, la loi telle que rédigée donne l'impression que les contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation interviennent après l'arrêté du Conseil d'Etat, ce qui n'a pas de sens. Dès lors, pour ne pas troubler le lien entre les articles 30 et 31, l'article 34 pourrait être placé avant l'article 30.

M. Gut indique qu'il serait souhaitable de laisser une semaine au département pour revenir avec une proposition qui corresponde à la logique souhaitée.

Le président note que cette proposition semble raisonnable. Il propose que le département réfléchisse à cet aspect en prévision du troisième débat.

Le même député (S) s'accorde avec cette proposition et demande s'il serait possible d'avoir un tableau qui mette en exergue les points importants à traiter lors du troisième débat.

M. Constant confirme qu'en vue du troisième débat un tableau sera transmis. Celui-ci contiendra le texte tel que voté en deuxième débat, ainsi que les questions en suspens.

Art. 35 *Pas d'opposition, adopté*

Art. 36 Emoluments de naturalisation ordinaire

1 L'étranger doit verser un émolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.

2 Cet émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.

3 Le règlement fixe, conformément au principe de la couverture des frais, un émolument spécifique pour chacune des catégories suivantes :

a) les requérants de moins de 25 ans (procédure allégée) ;

b) les requérants de plus de 25ans (procédure individuelle) ;

c) les couples mariés ou en partenariat enregistré (procédure pour couple) ;

d) les enfants compris dans les différents types de procédure.

Le président constate que cet article fait l'objet d'un amendement de la part du département. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique que l'amendement porte sur une reformulation de l'alinéa 1 en deux phrases au lieu d'une. De plus, à l'alinéa 3, « le requérant » a été remplacé par « la personne requérante ».

Le président demande s'il est possible de rappeler quels sont les émoluments demandés pour la procédure.

M. Gut précise que les émoluments figurent à l'article 12 RNat et sont les suivants :

« a) 300 francs pour l'étranger mineur de 11 à 17 ans (procédure allégée) ;

b) 850 francs pour l'étranger majeur de moins de 25 ans (procédure allégée) ;

c) 1 250 francs pour l'étranger de plus de 25 ans (procédure individuelle) ;

d) 1 360 francs pour les couples, dont l'un des deux membres a moins de 25 ans (procédure pour couple) ;

e) 2 000 francs pour les couples de plus de 25 ans (procédure pour couple) ;

f) 300 francs par enfant compris dans les différents types de procédure. ».

Cet aspect fait échos aux précédentes discussions sur l'article 13 du projet de loi, qui concernaient le fait que les émoluments ne devaient pas excéder les frais effectifs. Cette tarification permet de se trouver en conformité avec la nouvelle constitution cantonale.

Un député (S) demande un vote sur cet article et indique qu'il s'abstiendra. Sans vouloir rouvrir sur le débat sur la question des émoluments, il semble néanmoins utile de mentionner un point important à cet égard. En effet, la constitution genevoise à son article 210 mentionne que les émoluments ne doivent pas dépasser les frais effectifs. Cependant, l'article ne précise pas que les émoluments doivent couvrir entièrement les frais : « Elle ne peut donner lieu qu'à un émolument destiné à la couverture des frais » (article 210, alinéa 2 CST-Ge). A ce titre, les émoluments prévus dans le RNat pourraient être plus bas. En effet, pour une catégorie de personnes aux revenus modestes, les émoluments prévus dans le nouveau règlement ont conduit à une augmentation des coûts. Il ne propose pas d'amendement, mais s'abstiendra lors du vote final sur l'article 36.

Il souligne que l'article 36, alinéa 1 fait mention de « l'étranger ». Or, conformément au langage épïcène, ce terme sera vraisemblablement remplacé par « la personne étrangère », terme qui fait un parallèle avec « la personne requérante ».

Il ajoute que l'alinéa 2 fait mention de « l'Etat ». Or, l'article 148, alinéa 1 de la constitution genevoise indique que « [l]es tâches de l'Etat sont exécutées par le canton et, conformément à la constitution et à la loi, par les communes et les institutions de droit public. ». Par conséquent, selon cette définition, le terme de « l'Etat » regroupe à la fois le canton, mais également les communes et les institutions de droit public. Dès lors, il semblerait préférable de mentionner à l'article 36, alinéa 2 :

*« Cet émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis **au canton**, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête. »*

Un député (PDC) revient sur la problématique de l'émolument, qui a été longuement débattue au sein d'une autre commission. Il est apparu lors des débats qu'un émolument, même s'il ne peut pas excéder les frais, doit, par nature, être calculé de manière à couvrir de la façon la plus exacte possible les frais.

Son collègue (S) répond que la base légale concernant les émoluments est l'article 210 de la constitution qui ne dit pas que les émoluments doivent couvrir exactement les frais. De plus, la jurisprudence et la doctrine à ce sujet déterminent qu'un émolument peut être plus bas que les frais réels. Il s'agit en effet d'une question politique, qui a été tranchée par le Grand Conseil. C'est pourquoi il ne s'agit pas de refaire le débat à ce stade. Il rappelle qu'il s'abstiendra lors du vote sur cet article.

Un député (Ve) note que le député (PDC) se référerait probablement à une étude faite en commission fiscale sur la couverture des coûts de l'ensemble des émoluments. De mémoire, un seul type d'émoluments dépassait les frais effectifs. Il s'agissait d'émoluments dans le domaine des autorisations de construire. Néanmoins, il ne semble pas que les émoluments demandés dans le domaine de la naturalisation excédaient les frais réels. En effet, comme évoqué lors d'une précédente séance sur ce projet de loi, les émoluments demandés dans le cadre de la naturalisation couvrent, en moyenne, les frais. En effet, certaines procédures plus courtes peuvent coûter moins que l'émolument alors que les frais de certaines procédures plus longues peuvent excéder l'émolument.

Le président note que l'abstention du député (S) ne permet pas de savoir quelle est sa position sur le sujet. Il lui demande s'il est en faveur d'une gratuité de la procédure ou d'émoluments plus bas.

Ce député (S) comprend que sa position n'était pas clairement argumentée, car il ne souhaite pas rouvrir un débat sur la question. Néanmoins, il a toujours défendu le fait que les émoluments soient plus bas que les coûts réels. A cet égard, la gratuité de la procédure semble difficile à argumenter en raison de la disposition constitutionnelle, bien que cette dernière ne prévoie qu'un plafond : un émolument à zéro franc pourrait être argumenté. Le fait qu'une participation financière soit demandée n'est pas le cœur du problème. Toutefois, le fait de demander 1 000 francs par personne (2 000 francs pour un couple) n'est pas une somme symbolique pour les personnes aux revenus modestes.

Il répond aux propos de son collègue (PDC) que dans le domaine judiciaire, il existe des émoluments à 200 ou 500 francs qui ne couvrent vraisemblablement pas les frais de l'administration, ce qui est une bonne chose. En effet, il s'agit dans certains cas de prendre en compte des éléments de politique sociale. C'est une des raisons pour laquelle il n'existe pas de taxe au sac à Genève. Il est à cet égard toujours nécessaire de se poser la question de savoir ce qui doit être financé par l'émolument et ce qui doit l'être par le budget général de l'Etat. Il existe en effet de nombreuses prestations qui sont financées par le budget de l'Etat sans que cela pose problème.

Il défend une diminution des émoluments. Il ne déposera pas d'amendement formel sur cette question, car cette question a déjà été tranchée antérieurement par le Grand Conseil. Néanmoins si une personne souhaite déposer un amendement dans le sens, le député (S) le soutiendra.

Un député (MCG) demande à quel titre et pour quelles raisons une collectivité devrait facturer une prestation en dessous de son coût réel. La procédure de naturalisation est une procédure complexe, qui demande du personnel qualifié. Un débat similaire s'est tenu sur la gratuité des transports publics, or il apparaît que tout ce qui est gratuit n'a pas de valeur. Le député (MCG) se dit opposé à la gratuité. Si un amendement est déposé dans ce sens, il s'y opposera.

Un député (Ve) note que l'article 35, alinéa 2 de la Loi fédérale sur la nationalité mentionne que « *Les émoluments couvrent au plus les frais encourus* ». Cette disposition pourrait être reprise dans la loi cantonale et pourrait faire éventuellement consensus au sein de la commission.

Une députée (PDC) estime que la formulation du projet de loi convient. En effet, comme indiqué, ce qui est gratuit n'a pas de valeur. Par ailleurs, il est courant que l'administration demande des émoluments pour couvrir les frais de procédure. A ce titre, il serait discriminatoire de ne pas le faire dans le domaine de la nationalité.

Elle estime que la mention de « l'étranger » est préférable à « la personne étrangère ». En effet, l'adjectif « étrangère » peut être interprété comme « étrangère à quelque chose ». De plus, la notion d'« étranger » est plus claire lorsqu'il s'agit de questions portant sur la nationalité.

Le président se dit en désaccord avec l'idée, évoquée et selon laquelle ce qui est gratuit n'a pas de valeur. En effet, il existe de nombreuses prestations publiques dont la gratuité n'en retire pas la valeur. A ce titre, l'école obligatoire pourtant gratuite a une valeur considérable. Il a été néanmoins décidé de la rendre gratuite, car il existait une volonté politique de la mettre à disposition du plus grand nombre. Cela implique une prise en charge collective du coût au travers de l'impôt et non un financement par des contributions individuelles.

Le président indique avoir été mandataire d'un référendum pour maintenir la gratuité des musées.

La députée (PDC) note que l'école est gratuite, car elle est obligatoire.

Le président répond que la fréquentation des musées n'est pas obligatoire. A l'époque, M. Alain Vaissade, conseiller administratif Vert, avait introduit une facturation des billets d'entrée pour tous les musées. Il avait indiqué que cette facturation permettait de valoriser l'offre, argumentant que ce qui est

gratuit peut être considéré comme sans valeur. A cet égard, bien que la collectivité ne puisse pas se charger de l'ensemble des prestations gratuites, il est choquant d'entendre que la gratuité dévalorise une prestation fournie.

Un député (Ve) note que, sauf erreur, un émolument doit être demandé à hauteur des frais effectifs. En effet, l'émolument doit correspondre aux frais effectifs et ne pas les dépasser. Il demande si, au regard de la loi, l'émolument signifie « à prix coûtant ».

Le président demande des précisions à M. Ameli sur cette question. En effet, la question est de savoir si un émolument doit couvrir les frais effectifs, comme évoqué par le député Ve, ou si ce dernier peut être en dessous du coût de la prestation, comme évoqué par le député PS.

M. Ameli ignore s'il existe une définition des émoluments dans le canton de Genève. Néanmoins, de mémoire de ses études de droit, un émolument doit couvrir la prestation fournie, ni plus ni moins.

M. Ameli souhaite apporter deux éléments qui concernent la question des émoluments. Premièrement, le service naturalisations utilise une application métier qui date de 1995 et qui doit impérativement être remplacée. Un tel investissement requiert plusieurs centaines de milliers de francs. Dès lors, la question peut se poser de savoir de quelle manière les émoluments sont pris en compte dans le coût de remplacement du matériel nécessaire à la prestation. Deuxièmement, comme souligné précédemment, il est à noter qu'en raison des exigences du nouveau droit, le niveau de compétence des collaboratrices et collaborateurs de l'Office augmente. Cela signifie qu'il sera nécessaire à terme d'engager des personnes et/ou de réévaluer les collaborateurs actuels à des classes salariales en dessus des classes actuelles. A titre d'exemple, une personne qui travaille en *back-office*, engagé en classe 11, sera amenée à effectuer des tâches plus complexes (notamment d'instruction et décisionnelles). Il semble donc difficile de poursuivre ou d'engager des personnes en classe 11 pour répondre aux nouvelles exigences imposées par le droit fédéral et le droit cantonal.

Un député (PLR) indique que le site internet de la République et canton de Genève (ge.ch) donne la définition suivante : « *Les émoluments correspondent au coût financier engendré par les prestations fournies d'office ou sur demande. Leur montant est basé sur le règlement fixant le tarif des frais en matière pénale (RTFMP)* ». Dès lors, il apparaît qu'en matière d'émoluments, l'Etat fixe les tarifs. Il ne semble pas à cet égard que les émoluments doivent correspondre exactement aux coûts. Sur la question de la gratuité, il souligne que de manière générale, ce qui est obligatoire est gratuit – cela pose par ailleurs la question de savoir pour quelle raison les

masques de protection sanitaires ne le sont pas. Néanmoins, en règle générale, l'obligation entraîne la gratuité. A ce titre, il semble raisonnable de ne pas diminuer les émoluments en matière de naturalisation.

Il s'accorde avec sa collègue (PDC) sur la question du terme « étranger ». En effet, si « la personne requérante » semble claire, « la personne étrangère » l'est moins. A ce titre, l'adjectif « étranger » renvoie à la notion de « étranger à » ce qui retire la clarté du terme. Ici, le masculin est investi d'un statut de neutralité. A ce titre, il serait préférable de mentionner « l'étranger ou l'étrangère » plutôt que « la personne étrangère ». Néanmoins, « l'étranger » semble suffisamment clair pour définir ce qui est visé, à savoir une personne qui vient d'un autre pays.

Un député (MCG) souhaite apporter un éclairage sur les émoluments. Selon l'ancien droit, la procédure était facturée entre 500 francs et 5 840 francs. Toutefois, la loi 11492 votée par le Grand Conseil le 22 janvier 2017 a fixé les émoluments suivants :

- 850 francs pour l'étranger majeur de moins de 25 ans ;
- 1 250 francs pour l'étranger de plus de 25 ans ;
- 1 360 francs pour les couples, dont l'un des deux membres a moins de 25 ans ;
- 2 000 francs pour les couples de plus de 25 ans ;
- 300 francs par enfant compris dans les différents types de procédure.

Par conséquent, il apparaît que pour certains couples, le coût de la procédure est passé de 5 840 à 2 000 francs. Pour rappel, les frais étaient auparavant calculés en pourcentage de la capacité financière des personnes. Le député (MCG) indique être opposé à une diminution des émoluments.

Un député (S) note qu'il s'agit d'un débat éminemment politique. Pour rappel, toutes les prestations gratuites fournies par l'Etat ne sont pas obligatoires. A ce titre, il pourrait être intéressant de déterminer quelle part du revenu des transports publics est financée par les utilisateurs. Il est vraisemblable que ce montant ne dépasse pas les 50%, ce qui est néanmoins une bonne chose. De plus, comme évoqué plus haut, il existe de nombreux émoluments dans le secteur judiciaire qui sont inférieurs aux coûts effectifs, pour des raisons de politique sociale.

Il poursuit en expliquant qu'il existe toujours un schématisme, lorsqu'il s'agit de déterminer la répartition des coûts d'une prestation. En effet, les émoluments sont fixés en fonctions de caractéristiques générales et non en fonctions de cas particuliers. A titre d'exemple, la question peut se poser de savoir pour quelle raison une procédure de naturalisation coûte moins cher

pour les personnes de moins de 25 ans. Cette catégorie a été désignée comme telle, car elle coûte moins cher dans l'ensemble. Cela montre que la détermination du prix des émoluments répond à un certain schématisme. Néanmoins, selon la loi, la prestation ne doit pas rapporter d'argent à l'Etat. Elle peut également être facturée en dessous du prix réel pour des raisons de politique sociale.

Il ajoute qu'il existe des catégories de personnes pour lesquelles les émoluments ont diminué avec le nouveau droit. Néanmoins, comme le prix était fixé en fonction de la capacité financière des personnes, les personnes qui payaient 5 000 francs étaient celles dont les revenus étaient déjà confortables. Or, selon le nouveau droit, les émoluments fixes ont augmenté le prix de la prestation pour les personnes aux revenus les plus modestes. Par ailleurs, il existe un principe constitutionnel selon lequel l'état «*facilite [la] naturalisation*» (article 210, alinéa 2 CST-Ge). Ce principe implique de ne pas pénaliser les foyers les plus modestes par des émoluments dont le montant représente une somme très importante. Pour ces raisons, le député (S) propose l'amendement suivant :

« L'étranger doit verser un émolument de naturalisation ordinaire couvrant au plus les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement. »

Il indique que cet amendement modeste, qui se trouve en conformité avec le droit fédéral, laisse une grande marge au Conseil d'Etat. Le député (S) propose également de modifier l'alinéa 3 comme suit :

« 3 Le règlement fixe, conformément à l'alinéa 1, un émolument spécifique pour chacune des catégories suivantes : (...) »

Il regrette également que le débat sur le terme « étranger » ait été rouvert. Il semblait en effet exister un consensus au sein de la commission pour proposer une rédaction épïcène.

Le président propose de poursuivre les travaux sur les amendements et d'évoquer la question du langage épïcène dans un deuxième temps.

M. Gut explique avoir participé aux travaux qui ont abouti à la nouvelle liste des émoluments. A ce titre, les travaux se sont fondés sur la constitution, mais également sur une volonté d'adapter les émoluments à la capacité financière de chacun. C'est pourquoi, il a été décidé d'opérer une distinction entre les catégories de personnes. A titre d'exemple, les couples dont l'un des membres a moins de 25 ans paient moins qu'un couple dont les deux membres ont plus de 25 ans. A l'époque, l'hypothèse qui sous-tendait ce choix était qu'il était probable qu'une personne de plus de 25 ans ait un travail, contrairement à une personne de moins de 25 ans. Il est à noter que ce

travail sur le prix des émoluments avait pour but de s'assurer que la procédure soit accessible à toutes et tous, ce qui n'était pas toujours le cas avec la législation précédente.

M. Gut ajoute que lorsqu'une prestation est gratuite, l'on ne parle plus d'émolument. A ce titre, un émolument doit permettre aux secteurs concernés de continuer à travailler. En effet, il est difficile de demander à une administration d'être plus rapide, plus efficace et mieux formée tout en réduisant les émoluments nécessaires au financement de la prestation. A cet égard, une diminution des émoluments semble difficilement conciliable avec un maintien d'un service de qualité.

M. Gut confirme que l'article 35, alinéa 2 LN mentionne que « *[l]es émoluments couvrent au plus les frais encourus* ». Par conséquent, selon le droit fédéral, il est possible d'imaginer que des émoluments ne couvrent pas entièrement les frais effectifs.

Le président rappelle l'amendement du député (S) :

Art. 36, al. 1

« L'étranger doit verser un émolument de naturalisation ordinaire couvrant au plus les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement. »

Un député (MCG) propose le contre-amendement suivant :

Art. 36, al. 1

« L'étranger doit verser un émolument de naturalisation ordinaire couvrant au moins les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement. »

Un député (S) souligne que les débats en commission fiscale ont démontré qu'un émolument ne pouvait pas être supérieur aux frais effectifs.

Un député (PDC) confirme ces propos.

Le président note que l'intention MCG est que les émoluments couvrent effectivement les frais et non qu'ils les dépassent.

L'auteur (MCG) de l'amendement confirme que le terme « au moins » signifie que l'émolument ne peut pas être en dessous des frais effectifs.

Le président note que cela laisse entendre que les émoluments peuvent être supérieurs aux frais effectifs, ce qui est contraire au droit fédéral.

Un député (PLR) confirme qu'il n'est pas possible de formuler l'amendement ainsi.

L'auteur de l'amendement s'accorde avec ses préopinants. Il retire son amendement et refusera celui du PS.

Le président met aux voix l'amendement du député (S) :

Art. 36, al. 1

« *L'étranger doit verser un émolument de naturalisation ordinaire **couvrant au plus** les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.* »

Art. 36, al. 3 :

« *Le règlement fixe, conformément à l'alinéa 1, un émolument spécifique pour chacune des catégories suivantes : (...)* »

Oui :	6	(1 EAG, 3 S, 2 Ve)
Non :	9	(2 PDC, 4 PLR, 1 UDC, 2 MCG)
Abstentions :	0	

L'amendement est refusé.

Le président rappelle la question du terme « l'étranger ».

Un député (S) propose de reprendre cette question au troisième débat lorsque le département proposera une rédaction en langage épicène. Néanmoins, pour information, l'article 210 de la Constitution genevoise mentionne également les « personnes étrangères ». Toutefois, la formulation « l'étranger ou l'étrangère » conviendrait également.

Le président propose formellement d'aborder cette question lors du troisième débat et ne constate aucune opposition à cette manière de procéder.

Le même député (S) rappelle sa proposition de remplacer à l'alinéa 2 « l'Etat » par « le canton ».

Un député (PLR) demande ce que cette modification apporte au texte.

Le président indique que l'article 148, alinéa 1 de la nouvelle constitution définit l'Etat comme l'ensemble du canton et des communes. Or, seul le canton est visé par cet alinéa.

M. Saadi comprend la portée de la remarque du député PS. Dans ce cadre, si le terme de « canton » recouvre la notion de « pouvoir exécutif », le département n'a pas d'objection à cette formulation.

Le député (S) confirme qu'il s'agit de préciser que l'émolument est perçu par l'état cantonal.

Un député (MCG) indique que selon l'article 1, alinéas 1 et 2 de la constitution genevoise :

« ¹ *La République de Genève est un Etat de droit démocratique fondé sur la liberté, la justice, la responsabilité et la solidarité.* » « ² *Elle est l'un des cantons souverains de la Confédération suisse* ».

A cet égard, la constitution mentionne la République de Genève comme un « Etat ». Le terme de canton est défini uniquement comme une résultante de l'appartenance de l'Etat à la Confédération suisse. Par conséquent, il apparaît que le terme d'« Etat » correspond à ce qui est visé par la disposition.

Un député (PLR) note que cette discussion soulève une problématique de fond. En effet, il devrait exister des règles de rédaction qui permettent de normaliser les textes préparés par l'administration et votés par le parlement. En effet, les termes évoqués se retrouvent vraisemblablement dans de nombreux textes et devraient correspondre à la même réalité. Il s'agit à cet égard de s'assurer de ne pas créer un particularisme dans cette loi. Il comprend les propos de son collègue (S) mais néanmoins, il apparaît qu'en terme générique, l'Etat représente le canton. S'agissant de plus d'une loi cantonale, il semblerait étrange que l'émolument soit destiné aux communes.

Il demande s'il existe un document qui définit de manière précise la réalité que recouvrent certains termes tels que « l'Etat ». Dans le cas contraire, il est souhaitable qu'un tel document soit rédigé, afin d'éviter de créer des différences de rédaction dans les lois.

Le député (S) indique que sa remarque visait simplement à appliquer l'article 148 de la constitution genevoise qui mentionne que « ¹ *Les tâches de l'Etat sont exécutées par le canton et, conformément à la constitution et à la loi, par les communes et les institutions de droit public.* ² *L'Etat accomplit ses tâches avec diligence, efficacité et transparence* ». Cette question de l'Etat a été débattue lors des travaux sur la nouvelle Constitution et a été tranchée. Par conséquent, il invite les représentants du département à se pencher sur cette question. En effet, il semble qu'à chaque modification de loi depuis la nouvelle constitution, cette terminologie est adoptée. Par conséquent, il est regrettable que ce débat soit rouvert à chaque modification de cet ordre.

M. Ameli note que le terme d'« Etat » a été repris de la LNat, dont la rédaction date d'avant la nouvelle Constitution. A cet égard, le directeur du service juridique de la Chancellerie serait vraisemblablement mieux à même de répondre à cette question.

Le président note que l'intervention du député (PLR) semble raisonnable. Il est en effet souhaitable que cette terminologie soit normalisée. Il propose de laisser cette question ouverte en vue du troisième débat. Dans l'intervalle, le service juridique de la chancellerie pourra apporter une réponse.

Le président propose de passer au vote.

Le député (S) indique que son groupe refusera la disposition pour les raisons évoquées plus haut.

Vote art. 36 – amendement du département

Pas d'opposition, adopté

Art. 36 ainsi amendé :

Art. 36 Émoluments de naturalisation ordinaire

¹ L'étranger doit verser un émolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement.

² Cet émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.

³ Le règlement fixe, conformément au principe de la couverture des frais, un émolument spécifique pour chacune des catégories suivantes :

- a) les personnes requérantes de moins de 25 ans (procédure allégée) ;
- b) les personnes requérantes de plus de 25 ans (procédure individuelle) ;
- c) les couples mariés ou en partenariat enregistré (procédure pour couple) ;
- d) les enfants compris dans les différents types de procédure.

Oui : 9 (2 PDC, 4 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 6 (1 EAG, 3 S, 2 Ve)

Abstention : 0

L'art. 36 ainsi amendé est accepté.

Le président propose de poursuivre les travaux lors de la prochaine séance. Il remercie les représentants du département et en prend congé à 19h02.

Séance du mercredi 5 mai 202

Le président souhaite la bienvenue aux représentants du département. Il rappelle que le traitement du PL 12305 en est au stade du deuxième débat, à l'article 37.

Art. 37 Prestation de serment

L'étranger majeur et, le cas échéant, son conjoint ou son partenaire enregistré admis à la naturalisation prêtent publiquement, devant le Conseil d'Etat, le serment suivant :

« Je jure ou je promets solennellement :

d'être fidèle à la République et canton de Genève comme à la Confédération suisse ;

d'en observer scrupuleusement la constitution et les lois ;

d'en respecter les traditions ;

de justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise ;

de contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère.

Le président note que cet article reprend intégralement la teneur de l'article 24 de la LNat actuelle. Il demande si cette disposition appelle à des commentaires.

Un député (S) note que cet article fait écho à la déclaration d'engagement solennel pour les Confédérés à l'article 15. Il demande si l'article 15 avait été modifié.

Le président rappelle que l'article 15 avait soulevé la question du respect des traditions. Sauf erreur, cet article n'avait pas été modifié.

M. Constant confirme que l'article 15 avait été adopté sans modification.

Le président propose de passer au vote

Art. 37 Pas d'opposition, adopté

Art. 38 Effets

1 La naturalisation d'un étranger s'étend aux membres de sa famille qui bénéficient de l'autorisation fédérale et qui sont inclus dans l'arrêté du Conseil d'Etat.

2 L'enfant qui atteint sa majorité avant la délivrance de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat à ses parents en obtient un à titre personnel. Il est en outre tenu de prêter serment à titre individuel.

3 L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet :

a) à la date de la prestation de serment pour l'étranger majeur et ses enfants inclus dans la demande ;

b) à la date de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat pour l'étranger mineur ayant un dossier individuel.

Le président note que cet article fait l'objet d'un amendement qui ajoute un alinéa 4 et un alinéa 5. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli explique que l'amendement à l'alinéa 4 est une modification importante. Pour rappel du contexte, cette modification fait suite aux arrêts de la Chambre administrative de la Cour de Justice (CACJ) qui ont amené le département à déposer plusieurs amendements au projet de loi initial. Ces arrêts concernaient deux catégories : les prérequis et l'effet de la prestation de serment. Dans le cadre de cet article, la modification porte sur la question de la prestation de serment. En effet, l'arrêt ATA 87/2020 du 28 janvier 2020, dont la question de la prestation de serment était une problématique incidente, a jeté un doute quant à la portée de celle-ci dans la procédure de naturalisation. Dans cet arrêt, les juges ont laissé entendre que la prestation de serment n'avait pas d'effet juridique et que seul l'arrêté du Conseil d'Etat octroyait la naturalisation. L'argument des juges à cet égard s'est fondé sur le Mémorial du Grand Conseil qui mentionne notamment que la décision de naturalisation concernant les candidats âgés de plus de 25 ans devrait être qualifiée de définitive, dans le sens de la renonciation à un examen et une décision du Grand Conseil (cf. considérant 3, lettre e, pages 12 et 13). Par conséquent, le fait que cet arrêt semble retirer la portée juridique de la prestation de serment nonobstant l'article 25 de la LNat actuelle, pose un grand problème pour le département, respectivement à l'OCPM et au secteur naturalisations. C'est pourquoi il a été décidé d'ajouter l'alinéa 4 suivant :

« 4 L'arrêté de naturalisation devient caduc lorsque le candidat ne se présente pas à la prestation de serment ou lorsque les conditions de la naturalisation ordinaire ne sont plus remplies après son prononcé. »

M. Ameli ajoute que, suite à un recours qui se s'est fondé sur cet arrêt, un deuxième arrêt de la CACJ (ATA 324/2021 du 16 mars 2021) a quelque peu clarifié la situation, confirmant que la prestation de serment était une étape indispensable dans la procédure d'acquisition de la nationalité et rejetant ainsi le recours. Néanmoins, l'arrêt mentionne que *« si la nationalité s'acquiert au moment de l'arrêté du Conseil d'Etat, elle ne déploie d'effets pour les candidats majeurs qu'à compter de la prestation de serment, étape de procédure indispensable dans le processus d'acquisition de la nationalité »* (Cf. considérant 4, page 9). Bien que le secteur naturalisations soit satisfait de cet arrêt, il n'en demeure pas moins que l'argumentation avancée pour clarifier l'effet juridique de la prestation de serment pose problème, car il est difficile d'imaginer, de quelle manière qu'il soit, que la nationalité pourrait être valablement acquise au moment de l'arrêté du Conseil d'Etat, mais sans déployer aucun effet. Cela n'aurait, en pratique, aucun sens. C'est pourquoi l'amendement à l'alinéa 4, qui précise que

l'arrêté devient caduc lorsque le candidat « *ne se présente pas à la cérémonie de prestation de serment, ou lorsque les conditions de la naturalisation ordinaire ne sont plus remplies après son prononcé* », clarifie de manière univoque l'effet juridique de la prestation de serment.

Le président note que selon la teneur de l'alinéa 4, l'arrêté de naturalisation devient caduc lorsque les conditions de la naturalisation ordinaire ne sont plus remplies. Cette teneur laisse entendre que l'arrêté du Conseil d'Etat pourrait devenir caduc pour une personne naturalisée depuis plusieurs années, lorsqu'elle tombe, par exemple, à l'aide sociale. Le président demande s'il ne serait pas souhaitable de fixer une limite durant laquelle cette possibilité de caducité de l'arrêté de naturalisation s'applique.

M. Ameli répond que cet article s'applique uniquement durant la période qui sépare l'arrêté du Conseil d'Etat et la prestation de serment. En effet, lorsque l'arrêté du Conseil d'Etat est prononcé, le secteur naturalisations regroupe un certain nombre de dossiers et convoque les candidats à la prestation de serment. A cet égard, une personne déjà naturalisée ne peut pas voir son arrêté devenir caduc.

Le président comprend l'explication de M. Ameli. Néanmoins, l'article ne précise pas que la caducité de l'arrêté s'applique uniquement entre la signature de l'arrêté et la prestation de serment. Il semble nécessaire de le préciser.

M. Ameli répond qu'en tant que praticien, l'interprétation exposée plus haut semble logique au regard de l'ensemble de la loi. En effet, l'alinéa 4 doit être interprété à la lumière des autres alinéas de l'article ainsi que selon sa position dans la loi qui suit la chronologie de la procédure.

M. Saadi confirme que, selon l'interprétation du département, cette disposition concerne la période qui s'étend de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat à la prestation de serment, ni plus ni moins.

Le président comprend l'intention de cet alinéa. Néanmoins, cette période ne figure pas explicitement dans la loi. Cet aspect pourra éventuellement faire l'objet d'une discussion lors du troisième débat, afin de savoir s'il est opportun de préciser la période durant laquelle cet alinéa s'applique.

Un député (Ve) note qu'en raison de la situation sanitaire, la prestation de serment s'effectue par voie épistolaire. Or, l'alinéa 4 mentionne que l'arrêté devient caduc lorsque la personne « *ne se présente pas à la cérémonie de prestation de serment* ». A cet égard, il pourrait être souhaitable de mentionner ce cas de figure dans la loi, afin qu'une personne qui ne se rend pas à la cérémonie de prestation de serment pour des raisons sanitaires ne soit pas pénalisée.

M. Ameli répond que cette question est traitée à l'article 58 LNat qui supplée à la prestation de serment ordinaire. Il n'existe à cet égard pas de risque qu'une personne soit pénalisée pour les motifs évoqués par ce député Ve, car la prestation de serment en présentiel n'est actuellement pas organisée en raison de la situation sanitaire.

M. Ameli ajoute, concernant la question du président, que l'alinéa 4 doit se lire avec l'alinéa 3 let. a) qui mentionne à quel moment l'acquisition du droit de cité genevois prend effet. Pour les candidats majeurs, le droit de cité est acquis à la date de la prestation de serment.

Le président note que la question reste ouverte de savoir de quelle manière sera transposée la disposition votée, ou non, qui concerne la prestation de serment en cas de situation extraordinaire.

Un député (PLR) n'a pas eu de doute quant à la portée de la caducité, lors de la lecture de l'alinéa 4. En effet cet alinéa distingue deux aspects : l'arrêté de naturalisation devient caduc d'une part lorsque le candidat « *ne se présente pas (...) à la cérémonie de prestation de serment* » et d'autre part « *lorsque les conditions de la naturalisation ordinaire ne sont plus remplies après son prononcé* ». A cet égard, le terme « son » se réfère uniquement à l'arrêté et non à la prestation de serment. Par conséquent, il est compréhensible que la caducité de l'arrêté puisse être prononcée uniquement entre le moment où l'arrêté est prononcé et la prestation de serment.

Le président comprend l'attention de l'alinéa. Néanmoins, la question peut se poser de savoir s'il ne serait pas préférable de préciser « *après son prononcé et jusqu'à la prestation de serment* ».

Le même député (PLR) estime que cette précision n'est pas nécessaire, car la teneur indique déjà qu'il existe deux étapes : le prononcé de l'arrêté et la prestation de serment.

Le président renonce à ce stade à proposer un amendement sur cette question. Néanmoins, cette question pourra être rouverte lors du troisième débat.

Un autre député (Ve) rappelle que le Grand Conseil a adopté une disposition transitoire permettant la poursuite des prestations de serment par voie épistolaire jusqu'en juin 2022. Il n'existe donc pas à ce stade de disposition pérenne qui pourrait s'appliquer à tous les cas de force majeure. Par ailleurs, la question se pose également de savoir ce qu'il advient des personnes qui ne pourraient pas se rendre à la cérémonie de prestation de serment pour d'autres raisons, qui ne sont pas en lien avec la crise sanitaire, tel qu'une maladie ou un autre cas de force majeure. En effet, il pourrait être

utile de spécifier qu'une personne, dans l'incapacité de se rendre à une cérémonie, peut participer à la cérémonie suivante.

M. Ameli répond que, bien que la question ne se pose pas actuellement, car la cérémonie ne se déroule plus sur site, il est arrivé par le passé que des personnes n'aient pas pu se rendre à la cérémonie en raison d'une maladie, d'une situation professionnelle particulière, d'un séjour à l'étranger et même parfois sans motif. Dans ces cas, toute demande a donné lieu à un report. Pour rappel, cet amendement a pour but de clarifier la portée juridique de la prestation de serment, suite à l'arrêt susmentionné de la Chambre administrative de la Cour de justice de janvier 2020. Cet arrêt laissait penser que le candidat majeur était également naturalisé dès l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat. Dès lors, certains mandataires ont profité de cette incertitude juridique pour demander l'octroi de la nationalité suisse de leurs clients avant la prestation de serment. Or, outre le fait que la prestation de serment fait partie intégrante de la procédure de naturalisation en vertu des articles 24 et 25, alinéa 3, lettre a LNat, elle est l'acte sur lequel s'appuient plusieurs services de l'Etat (secteur passeports, service de l'état civil, affaires militaires, service des votations) pour déterminer la date de l'acquisition de la nationalité suisse des personnes visées, respectivement pour effectuer les inscriptions qui s'imposent dans les registres publics et officiels (registre cantonal des habitants, INFOSTAR, etc.), pour délivrer des prestations (documents d'identité) et pour prévoir les nouveaux droits et obligations des personnes naturalisées (droit de vote, service militaire, etc.).

M. Ameli ajoute que cette problématique est nouvelle en raison de l'arrêt de la Chambre administrative de janvier 2000. Néanmoins, pour rassurer le député (Ve), des demandes de report ont toujours été accordées : une personne malade le jour de sa prestation de serment ne pourra jamais être interdite de naturalisation, car elle sera reconvoquée pour participer à une prochaine cérémonie.

Le même député (Ve) note que le texte est tout de même abrupt. En effet, il mentionne que :

« L'arrêté de naturalisation devient caduc lorsque le candidat ne se présente pas à la prestation de serment ».

Cette teneur ne semble pas laisser de place à des exceptions.

M. Ameli comprend cette préoccupation. Néanmoins, il est à noter que cet article porte sur les effets de la prestation de serment et non sur la participation à la cérémonie. Cette teneur n'implique pas qu'aucune exception n'est possible. Pour rappel, la prestation de serment intervient à l'issue de la procédure de naturalisation qui dure 18 mois, sous réserve des

problématiques liées au COVID. C'est pourquoi il semblerait totalement illogique de refuser définitivement une naturalisation à une personne qui ne pourrait pas se rendre à la cérémonie de prestation de serment à laquelle elle aurait été convoquée, car elle serait simplement malade ce jour-là. M. Ameli laisse les députés juger de la précision du texte. Néanmoins, en tant que praticien et juriste, la teneur de l'alinéa ne semble pas poser de problème de ce point de vue-là.

M. Saadi attire l'attention du député Ve sur le fait qu'alinéa 5 pourrait éventuellement répondre à sa préoccupation. En effet, il est possible de préciser certains aspects dans le règlement.

Le président s'accorde avec M. Saadi. En effet, les auteurs de cet amendement ont pressenti que certains ajustements réglementaires pouvaient être nécessaires. Il semble donc souhaitable de laisser le soin au Conseil d'Etat de prendre en considération, lors de la rédaction du règlement, des préoccupations de la commission.

Un député (PLR) note que, selon l'alinéa 4, la caducité de l'arrêté intervient lorsque « *les conditions de la naturalisation ordinaire ne sont plus remplies après son prononcé* ». Il demande si cette condition est applicable uniquement avant la prestation de serment ou également après cette dernière. Deuxièmement, Il demande dans quelle mesure il est possible qu'une personne remplisse toutes les conditions avant l'arrêté de naturalisation, mais ne les remplisse plus entre l'arrêté et la prestation de serment. Il demande des exemples de cas de figure qui entreraient sous le coup de cette disposition.

M. Ameli répond que le terme « son » se rapporte à l'arrêté. A cet égard, seul l'arrêté peut être prononcé, car il s'agit d'une décision au sens formel, contrairement à la prestation de serment. Concernant la deuxième question, il est à noter que la période entre l'arrêté du Conseil d'Etat et la cérémonie de prestation de serment peut être d'un à trois mois. En effet, environ six cérémonies sont organisées durant l'année et regroupent chacune entre 180 et 350 personnes par demi-journée (entre 360 et 700 personnes par jour). Les dates des cérémonies tiennent compte notamment des dates des votations et du calendrier du magistrat. Durant cette période qui sépare l'arrêté du Conseil d'Etat et la prestation de serment, il est possible que la personne ne remplisse plus les conditions de naturalisation. Il peut s'agir à cet égard d'une personne qui, dans l'intervalle, est sujette à une procédure pénale ou est tombée à l'aide sociale. A ce titre, toutes les conditions à la naturalisation qui ne seraient plus remplies peuvent être considérées comme rédhibitoires pour l'acquisition du droit de cité.

M. Ameli ajoute que le nouveau droit fédéral impose aux autorités cantonales de revérifier les conditions, notamment de l'aide sociale et de l'intégration au niveau pénal, après la délivrance de l'autorisation fédérale. A ce titre, l'alinéa 4 permet de rendre caduc l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat lorsque les conditions ne sont plus remplies. A titre d'exemple, l'ancien droit favorisait la naturalisation de personnes mariées à des personnes naturalisées, lorsque celles-ci faisaient ménage commun. Dans un cas réel (cf. l'arrêt ATA 87/2020 susmentionné), il est arrivé que pendant la procédure de naturalisation, une personne mariée se soit séparée après le prononcé de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat, mais avant la prestation de serment, sans en informer les autorités. Le candidat a donc fait l'objet d'un arrêté d'annulation du Conseil d'Etat, pour dissimulation de faits essentiels avant la fin de la procédure de naturalisation. Un recours contre cet arrêté a été déposé par le candidat auprès de la Chambre administrative de la Cour de justice, qui a notamment invoqué le fait qu'il était déjà suisse, car l'arrêté de naturalisation avait déjà été prononcé. Bien que le développement des juges concernant la portée juridique de la prestation de serment était équivoque (cf. supra), la CACJ a rejeté le recours en raison de la constatation d'une dissimulation de faits essentiels. En effet, les juges ont estimé que la personne avait dissimulé le fait qu'elle était déjà séparée avant le prononcé de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat, ce qui constituait un motif rédhibitoire à la naturalisation.

M. Ameli ajoute que si l'on part du postulat que la prestation de serment fait partie intégrante de la procédure de naturalisation, il est nécessaire de donner la possibilité au département de tenir compte des éléments rédhibitoires à la naturalisation qui interviendraient entre l'arrêté du Conseil d'Etat et la cérémonie de prestation de serment.

Le même député (PLR) comprend que la caducité concerne l'arrêté du Conseil d'Etat. Néanmoins, la teneur de l'alinéa n'est pas claire quant à la période durant laquelle la disposition s'applique. En effet, l'alinéa ne précise pas que l'arrêté peut devenir caduc entre son prononcé et la prestation de serment.

Le président rappelle que cet aspect a suscité chez lui la même interrogation.

M. Ameli rappelle que l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat n'est que l'avant-dernière étape de la procédure. Bien qu'elle soit importante, car il s'agit de l'étape politique lors de laquelle le canton accorde la naturalisation au candidat, il ne s'agit pas de l'étape ultime de la procédure. Néanmoins, la caducité d'un arrêté ne met pas fin à la procédure. En effet, lorsqu'un arrêté devient caduc, la procédure se retrouve au stade *ante*, avant le prononcé de

l'arrêté. A ce stade, il existe plusieurs cas de figure : soit le dossier est suspendu jusqu'à l'amélioration de la carence constatée – dans les cas qui concerne l'intégration sociale, économique et l'aide sociale – ; soit elle donne lieu à un nouvel arrêté négatif – dans le cas d'une condamnation pénale qui surviendrait entre le prononcé de l'arrêté et la prestation de serment. A cet égard, le nouvel arrêté négatif est sujet a recours : la personne peut recourir selon la procédure normale, mais au stade *ante* (avant l'arrêté devenu caduc).

M. Ameli ajoute que l'alinéa 4 découle de la jurisprudence de janvier 2020 susmentionnée qui semblait indiquer que la nationalité s'acquerrait au moment de l'arrêté du Conseil d'Etat. Cela aurait pour conséquence qu'une personne, même si elle a commis un crime entre l'arrêté du Conseil d'Etat et la prestation de serment, pourrait obtenir sa naturalisation. Ce qui serait totalement inacceptable. C'est pourquoi le projet de loi prévoit une possibilité, à l'alinéa 4, de rendre caduc l'arrêté lorsque les conditions à la naturalisation ne sont plus remplies. Pour rappel, cela ne signifie pas pour autant que la procédure de naturalisation est annulée.

M. Ameli confirme que la problématique de la caducité de l'arrêté concerne la période qui s'étend du prononcé de l'arrêté à la prestation de serment. En effet, à la suite de la prestation de serment, la personne devient Suisse et l'arrêté ne peut plus être annulé. Les motifs d'annulation de la nationalité suisse *a posteriori* sont limités à la dissimulation de faits essentiels ou à des déclarations mensongères lors de la procédure de naturalisation (art. 35 LNat). Il existe également, au niveau fédéral, dans de très rares cas, le retrait de la nationalité suisse lorsqu'il s'avère que la personne constitue notamment un danger pour la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse (art. 42 LN).

Une députée (S) note que M. Ameli a fait mention du fait que les prestations de serment étaient organisées notamment en fonction de l'agenda des magistrats. Or, il serait regrettable qu'une personne qui tomberait à l'aide sociale entre l'arrêté du Conseil d'Etat et la cérémonie de prestation de serment soit privée de naturalisation, car l'agenda du Conseil d'Etat ne permet pas d'organiser une cérémonie suffisamment rapidement.

M. Ameli comprend cette remarque. Néanmoins il est important de souligner que l'agenda des magistrats n'est qu'une infime partie des éléments à prendre en compte lors de l'organisation des cérémonies de prestation de serment. En effet, une prestation de serment peut regrouper jusqu'à 350 personnes par demi-journée – 700 en une journée – ce qui demande une logistique conséquente : l'inscription des candidats dans une banque de données, la préparation et l'envoi des courriers, location d'une salle, organisation du banquet et préparation de la salle avec des sociétés privées,

s'assurer que la date ne tombe pas durant une période de vacances ou de jours fériés, s'assurer de la conformité avec l'agenda des magistrats ainsi qu'avec l'agenda des votations. Sur ce dernier point, l'ancien département présidentiel avait attiré l'attention du DSES sur le fait que la date de certaines cérémonies de prestation de serment ne permettait pas aux nouveaux citoyens de voter, ce qui posait un problème politique. Pour toutes ces raisons, les candidats sont regroupés pour les prestations de serment.

M. Ameli ajoute qu'effectivement, une personne qui tomberait à l'aide sociale dans la période qui s'étend entre l'arrêté de naturalisation et la prestation de serment est susceptible de voir son arrêté devenir caduc. Cela s'applique pour toute personne qui ne remplirait plus les conditions : il n'existe pas à cet égard, et conformément au droit fédéral, de hiérarchie entre les conditions. Néanmoins, en période de Covid, une directive fédérale du SEM a indiqué que le fait de se trouver à l'aide sociale en raison de la crise sanitaire n'était pas automatiquement rédhibitoire à la naturalisation. Pour rappel, la caducité de l'arrêté n'entraîne pas l'annulation de la procédure.

Un député (Ve) estime que le terme de « caducité » renvoie à une notion de situation irréversible. En effet, la formulation de l'alinéa laisse penser que lorsqu'une personne ne remplit plus les conditions, la procédure s'annule intégralement. A ce même titre, une personne qui ne se rendrait pas à la cérémonie de prestation de serment verrait sa procédure annulée. Il ne déposera pas d'amendement à ce stade, mais reviendra, le cas échéant, au troisième débat avec une proposition de modification.

Le président note qu'une large partie du débat porte sur le laps de temps entre l'arrêté du Conseil d'Etat et la prestation de serment. Cela pose la question de savoir s'il ne serait pas préférable de suivre l'avis des juges et de déterminer que la naturalisation intervient lors du prononcé de l'arrêté du Conseil d'Etat. Dans ce cadre, un autre moyen pourrait être trouvé pour rendre la prestation de serment obligatoire, après le prononcé de l'arrêté.

M. Ameli explique que l'article 25, alinéa 3, lettre a (LNat) date de 1991. Depuis cette date, « *[l]'acquisition de la nationalité genevoise prend effet : a) à la date de la prestation de serment pour l'étranger majeur* ». Cet argument a été soutenu par le département dans le cadre du contentieux autour de l'arrêt de janvier 2020 de la Chambre administrative de la Cour de justice. En effet, sans cet arrêt, tout le débat sur la caducité de l'arrêt n'aurait pas eu lieu. D'un point de vue de praticien, avec tout le respect que l'on peut porter au Pouvoir judiciaire, le raisonnement des juges fondé sur le Mémorial du Grand Conseil de 1991 est discutable. En effet, la Chambre a déterminé que « *la décision de naturalisation concernant les candidats âgés de plus de 25 ans a été qualifiée de définitive dans le sens de la renonciation à un*

examen et une décision du Grand Conseil. ». Or, toute interprétation juridique devrait d'abord se fonder sur une interprétation littérale – le texte de l'article 25, alinéa 3, lettre a est clair de ce point de vue – puis sur une interprétation téléologique et systématique en étudiant le sens de la disposition à la lumière de la logique des autres dispositions. A cet égard, la loi actuelle est cohérente et chronologique : l'article 24 « Prestation de serment » précède l'article 25 "Effet", lequel est le dernier article de la section 2 : « Naturalisation d'étrangers ».

M. Ameli ajoute que la proposition du président aurait pour conséquence de retirer la prestation de serment de la procédure. Il s'agit d'un choix politique, qui serait néanmoins unique en Suisse. Au vu des discussions antérieures sur le sujet, il apparaît que les membres de la commission sont attachés à la prestation de serment. Néanmoins, s'il est décidé que l'arrêté de naturalisation entraîne l'acquisition du droit de cité genevois, il semble difficile d'organiser une cérémonie de prestation de serment qui serait facultative compte tenu de la logistique nécessaire exposée plus haut. Par conséquent, s'il existe une volonté politique de maintenir une prestation de serment, cette dernière doit être obligatoire et entraîner l'acquisition de la nationalité. Par ailleurs, le récent arrêt de la Chambre administrative de la Cour de Justice de mars 2021 légitime la prestation de serment, mentionnant qu'elle fait partie intégrante de la procédure. Or, l'arrêté précise que *« si la nationalité s'acquiert au moment de l'arrêté du Conseil d'Etat, elle ne déploie d'effets pour les candidats majeurs qu'à compter de la prestation de serment »*, ce qui a peu de sens pour les motifs expliqués précédemment. C'est pourquoi il a été décidé d'ajouter un alinéa 4, respectivement de le maintenir nonobstant l'arrêt de la CACJ de mars 2021, afin de clarifier définitivement la portée juridique de la prestation de serment.

Le président ne souhaitait pas mettre en cause la prestation de serment, mais émettre une hypothèse qui serait propre à clarifier la situation. A cet égard, il pourrait être également envisagé de placer la cérémonie de prestation de serment avant le prononcé de l'arrêté. Cela permettrait à la prestation de serment de faire partie intégrante de la procédure tout en clarifiant la question de la temporalité entre l'arrêté du Conseil d'Etat et la cérémonie.

M. Ameli répond qu'il n'est pas impossible, sous toute réserve, d'imaginer de placer la cérémonie de prestation de serment avant l'arrêté du Conseil d'Etat. Néanmoins, la prestation de serment revêt un aspect symbolique de clôture de la procédure de naturalisation. Dans tous les cantons, elle intervient à la fin du processus. Par ailleurs, le magistrat s'appuie sur le fait qu'un arrêté du Conseil d'Etat a été rendu, pour procéder

à la prestation de serment. Pour rappel, lors de la prestation de serment, la personne concernée doit uniquement se rendre sur place et, à l'invitation du magistrat, se lever et lever la main en disant « je le jure » ou "je le promets" selon ses convictions (et ce, après lecture par le représentant de l'OCPM du texte de l'article 24 LNat). Le reste de la cérémonie concerne le discours du magistrat sur l'importance et la symbolique d'acquérir la nationalité suisse, la remise des documents officiels et du cadeau offert par le canton et les aspects festifs (chant de l'hymne national, buffet offert et prise de photos avec le magistrat), qu'il convient de garder en fin de procédure.

Un député (PDC) demande si l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat est remis aux nouveaux citoyens lors de la prestation de serment.

M. Ameli répond par la négative. Les personnes reçoivent l'arrêté à domicile. Au terme de la prestation de serment, les nouveaux citoyens reçoivent des fiches informatives concernant l'obtention des documents d'identité suisse – les représentants du secteur des passeports sont présents pour donner des explications – un diplôme qui n'a pas de portée juridique ainsi qu'un stylo *Caran d'Ache*. La portée juridique de la naturalisation découle de l'arrêté du Conseil d'Etat qui est envoyé, avant la cérémonie, chez le candidat ainsi qu'à l'autorité compétente. C'est lorsque l'arrêté lui est notifié que l'autorité prépare la prestation de serment.

Le même député (PDC) demande s'il ne serait pas judicieux que les futurs citoyens reçoivent l'arrêté du Conseil d'Etat à l'occasion de la cérémonie. Cela aurait pour conséquence de donner davantage de poids à l'acte solennel de la prestation de serment, qui ne se limiterait pas à la transmission de documents uniquement de nature administrative.

M. Ameli estime que cela serait propre à créer une certaine confusion. En effet, l'arrêté a toujours été prononcé avant la prestation de serment. Dès lors, s'il est transmis uniquement lors de la prestation de serment, cela signifie que le Conseil d'Etat n'enverrait pas sa décision au candidat concerné, mais uniquement à l'administration. Or, d'un point de vue du droit administratif, toute décision doit être notifiée à la personne à laquelle elle se rapporte.

Le président note que cela poserait également un problème du point de vue des délais de recours.

M. Ameli indique qu'il n'existe pas de voie de recours pour les arrêts positifs qui concernent 99% des arrêts prononcés par le Conseil d'Etat. Une voie de recours est uniquement prévue pour le 1% d'arrêts négatifs. Néanmoins, dans ces cas, la question de la prestation de serment ne se pose pas.

Le même député (PDC) estime que le fait de distribuer l'arrêté du Conseil d'Etat lors de la prestation de serment rendrait cette cérémonie plus importante. Cela serait propre à donner davantage d'importance au serment en lui-même. En effet, le fait de transmettre l'arrêté avant la prestation de serment laisse penser que le serment n'est qu'une étape administrative.

M. Ameli considère que cette pratique poserait un problème juridique. En effet, le Conseil d'Etat reconnaît le candidat dans sa nationalité au travers de l'arrêté. Lors de la cérémonie, le magistrat se s'appuie précisément sur le fait que les arrêtés de naturalisation ont été rendus par le Conseil d'Etat.

Ce même député (PDC) estime qu'il serait tout de même préférable de transmettre l'arrêté du Conseil d'Etat lors de la prestation de serment et en fait la proposition formelle.

Le président demande si ce député souhaite formuler une proposition d'amendement de rang législatif. Il est en effet difficile de voter une proposition qui porte sur une procédure qui ne serait pas matérialisable dans la loi.

Une députée (S) demande, si dans les autres cantons, la prestation de serment fait également partie intégrante de la procédure de naturalisation, ou s'il s'agit davantage d'un acte symbolique de clôture du processus. En effet, au vu du fait que la cérémonie de prestation de serment revêt principalement un caractère festif, la question se pose de savoir si elle n'est pas davantage d'ordre symbolique qu'une véritable étape de la procédure.

M. Ameli estime qu'il s'agit d'une question politique. Sans avoir réalisé une étude de droit comparé, la prestation de serment existe dans tous les cantons et fait, *a priori*, partie de la procédure. Pour rappel, la prestation de serment découle de l'article 24 LNat. Le fait de maintenir ou non cette disposition peut être débattu politiquement. Néanmoins, si elle existe, la cérémonie de prestation de serment doit demeurer un évènement d'importance. En effet, au vu de l'organisation d'un tel évènement, il n'est pas envisageable de le rendre facultatif.

Par conséquent, soit il est décidé que la cérémonie de prestation de serment n'a pas d'utilité et qu'elle doit être supprimée, soit elle doit demeurer comme une partie de la procédure et être explicitement confirmée dans son caractère obligatoire. A cet égard, il y a lieu de souligner que le nombre de contestations de la part de candidats augmente de manière générale et que les personnes ont parfois tendance à agir comme bon leur semble ou, autrement dit, par pure convenance personnelle. Par conséquent, il est important que les règles soient claires, tant pour l'administration – dans son travail et dans son organisation – que pour les usagers.

Le président note que cet article a soulevé plusieurs questions. Il propose aux membres de la commission de revenir, le cas échéant., en troisième débat avec des propositions de modification. A titre personnel, le président s'abstiendra sur cet article.

Un député (MCG) note que l'acquisition de la nationalité doit être vue comme une procédure sérieuse, qui nécessite un décorum et une symbolique forte. En effet, il n'est pas concevable que la nationalité s'acquière à la manière d'un achat que l'on ferait dans un supermarché. Par conséquent, il soutient la procédure mise en œuvre par l'administration.

Il souhaitait rebondir sur les propos de M. Ameli selon lesquels, sans cadre clair, il est difficile pour l'administration de travailler. Son intervention ne visait pas à remettre en cause quiconque concernant le sérieux de l'acquisition nationalité, mais visait à rappeler l'importance de maintenir un aspect formel au processus.

Le président propose de passer au vote.

Art. 38 amendement du Conseil d'Etat
adopté

Pas d'opposition,

Abstentions : 7 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PDC)

Art. 38 ainsi amendé

¹ La naturalisation d'un étranger s'étend aux membres de sa famille qui bénéficient de l'autorisation fédérale et qui sont inclus dans l'arrêté du Conseil d'Etat.

² L'enfant qui atteint sa majorité avant la délivrance de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat à ses parents en obtient un à titre personnel. Il est en outre tenu de prêter serment à titre individuel.

³ L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet :

a) à la date de la prestation de serment pour l'étranger majeur et ses enfants inclus dans la demande ;
à la date de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat pour l'étranger mineur ayant un dossier individuel.

⁴ L'arrêté de naturalisation devient caduc lorsque le candidat ne se présente pas à la prestation de serment ou lorsque les conditions de la naturalisation ordinaire ne sont plus remplies après son prononcé.

⁵ Le règlement détermine la procédure applicable aux situations visées à l'alinéa 4.

Pas d'opposition, adopté*Abstentions : 7 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PDC)***Section 3 Réintégration*****Pas d'opposition, adopté*****Art. 39 Conditions**

1 La Genevoise d'origine qui a perdu le droit de cité genevois par mariage avec un Confédéré peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité.

2 Le Genevois qui a acquis le droit de cité d'un autre canton peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité genevois.

Le président constate que cet article fait l'objet d'un amendement à l'alinéa 2. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique qu'il s'agit d'un amendement de forme, qui vise à remplacer « le Genevois » par « le citoyen genevois ».

Une députée (S) demande pour quelle raison l'amendement modifie uniquement « le Genevois » à l'alinéa 2 et non « La Genevoise » en « la citoyenne genevoise » à l'alinéa 1. De plus, elle demande pour quelle raison la question du mariage est abordée uniquement pour la Genevoise à l'alinéa 1 et non pour le Genevois.

M. Ameli explique que bien que cette disposition fasse partie de la LNat elle est surtout traitée par l'état civil. Le commentaire du projet de loi mentionne pour l'article 39, alinéa 1 :

« Bien que le mariage n'ait désormais plus d'effet sur le droit de cité de l'épouse, il s'impose néanmoins de maintenir cette possibilité pour les femmes qui ont perdu le droit de cité genevois en raison d'un mariage conclu avant 1988 ».

M. Ameli, n'étant pas spécialiste des questions liées aux mariages, ne peut pas en dire davantage sur à cette disposition.

Le président note que cette disposition se rapporte à un effet antérieur d'une règle de droit.

M. Ameli confirme. Il comprend la remarque de la députée PS sur la question de « La Genevoise ». En effet, la question peut se poser de savoir pour quelle raison l'amendement ne prévoit pas une modification de « La Genevoise » en « La citoyenne genevoise ».

Cette députée (S) propose formellement l'amendement suivant :

Art. 39, al. 1

¹ La citoyenne genevoise d'origine qui a perdu le droit de cité genevois par mariage avec un Confédéré peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité.

Le président met au voix l'amendement de la député (S) :

Art. 39, al. 1

« La citoyenne genevoise d'origine qui a perdu le droit de cité genevois par mariage avec un Confédéré peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité. »

Pas d'opposition, adopté

Art. 39, al. 2 (amendement du département)
adopté

Pas d'opposition,

Art. 39 ainsi amendé :

Art. 39 Conditions

¹ La citoyenne genevoise d'origine qui a perdu le droit de cité genevois par mariage avec un Confédéré peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité.

² Le citoyen genevois qui a acquis le droit de cité d'un autre canton peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité genevois.

Pas d'opposition, adopté

Art. 40 Procédure

1 La réintégration doit faire l'objet d'une demande au département.

2 Elle est prononcée de droit dans les cas mentionnés à l'article 39, alinéa 1.

3 La réintégration prévue à l'article 61 de la présente loi doit se faire auprès de l'autorité compétente, désignée dans le règlement d'application.

Le président note que cet article fait l'objet d'un amendement de la part du département. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique qu'il s'agit d'un amendement de forme. En effet, à l'alinéa 3 est modifié comme suit :

« *La **demande de réintégration** prévue à l'article 61 ~~de la présente loi~~ doit **être déposée** auprès de l'autorité compétente, désignée dans le règlement d'application.* »

Le président note que l'amendement n'introduit pas de changement de fond par rapport au projet initial.

M. Ameli indique que l'article en lui-même apporte un changement par rapport à la LNat. En effet l'alinéa 1 mentionne que « *La réintégration doit faire l'objet d'une demande au département* ». Dans la LNat actuelle, il est prévu que la demande soit formellement déposée par le Conseil d'Etat. Or, dans la pratique cet aspect est déjà traité par le département.

Le président constate que cet article ne fait appel à aucun commentaire de la part des membres de la commission et propose de passer au vote.

Art. 40 – amendement du département Pas d'opposition, adopté

Art. 40 ainsi amendé :

Art. 40 Procédure

¹ La réintégration doit faire l'objet d'une demande au département.

² Elle est prononcée de droit dans les cas mentionnés à l'article 39, alinéa 1.

³ La demande de réintégration prévue à l'article 61 doit être déposée auprès de l'autorité compétente, désignée dans le règlement d'application.

Pas d'opposition, adopté

Art. 41 Autorité compétente

La réintégration dans le droit de cité genevois est accordée gratuitement en tout temps par le Conseil d'Etat.

Le président note que cet article reprend la teneur de l'article 28 LNat.

M. Ameli confirme qu'il s'agit d'une reprise de l'article 28 LNat. En effet actuellement, la gratuité existe et le Conseil d'Etat est l'autorité compétente.

Le président constate que cet article ne fait appel à aucun commentaire de la part des membres de la commission et propose de passer au vote.

Art. 41	Pas d'opposition, adopté
----------------	---------------------------------

Art. 42 Effet de la réintégration

Confédéré

1 La réintégration dans le droit de cité genevois d'un Confédéré s'étend à ses enfants mineurs suisses s'il dispose sur ces derniers de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. En cas d'autorité parentale conjointe, l'assentiment de l'autre parent est nécessaire. L'assentiment de l'autre parent n'est toutefois pas requis lorsque le parent qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un effort raisonnable ou qu'il se désintéresse de la procédure. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées.

Etranger

2 La réintégration dans le droit de cité genevois d'un étranger s'étend aux membres de sa famille compris dans l'acte de réintégration établi par l'autorité fédérale.

Effet

3 L'acquisition du droit de cité genevois prend effet :

- a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour les Confédérés réintégrés dans le droit de cité genevois ;
- b) à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale pour les étrangers réintégrés selon la loi fédérale ;
- c) à la date de l'ordonnance d'inscription dans le registre de l'état civil pour les réintégrations basées sur l'article 61

Le président constate que cet article fait l'objet d'un amendement à l'alinéa 1. Il demande des précisions à M. Ameli.

M. Ameli indique qu'il s'agit d'un amendement important qui concerne la problématique déjà abordée du représentant légal, lorsque les parents sont séparés. En effet, suite à une consultation du Pouvoir judiciaire, il a été décidé que la compétence de trancher en cas de litige appartient au Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant (TPAE) et non plus à l'autorité.

Un député (PLR) note que l'amendement mentionne qu' » *[e]n cas d'autorité parentale conjointe, le consentement de l'autre parent est nécessaire* ». Or, la teneur initiale prévoit que « *[l]'assentiment de l'autre parent n'est toutefois pas requis (...)* » selon certaines conditions. Par conséquent, la question se pose de savoir si la teneur de l'amendement n'est pas propre à donner aux parents en conflit un outil perpétuel pour bloquer la procédure. En effet, selon la nouvelle teneur, il suffirait à un des deux parents de ne pas donner son consentement pour enrayer le processus.

M. Ameli explique que la problématique des conflits entre parents est toujours difficile à traiter par l'administration, car les protagonistes font souvent preuve de mauvaise foi ou d'instrumentalisation des enfants. Néanmoins, tant pour la version initiale que pour l'amendement, la problématique reste la même : le consentement des deux parents est nécessaire. Dans le projet initial, le département a d'abord estimé qu'il appartenait au secteur naturalisations de trancher, selon des présomptions qui figurent dans les nouvelles dispositions du Code civil. Le secteur naturalisations aurait alors dû déterminer si l'autre parent : « *qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un effort raisonnable ou qu'il se désintéresse de la procédure* ».

M. Ameli ajoute que ce contrôle, bien qu'il soit *a priori* possible, demanderait beaucoup de travail et de temps au secteur naturalisations. Il aurait néanmoins pour effet une amélioration du droit actuel, car la LNat ne prévoit pas ces situations. Cependant, suite à sa consultation, le Pouvoir judiciaire a déterminé qu'il serait préférable qu'en cas de conflit de cette nature, un juge tranche. Cette proposition – pour laquelle opte également le secteur naturalisations en raison de ce qui précède – a été privilégiée dans l'amendement qui prévoit que « *[l]es décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.* »

Le président propose de passer au vote.

Art. 42 amendement du département Pas d'opposition, adopté

Art. 42 ainsi amendé :

Art. 42	Effets de la réintégration Confédéré
----------------	---

¹ La réintégration dans le droit de cité genevois d'un Confédéré s'étend à ses enfants mineurs suisses s'il détient sur ces derniers l'exercice exclusif de l'autorité parentale. En cas d'autorité parentale conjointe, le consentement de l'autre parent est nécessaire. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

Etranger

² La réintégration dans le droit de cité genevois d'un étranger s'étend aux membres de sa famille compris dans l'acte de réintégration établi par l'autorité fédérale.

Effet

³ L'acquisition du droit de cité genevois prend effet :

- a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour les Confédérés réintégrés dans le droit de cité genevois ;
- b) à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale pour les étrangers réintégrés selon la loi fédérale ;
- c) à la date de l'ordonnance d'inscription dans le registre de l'état civil pour les réintégrations basées sur l'article 61.

Pas d'opposition, adopté

Section 4 Bourgeoisie d'honneur

Pas d'opposition, adopté

Art. 43 Bourgeoisie d'honneur

1 Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à un Confédéré ou à un étranger qui a rendu au canton ou à la Suisse des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites.

2 La bourgeoisie d'honneur est personnelle et intransmissible ; elle n'a pas les effets d'une naturalisation et ne confère pas le droit de cité genevois.

Effet

3 L'acquisition de la bourgeoisie d'honneur prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi votée par le Grand Conseil.

Le président constate que cet article fait l'objet d'un amendement à l'alinéa 3. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique que l'amendement vise uniquement à supprimer le sous-titre « effet » entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3.

Le président note que selon l'alinéa 1, « Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à un Confédéré ou à un étranger (...) ». Il demande s'il est possible d'accorder la bourgeoisie d'honneur à un Genevois ou une Genevoise.

M. Ameli note qu'un autre titre telle que la médaille de l'honneur pourrait être remise à un Genevois ou une Genevoise. S'agissant d'une loi portant sur

la naturalisation, il est vraisemblable qu'une personne déjà genevoise ne puisse pas acquérir la bourgeoisie d'honneur.

Un député (PLR) rappelle que la bourgeoisie d'honneur avait été proposée pour M. Didier Queloz, ce qui avait posé problème, car, M. Queloz étant genevois, la loi ne le permettait pas de le faire. Le député (PLR) demande s'il ne serait pas préférable de nuancer l'alinéa 1 en mentionnant « d'ordinaire » ou « usuellement » afin que la bourgeoisie d'honneur puisse être accordée à des personnes genevoises.

Le président propose de réfléchir à cette question en vue du troisième débat. A cet égard, un député (PDC), président du Grand Conseil à l'époque de la proposition d'octroi de la bourgeoisie d'honneur à M. Queloz pourra probablement éclairer la commission. Par ailleurs, bien que le projet de loi concerne la naturalisation, la bourgeoisie d'honneur est un titre honorifique, qu'il conviendrait de pouvoir accorder aux personnalités genevoises.

Un député (MCG) rappelle avoir été à l'initiative de la proposition d'accorder la bourgeoisie d'honneur à M. Queloz. Or, comme le Grand Conseil ne pouvait pas le faire en vertu de la loi, il a été demandé au Conseil d'Etat de proposer la bourgeoisie d'honneur de M. Queloz. Enfin, M. Queloz n'a pas pu recevoir la bourgeoisie d'honneur, mais la médaille « Genève reconnaissante ».

Le même député (PLR) note qu'il suffirait d'ajouter « gratuitement et d'ordinaire » à l'alinéa 1. Néanmoins, il apparaîtrait inopportun à ce stade de proposer un amendement, ne connaissant pas exactement les tenants et les aboutissants juridiques de cette modification. Il renonce à déposer un amendement à ce stade et reviendra le cas échéant au troisième débat.

Un député (S) souligne que la bourgeoisie d'honneur est une distinction honorifique qui ne revêt pas d'aspect juridique déterminant. A ce titre, la bourgeoisie d'honneur ne peut pas être comparée au droit de cité. Pour rappel, la bourgeoisie est une notion très répandue notamment en Suisse alémanique. Elle distingue la communauté des personnes détentrices des droits politiques (citoyens) de la communauté des personnes originaires d'un lieu (bourgeois).

Par conséquent, soit la bourgeoisie d'honneur est considérée comme un titre honorifique et elle doit pouvoir être décernée à l'ensemble de la population jugée « méritante », soit l'on estime que la situation actuelle convient et que le texte doit demeurer tel quel. A ce titre, la proposition du député (PLR) d'ajouter « d'ordinaire » serait propre à créer un système à deux vitesses. En effet, la loi maintiendrait la distinction entre les personnes genevoises et les personnes étrangères ou confédérées, tout en laissant la possibilité d'accorder

une bourgeoisie d'honneur à une personne genevoise lorsqu'elle est considérée comme particulièrement exceptionnelle. Il semblerait donc inopportun de modifier la loi dans le sens proposé par le député PLR.

Le président précise qu'à ce stade ce député n'a pas proposé d'amendement.

Un député (Ve) doute de la pertinence d'une disposition sur la bourgeoisie d'honneur dans une loi sur le droit de cité. En effet, lorsque la bourgeoisie d'honneur est accordée, par exemple à un citoyen appenzellois, celle-ci n'accorde pas les droits politiques à Genève. Par ailleurs, il semblerait souhaitable que cette distinction honorifique puisse être accordée à des citoyens genevois, car, comme évoqué, la bourgeoisie d'honneur ne revêt pas d'aspect juridique déterminant. A titre d'exemple, une personne membre d'une association peut également être membre d'honneur de la même association. Il serait favorable la suppression de la condition selon laquelle la personne ne doit pas être genevoise. Il propose de revenir, le cas échéant, en troisième débat avec une proposition dans ce sens.

Le président note que l'alinéa 1 pourrait être modifié comme suit :

*« Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à **une personne** qui a rendu au canton ou à la Suisse des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites. »*

M. Ameli précise que la notion de « bourgeoisie » revêt un aspect historique. Elle se réfère à l'appartenance d'une personne à un territoire. Cette disposition est présente dans la LNat, car elle vise les étrangers et les Confédérés. S'il est décidé d'ouvrir la bourgeoisie d'honneur aux citoyens genevois, cet aspect devrait vraisemblablement figurer dans une autre loi, qui porterait plus largement sur les distinctions honorifiques.

Le président s'accorde avec M. Ameli sur le fait qu'il puisse être plus opportun de prévoir cette disposition dans une autre loi qui mentionnerait les honneurs que peut décerner le canton.

Un député (MCG) souligne que, selon cette disposition Henry Dunant, pourtant premier prix Nobel de la paix, n'aurait pas pu obtenir la bourgeoisie d'honneur. Il serait enclin à suivre la proposition de son collègue Ve. Il propose de revenir, le cas échéant, en troisième débat sur cette question.

Le président propose formellement l'amendement suivant :

Art. 43, al. 1

*« Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à **une personne** qui a rendu au*

canton ou à la Suisse des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites. »

Le député (MCG) s'accorde avec cette proposition

Le même député (Ve) indique qu'une autre variante serait de supprimer l'article sur la bourgeoisie d'honneur et de prévoir une autre forme de distinction honorifique.

Le président met aux voix l'amendement suivant :

Art. 43, al. 1

*« Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à **une personne** qui a rendu au canton ou à la Suisse des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites. »*

Oui :	11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PLR, 2 PDC, 2 MCG)
Non :	0
Abstentions :	4(3 PLR, 1 UDC)

L'amendement est accepté.

Art. 43 – amendement du département Pas d'opposition, adopté

Art. 43 ainsi amendé :

Art. 43 Bourgeoisie d'honneur

¹ Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à une personne qui a rendu au canton ou à la Suisse des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites.

² La bourgeoisie d'honneur est personnelle et intransmissible ; elle n'a pas les effets d'une naturalisation et ne confère pas le droit de cité genevois.

³ L'acquisition de la bourgeoisie d'honneur prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi votée par le Grand Conseil.

Pas d'opposition, adopté

Chapitre III Acquisition par décision de l'autorité fédérale

Pas d'opposition, adopté

Art. 44 Décision de l'autorité fédérale

¹ L'autorité fédérale statue sur les demandes de naturalisation facilitée et sur les demandes de réintégration.

² Elle consulte le canton avant d'approuver la demande.

³ En vue de la détermination de l'autorité fédérale, le département effectue l'enquête visée à l'article 34, alinéa 2, de la loi fédérale.

Effet

4 L'acquisition de la nationalité suisse et du droit de cité genevois prend effet à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale.

Le président constate que cet article fait l'objet d'un amendement du département aux alinéas 1 et 4. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique qu'il s'agit de modifications de forme. En effet, à l'alinéa 1 : « *L'autorité fédérale statue* » devient « *L'autorité fédérale est compétente pour statuer* » ; à la fin de l'alinéa 1, la phrase « *dans la nationalité suisse, conformément à la loi fédérale* » a été ajoutée ; enfin, le sous-titre « effet » entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4 a été supprimé.

Un député (Ve) demande si l'alinéa 1 : « *L'autorité fédérale est compétente pour statuer sur les demandes de naturalisation facilitée (...)* » signifie qu'une personne éligible pour une naturalisation facilitée s'adresse directement à l'autorité fédérale et non à l'OCPM.

M. Ameli confirme. Dans le cadre d'une procédure de naturalisation facilitée, la demande est adressée directement à l'autorité fédérale. Après que l'autorité fédérale initie la procédure, elle transmet le dossier au canton compétent qui poursuit l'instruction. Le canton procède notamment à l'audition au nom et pour le compte du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM).

Le président demande si un résident dans le canton de Genève transmet d'abord sa demande au canton ou s'il s'adresse, dans le cadre d'une procédure facilitée, directement aux autorités fédérales.

M. Ameli répond que la personne doit s'adresser directement au Secrétariat d'Etat aux migrations. Il peut arriver que des personnes qui ignorent cet aspect de la procédure s'adressent aux autorités cantonales. Dès lors, le canton transmet l'adresse du SEM.

Le président constate que cet article ne suscite pas d'autres commentaires et propose de passer au vote.

Art. 44 – amendement du département Pas d'opposition, adopté

Art. 44 ainsi amendé :

Art. 44 Décision de l'autorité fédérale

¹ L'autorité fédérale est compétente pour statuer sur les demandes de naturalisation facilitée et sur les demandes de réintégration dans la nationalité suisse, conformément à la loi fédérale.

² Elle consulte le canton avant d'approuver la demande.

³ En vue de la détermination de l'autorité fédérale, le département effectue l'enquête visée à l'article 34, alinéa 2, de la loi fédérale.

Pas d'opposition, adopté

Titre III Perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse Pas d'opposition, adopté

Chapitre I Perte par le seul effet de la loi Pas d'opposition, adopté

Art. 45 Par acquisition d'un nouveau droit de cité cantonal

Le Genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.

Le président note que cet article fait l'objet d'un amendement de la part du département. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique que l'amendement remplace « Le Genevois » par « Le citoyen genevois ».

Un député (Ve) demande si les droits de cité de plusieurs cantons sont cumulatifs. En effet, si une personne déménage tous les 10 ans dans un autre canton, elle pourrait obtenir plusieurs droits de cité.

M. Ameli indique que cet aspect n'est pas de la compétence directe du secteur naturalisations, mais des services de l'état civil. Selon les nouvelles dispositions du Code civil, les droits de cité peuvent être cumulés.

Néanmoins, pour éviter des modifications intempestives dans le registre INFOSTAR, qui est un registre authentique au sens de l'article 9 du Code civil, le département s'est inspiré de la pratique fribourgeoise résumée dans le message du projet de loi comme suit : *« Pour éviter que des données inscrites dans le registre informatisé de l'état civil (INFOSTAR) ne doivent être effacées à la suite de la déclaration expresse de la personne requérante qui se serait opposée à la perte de son droit de cité genevois au sens de l'article 32, alinéa 3 LNat, le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde dorénavant également le droit de cité genevois, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant l'octroi du nouveau de droit de cité1. »*

Un député (PLR) note que, selon le message cité par M. Ameli, des personnes pourraient renoncer à leur droit de cité genevois, lorsqu'elles acquièrent un nouveau droit de cité. Il demande si les cas de renonciations sont courants.

M. Ameli indique n'en avoir jamais constaté. En effet, cette problématique concerne davantage l'état civil. A ce titre, il a existé des cas pour lesquels, par exemple, une épouse ne souhaitait pas garder le droit de cité de son ex-mari.

Une députée (S) note que cet article mentionne uniquement « le citoyen genevois », il conviendrait qu'il s'adresse également à « la citoyenne genevoise »

Le président confirme que cet aspect sera abordé lors du traitement de la rédaction du projet de loi en langage épïcène demandée au département.

Art. 45 - amendement du département Pas d'opposition, adopté

Art. 45 ainsi amendé :

Art. 45 Par acquisition d'un nouveau droit de cité cantonal

Le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.

Pas d'opposition, adopté

1 La solution retenue dans le projet de loi correspond à celle du canton de Fribourg (cf. art. 27, al. 1 de la loi sur le droit de cité fribourgeois; RSF 114.1.1).

Le président propose de suspendre le débat sur ce projet de loi à ce stade afin d'aborder quelques points divers. Le président remercie les représentants du département pour leur compétence et leur efficacité et en prend congé.

Séance du mercredi 12 mai 2021

Le président rappelle que le traitement de ce projet de loi est en cours, la commission devant reprendre sa lecture article par article, en deuxième débat, à l'article 46.

Art. 46 Par reconnaissance de l'enfant trouvé

Lorsque la filiation est reconnue ultérieurement, l'enfant trouvé perd le droit de cité acquis conformément à l'article 10, s'il est encore mineur et ne devient pas apatride. Le Conseil d'Etat constate cette perte par arrêté.

Le président note que cet article est une adaptation de l'article 32 LNat. Il demande si M. Ameli souhaite apporter des précisions sur cette disposition.

M. Ameli confirme qu'il s'agit uniquement d'une adaptation de l'article 32 LNat.

Le président demande si les cas de reconnaissance d'enfants trouvés sont courants.

M. Ameli indique n'avoir jamais eu à traiter ces cas de figure.

Le président constate que cet article n'appelle aucun commentaire et propose de passer au vote

Art. 46	Pas d'opposition, adopté.
----------------	----------------------------------

Chapitre II Perte par décision de l'autorité ***Pas d'opposition, adopté.***

Section 1 Renonciation ***Pas d'opposition, adopté.***

Art. 47 Conditions

¹ Tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois : a) s'il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre

canton ;

b) s'il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée.

Enfants mineurs

² *Les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de l'autorité parentale du requérant sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois s'ils remplissent les conditions précitées sous réserve du droit fédéral. L'assentiment de l'autre parent est nécessaire si le requérant ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. L'assentiment de l'autre parent n'est toutefois pas requis lorsque le parent qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un effort raisonnable ou qu'il se désintéresse de la procédure. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées.*

³ *Le mineur qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment du détenteur exclusif de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 2.*

Le président note que cet article fait l'objet d'un amendement du département à l'alinéa 2. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique que cet amendement reprend la rédaction des autres articles concernant le consentement de l'autre parent.

Un député (S) constate que l'article fait mention d'enfants mineurs qui seraient compris dans la renonciation des parents. A cet égard, il demande si ce cas de figure est fréquent. Par ailleurs, il est à noter que la renonciation des parents peut ne pas être forcément dans l'intérêt des enfants.

M. Ameli indique n'avoir jamais été confronté à ce cas de figure pour l'instant. Il est à noter que cette disposition existe déjà dans le droit actuel. A cet égard, il apparaît que, comme les enfants mineurs dépendent de l'autorité des parents, il revient aux parents de choisir la nationalité de leur enfant. A ce titre, le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant (TPAE) avait tranché dans un dossier où le parent ayant la garde de l'enfant n'arrivait pas à obtenir le consentement de l'autre parent pour la naturalisation de leur enfant commun, qu'il était dans l'intérêt des enfants d'obtenir la nationalité suisse.

M. Ameli ajoute que d'un point de vue du droit, l'enfant mineur n'a pas la capacité d'exercer les droits civils. Celle-ci s'exerce par l'intermédiaire de parents ou des représentants légaux. A cet égard, soit les deux parents décident pour l'enfant et l'autorité ne s'immisce pas dans la sphère privée des personnes concernées, soit les parents sont séparés et l'un s'oppose à la procédure. Dans cette deuxième hypothèse, le cas est tranché par le TPAE.

M. Ameli précise qu'il peut arriver qu'il ne soit pas dans l'intérêt de l'enfant d'obtenir la nationalité suisse. En particulier lorsque le pays

d'origine de la personne n'accepte pas les doubles nationalités, comme c'est par exemple le cas avec la Russie, la Chine ou le Japon. Par conséquent, si le parent souhaite retourner dans son pays d'origine avec l'enfant sur lequel il détient l'autorité parentale, il peut être de l'intérêt de l'enfant de ne pas être naturalisé.

Le même député (S) comprend que si les deux parents ne sont pas d'accord, la nationalité ne sera pas retirée à l'enfant.

M. Ameli confirme. Dans tous les cas pour lesquels les deux parents sont en désaccord, un jugement du TPAE sera demandé.

Ce même député (S) estime que la phrase « *Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées* » n'est pas claire. Il demande qui saisit le tribunal en cas de désaccord.

M. Ameli note que la phrase citée par ce député est à relier avec la phrase précédente : » *Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale* ». Il existe donc trois hypothèses : premièrement, les deux parents ont l'exercice de l'autorité parentale. Dans ce cas l'autorité n'intervient pas.

Deuxièmement, si tel n'est pas le cas, le consentement exprès de l'autre parent est demandé. Dans ce cas, l'autorité n'intervient pas non plus si le consentement à la naturalisation est donné par l'autre parent. Enfin troisièmement, l'un des deux parents refuse de donner son consentement exprès. Dans ce cas « les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées ». Pour répondre à la question de ce député, le parent – qui détient l'autorité parentale partagée et le droit de garde de l'enfant- qui a initié la procédure saisit le TPAE.

Art. 38 (LN) : Enfant compris dans la libération :

¹ *Les enfants mineurs sont compris dans la libération aux conditions suivantes :*

- a. ils sont soumis à l'autorité parentale des requérants ;*
- b. ils ne séjournent pas en Suisse ;*
- c. ils ont une nationalité étrangère ou l'assurance d'en obtenir une.*

² *Les enfants mineurs de plus de 16 ans sont compris dans la libération s'ils y consentent par écrit.*

M. Ameli estime qu'*a priori* l'enfant mineur de moins de 16 ans est compris dans la libération du parent. En dessus de 16 ans, l'enfant doit donner son consentement par écrit.

Un député (S) estime qu'il n'est pas logique que tant l'enfant en dessous de 16 ans que l'autre parent puissent s'opposer, alors que le parent qui fait la demande de libération ne peut pas s'opposer à ce que l'enfant soit inclus dans la libération.

M. Ameli comprend que cette question porte sur des cas pour lesquels un parent voudrait renoncer à la nationalité pour lui-même et non pour son enfant.

M. Ameli donne lecture du Manuel sur la nationalité au chapitre 8, chiffre 812² :

Principe

Les enfants mineurs du requérant suisse sont compris dans sa demande de libération sur demande expresse du requérant. Ce dernier doit détenir l'autorité parentale.

Tout comme le requérant, les enfants mineurs compris dans la libération de leur parent doivent séjourner à l'étranger et posséder une autre nationalité, ou du moins, avoir l'assurance d'en acquérir une avant l'octroi de la libération

Particularités

La libération d'un enfant mineur de plus de seize ans ne peut être valable qu'avec son consentement écrit. Lorsque l'enfant de plus de seize ans ne consent pas à la libération, il doit être obligatoirement exclu de la procédure de libération de son parent.

L'enfant mineur dont les deux parents sont suisses et qui est compris dans la libération de l'un de ses parents ne peut être libéré de sa nationalité que lorsque l'autre parent suisse, qui conserve sa nationalité, y consent.

Les enfants d'un requérant qui forme une demande de libération auprès d'une représentation suisse à l'étranger ne sont pas compris dans la libération de leur parent lorsqu'ils séjournent de manière stable et durable en Suisse.

M. Ameli note qu'il existe deux conditions : premièrement le parent doit notifier expressément que la libération concerne également ses enfants ;

² <https://www.sem.admin.ch/dam/sem/fr/data/rechtsgrundlagen/weisungen/buergerrecht/hb-bueg18-kap8-f.pdf.download.pdf/hb-bueg18-kap8-f.pdf>

deuxièmement l'enfant mineur de plus de 16 ans doit donner son consentement. Par conséquent, contrairement à ce qui a été évoqué plus haut, la libération de l'enfant n'est pas automatique.

Le même député (S) propose de modifier l'article 46, alinéa 2 comme suit :

« ² Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois s'ils remplissent les conditions énumérées à l'alinéa 1, sous réserve du droit fédéral. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. »

Le président met aux voix le sous-amendement du député (S) :

Art. 46 al. 2 : *« ² Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois s'ils remplissent les conditions énumérées à l'alinéa 1, sous réserve du droit fédéral. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. »*

Pas d'opposition, adopté.

Art. 47 ainsi amendé :

Art. 47 Conditions

¹ Tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois :

- a) s'il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre canton ;
- b) s'il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée.

Enfants mineurs

² Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois s'ils remplissent les conditions énumérées à l'alinéa 1, sous réserve du droit fédéral. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

³ Le mineur qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment du détenteur exclusif de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 2.

Pas d'opposition, adopté.

Art. 48 Procédure

¹ *La demande de libération des liens du droit de cité genevois est adressée au département ; ce dernier en donne connaissance à la commune d'origine du requérant.*

² *Après avoir fait procéder à une enquête, le département communique son préavis au Conseil d'Etat.*

³ *Si le Conseil d'Etat estime que la demande peut être acceptée, il établit un acte de libération des liens du droit de cité genevois mentionnant toutes les personnes comprises dans sa décision.*

⁴ *Le Conseil d'Etat notifie sa décision :*

a) à l'intéressé, si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a ;

b) à l'autorité fédérale si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre b.

Emolument

⁵ *Un émolument est perçu pour la libération.*

Le président note que cet article fait l'objet d'un amendement du département. Il demande des précisions à M. Ameli.

M. Ameli indique que l'amendement vise uniquement à remplacer « le requérant » par « la personne requérante ».

Le président constate que cette disposition ne fait appel à aucun commentaire. Il propose de passer au vote.

Art. 48 – amendement du département Pas d’opposition, adopté.**Art. 48 ainsi amendé :****Art. 48 Procédure**

¹ La demande de libération des liens du droit de cité genevois est adressée au département ; ce dernier en donne connaissance à la commune d’origine de la personne requérante.

² Après avoir fait procéder à une enquête, le département communique son préavis au Conseil d’Etat.

³ Si le Conseil d’Etat estime que la demande peut être acceptée, il établit un acte de libération des liens du droit de cité genevois mentionnant toutes les personnes comprises dans sa décision.

⁴ Le Conseil d’Etat notifie sa décision :

- a) à l’intéressé, si la demande a été présentée en vertu de l’article 47, alinéa 1, lettre a ;
- b) à l’autorité fédérale si la demande a été présentée en vertu de l’article 47, alinéa 1, lettre b.

Emolument

⁵ Un émolument est perçu pour la libération.

Pas d’opposition, adopté.**Section 2 Annulation par décision de l’autorité cantonale
Pas d’opposition, adopté.****Art. 49 Annulation par décision du Conseil d’Etat**

¹ Le Conseil d’Etat peut annuler le droit de cité genevois ou la réintégration dans le droit de cité genevois obtenu par des déclarations mensongères ou par la dissimulation de faits essentiels.

² La naturalisation ou la réintégration peut être annulée dans un délai de 2 ans après que le Conseil d’Etat a eu connaissance de l’état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l’octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d’instruction signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.

Le président constate que cet article fait l'objet d'un amendement à l'alinéa 2. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique qu'il s'agit d'une reformulation de l'alinéa 2 dont la teneur initiale reprenait celle du droit fédéral. Néanmoins, il semblait souhaitable de commencer la phrase en mentionnant l'autorité compétente – le Conseil d'Etat. Par conséquent la phrase « *La naturalisation ou la réintégration peut être annulée dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat (...)* » devient « *Le Conseil d'Etat peut annuler la naturalisation ou la réintégration dans un délai de 2 ans (...)* ».

Le président constate que cette disposition ne fait appel à aucun commentaire. Il propose de passer au vote.

Art. 49 – amendement du département Pas d'opposition, adopté.

Art. 49 ainsi amendé :

Art. 49 Annulation par décision du Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat peut annuler le droit de cité genevois ou la réintégration dans le droit de cité genevois obtenus par des déclarations mensongères ou par la dissimulation de faits essentiels.

² Le Conseil d'Etat peut annuler la naturalisation ou la réintégration dans un délai de 2 ans après qu'il a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'instruction signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.

Pas d'opposition, adopté.

Art. 50 Procédure

¹ *Le citoyen genevois qui fait l'objet d'une procédure d'annulation du droit de cité genevois doit en être informé, par écrit, par le département et être invité à exercer son droit d'être entendu. Les membres de la famille également concernés par cette procédure sont avisés individuellement.*

² *Si le lieu de résidence de l'intéressé est inconnu, l'avis est publié dans la Feuille d'avis officielle.*

Personnes comprises dans l'annulation du droit de cité genevois

³ L'annulation fait perdre le droit de cité genevois aux membres de la famille qui l'ont acquise en vertu de la décision annulée. Font exception les enfants qui deviendraient apatrides ensuite de l'annulation ou ceux qui, au moment où la décision d'annulation est prise, ont atteint l'âge de 16 ans et remplissent les conditions prévues aux articles 17 à 26.

Publication

⁴ Le Conseil d'Etat fait publier dans la Feuille d'avis officielle le nom des personnes dont le droit de cité genevois, respectivement la nationalité suisse, a été annulé.

Le président constate que l'article fait l'objet d'un amendement de la part du département. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique qu'il s'agissait uniquement de la correction d'une erreur d'orthographe à l'al. 3 : « qui l'ont acquise » est corrigé en « qui l'ont acquis ».

Le président n'est pas certain qu'il faille passer par un amendement pour corriger une erreur d'orthographe. Il propose néanmoins de voter l'amendement du département :

Art. 50 – amendement du Conseil d'Etat ***Pas d'opposition, adopté.***

Le président constate que cet article n'appelle à aucun commentaire. Il propose de passer au vote d'ensemble.

Art. 50 ainsi amendé :

Art. 50 Procédure

¹ Le citoyen genevois qui fait l'objet d'une procédure d'annulation du droit de cité genevois doit en être informé, par écrit, par le département et être invité à exercer son droit d'être entendu. Les membres de la famille également concernés par cette procédure sont avisés individuellement.

² Si le lieu de résidence de l'intéressé est inconnu, l'avis est publié dans la Feuille d'avis officielle.

Personnes comprises dans l'annulation du droit de cité genevois

³ L'annulation fait perdre le droit de cité genevois aux membres de la famille qui l'ont acquis en vertu de la décision annulée. Font exception les enfants

qui deviendraient apatrides ensuite de l'annulation ou ceux qui, au moment où la décision d'annulation est prise, ont atteint l'âge de 16 ans et remplissent les conditions prévues aux articles 17 à 26.

Pas d'opposition, adopté.

Section 3 Annulation et retrait par décision de l'autorité fédérale
Pas d'opposition, adopté.

Art. 51 Annulation

La naturalisation ou la réintégration accordée en application de la loi fédérale peut être annulée par l'autorité fédérale dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'instruction signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.

Le président note que cet article est une reprise de l'article 37 LNat. Il constate que la disposition ne fait l'objet d'aucun commentaire et propose de passer au vote.

Art. 51 **Pas d'opposition, adopté.**

Art. 52 Retrait

L'autorité fédérale peut en tout temps, avec l'assentiment du Conseil d'Etat, retirer la nationalité suisse et le droit de cité genevois à un double national, si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse.

Le président s'interroge sur la nature de l'atteinte aux « aux intérêts ou au renom de la Suisse » qui sont des conceptions très vagues. Il demande s'il existe des exemples en la matière.

Un député (S) note que le retrait de la nationalité est une compétence fédérale. A ce titre, il semble étrange que cette disposition se retrouve dans une loi cantonale. Par ailleurs, il partage la remarque du président. En effet, les « intérêts » et le « renom de la Suisse » sont deux éléments très vagues et

critiquables sur le fond. Néanmoins, s'agissant d'un droit fédéral le parlement cantonal ne peut le modifier.

M. Ameli explique que cette disposition est présente dans le projet de loi pour deux raisons. Premièrement, il s'agit d'une reprise du droit cantonal actuel, qui mentionne l'hypothèse de retrait de la nationalité, lequel relève de la compétence exclusive de la Confédération. Deuxièmement, cela a également une fonction pédagogique. En effet, les candidats et candidates ne sont pas toujours au courant de l'existence du droit fédéral en la matière. Le fait que la loi cantonale se rapporte au droit fédéral donne davantage de lisibilité et d'accessibilité au droit. C'est d'ailleurs très vraisemblablement pour cette raison que le législateur de 1992 a souhaité le mentionner dans la loi cantonale.

M. Ameli ajoute que l'annulation de la naturalisation (art. 49) concerne également le droit de cité, qui est de la compétence cantonale. Ce cas de figure intervient notamment lorsqu'un Confédéré obtient le droit de cité genevois suite à une déclaration mensongère. Néanmoins, le retrait de la nationalité qui découle de l'article 42 LN est de compétence exclusivement fédérale. D'un point de vue historique et comme évoqué lors d'une précédente séance, le retrait de la nationalité avait été prévu pour des cas liés à des questions d'espionnage. Néanmoins, à l'heure actuelle, cette disposition s'applique, dans des situations très rares, pour des cas liés au terrorisme. A ce titre, le droit précise que la personne ne doit pas être apatride suite au retrait de sa nationalité. C'est pourquoi la Confédération, respectivement le Secrétariat d'Etat aux migrations, a très peu appliqué cette disposition.

Une députée (PLR) note que la présence de cette disposition dans la loi cantonale découle probablement du fait que l'article fait référence au Conseil d'Etat.

M. Ameli confirme cette supposition. En effet, cet aspect ressort directement de l'art. 42 LN qui mentionne que «*Le SEM peut, avec l'assentiment de l'autorité du canton d'origine, retirer la nationalité suisse (...)*». Cette disposition dans le droit cantonal se justifie d'autant plus qu'elle avait été prévue dans l'ancien droit de 1992. De surcroît, la disposition permet une meilleure accessibilité au droit d'un point de vue pédagogique.

Un député (S) déduit de l'article 52 qu'il doit exister une certaine marge de manœuvre du Conseil d'Etat en matière de retrait de nationalité. A ce titre, il serait intéressant de connaître de manière plus précise les critères de retraits. En outre, il apparaît que les mesures de retrait de nationalité n'ont jamais rien résolu.

Selon les propos de M. Ameli, ces mesures sont actuellement appliquées dans des cas liés au terrorisme. Or, selon la formulation très vague de l'article 52, le retrait de la nationalité semble pouvoir s'appliquer à de nombreuses autres situations. Par ailleurs, le retrait de la nationalité entraîne une course entre les états du ressortissant : chaque état est tenté de vouloir retirer la nationalité en premier pour s'éviter tout problème. Toutefois, dans les cas de personnes parties en Syrie, la Suisse doit assumer sa responsabilité, rapatrier ces personnes et les juger.

Un député (MCG) s'oppose à la vision politique de son collègue PS sur cette question. En effet, une personne qui commettrait les actes décrits par celui-ci devrait être déchue de sa nationalité. Néanmoins, cette discussion n'est pas en lien direct avec le fond du projet de loi, c'est pourquoi il est préférable de ne pas ouvrir un débat à ce stade.

Le président comprend les différentes positions des députés sur le retrait de la nationalité. Néanmoins, il est à noter que les critères d'« atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse » sont très vagues et laissent la porte ouverte à l'arbitraire. En effet, l'intérêt de la Suisse et une notion sur laquelle les Suisses sont constamment en désaccord. C'est pourquoi il existe des mécanismes d'expression pour arbitrer ce que sont, aux yeux de la population, les intérêts de la Suisse. A titre d'exemple, il est vraisemblable que le président et un député (PLR) ne partagent pas la même vision de ce qu'est l'intérêt du pays. En effet, il est possible qu'une autorité d'un autre bord politique considère que la vision d'EAG sur la politique d'imposition nuit à l'intérêt de la Suisse, et inversement. Cela ne doit toutefois pas être un motif de retrait de la nationalité. Certes, il existe des intérêts supérieurs de l'Etat sur lesquels tout le monde peut s'accorder. Il semble néanmoins utile de les préciser.

Le président s'abstiendra lors du vote sur cet article et reviendra en troisième débat avec des éléments de précision. Selon les propos de M. Ameli, l'article concerne les cas de terrorisme ou de Jihad. Or, l'article ne mentionne pas expressément ces motifs.

M. Ameli indique avoir relu dans l'intervalle le Manuel sur la nationalité. Ce dernier mentionne plusieurs critères de retrait de la nationalité relativement stricts et précis. A cet égard, l'art. 30 OLN mentionne les conditions matérielles à remplir pour être considéré comme portant « gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse ». Il s'agit de conditions au niveau pénal et non politique :

Art. 30 Retrait de la nationalité (OLN)

¹ Porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse quiconque :

- a. commet un crime ou un délit visés aux art. 266, 266^{bis}, 272 à 274, 275, 275^{bis} et 275^{ter} du code pénal (CP) ;*
- b. commet un crime grave dans le cadre d'activités terroristes, d'extrémisme violent ou de criminalité organisée ;*
- c. commet un génocide (art. 264 CP), un crime contre l'humanité (art. 264a CP), une infraction grave aux conventions de Genève du 12 août 1949 (art. 264c CP) ou un autre crime de guerre (art. 264d à 264h CP) ;*
- d. menace durablement les bonnes relations de la Suisse avec un Etat étranger par la commission d'un outrage à cet Etat (art. 296 CP).*

M. Ameli note qu'en vertu de cet article, la notion de porter « gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse » se fonde sur des critères objectifs et non sur une appréciation subjective du pouvoir fédéral. Il existe au demeurant des cautions à cet article qui figurent à l'article 30, alinéa 2 OLN :

« ² Le retrait présuppose une condamnation entrée en force. Sont exceptés les cas où la poursuite pénale ne pourrait pas aboutir, l'Etat dans lequel les actes ont été commis n'ayant pas la volonté ou n'étant pas en mesure de mener à son terme une procédure pénale ou de répondre aux exigences d'une demande d'entraide judiciaire étrangère, du fait notamment du dysfonctionnement de la totalité ou d'une partie substantielle de l'appareil juridique indépendant. »

M. Ameli ajoute que le Manuel sur la nationalité, au chapitre 8, chiffre 822³ mentionne également que : « Dans ce cas, l'impunité qui en résulte à l'égard de la personne coupable ne doit pas donner lieu à un traitement de faveur. Lorsque les conditions sont réunies, il est alors justifié que le SEM ouvre une procédure de retrait. ». A cet égard le terme « procédure » sous-entend que les voies de droit du justiciable sont garanties.

Un député (Ve) comprend les arguments juridiques de M. Ameli. Néanmoins, lorsque Jean Ziegler avait rédigé son ouvrage sur le secret bancaire, il lui avait été reproché de nuire aux intérêts et au renom de la Suisse. Le terme de « traître à la patrie » lui a même été imputé. M. Ameli a montré que les critères étaient mentionnés dans l'ordonnance fédérale.

³ <https://www.sem.admin.ch/dam/sem/fr/data/rechtsgrundlagen/weisungen/buergerrec ht/hb-buegl8-kap8-f.pdf.download.pdf/hb-buegl8-kap8-f.pdf>

Toutefois, l'ordonnance, qui a pour but décliner la loi est précisément de rang inférieur à ladite loi. Par conséquent, il est souhaitable d'apporter des précisions de rang législatif. Ces précisions devront être rédigées dans le respect du droit fédéral : les juristes présents dans la commission pourront trouver une solution satisfaisante pour encadrer au mieux l'ordonnance mentionnée.

Le même député (S) explique qu'il existe d'une part un flou dans l'interprétation de cette disposition. A cet égard, bien que l'OLN apporte davantage de précision, ces dernières n'ont pas été reproduites dans la loi. D'autre part, il est important de s'intéresser aux cas pour lesquels cette disposition s'applique. Différents reportages de la RTS ont montré des femmes qui se rendaient en Syrie, souvent accompagnées d'enfants. Bien que le choix de ces femmes soit hautement critiquable, les décisions de retrait de la nationalité sont prises sans jugement. De plus, les décisions touchent également les enfants, qui ne peuvent pas rentrer en Suisse, car les autorités locales empêchent les enfants de repartir seuls. Il est donc important de prendre en compte le sort de ces enfants. A cet égard, le droit fédéral semble laisser une marge de manœuvre au Conseil d'Etat en la matière. Il demande quelle est cette marge de manœuvre.

Un député (Ve) rejoint son collègue (S) sur le besoin de précision dans la loi cantonale. A titre d'exemple et d'expérience, il existe des personnes présentant des problèmes psychiatriques qui pourraient penser que leur nationalité leur serait retirée si elles traversent un passage piéton au rouge ou en dehors des clous. Bien que ce type de raisonnement soit irrationnel, il semble utile, également pour ces cas, de préciser la loi.

Un député (PLR) s'accorde avec les précédents propos de son collègue (MCG). En effet, la loi mentionne les mots de « conduite » et « gravement ». A ce titre, le fait de traverser au passage piéton en dehors des clous ne constitue pas une conduite qui porte gravement atteinte à l'intérêt de la Suisse. Comme mentionné plus haut, il est vrai que Jean Ziegler a été traité de « traître » après avoir publié son livre « Une Suisse au-dessus de tout soupçon ». Néanmoins, ces échanges font partie du débat politique et il ne s'agit pas d'une atteinte pénale : M. Ziegler n'a pas été condamné pour les propos tenus dans son livre.

Il ajoute que la question des femmes avec enfants est un aspect important qui mériterait une réflexion plus approfondie. En effet, cette question ne concerne pas uniquement les personnes suisses qui sont parties en guerre en Syrie contre l'Occident – en d'autres termes contre la Suisse -, mais également les enfants. Néanmoins, sur la question de la précision de l'article, les critères sont jugés d'un point de vue pénal. A cet égard les termes de

« conduite » et de « porte atteinte gravement », bien que subjectifs sont précisés dans l'OLN. Il se trouve, de plus, que cette rédaction qui peut être considérée comme floue n'est pas forcément en défaveur des personnes naturalisées. La lecture de cet article nécessite un certain bon sens auquel il convient de se fier. Il se dit opposé à une modification de cette formulation.

Un député (S) note que les arguments se rejoignent sur la question des enfants. En effet, les enfants ne sont pas responsables. S'agissant d'enfants suisses, cet aspect doit être pris en compte. Il demande de quelle manière la situation de ces enfants est prise en compte lors du retrait de la nationalité des parents.

M. Ameli souligne, sans entrer dans le débat politique, que la disposition sur le retrait de la nationalité a de tout temps existé en droit fédéral. A cet égard, l'Ordonnance fédérale constitue une innovation du droit, car il n'existait auparavant pas de conditions aussi clairement mentionnées pour le retrait de la nationalité suisse.

Le même député (S) propose l'amendement suivant :

Art. 52 al. 2 (nouveau)

« Lorsque l'intérêt de l'enfant mineur de la personne concernée s'y oppose, le Conseil d'Etat ne donne pas son consentement. »

Le président met aux voix l'amendement du député (S) :

Art. 52 al. 2 (nouveau)

« ² Lorsque l'intérêt de l'enfant mineur de la personne concernée s'y oppose, le Conseil d'Etat ne donne pas son consentement. »

Oui : 8 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC)

Non : 7 (4 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 0

L'amendement est accepté.

Le président met aux voix l'article 52 ainsi amendé :

Art. 52 Retrait

¹L'autorité fédérale peut en tout temps, avec l'assentiment du Conseil d'Etat, retirer la nationalité suisse et le droit de cité genevois à un double national, si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse.

²Lorsque l'intérêt de l'enfant mineur de la personne concernée s'y oppose, le Conseil d'Etat ne donne pas son consentement.

Oui : 10 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 2 PLR)

Non : 5 (2 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Abstentions : 0

L'article 52 ainsi amendé est accepté.

***Section 4 Effets de la perte du droit de cité genevois
d'opposition, adopté.***

Pas

Art. 53 Effets

La perte du droit de cité genevois prend effet :

a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour le Confédéré libéré des liens

du droit de cité genevois ;

b) à la date de la notification ou, à défaut, de la publication dans la Feuille

fédérale par l'autorité fédérale, pour l'étranger libéré des liens du droit de

cité genevois ;

c) à la date de l'entrée en force de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour le Confédéré ou l'étranger dont le droit de cité genevois a été annulé en vertu de l'article 49 ;

d) à la date de l'entrée en force de la décision de l'autorité fédérale, pour l'étranger dont le droit de cité genevois a été retiré ou annulé en vertu des articles 51 ou 52.

Le président demande si M. Ameli souhaite apporter des précisions sur cet article.

M. Ameli indique qu'il s'agit d'une reprise de l'art. 39 LNat.

Le président constate que cet article ne fait appel à aucun commentaire et propose de passer au vote :

Art. 53 **Pas d'opposition, adopté.**

Titre IV Acquisition et perte du droit de cité communal

Pas d'opposition, adopté.

Chapitre I Acquisition d'un nouveau droit de cité communal

Pas d'opposition, adopté.

Art. 54 Conditions

Le citoyen genevois peut demander d'acquérir :

- a) le droit de cité de sa commune de domicile s'il y a résidé d'une manière effective pendant 2 ans dont les 12 mois qui précèdent sa requête ;*
- b) le droit de cité de son conjoint ou de son partenaire enregistré lorsqu'il était célibataire.*

Pas d'opposition, adopté.

Art. 55 Conjoint, partenaire enregistré et enfants

¹ Lorsque la requête émane d'un citoyen marié ou lié par un partenariat enregistré, celle-ci n'inclut le conjoint ou le partenaire enregistré que si ce dernier y consent par écrit.

² Les enfants mineurs du requérant sont compris dans sa requête ; toutefois, ils doivent y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. L'assentiment de l'autre parent est en outre nécessaire si le requérant ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. L'assentiment de l'autre parent n'est toutefois pas requis lorsque le parent qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un effort raisonnable ou qu'il se désintéresse de la procédure. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées.

³ Le mineur genevois qui présente une demande de droit de cité communal à titre individuel doit produire l'assentiment de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. L'exception et la réserve prévues à l'alinéa 2 sont également applicables.

Le président constate que cet article fait l'objet d'un amendement du département. Il demande des précisions à M. Ameli.

M. Ameli indique que cet amendement concerne la problématique déjà abordée du consentement des parents. L'amendement renvoie au tribunal compétent, à savoir le TP AE.

Le président constate que cet article ne fait l'objet d'aucune demande de parole et propose de passer au vote.

Art. 55 amendement du département Pas d'opposition, adopté.

Art. 55 ainsi amendé :

Art. 55 Conjoint, partenaire enregistré et enfants

¹ Lorsque la requête émane d'un citoyen marié ou lié par un partenariat enregistré, elle n'inclut le conjoint ou le partenaire enregistré que si ce dernier y consent par écrit.

² Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est en outre nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

³ Le mineur genevois qui présente une demande de droit de cité communal à titre individuel doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.

Pas d'opposition, adopté.

Art. 56 Procédure

Le requérant présente sa requête auprès du Conseil administratif ou du maire de la commune concernée.

Le président note que l'amendement remplace uniquement « Le requérant » par « La personne requérante ». Il constate que cet article ne fait appel à aucun commentaire de la part des membres de la commission.

Art. 56 – amendement du département Pas d’opposition, adopté.

Art. 56 ainsi amendé :

Art. 56 Procédure

La personne requérante présente sa requête auprès du Conseil administratif ou du maire de la commune concernée.

Pas d’opposition, adopté.

Art. 57 Octroi du droit de cité communal

Le Conseil administratif ou le maire examine si le requérant remplit les conditions prévues à l’article 54 et décide de l’octroi au requérant du droit de cité communal.

Pas d’opposition, adopté.

Art. 58 Emolument

¹ *Un émolument n’excédant pas 100 F peut être perçu.*

² *Toutefois, aucun émolument ne peut être exigé du citoyen genevois qui est domicilié sur le territoire de la commune et y a vécu pendant 10 ans au moins, dont les 5 dernières années de manière ininterrompue.*

Pas d’opposition, adopté.

Art. 59 Communication

La décision de l’octroi du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou le maire au service état civil et légalisations.

Pas d’opposition, adopté.

Art. 60 Refus

Le Conseil administratif ou le maire qui refuse le droit de cité communal communique par écrit sa décision à l’intéressé.

Pas d’opposition, adopté.

Art. 61 Réintégration

1 La Genevoise qui a perdu son droit de cité par mariage avec un Genevois originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de célibataire.

2 Le Genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité.

Un député)Ve) note que selon l'amendement remplace « Le Genevois » par « Le citoyen genevois ». Il semblerait souhaitable de remplacer également « La Genevoise » par « La citoyenne genevoise ».

Une députée (S) propose de remplacer « La Genevoise » par « La citoyenne genevoise ».

Le président demande si les représentants du département verraient une opposition à cette modification

M. Ameli répond n'y avoir aucune objection

M. Saadi abonde dans le même sens que M. Ameli.

Le président met aux voix l'amendement de la députée (S) :

Art. 61, al. 1

*« La **citoyenne genevoise** qui a perdu son droit de cité par mariage avec un Genevois originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de célibataire. »*

Pas d'opposition, adopté.

Art. 61 amendement du Conseil d'Etat Pas d'opposition, adopté.

Art. 61 ainsi amendé :**Art. 61 Réintégration**

¹ La citoyenne genevoise qui a perdu son droit de cité par mariage avec un Genevois originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de célibataire.

² Le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité.

Pas d'opposition, adopté.

Séance du mercredi 19 mai 2021

Le président rappelle que le traitement du PL 12305 est au stade du deuxième débat à l'article 62.

Chapitre II Perte du droit de cité communal **Pas d'opposition, adoptée**

Art. 62 **Par le seul effet de la loi**

Le Genevois qui acquiert le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité communal, en application de l'article 54, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.

Le président note que cette disposition correspond à l'article 48 LNat. Selon le tableau synoptique « La teneur de la disposition a toutefois été changée, afin de prendre en compte la problématique des inscriptions dans INFOSTAR. » Le président demande des précisions à M. Ameli.

M. Ameli explique que cette disposition doit être lue par analogie avec l'article 45 LDCG qui concerne la même problématique. Si l'article 45 concernait le droit de cité cantonal, l'article 62 concerne le droit de cité communal. A cet égard, cette disposition reprend la pratique fribourgeoise en la matière, selon laquelle une personne qui n'annonce pas un changement de droit de cité communal le garde dans le registre INFOSTAR. Cette pratique permet d'éviter les changements intempestifs dans ce registre officiel. En outre, l'amendement remplace « le Genevois » par « Le citoyen genevois »

Le président constate que cette disposition n'appelle pas de commentaire. Il propose de passer au vote.

Art. 62 amendement du département **Pas d'opposition, adopté**

Art. 62 ainsi amendé :

Art. 62 **Par le seul effet de la loi**

Le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité communal, en application de l'article 54, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.

Pas d'opposition, adopté

Art. 63 Par décision de l'autorité communale

1 Le citoyen genevois peut, s'il conserve au moins un droit de cité communal, demander au Conseil administratif ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, s'il est domicilié en dehors de la commune.

2 Le Conseil administratif ou le maire libère le requérant, de même que ses enfants mineurs et son conjoint ou son partenaire enregistré, sous réserve de l'accord formel de celui-ci, de son droit de cité communal.

3 Aucune taxe n'est perçue.

Le président constate que cette disposition fait l'objet d'un amendement de la part du département à l'alinéa 2 qui concerne le remplacement du terme « le requérant » par « la personne requérante ».

M. Ameli confirme.

Le président constate que cette disposition n'appelle pas de commentaire. Il propose de passer au vote :

Art. 63 amendement du département Pas d'opposition, adopté

Art. 63 ainsi amendé :

Art. 63 Par décision de l'autorité communale

1 Le citoyen genevois peut, s'il conserve au moins un droit de cité communal, demander au Conseil administratif ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, s'il est domicilié en dehors de la commune.

2 Le Conseil administratif ou le maire libère la personne requérante, de même que ses enfants mineurs et son conjoint ou son partenaire enregistré, sous réserve de l'accord formel de celui-ci, de son droit de cité communal.

3 Aucune taxe n'est perçue.

Pas d'opposition, adopté

Art. 64 Procédure

1 Le requérant présente sa requête au Conseil administratif ou au maire de la commune de laquelle il entend renoncer au droit de cité.

2 Le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit produire l'assentiment de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. L'assentiment de l'autre parent

n'est pas requis lorsque le parent qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un effort raisonnable ou qu'il se désintéresse de la procédure. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées.

Le président constate que cette disposition fait l'objet d'un amendement de la part du département. Il donne la parole à M. Ameli pour le présenter.

M. Ameli indique que l'amendement à l'alinéa 1 concerne une modification de forme qui vise à remplacer « le requérant » par « la personne requérante ». Quant à l'amendement à l'alinéa 2, celui-ci concerne la problématique déjà évoquée précédemment au sujet de la compétence donnée au TPAE de trancher en cas de litige entre deux parents détenteurs de l'autorité parentale conjointe.

Un député (S) rappelle que la question s'était posée de l'inclusion ou non des enfants mineurs dans la demande de libération d'un parent de son droit de cité cantonal.

M. Ameli confirme que cet aspect a fait l'objet d'une modification à l'article 47, alinéa 2 LDCG qui avait pour but de préciser que les enfants étaient compris dans la demande de libérations uniquement sur demande expresse de la personne requérante.

Le même député (S) demande si ce cas de figure est prévu lors d'une libération d'un droit de cité communal.

M. Ameli note que selon l'article 63, alinéa 2 « *Le Conseil administratif ou le maire libère la personne requérante, de même que ses enfants mineurs et son conjoint ou son partenaire enregistré, sous réserve de l'accord formel de celui-ci, de son droit de cité communal.* », l'accord formel du conjoint ou du partenaire enregistré est demandé.

Ce même député note qu'il serait souhaitable de prévoir également les cas de figure pour lesquels les enfants mineurs capables de discernement peuvent se prononcer sur la demande de libération d'un parent.

M. Ameli confirme qu'une telle précision ne serait pas *a priori* contraire au droit, car il s'agirait d'une analogie avec le droit fédéral. Néanmoins cet aspect n'est pas traité par le secteur naturalisations, car il concerne le droit de cité communal, lequel relève directement de la compétence des communes. Il est de plus à noter que la question du droit de cité cantonal évoquée à l'article 47 revêt la problématique importante de la perte de la nationalité suisse, ce qui n'est pas le cas pour le droit de cité communal.

Le même député estime qu'il est étrange que dans le cadre d'une demande de libération d'un parent du droit de cité communal, l'enfant mineur

ne puisse pas s'y opposer. Par conséquent, il propose de reprendre la formulation décidée à l'article 46, alinéa 2.

Le président demande premièrement à partir de quel âge un citoyen genevois mineur peut présenter une demande de libération du droit de cité communal. Deuxièmement, il semble étrange de parler de « citoyen » mineur. En effet, il semble que le terme de « citoyen » est communément utilisé pour désigner les personnes titulaires du droit des droits politiques.

Le même député (S) confirme qu'il existe une confusion entre les personnes titulaires de la nationalité suisse et les personnes titulaires des droits politiques. Or, dans cette disposition le terme de « citoyen » se rapporte aux titulaires de la nationalité suisse. Néanmoins, cette question pourrait être précisée lors du troisième débat. Il note qu'il sera important de reprendre cette question au troisième débat et, le cas échéant, proposer un amendement, tant sur la question du terme « citoyen » que sur l'inclusion ou non des enfants mineurs dans la demande de libération d'un parent. A cet égard, l'article 55, alinéa 1 LDCG mentionne que « *Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans.* ». L'article 55, alinéa 3 mentionne également que « *Le mineur genevois qui présente une demande de droit de cité communal à titre individuel doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe* ».

Le président note que l'article 55, alinéa 3 fait mention du « mineur genevois » et non du « citoyen mineur genevois ».

Le président propose de passer au vote à ce stade et de reprendre cette question le cas échéant en troisième débat.

Art. 64 Amendement du département Pas d'opposition, adopté

Le député (S) indique qu'il s'abstiendra lors du vote sur l'article 64 ainsi amendé.

Le président propose de procéder à un vote nominal.

Le président met aux voix l'art. 64 ainsi amendé :

Art. 64 Procédure

¹ *La personne requérante présente sa requête au Conseil administratif ou au maire de la commune de laquelle elle entend renoncer au droit de cité.*

² *Le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.*

Oui : 6 (2 PDC, 3 PLR, 1 UDC)

Non : 0

Abstentions : 8 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 MCG)

L'art. 64 ainsi amendé est accepté.

Art. 65 Communication et effets

La décision de libération du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou le maire de la commune concernée au service état civil et légalisations et prend effet à cette date.

Le président note que l'art. 65 correspond en tout point l'art. 52 LNat. Il constate que cet article ne fait appel à aucune prise de parole de la part des membres de la commission et propose de passer au vote.

Art. 65 Pas d'opposition, adopté

Titre V Dispositions finales et transitoires Pas d'opposition, adopté

Art. 66 Règlement d'application

1 Le Conseil d'Etat est chargé d'édicter le règlement d'application de la présente loi.

2 Le Conseil d'Etat désigne le département compétent en matière d'acquisition et de perte du droit de cité genevois.

Le président note que l'article 66 est une reprise de l'article 54 LNat. Il constate que cet article ne fait appel à aucune prise de parole de la part des membres de la commission et propose de passer au vote.

Art. 66 Pas d'opposition, adopté

Art. 67 Clause abrogatoire

Pas d'opposition, adopté

La loi sur la nationalité genevoise, du 13 mars 1992, est abrogée.

Art. 68 Entrée en vigueur**Pas d'opposition, adopté**

Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 69 Dispositions transitoires

1 Les articles 50 et 51 de la loi fédérale s'appliquent à toutes les demandes pendantes pour l'octroi de la nationalité suisse.

2 Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables par analogie pour le droit de cité genevois et le droit de cité communal.

Le président demande des précisions sur ces dispositions transitoires.

M. Ameli indique que le département a proposé une reformulation de la disposition afin que la disposition transitoire soit plus précise. A cet égard, l'amendement précise que « ¹ Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables à toutes les demandes d'octroi de la nationalité suisse pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi. »

Le président demande quels sont les articles 50 et 51 de la loi fédérale.

M. Ameli répond qu'il s'agit de dispositions transitoires du droit fédéral. A cet égard, l'article 50 LN concerne le principe de non-rétroactivité :

Art. 50 Non-rétroactivité (LN)

¹ L'acquisition et la perte de la nationalité suisse sont régies par le droit en vigueur au moment où le fait déterminant s'est produit.

² Les demandes déposées avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont traitées conformément aux dispositions de l'ancien droit jusqu'à ce qu'une décision soit rendue.

M. Ameli ajoute que l'article 51 LN concerne l'acquisition de la nationalité suisse en vertu du droit transitoire. Il s'agit de cas très rares qui ne sont pas traités par l'autorité cantonale, mais relèvent de la compétence du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM). A titre d'illustration, l'article 51, alinéa 2 LN mentionne que « *[l]’enfant étranger né d’un père suisse avant le 1^{er} janvier 2006 peut former une demande de naturalisation facilitée s’il remplit les conditions (...)* ». Ces dispositions sont en lien avec l'évolution du droit fédéral et les changements législatifs associés. Le droit transitoire permet de prendre en compte plusieurs cas spécifiques.

Un député (S) constate que selon l'article 50, alinéa 1 LN « L'acquisition et la perte de la nationalité suisse sont régies par le droit en vigueur au moment où le fait déterminant s'est produit ». Le député (S) demande à quels cas se rapporte cet article. En effet, l'article 50, alinéa 2 LN précise que « Les demandes déposées avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont traitées

conformément aux dispositions de l'ancien droit jusqu'à ce qu'une décision soit rendue ». Par conséquent, il est difficile de comprendre l'articulation de ces deux dispositions. En effet, il existe trois cas de figure : 1. La demande est déposée avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi fédérale, 2. La demande est déposée après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi fédérale, mais avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi cantonale. 3. La demande est déposée après l'entrée en vigueur des lois fédérales et cantonales.

M. Ameli souscrit à cette remarque pertinente. En effet, les questions qui portent sur le principe de non-rétroactivité sont toujours difficiles à traiter, y compris pour les juristes et les tribunaux. Néanmoins, un développement jurisprudentiel (effectué essentiellement par le tribunal fédéral et le Tribunal administratif fédéral) de l'article 50 a permis d'éclaircir la situation. Cet article a été repris tel quel dans la loi cantonale, car il s'agit d'une disposition de rang fédéral, pour laquelle les cantons n'ont aucun pouvoir d'appréciation. A l'heure actuelle, sans les nouvelles dispositions cantonales discutées actuellement, le secteur naturalisations se fonde exclusivement sur l'article fédéral susmentionné ainsi que sur la jurisprudence topique rendue en la matière. Dans les questions de non-rétroactivité, il demeure néanmoins parfois la difficulté de déterminer à quel moment la procédure commence ou quel est le « fait déterminant ».

A cet égard, la Chambre administrative de la Cour de justice s'est longuement penchée sur cette problématique dans un arrêt récent (ATA/958/2020 du 29 novembre 2020, considérant 7). Cet arrêt précise ainsi à partir de quel moment et de quelle manière est considéré un « fait déterminant » en droit de la nationalité.

Ce même député note que le canton de Genève se trouve actuellement dans la situation pour laquelle le nouveau droit fédéral est en vigueur, mais pas encore le droit cantonal. A ce titre actuellement, l'application du droit au niveau cantonal ne doit pas être chose aisée. Ces dispositions transitoires ne semblent toutefois pas très claires. Il pourrait être opportun de revenir sur cette question lors du troisième débat. Il demande l'avis de M. Ameli sur cette question.

M. Ameli confirme ces suppositions. Actuellement l'autorité cantonale travaille avec deux systèmes juridiques. En cas de contentieux, une analyse doit être réalisée afin de déterminer si l'ancien droit ou le nouveau droit s'applique. Une analyse juridique de chaque « fait déterminant » et de chaque disposition transitoire serait très compliquée, pour ne pas dire impossible. Néanmoins, il apparaît la plupart du temps que la date du dépôt de la demande fait foi : les demandes déposées avant le 31 décembre 2017 sont

traitées selon l'ancien droit ; les demandes déposées après le 1^{er} janvier 2018 tombent sous le coup du nouveau droit.

Le même député (S) demande s'il existe des contradictions entre le nouveau droit fédéral et le droit cantonal actuel.

M. Ameli indique que le département avait déjà déposé des demandes d'amendements à la LNat actuelle pour les dispositions manifestement contraires à la loi fédérale. Néanmoins, en vertu de la force dérogatoire du droit fédéral, ce dernier a été appliqué dès son entrée en vigueur, sans tenir compte du droit cantonal contraire. La problématique se pose différemment pour le règlement d'application. En effet, le règlement contient des dispositions manifestement contraires. Toutefois, il n'a pas été jugé opportun de modifier le règlement avant que la nouvelle loi d'application entre en vigueur. Par conséquent, le règlement s'applique lorsqu'il n'est pas contraire au droit fédéral, dans le cas contraire, la disposition réglementaire contraire est ignorée.

Le président propose de passer au vote.

Art. 69 amendement du département *Pas d'opposition, adopté*

Art. 69 ainsi amendé :

Art. 69 Dispositions transitoires

¹ Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables à toutes les demandes d'octroi de la nationalité suisse pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

² Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables par analogie à toutes les demandes relatives au droit de cité genevois et au droit de cité communal pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Pas d'opposition, adopté

Art. 70 (Nouveau) *Dérogation temporaire aux articles 37 et 38, alinéa 3, lettre a*

¹ En raison de la situation sanitaire et des prescriptions en matière d'hygiène et de distance sociale en vue de contenir et d'atténuer l'épidémie du coronavirus à laquelle la Suisse est confrontée depuis le mois de mars 2020, il peut être dérogé, jusqu'au 30 juin 2021, à la prestation de serment

publique, notamment en procédant par écrit à l'engagement solennel prévu à l'article 24.

² En dérogation à l'article 38, alinéa 3, lettre a, l'acquisition de la nationalité genevoise intervient à la date à laquelle le Conseil d'Etat prend acte de l'engagement écrit.

Le président note que l'amendement du département introduit un nouvel article 70. Il demande des précisions à M. Ameli.

M. Ameli indique que cet article a été introduit par analogie à l'entrée en vigueur du nouvel art. 58 LNat qui concerne la possibilité de procéder à des prestations de serment par voie épistolaire en raison des mesures sanitaires prises dans le cadre de l'épidémie de Covid-19.

M. Ameli répond à la question d'une députée (S) lors d'une précédente séance qui demandait si d'autres cantons procèdent à une prestation de serment. A cette question posée à six cantons, seuls trois d'entre eux ont répondu : Neuchâtel, Vaud et le Tessin. Dans les cantons de Neuchâtel et du Tessin, l'arrêté du Conseil d'Etat octroie directement la nationalité. Dans le canton de Vaud, une prestation de serment similaire à celle du canton de Genève est organisée, à l'exception près que les enfants à partir de 12 ans doivent y participer – contre 18 ans à Genève.

La prestation de serment dans ce canton est – comme à Genève – obligatoire et fait partie intégrante de la procédure de naturalisation. A cet égard, il est à noter que les cantons qui ont décidé de ne pas procéder à une prestation de serment n'organisent pas de prestation de serment facultative : soit une prestation de serment est organisée et elle est obligatoire, soit il n'existe pas du tout de prestation de serment. Cet aspect rejoint l'argument du département selon lequel une prestation de serment, si elle est organisée, doit être rendue obligatoire (en raison des motifs évoqués dans une précédente séance).

Un député (Ve) rappelle que la commission avait décidé de ne pas pérenniser cette mesure dans la loi, mais de voter un nouveau projet de loi qui étendait la possibilité de procéder à une prestation de serment par écrit jusqu'en juin 2022. Par conséquent, il semble souhaitable de modifier l'article 70 LDCG pour y inscrire le nouveau délai voté à l'article 58 LNat soit le 30 juin 2022.

Une députée (PDC) note qu'il est peut-être inutile d'ajouter cet article dans la LDCG, sachant qu'une disposition transitoire peut être ajoutée – comme cela a été le cas – au travers d'un nouveau projet de loi. Néanmoins, si cette disposition demeure dans la loi, il est utile, de remplacer « le 30 juin 2021 » par « le 30 juin 2022 » conformément à la modification approuvée de l'article 58 LNat.

M. Ameli note que la pandémie est marquée par de nombreuses incertitudes. C'est pourquoi il semble utile de prévoir une disposition transitoire dans la loi pour prévenir la survenue éventuelle d'une autre situation épidémique.

M. Saadi souligne que cette disposition soulève deux aspects. D'une part la question des prestations de serment par voie écrite en raison de la pandémie en cours – dont la possibilité est donnée par la loi jusqu'au 30 juin 2022 ; d'autre part, la question des cérémonies de prestations de serment lorsque leurs tenues en présentiel sont impossibles en raison d'une situation exceptionnelle qui n'est pas forcément liée à une crise sanitaire. Ce deuxième aspect est une question ouverte qui est entre les mains des commissaires.

La même députée (PDC) confirme que ses propos allaient dans le sens de ce qui a été évoqué par M. Saadi. En effet, avec l'espoir que la situation pandémique s'améliore d'ici 2022, il est probable que cette disposition ne soit plus utile. Par conséquent, il semble préférable de ne pas inscrire de date dans la LDCG qui devrait être modifiée selon la situation sanitaire. En effet, il est préférable de prévoir les cas spécifiques liés à la pandémie dans des projets de loi ad hoc plutôt que de devoir modifier la loi sur le droit de cité genevois. Elle se dit plutôt en faveur d'une rédaction moins précise qui mentionnerait qu'en fonction d'une situation exceptionnelle, des dérogations peuvent être prévues par une loi spécifique.

Un député (Ve) souligne que la proposition de sa collègue (PDC) est celle que la commission a décidé de ne pas suivre lors de la discussion sur l'article 58 LNat. En effet, un débat s'est tenu sur l'opportunité d'étendre la disposition à l'ensemble des cas pour lesquels une dérogation pourrait être envisagée. Néanmoins, la commission a décidé de ne pas pérenniser la disposition et de simplement étendre la dérogation jusqu'en juin 2022. Il propose formellement un amendement à l'article 70 visant à remplacer la date de « 2021 » par « 2022 », conformément au vote du Grand Conseil sur l'article 58 LNat.

Le président met aux voix le sous-amendement du député (Ve) :

Art. 70, al. 1

¹ En raison de la situation sanitaire et des prescriptions en matière d'hygiène et de distance sociale en vue de contenir et d'atténuer l'épidémie du coronavirus à laquelle la Suisse est confrontée depuis le mois de mars 2020, il peut être dérogé, jusqu'au 30 juin 2022, à la prestation de serment

publique, notamment en procédant par écrit à l'engagement solennel prévu à l'article 24.

Pas d'opposition, adopté

Art. 70 (nouveau) ainsi sous-amendé :

Art. 70 Dérogation temporaire aux articles 37 et 38, alinéa 3, lettre a

¹ En raison de la situation sanitaire et des prescriptions en matière d'hygiène et de distance sociale en vue de contenir et d'atténuer l'épidémie du coronavirus à laquelle la Suisse est confrontée depuis le mois de mars 2020, il peut être dérogé, jusqu'au 30 juin 2022, à la prestation de serment publique, notamment en procédant par écrit à l'engagement solennel prévu à l'article 24.

² En dérogation à l'article 38, alinéa 3, lettre a, l'acquisition de la nationalité genevoise intervient à la date à laquelle le Conseil d'Etat prend acte de l'engagement écrit.

Pas d'opposition, adopté

Art. 71 (nouveau, ancien Art. 70)

Art. 71 Modification à une autre loi

1 La loi sur l'exercice des professions ou industries permanentes, ambulantes et temporaires, du 27 octobre 1923 (I 2 03), est modifiée comme suit :

Art. 20, al. 2 (nouvelle teneur)

2 Une réduction de moitié sur le prix de patente indiqué au tableau ci-dessus est accordée à toutes les personnes de nationalité suisse, ainsi qu'aux étrangers qui justifient, par la production de leur permis de séjour ou d'établissement, être domiciliés dans le canton depuis trois ans au moins lorsqu'ils sollicitent la patente.

Le président note que l'amendement du département vise à remplacer « la nationalité genevoise » par « la nationalité suisse » dans la loi sur l'exercice des professions ou industries permanentes, ambulantes et temporaires. Il constate que cette disposition ne fait appel à aucune demande de parole et propose de passer au vote.

Art. 71 (nouveau, ancien Art. 70) : Amendement du département
Pas d'opposition, adopté

Art. 71 ainsi amendé :

Art. 71 Modifications à une autre loi

¹ La loi sur l'exercice des professions ou industries permanentes, ambulantes et temporaires, du 27 octobre 1923 (I 2 03), est modifiée comme suit :

Art. 20, al. 2 (nouvelle teneur)

² Une réduction de moitié sur le prix de patente indiqué au tableau ci-dessus est accordée à toutes les personnes de nationalité suisse, ainsi qu'aux étrangers qui justifient, par la production de leur permis de séjour ou d'établissement, être domiciliés dans le canton depuis trois ans au moins lorsqu'ils sollicitent la patente.

Pas d'opposition, adopté

Fin du deuxième débat

Le président indique que le deuxième débat touche à son terme. La commission pourra interrompre ses travaux pour d'une part laisser le temps au département de proposer une nouvelle rédaction en langage épïcène et d'autre part pour permettre aux membres de la commission de réfléchir à d'éventuels amendements en vue du troisième débat.

Un député (S) indique que pour groupe Socialiste, le texte de loi pose des questions à de nombreux égards. En effet, le texte a été étudié de manière approfondie ; il a suscité de nombreux échanges intéressants et soulevé des divergences politiques assez marquées, bien que le cadre fédéral en la matière soit relativement étroit. Pour le groupe Socialiste, il est nécessaire, après réception du texte issu du deuxième débat et des ajustements rédactionnels du département, de prendre le temps de procéder à une analyse politique du texte. Cela se justifie d'autant plus que le rapport de la commission de contrôle de gestion a pointé certains dysfonctionnements de l'administration en la matière. Il semble donc souhaitable de prendre en compte cet aspect dans l'appréciation politique.

Un député (MCG) estime qu'il n'est pas opportun de mélanger ces problématiques. En effet, le rapport de la commission de contrôle de gestion

ne doit pas entraver les débats parlementaires sur le PL 12305 qui n'a pas de lien avec les pratiques précédentes de l'administration.

Le président propose de ne pas ouvrir un débat sur cette question à ce stade. Il s'agit simplement de déterminer le temps nécessaire à chaque groupe et au département avant d'aborder le troisième débat.

Un député (PLR) estime que la demande de son collègue (S) de prévoir suffisamment de temps est légitime. En effet, cela permettrait à chaque groupe d'en discuter lors de leur caucus. Néanmoins, il ne semble pas opportun de mêler cette question au récent rapport de la commission de contrôle de gestion. En effet, les deux questions sont distinctes : d'un côté la commission travaille sur un texte de loi qui a pour vocation d'encadrer une pratique d'un point de vue législatif et d'un autre côté le rapport de la commission de contrôle de gestion porte sur des pratiques opérationnelles. Ce rapport montre que le traitement certains dossiers ont été accélérés sous la pression de certaines personnes. Dès lors, la question qu'il soulève est de savoir si certains magistrats ou députés peuvent accélérer certains dossiers de naturalisation. Il s'agit d'une question à part entière qui semble par ailleurs avoir fait l'objet d'une plainte. A cet égard, bien qu'un temps de réflexion soit nécessaire sur cet objet, il n'est pas opportun de mélanger ce rapport avec un travail législatif sur une loi qui concerne le droit de cité genevois.

Le président confirme que sa proposition visait à fixer un horizon pour le traitement de ce projet de loi en troisième débat

Le même député (S) confirme que son but n'était pas de créer une polémique. En effet, il est probable que ses collègues (MCG) et (PLR) aient raison. Néanmoins, il existe peut-être une problématique plus large que celle qui a été évoquée des passe-droits. Malgré un travail en bonne intelligence avec le département sur ce projet de loi, le rapport de la commission de contrôle de gestion a tout de même été propre à créer une surprise.

Cela ne signifie toutefois pas que son appréciation sur ce projet de loi changera drastiquement. Néanmoins, il semble qu'un délai de deux à trois semaines soit trop court pour procéder à toutes les réflexions nécessaires. Son intention ne vise pas à ralentir le processus. Cependant, les propos de M. Ameli ont montré que le système actuel fonctionne tout de même, malgré l'absence d'une nouvelle loi cantonale. Par conséquent il semble souhaitable de prévoir le troisième débat pour la rentrée du mois de septembre.

Un député (Ve) partage la position du (PLR) : il n'existe pas de réelle interférence entre le projet de loi et le rapport de la commission de contrôle de gestion. Le rapport a mis en lumière l'existence de certains passe-droits, de manque de ressource ou d'une inadéquation des ressources mises à

disposition de l'Office, ce qui ne concerne pas directement le projet de loi. Concernant le projet de loi, les débats ont mis en lumière certaines divergences, notamment concernant les émoluments. Cette question, qui peut être une estimation politique peut conditionner le vote du groupe Verts sur ce projet de loi.

Il propose que le département détermine une date à laquelle il sera en capacité de fournir le texte issu du deuxième débat avec les modifications rédactionnelles demandées. Une fois que ce texte sera disponible, chaque groupe aura la possibilité d'y réfléchir. A cet égard, il semble opportun de reprendre le traitement de ce projet de loi au troisième débat à la rentrée de septembre.

Le président donne la parole à M. Ameli.

M. Ameli explique que, bien que l'administration continue de fonctionner malgré l'absence de nouvelle loi cantonale depuis trois ans, cette situation pose de nombreux problèmes pour les collaborateurs de son secteur. Ces problèmes sont d'autant plus importants concernant l'application du règlement. En effet, plusieurs points problématiques devraient impérativement être traités par voie réglementaire. Or, aucun règlement n'entrera en force tant que la loi cantonale n'est pas entrée en vigueur. La situation actuelle n'est donc pas très satisfaisante d'un point de vue du secteur naturalisations, mais également au regard des autres cantons. En effet, sauf erreur, Genève est le dernier canton à ne pas avoir de loi d'application de la nouvelle Loi fédérale sur la nationalité.

M. Ameli, pour avoir participé (en tant que juriste) à la rédaction de ce projet de loi, souligne qu'il a toujours été question de trouver le juste milieu entre une procédure qui serait trop stricte ou, à l'inverse, trop souple (par rapport aux contingences cantonales et fédérales). Bien que les membres de la commission puissent afficher des divergences politiques à cet égard, M. Ameli tient à souligner que le projet de loi a été rédigé pour correspondre – dans le cadre fixé par le droit fédéral – tant à la culture genevoise qu'à la pratique cantonale de naturalisation que les départements de tutelle successifs ont soutenue depuis plusieurs décennies. Le texte, rédigé par un groupe de travail pluridisciplinaire dont un des membres était issu du Bureau de l'intégration vise à trouver ce juste milieu, tout en respectant le droit fédéral.

Le président remercie M. Ameli et M. Saadi pour leur collaboration dans le traitement de ce projet de loi qui concerne un sujet compliqué et parfois technique.

Un député (S) comprend la position de M. Ameli et se dit prêt à voter l'urgence sur ce projet de loi lorsqu'il sera à l'ordre du jour de la plénière. En

effet, il s'agit en aucun cas de prolonger les travaux, mais – pour reprendre l'expression de M. Ameli de « juste milieu » – d'avoir le temps nécessaire pour trouver la « juste position » du groupe Socialiste à l'égard de ce texte.

Un député (MCG) comprend les propos de son collègue (S). Bien qu'il aurait préféré que ce texte soit voté avant les vacances pour les raisons évoquées par M. Ameli, la reprise des travaux en septembre convient. Néanmoins, il est nécessaire que chacun et chacune soit prêt à voter la clause d'urgence et la discussion immédiate lors du traitement de ce texte en plénière afin de ne pas laisser plus longtemps l'administration dans un flou législatif.

Le président note qu'il semble exister un relatif consensus pour voter l'urgence lorsque le traitement du projet de loi sera terminé.

Un député (Ve) note que bien qu'une unanimité soit requise pour une demande d'urgence, il est vraisemblable que le Conseil d'Etat la demandera en temps voulu. Par conséquent, il n'existe pas de risque de ce point de vue.

Sans opposition, la commission s'accorde sur le principe de reprendre le traitement du PL 12305 au troisième débat, à partir de la rentrée 2021.

Le président propose de clore ce point. Il exprime au nom de la commission, sa reconnaissance auprès de M. Ameli et M. Saadi pour leur contribution et en prend congé.

Séance du mercredi 6 octobre 2021

Le président souhaite la bienvenue aux représentants du département. Le traitement du PL 12305 se trouve au stade du troisième débat. Comme demandé par la commission, le département a transmis un tableau synoptique dans lequel figure le texte issu du deuxième débat ainsi que la reformulation des articles en langage épïcène. Ces reformulations pourront être considérées comme des amendements présentés en troisième débat. De surcroît, les membres de la commission pourront également déposer des amendements en troisième débat.

Un député (Ve) propose de clôturer le deuxième débat en approuvant les reformulations des articles en langage épïcène, s'agissant de modifications formelles. Dans un deuxième temps, des amendements pourront être déposés en troisième débat. A cet égard, le député (Ve) propose de modifier l'art. 36 al. 1 comme suit : « *L'étranger doit verser un émolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir **au plus** les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement.* »

Le président répond que formellement, le deuxième débat est clos. Par conséquent, les reformulations en langage épïcène devront être votées en troisième débat.

M. Saadi attire l'attention des membres de la commission sur le fait que lors du deuxième débat, deux alinéas n'ont pas été formellement votés : l'art., 3 al. 4 et l'art. 44 al. 4.

Un député (Ve) confirme ne pas se souvenir d'avoir traité l'art. 3 al. 4. Néanmoins cet alinéa ne semble pas poser de problème particulier. En effet il correspond à la pratique actuelle d'une commission tripartite composée du Bureau de l'intégration des étrangers, du secteur naturalisations et d'associations comme Camarada ou La Roseraie.

Le président prend note de la remarque de M. Saadi et soumettra les deux alinéas manquants au vote. Concernant l'amendement à l'art. 36, al. 1 du député (Ve), il pourrait être formellement considéré comme un sous-amendement à l'amendement du département concernant la reformulation de cet alinéa en langage épïcène.

Le député (Ve) confirme. Il s'agit d'un amendement déjà proposé en deuxième débat qui est redéposé à ce stade. La formulation de l'amendement reprend celle qui figure dans la loi fédérale sur la nationalité (LN) à son art. 35, al. 2 « *Les émoluments couvrent au plus les frais encourus.* ».

M. Saadi confirme qu'une des questions adressées à la Chancellerie concernait l'art. 36, al. 2 et le concept d' » Etat ». En effet, il a été demandé de la part des députés s'il existait un document qui définit de manière précise la réalité que recouvre le terme « Etat ». Dans le cas contraire, la commission a formulé le souhait d'avoir accès à une définition afin d'éviter des différences de rédaction dans les lois.

Un député (S) signale que la notion d'Etat est définie à l'article 148 de la constitution cantonale. Selon cette disposition, l' » Etat » regroupe le canton, les communes, ainsi que les institutions de droit public. Par conséquent, il semble préférable que la loi cantonale sur le droit de cité genevois fasse plutôt mention du « canton » ou de « l'administration ».

Le président indique que les membres de la commission ont reçu le 29 juillet 2021 de M. Constant un document mentionnant les articles adoptés en deuxième débat, ainsi que les questions et observations à reprendre en troisième débat. Il convient donc de lire ce document en parallèle au tableau synoptique établi par le département en vue du troisième débat.

Le même député (S) précise que, par exemple, en raison de la rédaction en langage épïcène de la loi, l'article 2, alinéa 3 qui mentionne : « *Sauf exception prévue dans la présente loi, toute désignation de personne*

s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes » doit être supprimé, car il n'a plus lieu d'être.

Le président, ne parvenant pas à afficher l'ensemble des documents en même temps sur son écran pour des raisons techniques, demande si son collègue, vice-président, peut intervenir durant la lecture article par article lorsque qu'une indication d'un élément à traiter en troisième débat a été formulée dans le document.

Le président propose une lecture article par article du texte en troisième débat (tableau synoptique du département). Cette lecture permettra premièrement, d'approuver les reformulations en langage épïcène proposées par le département ; deuxièmement de reprendre en parallèle le document présentant questions et observations issues du deuxième débat.

3^e débat

Lecture article par article ; la mention « (nouvelle teneur) » sans autres précisions concerne l'adaptation des articles en langage épïcène.

Art. 1

al. 1 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

Art. 2

al. 3 (suppression)

Pas d'opposition, adopté

Un député (S) note que la suppression de l'article 2, alinéa 3 se justifie par la reformulation en langage épïcène.

al. 4 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 5 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

En raison de la suppression de l'alinéa 3, la numérotation des alinéas 4 à 9 doit être adaptée.

Art. 3

al. 4 (non voté en 2^e débat)

Pas d'opposition, adopté

Art. 5

al. 1

let. e) (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

let. g) (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 4

let. f) (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

Art. 6 Devoir de collaboration de la personne requérante

¹ *La personne requérante est tenue :*

- a) *de fournir des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants pour l'application de la présente loi ;*
- b) *de communiquer sans retard les moyens de preuve nécessaires et tout document demandé par l'autorité compétente ;*
- c) *d'informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement déterminant pour l'application de la présente loi, en particulier lorsque celui-ci concerne sa situation économique et familiale ou lorsque l'ouverture d'une enquête pénale est portée à sa connaissance pendant la procédure de naturalisation.*

² *Pour faciliter l'enquête prévue, la personne requérante délie en outre toute administration du secret de fonction et du secret fiscal.*

³ *Si l'une des obligations mentionnées aux alinéas 1 et 2 n'est pas respectée, le département pourra statuer en l'état du dossier et, le cas échéant, déclarer la demande irrecevable.*

Le vice-président donne lecture de la remarque figurant dans le document établi à l'issue du deuxième débat :

« Il apparaît que selon la rédaction de la loi cantonale, l'administré perd le contrôle sur ce qui lui est demandé. En effet, si le secret est levé, tout document peut être transmis entre les administrations sans que la personne concernée soit au courant. Bien qu'il soit compréhensible que l'administration ait besoin d'avoir accès à certaines informations, il est souhaitable que la personne requérante reste au centre de la procédure ».

Il note que cette remarque qui figure dans le document sous l'article 7 a plutôt trait à l'article 6, alinéa 2, dont la teneur est la suivante :

« [p]our faciliter l'enquête prévue, la personne requérante délie en outre toute administration du secret de fonction et du secret fiscal. ».

Il estime que la question se pose en effet de savoir s'il est souhaitable de procéder de la sorte plutôt que de demander à la personne requérante de fournir directement les renseignements. La pratique – qui ne concerne pas uniquement les procédures de naturalisation – selon laquelle l'administré est délié de tous ces secrets afin que l'administration puisse avoir accès à toutes ses informations est quelque peu choquante. Il semblerait dès lors préférable de supprimer l'article 6, alinéa 2. Dans tous les cas, la personne requérante est tenue de fournir un certain nombre d'informations. Si elle ne respecte pas les demandes, le département pourra toujours statuer en l'état du dossier. En cas de suppression de l'alinéa 2, les renvois de l'alinéa 3 devraient être adaptés en conséquence – en supprimant la mention de l'alinéa 2.

M. Ameli note que cette problématique a déjà fait l'objet d'une discussion en deuxième débat. Pour rappel, l'article 6, alinéa 2 est une reprise du droit actuel. Il ne s'agit pas à cet égard d'une innovation du nouveau droit. De plus, l'article 6, alinéa 2 correspond à la pratique au niveau fédéral. Enfin, il est à noter que bien qu'ils y soient tenus, les candidats ne fournissent pas toujours les informations demandées. L'art. 6, al. 2 est particulièrement nécessaire en ce qui concerne l'Administration fiscale, compte tenu du secret fiscal. Depuis les récents arrêts de la Chambre administrative de la Cour de justice (qui ont été à l'origine du projet d'amendement du département rapporteur), la vérification de la situation fiscale du candidat à la naturalisation ne se limite plus uniquement à savoir si la personne candidate a entièrement rempli ses obligations fiscales. Si tel était le cas, il suffirait en effet de demander une attestation à l'administration compétente (ce qui était d'ailleurs la pratique avant les arrêts susmentionnés).

Par ailleurs, il est constant que les informations échangées entre les administrations sont de natures plus complètes, fiables et rapides. Compte tenu de la jurisprudence cantonale, l'autorité compétente est à présent tenue de non seulement enregistrer la demande de naturalisation, mais aussi d'instruire la situation fiscale du candidat (même si, dans les faits, la marge de manœuvre cantonale est extrêmement limitée par le droit fédéral). Il s'agit notamment de savoir s'il existe un arrangement de paiements de retards fiscaux et si, le cas échéant, la personne respecte l'accord de paiement échelonné. L'article 6, alinéa 2 permet donc de croiser des informations

importantes. Si la disposition était supprimée, cela compliquerait considérablement le travail de l'administration.

M. Ameli précise, comme évoqué durant les discussions à ce sujet lors du deuxième débat, qu'il existe également un conflit de normes avec la loi fédérale sur l'AVS. En effet, l'article 50a LAVS (auquel renvoie également la loi fédérale sur l'AI pour ce qui a trait à l'assistance administrative) mentionne une liste exhaustive des autorités habilitées à recevoir des données personnelles concernant des assurés. Or, l'autorité cantonale de naturalisation ne figure pas expressément dans cette liste. Toutefois, il est important pour cette autorité de savoir si un candidat a déposé une demande d'AI et si celle-ci va aboutir, voire une copie de la décision prise.

Au regard de l'expérience déjà acquise en matière de communication de renseignements et de documents par l'administré lui-même, il ressort que si les demandes passent systématiquement par l'usager, il existe un risque important que la personne ne réponde pas dans les meilleurs délais ou réponde de manière incomplète, ce qui rallongerait la procédure et contreviendrait à l'art. 210 al. 2 de la Constitution genevoise qui prévoit une procédure de naturalisation « simple et rapide ». Enfin, il est important de souligner que le secret de fonction des collaborateurs de l'autorité cantonale de naturalisation continue de s'appliquer dans tous les cas, ainsi que toutes les cautions en termes de confidentialité : les fonctionnaires ne doivent pas outrepasser leur fonction ; les données restent dans les dossiers et sont limitées à l'instruction des conditions légales.

Le vice-président note que le document contenant les indications des éléments à reprendre en troisième débat mentionne également la question de savoir si la loi a été soumise au préposé cantonal à la protection des données et à la transparence (PPDT).

Le président note que la question soulevée concerne l'article 6, alinéa 2 qui mentionne que « *Pour faciliter l'enquête prévue, la personne requérante délègue en outre toute administration du secret de fonction et du secret fiscal.* »

Le vice-président confirme. Il semblerait en effet suffisant de demander à la personne requérante de fournir elle-même l'information, en s'adressant directement à l'administration compétente concernée. Bien qu'un certain besoin de simplification de la procédure soit compréhensible, il existe un risque que l'administration procède à un échange automatique d'information et que les informations sur les candidats circulent librement. Il ne semble pas vraiment exister d'exemples pour lesquels il serait plus compliqué de demander directement à l'administré de fournir des informations plutôt que de passer par un système d'échange automatique. Dans l'exemple de

l'administration fiscale, il pourrait simplement être demandé au requérant une attestation indiquant qu'il est à jour dans l'acquittement de ses impôts.

M. Ameli précise qu'il n'existe pas d'échange automatique d'informations. Le but de la disposition est de simplifier l'échange d'informations entre administrations, afin d'accélérer la procédure et d'assurer à l'autorité cantonale de naturalisation la mise à disposition de l'ensemble des données fiscales nécessaires à la prise de décision. L'exemple du député (S) concernant l'attestation demandée à l'administration fiscale fonctionne pour des cas simples. Néanmoins, la réalité est souvent plus complexe, de surcroît dans la période actuelle du Covid durant laquelle le nombre de personnes en retard de paiement d'impôts a augmenté. De plus, la jurisprudence cantonale en la matière a évolué. Auparavant, une personne qui ne fournissait pas une attestation indiquant qu'elle était à jour dans le paiement des impôts ne pouvait pas déposer de demande de naturalisation. Or, actuellement, au moment de la demande d'informations fiscales, la procédure est déjà engagée. Par conséquent, d'une part l'administration est astreinte par la Constitution cantonale à une procédure accélérée ; d'autre part elle doit instruire les dossiers. A ce titre, l'administration ne peut pas se contenter de constater que la personne a des dettes ou non. Elle doit en effet notamment déterminer le montant de la dette et si la personne procède à un remboursement régulier. A cet égard, la jurisprudence du Tribunal fédéral sur les questions de proportionnalité est complexe.

M. Ameli ajoute que le lien entre l'administration et l'administré n'est pas toujours facile, notamment lorsque les personnes ne répondent pas ou ne parlent pas ou peu le français (comme c'est le cas dans certains dossiers d'exemption). De plus, il existe un certain nombre de personnes qui ne collaborent pas, notamment car elles ne souhaitent pas fournir une information qui pourrait potentiellement compromettre leur naturalisation. Dans ce cadre, il est important que l'administration cantonale soit en mesure d'obtenir des informations auprès des autorités compétentes afin de déterminer si les informations en question existent ou non. En résumé, la pratique montre que le traitement des dossiers n'est pas toujours aussi simple que l'exemple donné. C'est pourquoi l'article 6, alinéa 2 est une disposition essentielle pour l'autorité de naturalisation.

Un député (MCG) note que la constitution garantit le secret fiscal. Dès lors, il semble souhaitable d'opérer avec une certaine prudence lorsqu'il s'agit de compromettre cette garantie. D'autre part, il est aussi important pour la commission d'entendre de la part de M. Ameli ce que représente la pratique en matière de naturalisation. A cet égard, la problématique pourrait être posée ainsi : si une personne requérante à la naturalisation ne collabore

pas et ne souhaite pas transmettre d'informations, son dossier doit être abandonné. En effet, il semble préférable de procéder ainsi plutôt que de risquer de porter atteinte au secret fiscal.

Un député (Ve) indique que selon l'article 56, alinéa 2, lettre e) LIPAD, le Préposé cantonal à la protection des données et à la transparence (PPDT) a la compétence « *e) d'exprimer son avis sur les projets d'actes législatifs ayant un impact en matière de transparence* ». En effet, alors que dans certains cas le PPDT doit être saisi, il a également la compétence de s'autosaisir lorsqu'il s'agit d'actes législatifs ayant un impact en matière de transparence. Il demande si le texte a été soumis au Préposé à la protection des données et à la transparence.

Un député (PDC) répond aux propos de son collègue PS sur la transmission des données que M. Ameli a souligné le fait que cette disposition était déjà présente dans la loi cantonale actuelle et dans le droit fédéral. Par conséquent, cet aspect ne devrait pas poser de problème.

M. Ameli confirme au député (Ve) que le Préposé cantonal à la protection des données et à la transparence (PPDT) a examiné le texte de loi et l'a validé comme étant conforme à la LIPAD, y compris l'article 6, alinéa 2. La seule réserve émise par le PPDT porte sur le futur règlement d'application, qui devra également lui être soumis pour validation lorsque celui-ci sera rédigé.

M. Ameli répond à la remarque du député PDC que si l'article 6, alinéa 2 (LDCG) est une reprise de la loi cantonale (article 14, alinéa 5 LNat), une telle disposition n'est pas formellement inscrite dans la loi fédérale. Néanmoins, cet aspect fait partie de la pratique des autorités fédérales en matière de procédure de naturalisation facilitée. Dans ce cadre, le requérant se délie du secret fiscal.

M. Ameli répond au député MCG être également attaché au secret fiscal. A noter toutefois que le secret fiscal n'est pas absolu, il peut être notamment levé dans le cadre d'une procédure pénale. Le secret fiscal doit également être levé dans le cadre d'une procédure de naturalisation, car l'acquittement des impôts est un aspect très important auquel le Tribunal fédéral, le Tribunal administratif fédéral, le Secrétariat d'Etat aux migrations ainsi que les cantons sont particulièrement attentifs. Il s'agit d'une condition centrale, plus importante d'ailleurs que la question de l'acquittement des dettes. En effet, la jurisprudence mentionne que l'acquittement des impôts est une obligation très importante de droit public et que tout futur citoyen suisse doit respecter ses obligations de droit public.

Cet aspect ne s'applique pas toujours pour les poursuites ou les abus de défauts de biens qui peuvent provenir de créances privées. Bien que la

disposition prévoit une exception au secret fiscal, il est nécessaire de garder à l'esprit que cette dérogation n'a lieu que parce que la personne demande à être naturalisée et que dans ce cadre, l'administration doit s'assurer que la personne se soit acquittée de ses impôts.

M. Ameli ajoute que la pratique montre que de plus en plus de personnes ne sont pas à jour avec leurs impôts. Dans ce cadre, l'expérience confirme que la communication d'informations est souvent plus facile entre deux administrations qu'entre l'administration et l'administré. Pour rappel, les demandes entre les administrations se font par écrit et concernent des cas individuels : il n'existe pas d'échange automatique d'informations. De plus, les échanges inter-administrations n'interviennent que lorsqu'un dossier pose problème. De manière générale, l'administré fournit directement les informations demandées. Toutefois, le fait que l'autorité de naturalisation puisse s'adresser directement à l'administration fiscale permet de simplifier la procédure et de s'assurer que les bonnes informations soient transmises – ce qui n'est pas toujours le cas lorsque les administrés fournissent les informations.

Enfin, il est nécessaire de souligner que l'échange d'informations peut également représenter un avantage pour l'administré. En effet, d'une part cette pratique accélère la procédure ; d'autre part elle permet d'éviter certains arrêtés de refus dont la procédure est très lourde pour l'administré en termes de temps et de frais de procédures. Par conséquent, il ne semble pas souhaitable, au regard de l'intérêt commun, de se contenter d'abandonner un dossier lorsqu'une information est manquante.

Le président note que les réponses ont été données concernant l'implication du PPDT ainsi que sur la levée du secret fiscal et du secret de fonction. Il demande si le député PS souhaite maintenir son amendement visant à supprimer l'article 6, alinéa 2.

Ce dernier renonce à déposer un amendement.

Suite de la lecture article par article

Art. 10

al. 1 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 2 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

Section 1 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

Art. 11

al. 1 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 2 (nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adopté
al. 3 (nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adopté

Art. 12

Titre (nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adopté
al. 1 (nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adopté
al. 2 (nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adopté
al. 3 (nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adopté

Art. 15 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 16 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Section 2 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 17

al. 1 (nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adopté
-------------------------	---------------------------------

Art. 18

al. 2 (nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adopté
-------------------------	---------------------------------

Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics

¹ *Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).*

² *Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.*

³ *Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet son dossier au Conseil d'Etat pour décision.*

⁴ *Lorsqu'une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de l'instruction, la clôture définitive de la procédure par la justice pénale n'est pas encore intervenue.*

⁵ *Le département peut suspendre la procédure de naturalisation, notamment lorsqu'il apparaît que la justice pénale a terminé l'instruction et qu'un jugement devrait être rendu dans un court délai.*

⁶ Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer, en vertu du droit fédéral, un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'auprès des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales.

Le vice-président rappelle que la commission avait décidé en deuxième débat à l'article 34, alinéa 1 de ne pas mentionner uniquement l'acronyme « VOSTRA », mais l'ensemble de la dénomination « casier judiciaire informatisé VOSTRA ». Or, pour des raisons d'organisation des débats, la commission n'est pas revenue à l'article 20 pour effectuer cette modification, c'est pourquoi il est utile d'effectuer cette modification lors du troisième débat. Les occurrences en question devraient donc être modifiées à l'article 20, alinéas 1, 3 et 6.

Le président met aux voix l'amendement suivant :

Art. 20 al. 1 : *« 1 Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA ~~(ci après : VOSTRA)~~. »*

Art. 20 al. 3 : *« ³ Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans le casier judiciaire informatisé VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet son dossier au Conseil d'Etat pour décision. »*

Art. 20 al. 6 : *« ⁶ Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer, en vertu du droit fédéral, un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès du casier judiciaire informatisé VOSTRA ainsi qu'auprès des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales. »*

L'amendement est accepté sans opposition.

Art. 23

Titre (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

Art. 24

al. 2 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté**Art. 25**

Titre (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 1 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 2 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 3 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté**Art. 27**

al. 1 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 2 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 3 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté**Art. 30**

al. 1 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 2 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 3 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté**Art. 30, al. 4**

⁴ Le cas échéant, la délibération du Conseil municipal a lieu à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil ; chaque conseiller municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de sa délibération.

⁵ Dans tous les cas, si un préavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit la personne requérante.

Le vice-président donne lecture de la remarque figurant dans le document contenant les indications des éléments à reprendre en troisième débat, en page 10 :

« A l'alinéa 4, la question reste ouverte de savoir s'il ne serait pas préférable que le préavis communal passe par une résolution. Il est à noter que cela serait plus logique, car un préavis communal en matière de naturalisation ne peut pas donner lieu à un référendum. Question à aborder avec le service de surveillance des communes ».

Il note qu'en effet, selon la loi sur l'administration des communes (LAC), une délibération du Conseil municipal est la forme donnée aux actes soumis au référendum. Le fait de demander une délibération pour un préavis communal paraît donc étrange.

M. Saadi confirme que cette question est en cours de discussion au sein de la Direction juridique (DJUR). Une réponse pourrait être donnée lors de la prochaine séance.

Un député (Ve) confirme que le deuxième débat a soulevé la question du terme de « délibération ». Les discussions ont mis en lumière le fait que ce terme devait être compris au sens général et non au sens d'une délibération du Conseil municipal. Le député (Ve) salue le fait qu'il existe une discussion en cours sur cette question et propose de suspendre cet aspect en l'attente d'une réponse du département lors de la prochaine séance.

Un député (S) se demande s'il ne serait pas préférable de mentionner un autre terme que « délibération » à l'alinéa 4. En effet, la phrase pourrait être formulée ainsi :

« 4 Le cas échéant, ***lorsque le Conseil municipal se prononce (...)*** » ou « ***Le débat du Conseil municipal (...)*** ».

Ce député indique que la commission attendra la réponse de M. Saadi sur la question.

Le président note qu'il serait également possible de formuler l'alinéa ainsi :

« 4 Le cas échéant, le **Conseil municipal siège** à huis clos (...) »

Le président décide : la commission attend la réponse du département avant de se prononcer sur cet article.

<i>Le traitement de l'art. 30 al. 4 est suspendu dans l'attente de la réponse du département.</i>

Art. 34 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation

¹ *A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau le casier judiciaire informatisé VOSTRA.*

² *Le département s'assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les 6 mois suivant*

l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. S'il parvient à sa connaissance que d'autres critères ne sont plus réalisés, le département en tient également compte.

³ Si le département constate que les conditions de la naturalisation suisse ne sont plus remplies, il en informe la personne requérante et lui accorde un délai de 30 jours pour exercer son droit d'être entendue.

⁴ Dès réception de la réponse de la personne requérante ou à l'échéance du délai pour exercer son droit d'être entendue, le département transmet le dossier au Conseil d'Etat afin que celui-ci se prononce sur la demande de naturalisation.

Le vice-président donne lecture de la remarque qui figure dans le document contenant les indications des éléments à reprendre en troisième débat, en page 10 :

« Place de l'article 34 : La loi telle que rédigée donne l'impression que les contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation interviennent après l'arrêté du Conseil d'Etat, ce qui n'a pas de sens. Dès lors, pour ne pas troubler le lien entre les articles 30 et 31, l'article 34 pourrait être placé avant l'article 30. ».

Il note que le déplacement de l'article 34 avant l'article 30 correspondrait à un ordre plus logique des articles dans la loi.

Le président demande l'avis du département sur cette question.

M. Saadi demande à quelle logique le vice-président fait référence.

Celui-ci explique que l'article 34 mentionne les contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation. Or, cet article est placé après l'article 32 qui concerne l'arrêté du Conseil d'Etat. Cela donne l'impression que des contrôles sont effectués après l'arrêté du Conseil d'Etat. Par conséquent, pour suivre l'ordre temporel des articles, il serait préférable de déplacer l'article 34 avant l'article 30. Cette problématique a été abordée en deuxième débat, toutefois pour des raisons de procédures, la question a été reportée au troisième débat.

M. Ameli souligne qu'il s'agit d'une remarque pertinente, car le projet de loi suit la logique temporelle de la procédure. En effet, après l'enquête sur l'intégration par le secteur naturalisations (art. 29), le dossier est transmis aux communes pour préavis (art. 30). L'article 31 est quant à lui lié à l'article 29, car il concerne le nouveau cadre de la procédure et les mises en suspens. Suite au préavis communal, le dossier est envoyé pour l'autorisation fédérale – ce qui ne figure pas dans la loi. Enfin, la procédure se termine par

l'adoption de l'arrêté du Conseil d'Etat (art. 32). Dès lors, si l'article 34 est placé avant l'article 32, la logique ne serait plus cohérente, car les vérifications interviennent après l'arrêté du Conseil d'Etat.

Le président note qu'au vu du fait que l'ensemble du texte ne sera pas voté lors de cette séance, il est possible de suspendre cette question et de revenir avec une proposition lors de la prochaine séance.

Un député (S) demande pourquoi il ne serait pas possible de placer l'article 34 entre les articles 31 et 32. Comme l'autorisation fédérale intervient après le préavis de la commune (art. 30) et que les articles 30 et 31 sont liés, il semble souhaitable que l'article 34 soit placé après l'article 31.

M. Gut confirme que la loi suit une logique temporelle. La question se pose donc de savoir si les contrôles mentionnés à l'article 34 interviennent avant ou après l'arrêté du Conseil d'Etat. En effet, si les contrôles se déroulent avant l'arrêté, l'article 34 peut être placé avant l'article 32 qui concerne l'arrêté du Conseil d'Etat.

M. Ameli corrige ses propos, en effet, les contrôles prévus à l'article 34 interviennent avant l'arrêté du Conseil d'Etat. Par conséquent, l'article 34 pourrait être placé avant l'article 32 qui concerne l'arrêté du Conseil d'Etat. Pour rappel, la raison de cette disposition à l'article 34 – issue du droit fédéral – est qu'il arrivait que l'autorité cantonale attende trop longtemps avant de prononcer l'arrêté. C'est pourquoi la loi fédérale prévoit que dans tous les cas, les cantons procèdent à un examen du casier judiciaire (article 34, alinéa 1 LDCG) après l'octroi de l'autorisation fédérale. Si la période entre l'octroi de l'autorisation fédérale et le prononcé de l'arrêté du Conseil d'Etat dure plus de six mois, l'administration cantonale vérifie à nouveau les critères relatifs à la participation à la vie économique et à l'acquisition d'une formation (article 34, alinéa 2 LDGC). Par conséquent, la proposition du député PS convient parfaitement.

Celui-ci indique avoir été convaincu par le fait que le déplacement de l'article 34 après l'article 30 ne convenait pas, car les articles 30 et 31 sont liés. L'article 34 devrait toutefois être inscrit avant l'article 32.

M. Ameli confirme le lien entre les articles 29 et 31. Par conséquent, il serait préférable de placer l'article 34 après l'article 31. De plus, il est important que l'article 32 qui concerne l'arrêté du Conseil d'Etat, soit suivi par l'article 33 qui concerne le recours de la commune. En effet, cet ordre permet davantage de transparence et de pédagogie envers les communes. Par conséquent, l'art. 34 pourrait être placé après l'article 31 et avant l'article 32.

Le député (S) se rallie à la proposition de M. Ameli.

Le président met aux voix la modification de l'ordre des articles suivante :

L'article. 34 devient l'article 32, l'ordre des articles suivants est déplacé.

La modification de l'ordre des articles est acceptée sans opposition.

Art. 32 devient Art. 33 **« Arrêté du Conseil d'Etat en matière de naturalisation ordinaire »**

Art. 33 devient Art. 34 **« Recours de la commune »**

Art. 36 Emoluments de naturalisation ordinaire

¹ *L'étranger doit verser un émolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement.*

² *Cet émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.*

³ *Le règlement fixe, conformément au principe de la couverture des frais, un émolument spécifique pour chacune des catégories suivantes :*

- a) les personnes requérantes de moins de 25 ans (procédure allégée) ;*
- b) les personnes requérantes de plus de 25 ans (procédure individuelle) ;*
- c) les couples mariés ou en partenariat enregistré (procédure pour couple) ;*
- d) les enfants compris dans les différents types de procédure.*

Art. 36, al. 1

Proposition d'amendement de la part du département : reformulation en langage épïcène.

Un député (Ve) propose le sous-amendement suivant à l'article 36, alinéa 1 : *« La personne étrangère doit verser un émolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir **au plus** les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement. »*

Un député (PLR) demande ce que signifie le fait de couvrir « au plus » les frais de procédure, sachant qu'il n'est pas possible de demander un émolument supérieur au coût réel.

L'auteur de l'amendement confirme que la loi interdit de demander des émoluments supérieurs aux coûts réels. Le terme « au plus » signifie que l'émolument demandé peut être soit égal soit inférieur aux frais de la procédure. A cet égard, le règlement définira le prix des émoluments.

Le président met aux voix l'amendement du député (Ve) :

Art. 36, al. 1 :

*« La personne étrangère doit verser un émolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir **au plus** les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement. »*

L'amendement est accepté sans opposition.

Art. 36, al. 2

Le vice-président rappelle que la question de la portée du terme d'« Etat » était restée en suspens. En effet, l'article 36, alinéa 2 mentionne que « *Cet émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête* ». Or, l'« Etat » est défini à l'article 148 de la constitution genevoise comme le canton, les communes et les institutions de droit public. Dans le cadre de cet article 36, alinéa 2 l'« Etat » se rapporte à l'administration cantonale. Par conséquent il serait préférable de remplacer le terme d'« Etat » par « canton » ou « administration ».

M. Ameli précise que le terme d'« Etat » découle d'une reprise intégrale de l'article 22, alinéa 2 LNat qui mentionne les termes « acquis à l'Etat ». Toutefois, entre la date d'entrée en vigueur de la LNat (1992) et le droit actuel, l'interprétation du terme d'« Etat » a peut-être changé.

M. Saadi indique, pour compléter l'intervention du vice-président, que le terme d'« administration cantonale » pourrait remplacer le terme d'« Etat » à l'article 36, alinéa 2.

Le président demande si l'amendement du député PS consiste à remplacer le terme d'« Etat » par « administration cantonale ».

Celui-ci confirme. L'occurrence du terme d'« Etat » intervient également à l'article 13, alinéa 3 qu'il conviendrait également de modifier comme suit : « *L'émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'**administration cantonale**, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête* ».

Le président met aux voix les deux amendements du député (S) :

Art. 36, al. 2 « *Cet émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'administration cantonale, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.* »

Art. 13, al. 3 : » *L'émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'administration cantonale, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.* »

Les amendements sont acceptés sans opposition

Suite de la lecture article par article

Art. 37 (nouvelle teneur) Pas d'opposition, adopté

Art. 38 Effets

¹ *La naturalisation d'un étranger s'étend aux membres de sa famille qui bénéficient de l'autorisation fédérale et qui sont inclus dans l'arrêté du Conseil d'Etat.*

² *L'enfant qui atteint sa majorité avant la délivrance de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat à ses parents en obtient un à titre personnel. Il est en outre tenu de prêter serment à titre individuel.*

³ *L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet :*

b) *à la date de la prestation de serment pour l'étranger majeur et ses enfants inclus dans la demande ;*

c) *à la date de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat pour l'étranger mineur ayant un dossier individuel.*

⁴ *L'arrêté de naturalisation devient caduc lorsque le candidat, sans raison valable, ne se présente pas à la cérémonie de prestation de serment, ou lorsque les conditions de la naturalisation ordinaire ne sont plus remplies entre son prononcé et la prestation de serment.*

⁵ *Le règlement détermine la procédure applicable aux situations visées à l'alinéa 4.*

Le vice-président donne lecture des remarques qui figurent dans le document contenant les indications des éléments à reprendre en troisième débat à l'article 38 :

« Observation EAG : La question peut se poser, à l'alinéa 4, de savoir s'il ne serait pas préférable de préciser « après son prononcé et jusqu'à la prestation de serment ». [PV n° 99, page 5] Il pourrait être également envisagé de placer la cérémonie de prestation de serment avant le prononcé de l'arrêté. Cela permettrait à la prestation de serment de faire partie intégrante de la procédure tout en clarifiant la question de la temporalité entre l'arrêté du Conseil d'Etat et la cérémonie ;

Observation PDC : Proposition éventuelle en 3^e débat de transmettre l'arrêté du Conseil d'Etat aux futurs citoyens à l'occasion de la cérémonie de prestation de serment ;

Observation de M. J.-L. Constant : Il y a une différence entre l'alinéa 4 figurant dans le tableau synoptique établi par le département et le texte de loi rédigé en parallèle par le département. La commission a adopté la version du tableau synoptique, mais il semble que la version souhaitée par le département soit celle du texte de loi. A vérifier par le département. »

M. Constant indique qu'il existait une différence de rédaction de l'article 38, alinéa 4 entre le tableau synoptique et le projet de loi transmis par le département en vue du deuxième débat. M. Constant a, durant l'été, attiré l'attention des représentants du département sur ce point.

Un député (PLR) peine à comprendre la proposition EAG selon laquelle une personne prêterait serment avant le prononcé de l'arrêté du Conseil d'Etat. En effet, il semblerait étrange qu'une personne prête serment avant même d'avoir acquis officiellement la nationalité.

Un député (S) note que la proposition du député (EAG) serait de considérer la prestation de serment comme une condition à remplir avant le prononcé de l'arrêté.

Le même député (PLR) estime que la prestation de serment est le point d'orgue de la procédure. A ce titre, ce moment solennel doit demeurer un évènement qui conclut la démarche d'acquisition de la nationalité.

Le président note que selon la position du député (PLR), l'arrêté devrait valider la prestation de serment.

Ce député (PLR) répond que l'acte officiel qui octroie la nationalité est l'arrêté du Conseil d'Etat. Néanmoins, la prestation de serment confirme les engagements de la personne étrangère à l'octroi de la nationalité.

Un député (EAG) indique que la logique de sa remarque résidait dans le fait que si l'on considère que la prestation de serment n'est pas uniquement

une cérémonie symbolique, elle doit faire partie intégrante de la procédure. Dans ce cadre, la prestation de serment ferait partie des conditions à remplir pour obtenir le prononcé de l'arrêté par le Conseil d'Etat. Dans le cas contraire – si la prestation de serment est effectuée après le prononcé de l'arrêté – cette dernière n'aura qu'une vocation symbolique et décorative. C'est pourquoi il semblait souhaitable de l'intégrer à la procédure.

Un député (Ve) rappelle que l'article 38, alinéa 4 mentionne que *« L'arrêté de naturalisation devient caduc lorsque le candidat, sans raison valable, ne se présente pas à la cérémonie de prestation de serment »*. Par conséquent, si la modification de EAG est acceptée, cet article devrait également être modifié.

Le même député (EAG) confirme que l'article 38, alinéa 4 n'aurait plus de raison d'être si la prestation de serment intervient avant l'arrêté du Conseil d'Etat. Il est à cet égard plus logique de procéder à la prestation de serment avant de délivrer l'arrêté plutôt que de prononcer un arrêté puis de le rendre caduc si la personne ne participe pas à la prestation de serment.

Le député (PLR) rejoint la remarque de son collègue (Ve). De plus, pour avoir souvent discuté avec des personnes qui sortent de prestations de serment, il apparaît que cet évènement représente un moment très important auquel il convient de ne pas retirer l'aspect de moment d'exception.

Le député (EAG) estime que sa proposition ne retirerait pas le caractère exceptionnel de la prestation de serment, au contraire.

Le président indique que cette modification nécessite un amendement formulé.

Le président note que si l'alinéa 4 est supprimé, l'acquisition de la nationalité suisse prend toujours effet à la date de la prestation de serment selon l'article 38, alinéa 3, lettre b)

Le député (EAG) confirme que si l'alinéa 4 est supprimé, l'alinéa 3 devrait être modifié en supprimant la lettre a) *« à la date de la prestation de serment pour la personne étrangère majeure et ses enfants inclus dans la demande ; »*

Un député (Ve) note que le prononcé de l'arrêté est réglé par l'article 32. Par conséquent, si l'arrêté du Conseil d'Etat constitue la dernière étape de la procédure de naturalisation, l'article 32 devrait être déplacé après l'article 38.

Le président ne comprend pas ce qu'amènerait une suppression de l'alinéa 4 en termes de simplification. En effet, cet alinéa donne l'information importante que la prestation de serment a plus de valeur que l'arrêté. La suppression de l'alinéa 4 supprimerait la précision selon laquelle l'arrêté

devient caduc si la personne ne prête pas serment. Par conséquent, une personne pourrait obtenir l'arrêté du Conseil d'Etat et ne pas se présenter à la prestation de serment, ce qui donnerait lieu à un vide juridique.

Un député (MCG) s'accorde avec son collègue sur le fait que la prestation de serment doit représenter le point d'orgue de la procédure. Néanmoins, le député EAG met l'accent sur ce qui importe d'un point de vue administratif : la nationalité prend effet au moment où l'arrêté est signé. Il est donc nécessaire de distinguer ces deux aspects : d'une part l'arrêté du Conseil d'Etat qui est l'acte administratif qui donne le droit à la nationalité et d'autre part la prestation de serment qui scelle l'accueil des nouveaux citoyens dans la collectivité genevoise. Il s'agit d'un moment solennel très important pour de nombreuses personnes.

M. Ameli note qu'il s'agit d'une problématique importante. Le traitement de cette question dépend de la conception que l'on se fait de la prestation de serment : soit il s'agit d'une simple cérémonie symbolique qui n'a pas de portée juridique – c'est le choix qu'ont fait les cantons de Neuchâtel, Fribourg et du Tessin- ; soit l'on considère que la prestation de serment fait partie intégrante de la procédure de naturalisation – ce qui est en vigueur dans les cantons de Genève, Vaud et du Valais. Pour rappel, le texte du droit actuel a donné lieu à deux arrêts de la Chambre administrative de la Cour de Justice : un premier dans lequel une personne a reçu l'arrêté de naturalisation et ne s'est pas présentée à la prestation de serment ; un second lorsqu'un enfant est né entre le prononcé de l'arrêté et le début de la prestation de serment. La Chambre administrative de la Cour de Justice a tranché que la personne était naturalisée au moment de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat. Néanmoins, un autre arrêté (ATA/324/2021) a indiqué que « (...) *si la nationalité s'acquiert au moment de l'arrêté du Conseil d'Etat, elle ne déploie d'effets pour les candidats majeurs qu'à compter de la prestation de serment, étape de procédure indispensable dans le processus d'acquisition de la nationalité.* »

M. Ameli poursuit en expliquant que s'il est considéré que la prestation de serment est uniquement un élément symbolique, elle doit être retirée de la loi. Dans ce cadre, le Conseil d'Etat enverrait une convocation facultative aux nouveaux citoyens. *A contrario*, s'il est considéré que la prestation de serment fait partie intégrante de la procédure, une solution doit être trouvée pour supprimer toute interprétation équivoque de l'ancien droit et de la jurisprudence idoine. A ce titre, la solution proposée dans ce texte permet de résoudre le problème.

M. Ameli ajoute que pour l'administration, il est important que les règles soient claires : si la prestation de serment reste une obligation légale, alors les

conséquences de la non-réalisation de celle-ci doivent être clairement indiquées. A l'inverse, s'il s'agit d'un événement facultatif, elle doit être retirée de la loi. Le choix de rendre caduc l'arrêté lorsqu'une personne ne se rend pas à la prestation de serment est la conséquence logique découle du fait qu'en l'absence de contrainte, il n'est pas certain que l'ensemble des nouveaux citoyens et citoyennes se présentent à l'évènement. Il est à noter que l'organisation des prestations de serment est une tâche importante pour l'administration en termes de temps et d'organisation, car elle demande notamment de s'accorder avec le calendrier du Conseil d'Etat, et de trouver des locaux.

Le député (EAG) renonce à sa proposition d'amendement à la suite des indications apportées par M. Ameli qui a résumé la situation de manière pertinente.

Une députée (PLR) estime que l'arrêté du Conseil d'Etat est l'acte administratif qui octroie la nationalité. La prestation de serment est un autre moment important, celui du déclenchement du contrat social entre l'administration et les nouveaux citoyens et citoyennes. La prestation de serment est donc un moment symbolique très important durant lequel se rejoignent d'une part les autorités et d'autre part la responsabilité des nouveaux ressortissants suisses.

Un député (S) estime que le laps de temps entre le prononcé de l'arrêté et la prestation de serment pose problème, car la loi prévoit que les conditions peuvent changer entre les deux événements. En outre, il peut exister des personnes empêchées de se rendre à la prestation de serment, notamment pour des raisons de santé. Le modèle du serment constitutif pose donc un certain nombre de questions difficiles à résoudre. Par conséquent, il semblerait préférable d'opter pour un modèle dans lequel la nationalité prend effet à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat.

Un député (PLR) estime que si des personnes n'ont pas le temps de se rendre à la prestation de serment, elles ne méritent vraisemblablement pas la nationalité suisse.

Le député (EAG) souligne que sa proposition vise à considérer la prestation de serment comme une condition à l'obtention de l'arrêté du Conseil d'Etat. En cela, elle ne diminue pas l'importance de la prestation de serment.

Le président lui propose de formuler son amendement par écrit et de le proposer lors de la prochaine séance.

Séance du mercredi 13 octobre 2021

Suite du 3^e débat

Lecture article par article ; la mention « (nouvelle teneur) » sans autres précisions concerne l'adaptation des articles en langage épïcène.

Le président souhaite la bienvenue aux représentants du département, M. Saadi, M. Gut et M. Ameli.

Le président propose de reprendre la lecture article par article du projet de loi en troisième débat, qui s'est arrêté lors de la dernière séance à l'article 38, alinéa 4. Pour rappel, les documents utiles pour la séance sont le tableau synoptique transmis par le département qui contient notamment le texte issu du deuxième débat avec des amendements subséquents (reformulation en langage épïcène) et le texte du deuxième débat avec les questions et points à reprendre (en vert dans le document) en troisième débat.

Le président ajoute que les commissaires peuvent déposer des amendements en troisième débat. A ce titre, le député EAG a transmis une proposition d'amendement.

Ce député explique qu'outre un amendement aux articles 37 et 38, d'autres amendements seront proposés en reprenant la note de M^{me} Halle et M. Gardiol, auditionnés dans le cadre du PL 12305. De surcroît, un amendement complémentaire sera proposé à l'article 17 afin de remettre en question la détention d'un permis C comme condition à la naturalisation.

Il indique que les amendements proposés aux articles 37 et 38 concernent la place de la prestation de serment dans la procédure de naturalisation. En effet, le projet de loi tel que formulé par le département inscrit la prestation de serment après l'arrêté du Conseil d'Etat. Toutefois, selon la formulation du projet de loi, l'arrêté pourrait être rendu caduc (art. 38, al. 4) si la personne candidate ne se présente pas à la cérémonie de prestation de serment. Par conséquent, il semblerait préférable que la prestation de serment intervienne avant l'arrêté du Conseil d'Etat. Cette proposition retirerait en outre le conditionnement de l'arrêté du Conseil d'Etat à la prestation de serment. Dès lors, il est proposé de modifier le projet de loi comme suit :

Art. 38, al. 3 :

³ L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet à la date de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat.

Art. 37 :

Avant que le Conseil d'Etat ne prenne l'arrêté les concernant, la personne étrangère majeure et, le cas échéant, son conjoint ou son partenaire enregistré en cours de la naturalisation prêtent publiquement, devant le Conseil d'Etat, le serment suivant (...)

Ce député (EAG) estime que sa proposition permet de clarifier la procédure. Dans ce cadre, l'arrêté de naturalisation conclurait effectivement la procédure et ne serait pas conditionné à la prestation de serment. La prestation de serment serait donc une étape de la procédure de naturalisation. Si une personne candidate se montre réfractaire à la prestation de serment, le Conseil d'Etat ne prendrait pas d'arrêté. Cet aspect a déjà été discuté lors de la séance précédente. Il souligne que sa proposition ne témoigne pas d'une volonté politique ferme de modifier la loi dans ce sens. Toutefois, il semble qu'elle permettrait de simplifier la procédure.

Un député (Ve) demande, dans l'hypothèse proposée par le député EAG, quel serait l'acte administratif qui déclencherait l'accès à la prestation de serment. En effet, actuellement l'arrêté du Conseil d'Etat ouvre la possibilité aux personnes candidates de se présenter à la prestation de serment. En toute logique, si l'arrêté n'est pas rendu avant la prestation, un autre document officiel devrait être transmis.

Le député (EAG) imagine que, selon son hypothèse, la personne candidate serait convoquée par les services du Conseil d'Etat lorsque l'ensemble de la procédure est terminé. Il s'agit donc d'une décision administrative. Lorsque les personnes candidates ont participé à la prestation de serment, elles reçoivent l'arrêté de naturalisation qui, dans ce cas, n'est plus conditionnel. La prestation de serment devient donc une condition *sine qua non* à l'obtention de l'arrêté de naturalisation.

Le même député (Ve) comprend l'explication de son collègue EAG. Néanmoins, en terme procédural, il semble nécessaire qu'un acte scelle la fin de la procédure et ouvre la possibilité de se présenter à la prestation de serment.

L'auteur de l'amendement souligne que, selon son hypothèse, la procédure ne serait pas terminée au moment de la prestation de serment, car cette dernière en fait intégralement partie. Par conséquent, une fois qu'elle a rempli toutes les autres conditions, la personne reçoit une convocation à la prestation de serment.

Le même député (Ve) note que dans ce cadre, les personnes qui auraient terminé avec succès les étapes précédentes de la procédure administrative

seraient inscrites sur une liste afin d'être convoquées à la prestation de serment.

Le député EAG confirme. La procédure de naturalisation peut être considérée comme une suite d'étapes à franchir. Dans ce cadre la prestation de serment serait l'ultime étape.

Une députée PLR note que si une personne ne peut pas se présenter à la prestation de serment, il devrait être possible d'en reporter la date. Dès lors, il ne semble pas souhaitable en termes opérationnels de lier la procédure de naturalisation à la prestation de serment. L'ensemble de la commission semble d'accord sur le fait que tant la prestation de serment que l'arrêt du Conseil d'Etat sont deux actes très importants. Néanmoins, si une personne ne peut pas se présenter à sa prestation de serment, elle devrait pouvoir s'y présenter à une date ultérieure.

Le même député EAG confirme que la prestation de serment serait une étape conditionnelle à l'obtention de l'arrêt du Conseil d'Etat et non l'inverse. Dans ce cadre, si une personne, pour diverses raisons, ne peut pas se présenter à sa prestation de serment, elle peut raisonnablement s'y présenter à une date ultérieure. En ce sens, l'amendement proposé ne modifie pas cet aspect.

Un député PLR se dit gêné par la position EAG qui réduit la prestation de serment à une étape administrative. En effet, lorsque la personne prête serment devant le Conseil d'Etat qui représente le peuple, il semble inapproprié de parler d'une étape administrative. Fort de ces considérations, il refusera cet amendement.

Le député EAG auteur de l'amendement n'a pas évoqué le fait que la prestation de serment était uniquement une étape de la procédure administrative. En effet, l'amendement vise uniquement à considérer que la prestation de serment est une condition à l'obtention de l'arrêt du Conseil d'Etat. Cela ne réduit en rien son importance : il s'agirait de la dernière pierre à l'édifice, qui permet de donner la nationalité helvétique à la personne en question. L'on pourrait même plaider que l'amendement donne une importance politique et symbolique encore plus forte à la prestation de serment.

Pour lui, la prestation de serment n'est pas un acte purement administratif. Nonobstant sa proposition d'amendement, la prestation de serment conserve tout son poids : la personne jure et promet solennellement. Toutefois, il semble préférable que le Conseil d'Etat puisse prendre connaissance, au moment de signer son arrêt, du fait qu'une personne a bien participé à la

prestation de serment. Dès lors, l'arrêté du Conseil d'Etat constitue l'octroi officiel de la nationalité helvétique à la personne candidate.

Un député (MCG) considère qu'il existe deux aspects importants relatifs à la procédure : premièrement l'aspect administratif, concrétisé par l'arrêté du Conseil d'Etat et deuxièmement l'aspect solennel, matérialisé par la prestation de serment. Quant à la question de savoir si l'arrêté du Conseil d'Etat devrait intervenir avant ou après la prestation de serment, il semblerait préférable qu'elle intervienne lorsque l'ensemble de la procédure administrative est terminé. En effet, il est important que le Conseil d'Etat puisse s'assurer du fait que toutes les conditions aient été remplies avant de procéder à la prestation de serment. Il est toutefois vrai que la temporalité entre la prestation de serment et l'arrêté du Conseil d'Etat pose certaines difficultés. Une piste à explorer pourrait être celle de délivrer l'arrêté du Conseil d'Etat au moment de la prestation de serment. Enfin, pour revenir sur les propos de sa collègue PLR, bien qu'il puisse exister des circonstances exceptionnelles qui empêchent une personne de se présenter à une prestation de serment, il est vraisemblable que la personne qui manque ce rendez-vous ne témoigne pas un grand respect aux institutions.

Un député (Ve) estime que la proposition de son collègue EAG n'est pas dénuée d'intérêt. Toutefois, pour avoir accompagné plusieurs personnes à leur prestation de serment, il existe un réel élément festif dû au fait que l'ensemble de la procédure administrative est terminée. Par conséquent, le fait de placer la prestation de serment avant l'arrêté du Conseil d'Etat serait propre à diminuer la légèreté de l'instant, car la décision officielle ne serait pas encore prise.

Un député (S) semble avoir compris des propos de son collègue MCG qu'il n'existait aucune excuse à ne pas se présenter à la prestation de serment. A cet égard, il semble que dans certains cas lorsqu'une personne ne peut pas s'y présenter, une date ultérieure devrait être proposée. Le texte soumis par le département prévoit par ailleurs certaines exceptions, ce qui est compréhensible *a fortiori* en période de Covid.

En outre, la proposition (EAG) part du constat qu'il existe une latence entre le moment de l'arrêté du Conseil d'Etat et celui de la prestation de serment. Durant ce laps de temps, des motifs doivent être avancés, ce qui a un effet sur la naturalisation, qui par ailleurs a déjà été accordée par arrêté. Par conséquent cet aspect crée une problématique d'une grande complexité et ne favorise pas la sécurité juridique. En cela, la proposition (EAG) simplifie la procédure. Pour répondre à la remarque de son collègue (Ve), il n'est pas certain que le fait de placer la prestation de serment avant l'arrêté du Conseil d'Etat diminue l'aspect festif de l'évènement. En effet, même selon

l'hypothèse proposée par le député EAG, la prestation de serment resterait ce moment solennel et festif durant lequel le corps des citoyens et citoyennes accueille en son sein de nouvelles personnes. Dès lors, il encourage les membres de la commission à suivre la proposition EAG.

Un député (MCG) estime que dans une procédure de naturalisation, il existe deux actes forts : le dépôt de candidature et la prestation de serment. Entre ces deux événements, il existe une procédure administrative. Dès lors la prestation de serment intervient comme une clé de voûte du processus. En effet, il s'agit du seul moment durant lequel un citoyen ou une citoyenne se trouvera devant le Conseil d'Etat. Par conséquent, il est important que la date de la prestation de serment soit celle qui définit l'entrée de la personne dans la nationalité suisse. A titre de comparaison, les personnes baptisées consacrent leur baptême lors de leur Confirmation. Dès lors, tout comme le baptême est approuvé par la Confirmation, la nationalité devrait être donnée à la date de la prestation de serment.

M. Ameli propose procéder à un résumé de la situation et du cadre. Selon le projet de loi, la prestation de serment intervient après l'arrêté du Conseil d'Etat. Il semble que des craintes ont été évoquées sur le fait que certaines personnes pourraient ne plus répondre aux conditions de naturalisation entre l'arrêté du Conseil d'Etat et la prestation de serment. Bien que juridiquement, cette possibilité existe – car la prestation de serment fait partie intégrante de la procédure de naturalisation – elle est extrêmement rare dans les faits. De plus, il est important de souligner que le Secteur naturalisations a toujours reporté les prestations de serment pour justes motifs, lorsqu'une personne en a fait la demande. A cet égard, il a existé certains cas pour lesquels la personne est partie s'établir à l'étranger juste après l'obtention de l'arrêté du Conseil d'Etat, sans avoir prêté serment au préalable. Néanmoins, là encore, ces cas sont extrêmement rares : dans la majorité des cas les personnes envoient une justification par écrit et la cérémonie est agendée à une date ultérieure. A noter que cette pratique n'est logiquement valable que pour les prestations de serment qui ont lieu en présentiel.

M. Ameli ajoute que la remarque du député Ve est pertinente. En effet, il s'agit de déterminer, dans l'hypothèse où l'arrêté du Conseil d'Etat ne constitue plus l'étape préalable à la prestation de serment, à quel moment de la procédure les personnes seraient convoquées pour prêter serment. Pour rappel, la procédure se déroule comme suit : suite au préavis cantonal délivré par le Secteur naturalisations, le dossier est transmis à la commune pour le préavis communal. Dès réception du préavis communal (positif), le dossier de naturalisation est envoyé à la Confédération (Secrétariat d'Etat aux migrations) pour la délivrance de l'autorisation fédérale. Une fois celle-ci

délivrée, le Conseil d'Etat prononce l'arrêté de naturalisation. Il existe néanmoins un laps de temps entre l'octroi de l'autorisation fédérale et le prononcé de l'arrêté du Conseil d'Etat. Durant cette période, le droit fédéral impose aux cantons un réexamen du casier judiciaire informatisé VOSTRA.

De plus, si la période entre l'autorisation fédérale et l'arrêté du Conseil d'Etat dure plus de six mois, le droit fédéral impose également aux cantons de réexaminer les conditions financières – notamment le fait de savoir si la personne est à l'aide sociale. Dans ce cadre, si la prestation de serment est organisée avant l'arrêté du Conseil d'Etat, elle devait l'être après l'autorisation fédérale. Par conséquent, l'organisation de la prestation de serment semble plus compliquée d'un point de vue pratique et procédural. De plus, si la proposition de placer la prestation de serment avant l'arrêté du Conseil d'Etat émane d'une crainte de voir des personnes être privées de naturalisation entre l'arrêté du Conseil d'Etat et la prestation de serment en raison de nouveaux faits, la proposition d'inverser les deux événements ne change pas cet aspect. En effet, cette possibilité resterait toujours ouverte lors du réexamen d'une partie du dossier entre l'autorisation fédérale et l'arrêté du Conseil d'Etat. De plus, il est nécessaire de rappeler que ces cas sont extrêmement rares.

M. Ameli poursuit en expliquant que la modification proposée par le département fait suite à deux arrêts de la Chambre administrative de la Cour de justice. Bien que le dernier arrêt de la Chambre confirme que la prestation de serment fait partie intégrante de la procédure de naturalisation, il n'en précise pas explicitement les conséquences juridiques en cas de non-participation à celle-ci. Cette lacune constitue une insécurité juridique qui pose problème non seulement à l'administration, mais également aux usagers.

M. Gut a suivi avec intérêt le débat sur la portée juridique et la position de la prestation de serment dans la procédure. A cet égard il existe trois variantes possibles : dans les deux premières variantes, s'il est considéré que la prestation de serment a un caractère obligatoire, elle peut être placée soit avant, soit après l'arrêté du Conseil d'Etat. La troisième variante serait de considérer que la prestation de serment est un événement facultatif, auquel les personnes naturalisées par l'arrêté du Conseil d'Etat peuvent s'inscrire sur une base volontaire ou non – ce qui est pratiqué notamment dans le canton de Neuchâtel.

M. Gut ajoute que si la prestation de serment est placée avant l'arrêté du Conseil d'Etat et qu'elle est obligatoire, l'administration devra tout de même préparer des projets d'arrêtés de naturalisation pour l'ensemble des candidats éligibles. Toutefois, si une personne ne se présente pas à la prestation de

serment, le projet d'arrêté devrait être retiré. Par conséquent, la problématique de l'effectivité de l'arrêté se pose de la même manière selon les deux cas de figure, en cas de non-présentation à la prestation de serment, soit il doit être retiré, soit il doit être annulé. De plus, l'organisation de la prestation de serment est relativement lourde en termes de planification, notamment en raison des calendriers chargés du Conseil d'Etat. En outre, il semblerait malvenu que le conseiller d'Etat en charge tienne un discours qui d'une part félicite les nouveaux citoyens et citoyennes et d'autre part leur prie d'attendre l'arrêté du Conseil d'Etat avant de se voir octroyer leur nouvelle nationalité. Par conséquent, le fait de placer la prestation de serment avant l'arrêté du Conseil d'Etat pose des questions non seulement en termes d'organisation, mais également en termes de portée et de symbolique. De plus, cela pourrait créer une certaine incompréhension pour les futurs citoyens et citoyennes qui pourraient estimer que la prestation de serment n'est plus si importante, car seul l'arrêté de naturalisation ferait foi. En outre, s'il arrive qu'une personne n'est plus naturalisable entre l'autorisation fédérale et l'arrêté du Conseil d'Etat, il devrait être envisagé d'annuler une prestation de serment, ce qui semble compliqué pour l'administration. Par conséquent, pour l'administration et particulièrement pour les responsables des dossiers à l'OCPM qu'il représente, M. Gut estime qu'il est préférable que la prestation de serment ait lieu après le prononcé de l'arrêté du Conseil d'Etat. Cela permet une procédure plus cohérente et plus compréhensible pour les usagers.

M. Saadi ajoute que pour le département, le régime actuel de la prestation de serment est conçu comme un rite de passage. En effet, la personne décide de sa propre initiative de déposer une demande de naturalisation et conclut elle-même cette procédure par une prestation de serment. Du point de vue du département, la charge symbolique serait anéantie si la prestation de serment n'était qu'un prérequis technique parmi tant d'autres.

Un député (MCG) remercie les membres du département pour leur démonstration. En effet, il est important pour les députés d'entendre les réalités du terrain. A cet égard, M. Saadi et M. Gut ont démontré de manière convaincante que le fait de placer la prestation de serment avant l'arrêté du Conseil d'Etat n'avait pas de sens. Par conséquent, il est souhaitable que la prestation suive l'arrêté. La prestation de serment ne peut pas se limiter à un événement facultatif et uniquement festif. Elle doit constituer la clé de voûte du processus de naturalisation. Son aspect symbolique fait partie des fondements de la Suisse comme assemblage de nations. De plus, M. Saadi a bien souligné l'aspect symbolique qui veut que la personne qui décide de lancer la procédure de naturalisation la clôture également.

Le président met aux voix l'amendement du député (EAG) :

Art. 37 :

*Avant que le Conseil d'Etat ne prenne l'arrêté les concernant, la personne étrangère majeure et, le cas échéant, son conjoint ou son partenaire enregistré **en cours de la naturalisation** prêtent publiquement, devant le Conseil d'Etat, le serment suivant (...)*

Art. 38, al. 3 :

*³ L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet **à la date de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat.***

Oui : 2 (2 S)

Non : 11 (1 S, 1 Ve, 2 PDC, 4 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Abstentions : 2 (1 EAG, 1 Ve)

L'amendement est refusé

Le vice-président rappelle que lors du deuxième débat, un député (PDC) avait émis la possibilité que l'arrêté du Conseil d'Etat soit rendu au moment de la prestation de serment. De plus, le document qui contient les éléments à reprendre en troisième débat mentionne une remarque de M. Constant : » *Il y a une différence entre l'alinéa 4 figurant dans le tableau synoptique établi par le département et le texte de loi rédigé en parallèle par le département. La commission a adopté la version du tableau synoptique, mais il semble que la version souhaitée par le département soit celle du texte de loi.* »

M. Saadi confirme que la version adoptée dans le tableau synoptique à l'art. 38, al. 4 convient au département.

Le président demande si cette formulation convient également dans sa formulation épiciène.

M. Saadi le confirme.

Le président relit l'article 38, alinéa 4 :

« L'arrêté de naturalisation devient caduc lorsque le candidat, sans raison valable, ne se présente pas à la cérémonie de prestation de serment, ou

lorsque les conditions de la naturalisation ordinaire ne sont plus remplies entre son prononcé et la prestation de serment ».

Le président demande si la proposition d'un député PDC, de rendre l'arrêté du Conseil d'Etat au moment de la prestation de serment serait envisageable du point de vue du département.

M. Ameli indique qu'il est difficile de répondre à cette question de manière certaine, sans avoir approfondi la problématique. Néanmoins, avant de rendre l'arrêté, l'administration doit avoir eu le temps d'effectuer les vérifications d'usage imposées par le droit fédéral. Suite à cela, les projets d'arrêtés sont envoyés sous forme de liste au Conseil d'Etat, en se calquant sur le calendrier des séances de l'exécutif. Dans l'hypothèse évoquée par le député PDC, les arrêtés seraient gardés au sein de l'administration le temps de convoquer les personnes à la prestation de serment – en ce qui concerne les prestations de serment qui se tiennent en présentiel. D'un point de vue théorique, cette possibilité est réalisable, bien qu'elle risque d'engendrer des problèmes d'ordre technique. Par conséquent, il serait souhaitable de se pencher plus sérieusement sur cette question pour s'assurer qu'elle soit réalisable.

M. Gut note que dès lors que la commission a opté pour la procédure selon laquelle la prestation de serment intervient après l'arrêté du Conseil d'Etat, il est clair que l'arrêté du Conseil d'Etat est disponible au moment de la prestation de serment. La question se pose donc de savoir si d'un point de vue administratif, il convient de garder l'arrêté et de ne le transmettre aux personnes concernées qu'au moment de la prestation de serment. Bien que cette solution semble réalisable, il conviendrait peut-être plutôt d'inscrire cette procédure dans le règlement, si tel était le choix fait par la commission.

Le président s'accorde avec le fait que cet aspect ne devrait pas figurer directement dans la loi.

M. Ameli confirme qu'au moment de la prestation de serment, l'arrêté de naturalisation est déjà prononcé. Une copie est d'ailleurs envoyée directement aux candidats et candidates. C'est lorsque la personne candidate reçoit la copie de l'arrêté que l'administration prépare sa convocation à la prestation de serment. Dès lors, la question se pose de savoir s'il est vraiment utile de transmettre une copie de l'arrêté de naturalisation lors de la prestation de serment, alors que les personnes candidates l'ont déjà reçue. En outre, lors de la prestation de serment, les personnes naturalisées reçoivent la feuille de décision, un diplôme symbolique, des cadeaux de naturalisation ainsi que des documents expliquant la procédure pour l'obtention des documents d'identité suisses. Pour résumer, en principe, lors de la prestation de serment, la

personne s'est déjà vue notifier l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat, qui acte une décision administrative, bien que celle-ci ait un caractère politique.

Le président note que le député PDC avait émis cette hypothèse sous forme de question et non sous la forme d'une proposition d'amendement. Dès lors sous réserve d'une volonté de poursuivre sur ce point, le président propose de poursuivre les travaux.

Un député Ve soutient la proposition de M. Gut de régler cette question par voie réglementaire. Il demande de quelle manière le président entend poursuivre le troisième débat. En effet, il semble que certains points étaient restés en suspens depuis la dernière séance.

Le président demande à M. Constant si des points étaient restés ouverts lors de la dernière séance.

Une députée (S) note que l'arrêté de naturalisation est transmis aux personnes candidates avant la prestation de serment. Toutefois, la question se pose de savoir de quelle manière est notifié, le cas échéant, un refus de naturalisation.

M. Ameli indique que l'arrêté du Conseil d'Etat peut prendre deux formes : un arrêté de naturalisation – ce qui représente 95% des cas – ou un arrêté de refus de naturalisation. Dans le deuxième cas, la personne reçoit un arrêté de refus qui indique les voies de recours. Dans les deux cas, la prestation de serment n'est pas évoquée dans les arrêtés. En cas de refus, l'arrêté indique clairement dans ses considérants que la naturalisation est refusée.

La même députée (S) note qu'une personne pourrait recevoir un arrêté de naturalisation. Toutefois, à la suite de faits qui interviennent entre l'arrêté du Conseil d'Etat et la prestation de serment – la personne tombe à l'aide sociale – elle pourrait ne plus être éligible à la naturalisation. Dans ce cadre, la question se pose de savoir comment la personne est notifiée de ce refus.

M. Ameli confirme qu'un arrêté peut être rendu et que des faits ultérieurs pourraient rendre la personne inéligible à la naturalisation. Dans ce cas, la personne reçoit un « annule et remplace ». Ce cas de figure s'est récemment posé dans un cas pour lequel un enfant est né durant la procédure et n'y était pas inclus. L'administration a donc préparé un projet « d'annule et remplace » afin d'inclure l'enfant dans la procédure de naturalisation.

Art. 38

al. 1 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 2 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 3 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 4 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

Un député (EAG) souhaite déposer quatre amendements. Les trois premiers, aux articles 3, 20 et 25 reprennent la note transmise par M. Gardiol et M^{me} Halle suite à leur audition. Un quatrième amendement concerne l'article 17 qui évoque l'obligation de détention d'un permis C comme condition à la naturalisation. Bien que ce débat se soit déjà tenu par le passé, il s'agit d'évoquer à nouveau cette question, s'agissant d'un projet de loi concernant la naturalisation.

Art. 3 Intégration

¹ L'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape administrative de l'intégration.

Ce député (EAG) propose de supprimer l'article 3, alinéa 1. Dans leur note transmise à la commission, M^{me} Halle et M. Gardiol remettent en question le fait que l'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape de l'intégration. En effet, l'acquisition de la nationalité suisse n'est pas l'ultime étape de l'intégration, mais constitue une étape parmi tant d'autres. En outre, il ne s'agit pas de rouvrir un débat sur ces questions, qui ont déjà fait l'objet de discussions lors du deuxième débat.

Un député (PDC) indique que selon l'article 3, alinéa 1, l'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape « administrative » de l'intégration. Il ne s'agit donc pas de l'intégration en terme général.

Le député (EAG) confirme. Toutefois, la notion d'étape administrative n'est pas claire. En effet, l'on peut comprendre qu'il s'agit d'une étape au plan administratif, mais également que l'ultime étape de l'intégration est administrative. Par conséquent, il conviendrait de supprimer cet alinéa.

Un député (Ve) rappelle que cet alinéa a donné lieu à une longue discussion en deuxième débat. L'ajout du terme « administrative » était issu d'un compromis trouvé par la commission. Par conséquent, il s'abstiendra lors du vote.

Un député (PLR) estime que les amendements proposés par le député (EAG) sont une reprise d'éléments déjà abondamment discutés en deuxième débat. Par conséquent, il refusera l'ensemble des amendements.

Le président met aux voix l'amendement du député (EAG) à l'art. 3, al. 1 :

Suppression de l'art. 3, al. 1

Oui : 2 (1 EAG, 1 S)
 Non : 9 (2 PDC, 4 PLR, 1 UDC, 2 MCG)
 Abstentions : 4 (2 S, 2 Ve)

L'amendement est refusé.

Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics

⁶ Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer, en vertu du droit fédéral, un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'auprès des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales.

Le même député EAG propose l'amendement suivant à l'article 20, alinéa 6 :

~~« Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer, en vertu du droit fédéral, un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'auprès des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales ».~~

Il explique que M. Gardiol et M^{me} Halle ont expliqué que cette disposition laissait une marge de manœuvre excessive et arbitraire au Conseil d'Etat qui peut définir, dans le respect du droit fédéral, de son propre chef ce que représente les comportements inacceptables qui empêcheraient une naturalisation. Par conséquent, si des éléments considérés comme un obstacle à la naturalisation doivent être définis, ceux-ci devraient figurer dans la loi, et ne pas être à la merci de l'arbitraire relatif du règlement édicté par le Conseil d'Etat.

Un député (PLR) n'est pas favorable à l'idée d'introduire une liste dans la loi. En effet, les éléments problématiques pouvant évoluer rapidement, il serait imprudent de rédiger dans la loi une liste exhaustive. De plus, la référence légale au droit fédéral paraît amplement suffisante.

Le président met aux voix l'amendement du député (EAG) à l'article 20, alinéa 6 :

Art. 20, al. 6 :

« Le règlement précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'auprès des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales. »

Oui : 6 (1 EAG, 3 S, 2 Ve)
Non : 9 (2 PDC, 4 PLR, 1 UDC, 2 MCG)
Abstention : 0

L'amendement est refusé.

Art. 25 Encouragement de l'intégration des membres étrangers de la famille

¹ *La personne requérante encourage l'intégration dans la communauté genevoise de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique.*

² *En cas de doute, le département peut auditionner le conjoint, le partenaire enregistré ou les enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, et procéder à des investigations supplémentaires.*

³ *Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.*

Le député (EAG) propose les amendements suivants à l'article 25, alinéas 1 et 3 :

Art. 25, al. 1 :

*« La personne requérante ~~encourage~~ **ne doit pas nuire** à l'intégration dans la communauté genevoise de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, ~~en particulier par~~ **notamment en ce qui concerne** leur participation à la vie sociale, culturelle et économique. »*

Art. 25, al. 3 :

« Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale en ce qui concerne les dispositions du présent article. »

Il indique que M. Gardiol et M^{me} Halle évoquaient la difficulté à faire porter, notamment sur les enfants, la responsabilité d'un éventuel échec d'une naturalisation. En effet, dans la version actuelle, la personne requérante doit « encourager » l'intégration. Dans ce sens, il pourrait être reproché aux parents le manque d'intégration d'enfants mineurs. Les auditionnés, dans leur note transmise après l'audition propose de mentionner plutôt que la personne requérante « ne doit pas nuire » à l'intégration de son conjoint, son partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale. A cet égard l'encouragement positif est problématique. En effet, la question se pose de savoir quel degré de pression la personne doit exercer sur les membres de sa famille d'un point de vue de l'intégration. Par conséquent, il convient de renverser la formule : la loi mentionnerait que la personne requérante ne nuit pas à l'intégration de son entourage. Enfin, la modification à l'art. 25 al. 3 permettrait de simplifier la disposition en mentionnant uniquement que *« le règlement fixe les modalités de vérification en ce qui concerne les dispositions du présent article »*.

Il donne lecture de la note envoyée par M^{me} Halle et M. Gardiol suite à leur audition, concernant l'article 25.

« Article 25 : bien que cet article découle en grande partie de la loi fédérale, il nous paraît particulièrement important de ne pas prendre cette disposition pour prétexte à mener des investigations excessivement intrusives, ni à imposer aux candidat-e-s des exigences que l'on n'aurait en aucun cas envers les Suisses-esses (en effet, personne ne songerait à reprocher à un ménage entièrement helvète une organisation familiale dans laquelle Madame reste au foyer pour s'occuper des enfants alors que seul Monsieur travaille). En outre la mention à deux reprises dans l'exposé des motifs de Futilisation d'éléments liés à la vie scolaire des enfants dans l'examen de ce critère nous semble particulièrement préoccupante. Les enfants ne devraient jamais avoir à porter sur leurs épaules la responsabilité du succès ou de l'échec de la demande de naturalisation de leur famille. Les résultats et le parcours scolaire d'un enfant ne sont pas des indicateurs probants pour l'intégration d'une

famille et il nous semble crucial de protéger les enfants dans le cadre de ces procédures. Une solution pourrait être de formuler cet article plutôt par la négative, et de considérer que ce critère est rempli pour autant qu'il n'existe pas d'éléments concrets démontrant que le ou la requérant-e nuit sérieusement et activement à l'intégration des membres de sa famille. »

M. Ameli rappelle qu'en termes techniques, l'article 25 est une reprise formelle du droit fédéral qui utilise le terme « encourage ». Dès lors, comme la force dérogatoire du droit fédéral s'imposera dans tous les cas à l'autorité cantonale, si l'autorité fédérale estime qu'il existe des éléments problématiques à cet égard, le dossier sera tout de même renvoyé.

Un député (PLR) note que la conception exposée par son collègue EAG considère que les autorités et l'administration agiraient de manière perfide pour trouver des prétextes intrusifs afin d'empêcher une naturalisation, ce qui n'est pas vraisemblable. De plus, comme évoqué par M. Ameli, la formulation du droit fédéral utilise le terme « encourage ». Il semble en effet préférable d'utiliser cette terminologie plus « encourageante » plutôt que d'insérer des formulations négatives. Par conséquent, il refusera cet amendement.

Le président met aux voix l'amendement du député (EAG) à l'article 25, alinéa 1 :

Art. 25, al. 1 :

*« La personne requérante **ne doit pas nuire** à l'intégration dans la communauté genevoise de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, **notamment en ce qui concerne** leur participation à la vie sociale, culturelle et économique. »*

Oui :	6	(1 EAG, 3 S, 2 Ve)
Non :	9	(2 PDC, 4 PLR, 1 UDC, 2 MCG)
Abstention :	0	

L'amendement est refusé.

Le député (EAG), au vu du refus de l'amendement à l'article 25, alinéa 1 retire son amendement à l'article 25, alinéa 3.

Art. 17 Conditions formelles

⁴ *La personne requérante doit résider effectivement en Suisse et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité pendant toute la durée de la procédure.*

Le député EAG a transmis aux membres de la commission le rapport des débats en plénière de 2017 sur cette question. A l'époque, il avait déposé un amendement visant à supprimer dans la loi genevoise la condition du permis d'établissement pour la naturalisation. De fait, cette suppression n'aurait pas d'impact, car le droit fédéral continuerait de s'appliquer. Néanmoins, il s'agirait de signifier une opposition cantonale à ce principe, au regard de la particularité genevoise dans ce domaine. En effet, il existe à Genève des milliers de personnes, notamment employées dans les organisations internationales qui sont privées d'accès à la nationalité suisse en raison de cette disposition. Pour rappel, M. Maudet, en charge de ces questions à l'époque du débat, s'était érigé contre cette disposition. En tant qu'enfant d'un fonctionnaire international à Genève, lui-même n'a pas eu l'opportunité d'être au bénéfice d'un permis C. Cette disposition fédérale est un réel problème pour Genève, car elle contrevient à la nature même de la Genève internationale. En outre, la suppression de cet article ne modifierait pas la loi applicable. Toutefois, elle signifierait un refus politique de la part du canton de Genève.

Un député PLR demande aux représentants du département ce que représenterait cette modification, au vu du fait qu'elle déroge au droit fédéral.

Le député EAG note qu'il ne s'agit pas de déroger au droit fédéral, car l'article 17, alinéa 1, lettre a) mentionne que la personne doit « *remplir les conditions formelles prévues par la législation fédérale* ». Par conséquent le droit fédéral continuerait de s'appliquer.

Un député Ve demande si l'autorisation d'établissement équivaut à un permis C. De plus, la question se pose de savoir si une personne admise à l'asile n'aurait pas le droit à une autorisation d'établissement. En outre, le député (Ve) demande pourquoi l'amendement supprime l'ensemble de l'alinéa 4. En effet, il semble souhaitable de garder la mention du fait qu'une personne requérante doit résider effectivement en Suisse.

Le député (Ve) répond à la première question de son collègue que M. Ameli sera probablement plus à même de donner des précisions sur le permis C. Néanmoins, il semble qu'une autorisation d'établissement en cours de validité correspond à un permis C. Concernant la deuxième remarque du député (Ve), il est effectivement possible de ne supprimer que la partie qui concerne l'autorisation d'établissement comme suit : « *La personne*

requérante doit résider effectivement en Suisse ~~et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité~~ pendant toute la durée de la procédure »

M. Ameli confirme que le permis d'établissement équivaut à un permis C. Les permis C et B sont des permis nationaux. Or, lorsqu'un fonctionnaire international arrive à Genève, il obtient une carte de légitimation de la Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève (ci-après : Mission suisse). Ce ne sont donc pas les mêmes autorités qui délivrent les permis : les permis notamment B, C, L et F sont délivrés par les autorités de migration cantonales ; les cartes de légitimation sont délivrées aux fonctionnaires internationaux par la Mission suisse, respectivement le Département fédéral des affaires étrangères. L'ancien droit permettait à tout étranger, y compris aux fonctionnaires internationaux, de déposer une demande de naturalisation. Toutefois, le nouveau droit de la nationalité oblige les étrangers à obtenir préalablement un permis C, y compris les fonctionnaires internationaux. Or, les fonctionnaires internationaux pour des raisons de dualité – un étranger ne peut pas être à la fois en possession d'une carte de légitimation et d'un titre de séjour délivré en vertu du droit des étrangers – ne peuvent pas déposer une demande de naturalisation durant leur fonction officielle. Ils peuvent toutefois déposer une demande de permis à la fin de leurs fonctions officielles, dès l'obtention d'un permis C. Néanmoins, le nouveau droit fédéral prend en compte, dans le calcul de la durée de résidence légale, la durée effectuée sous carte de légitimation. Par conséquent, bien que les fonctionnaires ne puissent pas déposer de demande de permis C durant leur fonction officielle, leur durée de séjour en Suisse est tout de même comptabilisée. Pour le surplus, les séjours effectués par les requérants d'asile sous permis N (dans l'attente de la décision fédérale) ne sont pas pris en compte par le droit de la nationalité. Les personnes ayant toutefois obtenu un statut reconnu de réfugié peuvent obtenir un permis d'établissement. A cet égard, l'article 33 LN résume les permis pris en compte et leur durée respective.

M. Ameli s'exprime sur la proposition du député EAG. Cet amendement n'aurait pas qu'une portée symbolique. En effet, l'absence de l'article 17 dans la loi cantonale serait considéré comme une lacune et le droit fédéral s'appliquerait, en vertu de la force dérogatoire du droit supérieur. Toutefois, le but de la loi est également de garantir une certaine prévisibilité à l'égard des justiciables et des administrés. En effet, les personnes concernées, n'étant pas juristes, se réfèrent au droit cantonal. De plus la phrase « en cours de validité » ne ressort pas du droit fédéral, mais du droit cantonal actuel (LNat)

et de la jurisprudence. En effet, il existe un certain nombre de cas pour lesquels la personne n'est pas en possession d'un permis C valable. Dans ce cas précis, le fait de ne pas avoir un permis C valable a moins d'incidence – que pour un permis B –, car ces permis sont inconditionnels et indéterminés. En effet, il existe un délai de contrôle : tous les cinq ans, l'OCPM envoie un avis de renouvellement à la personne concernée. Autrement dit, le fait qu'un permis C ne soit pas renouvelé dans les délais ne le rend pas caduc *de jure* ou *de facto*.

M. Ameli ajoute que le fait de préciser que le permis doit être « en cours de validité » est une donnée importante. En effet, il peut exister, lors d'une demande de naturalisation, des procédures pendantes de caducité du permis C. A cet égard, des procédures de caducité peuvent être notamment initiées lorsqu'il apparaît qu'une personne ne réside pas effectivement en Suisse. Ces dernières procédures sont particulièrement nombreuses à Genève en raison de la proximité du canton avec la frontière. Par conséquent, le fait de retirer la mention « en cours de validité » crée une zone d'insécurité juridique. Dans ce cadre, un manque de clarté dans la loi peut conduire à des saisines du tribunal afin de trancher la question, ce qui risque de compromettre le bon déroulement du travail de l'Administration.

Le député (EAG) remercie M. Ameli pour ses explications. Sa proposition d'amendement vise davantage à montrer un geste symbolique de solidarité notamment envers les fonctionnaires internationaux concernés par cette loi. M. Ameli a évoqué le fait que les fonctionnaires internationaux pouvaient obtenir un permis C après la fin de leur mandat. Toutefois, cette problématique concerne également les conjoints et les enfants. En effet, il arrive que les enfants de fonctionnaires internationaux naissent à Genève et y soient scolarisés. Ces derniers n'ont parfois plus de lien avec leur pays d'origine. Ces personnes rempliraient toutes les conditions de la naturalisation, mais en seraient privées, au prétexte qu'elles sont au bénéfice d'une autorisation délivrée par le DFAE. De plus, le fait de ne pas mentionner « en cours de validité » ne semble pas poser problème, au vu du fait que le droit fédéral continue de s'appliquer en vertu de l'article 17, alinéa 1 (LDCG) « *Pour être admis à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, l'étranger doit, au moment du dépôt de la demande : a) remplir les conditions formelles prévues par la législation fédérale* ».

Il estime que son amendement ne changerait pas le cadre légal actuel. Il s'agirait d'un message politique que le canton de Genève enverrait aux autorités fédérales.

Un député (PLR) confirme qu'il est important de maintenir la première partie de la phrase « la personne requérante doit résider effectivement en Suisse », sans quoi cela signifierait que la Suisse peut accorder la nationalité à toute personne dans le monde, peu importe son lieu de résidence. De plus, l'amendement du député EAG n'apporterait rien en termes juridiques, si ce n'est un vide qui constituerait une nouvelle "genevoiserie". Il existe d'autres manières de faire pression à l'échelon fédéral pour modifier, le cas échéant, cette disposition.

Le député (EAG) rappelle avoir modifié son amendement afin de maintenir la mention que « *La personne requérante doit résider effectivement en Suisse pendant toute la durée de la procédure* ». Il existe en effet d'autres manières d'influer sur l'échelon fédéral. Toutefois, la modification de cet alinéa donnerait un signal que le Grand Conseil de Genève n'approuve pas cette disposition.

Un député (MCG) note que le corps diplomatique est en possession de cartes de légitimations délivrées par le DFAE. Le conjoint ainsi que les enfants en bénéficient également, bien qu'ils puissent également obtenir un permis C. L'enfant d'une personne diplomate qui naît à Genève peut, s'il reste sur le territoire jusqu'à ses 18 ans prétendre à un permis C. Au même titre, une personne diplomate peut prétendre à l'obtention d'un permis C dès la fin de son mandat diplomatique. Par conséquent le MCG s'opposera à cet amendement.

M. Ameli souhaite apporter une précision concernant les cartes de légitimation pour les fonctionnaires internationaux. Ces cartes sont délivrées pour des missions temporaires. A ce titre, tous les fonctionnaires internationaux n'ont pas pour but de s'établir en Suisse indéfiniment. Il existe néanmoins une pratique mise en place par le Secrétariat d'Etat aux migrations, notamment pour des raisons politiques, qui vise à favoriser la continuation du séjour après les fonctions officielles. Toutefois, la lettre et l'esprit de la loi et de l'ordonnance régissant les fonctionnaires internationaux (la LEH et l'OLEH) concernent en principe des missions temporaires en Suisse. Le but de tous les fonctionnaires internationaux n'est par conséquent pas de s'installer durablement en Suisse. Il est au demeurant nécessaire de souligner que le droit de résidence pour les fonctionnaires internationaux n'est pas un droit inaliénable. Les époux et enfants des diplomates reçoivent également une carte de légitimation. Néanmoins, si ces personnes travaillent, elles peuvent obtenir un permis CI.

Pour apporter une précision au député (EAG), en cas de séparation ou divorce, le maintien de la carte de légitimation ou du permis Ci n'est pas forcément assuré pour le conjoint ou la conjointe, car ils sont liés au titulaire

principal. De plus, il est arrivé que des enfants de diplomates après avoir résidé plusieurs années à l'étranger (notamment pour y poursuivre leurs études), aient demandé à leur retour ou à leur arrivée en Suisse une carte de légitimation en prétextant un regroupement familial. Cet aspect peut également poser problème, car il contrevient au but de la carte de légitimation.

Un député (Ve) explique que les Verts considèrent que la loi fédérale devrait être modifiée. Néanmoins, la question se pose de savoir si la meilleure façon de protester est de supprimer un article dans la loi cantonale. En effet, cette opposition aurait peut-être plus de poids si elle figurait dans un rapport ou si elle faisait l'objet d'un débat en plénière. Par conséquent, le groupe des Verts s'abstiendra lors du vote sur cet amendement.

Un député PS note que le rapport fera mention de la position de chaque personne. Par conséquent, cette opinion y figurera.

Le même député (PLR) note qu'il est différent de faire figurer une opposition dans les propos retranscrits dans un rapport, plutôt que de mentionner que la commission dans son ensemble exige quelque chose.

Le président met aux voix l'amendement du député (EAG) à l'article 17, alinéa 4 :

Art. 17, al. 4 :

La personne requérante doit résider effectivement en Suisse ~~et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité~~ pendant toute la durée de la procédure

Oui : 4 (1 EAG, 3 S)

Non : 9 (2 PDC, 4 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Abstentions : 2 (2 Ve)

L'amendement est refusé.

Suite de la lecture article par article

Art. 39

al. 1 (nouvelle teneur)

Pas d'opposition, adopté

al. 2	(nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adopté
-------	-------------------	---------------------------------

Art. 42

Sous-titre	(nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adopté
al. 1	(nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adopté
Sous-titre	(nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adopté
al. 2	(nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adopté
al. 3	(non modifié)	
let. a	(nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adoptée
let. b	(nouvelle teneur)	Pas d'opposition, adoptée

Art. 43 Bourgeoisie d'honneur

¹ *Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à une personne qui a rendu au canton ou à la Suisse des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites.*

² *La bourgeoisie d'honneur est personnelle et intransmissible ; elle n'a pas les effets d'une naturalisation et ne confère pas le droit de cité genevois.*

³ *L'acquisition de la bourgeoisie d'honneur prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi votée par le Grand Conseil.*

Le président donne lecture de la remarque d'un député PLR concernant l'article 43 lors du deuxième débat : « ...ne connaissant pas exactement les tenants et les aboutissants juridiques de la modification adoptée en 2^e débat sur l'octroi de la bourgeoisie d'honneur, il renonce à déposer un amendement à ce stade et y reviendra le cas échéant au troisième débat ». N'ayant pas reçu de proposition de la part de ce député, le président demande l'avis des membres de la commission sur cette question.

Un député (EAG) demande si, selon le texte de l'article 43 issu du deuxième débat, un citoyen genevois peut obtenir la bourgeoisie d'honneur. En effet, il existait un problème lorsque le Grand Conseil avait voulu octroyer la bourgeoisie d'honneur au Prix Nobel de physique de 2019, M. Didier Queloz, et que cette dernière avait été refusée, car M. Queloz était Genevois.

Un député (Ve) confirme que l'article a été amendé en deuxième débat. A l'origine, l'article mentionnait que « Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à un Confédéré ou à un étranger qui a rendu au canton ou à la Suisse des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites ». Or, la mention « à un Confédéré ou à un étranger » a été remplacée par « une personne ».

Un député (MCG) confirme que la commission a modifié cet article en deuxième débat. La disposition avait en effet posé problème lors de l'octroi de la bourgeoisie d'honneur à M. Queloz, qui, étant genevois, n'avait pas pu la recevoir.

Art. 44 al. 4 (voté ci-après)

Art. 45 Par acquisition d'un nouveau droit de cité cantonal

Le président indique qu'une députée (S) avait émis une remarque sur cet article qui mentionnait uniquement « Le citoyen genevois ». Toutefois, la réécriture de l'article en langage épïcène a résolu cette problématique : l'amendement mentionne « La citoyenne ou le citoyen genevois »

Art. 45 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 46 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 47

al. 1 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

let. a (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adoptée**

let. b (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adoptée**

Sous-titre (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

al. 2 (non modifié)

al. 3 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 48

al. 4

let. a (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adoptée**

Art. 50

al. 1 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

al. 2 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

al. 3 (non modifié)

al. 4 **(vote ci-après)**

Art. 52 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 53

let. a (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adoptée**

let. b (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adoptée**

let. c (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adoptée**

let. d (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adoptée**

Art. 54 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

let. a (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

let. b (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 55

Titre (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

al. 1 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

al. 2 (non modifié)

al. 3 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

M. Ameli indique que les articles 3, alinéa 4, 44, alinéa 4 et 50, alinéa 4 n'ont pas été votés en deuxième débat. Il s'agit vraisemblablement d'une omission ou d'une erreur de transcription.

M. Constant confirme les propos de M. Ameli. Ces articles devraient être formellement votés par la commission.

M. Saadi indique que les débats relatifs à l'article 44 sont relatés dans le PV n° 99 du 5 mai 2021 ; et ceux de l'article 50 dans le PV n° 100 du 12 mai 2021.

Le président propose de passer au vote sur ces articles

Articles non votés en deuxième débat :

Art. 3

al. 4 (non voté en 2° débat) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 44

al. 4 (non voté en 2° débat) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 50

al. 4 (non voté en 2° débat) **Pas d'opposition, adopté**

Suite de la lecture article par article

Art. 56 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 57 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 58

al. 1 (non modifié)

al. 2 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 59 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 60 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 61

al. 1 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

al. 2 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 62 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 63

al. 1 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

al. 2 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 64 Procédure

¹ *La personne requérante présente sa requête au Conseil administratif ou au maire de la commune de laquelle elle entend renoncer au droit de cité.*

² *Le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.*

Le président note que cet article fait l'objet d'une remarque d'un député (S) lors du deuxième débat : « Il sera important de reprendre cette question au troisième débat et, le cas échéant, proposer un amendement, tant sur la question du terme « citoyen » que sur l'inclusion ou non des enfants mineurs dans la demande de libération d'un parent ». Le président lui donne la parole.

Ce député (S) indique que cet article fait appel à deux remarques. Premièrement, concernant la terminologie, il existe une problématique dans les termes de « citoyen genevois ». En effet, ce terme désigne le titulaire des droits politiques et non le titulaire de la nationalité. La question se pose également de savoir si cette problématique est présente à d'autres endroits dans la loi ou uniquement à l'art. 64. De plus, cette disposition fait probablement l'objet d'un amendement visant à reformuler l'article en langage épïcène.

Le président donne lecture la version épïcène de l'article :

Art. 64 Procédure

1 La personne requérante présente sa requête au Conseil administratif ou à la ou au maire de la commune de laquelle elle entend renoncer au droit de cité.

2 La citoyenne genevoise mineure ou le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

Ce député (S) note que la problématique de la définition du terme « citoyen » existe toujours malgré la formulation épïcène. A cet égard, les représentants du département pourraient peut-être préciser s'il existe une terminologie appropriée, notamment dans la loi fédérale sur la nationalité qui pourrait résoudre cette problématique.

Le président demande des précisions à ce député.

Celui-ci souhaite savoir quelle terminologie est utilisée dans la loi fédérale pour désigner les personnes titulaires de la nationalité. En effet, lors du deuxième débat, il était ressorti que le terme « citoyen » désigne en principe une personne titulaire des droits politiques, ce qui devenait encore plus étrange lorsque l'on parle du « citoyen mineur ». En outre, cette problématique apparaît à plusieurs articles à partir de l'article 40.

M. Mangilli indique que concernant les droits politiques, la Constitution ne mentionne pas le terme « citoyenne » et « citoyen », mais « titulaire des droits politiques ». Cette terminologie désigne les personnes majeures de nationalité suisse. A cet égard, il ne semble pas exister de problème de confusion entre le droit de la nationalité et les droits politiques. L'article 48 de la constitution mentionne clairement que : » *1 Sont titulaires des droits politiques sur le plan cantonal les personnes de nationalité suisse âgées de 18 ans révolus domiciliées dans le canton, ainsi que les personnes domiciliées à l'étranger qui exercent leurs droits politiques fédéraux dans le canton. ; 2 Sont titulaires des droits politiques sur le plan communal les personnes de nationalité suisse âgées de 18 ans révolus domiciliées dans la commune. ; 3 Sont titulaires du droit d'élire, de voter et de signer des initiatives et des demandes de référendum sur le plan communal les personnes de nationalité étrangère âgées de 18 ans révolus qui ont leur domicile légal en Suisse depuis 8 ans au moins* ». Néanmoins, l'article 49 (CST-Ge) « *L'Etat contribue à la préparation à la citoyenneté.* » pourrait créer une éventuelle confusion, bien qu'elle ne soit pas majeure.

M. Mangilli estime que l'introduction de la notion de « citoyen » et « citoyenne » dans la loi sur le droit de cité ne risque pas de poser de

problèmes liés la question des droits politiques. La question peut éventuellement se poser de la différence entre « citoyeneté » et « nationalité ».

Une députée (PDC) note que si les termes « citoyen ou citoyenne » signifient « Suisse ou Suissesse ayant le droit de cité à Genève », la terminologie ne semble pas poser de problème. Elle demande de quelle manière les autres cantons ont résolu cette problématique.

Le même député (S) demande à M. Mangilli si, en terme légistique – et pour éviter la présence de doublets en langage épïcène – il ne serait pas préférable de mentionner « *la personne de nationalité genevoise* ».

M. Mangilli estime que cette formulation est possible d'un point de vue légistique. Néanmoins, il est important de s'assurer qu'elle n'introduit pas un nouveau sens à la disposition.

M. Ameli rappelle que la disposition vise la renonciation d'un droit de cité communal pour citoyen genevois, et non pour un étranger. Le terme de « citoyen » a au demeurant été repris de la LNat. Le terme « citoyen » est à chaque fois utilisé lorsque la loi désigne une personne suisse. La notion de citoyeneté est donc réservée aux Confédérés. Toutefois, il serait problématique de remplacer le terme de citoyeneté par « nationalité genevoise ». En effet, la terminologie en la matière a changé : auparavant la Constitution fédérale de 1874 admettait une nationalité cantonale. Toutefois, l'évolution du droit fédéral a privilégié le terme de « droit de cité ». Malgré l'évolution du droit à l'échelon fédéral, le droit cantonal genevois a gardé l'ancienne terminologie. Par conséquent, le fait de maintenir la notion de « nationalité genevoise » dans la loi poserait des problèmes de prévisibilité, de transparence et de justesse juridique.

Le même député (S), au vu des explications de M. Ameli, renonce à déposer un amendement. Toutefois, l'article pose une deuxième question : celle de l'inclusion d'un enfant mineur dans la libération d'un parent dans le cadre du droit de cité communal. En effet, l'article 64, qui concerne la libération du droit de cité communal s'inscrit en symétrie à l'article 47 qui concerne la libération du droit de cité cantonal. Or, l'article 47, alinéa 2 (droit de cité cantonal) indique que « *Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois s'ils remplissent les conditions énumérées à l'alinéa 1, sous réserve du droit fédéral. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont*

réservées ». Dès lors, il apparaît que selon l'article 47, un enfant mineur peut renoncer à la demande de libération d'un parent au droit de cité cantonal. Or, cette condition de figure pas à l'article 64 qui concerne le droit de cité communal.

M. Ameli se rappelle que cette problématique a donné lieu à une discussion lors du deuxième débat. A ce moment-là, il avait été expliqué que les dispositions relatives à la libération de la nationalité suisse découlent de la loi fédérale, notamment de l'article 38, alinéa 1 LN qui mentionne les conditions de libération d'un enfant mineur. L'article 64 (LDCG) concerne la libération du droit de cité communal, qui n'est pas régie par le droit fédéral. Lors de la rédaction du projet de loi, le département a repris la pratique ainsi que les dispositions actuelles de la LNat. Cette question est donc de la compétence exclusive du canton.

Ce même député (S) demande s'il ne serait pas également souhaitable de prévoir que l'enfant peut ne pas être inclus dans la demande de libération du droit de cité communal d'un parent.

M. Ameli indique que le droit fédéral ne prévoit pas qu'un enfant mineur puisse s'opposer à la demande de libération de la nationalité des parents. Cet aspect revêt une certaine logique : un parent qui demande une libération de sa nationalité continue à exercer son autorité parentale sur l'enfant en vertu du Code civil. Il semblerait dès lors étrange qu'un enfant mineur puisse s'opposer à la demande de libération de son représentant légal. En outre, il existe dans la loi fédérale certaines cautèles en ce qui concerne les enfants compris dans la libération : l'article 38, alinéa 1 LN mentionne que « *Les enfants mineurs sont compris dans la libération aux conditions suivantes : a. ils sont soumis à l'autorité parentale des requérants ; b. ils ne séjournent pas en Suisse ; c. ils ont une nationalité étrangère ou l'assurance d'en obtenir une* ». Ces cautèles sont propres à préserver l'intérêt de l'enfant. En ce qui concerne le droit de cité communal, qui est de la compétence cantonale, il ne semble pas exister d'inconvénient à inscrire dans la loi la possibilité donnée à un enfant de renoncer à la libération d'un parent de son droit de cité communal.

Le même député (S) note que l'article 47, alinéa 2 donne la possibilité à la personne requérante d'inclure ou non ses enfants dans sa demande de libération. Or, cette possibilité n'est pas donnée pour une demande de libération du droit de cité communal. Dès lors, il pourrait être envisagé, par symétrie, d'inscrire la teneur de l'article 47, alinéa 2 à l'article 64.

M. Ameli note que l'article 47, alinéa 2 est une reprise du droit fédéral. L'article 64 est quant à lui une reprise du droit cantonal actuel à l'article 50 LNat.

Il ajoute que la question du droit de cité communal n'est pas traitée par l'administration cantonale, mais directement par les communes. L'article 64 est issu de l'article 50 LNat, qui ne semble pas avoir fait l'objet de débats particuliers lors de son vote au Grand Conseil, selon le mémorial. Par conséquent, l'idée du député PS de clarifier la disposition en faisant un parallèle avec la disposition qui concerne le droit de cité cantonal peut être envisagée.

Celui-ci propose formellement l'amendement suivant : Article 64, alinéa 2 (nouveau, l'alinéa 2 actuel devient alinéa 3) :

« Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération s'ils remplissent les autres conditions légales. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. »

Le président demande si cette modification ne serait pas propre à créer un problème juridique. En effet, il pourrait être envisagé de voter cet amendement en plénière.

M. Ameli estime que cet amendement ne créerait pas de problème juridique, car il s'agit d'une disposition de clarification. En effet, la disposition n'ouvrirait pas de nouveau droit. De plus, la disposition reprend la formulation du droit fédéral et prévoirait certaines cautions : *« [l]e consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale »* et *« [l]es décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. »*

Le président met aux voix l'amendement du député (S) :

Art. 64, al. 2 (nouveau, l'alinéa 2 actuel devient l'alinéa 3) :

« Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération s'ils remplissent les autres conditions légales. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. »

Oui : 7 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PLR)

Non : 3 (2 PLR, 1 UDC)

Abstentions : 5 (2 PDC, 1 PLR, 2 MCG)

L'amendement est accepté.

Art. 64

al. 1 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**
 al. 3 (ancien al. 2) (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 64 Procédure (ainsi amendé)

1 La personne requérante présente sa requête au Conseil administratif ou à la ou au maire de la commune de laquelle elle entend renoncer au droit de cité.

2 Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération s'ils remplissent les autres conditions légales. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées

3 La citoyenne genevoise mineure ou le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

Pas d'opposition, adopté

Art. 65 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 71 (nouvelle teneur) **Pas d'opposition, adopté**

M. Constant indique que le traitement de l'article 30, alinéa 4 avait été suspendu lors de la dernière séance. La commission attendait un retour du département.

Art. 30 Préavis de la commune

Alinéa 4 : ⁴ Le cas échéant, la délibération du Conseil municipal a lieu à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil ; chaque conseiller municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de sa délibération.

M. Saadi explique que suite à la question posée par un député (S) concernant la possibilité que le préavis de la commune passe par une

résolution, le département a pris contact avec le directeur du service des affaires communales. Le service s'accorde avec cette possibilité. Il prévoit par ailleurs une modification de la loi sur l'administration des communes (LAC) dans ce sens. Toutefois, le service souhaite préalablement consulter l'Association des communes genevoises (ACG) avant de proposer cette modification. Le département attend donc le retour du service des affaires communales et reviendra vers la commission lorsque l'information lui sera parvenue, peut-être lors de la prochaine séance.

Ce même député (S) propose de rendre neutre la formulation utilisée dans la disposition, afin qu'elle ne fasse plus mention du terme de « délibération ». Le cas échéant, la question du mode de prise de décision des communes ne doit pas forcément figurer dans la loi. Par conséquent, l'article 30, alinéa 4 pourrait être modifié comme suit : *« Le cas échéant, le Conseil municipal statue à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil ; chaque conseiller municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le résultat du vote. »*

Le président constate que la séance touche à son terme. Il est donc préférable de ne pas ouvrir un nouveau débat sur cette formulation. Il serait souhaitable que le département puisse revenir avec des informations complémentaires ou, le cas échéant, un amendement sur cette disposition.

Le président propose d'interrompre les débats à ce stade et de les reprendre lors de la prochaine séance.

Séance du mercredi 10 novembre 2021

Le président explique que les représentants du DSPS, de la DAJ et M. Constant ont procédé à une relecture complète du texte issu du troisième débat. Cette relecture a permis de mettre en lumière certaines corrections nécessaires concernant la rédaction de la loi en langage épïcène, ainsi que quelques autres modifications de forme. De plus, certaines questions étaient restées en suspens, à l'instar de l'article 30, alinéa 4 – concernant le préavis communal – pour lequel la commission attendait encore des précisions du département.

Le président propose de procéder à une relecture des dispositions comportant une observation, étant précisé que M. Constant a rédigé la loi telle qu'adoptée jusque-là par la commission avec les diverses observations. Ce document comporte la date du 1^{er} novembre 2021.

Un député (Ve) demande à quoi se rapportent les modifications présentes dans ce document : s'il s'agit des modifications au texte initial du Conseil d'Etat ou à autre chose.

Le président explique que le document précité est le texte voté par la commission en troisième débat. La commission avait convenu, comme il s'agit d'un texte long et complexe, qu'une relecture attentive était encore nécessaire afin d'éliminer d'éventuelles coquilles et de s'assurer de la rédaction en langage épïcène de l'ensemble du projet de loi. Cette relecture a été effectuée par les représentants du DSPS, de la DAJ et M. Constant.

Le même député (Ve) note que le tableau synoptique utilisé lors des précédentes séances fait état du texte voté en 2^e débat ainsi que de la reformulation en langage épïcène, qui a été intégrée au texte. Par conséquent, les travaux se fondent actuellement sur le document du 1^{er} novembre transmis par M. Constant.

Le président confirme que le document du 1^{er} novembre fait état du texte le plus abouti des travaux en commission. Ce dernier contient encore certaines reformulations qui devront être traitées lors de la présente séance.

En raison d'une impossibilité technique de connexion à l'application Accord, le président suspend la séance de 17h12 à 17h16 dans l'attente de la transmission des documents aux membres de la commission.

3^e débat

Le président reprend uniquement les articles contenant une modification ou une observation.

Art. 3, al. 4

Version issue du 3^e débat

⁴ L'autorité compétente veille tout particulièrement à organiser des séances d'information à l'intégration en faveur des personnes visées par l'article 12, alinéa 2, de la loi fédérale. Elle peut déléguer cette tâche à des associations à but non lucratif œuvrant pour l'intégration des étrangers dans le canton de Genève.

Proposition de modification

⁴ *L'autorité compétente veille tout particulièrement à organiser des séances d'information à l'intégration en faveur des personnes visées par l'article 12, alinéa 2, de la loi fédérale. Elle peut déléguer cette tâche à des associations à but non lucratif œuvrant pour l'intégration **des personnes étrangères** dans le canton de Genève.*

Pas d'opposition, adopté

Art. 11, al. 1 et 3

Version issue du 3^e débat

¹ *La personne confédérée peut, à titre individuel ou avec son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré, demander le droit de cité genevois si elle a résidé d'une manière effective sur le territoire du canton pendant 2 ans, dont les 12 mois précédant le dépôt de sa requête.*

³ *Elle a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où elle a résidé précédemment ou la commune d'origine de sa conjointe ou son conjoint, respectivement de sa ou son partenaire enregistré, genevoise ou genevois.*

Proposition de modification

¹ *La personne confédérée peut, à titre individuel ou avec **sa conjointe ou son conjoint** ou sa ou son partenaire enregistré, demander le droit de cité genevois si elle a résidé d'une manière effective sur le territoire du canton pendant 2 ans, dont les 12 mois précédant le dépôt de sa requête.*

³ *Elle a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où elle a résidé précédemment ou la commune d'origine de sa conjointe ou **de** son conjoint, respectivement de sa ou son partenaire enregistré, genevois.*

Pas d'opposition, adopté

Art. 12 – titre

Version issue du 3^e débat

Art. 12 Conjointe et conjoint, partenaire enregistrée et enregistré et enfants

Proposition de modification

Art. 12 **La conjointe ou le conjoint, la ou le partenaire enregistré et les enfants**

Pas d'opposition, adopté

Un député (Ve) rappelle que la commission avait accepté à l'article 13, alinéa 2 un amendement visant à préciser que la personne doit verser « un émolument destiné à couvrir **au plus** les frais de procédure (...) ». Or, les termes "au plus" ne figurent pas dans le texte du 1^{er} novembre 2021.

Le président indique que cette modification a été omise dans le texte final.

Art. 17, al. 1

Version issue du 3^e débat

¹Pour être admis à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, la personne étrangère doit, au moment du dépôt de la demande : (...)

Proposition de modification

¹Pour être **admise** à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, la personne étrangère doit, au moment du dépôt de la demande : (...)

Pas d'opposition, adopté

Art. 23 – titre

Version issue du 3^e débat

Art. 23 Personnes étrangères et nées en Suisse et personnes étrangères de moins de 25 ans

Proposition de modification :

Art. 23 Personnes étrangères et nées **dans le canton de Genève** et personnes étrangères de moins de 25 ans

Pas d'opposition, adopté

Art. 25, al. 1 et 3**Version issue du 3^e débat**

¹ La personne requérante encourage l'intégration dans la communauté genevoise de sa conjointe ou son conjoint, ou de sa ou son partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique.

³ Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de sa conjointe ou son conjoint, de sa ou son partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.

Proposition de modification :

¹ La personne requérante encourage l'intégration dans la communauté genevoise de sa conjointe ou **de** son conjoint ou de sa ou son partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique.

³ Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de sa conjointe ou son conjoint, de sa ou son partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.

Pas d'opposition, adopté

Art. 30, al. 4**Version issue du 3^e débat**

⁴ Le cas échéant, la délibération du Conseil municipal a lieu à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil ; chaque conseiller municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de sa délibération.

Proposition de modification

⁴ *Le cas échéant, le Conseil municipal **se prononce** à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil ; chaque **membre du Conseil municipal** doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de **son préavis**.*

Le président rappelle que le traitement de cet article avait été suspendu dans l'attente de précisions de la part du département.

M. Saadi confirme que le département a demandé l'avis de l'Association de communes genevoises (ACG) sur cet article. Du point de vue du département, la question de la délibération est déjà réglée par l'article 29, alinéa 2 LAC, qui précise que les délibérations du Conseil municipal sur les naturalisations ne sont pas soumises à référendum. Toutefois, si les commissaires souhaitent préciser cet article, le département a transmis une formulation qui est également celle préconisée par l'ACG.

Un député (S) confirme que le terme "délibération" prête à confusion. Néanmoins, il apparaît que la LAC comprend toujours ce terme dans le cadre des naturalisations. Il convient de voter l'amendement proposé par le département et l'ACG, car, bien que la LAC en dispose autrement, cette formulation sera amenée à évoluer également dans cette loi. Le terme de délibération ne semble pas approprié dans le cadre d'un préavis de naturalisation. Il recommande donc à la commission d'accepter cette proposition d'amendement qui constitue une mise à jour formelle de la loi.

M. Ameli confirme que les communes ont été consultées dans le cadre de cet article. Néanmoins, il apparaît que si la commission accepte cette modification à l'article 30, alinéa 4, plusieurs dispositions de la LAC devraient être modifiées pour correspondre aux termes utilisés dans la LDCG. Pour rappel, l'article 29, alinéa 2 de la LAC prévoit explicitement une exception pour les naturalisations. Il souhaiterait intervenir lors du traitement de l'article 31, car ce dernier contient une coquille qui devrait être corrigée.

Le président en prend note.

Un député (Ve) note que la proposition de modification du département correspond aux propositions qui avaient été mentionnées par la commission. Cette nouvelle formulation permettrait d'éviter de mentionner le terme de « délibération ». Si la problématique de l'utilisation du terme de « délibération » dans le cadre des naturalisations persiste dans la LAC, elle

sera réglée dans la LDCG. Par conséquent, il convient d'accepter la modification proposée par le département.

Un député (S) souligne que la modification de l'article 30, alinéa 4 ne pose pas de problème vis-à-vis de la rédaction actuelle de la LAC. En effet, selon cette modification, la disposition fait mention du préavis, mais ne qualifie la nature de la prise de position du conseil municipal. Dans ce cadre, si la LAC mentionne que le conseil municipal statue par délibération dans le cadre d'un préavis de naturalisation, cela ne contrevient pas à l'article 30, alinéa 4 LDCG. La modification proposée par le département est cohérente avec la rédaction de l'ensemble de la législation examinée et permet de gagner en lisibilité. En outre, la formulation de la LAC pourra, le cas échéant, être discutée ultérieurement.

Le président constate que cette modification ne suscite aucune opposition.

Art. 30, al. 4

*⁴ Le cas échéant, le Conseil municipal **se prononce** à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil ; chaque **membre du Conseil municipal** doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de **son préavis**.*

Pas d'opposition, adopté.

Art. 31, al. 1

M. Ameli indique qu'il conviendrait, à l'article 31, alinéa 1, de remplacer « la décision communale » par « le préavis communal ». C'est une coquille qui n'avait pas été détectée jusque-là.

Art. 31, al. 1

*¹ La durée totale de la procédure de naturalisation ordinaire depuis le dépôt de la demande jusqu'au moment **du préavis** communal ne doit en principe pas dépasser 12 mois*

Pas d'opposition, adopté

Art. 39**Version issue du 3^e débat**

¹ La citoyenne genevoise d'origine qui a perdu le droit de cité genevois par mariage avec un Confédéré peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité.

Proposition de modification

*¹ La citoyenne genevoise d'origine qui a perdu le droit de cité genevois par mariage avec **une personne confédérée** peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité.*

Pas d'opposition, adopté

Art. 42 – 2^e sous-titre**Version issue du 3^e débat*****Etranger*****Proposition de modification*****Personne étrangère***

Pas d'opposition, adopté

Art. 47, al. 1 et 3**Version issue du 3^e débat**

¹ Toute citoyenne genevoise et tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois (...)

³ La personne mineure qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment du détenteur exclusif de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 2.

Proposition de modification

¹ Toute citoyenne ~~genevoise~~ et tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois (...)

³ La personne mineure qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment de **la détentrice ou du détenteur exclusif** l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 2.

Un député (EAG) note que la disposition fait mention du renoncement au droit de cité genevois. Or, de fait, il s'agit d'un renoncement à la nationalité suisse. En effet, une personne domiciliée à l'étranger qui demande à être libérée de son droit de cité genevois perdrait sa nationalité suisse.

Un député (PDC) estime que les lettres a) et b) de l'alinéa 1 semblent suffisamment claires. En effet, elles laissent la possibilité à une personne d'être domiciliée dans un autre canton, et donc de garder sa nationalité.

Le même député (EAG) confirme que la lettre a) est claire. Toutefois, la lettre b) pose la question de savoir si, par exemple, une personne domiciliée en Mongolie qui acquiert la nationalité mongole et se libère du droit de cité genevois perd la nationalité suisse.

M. Ameli souligne en préambule n'avoir jamais eu à traiter ce cas de figure. L'alinéa 1 de l'article 47 doit être lu avec l'alinéa 2. En effet, cet alinéa 2 mentionne les hypothèses alternatives à l'alinéa 1 qui s'appliquent aux personnes mineures. Selon l'alinéa 1, pour demander à être libérée, la personne doit être soit en possession d'un autre droit de cité – lettre a) – soit d'une autre nationalité – lettre b). Cette disposition permet d'éviter que des personnes se retrouvent apatrides. Ce cas de figure s'est rarement présenté dans le cadre de demandes de renonciation au niveau fédéral. Dans ces cas, les personnes qui ont demandé à être libérées de la nationalité suisse ont perdu, par effet de domino, leur droit de cité cantonal.

Ce même député (EAG) comprend les explications de M. Ameli. Néanmoins la disposition telle que rédigée ne semble pas suffisamment claire. En effet, elle devrait mentionner explicitement que la renonciation au droit de cité genevois implique une renonciation à la nationalité suisse. Cette lacune devrait être comblée.

M. Ameli estime que la formulation de l'article 47 ne crée pas de lacune. En effet, l'alinéa 1 mentionne les hypothèses selon lesquelles une citoyenne ou un citoyen genevois peut demander à être libéré de son droit de cité. Ces hypothèses sont reprises à l'alinéa 2 qui concerne les personnes mineures, qui y ajoute la mention de l'exercice exclusif de l'autorité parentale.

Le président note que la question du député (EAG) est de savoir si une personne qui renonce à son droit de cité genevois renonce également à la nationalité suisse. Il est en effet important de répondre à cette question.

M. Gut souligne que l'article 47 doit être lu comme une garantie que la personne ne se retrouve pas dans une situation d'apatridie. C'est pourquoi, en cas de renonciation, la personne doit être en possession d'un autre droit de cité ou d'une nationalité étrangère.

Le député (EAG) comprend l'explication de M. Gut. Néanmoins, il apparaît que si une personne de nationalités suisse et étrangère renonce à son droit de cité genevois, elle perd sa nationalité suisse.

M. Gut confirme que la personne perd sa nationalité suisse, sauf si elle est en possession d'un autre droit de cité cantonal.

Le même député (EAG) note que la rédaction de la loi risque de prêter à confusion : une personne qui renonce à son droit de cité cantonal pourrait être privée de la nationalité suisse sans le savoir. Il semble donc nécessaire de préciser cette disposition.

M. Ameli conçoit que la perte du droit de cité genevois puisse être comprise comme une perte de la nationalité suisse, car cela n'est pas explicitement mentionné dans la loi. Cette interprétation s'inscrit toutefois dans la logique de l'alinéa 1. A noter que cette formulation reprend le droit actuel. Néanmoins, il ne serait pas correct de considérer que cette formulation engendre une insécurité juridique. En effet, une insécurité juridique impliquerait que la solution n'est pas claire. Or, toutes les hypothèses sont prises en compte à l'alinéa 1. En cas de renonciation : a) une personne qui possède un autre droit de cité cantonal garde sa nationalité suisse ; b) si la personne n'est pas en possession d'un autre droit de cité, elle perd la nationalité suisse.

M. Ameli comprend la volonté de certains commissaires de formuler l'alinéa de manière plus explicite. Il est toutefois à noter que de nombreuses dispositions sont rédigées de cette manière et pour lesquelles la conséquence est implicite. En outre, la lettre b) semble suffisamment claire dans sa rédaction. A noter que sa rédaction découle de l'ancien droit, sans que cette disposition n'ait occasionné de problème jusqu'à présent. De plus, elle s'inscrit dans l'état d'esprit du droit fédéral. Enfin, ce type de rédaction est commun dans l'ensemble du corpus législatif suisse.

Un député (PLR) estime que l'article 47, alinéa 1 est suffisamment clair. En effet, soit la personne possède un autre droit de cité cantonal et, par conséquent, garde sa nationalité suisse ; soit la personne change de nationalité et il paraît normal qu'elle perde la nationalité suisse.

Le président note qu'en principe, une personne suisse qui acquiert une nouvelle nationalité ne perd par la nationalité helvétique. Or, selon cette disposition, il semble que la perte de nationalité est implicite.

Une députée (PDC) demande si la loi fédérale mentionne le fait que, si une personne renonce au droit de cité cantonal, elle perd sa nationalité suisse.

M. Ameli confirme que la disposition du droit fédéral relative à la libération est l'article 37 (LN) qui mentionna à son alinéa 1 « *Tout citoyen suisse est, à sa demande, libéré de la nationalité suisse s'il ne séjourne pas en Suisse et s'il a une nationalité étrangère ou l'assurance d'en obtenir une (...)* ». A noter que le droit fédéral utilise le terme de « libération » et non de « renonciation ». En outre, la loi fédérale ne mentionne pas l'hypothèse de l'article 47, alinéa 1, lettre a) de la loi cantonale, car cette dernière concerne les confédérés. Néanmoins l'article 47, alinéa 1, lettre b) est une reprise du droit fédéral.

Cette même députée (PDC) note que la disposition devrait mentionner le fait que la perte de la nationalité suisse implique une perte du droit de cité genevois et inversement. Il s'agirait en effet de trouver une formulation qui puisse montrer que le droit de cité cantonal et la nationalité suisse sont liés.

Un député (EAG) comprend les explications de M. Ameli, notamment sur le fait que la disposition n'entraîne pas d'insécurité juridique. Toutefois, il serait souhaitable de préciser explicitement que la perte du droit de cité cantonal implique une perte de la nationalité suisse. En effet, malgré le fait qu'il n'existe pas d'incertitude juridique, cette précision permettrait de donner davantage de clarté pour les citoyennes et citoyens qui prendront connaissance de la loi.

Le président confirme que le libellé de l'alinéa 1 permet d'éviter des situations d'apatridie, mais ne permet pas d'éviter qu'une personne qui renonce à son droit de cité perde sa nationalité suisse sans le vouloir.

M. Ameli, pour répondre à cette préoccupation, proposerait la formulation suivante :

« *1 Toute citoyenne et tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois et, **selon les circonstances, de la nationalité suisse :*** (...) »

M. Ameli ajoute que cette solution n'est pas parfaite, car le libellé de l'alinéa 1 devrait correspondre aux hypothèses mentionnées aux lettres a) et b). Or, dans sa proposition, l'alinéa 1 mentionne une conséquence relative uniquement à la lettre b).

Le même député (EAG) comprend la remarque de M. Ameli sur sa proposition. Par conséquent il pourrait être envisagé de ne modifier que la lettre b) comme suit :

« b) *Si elle ou il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée. Dans ce cas, si la citoyenne ou le citoyen n'a pas le droit de cité d'un autre canton, l'effet de cette renonciation sera la perte de la nationalité suisse.* »

M. Ameli note que les lettre a et b) concernent des hypothèses. Par conséquent, il convient de ne pas mélanger les hypothèses et les conséquences à la lettre b). Dans ce cadre, il serait préférable de prévoir un nouvel alinéa qui mentionnerait, par exemple « *Pour l'hypothèse de l'art. 47 al. 1 lettre b), la personne perd sa nationalité suisse* ». Même si M. Ameli estime que cette précision serait redondante dans la disposition, elle est plus cohérente du point

M. Ameli proposerait la rédaction suivante :

Art. 47, al. 2 (nouveau) :

« *Toute personne qui a demandé à être libérée du droit de cité genevois conformément à la lettre b de l'alinéa 1 perd la nationalité suisse.* »

M. Gut préciserait « Toute personne qui a demandé à être libérée du droit de cité genevois **dans les conditions mentionnées** à la lettre b de l'alinéa 1 perd la nationalité suisse »

M. Gut ajoute que l'alinéa devrait également mentionner que la personne perd la nationalité « pour autant qu'elle ne possède pas un autre droit de cité cantonal ». En effet, il est possible qu'une personne domiciliée à l'étranger soit en possession d'un autre droit de cité cantonal.

Un député (EAG) note que dans le cas de figure évoqué par M. Gut, la personne domiciliée à l'étranger se trouve donc « en dehors du canton » comme indiqué à la lettre a).

M. Gut note qu'il s'agit de l'interprétation du député (EAG). Or, le but de la modification était justement que la disposition ne soit plus sujette à interprétation.

Le président comprend qu'une personne résidente à l'étranger, mais détentrice d'un autre droit de cité cantonal ne perdrait pas sa nationalité suisse en cas de renoncement.

Le président résume la proposition :

Art. 47, al. 2 (nouveau)

« Toute personne qui demande à être libérée de son droit de cité genevois dans les conditions mentionnées à l'alinéa 1 lettre b) perd sa nationalité suisse. Pour autant qu'elle ne possède pas le droit de cité d'un autre canton. »

M. Gut estime que par souci de précision, il serait préférable de reprendre la formulation de l'alinéa 1 en mentionnant au début de l'alinéa 2 (nouveau) *« Toute citoyenne et tout citoyen genevois »*.

Le président relit la formulation finale de la proposition de l'article 47, alinéa 2 (nouveau) :

Art. 47, al. 2 (nouveau)

« Toute citoyenne et tout citoyen genevois qui demande à être libéré de son droit de cité genevois dans les conditions mentionnées à l'alinéa 1, lettre b) perd la nationalité suisse, pour autant qu'il ou elle ne possède pas le droit de cité d'un autre canton. »

Le président demande si cette formulation suscite une opposition.

Une députée (PDC) note que pour éviter la formulation *« Toute citoyenne et tout citoyen genevois »* il pourrait être envisagé de commencer l'alinéa en mentionnant d'abord l'acte de la renonciation. L'alinéa pourrait alors mentionner qu'en cas de renonciation au sens de l'alinéa 1, lettre b, la personne perd sa nationalité.

Le président note que comme la disposition concerne les citoyennes et les citoyens qui perdent la nationalité suisse, il semble préférable de débiter l'alinéa avec la mention *« toute citoyenne et tout citoyen »*.

Un député (Ve) note que bien que la proposition de la députée PDC serait peut-être préférable d'un point de vue linguistique, il semble souhaitable dans le cadre d'un texte juridique de débiter par les personnes concernées par l'alinéa, soit les citoyens et les citoyennes.

La députée (PDC) renonce à sa proposition.

Le président constate que la proposition de nouvel alinéa 2, dont il a rappelé la teneur, ne suscite aucune opposition.

Art. 47, al. 2 (nouveau)

² Toute citoyenne et tout citoyen genevois qui demande à être libéré de son droit de cité genevois dans les conditions mentionnées à l'alinéa 1 lettre b perd la nationalité suisse, pour autant qu'il ou elle ne possède pas le droit de cité d'un autre canton. »

Pas d'opposition, adopté

Le président précise que l'alinéa 2 ancien devient l'alinéa 3 et l'alinéa 3 devient l'alinéa 4. Le renvoi figurant à l'alinéa 3 ancien doit être corrigé en conséquence.

Le président passe au vote d'ensemble de l'article 47.

Le président met aux voix l'article 47 dans son ensemble ainsi amendé :

Art. 47 Conditions

¹ Toute citoyenne et tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois :

a) si elle ou il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre canton ;

b) si elle ou il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée.

² Toute citoyenne et tout citoyen genevois qui demande à être libéré de son droit de cité genevois dans les conditions mentionnées à l'alinéa 1 lettre b perd la nationalité suisse, pour autant qu'il ou elle ne possède pas le droit de cité d'un autre canton

Personnes mineures

³ Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois s'ils remplissent les conditions énumérées à l'alinéa 1, sous réserve du droit fédéral. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

⁴ La personne mineure qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment de la détentrice ou du détenteur

exclusif de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 3.

Oui : 14 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 4 PLR, 2 MCG)

Non : 0

Abstention : 0

L'article 47 ainsi amendé est accepté.

Art. 53, let. a)

Version issue du 3^e débat :

a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour la personne Confédérée libérée des liens du droit de cité genevois ;

Proposition de modification :

*a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour la personne **confédérée** libérée des liens du droit de cité genevois ;*

Pas d'opposition, adopté

Art. 55 – Titre

Version issue du 3^e débat :

Art. 55 Conjointe et conjoint, partenaire enregistrée et enregistré et enfants

Proposition de modification :

*Art. 55 **La conjointe ou le conjoint, la ou le partenaire enregistré et les enfants***

Pas d'opposition, adopté

Art. 58 al. 2

Version issue du 3^e débat :

² Toutefois, aucun émolument ne peut être exigé de la citoyenne genevoise ou du citoyen genevois qui est domicilié sur le territoire de la commune et y a vécu pendant 10 ans au moins, dont les 5 dernières années de manière ininterrompue.

Proposition de modification :

² Toutefois, aucun émolument ne peut être exigé de la citoyenne ~~genevoise~~ ou du citoyen genevois qui est domicilié sur le territoire de la commune et y a vécu pendant 10 ans au moins, dont les 5 dernières années de manière ininterrompue.

Pas d'opposition, adopté

Art. 61 al. 1 et 2

Version issue du 3^e débat

¹ La citoyenne genevoise qui a perdu son droit de cité par mariage avec un Genevois originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de célibataire.

² La citoyenne genevoise ou le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité

Proposition de modification

¹ La citoyenne genevoise qui a perdu son droit de cité par mariage avec un **citoyen genevois** originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de célibataire.

² La citoyenne ~~genevoise~~ ou le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité

Un député (Ve) demande si certaines dispositions de la loi cantonale devront être revues lorsque la Confédération étendra le mariage aux couples de même sexe.

M. Ameli note qu'il s'agit d'une bonne question qu'il n'a pas encore examinée. Toutefois, avec la modification fédérale, les couples de même sexe auront les mêmes droits que les couples hétérosexuels. La modification

législative se fera d'abord au niveau fédéral et les dispositions cantonales seront adaptées en conséquence.

M^{me} Leyvraz souligne que l'acquisition du droit de cité du conjoint par mariage n'est plus en vigueur. Par conséquent, cette question ne se posera pas pour les couples de même sexe.

Le même député (Ve) note que selon la rédaction de l'article 61, la citoyenne doit être marié à un citoyen.

M^{me} Leyvraz le confirme. Néanmoins, actuellement les personnes mariées n'acquièrent plus le droit de cité du conjoint. Cette disposition est uniquement valable pour les mariages qui datent d'avant le 1^{er} janvier 2013.

Art. 61, al. 1 et 2

Proposition de modification

¹ *La citoyenne genevoise qui a perdu son droit de cité par mariage avec un citoyen genevois originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de célibataire.*

² *La citoyenne ou le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité*

Pas d'opposition, adopté

Art. 62

Version issue du 3^e débat

La citoyenne genevoise ou le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité communal, en application de l'article 54, à moins qu'elle ou il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.

Proposition de modification :

La citoyenne ~~genevoise~~ ou le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité

communal, en application de l'article 54, à moins qu'elle ou il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.

Pas d'opposition, adopté

Art. 63 al. 1

Version issue du 3^e débat

¹*La citoyenne genevoise ou le citoyen genevois peut, si elle ou il conserve au moins un droit de cité communal, demander au Conseil administratif ou à la ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, si elle ou il est domicilié en dehors de la commune.*

Proposition de modification

¹*La citoyenne ~~genevoise~~ ou le citoyen genevois peut, si elle ou il conserve au moins un droit de cité communal, demander au Conseil administratif ou à la ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, si elle ou il est domicilié en dehors de la commune.*

Pas d'opposition, adopté

Art. 64, al. 3

Version issue du 3^e débat :

³*La citoyenne genevoise mineure ou le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.*

Proposition de modification :

³*La citoyenne ~~genevoise mineure~~ ou le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.*

Pas d'opposition, adopté

M. Constant revient sur la remarque du député (Ve) concernant l'art. 13, al. 2 et les termes "au plus". Recherche faite, il s'avère que la mention a été ajoutée à l'article 36, alinéa 1 et non à l'article 13, alinéa 2.

Un député (S) estime qu'il conviendrait d'uniformiser la formulation des articles 13 et 36 relatifs aux émoluments.

Un député (Ve) note que l'article 13 concerne les émoluments pour les personnes confédérées, alors que l'article 36 concerne les émoluments pour les personnes étrangères.

Une députée (PDC) pense également qu'il serait souhaitable d'uniformiser la rédaction de ces deux articles, sans quoi il pourrait être interprété que les émoluments pour les Confédérés pourraient s'avérer plus élevés que pour les étrangers.

M. Ameli abonde dans le sens des députés (Ve) et (S). Même si dans la pratique il ne s'agira pas de demander un émolument supérieur aux Confédérés, il convient d'uniformiser les deux articles.

Le président ne constate pas d'opposition à cette demande de modification à l'article 13, alinéa 2 :

Art. 13, al. 2

*² Elle doit verser un émolument destiné à couvrir **au plus** les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.*

Pas d'opposition, adopté**Prises de position avant le vote d'ensemble**

Le président donne la parole aux membres de la commission pour une prise de position avant le vote final.

Un député (EAG) explique avoir apprécié le déroulement des travaux sur cet objet et remercie les représentants du département et en particulier M. Ameli qui a su répondre à de nombreuses questions posées par les commissaires. Sur le fond, bien qu'elle mette en application le droit fédéral, cette loi pose certains problèmes majeurs, comme l'inscription dans la loi du droit du sang. Cette manière de concevoir la nationalité suisse constitue en réalité une « fabrique » d'étrangers car, même les personnes étrangères nées en suisse ne bénéficient pas de la nationalité. Dans le cadre de ce débat cantonal sur le droit de la nationalité, il entend défendre ce point de vue d'opposition. Le droit de la nationalité se durcit et rend l'accès à la nationalité de plus en plus difficile. L'exigence d'un permis d'établissement pour déposer une demande de naturalisation en est l'illustration. C'est

pourquoi il s'opposera à ce projet de loi. Son vote négatif ne remet toutefois pas en question la qualité des travaux en commission. Cette opposition pourra être défendue au travers d'un rapport de minorité.

Un député (PLR) explique que son groupe soutiendra ce projet de loi. Le PLR ne soutient pas la vision du député (EAG), qu'il a notamment exprimée lors du dépôt de plusieurs amendements. De plus, le rôle de la députation genevoise n'est pas de s'opposer au droit supérieur. Le groupe EAG est représenté au sein du parlement fédéral et pourrait agir par ce biais pour exprimer son opposition. Néanmoins, il respecte le point de vue de son collègue, bien qu'il ne le partage pas.

Ce député (EAG) ne s'oppose pas à l'exécution du droit supérieur. Il s'agit d'exprimer un désaccord vis-à-vis de certaines dispositions du droit fédéral. L'expression de ce désaccord au sein d'un parlement cantonal constitue l'expression d'un droit démocratique. En outre, la conseillère nationale de son groupe a déposé une initiative parlementaire en faveur du droit du sol. Par conséquent, le désaccord sur cette question s'exprime non seulement à l'échelle cantonale, mais également au niveau fédéral. A noter qu'au moment où le canton de Genève s'apprête à voter la loi d'application du droit fédéral, il convient d'exprimer son opinion concernant le droit supérieur. Pour le surplus, la commission n'aurait pas travaillé durant des mois sur cette question s'il n'existait pas de marge d'appréciation du droit fédéral. Ces marges peuvent être jugées comme ayant été exploitées au maximum ou, au contraire, pas suffisamment.

Un député (MCG), sans vouloir paraphraser Voltaire, n'est pas d'accord avec l'opinion de son collègue (EAG), mais se battra pour qu'il puisse l'exprimer. Tel est le fonctionnement de la démocratie qui permet un débat sain et ouvert. Sur le fond, la mise à jour de la loi cantonale sur le droit de cité était nécessaire. Ce travail n'aurait pas été possible sans l'aide constante, dévouée et attentive de l'ensemble des représentants de l'administration cantonale. Il exprime au nom de son groupe et, vraisemblablement au nom de la commission, sa gratitude envers les représentants de l'administration.

Il rappelle la conception de la nationalité en suisse. Suffisamment de pays pratiquant le droit du sol connaissent de grandes difficultés. Ces difficultés s'expriment dans des pays démocratiques : à titre d'exemple, les Pays-Bas font marche arrière sur le droit du sol. Dans ce cadre, le droit du sang semble être la meilleure solution. En effet, cela permet à la société de miser sur l'intégration des personnes étrangères et non sur leur assimilation. Le droit du sang est un droit primordial qui doit être soutenu, car l'acquisition automatique de la nationalité ne doit pas être la règle. En effet, tout ce qui est gratuit n'a pas de valeur et ce qui n'a pas de valeur ne mérite pas d'être

défendu. Le fait d'avoir une procédure de naturalisation facilitée ne pose pas de problème. Néanmoins, il faut que l'acquisition de la nationalité soit le fruit d'une volonté, d'un souhait, de chacun et chacune de rejoindre la communauté nationale suisse. Pour répondre à son collègue (EAG), la Suisse est un pays formé par un assemblage de nations. Par conséquent, le pays ne peut pas être considéré en lui-même comme une seule nation. Il se réjouit du déroulement des travaux en commission, qui malgré de grandes divergences, se sont tenus dans le respect de toutes et tous.

Un député (PDC) souligne que si ce projet de loi n'était qu'une simple adaptation cantonale aux modifications de la législation fédérale, les travaux en commission auraient probablement été plus courts. Dans ce travail extrêmement intéressant, les membres de l'administration ont su répondre aux questions parfois pointilleuses soulevées par les membres de la commission. La commission a travaillé avec une bonne volonté et une certaine efficacité. Dans ce cadre, le PDC soutiendra ce texte. Il remercie l'ensemble des intervenants pour leur participation.

Un député (S) partage les propos exprimés par son collègue (EAG) sur le fond. Le groupe Socialiste n'approuve pas le cadre fédéral pour les raisons déjà exprimées et également celle qui concernent le droit du sang. Le droit fédéral s'impose aux cantons avec certaine marge de manœuvre qui demeure toutefois réduite. Sur la question des frais de procédures, il ne partage pas le point de vue de son collègue selon lequel ce qui est gratuit n'a pas de valeur. En effet, certains services publics gratuits, notamment l'école publique, ont de la valeur.

Il ajoute que bien que des désaccords demeurent sur le fond, l'objet du vote sur ce projet de loi est de savoir si la marge de manœuvre cantonale a été bien utilisée dans l'application du droit fédéral. Sur cette question, le groupe socialiste est partagé. Certains aspects de l'adaptation cantonale du droit fédéral restent peu satisfaisants. A titre d'exemple, les articles disposant de la temporalité entre la prestation de serment et l'arrêté du Conseil d'Etat ne correspondent pas à ce qui est prévu dans le droit actuel. Cette nouvelle organisation ajoute une certaine confusion. A titre personnel, il soutiendra ce texte. Ses deux collègues pourront, le cas échéant, compléter son intervention.

Un député (Ve) explique que la ligne politique de son groupe se rapproche de celle du parti socialiste. Bien que les travaux en commission aient permis d'améliorer le texte en utilisant la marge de manœuvre disponible, les Verts restent insatisfaits du cadre fédéral. Néanmoins, il est difficile d'agir sur ce point. La discussion sur le droit du sol est le droit du sang est intéressante. Il existe à cet égard des éléments de droit du sol dans le

cadre des naturalisations facilitées pour les personnes nées sur le territoire helvétique. A l'inverse, il peut exister des personnes nées à l'étranger de parents suisses qui bénéficient de la nationalité sans jamais s'être rendu sur le territoire helvétique. Le fait que ces personnes puissent recevoir un droit de vote en suisse de manière quasi automatique pose certaines questions. En outre, les discussions en commission ont mis en lumière les difficultés relatives à la Genève internationale. En effet, les fonctionnaires internationaux notamment qui résident durant une certaine période à Genève n'ont pas accès à un permis C et ne bénéficient donc pas d'un accès facilité à la naturalisation. Enfin, il est à souligner que lors des débats sur le droit de vote des étrangers, les partis qui considèrent que la voie royale pour obtenir le droit de vote est la naturalisation sont les mêmes que ceux qui souhaitent durcir les conditions de cette même naturalisation. Le groupe des Verts est partagé sur la question : il votera pour le texte et son collègue s'abstiendra.

Le président met aux voix le projet de loi 12305 dans son ensemble :

Oui :	11 (2 S, 1 Ve, 2 PDC, 4 PLR, 2 MCG)
Non :	2 (1 EAG, 1 S)
Abstention :	1 (1 Ve)

Le projet de loi 12305 est adopté

Catégorie de débat : II, 60 minutes

Conclusions

Mesdames les députées, Messieurs les députés,

Le PL 12305 a été déposé le 28 mars 2018 à la suite de l'entrée en vigueur du nouveau droit fédéral sur la nationalité suisse entré en vigueur le premier janvier 2018.

Ce projet de loi poursuit l'objectif d'adapter le droit cantonal aux modifications, de l'actualiser et de lui donner une nouvelle terminologie plus adéquate, étant donné qu'il est encore truffé de notions désuètes.

Le projet de loi tient également compte des voies de recours administratives contre un refus de naturalisation, ce qui a donné lieu à une jurisprudence récente de la CACJ, laquelle a notamment relevé que le système des prérequis, instauré dans le RNat ne reposait pas sur une base légale formelle – raison pour laquelle il faudra déposer quelques amendements au projet de loi pour y mentionner le système des prérequis,

qui a largement fait ses preuves au cours de ces dernières années. La procédure cantonale de naturalisation est en effet entièrement soumise aux principes généraux du droit administratif et par conséquent, toute décision de l'autorité cantonale de naturalisation est sujette à recours auprès d'un tribunal indépendant.

Selon le Conseil d'Etat, le projet de loi est le fruit du travail d'un groupe pluridisciplinaire. Le nouveau droit fédéral de la nationalité met l'accent sur l'intégration des étrangers, qui postule l'existence d'un lien entre droit des étrangers et droit de la nationalité et entre intégration et naturalisation.

Pour le législateur fédéral, la naturalisation est l'aboutissement de l'intégration. Le titre de la loi sur le droit de cité genevois a aussi été modifié puisqu'il n'y a qu'une seule naturalisation, qui est suisse (mais il y a plusieurs droits de cité : communal et cantonal).

D'aucuns pourront s'étonner du nombre de séances consacrées à une simple adaptation de notre législation cantonale à une nouvelle réglementation fédérale, ce d'autant que cette dernière ne laisse guère de marge de manœuvre au législateur cantonal.

La volonté des membres de la commission était d'examiner toutes les possibilités et les souplesses laissées par la loi fédérale afin de rendre le texte de loi cantonale aussi clair et précis que possible pour les personnes concernées. A cela s'ajoute le fait que, comme annoncé lors de la présentation du projet de loi, le département a déposé de nombreux amendements, afin de respecter les dernières décisions jurisprudentielles en la matière.

Enfin, la commission a procédé à deux relectures minutieuses du texte de loi afin d'abord d'éviter toute contradiction et toute incohérence pour des dispositions techniques relativement compliquées et ensuite traduire la totalité du texte en langage épïcène.

C'est à une large majorité – 11 oui contre 2 non et 1 abstention – que le texte a finalement été adopté. Il faut relever à cet égard que les oppositions tiennent au fait que pour une partie de la gauche et pour l'extrême gauche, les dispositions fédérales actuelles sont insatisfaisantes. Pour cette minorité, c'est le droit du sol qui devrait l'emporter. Cette insatisfaction a été énoncée aussi par des membres de la majorité qui ont toutefois estimé que le refus d'une disposition cantonale n'était pas le moyen de modifier une disposition fédérale.

Cela étant, grâce notamment à l'expertise et aux compétences des membres de l'administration qui ont accompagné nos travaux – cela a été relevé par tous les groupes – la majorité de la commission ne peut que vous

recommander, Mesdames les députées, Messieurs les députés, l'acceptation de ce texte à la même majorité que celle rencontrée en commission.

Annexes :

- 1. E-mail introductif du 26 janvier 2021 de M. R. Saadi (DSES)*
- 2. Tableau synoptique final*
- 3. Tableau synoptique : texte original ; texte issu du 2^e débat ; amendements de rédaction en langage épïcène*
- 4. Dispositions adoptées en 2^e débat avec indications des éléments à reprendre en troisième débat, 29 juillet 2021.*
- 5. Dispositions adoptées en 3^e débat lors des séances des 6 et 13 octobre*

Projet de loi (12305-A)

sur le droit de cité genevois (LDCG) (A 4 05)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu la loi fédérale sur la nationalité suisse, du 20 juin 2014 (ci-après : la loi fédérale) ;
vu l'ordonnance fédérale sur la nationalité suisse, du 17 juin 2016 (ci-après : l'ordonnance fédérale) ;
vu les articles 6 et 210 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012,
décrète ce qui suit :

Titre I Dispositions générales

Art. 1 Objet

¹ La présente loi a pour objet l'application des normes prévues par le droit fédéral relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité suisse ainsi que les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité cantonal et communal pour, respectivement, les personnes confédérées et les citoyennes et les citoyens genevois.

² Elle détermine le champ de compétences du canton et des communes.

Art. 2 Définitions

¹ Le droit fédéral visé par la présente loi porte sur la loi fédérale, sur l'ordonnance fédérale ainsi que sur les directives d'application édictées par l'autorité fédérale.

² La majorité est déterminée par l'article 14 du code civil suisse, du 10 décembre 1907 (ci-après : code civil suisse).

³ Les termes « personne confédérée » désignent tout ressortissante ou ressortissant suisse qui ne dispose pas du droit de cité genevois.

⁴ Les termes « personne étrangère » désignent toute personne qui ne dispose pas de la nationalité suisse.

⁵ Le terme « naturalisation » vise la procédure d'obtention de la nationalité suisse.

⁶ Le terme « droit de cité genevois » désigne le droit de cité cantonal.

⁷ Le terme « autorité compétente » désigne le département mentionné à l'article 5, alinéa 1, lettre a, et, le cas échéant, à l'office qu'il a désigné conformément à l'article 5, alinéa 3.

⁸ Le terme « autorité fédérale » désigne l'autorité compétente au niveau fédéral pour appliquer la loi fédérale et l'ordonnance fédérale.

Art. 3 Intégration

¹ L'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape administrative de l'intégration.

² Une intégration est considérée comme réussie, par le canton de Genève, lorsque la personne requérante respecte la sécurité et l'ordre publics ainsi que les valeurs de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, et de la Constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, lorsqu'elle est apte à communiquer en français et lorsqu'elle démontre sa volonté de participer à la vie économique ou d'acquérir une formation.

³ L'autorité compétente doit prendre en compte la situation spécifique de la personne requérante. Elle doit le cas échéant lui apporter son soutien afin qu'elle puisse acquérir les connaissances nécessaires pour justifier d'une intégration suffisante en vue de l'obtention de la nationalité suisse.

⁴ L'autorité compétente veille tout particulièrement à organiser des séances d'information à l'intégration en faveur des personnes visées par l'article 12, alinéa 2, de la loi fédérale. Elle peut déléguer cette tâche à des associations à but non lucratif œuvrant pour l'intégration des personnes étrangères dans le canton de Genève.

Art. 4 Modes d'acquisition et de perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse

Le droit de cité genevois et la nationalité suisse s'acquièrent et se perdent selon les cas :

- a) par le seul effet de la loi;
- b) par décision de l'autorité cantonale;
- c) par décision de l'autorité fédérale.

Art. 5 Autorités cantonales compétentes

¹ Le Conseil d'Etat est l'autorité compétente pour :

- a) désigner le département compétent en matière d'acquisition et de perte de la nationalité (ci-après : département);
- b) rendre la décision de naturalisation;
- c) se prononcer sur le préavis communal;

- d) rejeter la requête en naturalisation en raison de faits nouveaux survenus après l'octroi de l'autorisation fédérale;
- e) octroyer le droit de cité genevois et communal pour les personnes étrangères admises à la naturalisation;
- f) constater le droit de cité genevois et communal de l'enfant mineur trouvé;
- g) recevoir la prestation de serment des personnes étrangères ou des membres de leur famille admis à la naturalisation;
- h) se prononcer sur les demandes de réintégration ou de renonciation au droit de cité genevois;
- i) annuler le droit de cité genevois;
- j) constater la perte du droit de cité genevois et communal par reconnaissance de l'enfant trouvé;
- k) donner son assentiment au retrait de la nationalité suisse;
- l) proposer l'octroi de la bourgeoisie d'honneur.

² Le Grand Conseil est l'autorité compétente pour décerner la bourgeoisie d'honneur.

³ Le département est l'autorité compétente, avec possibilité de délégation à l'un de ses offices, pour :

- a) enregistrer ou refuser d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire;
- b) déclarer irrecevable la demande de naturalisation ordinaire;
- c) suspendre la procédure de naturalisation ordinaire;
- d) classer la demande de naturalisation ordinaire;
- e) rendre toute décision qui ne relève pas expressément de la compétence d'une autre autorité en vertu de l'article 5;
- f) procéder aux instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application (ci-après : règlement).

⁴ Les communes sont compétentes pour :

- a) préavisier positivement ou négativement la demande de naturalisation de la personne requérante domiciliée sur leur territoire;
- b) demander à la personne requérante des précisions complémentaires relatives à sa situation personnelle et à celle de sa famille;
- c) procéder, sur demande du département, à une vérification sommaire de la résidence effective et de l'intégration de la personne requérante;
- d) compléter l'offre de formation du canton sur les connaissances générales à maîtriser;
- e) décider de l'octroi du droit de cité communal;
- f) libérer une citoyenne ou un citoyen genevois du droit de cité communal.

⁵ La chambre administrative de la Cour de justice est compétente pour connaître des recours interjetés contre les décisions prises en vertu de la présente loi, à l'exception des décisions sur l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et le préavis communal en matière de naturalisation ordinaire, qui ne sont pas sujettes à recours.

Art. 6 Devoir de collaboration de la personne requérante

¹ La personne requérante est tenue :

- a) de fournir des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants pour l'application de la présente loi;
- b) de communiquer sans retard les moyens de preuve nécessaires et tout document demandé par l'autorité compétente;
- c) d'informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement déterminant pour l'application de la présente loi, en particulier lorsque celui-ci concerne sa situation économique et familiale ou lorsque l'ouverture d'une enquête pénale est portée à sa connaissance pendant la procédure de naturalisation.

² Pour faciliter l'enquête prévue, la personne requérante délie en outre toute administration du secret de fonction et du secret fiscal.

³ Si l'une des obligations mentionnées aux alinéas 1 et 2 n'est pas respectée, le département pourra statuer en l'état du dossier et, le cas échéant, déclarer la demande irrecevable.

Art. 7 Protection des données

¹ Pour l'accomplissement de ses tâches en vertu de la présente loi, l'autorité compétente peut traiter ou faire traiter les données personnelles nécessaires, y compris les données sensibles et les profils de personnalité.

² Le règlement fixe les dispositions d'application.

³ La loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles, du 5 octobre 2001, ainsi que la loi sur les archives publiques, du 1^{er} décembre 2000, sont applicables pour le surplus.

Art. 8 Entraide administrative

¹ L'autorité compétente peut échanger des informations avec les autorités concernées par l'exécution de la présente loi, notamment celles qui sont compétentes en matière de police des étrangers et d'état civil, à la condition que ces informations soient utiles à l'instruction de la demande de naturalisation ou à l'application de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration. Sur demande, elles s'accordent le droit de consulter les dossiers.

² Les autres autorités cantonales et communales, les autorités judiciaires cantonales, ainsi que celles chargées de l'assistance publique communiquent, gratuitement et sans délai, aux autorités chargées de l'application de la présente loi, sur demande de celles-ci, toutes les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.

Titre II Acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse

Chapitre I Acquisition par le seul effet de la loi

Art. 9 Enfant

L'acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse par le seul effet de la loi est régie par la loi fédérale et le code civil suisse, sous réserve de l'article 10, alinéa 1.

Art. 10 Enfant trouvé

¹ L'enfant mineur de filiation inconnue trouvé sur le territoire du canton acquiert le droit de cité genevois et le droit de cité de la commune dans laquelle elle ou il a été trouvé, et par là même la nationalité suisse.

² Après avis du conseil administratif ou de la ou du maire, le Conseil d'Etat accorde, par arrêté, le droit de cité genevois ainsi que le droit de cité communal.

Chapitre II Acquisition par décision de l'autorité cantonale

Section 1 Acquisition du droit de cité genevois par les personnes confédérées

Art. 11 Conditions

¹ La personne confédérée peut, à titre individuel ou avec sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré, demander le droit de cité genevois si elle a résidé d'une manière effective sur le territoire du canton pendant 2 ans, dont les 12 mois précédant le dépôt de sa requête.

² Elle doit indiquer la commune dont elle veut obtenir le droit de cité.

³ Elle a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où elle a résidé précédemment ou la commune d'origine de sa conjointe ou de son conjoint, respectivement de sa ou son partenaire enregistré, genevois.

Art. 12 La conjointe ou le conjoint, la ou le partenaire enregistré et les enfants

¹ La requête émanant d'une personne confédérée mariée ou liée par un partenariat enregistré n'inclut la conjointe ou le conjoint, respectivement la ou le partenaire enregistré, que si cette dernière ou ce dernier y consent par écrit.

² Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent toutefois y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est compris dans la demande. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

³ La personne confédérée mineure qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.

Art. 13 Procédure et émolument

¹ La personne requérante adresse sa demande au département sur une formule ad hoc.

² Elle doit verser un émolument destiné à couvrir au plus les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.

³ L'émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'administration cantonale, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.

Art. 14 Octroi du droit de cité genevois

Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d'Etat statue par arrêté.

Art. 15 Déclaration d'engagement solennel

Après que la demande a été acceptée, la personne confédérée majeure et sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante :

« Je m'engage solennellement :
à être fidèle à la République et canton de Genève;
à en observer scrupuleusement la constitution et les lois;
à en respecter les traditions;

à justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise;
à contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »

Art. 16 Effet de l'acquisition du droit de cité genevois

L'acquisition du droit de cité genevois prend effet :

- a) à la date de la signature de la déclaration d'engagement solennel pour la personne confédérée majeure et ses enfants inclus dans la demande;
- b) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour la personne confédérée mineure ayant un dossier individuel.

Section 2 Naturalisation de personnes étrangères

Art. 17 Conditions formelles

¹ Pour être admise à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, la personne étrangère doit, au moment du dépôt de la demande :

- a) remplir les conditions formelles prévues par la législation fédérale;
- b) avoir résidé 2 ans dans le canton d'une manière effective, dont les 12 mois précédant l'introduction de sa demande.

² La condition de résidence est réalisée, d'une part, lorsque la personne requérante étrangère est valablement inscrite dans le registre cantonal des habitants comme établie dans le canton de Genève, et, d'autre part, lorsqu'aucun indice ne donne à penser qu'elle a déplacé sa résidence principale à l'étranger.

³ Un transfert de domicile dans un autre canton ne remet pas en cause la procédure de naturalisation, à compter de l'avis du département concluant à la fin de l'examen des conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale. L'avis de clôture n'est délivré que sur demande de la personne requérante.

⁴ La personne requérante doit résider effectivement en Suisse et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité pendant toute la durée de la procédure.

⁵ Le calcul de la durée du séjour, la notion de non-interruption de séjour et celle de fin de séjour sont définis par le droit fédéral.

⁶ Le règlement mentionne l'ensemble des documents devant être présentés lors du dépôt de la demande de naturalisation ordinaire pour la vérification des conditions formelles, ainsi que les exceptions à la présentation de ceux-ci.

Art. 18 Enfants mineurs

¹ Les enfants mineurs qui vivent avec la personne requérante sont en principe compris dans la demande de naturalisation ordinaire. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est compris dans la demande. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

² Dès 12 ans révolus, l'enfant doit remplir elle-même ou lui-même les conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale.

³ Dès 16 ans révolus, l'enfant doit exprimer personnellement, par écrit, son intention d'acquérir la nationalité suisse.

Art. 19 Conditions matérielles

Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.

Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics

¹ Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA.

² Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.

³ Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans le casier judiciaire informatisé VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet son dossier au Conseil d'Etat pour décision.

⁴ Lorsqu'une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de l'instruction, la clôture définitive de la procédure par la justice pénale n'est pas encore intervenue.

⁵ Le département peut suspendre la procédure de naturalisation, notamment lorsqu'il apparaît que la justice pénale a terminé l'instruction et qu'un jugement devrait être rendu dans un court délai.

⁶ Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer, en vertu du droit fédéral, un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès du casier judiciaire informatisé VOSTRA ainsi qu'auprès des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales.

Art. 21 Connaissances linguistiques

¹ La personne requérante doit justifier de connaissances orales et écrites en français. Sont fixés par le droit fédéral le niveau requis, les critères d'évaluation et les cas dans lesquels la preuve des compétences linguistiques doit être fournie.

² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque l'attestation de langue n'est pas conforme aux exigences prévues par l'alinéa 1.

³ Le règlement fixe les modalités de contrôle des connaissances linguistiques acquises par la personne requérante.

Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève

¹ Le département procède, au moyen d'un test écrit, au contrôle des connaissances générales de la personne requérante sur la géographie, l'histoire, la politique et les particularités sociales de la Suisse et du canton de Genève (ci-après : connaissances générales), et délivre une attestation en cas de réussite.

² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque la personne requérante a échoué au test visé à l'alinéa 1.

³ Le règlement fixe les modalités de formation et de contrôle des connaissances générales acquises par la personne requérante.

⁴ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.

⁵ Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.

Art. 23 Personnes étrangères et nées dans le canton de Genève et personnes étrangères de moins de 25 ans

¹ Lorsqu'il constate qu'aucun indice ne laisse supposer une intégration insuffisante, le département peut dispenser la personne requérante des tests linguistiques et portant sur les connaissances générales, aux conditions alternatives suivantes :

- a) la personne requérante est née dans le canton de Genève, et y a séjourné sans interruption jusqu'au moment du dépôt de sa demande de naturalisation;
- b) la personne requérante est âgée de moins de 25 ans révolus et a accompli 5 ans de scolarité obligatoire dans le canton de Genève ou y a suivi une formation de degré secondaire II ou du degré tertiaire et y séjourne depuis lors.

² La dispense des tests doit être communiquée à la personne requérante par écrit.

³ Le règlement énumère l'ensemble des documents devant être présentés pour évaluer la réalisation des conditions. Il précise également les indices qui laissent supposer une intégration insuffisante, ainsi que la procédure d'évaluation des personnes requérantes qui ne remplissent pas l'ensemble des critères fixés à l'alinéa 1.

Art. 24 Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation

¹ La personne requérante doit justifier d'une situation économique permettant de subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille dont il a la charge.

² L'intégration peut également être considérée comme réalisée lorsque la personne requérante apporte la preuve qu'elle suit ou vient d'achever une formation (contrat d'apprentissage ou diplôme).

³ La personne requérante ne doit pas avoir été à la charge de l'assistance publique dans les 3 ans précédant le dépôt de sa demande de naturalisation et pendant toute la durée de la procédure.

⁴ La personne requérante ne doit pas avoir fait l'objet de poursuites en force ou d'actes de défaut de biens dans les 5 dernières années et doit avoir intégralement acquitté ses impôts.

⁵ Le département peut refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation ordinaire si la personne requérante ne remplit pas les conditions posées aux alinéas 3 et 4.

⁶ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation et précise les exceptions à l'alinéa 4.

Art. 25 Encouragement de l'intégration des membres de la famille de nationalité étrangère

¹ La personne requérante encourage l'intégration dans la communauté genevoise de sa conjointe ou de son conjoint ou de sa ou son partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique.

² En cas de doute, le département peut auditionner la conjointe ou le conjoint, la ou le partenaire enregistré ou les enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, et procéder à des investigations supplémentaires.

³ Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de sa conjointe ou son conjoint, de sa ou son partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.

Art. 26 Prise en compte des circonstances personnelles

¹ Le département tient compte de manière appropriée de la situation particulière de la personne requérante lors de l'appréciation des critères énumérés aux articles 21, 22 et 24 de la présente loi, lorsqu'il apparaît qu'elle est dans l'incapacité de satisfaire aux conditions précitées en raison des circonstances personnelles visées aux articles 12, alinéa 2, de la loi fédérale, et 9 de l'ordonnance fédérale.

² Si une circonstance personnelle est reconnue, le département peut toutefois astreindre la personne requérante à suivre les séances d'information à l'intégration visées à l'article 3, alinéa 4, à la condition toutefois que sa situation personnelle ou médicale le permette.

³ Le règlement fixe la procédure d'examen des situations dans lesquelles la personne requérante pourrait se prévaloir de circonstances personnelles et détermine les modalités d'accès aux séances d'information à l'intégration.

Art. 27 Procédure

¹ La personne étrangère dépose sa demande de naturalisation auprès du département.

² Elle doit indiquer la commune dont elle veut obtenir le droit de cité.

³ Elle a le choix entre la commune où elle réside et l'une de celles où elle a résidé.

⁴ Les époux ayant déposé une demande collective gardent un dossier commun jusqu'à la fin de la procédure. Sous réserve de justes motifs, la naturalisation est accordée, suspendue ou refusée indivisément à toutes les personnes comprises dans la requête.

Art. 28 Dépôt de la demande de naturalisation ordinaire

¹ La demande de naturalisation est considérée comme valablement déposée lorsque la formule officielle, complétée de toutes les annexes requises, est remise au département.

² Si les conditions formelles ne sont pas réalisées, le département en informe par écrit la personne requérante et lui accorde un délai pour fournir les documents valables ou manquants ou, le cas échéant, présenter ses arguments. A l'échéance du délai, le département peut, selon les informations et les pièces communiquées par la personne requérante, refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, poursuivre l'instruction ou la suspendre.

³ Si le département refuse d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, il rend une décision formelle de non-entrée en matière.

⁴ Le règlement précise la procédure et fixe le contenu de la formule officielle ainsi que les annexes qui doivent l'accompagner.

Art. 29 Enquête sur l'intégration et la résidence effective de la personne requérante et sur celles de sa famille

¹ Le département procède à une enquête sur l'intégration et la résidence effective de la personne requérante et sur celles des membres de sa famille faisant ménage commun avec elle.

² Le contenu du rapport d'enquête cantonal et les délais de procédure qui relèvent de la compétence de la Confédération sont régis par le droit fédéral.

³ Il ne peut être rédigé qu'un seul rapport d'enquête par famille.

⁴ En cas de doute sur la résidence effective de la personne requérante ou sur son intégration sur le plan communal, le département peut demander à la commune compétente de procéder à une vérification sommaire. Les constatations de la commune sont retranscrites dans le rapport d'enquête.

⁵ Le rapport d'enquête est transmis à l'autorité fédérale compétente en vue de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. Il est accompagné du préavis de la commune et, si celui-ci est négatif, de l'arrêté du Conseil d'Etat certifiant que les conditions de la naturalisation ordinaire sont remplies, ou, le cas échéant, de l'arrêt définitif de la chambre administrative de la Cour de justice. Le rapport d'enquête mentionne également expressément la clôture de l'examen cantonal de la demande de naturalisation.

Art. 30 Préavis de la commune

¹ La personne étrangère doit obtenir, sous forme de préavis, le consentement de la commune qu'il a choisie.

² Pour la personne étrangère de moins de 25 ans, le consentement est délivré par le Conseil administratif ou la ou le maire et communiqué au département.

³ Pour la personne étrangère de plus de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou, sur délégation, par le Conseil administratif ou la ou le maire, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre x, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984.

⁴ Le cas échéant, le Conseil municipal se prononce à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil; chaque membre du Conseil municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de son préavis.

⁵ Dans tous les cas, si un préavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit la personne requérante.

Art. 31 Durée de la procédure

¹ La durée totale de la procédure de naturalisation ordinaire depuis le dépôt de la demande jusqu'au moment du préavis communal ne doit en principe pas dépasser 12 mois.

² Lorsque les circonstances l'exigent, la durée totale de la procédure peut dépasser celle fixée à l'alinéa 1. Elle ne doit toutefois pas excéder 24 mois.

³ Dans des cas particuliers, le département peut suspendre la procédure de naturalisation ordinaire. La durée de suspension ne peut toutefois pas dépasser 36 mois.

⁴ Le département classe la procédure de naturalisation ordinaire si la suspension a duré plus de 36 mois

⁵ Le règlement détermine les situations visées aux alinéas 2 et 3 et précise la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.

Art. 32 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation

¹ A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau le casier judiciaire informatisé VOSTRA.

² Le département s'assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les 6 mois suivant l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. S'il parvient à sa connaissance que d'autres critères ne sont plus réalisés, le département en tient également compte.

³ Si le département constate que les conditions de la naturalisation suisse ne sont plus remplies, il en informe la personne requérante et lui accorde un délai de 30 jours pour exercer son droit d'être entendue.

⁴ Dès réception de la réponse de la personne requérante ou à l'échéance du délai pour exercer son droit d'être entendue, le département transmet le dossier au Conseil d'Etat afin que celui-ci se prononce sur la demande de naturalisation.

Art. 33 Arrêté du Conseil d'Etat en matière de naturalisation ordinaire

¹ Dans tous les cas, le Conseil d'Etat examine le préavis de la commune. Il statue par un arrêté, qu'il transmet également à la commune concernée. Il motive l'arrêté en cas de refus ou s'il ne suit pas le préavis négatif de la commune.

² L'arrêté du Conseil d'Etat doit intervenir, au plus tard, dans le délai d'un an à compter de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. En cas de dépassement du délai, l'autorisation fédérale échoit et une nouvelle autorisation fédérale doit être demandée pour que le Conseil d'Etat puisse rendre un nouvel arrêté conformément à l'alinéa 1. Il est tenu compte, le cas échéant, des faits survenus après le prononcé de l'arrêté initial.

³ Le Conseil d'Etat rend un arrêté négatif de naturalisation dans les cas suivants :

- a) sur proposition du département, après que celui-ci a procédé à l'examen des conditions formelles et matérielles de la naturalisation ordinaire au sens des articles 17 à 26;
- b) suite au préavis négatif de la commune, lorsqu'il estime que celui-ci est justifié;

- c) lorsqu'après l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département découvre des faits nouveaux ou qui n'étaient pas connus de l'autorité compétente au moment de l'instruction de la demande de naturalisation, qui ne permettent plus de considérer comme remplies les conditions figurant aux articles 17 à 26.

Art. 34 Recours de la commune

La commune dont le préavis n'a pas été suivi par le Conseil d'Etat peut recourir contre l'arrêté rendu par celui-ci.

Art. 35 Recours des particuliers

Toute personne partie à la procédure de naturalisation peut recourir contre l'arrêté du Conseil d'Etat.

Art. 36 Emoluments de naturalisation ordinaire

¹ La personne étrangère doit verser un émolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir au plus les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement.

² Cet émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'administration cantonale, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.

³ Le règlement fixe, conformément au principe de la couverture des frais, un émolument spécifique pour chacune des catégories suivantes :

- a) les personnes requérantes de moins de 25 ans (procédure allégée);
- b) les personnes requérantes de plus de 25 ans (procédure individuelle);
- c) les couples mariés ou en partenariat enregistré (procédure pour couple);
- d) les enfants compris dans les différents types de procédure.

Art. 37 Prestation de serment

La personne étrangère majeure et, le cas échéant, sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré admis à la naturalisation prêtent publiquement, devant le Conseil d'Etat, le serment suivant :

« Je jure ou je promets solennellement :

d'être fidèle à la République et canton de Genève comme à la Confédération suisse;

d'en observer scrupuleusement la constitution et les lois;

d'en respecter les traditions;

de justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise;

de contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »

Art. 38 Effets

¹ La naturalisation d'une personne étrangère s'étend aux membres de sa famille qui bénéficient de l'autorisation fédérale et qui sont inclus dans l'arrêté du Conseil d'Etat.

² L'enfant qui atteint sa majorité avant la délivrance de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat à ses parents en obtient un à titre personnel. Elle ou il est en outre tenu de prêter serment à titre individuel.

³ L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet :

- a) à la date de la prestation de serment pour la personne étrangère majeure et ses enfants inclus dans la demande;
- b) à la date de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat pour la personne étrangère mineure ayant un dossier individuel.

⁴ L'arrêté de naturalisation devient caduc lorsque la personne candidate, sans raison valable, ne se présente pas à la cérémonie de prestation de serment, ou lorsque les conditions de la naturalisation ordinaire ne sont plus remplies entre son prononcé et la prestation de serment.

⁵ Le règlement détermine la procédure applicable aux situations visées à l'alinéa 4.

Section 3 Réintégration

Art. 39 Conditions

¹ La citoyenne genevoise d'origine qui a perdu le droit de cité genevois par mariage avec une personne confédérée peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité.

² La citoyenne ou le citoyen genevois qui a acquis le droit de cité d'un autre canton peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité genevois.

Art. 40 Procédure

¹ La réintégration doit faire l'objet d'une demande au département.

² Elle est prononcée de droit dans les cas mentionnés à l'article 39, alinéa 1.

³ La demande de réintégration prévue à l'article 61 doit être déposée auprès de l'autorité compétente, désignée dans le règlement d'application.

Art. 41 Autorité compétente

La réintégration dans le droit de cité genevois est accordée gratuitement en tout temps par le Conseil d'Etat.

Art. 42 Effets de la réintégration

Personne confédérée

¹ La réintégration dans le droit de cité genevois d'une personne confédérée s'étend à ses enfants mineurs suisses si elle détient sur ces derniers l'exercice exclusif de l'autorité parentale. En cas d'autorité parentale conjointe, le consentement de l'autre parent est nécessaire. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

Personne étrangère

² La réintégration dans le droit de cité genevois d'une personne étrangère s'étend aux membres de sa famille compris dans l'acte de réintégration établi par l'autorité fédérale.

Effet

³ L'acquisition du droit de cité genevois prend effet :

- a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour les personnes confédérées réintégrées dans le droit de cité genevois;
- b) à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale pour les personnes étrangères réintégrées selon la loi fédérale;
- c) à la date de l'ordonnance d'inscription dans le registre de l'état civil pour les réintégrations basées sur l'article 61.

Section 4 Bourgeoisie d'honneur

Art. 43 Bourgeoisie d'honneur

¹ Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à une personne qui a rendu au canton ou à la Suisse des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites.

² La bourgeoisie d'honneur est personnelle et intransmissible; elle n'a pas les effets d'une naturalisation et ne confère pas le droit de cité genevois.

³ L'acquisition de la bourgeoisie d'honneur prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi votée par le Grand Conseil.

Chapitre III Acquisition par décision de l'autorité fédérale

Art. 44 Décision de l'autorité fédérale

¹ L'autorité fédérale est compétente pour statuer sur les demandes de naturalisation facilitée et sur les demandes de réintégration dans la nationalité suisse, conformément à la loi fédérale.

² Elle consulte le canton avant d'approuver la demande.

³ En vue de la détermination de l'autorité fédérale, le département effectue l'enquête visée à l'article 34, alinéa 2, de la loi fédérale.

⁴ L'acquisition de la nationalité suisse et du droit de cité genevois prend effet à la date d'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale.

Titre III Perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse

Chapitre I Perte par le seul effet de la loi

Art. 45 Par acquisition d'un nouveau droit de cité cantonal

La citoyenne ou le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'elle ou il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.

Art. 46 Par reconnaissance de l'enfant trouvé

Lorsque la filiation est reconnue ultérieurement, l'enfant trouvé perd le droit de cité acquis conformément à l'article 10, si elle ou il est encore mineur et ne devient pas apatride. Le Conseil d'Etat constate cette perte par arrêté.

Chapitre II Perte par décision de l'autorité

Section 1 Renonciation

Art. 47 Conditions

¹ Toute citoyenne et tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois :

- a) si elle ou il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre canton;
- b) si elle ou il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée.

² Toute citoyenne et tout citoyen genevois qui demande à être libéré de son droit de cité genevois dans les conditions mentionnées à l'alinéa 1, lettre b perd la nationalité suisse, pour autant qu'il ou elle ne possède pas le droit de cité d'un autre canton.

Personnes mineures

³ Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois s'ils remplissent les conditions énumérées à l'alinéa 1, sous réserve du droit fédéral. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

⁴ La personne mineure qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment de la détentrices ou du détenteur exclusif de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 3.

Art. 48 Procédure

¹ La demande de libération des liens du droit de cité genevois est adressée au département ; ce dernier en donne connaissance à la commune d'origine du requérant.

² Après avoir fait procéder à une enquête, le département communique son préavis au Conseil d'Etat.

³ Si le Conseil d'Etat estime que la demande peut être acceptée, il établit un acte de libération des liens du droit de cité genevois mentionnant toutes les personnes comprises dans sa décision.

⁴ Le Conseil d'Etat notifie sa décision :

- a) à l'intéressé, si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a ;
- b) à l'autorité fédérale si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre b.

Emolument

⁵ Un émolument est perçu pour la libération.

Art. 48 Procédure

¹ La demande de libération des liens du droit de cité genevois est adressée au département; ce dernier en donne connaissance à la commune d'origine de la personne requérante.

² Après avoir fait procéder à une enquête, le département communique son préavis au Conseil d'Etat.

³ Si le Conseil d'Etat estime que la demande peut être acceptée, il établit un acte de libération des liens du droit de cité genevois mentionnant toutes les personnes comprises dans sa décision.

⁴ Le Conseil d'Etat notifie sa décision :

- a) à la personne intéressée, si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a;
- b) à l'autorité fédérale si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre b.

Emolument

⁵ Un émolument est perçu pour la libération.

Section 2 Annulation par décision de l'autorité cantonale

Art. 49 Annulation par décision du Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat peut annuler le droit de cité genevois ou la réintégration dans le droit de cité genevois obtenus par des déclarations mensongères ou par la dissimulation de faits essentiels.

² Le Conseil d'Etat peut annuler la naturalisation ou la réintégration dans un délai de 2 ans après qu'il a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'instruction signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.

Art. 50 Procédure

¹ La citoyenne ou le citoyen genevois qui fait l'objet d'une procédure d'annulation du droit de cité genevois doit en être informé, par écrit, par le département qui doit l'inviter à exercer son droit d'être entendu. Les membres de la famille également concernés par cette procédure sont avisés individuellement.

² Si le lieu de résidence de la personne intéressée est inconnu, l'avis est publié dans la Feuille d'avis officielle.

Personnes comprises dans l'annulation du droit de cité genevois

³ L'annulation fait perdre le droit de cité genevois aux membres de la famille qui l'ont acquis en vertu de la décision annulée. Font exception les enfants qui deviendraient apatrides ensuite de l'annulation ou ceux qui, au moment où la décision d'annulation est prise, ont atteint l'âge de 16 ans et remplissent les conditions prévues aux articles 17 à 26.

Publication

⁴Le Conseil d'Etat fait publier dans la Feuille d'avis officielle le nom des personnes dont le droit de cité genevois, respectivement la nationalité suisse, a été annulé.

Section 3 Annulation et retrait par décision de l'autorité fédérale

Art. 51 Annulation

La naturalisation ou la réintégration accordée en application de la loi fédérale peut être annulée par l'autorité fédérale dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'instruction signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.

Art. 52 Retrait

¹ L'autorité fédérale peut en tout temps, avec l'assentiment du Conseil d'Etat, retirer la nationalité suisse et le droit de cité genevois à une personne double nationale, si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse.

² Lorsque l'intérêt de l'enfant mineur de la personne concernée s'y oppose, le Conseil d'Etat ne donne pas son consentement.

Section 4 Effets de la perte du droit de cité genevois

Art. 53 Effets

La perte du droit de cité genevois prend effet :

- a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour la personne confédérée libérée des liens du droit de cité genevois;
- b) à la date de la notification ou, à défaut, de la publication dans la Feuille fédérale par l'autorité fédérale, pour la personne étrangère libérée des liens du droit de cité genevois;
- c) à la date de l'entrée en force de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour la personne confédérée ou étrangère dont le droit de cité genevois a été annulé en vertu de l'article 49;
- d) à la date de l'entrée en force de la décision de l'autorité fédérale, pour la personne étrangère dont le droit de cité genevois a été retiré ou annulé en vertu des articles 51 ou 52.

Titre IV Acquisition et perte du droit de cité communal

Chapitre I Acquisition d'un nouveau droit de cité communal

Art. 54 Conditions

La citoyenne ou le citoyen genevois peut demander d'acquérir :

- a) le droit de cité de sa commune de domicile si elle ou il y a résidé d'une manière effective pendant 2 ans dont les 12 mois qui précèdent sa requête;
- b) le droit de cité de sa conjointe ou son conjoint ou de sa ou son partenaire enregistré lorsqu'elle ou il était célibataire.

Art. 55 La conjointe ou le conjoint, la ou le partenaire enregistré et les enfants

¹ Lorsque la requête émane d'une personne mariée ou liée par un partenariat enregistré, elle n'inclut la conjointe ou le conjoint ou la ou le partenaire enregistré que si cette dernière ou ce dernier y consent par écrit.

² Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est en outre nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

³ La personne mineure genevoise qui présente une demande de droit de cité communal à titre individuel doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.

Art. 56 Procédure

La personne requérante présente sa requête auprès du Conseil administratif ou de la ou du maire de la commune concernée.

Art. 57 Octroi du droit de cité communal

Le Conseil administratif ou la ou le maire examine si la personne requérante remplit les conditions prévues à l'article 54 et décide de l'octroi du droit de cité communal.

Art. 58 Emolument

¹ Un émolument n'excédant pas 100 F peut être perçu.

² Toutefois, aucun émolument ne peut être exigé de la citoyenne ou du citoyen genevois qui est domicilié sur le territoire de la commune et y a vécu pendant 10 ans au moins, dont les 5 dernières années de manière ininterrompue.

Art. 59 Communication

La décision de l'octroi du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou la ou le maire au service état civil et légalisations.

Art. 60 Refus

Le Conseil administratif ou la ou le maire qui refuse le droit de cité communal communique par écrit sa décision à la personne concernée.

Art. 61 Réintégration

¹ La citoyenne genevoise qui a perdu son droit de cité par mariage avec un citoyen genevois originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de célibataire.

² La citoyenne ou le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité.

Chapitre II Perte du droit de cité communal**Art. 62 Par le seul effet de la loi**

La citoyenne ou le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité communal, en application de l'article 54, à moins qu'elle ou il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.

Art. 63 Par décision de l'autorité communale

¹ La citoyenne ou le citoyen genevois peut, si elle ou il conserve au moins un droit de cité communal, demander au Conseil administratif ou à la ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, si elle ou il est domicilié en dehors de la commune.

² Le Conseil administratif ou la ou le maire libère la personne requérante, de même que ses enfants mineurs et sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré, sous réserve de leur accord formel, de son droit de cité communal.

³ Aucune taxe n'est perçue.

Art. 64 Procédure

¹ La personne requérante présente sa requête au Conseil administratif ou à la ou au maire de la commune de laquelle elle entend renoncer au droit de cité.

² Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération s'ils remplissent les autres conditions légales. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

³ La citoyenne ou le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

Art. 65 Communication et effets

La décision de libération du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou la ou le maire de la commune concernée au service état civil et légalisations et prend effet à cette date.

Titre V Dispositions finales et transitoires

Art. 66 Règlement d'application

¹ Le Conseil d'Etat est chargé d'édicter le règlement d'application de la présente loi.

² Le Conseil d'Etat désigne le département compétent en matière d'acquisition et de perte du droit de cité genevois.

Art. 67 Clause abrogatoire

La loi sur la nationalité genevoise, du 13 mars 1992, est abrogée.

Art. 68 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 69 Dispositions transitoires

¹ Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables à toutes les demandes d'octroi de la nationalité suisse pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

² Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables par analogie à toutes les demandes relatives au droit de cité genevois et au droit de cité communal pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 70 Dérogation temporaire aux articles 37 et 38, alinéa 3, lettre a

¹ En raison de la situation sanitaire et des prescriptions en matière d'hygiène et de distance sociale en vue de contenir et d'atténuer l'épidémie du coronavirus à laquelle la Suisse est confrontée depuis le mois de mars 2020, il peut être dérogé, jusqu'au 30 juin 2022, à la prestation de serment publique, notamment en procédant par écrit à l'engagement solennel prévu à l'article 24.

² En dérogation à l'article 38, alinéa 3, lettre a, l'acquisition de la nationalité genevoise intervient à la date à laquelle le Conseil d'Etat prend acte de l'engagement écrit.

Art. 71 Modifications à une autre loi

¹ La loi sur l'exercice des professions ou industries permanentes, ambulantes et temporaires, du 27 octobre 1923 (I 2 03), est modifiée comme suit :

Art. 20, al. 2 (nouvelle teneur)

² Une réduction de moitié sur le prix de patente indiqué au tableau ci-dessus est accordée à toutes les personnes de nationalité suisse, ainsi qu'aux personnes étrangères qui justifient, par la production de leur permis de séjour ou d'établissement, être domiciliées dans le canton depuis trois ans au moins lorsqu'elles sollicitent la patente.

Constant Jean-Luc (SEC-GC)

De: Saadi Redouane (DSES)
Envoyé: mardi 26 janvier 2021 15:38
À: Constant Jean-Luc (SEC-GC)
Cc: Gut Bernard (DSES); Luchetta Myit Laure (DSES); Smadja Marianne (DSES)
Objet: Commission des droits politiques : PL 12305, audition M. Poggia, mercredi 3 février 2020 à 17h05

Monsieur,

Faisant suite à notre aimable entretien téléphonique de ce jour et en prévision de l'audition citée en marge, je vous saurais gré de trouver ci-joint copie de la version actualisée du PL 12305, ainsi que le tableau comparatif correspondant.

Pour mémoire, le PL susmentionné avait été déposé auprès du Secrétariat du Grand Conseil suite à l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2018, du nouveau droit fédéral sur la nationalité suisse, et en particulier de la loi sur la nationalité suisse (LN). Il poursuit l'objectif d'adapter le droit cantonal aux modifications fédérales, de l'actualiser et de lui apporter une terminologie plus adéquate.

Toutefois, il s'est avéré nécessaire de modifier ce PL après le début des travaux parlementaires y relatifs et en accord avec les membres de la Commission des droits politiques.

En effet, des arrêts rendus par la chambre administrative de la Cour de justice (CACJ) ont notamment indiqué que le système des prérequis, instauré par le Règlement d'application de la loi sur la nationalité genevoise (RNat – A 4 05.01), doit reposer sur une base légale formelle. Ce dispositif, institué par l'art. 11, al. 1 et 6 RNat, prévoit l'obligation, au moment de l'introduction de la requête et sous peine d'irrecevabilité de celle-ci, de présenter différents documents attestant tant de la situation personnelle de la personne requérante, tels par exemple un extrait d'état civil et de casier judiciaire, que de la réalisation de certaines conditions matérielles, comme la validité du titre de séjour ou la durée dudit séjour. Les composantes de ce dispositif, qui avait fait ses preuves dans la pratique depuis son introduction, sont désormais ancrées dans le PL, aux art. 21 et suivants.

En outre, il est apparu nécessaire, toujours sur la base des arrêts de la CACJ, de préciser la répartition des compétences entre le Conseil d'État et le département chargé de l'application de la loi cantonale, en ajoutant une énumération des compétences décisionnelles dudit département, à l'art. 5, al. 3 du PL. Il s'agit par exemple, pour le département, de déclarer irrecevables les demandes, de suspendre ou de classer la procédure.

En plus des adaptations précitées, l'occasion a été saisie pour compléter et préciser d'autres parties et aspects du PL, eu égard notamment à l'évolution de la pratique depuis l'entrée en vigueur de la LN, le 1^{er} janvier 2018. Ainsi, la portée de la prestation de serment (art. 37 et 38 du PL) a par exemple été confirmée par le biais de l'ajout d'un al. 4 à l'art. 38, précisant que l'arrêté de naturalisation devenait caduc si les conditions de la naturalisation ordinaire n'étaient plus remplies entre son prononcé et la prestation de serment. Un art. 70 a également été inséré, pour permettre une dérogation temporaire à l'organisation des cérémonies de prestations de serment en raison de la pandémie en cours, ceci, en principe, jusqu'au 30 juin 2021.

Je reste à disposition pour tout complément d'information.

Avec mes remerciements et mes cordiaux messages,

PL 12305
sur le droit de cité genevois (LDCG) (A 4 05)

Projet de loi initial (PL 12305)	Modifications apportées par le CF au PL 12305	Texte voté en 2 ^{ème} débat par la commission	Texte adopté en 3 ^{ème} débats par la commission
Loi sur le droit de cité genevois (LDCG) Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève, vu la loi fédérale sur la nationalité suisse, du 20 juin 2014 (ci-après : la loi fédérale); vu l'ordonnance fédérale sur la nationalité suisse, du 17 juin 2016 (ci-après : l'ordonnance fédérale); vu les articles 6 et 210 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, décrète ce qui suit :	Loi sur le droit de cité genevois (LDCG) Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève, vu la loi fédérale sur la nationalité suisse, du 20 juin 2014 (ci-après : la loi fédérale); vu l'ordonnance fédérale sur la nationalité suisse, du 17 juin 2016 (ci-après : l'ordonnance fédérale); vu les articles 6 et 210 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, décrète ce qui suit :	Loi sur le droit de cité genevois (LDCG) Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève, vu la loi fédérale sur la nationalité suisse, du 20 juin 2014 (ci-après : la loi fédérale); vu l'ordonnance fédérale sur la nationalité suisse, du 17 juin 2016 (ci-après : l'ordonnance fédérale); vu les articles 6 et 210 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, décrète ce qui suit :	Loi sur le droit de cité genevois (LDCG) Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève, vu la loi fédérale sur la nationalité suisse, du 20 juin 2014 (ci-après : la loi fédérale); vu l'ordonnance fédérale sur la nationalité suisse, du 17 juin 2016 (ci-après : l'ordonnance fédérale); vu les articles 6 et 210 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, décrète ce qui suit :
Titre I Dispositions générales	Titre I Dispositions générales	Titre I Dispositions générales	Titre I Dispositions générales
Art. 1 Objet ¹ La présente loi a pour objet l'application des normes prévues par le droit fédéral relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité suisse, ainsi que les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité national et communal pour, respectivement, les Confédérés et les Genevois. ² Elle détermine le champ de compétences du canton et des communes.	Art. 1 Objet ¹ La présente loi a pour objet l'application des normes prévues par le droit fédéral relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité suisse, ainsi que les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité national et communal pour, respectivement, les Confédérés et les Genevois. ² Elle détermine le champ de compétences du canton et des communes.	Art. 1 Objet ¹ La présente loi a pour objet l'application des normes prévues par le droit fédéral relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité suisse, ainsi que les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité national et communal pour, respectivement, les Confédérés et les Genevois. ² Elle détermine le champ de compétences du canton et des communes.	Art. 1 Objet ¹ La présente loi a pour objet l'application des normes prévues par le droit fédéral relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité suisse, ainsi que les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité national et communal pour, respectivement, les personnes confédérées et les citoyens genevois. ² Elle détermine le champ de compétences du canton et des communes.
Art. 2 Définitions ¹ Le droit fédéral visé par la présente loi porte sur la loi fédérale, sur l'ordonnance fédérale ainsi que sur les directives d'application édictées par l'autorité fédérale. ² La majorité est déterminée par l'art. 14 du code civil suisse du 10 décembre 1907 (ci-après : code civil suisse). ³ Sauf exception prévue dans la loi, les termes désignant les individus formés au masculin visent les personnes des deux sexes. ⁴ Le terme « Confédéré » désigne tout ressortissant suisse qui ne dispose pas du droit de cité genevois. ⁵ Le terme « étranger » désigne toute personne qui ne dispose pas de la nationalité suisse. ⁶ Le terme « naturalisation » vise la procédure d'obtention de la nationalité suisse. ⁷ Le terme « droit de cité genevois » désigne le droit de cité cantonal. ⁸ Le terme « autorité compétente » désigne le département et le cas échéant l'office qu'il a désigné conformément à l'article 5, alinéa 3, de la présente loi. ⁹ Le terme « autorité fédérale » désigne l'autorité	Art. 2 Définitions ¹ Le droit fédéral visé par la présente loi porte sur la loi fédérale, sur l'ordonnance fédérale ainsi que sur les directives d'application édictées par l'autorité fédérale. ² La majorité est déterminée par l'art. 14 du code civil suisse du 10 décembre 1907 (ci-après : code civil suisse). ³ Sauf exception prévue dans la présente loi, toute désignation de personne s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes. ⁴ Le terme « Confédéré » désigne tout ressortissant suisse qui ne dispose pas du droit de cité genevois. ⁵ Le terme « étranger » désigne toute personne qui ne dispose pas de la nationalité suisse. ⁶ Le terme « naturalisation » vise la procédure d'obtention de la nationalité suisse. ⁷ Le terme « droit de cité genevois » désigne le droit de cité cantonal. ⁸ Le terme « autorité compétente » désigne le département mentionné à l'article 5, alinéa 1, lettre a, et, le cas échéant, à l'office qu'il a désigné conformément à l'article 5, alinéa 3,	Art. 2 Définitions ¹ Le droit fédéral visé par la présente loi porte sur la loi fédérale, sur l'ordonnance fédérale ainsi que sur les directives d'application édictées par l'autorité fédérale. ² La majorité est déterminée par l'article 14 du code civil suisse du 10 décembre 1907 (ci-après : code civil suisse). ³ Les termes « personne confédérée » désignent tout ressortissant ou ressortissant suisse qui ne dispose pas du droit de cité genevois. ⁴ Les termes « personne étrangère » désignent toute personne qui ne dispose pas de la nationalité suisse. ⁵ Le terme « naturalisation » vise la procédure d'obtention de la nationalité suisse. ⁶ Le terme « droit de cité genevois » désigne le droit de cité cantonal. ⁷ Le terme « autorité compétente » désigne le département mentionné à l'article 5, alinéa 1, lettre a, et, le cas échéant, à l'office qu'il a désigné conformément à l'article 5, alinéa 3,	Art. 2 Définitions ¹ Le droit fédéral visé par la présente loi porte sur la loi fédérale, sur l'ordonnance fédérale ainsi que sur les directives d'application édictées par l'autorité fédérale. ² La majorité est déterminée par l'article 14 du code civil suisse du 10 décembre 1907 (ci-après : code civil suisse). ³ Les termes « personne confédérée » désignent tout ressortissant ou ressortissant suisse qui ne dispose pas du droit de cité genevois. ⁴ Les termes « personne étrangère » désignent toute personne qui ne dispose pas de la nationalité suisse. ⁵ Le terme « naturalisation » vise la procédure d'obtention de la nationalité suisse. ⁶ Le terme « droit de cité genevois » désigne le droit de cité cantonal. ⁷ Le terme « autorité compétente » désigne le département mentionné à l'article 5, alinéa 1, lettre a, et, le cas échéant, à l'office qu'il a désigné conformément à l'article 5, alinéa 3,

compétente au niveau fédéral pour appliquer la loi fédérale et l'ordonnance fédérale.

[illegible]

Commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil

pour les étrangers admis à la naturalisation;	l'autorisation fédérale;	l'octroi du droit de cité genevois et communal pour les étrangers admis à la naturalisation;	l'octroi du droit de cité genevois et communal pour les étrangers admis à la naturalisation;	admissibles à la naturalisation;
<p>f) constater le droit de cité genevois et communal de l'enfant mineur trouvé;</p> <p>g) recevoir la prestation de serment des étrangers ou des membres de leur famille admis à la naturalisation;</p> <p>h) se prononcer sur les demandes de réintégration ou de renonciation au droit de cité genevois;</p> <p>i) annuler le droit de cité genevois;</p> <p>j) constater la perte du droit de cité genevois et communal par reconnaissance de l'enfant trouvé;</p> <p>k) donner son assentiment au retrait de la nationalité suisse;</p> <p>l) proposer l'octroi de la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>2 Le Grand Conseil est l'autorité compétente pour décider la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>3 Le département est l'autorité compétente pour toutes les autres décisions et instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application (ci-après : «règlement»). Il peut déléguer ces tâches à l'un de ses offices.</p> <p>4 Les communes sont compétentes pour :</p> <p>a) se prononcer positivement ou négativement sur la demande de naturalisation du requérant domicilié sur leur territoire;</p> <p>b) demander au requérant étranger des précisions complémentaires relatives à sa situation personnelle et à celle de sa famille;</p> <p>c) procéder, sur demande du département, à une vérification sommaire de la résidence effective et de l'intégration du requérant;</p> <p>d) libérer un citoyen genevois du droit de cité communal.</p> <p>5 La chambre administrative de la Cour de justice est compétente pour connaître des recours interjetés contre les décisions prises en vertu de la présente loi, à l'exception toutefois de l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et du préavis communal en matière de naturalisation ordinaire.</p>	<p>e) octroyer le droit de cité genevois et communal pour les étrangers admis à la naturalisation;</p> <p>f) constater le droit de cité genevois et communal de l'enfant mineur trouvé;</p> <p>g) recevoir la prestation de serment des étrangers ou des membres de leur famille admis à la naturalisation;</p> <p>h) se prononcer sur les demandes de réintégration ou de renonciation au droit de cité genevois;</p> <p>i) annuler le droit de cité genevois;</p> <p>j) constater la perte du droit de cité genevois et communal par reconnaissance de l'enfant trouvé;</p> <p>k) donner son assentiment au retrait de la nationalité suisse;</p> <p>l) proposer l'octroi de la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>2 Le Grand Conseil est l'autorité compétente pour décider la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>3 Le département est l'autorité compétente pour toutes les autres décisions et instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application (ci-après : «règlement»). Il peut déléguer ces tâches à l'un de ses offices.</p> <p>4 Les communes sont compétentes pour :</p> <p>a) se prononcer positivement ou négativement sur la demande de naturalisation du requérant domicilié sur leur territoire;</p> <p>b) demander au requérant étranger des précisions complémentaires relatives à sa situation personnelle et à celle de sa famille;</p> <p>c) procéder, sur demande du département, à une vérification sommaire de la résidence effective et de l'intégration du requérant;</p> <p>d) libérer un citoyen genevois du droit de cité communal.</p> <p>5 La chambre administrative de la Cour de justice est compétente pour connaître des recours interjetés contre les décisions prises en vertu de la présente loi, à l'exception toutefois de l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et du préavis communal en matière de naturalisation ordinaire.</p>	<p>e) octroyer le droit de cité genevois et communal pour les étrangers admis à la naturalisation;</p> <p>f) constater le droit de cité genevois et communal de l'enfant mineur trouvé;</p> <p>g) recevoir la prestation de serment des étrangers ou des membres de leur famille admis à la naturalisation;</p> <p>h) se prononcer sur les demandes de réintégration ou de renonciation au droit de cité genevois;</p> <p>i) annuler le droit de cité genevois;</p> <p>j) constater la perte du droit de cité genevois et communal par reconnaissance de l'enfant trouvé;</p> <p>k) donner son assentiment au retrait de la nationalité suisse;</p> <p>l) proposer l'octroi de la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>2 Le Grand Conseil est l'autorité compétente pour décider la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>3 Le département est l'autorité compétente pour toutes les autres décisions et instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application (ci-après : «règlement»). Il peut déléguer ces tâches à l'un de ses offices.</p> <p>4 Les communes sont compétentes pour :</p> <p>a) se prononcer positivement ou négativement sur la demande de naturalisation du requérant domicilié sur leur territoire;</p> <p>b) demander au requérant étranger des précisions complémentaires relatives à sa situation personnelle et à celle de sa famille;</p> <p>c) procéder, sur demande du département, à une vérification sommaire de la résidence effective et de l'intégration du requérant;</p> <p>d) libérer un citoyen genevois du droit de cité communal.</p> <p>5 La chambre administrative de la Cour de justice est compétente pour connaître des recours interjetés contre les décisions prises en vertu de la présente loi, à l'exception toutefois de l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et du préavis communal en matière de naturalisation ordinaire.</p>	<p>f) constater le droit de cité genevois et communal de l'enfant mineur trouvé;</p> <p>g) recevoir la prestation de serment des étrangers ou des membres de leur famille admis à la naturalisation;</p> <p>h) se prononcer sur les demandes de réintégration ou de renonciation au droit de cité genevois;</p> <p>i) annuler le droit de cité genevois;</p> <p>j) constater la perte du droit de cité genevois et communal par reconnaissance de l'enfant trouvé;</p> <p>k) donner son assentiment au retrait de la nationalité suisse;</p> <p>l) proposer l'octroi de la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>2 Le Grand Conseil est l'autorité compétente pour décider la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>3 Le département est l'autorité compétente pour toutes les autres décisions et instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application (ci-après : «règlement»). Il peut déléguer ces tâches à l'un de ses offices.</p> <p>4 Les communes sont compétentes pour :</p> <p>a) se prononcer positivement ou négativement sur la demande de naturalisation du requérant domicilié sur leur territoire;</p> <p>b) demander au requérant étranger des précisions complémentaires relatives à sa situation personnelle et à celle de sa famille;</p> <p>c) procéder, sur demande du département, à une vérification sommaire de la résidence effective et de l'intégration du requérant;</p> <p>d) libérer un citoyen genevois du droit de cité communal.</p> <p>5 La chambre administrative de la Cour de justice est compétente pour connaître des recours interjetés contre les décisions prises en vertu de la présente loi, à l'exception toutefois de l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et du préavis communal en matière de naturalisation ordinaire.</p>	<p>f) constater le droit de cité genevois et communal de l'enfant mineur trouvé;</p> <p>g) recevoir la prestation de serment des étrangers ou des membres de leur famille admis à la naturalisation;</p> <p>h) se prononcer sur les demandes de réintégration ou de renonciation au droit de cité genevois;</p> <p>i) annuler le droit de cité genevois;</p> <p>j) constater la perte du droit de cité genevois et communal par reconnaissance de l'enfant trouvé;</p> <p>k) donner son assentiment au retrait de la nationalité suisse;</p> <p>l) proposer l'octroi de la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>2 Le Grand Conseil est l'autorité compétente pour décider la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>3 Le département est l'autorité compétente pour toutes les autres décisions et instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application (ci-après : «règlement»). Il peut déléguer ces tâches à l'un de ses offices.</p> <p>4 Les communes sont compétentes pour :</p> <p>a) se prononcer positivement ou négativement sur la demande de naturalisation du requérant domicilié sur leur territoire;</p> <p>b) demander au requérant étranger des précisions complémentaires relatives à sa situation personnelle et à celle de sa famille;</p> <p>c) procéder, sur demande du département, à une vérification sommaire de la résidence effective et de l'intégration du requérant;</p> <p>d) libérer un citoyen genevois du droit de cité communal.</p> <p>5 La chambre administrative de la Cour de justice est compétente pour connaître des recours interjetés contre les décisions prises en vertu de la présente loi, à l'exception toutefois de l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et du préavis communal en matière de naturalisation ordinaire.</p>

Commission des droits politiques
et du règlement du Grand Conseil

<p>Art. 6 Devoir de collaboration du requérant</p> <p>¹ Le requérant est tenu :</p> <p>a) de fournir des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants pour l'application de la présente loi;</p> <p>b) de communiquer sans retard les moyens de preuve nécessaires et tout document demandé par l'autorité compétente;</p> <p>c) d'informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement déterminant pour l'application de la présente loi, en particulier lorsque celui-ci concerne sa situation économique et familiale ou lorsqu'une enquête pénale est ouverte pendant la procédure de naturalisation.</p> <p>² Pour faciliter l'enquête prévue, le requérant délègue en outre toute administration du secret de fonction et du secret fiscal.</p> <p>³ Si l'une des obligations mentionnées aux alinéas 1 et 2 n'est pas respectée, le département pourra statuer en l'état du dossier, et le cas échéant, déclarer la demande irrecevable.</p>	<p>Art. 6 Devoir de collaboration de la personne requérante</p> <p>note (nouvelle teneur), al. 1 (nouvelle teneur)</p> <p>¹ La personne requérante est tenue :</p> <p>a) de fournir des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants de la présente loi;</p> <p>b) de communiquer sans retard les moyens de preuve nécessaires et tout document demandé par l'autorité compétente;</p> <p>c) d'informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement déterminant pour l'application de la présente loi, en particulier lorsque celui-ci concerne sa situation économique et familiale ou lorsqu'une enquête pénale est ouverte pendant la procédure de naturalisation.</p> <p>² Pour faciliter l'enquête prévue, la personne requérante délègue en outre toute administration du secret de fonction et du secret fiscal.</p> <p>³ Si l'une des obligations mentionnées aux alinéas 1 et 2 n'est pas respectée, le département pourra statuer en l'état du dossier, et le cas échéant, déclarer la demande irrecevable.</p>	<p>⁵ La chambre administrative de la Cour de justice est compétente pour connaître des recours interjetés contre les décisions prises en vertu de la présente loi, à l'exception des décisions sur l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et le préavis communal en matière de naturalisation ordinaire, qui ne sont pas sujets à recours.</p>	<p>Art. 6 Devoir de collaboration de la personne requérante</p> <p>¹ La personne requérante est tenue :</p> <p>a) de fournir des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants pour l'application de la présente loi;</p> <p>b) de communiquer sans retard les moyens de preuve nécessaires et tout document demandé par l'autorité compétente;</p> <p>c) d'informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement déterminant pour l'application de la présente loi, en particulier lorsque celui-ci concerne sa situation économique et familiale ou lorsqu'une enquête pénale est portée à sa connaissance pendant la procédure de naturalisation.</p> <p>² Pour faciliter l'enquête prévue, la personne requérante délègue en outre toute administration du secret de fonction et du secret fiscal.</p> <p>³ Si l'une des obligations mentionnées aux alinéas 1 et 2 n'est pas respectée, le département pourra statuer en l'état du dossier, et le cas échéant, déclarer la demande irrecevable.</p>
<p>Art. 7 Protection des données</p> <p>¹ Pour l'accomplissement de ses tâches en vertu de la présente loi, l'autorité compétente peut traiter ou faire traiter les données personnelles nécessaires, y compris les données sensibles et les profils de personnalité.</p> <p>² Le règlement fixe les dispositions d'application.</p> <p>³ La loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles, du 5 octobre 2001, ainsi que la loi sur les archives publiques, du 1^{er} décembre 2000, sont applicables pour le surplus.</p>	<p>Art. 7 Protection des données</p> <p>¹ Pour l'accomplissement de ses tâches en vertu de la présente loi, l'autorité compétente peut traiter ou faire traiter les données personnelles nécessaires, y compris les données sensibles et les profils de personnalité.</p> <p>² Le règlement fixe les dispositions d'application.</p> <p>³ La loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles, du 5 octobre 2001, ainsi que la loi sur les archives publiques, du 1^{er} décembre 2000, sont applicables pour le surplus.</p>	<p>Art. 7 Protection des données</p> <p>¹ Pour l'accomplissement de ses tâches en vertu de la présente loi, l'autorité compétente peut traiter ou faire traiter les données personnelles nécessaires, y compris les données sensibles et les profils de personnalité.</p> <p>² Le règlement fixe les dispositions d'application.</p> <p>³ La loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles, du 5 octobre 2001, ainsi que la loi sur les archives publiques, du 1^{er} décembre 2000, sont applicables pour le surplus.</p>	<p>Art. 7 Protection des données</p> <p>¹ Pour l'accomplissement de ses tâches en vertu de la présente loi, l'autorité compétente peut traiter ou faire traiter les données personnelles nécessaires, y compris les données sensibles et les profils de personnalité.</p> <p>² Le règlement fixe les dispositions d'application.</p> <p>³ La loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles, du 5 octobre 2001, ainsi que la loi sur les archives publiques, du 1^{er} décembre 2000, sont applicables pour le surplus.</p>

<p>Art. 8 Enrêlage administratif</p>	<p>L'autorité compétente peut échanger des informations avec les autorités concernées par l'exécution de la présente loi, notamment celles compétentes en matière de police des étrangers et d'état civil, à la condition que ces informations soient utiles à l'accomplissement de leurs tâches légales.</p>
	<p>1. Sur demande, l'autorité compétente s'acquitte du droit de consulter les dossiers.</p>
	<p>2. Les autorités cantonales et communales chargées de l'assistance sociale, ainsi que les autorités judiciaires cantonales, ainsi que les autorités chargées de l'assistance sociale, sont chargées, et sans délai, aux autorités chargées de l'application de la présente loi, sur demande de leur aide, à toutes les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.</p>
<p>Titre II</p>	<p>Acquisition du droit de cité genevoise</p>
<p>Chapitre I</p>	<p>Acquisition par le seul effet de la loi et de la nationalité suisse</p>
<p>Art. 9 Enfant</p>	<p>L'enfant du droit de cité genevois et de la nationalité suisse par le seul effet de la loi est reconnu par le droit de la loi fédérale et le code civil suisse, sous réserve de l'article 10, alinéa 1, de la présente loi.</p>
<p>Art. 10 Enfant trouvé</p>	<p>L'enfant mineur de filiation inconnue trouvé sur le territoire du canton acquiert le droit de cité genevois et de la nationalité suisse par le seul effet de la loi et de la nationalité suisse, par le même la nationalité suisse.</p>
	<p>Après avis du conseil administratif ou du conseil d'Etat, accordé, par arrêté, le droit de cité genevois ainsi que le droit de cité communal.</p>
<p>Chapitre II</p>	<p>Acquisition par décision de l'autorité cantonale</p>
<p>Section I</p>	<p>Acquisition du droit de cité genevoise par les Confédérés</p>
<p>Art. 11 Conditions</p>	<p>Le Confédéré peut, à titre individuel ou conjointement avec son partenaire enregistré, devenir citoyen genevois s'il a résidé pendant 2 ans consécutifs sur le territoire du canton pendant 2 ans et 12 mois précédant le dépôt de sa requête.</p>
	<p>Il doit indiquer la commune dont il veut obtenir le droit de cité genevois.</p>

Art. 8 Entraide administrative	Art. 8 Entraide administrative	Art. 8 Entraide administrative	Art. 8 Entraide administrative
<p>Note (nouvelle teneur)</p> <p>¹L'autorité compétente peut échanger des informations avec les autorités concernées par l'exécution de la présente loi, notamment celles qui sont compétentes en matière de police des étrangers et d'état civil, à la condition que ces communications soient utiles à l'application de la loi fédérale sur les étrangers.</p> <p>Sur demande, elles s'accorderont le droit de consulter les dossiers.</p> <p>²Les autres autorités cantonales et communales, les autorités judiciaires nationales, ainsi que celles chargées de l'assistance publique, gratuitement et sans délai, aux autorités chargées de l'application de la présente loi, sur demande de celles-ci, toutes les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.</p>	<p>¹L'autorité compétente peut échanger des informations avec les autorités concernées par l'exécution de la présente loi, notamment celles qui sont compétentes en matière de police des étrangers et d'état civil, à la condition que ces communications soient utiles à l'application de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration.</p> <p>Sur demande, elles s'accorderont le droit de consulter les dossiers.</p> <p>²Les autres autorités cantonales et communales, les autorités judiciaires nationales, ainsi que celles chargées de l'assistance publique, gratuitement et sans délai, aux autorités chargées de l'application de la présente loi, sur demande de celles-ci, toutes les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.</p>	<p>¹L'autorité compétente peut échanger des informations avec les autorités concernées par l'exécution de la présente loi, notamment celles qui sont compétentes en matière de police des étrangers et d'état civil, à la condition que ces communications soient utiles à l'application de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration.</p> <p>Sur demande, elles s'accorderont le droit de consulter les dossiers.</p> <p>²Les autres autorités cantonales et communales, les autorités judiciaires nationales, ainsi que celles chargées de l'assistance publique, gratuitement et sans délai, aux autorités chargées de l'application de la présente loi, sur demande de celles-ci, toutes les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.</p>	<p>¹L'autorité compétente peut échanger des informations avec les autorités concernées par l'exécution de la présente loi, notamment celles qui sont compétentes en matière de police des étrangers et d'état civil, à la condition que ces communications soient utiles à l'application de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration.</p> <p>Sur demande, elles s'accorderont le droit de consulter les dossiers.</p> <p>²Les autres autorités cantonales et communales, les autorités judiciaires nationales, ainsi que celles chargées de l'assistance publique, gratuitement et sans délai, aux autorités chargées de l'application de la présente loi, sur demande de celles-ci, toutes les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.</p>
Titre II Acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse	Titre II Acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse	Titre II Acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse	Titre II Acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse
Chapitre I Acquisition par le seul effet de la loi	Chapitre I Acquisition par le seul effet de la loi	Chapitre I Acquisition par le seul effet de la loi	Chapitre I Acquisition par le seul effet de la loi
Art. 9 Enfant	Art. 9 Enfant	Art. 9 Enfant	Art. 9 Enfant
L'acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse par le seul effet de la loi est régie par la loi fédérale et le code civil suisse, sous réserve de l'article 10, alinéa 1.	L'acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse par le seul effet de la loi est régie par la loi fédérale et le code civil suisse, sous réserve de l'article 10, alinéa 1.	L'acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse par le seul effet de la loi est régie par la loi fédérale et le code civil suisse, sous réserve de l'article 10, alinéa 1.	L'acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse par le seul effet de la loi est régie par la loi fédérale et le code civil suisse, sous réserve de l'article 10, alinéa 1.
Art. 10 Enfant trouvé	Art. 10 Enfant trouvé	Art. 10 Enfant trouvé	Art. 10 Enfant trouvé
ad. 1 (nouvelle teneur)	ad. 1 (nouvelle teneur)	ad. 1 (nouvelle teneur)	ad. 1 (nouvelle teneur)
¹ L'enfant mineur de filiation inconnue trouvé sur le territoire du canton acquiert le droit de cité genevois et le droit de cité de la commune dans laquelle il a été trouvé, et par la même la nationalité suisse.	¹ L'enfant mineur de filiation inconnue trouvé sur le territoire du canton acquiert le droit de cité genevois et le droit de cité de la commune dans laquelle il a été trouvé, et par la même la nationalité suisse.	¹ L'enfant mineur de filiation inconnue trouvé sur le territoire du canton acquiert le droit de cité genevois et le droit de cité de la commune dans laquelle il a été trouvé, et par la même la nationalité suisse.	¹ L'enfant mineur de filiation inconnue trouvé sur le territoire du canton acquiert le droit de cité genevois et le droit de cité de la commune dans laquelle elle ou il a été trouvé, et par la même la nationalité suisse.
² Après avis du conseil administratif ou du maire, le Conseil d'Elat accorde, par arrêté, le droit de cité genevois ainsi que le droit de cité communal.	² Après avis du conseil administratif ou du maire, le Conseil d'Elat accorde, par arrêté, le droit de cité genevois ainsi que le droit de cité communal.	² Après avis du conseil administratif ou du maire, le Conseil d'Elat accorde, par arrêté, le droit de cité genevois ainsi que le droit de cité communal.	² Après avis du conseil administratif ou du maire, le Conseil d'Elat accorde, par arrêté, le droit de cité genevois ainsi que le droit de cité communal.
Chapitre II Acquisition par décision de l'autorité cantonale	Chapitre II Acquisition par décision de l'autorité cantonale	Chapitre II Acquisition par décision de l'autorité cantonale	Chapitre II Acquisition par décision de l'autorité cantonale
Section I Acquisition du droit de cité genevois par les Confédérés	Section I Acquisition du droit de cité genevois par les Confédérés	Section I Acquisition du droit de cité genevois par les Confédérés	Section I Acquisition du droit de cité genevois par les confédérés
Art. 11 Conditions	Art. 11 Conditions	Art. 11 Conditions	Art. 11 Conditions
¹ Le Confédéré peut, à titre individuel ou avec son conjoint ou son partenaire enregistré, demander le droit de cité genevois s'il a résidé d'une manière effective sur le territoire du canton pendant 2 ans, dont les 12 mois précédant le dépôt de sa requête.	¹ Le Confédéré peut, à titre individuel ou avec son conjoint ou son partenaire enregistré, demander le droit de cité genevois s'il a résidé d'une manière effective sur le territoire du canton pendant 2 ans, dont les 12 mois précédant le dépôt de sa requête.	¹ Le Confédéré peut, à titre individuel ou avec son conjoint ou son partenaire enregistré, demander le droit de cité genevois s'il a résidé d'une manière effective sur le territoire du canton pendant 2 ans, dont les 12 mois précédant le dépôt de sa requête.	¹ La personne confédérée peut, à titre individuel ou avec sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré, demander le droit de cité genevois si elle a résidé d'une manière effective sur le territoire du canton pendant 2 ans, dont les 12 mois précédant le dépôt de sa requête.

Commission des droits politiques
et du règlement du Grand Conseil

droit de cité.	droit de cité. ¹ Il a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où il a résidé précédemment ou la commune d'origine de son conjoint, respectivement de son partenaire enregistré, genevois.	¹ Il doit indiquer la commune dont il veut obtenir le droit de cité. ² Il a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où il a résidé précédemment ou la commune d'origine de son conjoint, respectivement de son partenaire enregistré, genevois.	² Elle doit indiquer la commune dont elle veut obtenir le droit de cité. ³ Elle a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où elle a résidé précédemment ou la commune d'origine de son conjoint, respectivement de sa ou son partenaire enregistré, genevois.
Art. 12 Conjoint, partenaire enregistré et enfants al. 1 (nouvelle teneur) ¹ Lorsque la requête émane d'un Confédéré marié ou lié à son conjoint, respectivement le partenaire enregistré, que si ce dernier y consent par écrit. ² Les enfants mineurs du requérant sont compris dans sa requête; toutefois, ils doivent y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. L'assentiment de l'autre parent est en outre nécessaire si le requérant ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Cet assentiment est présumé si l'autre parent n'est pas requis, que l'autre parent qui est requis n'est pas d'origine étrangère, que l'autre parent n'est pas exerçant un effort raisonnable ou qu'il se désintéresse de la procédure. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées. ³ Le Confédéré mineur qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire l'assentiment de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. L'exception et la réserve prévues à l'alinéa 2 sont également applicables.	Art. 12 Conjoint, partenaire enregistré et enfants al. 1 (nouvelle teneur) ¹ La requête émane d'un Confédéré marié ou lié à son conjoint, respectivement le partenaire enregistré, que si ce dernier y consent par écrit. ² Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent toutefois y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent n'est pas requis, que l'autre parent qui est requis n'est pas d'origine étrangère, que l'autre parent n'est pas exerçant un effort raisonnable ou qu'il se désintéresse de la procédure. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées. ³ Le Confédéré mineur qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.	Art. 12 Conjoint, partenaire enregistré et enfants al. 1 (nouvelle teneur) ¹ La requête émane d'un Confédéré marié ou lié à son conjoint, respectivement le partenaire enregistré, que si ce dernier y consent par écrit. ² Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent toutefois y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent n'est pas requis, que l'autre parent qui est requis n'est pas d'origine étrangère, que l'autre parent n'est pas exerçant un effort raisonnable ou qu'il se désintéresse de la procédure. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées. ³ Le Confédéré mineur qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.	Art. 12 La conjointe ou le conjoint, la ou le partenaire enregistré et les enfants ¹ La requête émane d'une personne confédérée mariée ou liée à son conjoint, respectivement à l'individu de la conjointe ou le conjoint, respectivement à la ou le partenaire enregistré, que si ce dernier y a consenti par écrit. ² Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent toutefois y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent n'est pas requis, que l'autre parent qui est requis n'est pas d'origine étrangère, que l'autre parent n'est pas exerçant un effort raisonnable ou qu'il se désintéresse de la procédure. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées. ³ La personne confédérée mineure qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.
Art. 13 Procédure et émoulement al. 1 (nouvelle teneur) ¹ Le requérant adresse sa demande au département sur une formule ad hoc. ² Il doit verser un émoulement destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement. ³ Cet émoulement est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.	Art. 13 Procédure et émoulement al. 1 (nouvelle teneur) ¹ La personne requérante adresse sa demande au département sur une formule ad hoc. ² Elle doit verser un émoulement destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement. ³ L'émoulement est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.	Art. 13 Procédure et émoulement ¹ La personne requérante adresse sa demande au département sur une formule ad hoc. ² Elle doit verser un émoulement destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement. ³ L'émoulement est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.	Art. 13 Procédure et émoulement ¹ La personne requérante adresse sa demande au département sur une formule ad hoc. ² Elle doit verser un émoulement destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement. ³ L'émoulement est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'administration cantonale, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.
Art. 14 Octroi du droit de cité genevois Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d'Etat statue par arrêté.	Art. 14 Octroi du droit de cité genevois Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d'Etat statue par arrêté.	Art. 14 Octroi du droit de cité genevois Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d'Etat statue par arrêté.	Art. 14 Octroi du droit de cité genevois Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d'Etat statue par arrêté.
Art. 15 Déclaration d'engagement solennel Après que la demande a été acceptée, le Confédéré majeur et son conjoint ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante : « Je m'engage solennellement :	Art. 15 Déclaration d'engagement solennel Après que la demande a été acceptée, le Confédéré majeur et son conjoint ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante : « Je m'engage solennellement :	Art. 15 Déclaration d'engagement solennel Après que la demande a été acceptée, le Confédéré majeur et son conjoint ou son conjoint ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante :	Art. 15 Déclaration d'engagement solennel Après que la demande a été acceptée, la personne confédérée majeure et sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante :

Commission des droits politiques
et du règlement du Grand Conseil

<p>à être fidèle à la République et canton de Genève;</p> <p>a) à en observer scrupuleusement la constitution et les lois;</p> <p>b) à en respecter les traditions;</p> <p>c) à justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise;</p> <p>d) à contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère.»</p>	<p>dont la teneur est la suivante :</p> <p>« Le serment solennellement : à être fidèle à la République et canton de Genève;</p> <p>a) à en observer scrupuleusement la constitution et les lois;</p> <p>b) à en respecter les traditions;</p> <p>c) à justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise;</p> <p>d) à contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »</p>	<p>« Le serment solennellement : à être fidèle à la République et canton de Genève;</p> <p>a) à en observer scrupuleusement la constitution et les lois;</p> <p>b) à en respecter les traditions;</p> <p>c) à justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise;</p> <p>d) à contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »</p>
<p>Art. 16 Effet de l'acquisition du droit de cité genevois</p> <p>L'acquisition du droit de cité genevois prend effet :</p> <p>a) à la date de la signature de la déclaration d'engagement solennel pour le Confédéré majeur et ses enfants inclus dans la demande ;</p> <p>b) à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Conseil d'Etat pour le Confédéré mineur ayant un dossier individuel.</p>	<p>Art. 16 Effet de l'acquisition du droit de cité genevois</p> <p>L'acquisition du droit de cité genevois prend effet :</p> <p>a) à la date de la signature de la déclaration d'engagement solennel pour le Confédéré majeur et ses enfants inclus dans la demande ;</p> <p>b) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour le Confédéré mineur ayant un dossier individuel.</p>	<p>Art. 16 Effet de l'acquisition du droit de cité genevois</p> <p>L'acquisition du droit de cité genevois prend effet :</p> <p>a) à la date de la signature de la déclaration d'engagement solennel pour la personne inscrite dans la demande ;</p> <p>b) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour la personne confédérée mineure ayant un dossier individuel.</p>
<p>Section 2 Naturalisation d'étrangers</p>	<p>Section 2 Naturalisation d'étrangers</p>	<p>Section 2 Naturalisation de personnes étrangères</p>
<p>Art. 17 Conditions formelles</p> <p>¹ Pour être admis à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, l'étranger doit, au moment du dépôt de la demande :</p> <p>a) remplir les conditions formelles prévues par la législation fédérale;</p> <p>b) avoir résidé 2 ans dans le canton d'une manière effective, dont les 12 mois précédant l'introduction de sa demande.</p> <p>² La condition de résidence est réalisée, d'une part, lorsque le requérant étranger est valablement inscrit dans le registre cantonal des habitants comme établi dans le canton de Genève, et, d'autre part, lorsqu'aucun indice ne donne à penser que le requérant étranger a déplacé sa résidence principale à l'étranger.</p> <p>³ Un transfert de domicile dans un autre canton ne remet pas en cause la procédure de naturalisation, à compter de l'avis du département concluant à la fin de l'examen des conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale (d'avis de clôture). Ce dernier avis n'est délivré que sur demande du requérant.</p> <p>⁴ La personne requérante doit résider effectivement en Suisse et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité pendant toute la durée de la procédure.</p> <p>⁵ Le calcul de la durée du séjour, la notion de non-interruption de séjour et celle de fin de séjour sont définis par le droit fédéral.</p>	<p>Art. 17 Conditions formelles</p> <p>¹ Pour être admis à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, l'étranger doit, au moment du dépôt de la demande :</p> <p>a) remplir les conditions formelles prévues par la législation fédérale;</p> <p>b) avoir résidé 2 ans dans le canton d'une manière effective, dont les 12 mois précédant l'introduction de sa demande.</p> <p>² La condition de résidence est réalisée, d'une part, lorsque la personne requérante étrangère est valablement inscrite dans le registre cantonal des habitants comme établie dans le canton de Genève, et, d'autre part, lorsqu'aucun indice ne donne à penser que la personne requérante étrangère a déplacé sa résidence principale à l'étranger.</p> <p>³ Un transfert de domicile dans un autre canton ne remet pas en cause la procédure de naturalisation, à compter de l'avis du département concluant à la fin de l'examen des conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale. L'avis de clôture n'est délivré que sur demande de la personne requérante.</p> <p>⁴ La personne requérante doit résider effectivement en Suisse et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité pendant toute la durée de la procédure.</p> <p>⁵ Le calcul de la durée du séjour, la notion de non-interruption de séjour et celle de fin de séjour sont définis par le droit fédéral.</p>	<p>Art. 17 Conditions formelles</p> <p>¹ Pour être admise à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, la personne étrangère doit, au moment du dépôt de la demande :</p> <p>a) remplir les conditions formelles prévues par la législation fédérale;</p> <p>b) avoir résidé 2 ans dans le canton d'une manière effective, dont les 12 mois précédant l'introduction de sa demande.</p> <p>² La condition de résidence est réalisée, d'une part, lorsque la personne requérante étrangère est valablement inscrite dans le registre cantonal des habitants comme établie dans le canton de Genève, et, d'autre part, lorsqu'aucun indice ne donne à penser qu'elle a déplacé sa résidence principale à l'étranger.</p> <p>³ Un transfert de domicile dans un autre canton ne remet pas en cause la procédure de naturalisation, à compter de l'avis du département concluant à la fin de l'examen des conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale. L'avis de clôture n'est délivré que sur demande de la personne requérante.</p> <p>⁴ La personne requérante doit résider effectivement en Suisse et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité pendant toute la durée de la procédure.</p> <p>⁵ Le calcul de la durée du séjour, la notion de non-interruption de séjour et celle de fin de séjour sont définis par le droit fédéral.</p>

Commission des droits politiques
et du règlement du Grand Conseil

<p>« Le règlement mentionne l'ensemble des documents devant être présentés, lors du dépôt de la demande de naturalisation ordinaire, pour la vérification des conditions formelles, ainsi que les exceptions à la présentation de ceux-ci. »</p>	<p>non-interdiction de séjour et celle de fin de séjour sont définies par le droit fédéral.</p> <p>« Le règlement mentionne l'ensemble des documents devant être présentés, lors du dépôt de la demande de naturalisation ordinaire, pour la vérification des conditions formelles, ainsi que les exceptions à la présentation de ceux-ci. »</p>	<p>interdiction de séjour et celle de fin de séjour sont définies par le droit fédéral.</p> <p>« Le règlement mentionne l'ensemble des documents devant être présentés, lors du dépôt de la demande de naturalisation ordinaire, pour la vérification des conditions formelles, ainsi que les exceptions à la présentation de ceux-ci. »</p>	<p>Art. 18 Enfants mineurs</p> <p>1 Les enfants mineurs qui vivent avec la personne requérante sont en principe compris dans la demande de naturalisation ordinaire. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est titulaire de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p> <p>2 Des 12 ans révolus, l'enfant doit remplir lui-même ou lui-même les conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale.</p> <p>3 Dès 16 ans révolus, l'enfant doit exprimer personnellement, par écrit, son intention d'acquiescer à la nationalité suisse.</p>	<p>Art. 18 Enfants mineurs</p> <p>1 Les enfants mineurs qui vivent avec la personne requérante sont en principe compris dans la demande de naturalisation ordinaire. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est titulaire de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p> <p>2 Des 12 ans révolus, l'enfant doit remplir lui-même ou lui-même les conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale.</p> <p>3 Dès 16 ans révolus, l'enfant doit exprimer personnellement, par écrit, son intention d'acquiescer à la nationalité suisse.</p>	<p>Art. 18 Enfants mineurs</p> <p>1 Les enfants mineurs qui vivent avec la personne requérante sont en principe compris dans la demande de naturalisation ordinaire. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est titulaire de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p> <p>2 Des 12 ans révolus, l'enfant doit remplir lui-même ou lui-même les conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale.</p> <p>3 Dès 16 ans révolus, l'enfant doit exprimer personnellement, par écrit, son intention d'acquiescer à la nationalité suisse.</p>	<p>Art. 19 Conditions matérielles</p> <p>Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.</p>	<p>Art. 19 Conditions matérielles</p> <p>Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.</p>	<p>Art. 19 Conditions matérielles</p> <p>Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.</p>	
<p>Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics</p> <p>1 Pour les requérants majeurs, le département consulte avant tout autre examen le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).</p> <p>2 Pour les requérants âgés de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.</p> <p>3 Lorsque le département constate que le requérant ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA visée par l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet le dossier de la demande au Conseil d'Etat pour décision.</p> <p>4 Lorsque une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction sur les autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation.</p> <p>5 Lorsque la clôture définitive de la procédure de la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p> <p>6 Le département peut, le cas échéant, suspendre la procédure de naturalisation, lorsqu'il ressort notamment que la justice pénale a terminé l'instruction et qu'un jugement devrait donc être rendu dans un</p>	<p>Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics</p> <p>1 Pour les requérants majeurs, le département consulte avant tout autre examen le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).</p> <p>2 Pour les requérants âgés de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.</p> <p>3 Lorsque le département constate que le requérant ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA visée par l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet le dossier de la demande au Conseil d'Etat pour décision.</p> <p>4 Lorsque une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction sur les autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation.</p> <p>5 Lorsque la clôture définitive de la procédure de la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p> <p>6 Le département peut, le cas échéant, suspendre la procédure de naturalisation, lorsqu'il ressort notamment que la justice pénale a terminé l'instruction et qu'un jugement devrait donc être rendu dans un</p>	<p>Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics</p> <p>1 Pour les requérants majeurs, le département consulte avant tout autre examen le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).</p> <p>2 Pour les requérants âgés de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.</p> <p>3 Lorsque le département constate que le requérant ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA visée par l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet le dossier de la demande au Conseil d'Etat pour décision.</p> <p>4 Lorsque une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction sur les autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation.</p> <p>5 Lorsque la clôture définitive de la procédure de la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p> <p>6 Le département peut, le cas échéant, suspendre la procédure de naturalisation, lorsqu'il ressort notamment que la justice pénale a terminé l'instruction et qu'un jugement devrait donc être rendu dans un</p>	<p>Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics</p> <p>1 Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).</p> <p>2 Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.</p> <p>3 Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet le dossier de la demande au Conseil d'Etat pour décision.</p> <p>4 Lorsque une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de la procédure de naturalisation, la clôture définitive de la procédure de la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p>	<p>Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics</p> <p>1 Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).</p> <p>2 Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.</p> <p>3 Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet le dossier de la demande au Conseil d'Etat pour décision.</p> <p>4 Lorsque une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de la procédure de naturalisation, la clôture définitive de la procédure de la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p>	<p>Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics</p> <p>1 Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).</p> <p>2 Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.</p> <p>3 Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet le dossier de la demande au Conseil d'Etat pour décision.</p> <p>4 Lorsque une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de la procédure de naturalisation, la clôture définitive de la procédure de la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p>	<p>Art. 19 Conditions matérielles</p> <p>Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.</p>	<p>Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics</p> <p>1 Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).</p> <p>2 Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.</p> <p>3 Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet le dossier de la demande au Conseil d'Etat pour décision.</p> <p>4 Lorsque une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de la procédure de naturalisation, la clôture définitive de la procédure de la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p>	<p>Art. 19 Conditions matérielles</p> <p>Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.</p>	<p>Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics</p> <p>1 Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).</p> <p>2 Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.</p> <p>3 Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet le dossier de la demande au Conseil d'Etat pour décision.</p> <p>4 Lorsque une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de la procédure de naturalisation, la clôture définitive de la procédure de la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p>

Commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil

<p>Art. 21 Connaissances linguistiques</p> <p>¹ Le requérant doit justifier de connaissances orales et écrites en français, dont le niveau est exigé et fixé par le droit fédéral.</p> <p>² Le règlement fixe les modalités de contrôle des connaissances linguistiques acquises par le requérant.</p>	<p>³ Le département peut suspendre la procédure de naturalisation, notamment lorsqu'il apparaît que la personne pénale a terminé l'instruction et qu'un jugement définitif est intervenu.</p> <p>⁴ Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer un obstacle à la naturalisation.</p> <p>⁵ Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'après des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales.</p>	<p>Art. 21 Connaissances linguistiques</p> <p>¹ La personne requérante doit justifier de connaissances orales et écrites en français, dont le niveau est fixé par le droit fédéral. Le règlement fixe les modalités de contrôle des connaissances linguistiques acquises par la personne requérante.</p> <p>² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque l'attestation de langue est pas conforme aux exigences prévues par l'alinéa 1.</p> <p>³ Le règlement fixe les modalités de contrôle des connaissances linguistiques acquises par la personne requérante.</p>	<p>Art. 21 Connaissances linguistiques</p> <p>¹ La personne requérante doit justifier de connaissances orales et écrites en français, dont le niveau est fixé par le droit fédéral. Le règlement fixe les modalités de contrôle des connaissances linguistiques acquises par la personne requérante.</p> <p>² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque l'attestation de langue est pas conforme aux exigences prévues par l'alinéa 1.</p> <p>³ Le règlement fixe les modalités de contrôle des connaissances linguistiques acquises par la personne requérante.</p>
<p>Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève</p> <p>¹ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.</p> <p>² Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.</p>	<p>Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève</p> <p>¹ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.</p> <p>² Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.</p>	<p>Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève</p> <p>¹ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.</p> <p>² Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.</p>	<p>Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève</p> <p>¹ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.</p> <p>² Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.</p>
<p>Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève</p> <p>¹ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.</p> <p>² Le département procède, au moyen d'un test écrit, au contrôle des connaissances générales de la personne requérante sur la géographie, l'histoire, la politique et les particularités sociales de la Suisse et du canton de Genève (ci-après : connaissances générales), et délivre une attestation en cas de réussite.</p> <p>³ Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque la personne requérante a échoué au test visé à l'alinéa 1.</p> <p>⁴ Le règlement fixe les modalités de formation et de contrôle des connaissances générales acquises par la personne requérante.</p> <p>⁵ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.</p> <p>⁶ Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.</p>	<p>Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève</p> <p>¹ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.</p> <p>² Le département procède, au moyen d'un test écrit, au contrôle des connaissances générales de la personne requérante sur la géographie, l'histoire, la politique et les particularités sociales de la Suisse et du canton de Genève (ci-après : connaissances générales), et délivre une attestation en cas de réussite.</p> <p>³ Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque la personne requérante a échoué au test visé à l'alinéa 1.</p> <p>⁴ Le règlement fixe les modalités de formation et de contrôle des connaissances générales acquises par la personne requérante.</p> <p>⁵ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.</p> <p>⁶ Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.</p>	<p>Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève</p> <p>¹ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.</p> <p>² Le département procède, au moyen d'un test écrit, au contrôle des connaissances générales de la personne requérante sur la géographie, l'histoire, la politique et les particularités sociales de la Suisse et du canton de Genève (ci-après : connaissances générales), et délivre une attestation en cas de réussite.</p> <p>³ Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque la personne requérante a échoué au test visé à l'alinéa 1.</p> <p>⁴ Le règlement fixe les modalités de formation et de contrôle des connaissances générales acquises par la personne requérante.</p> <p>⁵ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.</p> <p>⁶ Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.</p>	<p>Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève</p> <p>¹ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.</p> <p>² Le département procède, au moyen d'un test écrit, au contrôle des connaissances générales de la personne requérante sur la géographie, l'histoire, la politique et les particularités sociales de la Suisse et du canton de Genève (ci-après : connaissances générales), et délivre une attestation en cas de réussite.</p> <p>³ Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque la personne requérante a échoué au test visé à l'alinéa 1.</p> <p>⁴ Le règlement fixe les modalités de formation et de contrôle des connaissances générales acquises par la personne requérante.</p> <p>⁵ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.</p> <p>⁶ Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.</p>

Commission des droits politiques
et du règlement du Grand Conseil

<p>Art. 23 Etrangers nés en Suisse et étrangers de moins de 25 ans</p> <p>¹ Lorsque l'il constate qu'aucun indice ne laisse supposer une intégration insuffisante, le département peut dispenser le requérant des tests linguistiques et portant sur les connaissances générales, aux conditions alternatives suivantes :</p> <p>a) le requérant est né en Suisse et y a séjourné sans interruption jusqu'au moment du dépôt de sa demande de naturalisation;</p> <p>b) le requérant est âgé de moins de 25 ans et a accompli 5 ans de scolarité obligatoire ou a séjourné en Suisse et y a séjourné depuis lors.</p> <p>² La dépense des tests doit être communiquée à la personne requérante par écrit.</p>	<p>Art. 23 Etrangers nés en Suisse et étrangers de moins de 25 ans</p> <p>¹ Lorsque l'il constate qu'aucun indice ne laisse supposer une intégration insuffisante, le département peut dispenser le requérant des tests linguistiques et portant sur les connaissances générales, aux conditions alternatives suivantes :</p> <p>a) la personne requérante est née dans le canton de Genève, et y a séjourné sans interruption jusqu'au moment du dépôt de sa demande de naturalisation;</p> <p>b) la personne requérante est âgée de moins de 25 ans et a accompli 5 ans de scolarité obligatoire dans le canton de Genève ou y a suivi une formation de degré secondaire II ou du degré tertiaire et y séjourne depuis lors.</p> <p>² La dépense des tests doit être communiquée à la personne requérante par écrit.</p>	<p>Art. 23 Etrangers nés en Suisse et étrangers de moins de 25 ans</p> <p>¹ Lorsque l'il constate qu'aucun indice ne laisse supposer une intégration insuffisante, le département peut dispenser le requérant des tests linguistiques et portant sur les connaissances générales, aux conditions alternatives suivantes :</p> <p>a) la personne requérante est née dans le canton de Genève, et y a séjourné sans interruption jusqu'au moment du dépôt de sa demande de naturalisation;</p> <p>b) la personne requérante est âgée de moins de 25 ans et a accompli 5 ans de scolarité obligatoire dans le canton de Genève ou y a suivi une formation de degré secondaire II ou du degré tertiaire et y séjourne depuis lors.</p> <p>² La dépense des tests doit être communiquée à la personne requérante par écrit.</p>	<p>Art. 23 Personnes étrangères et nées dans le canton de Genève et personnes étrangères de moins de 25 ans</p> <p>¹ Lorsque l'il constate qu'aucun indice ne laisse supposer une intégration insuffisante, le département peut dispenser le requérant des tests linguistiques et portant sur les connaissances générales, aux conditions alternatives suivantes :</p> <p>a) la personne requérante est née dans le canton de Genève, et y a séjourné sans interruption jusqu'au moment du dépôt de sa demande de naturalisation;</p> <p>b) la personne requérante est âgée de moins de 25 ans et a accompli 5 ans de scolarité obligatoire dans le canton de Genève ou y a suivi une formation de degré secondaire II ou du degré tertiaire et y séjourne depuis lors.</p> <p>² La dépense des tests doit être communiquée à la personne requérante par écrit.</p>
<p>Art. 24 Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation</p> <p>¹ Le requérant doit justifier d'une situation économique permettant de subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille dont il a la charge.</p> <p>² L'intégration peut également être considérée comme réalisée, lorsque le requérant apporte la preuve qu'il suit ou vient d'achever une formation (contrat d'apprentissage ou diplôme).</p> <p>³ L'assistance publique dans les 3 ans précédant le dépôt de sa demande de naturalisation et pendant toute la durée de sa demande de naturalisation et pendant toute la durée de la procédure.</p> <p>⁴ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation.</p>	<p>Art. 24 Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation</p> <p>¹ La personne requérante doit justifier d'une situation économique permettant de subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille dont il a la charge.</p> <p>² L'intégration peut également être considérée comme réalisée lorsque la personne requérante apporte la preuve qu'il suit ou vient d'achever une formation (contrat d'apprentissage ou diplôme).</p> <p>³ La personne requérante ne doit pas avoir été à la charge de l'assistance publique dans les 3 ans précédant le dépôt de sa demande de naturalisation et pendant toute la durée de la procédure.</p> <p>⁴ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation.</p>	<p>Art. 24 Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation</p> <p>¹ La personne requérante doit justifier d'une situation économique permettant de subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille dont il a la charge.</p> <p>² L'intégration peut également être considérée comme réalisée lorsque la personne requérante apporte la preuve qu'il suit ou vient d'achever une formation (contrat d'apprentissage ou diplôme).</p> <p>³ La personne requérante ne doit pas avoir été à la charge de l'assistance publique dans les 3 ans précédant le dépôt de sa demande de naturalisation et pendant toute la durée de la procédure.</p> <p>⁴ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation.</p>	<p>Art. 24 Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation</p> <p>¹ La personne requérante doit justifier d'une situation économique permettant de subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille dont il a la charge.</p> <p>² L'intégration peut également être considérée comme réalisée lorsque la personne requérante apporte la preuve qu'il suit ou vient d'achever une formation (contrat d'apprentissage ou diplôme).</p> <p>³ La personne requérante ne doit pas avoir été à la charge de l'assistance publique dans les 3 ans précédant le dépôt de sa demande de naturalisation et pendant toute la durée de la procédure.</p> <p>⁴ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation.</p>

Commission des droits politiques
et du règlement du Grand Conseil

Art. 25 Encouragement de l'intégration des membres étrangers de la famille ¹ La démonstration par le requérant de son encouragement à l'intégration des membres de sa famille dans la communauté genevoise de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, est un critère à prendre en compte dans l'appréciation des circonstances personnelles et économiques pour s'effectuer par tout moyen de preuve probant. ² En cas de doute, le département peut auditionner les membres de la famille et procéder à des investigations supplémentaires. ³ Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par le requérant de l'intégration des membres de sa famille.	Art. 25 Encouragement de l'intégration des membres étrangers de la famille ¹ La personne requérante encourage l'intégration dans la communauté genevoise de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique. ² En cas de doute, le département peut auditionner le conjoint, le partenaire enregistré ou les enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, et procéder à des investigations supplémentaires. ³ Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.	Art. 25 Encouragement de l'intégration des membres étrangers de la famille ¹ La personne requérante encourage l'intégration dans la communauté genevoise de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique. ² En cas de doute, le département peut auditionner le conjoint, le partenaire enregistré ou les enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, et procéder à des investigations supplémentaires. ³ Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.	Art. 25 Encouragement de l'intégration des membres de la famille de nationalité étrangère ¹ La personne requérante encourage l'intégration dans la communauté genevoise de son conjoint ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique. ² En cas de doute, le département peut auditionner le conjoint, la ou le partenaire enregistré ou les enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, et procéder à des investigations supplémentaires. ³ Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de sa conjointe ou son conjoint, de sa conjointe ou son partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.
Art. 26 Prise en compte des circonstances exceptionnelles ¹ Le département tient compte de manière appropriée de la situation particulière du requérant lors de l'appréciation des critères énumérés aux articles 21, 22 et 23 de la loi fédérale, et de la situation particulière de la personne requérante dans l'appréciation des circonstances personnelles et économiques, en raison des circonstances personnelles visées aux articles 12, alinéa 2, de la loi fédérale, et 9 de l'ordonnance fédérale. ² Si une circonstance personnelle est reconnue, le département peut toutefois astreindre le requérant à suivre les sanctions d'information à prévoir en matière de situation personnelle ou médicale le permettant. ³ Il le règlement fixe la procédure d'examen des situations dans lesquelles les requérants pourraient se prévaloir de circonstances personnelles, et, le cas échéant, il détermine les modalités d'accès aux séances d'information à l'intégration.	Art. 26 Prise en compte des circonstances personnelles al. 1 (nouvelle teneur), al. 2 (nouvelle teneur) ¹ Le département tient compte de manière appropriée de la situation particulière de la personne requérante lors de l'appréciation des critères énumérés aux articles 21, 22 et 23 de la loi fédérale, et de la situation particulière de la personne requérante dans l'appréciation des circonstances personnelles et économiques, en raison des circonstances personnelles visées aux articles 12, alinéa 2, de la loi fédérale, et 9 de l'ordonnance fédérale. ² Si une circonstance personnelle est reconnue, le département peut toutefois astreindre la personne requérante à suivre les sanctions d'information à prévoir en matière de situation personnelle ou médicale le permettant. ³ Le règlement fixe la procédure d'examen des situations dans lesquelles la personne requérante pourrait se prévaloir de circonstances personnelles et détermine les modalités d'accès aux séances d'information à l'intégration.	Art. 26 Prise en compte des circonstances personnelles ¹ Le département tient compte de manière appropriée de la situation particulière de la personne requérante lors de l'appréciation des critères énumérés aux articles 21, 22 et 23 de la loi fédérale, et de la situation particulière de la personne requérante dans l'appréciation des circonstances personnelles et économiques, en raison des circonstances personnelles visées aux articles 12, alinéa 2, de la loi fédérale, et 9 de l'ordonnance fédérale. ² Si une circonstance personnelle est reconnue, le département peut toutefois astreindre la personne requérante à suivre les sanctions d'information à prévoir en matière de situation personnelle ou médicale le permettant. ³ Le règlement fixe la procédure d'examen des situations dans lesquelles la personne requérante pourrait se prévaloir de circonstances personnelles et détermine les modalités d'accès aux séances d'information à l'intégration.	Art. 26 Prise en compte des circonstances personnelles ¹ Le département tient compte de manière appropriée de la situation particulière de la personne requérante lors de l'appréciation des critères énumérés aux articles 21, 22 et 23 de la loi fédérale, et de la situation particulière de la personne requérante dans l'appréciation des circonstances personnelles et économiques, en raison des circonstances personnelles visées aux articles 12, alinéa 2, de la loi fédérale, et 9 de l'ordonnance fédérale. ² Si une circonstance personnelle est reconnue, le département peut toutefois astreindre la personne requérante à suivre les sanctions d'information à prévoir en matière de situation personnelle ou médicale le permettant. ³ Le règlement fixe la procédure d'examen des situations dans lesquelles la personne requérante pourrait se prévaloir de circonstances personnelles et détermine les modalités d'accès aux séances d'information à l'intégration.
Art. 27 Procédure ¹ L'étranger dépose sa demande de naturalisation auprès du département. ² Il doit indiquer la commune dont il veut obtenir le droit de cité. ³ Il a le choix entre la commune où il réside et l'une de celles où il a résidé. ⁴ Les époux ayant déposé une demande collective gardent un dossier commun jusqu'à la fin de la procédure. Sous réserve de justes motifs, la	Art. 27 Procédure ¹ L'étranger dépose sa demande de naturalisation auprès du département. ² Il doit indiquer la commune dont il veut obtenir le droit de cité. ³ Il a le choix entre la commune où il réside et l'une de celles où il a résidé. ⁴ Les époux ayant déposé une demande collective gardent un dossier commun jusqu'à la fin de la procédure. Sous réserve de justes motifs, la	Art. 27 Procédure ¹ L'étranger dépose sa demande de naturalisation auprès du département. ² Il doit indiquer la commune dont il veut obtenir le droit de cité. ³ Il a le choix entre la commune où il réside et l'une de celles où il a résidé. ⁴ Les époux ayant déposé une demande collective gardent un dossier commun jusqu'à la fin de la procédure. Sous réserve de justes motifs, la	Art. 27 Procédure ¹ La personne étrangère dépose sa demande de naturalisation auprès du département. ² Elle doit indiquer la commune dont elle veut obtenir le droit de cité. ³ Elle a le choix entre la commune où elle réside et l'une de celles où elle a résidé. ⁴ Les époux ayant déposé une demande collective gardent un dossier commun jusqu'à la fin de la procédure. Sous réserve de justes motifs, la

Commission des droits politiques
et du règlement du Grand Conseil

Commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil	naturalisation.	mentionne également expressément la durée de l'examen cantonal de la demande de naturalisation.	canonnel de la demande de naturalisation.
<p>Art. 30 Prévavis de la commune</p> <p>¹ L'étranger doit obtenir, sous forme de prévavis, le consentement de la commune qu'il a choisie.</p> <p>² Pour l'étranger de moins de 25 ans, le consentement est délivré par le conseil administratif ou le maire et communiqué au département.</p> <p>³ Pour l'étranger de plus de 25 ans, le consentement est donné par le conseil municipal ou, sur délégation, par le conseil administratif ou le maire, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre x, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984.</p> <p>⁴ Le cas échéant, la délibération du conseil municipal a lieu à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil, chaque membre du Conseil municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des requérants et de la date à laquelle la séance a lieu. Le conseil municipal transmet au département le contenu de sa délibération.</p> <p>⁵ Dans tous les cas, si un prévavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit le requérant.</p>	<p>Art. 30 Prévavis de la commune</p> <p>¹ L'étranger doit obtenir, sous forme de prévavis, le consentement de la commune qu'il a choisie.</p> <p>² Pour l'étranger de moins de 25 ans, le consentement est délivré par le conseil administratif ou le maire et communiqué au département.</p> <p>³ Pour l'étranger de plus de 25 ans, le consentement est donné par le conseil municipal ou, sur délégation, par le conseil administratif ou le maire, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre x, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984.</p> <p>⁴ Le cas échéant, la délibération du conseil municipal a lieu à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil, chaque membre du Conseil municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de sa délibération.</p> <p>⁵ Dans tous les cas, si un prévavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit la personne requérante.</p>	<p>Art. 30 Prévavis de la commune</p> <p>¹ L'étranger doit obtenir, sous forme de prévavis, le consentement de la commune qu'il a choisie.</p> <p>² Pour l'étranger de moins de 25 ans, le consentement est délivré par le conseil administratif ou le maire et communiqué au département.</p> <p>³ Pour l'étranger de plus de 25 ans, le consentement est donné par le conseil municipal ou, sur délégation, par le conseil administratif ou le maire, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre x, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984.</p> <p>⁴ Le cas échéant, la délibération du conseil municipal a lieu à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil, chaque conseiller municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de sa délibération.</p> <p>⁵ Dans tous les cas, si un prévavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit la personne requérante.</p>	<p>Art. 30 Prévavis de la commune</p> <p>¹ La personne étrangère doit obtenir, sous forme de prévavis, le consentement de la commune qu'il a choisie.</p> <p>² Pour la personne étrangère de moins de 25 ans, le consentement est délivré par le conseil administratif ou le maire et communiqué au département.</p> <p>³ Pour la personne étrangère de plus de 25 ans, le consentement est donné par le conseil municipal ou, sur délégation, par le conseil administratif ou le maire, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre x, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984.</p> <p>⁴ Le cas échéant, le conseil municipal se prononce à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil, chaque membre du Conseil municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de sa délibération.</p> <p>⁵ Dans tous les cas, si un prévavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit la personne requérante.</p>
<p>Art. 31 Durée de la procédure</p> <p>¹ La durée totale de la procédure de naturalisation ordinaire, depuis le dépôt de la demande jusqu'au moment de la décision communale ne doit en principe pas dépasser 12 mois.</p> <p>² Lorsque les circonstances l'exigent, la durée totale de la procédure peut dépasser celle fixée à l'alinéa 1. Elle ne doit toutefois pas excéder 24 mois.</p> <p>³ Dans des cas particuliers, la procédure de naturalisation ordinaire peut être suspendue. La durée de suspension ne peut toutefois pas dépasser 36 mois.</p>	<p>Art. 31 Durée de la procédure</p> <p>¹ La durée totale de la procédure de naturalisation ordinaire, depuis le dépôt de la demande jusqu'au moment de la décision communale ne doit en principe pas dépasser 12 mois.</p> <p>² Lorsque les circonstances l'exigent, la durée totale de la procédure peut dépasser celle fixée à l'alinéa 1. Elle ne doit toutefois pas excéder 24 mois.</p> <p>³ Dans des cas particuliers, le département peut suspendre la procédure de naturalisation ordinaire. La durée de suspension ne peut toutefois pas dépasser 36 mois.</p> <p>⁴ Le département classe la procédure de naturalisation ordinaire si la suspension a duré plus de 36 mois.</p> <p>⁵ Le règlement détermine les situations visées aux alinéas 2 et 3 et précise la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.</p>	<p>Durée de la procédure</p> <p>¹ La durée totale de la procédure de naturalisation ordinaire, depuis le dépôt de la demande jusqu'au moment de la décision communale ne doit en principe pas dépasser 12 mois.</p> <p>² Lorsque les circonstances l'exigent, la durée totale de la procédure peut dépasser celle fixée à l'alinéa 1. Elle ne doit toutefois pas excéder 24 mois.</p> <p>³ Dans des cas particuliers, le département peut suspendre la procédure de naturalisation ordinaire. La durée de suspension ne peut toutefois pas dépasser 36 mois.</p> <p>⁴ Le département classe la procédure de naturalisation ordinaire si la suspension a duré plus de 36 mois.</p> <p>⁵ Le règlement détermine les situations visées aux alinéas 2 et 3 et précise la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.</p>	<p>Durée de la procédure</p> <p>¹ La durée totale de la procédure de naturalisation ordinaire, depuis le dépôt de la demande jusqu'au moment de la décision communale ne doit en principe pas dépasser 12 mois.</p> <p>² Lorsque les circonstances l'exigent, la durée totale de la procédure peut dépasser celle fixée à l'alinéa 1. Elle ne doit toutefois pas excéder 24 mois.</p> <p>³ Dans des cas particuliers, le département peut suspendre la procédure de naturalisation ordinaire. La durée de suspension ne peut toutefois pas dépasser 36 mois.</p> <p>⁴ Le département classe la procédure de naturalisation ordinaire si la suspension a duré plus de 36 mois.</p> <p>⁵ Le règlement détermine les situations visées aux alinéas 2 et 3 et précise la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.</p>

Commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil

Art. 32 Arrêté du Conseil d'Etat en matière de naturalisation ordinaire 1 Dans tous les cas, le Conseil d'Etat examine le préavis de la commune. Il statue par arrêté, lequel est transmis au Grand Conseil. L'arrêté de naturalisation initial est motivé et rendu public. Le cas échéant, s'il ne suit pas le préavis négatif de la commune. 2 L'arrêté du Conseil d'Etat doit intervenir, au plus tard, dans le délai d'un an à compter de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. En cas de dépassement du délai, l'autorisation fédérale échoit et une nouvelle autorisation fédérale doit être demandée conformément à l'alinéa 1. Il est tenu compte, le cas échéant, des faits survenus après le prononcé de l'arrêté initial. 3 Le Conseil d'Etat rend un arrêté négatif de naturalisation dans les cas suivants : a) sur proposition du département, après que celui-ci a procédé à l'examen des conditions formelles et matérielles de la naturalisation ordinaire au sens des articles 17 à 26; b) suite au préavis communal, lorsqu'il estime que celui-ci est justifié; c) lorsqu'après l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département découvre des faits nouveaux ou qui n'étaient pas connus de la commune au moment de l'instruction de la demande de naturalisation, qui ne permettent plus de considérer comme remplies les conditions figurant aux articles 17 à 26.	Art. 32 Arrêté du Conseil d'Etat en matière de naturalisation ordinaire 1 Dans tous les cas, le Conseil d'Etat examine le préavis de la commune. Il statue par arrêté, lequel est transmis au Grand Conseil. L'arrêté de naturalisation initial est motivé et rendu public. Le cas échéant, s'il ne suit pas le préavis négatif de la commune. 2 L'arrêté du Conseil d'Etat doit intervenir, au plus tard, dans le délai d'un an à compter de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. En cas de dépassement du délai, l'autorisation fédérale échoit et une nouvelle autorisation fédérale doit être demandée pour que le Conseil d'Etat puisse rendre un nouvel arrêté conformément à l'alinéa 1. Il est tenu compte, le cas échéant, des faits survenus après le prononcé de l'arrêté initial. 3 Le Conseil d'Etat rend un arrêté négatif de naturalisation dans les cas suivants : a) sur proposition du département, après que celui-ci a procédé à l'examen des conditions formelles et matérielles de la naturalisation ordinaire au sens des articles 17 à 26; b) suite au préavis négatif de la commune, lorsqu'il estime que celui-ci est justifié; c) lorsqu'après l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département découvre des faits nouveaux ou qui n'étaient pas connus de la commune au moment de l'instruction de la demande de naturalisation, qui ne permettent plus de considérer comme remplies les conditions figurant aux articles 17 à 26.	Art. 32 Arrêté du Conseil d'Etat en matière de naturalisation ordinaire 1 Dans tous les cas, le Conseil d'Etat examine le préavis de la commune. Il statue par arrêté, lequel est transmis au Grand Conseil. L'arrêté de naturalisation initial est motivé et rendu public. Le cas échéant, s'il ne suit pas le préavis négatif de la commune. 2 L'arrêté du Conseil d'Etat doit intervenir, au plus tard, dans le délai d'un an à compter de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. En cas de dépassement du délai, l'autorisation fédérale échoit et une nouvelle autorisation fédérale doit être demandée pour que le Conseil d'Etat puisse rendre un nouvel arrêté conformément à l'alinéa 1. Il est tenu compte, le cas échéant, des faits survenus après le prononcé de l'arrêté initial. 3 Le Conseil d'Etat rend un arrêté négatif de naturalisation dans les cas suivants : a) sur proposition du département, après que celui-ci a procédé à l'examen des conditions formelles et matérielles de la naturalisation ordinaire au sens des articles 17 à 26; b) suite au préavis négatif de la commune, lorsqu'il estime que celui-ci est justifié; c) lorsqu'après l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département découvre des faits nouveaux ou qui n'étaient pas connus de la commune au moment de l'instruction de la demande de naturalisation, qui ne permettent plus de considérer comme remplies les conditions figurant aux articles 17 à 26.	Art. 32 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation 1 A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département transmet au Grand Conseil l'arrêté de naturalisation initial, lequel est transmis au Grand Conseil. 2 Le département assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les 6 mois suivant l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. S'il parvient à sa connaissance que d'autres critères ne sont plus remplis, le département en tient également compte. 3 Si le département constate que les conditions de la naturalisation suisse ne sont plus remplies, il en informe la personne requérante et lui accorde un délai de 30 jours pour exercer son droit d'être entendu. 4 Dès réception de la réponse de la personne requérante ou à l'expiration du délai pour exercer son droit d'être entendu, le département transmet le dossier au Grand Conseil sur la demande de naturalisation.	Art. 33 Arrêté du Conseil d'Etat en matière de naturalisation ordinaire 1 Dans tous les cas, le Conseil d'Etat examine le préavis de la commune. Il statue par arrêté, lequel est transmis également à la commune concernée. Il motive l'arrêté en cas de refus ou s'il ne suit pas le préavis négatif de la commune. 2 L'arrêté du Conseil d'Etat doit intervenir, au plus tard, dans le délai d'un an à compter de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. En cas de dépassement du délai, l'autorisation fédérale échoit et une nouvelle autorisation fédérale doit être demandée pour que le Conseil d'Etat puisse rendre un nouvel arrêté conformément à l'alinéa 1. Il est tenu compte, le cas échéant, des faits survenus après le prononcé de l'arrêté initial. 3 Le Conseil d'Etat rend un arrêté négatif de naturalisation dans les cas suivants :
Art. 33 Recours de la commune La commune dont le préavis n'a pas été suivi par le Conseil d'Etat peut recourir contre l'arrêté rendu par celui-ci.	Art. 33 Recours de la commune La commune dont le préavis n'a pas été suivi par le Conseil d'Etat peut recourir contre l'arrêté rendu par celui-ci.	Art. 33 Recours de la commune La commune dont le préavis n'a pas été suivi par le Conseil d'Etat peut recourir contre l'arrêté rendu par celui-ci.	Art. 33 Recours de la commune La commune dont le préavis n'a pas été suivi par le Conseil d'Etat peut recourir contre l'arrêté rendu par celui-ci.	Art. 33 Recours de la commune La commune dont le préavis n'a pas été suivi par le Conseil d'Etat peut recourir contre l'arrêté rendu par celui-ci.

Commission des droits politiques
et du règlement du Grand Conseil

<p>Art. 34 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation</p> <p>¹ A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau VOSTRA.</p> <p>² Le département s'assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les six mois suivant celui de l'autorisation fédérale de naturalisation. S'il provient d'une autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau VOSTRA.</p> <p>³ Si le département constate que les conditions de la naturalisation suisse ne sont plus remplies, il en informe le requérant et lui accorde un délai de 30 jours pour exercer son droit d'être entendu.</p> <p>⁴ Dès réception de la réponse du requérant ou à l'expiration du délai pour exercer son droit d'être entendu, le département transmet le dossier au Conseil d'Etat afin que celui-ci se prononce sur la demande de naturalisation.</p>	<p>Art. 34 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation</p> <p>al. 3 (nouvelle teneur), et al. 4 (nouvelle teneur)</p> <p>¹ A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau VOSTRA.</p> <p>² Le département s'assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les six mois suivant celui de l'autorisation fédérale de naturalisation. S'il provient d'une autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau VOSTRA.</p> <p>³ Si le département constate que les conditions de la naturalisation suisse ne sont plus remplies, il en informe la personne requérante et lui accorde un délai de 30 jours pour exercer son droit d'être entendue.</p> <p>⁴ Dès réception de la réponse de la personne requérante ou à l'expiration du délai pour exercer son droit d'être entendue, le département transmet le dossier au Conseil d'Etat afin que celui-ci se prononce sur la demande de naturalisation.</p>	<p>Art. 34 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation</p> <p>¹ A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau le casier judiciaire informatisé VOSTRA.</p> <p>² Le département s'assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les six mois suivant celui de l'autorisation fédérale de naturalisation. S'il provient d'une autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau le casier judiciaire informatisé VOSTRA.</p> <p>³ Si le département constate que les conditions de la naturalisation suisse ne sont plus remplies, il en informe la personne requérante et lui accorde un délai de 30 jours pour exercer son droit d'être entendue.</p> <p>⁴ Dès réception de la réponse de la personne requérante ou à l'expiration du délai pour exercer son droit d'être entendue, le département transmet le dossier au Conseil d'Etat afin que celui-ci se prononce sur la demande de naturalisation.</p>	<p>a) sur proposition du département, après que celui-ci a procédé à l'examen des conditions formelles et matérielles de la naturalisation ordinaire au sens des articles 17 à 26;</p> <p>b) suite au préavis négatif de la commune, lorsqu'il estime que celui-ci est justifié;</p> <p>c) lorsqu'il est constaté que le requérant a découvert des faits nouveaux ou qui n'étaient pas connus de l'autorité compétente au moment de l'instruction de la demande de naturalisation, qui ne permettent plus de considérer comme remplies les conditions figurant aux articles 17 à 26.</p>	<p>Art. 34 Recours de la commune</p> <p>La commune dont le préavis n'a pas été suivi par le Conseil d'Etat peut recourir contre l'arrêté rendu par celui-ci.</p>
<p>Art. 35 Recours de particuliers</p> <p>Toute personne partie à la procédure de naturalisation peut recourir contre l'arrêté du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 35 Recours des particuliers</p> <p>Toute personne partie à la procédure de naturalisation peut recourir contre l'arrêté du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 35 Recours des particuliers</p> <p>Toute personne partie à la procédure de naturalisation peut recourir contre l'arrêté du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 35 Recours des particuliers</p> <p>Toute personne partie à la procédure de naturalisation peut recourir contre l'arrêté du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 35 Recours des particuliers</p> <p>Toute personne partie à la procédure de naturalisation peut recourir contre l'arrêté du Conseil d'Etat.</p>
<p>Art. 36 Emoluments de naturalisation ordinaire</p> <p>¹ L'étranger doit verser un emolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.</p> <p>² Cet emolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.</p> <p>³ Le règlement fixe, conformément au principe de la</p>	<p>Art. 36 Emoluments de naturalisation ordinaire</p> <p>al. 1 (nouvelle teneur), al. 3 let. a et b (nouvelle teneur)</p> <p>¹ L'étranger doit verser un emolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement.</p> <p>² Cet emolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.</p> <p>³ Le règlement fixe, conformément au principe de la</p>	<p>Art. 36 Emoluments de naturalisation ordinaire</p> <p>¹ L'étranger doit verser un emolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement.</p> <p>² Cet emolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la</p>	<p>Art. 36 Emoluments de naturalisation ordinaire</p> <p>¹ La personne étrangère doit verser un emolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir au plus les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement.</p> <p>² Cet emolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'administration cantonale, quelle que soit la décision prise au</p>	<p>Art. 36 Emoluments de naturalisation ordinaire</p> <p>¹ La personne étrangère doit verser un emolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir au plus les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement.</p> <p>² Cet emolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'administration cantonale, quelle que soit la décision prise au</p>

Commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil

<p>décision prise au sujet de la requête.</p> <p>1 Le règlement fixe, conformément au principe de la souveraineté des fins, un énoncément spécifique pour chacune des catégories suivantes :</p> <p>a) les personnes requérantes de moins de 25 ans (procédure alléguée);</p> <p>b) les personnes requérantes de plus de 25 ans (procédure individuelle);</p> <p>c) les couples mariés ou en partenariat enregistré (procédure pour couple);</p> <p>d) les enfants compris dans les différents types de procédure.</p>	<p>requête</p> <p>1 Le règlement fixe, conformément au principe de la souveraineté des fins, un énoncément spécifique pour chacune des catégories suivantes :</p> <p>a) les personnes requérantes de moins de 25 ans (procédure alléguée);</p> <p>b) les personnes requérantes de plus de 25 ans (procédure individuelle);</p> <p>c) les couples mariés ou en partenariat enregistré (procédure pour couple);</p> <p>d) les enfants compris dans les différents types de procédure.</p>	<p>Art. 37 Prestation de serment</p> <p>L'étranger majeur et, le cas échéant, son conjoint ou son partenaire enregistré admis à la naturalisation prêtent publiquement, devant le Conseil d'Etat, le serment suivant :</p> <p>« Je jure ou je promets solennellement : d'être fidèle à la République et canton de Genève comme à la Confédération suisse; d'en observer scrupuleusement la constitution et les lois; d'en respecter les traditions; de justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise; de contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »</p>	<p>Art. 37 Prestation de serment</p> <p>La personne étrangère majeure et, le cas échéant, son conjoint ou son partenaire enregistré admis à la naturalisation prêtent publiquement, devant le Conseil d'Etat, le serment suivant :</p> <p>« Je jure ou je promets solennellement : d'être fidèle à la République et canton de Genève comme à la Confédération suisse; d'en observer scrupuleusement la constitution et les lois; d'en respecter les traditions; de justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise; de contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »</p>	<p>Art. 38 Effets</p> <p>1 La naturalisation d'un étranger s'étend aux membres de sa famille qui bénéficient de l'autorisation fédérale d'entrée et qui sont inclus dans l'arrêté du Conseil d'Etat.</p> <p>2 L'enfant qui atteint sa majorité avant la délivrance de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat à ses parents en obtient un à titre personnel. Il est en outre tenu de prêter serment à titre individuel.</p> <p>3 L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet :</p> <p>a) à la date de la prestation de serment pour la demande;</p> <p>b) à la date de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat pour l'étranger mineur ayant un dossier individuel.</p>	<p>Art. 38 Effets</p> <p>1 La naturalisation d'un étranger s'étend aux membres de sa famille qui bénéficient de l'autorisation fédérale d'entrée et qui sont inclus dans l'arrêté du Conseil d'Etat.</p> <p>2 L'enfant qui atteint sa majorité avant la délivrance de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat à ses parents en obtient un à titre personnel. Il est en outre tenu de prêter serment à titre individuel.</p> <p>3 L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet :</p> <p>a) à la date de la prestation de serment pour la demande;</p> <p>b) à la date de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat pour l'étranger mineur ayant un dossier individuel.</p>	<p>Art. 38 Effets</p> <p>1 La naturalisation d'une personne étrangère s'étend aux membres de sa famille qui bénéficient de l'autorisation fédérale et qui sont inclus dans l'arrêté du Conseil d'Etat.</p> <p>2 L'enfant qui atteint sa majorité avant la délivrance de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat à ses parents en obtient un à titre personnel. Il est en outre tenu de prêter serment à titre individuel.</p> <p>3 L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet :</p> <p>a) à la date de la prestation de serment pour la personne étrangère majeure et ses enfants inclus dans la demande;</p> <p>b) à la date de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat pour la personne étrangère mineure ayant un dossier individuel.</p> <p>4 L'arrêté de naturalisation devient caduc lorsque la personne candidate, sans raison valable, ne se présente pas à la cérémonie de prestation de serment, ou lorsque les conditions de la prestation, ou lorsque les conditions de la</p>
--	---	---	---	---	---	--

Commission des droits politiques et du régime du Grand Conseil

Confédérés réintégré dans le droit de cité genevois; b) à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale pour les étrangers réintégré selon la loi fédérale; c) à la date de l'ordonnance d'inscription dans le registre de l'état civil pour les réintégré basés sur l'article 61.	d'admission de l'autorité fédérale pour les étrangers réintégré selon la loi fédérale; e) à la date de l'ordonnance d'inscription dans le registre de l'état civil pour les réintégré basés sur l'article 61.	étrangers réintégré selon la loi fédérale; e) à la date de l'ordonnance d'inscription dans le registre de l'état civil pour les réintégré basés sur l'article 61.	personnes étrangères réintégré selon la loi fédérale; e) à la date de l'ordonnance d'inscription dans le registre de l'état civil pour les réintégré basés sur l'article 61.
Section 4 Bourgeoisie d'honneur	Section 4 Bourgeoisie d'honneur	Section 4 Bourgeoisie d'honneur	Section 4 Bourgeoisie d'honneur
Art. 43 Bourgeoisie d'honneur ¹ Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à une personne qui a rendu au canton de Genève des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites. ² La bourgeoisie d'honneur est personnelle et transmissible; elle n'a pas les effets d'une naturalisation et ne confère pas le droit de cité genevois. ³ L'acquisition de la bourgeoisie d'honneur prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi votée par le Grand Conseil.	Art. 43 Bourgeoisie d'honneur al. 3 (nouvelle teneur) ¹ Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à une personne qui a rendu au canton de Genève des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites. ² La bourgeoisie d'honneur est personnelle et transmissible; elle n'a pas les effets d'une naturalisation et ne confère pas le droit de cité genevois. ³ L'acquisition de la bourgeoisie d'honneur prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi votée par le Grand Conseil.	Art. 43 Bourgeoisie d'honneur ¹ Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à une personne qui a rendu au canton de Genève des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites. ² La bourgeoisie d'honneur est personnelle et transmissible; elle n'a pas les effets d'une naturalisation et ne confère pas le droit de cité genevois. ³ L'acquisition de la bourgeoisie d'honneur prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi votée par le Grand Conseil.	Art. 43 Bourgeoisie d'honneur ¹ Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à une personne qui a rendu au canton de Genève des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites. ² La bourgeoisie d'honneur est personnelle et transmissible; elle n'a pas les effets d'une naturalisation et ne confère pas le droit de cité genevois. ³ L'acquisition de la bourgeoisie d'honneur prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi votée par le Grand Conseil.
Chapitre III Acquisition par décision de l'autorité fédérale	Chapitre III Acquisition par décision de l'autorité fédérale	Chapitre III Acquisition par décision de l'autorité fédérale	Chapitre III Acquisition par décision de l'autorité fédérale
Art. 44 Décision de l'autorité fédérale ¹ L'autorité fédérale statue sur les demandes de naturalisation facilitée et sur les demandes de réintégration dans la nationalité suisse. ² Elle consulte le Canton avant d'approuver la demande. ³ En vue de la détermination de l'autorité fédérale, le département effectue l'enquête visée à l'article 34, alinéa 2, de la loi fédérale. <i>Effet</i> ⁴ L'acquisition de la nationalité suisse et du droit de cité genevois prend effet à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale.	Art. 44 Décision de l'autorité fédérale al. 1 (nouvelle teneur), et al. 4 (nouvelle teneur) ¹ L'autorité fédérale est compétente pour statuer sur les demandes de naturalisation facilitée et sur les demandes de réintégration dans la nationalité suisse, conformément à la loi fédérale. ² Elle consulte le Canton avant d'approuver la demande. ³ En vue de la détermination de l'autorité fédérale, le département effectue l'enquête visée à l'article 34, alinéa 2, de la loi fédérale. ⁴ L'acquisition de la nationalité suisse et du droit de cité genevois prend effet à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale.	Art. 44 Décision de l'autorité fédérale ¹ L'autorité fédérale est compétente pour statuer sur les demandes de naturalisation facilitée et sur les demandes de réintégration dans la nationalité suisse, conformément à la loi fédérale. ² Elle consulte le Canton avant d'approuver la demande. ³ En vue de la détermination de l'autorité fédérale, le département effectue l'enquête visée à l'article 34, alinéa 2, de la loi fédérale. ⁴ L'acquisition de la nationalité suisse et du droit de cité genevois prend effet à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale.	Art. 44 Décision de l'autorité fédérale ¹ L'autorité fédérale est compétente pour statuer sur les demandes de naturalisation facilitée et sur les demandes de réintégration dans la nationalité suisse, conformément à la loi fédérale. ² Elle consulte le Canton avant d'approuver la demande. ³ En vue de la détermination de l'autorité fédérale, le département effectue l'enquête visée à l'article 34, alinéa 2, de la loi fédérale. ⁴ L'acquisition de la nationalité suisse et du droit de cité genevois prend effet à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale.
Titre III Perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse Chapitre I Perte par le seul effet de la loi	Titre III Perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse Chapitre I Perte par le seul effet de la loi	Titre III Perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse Chapitre I Perte par le seul effet de la loi	Titre III Perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse Chapitre I Perte par le seul effet de la loi
Art. 45 Par acquisition d'un nouveau droit de cité Le Genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le	Art. 45 Par acquisition d'un nouveau droit de cité al. 1 (nouvelle teneur) Le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'il n'ait signé une	Art. 45 Par acquisition d'un nouveau droit de cité Le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'il n'ait signé une	Art. 45 Par acquisition d'un nouveau droit de cité Le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'il n'ait signé une

Commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil

proposé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.	autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.	déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.	une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.
Art. 46 Par reconnaissance de l'enfant trouvé Lorsque la filiation est reconnue ultérieurement, l'enfant trouvé perd le droit de cité acquis conformément à l'article 10, s'il est encore mineur et ne devient pas apatride. Le Conseil d'Etat constate cette perte par arrêté.	Art. 46 Par reconnaissance de l'enfant trouvé Lorsque la filiation est reconnue ultérieurement, l'enfant trouvé perd le droit de cité acquis conformément à l'article 10, s'il est encore mineur et ne devient pas apatride. Le Conseil d'Etat constate cette perte par arrêté.	Art. 46 Par reconnaissance de l'enfant trouvé Lorsque la filiation est reconnue ultérieurement, l'enfant trouvé perd le droit de cité acquis conformément à l'article 10, s'il est encore mineur et ne devient pas apatride. Le Conseil d'Etat constate cette perte par arrêté.	Art. 46 Par reconnaissance de l'enfant trouvé Lorsque la filiation est reconnue ultérieurement, l'enfant trouvé perd le droit de cité acquis conformément à l'article 10, s'il est encore mineur et ne devient pas apatride. Le Conseil d'Etat constate cette perte par arrêté.
Chapitre II Perte par décision de l'autorité Section 1 Renonciation	Chapitre II Perte par décision de l'autorité Section 1 Renonciation	Chapitre II Perte par décision de l'autorité Section 1 Renonciation	Chapitre II Perte par décision de l'autorité Section 1 Renonciation
Art. 47 Conditions 1 Tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois : a) s'il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre canton; b) s'il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée. 2 Les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de l'autorité parentale du requérant sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois, s'ils remplissent les conditions sous réserve du droit fédéral. L'assentiment de l'autre parent est nécessaire si le requérant ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Le requérant, lorsque le parent qui détient la garde démontre un effort mesurable ou qu'il se désintéresse de l'enfant démentant le cas échéant réserves. 3 Le mineur qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment du détenteur exclusif de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 2.	Art. 47 Conditions 1 Tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois : a) s'il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre canton; b) s'il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée. 2 Les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de l'autorité parentale de la personne requérante sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois s'ils remplissent les conditions énumérées à l'alinéa 1, sous réserve du droit fédéral. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. 3 Le mineur qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment du détenteur exclusif de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 2.	Art. 47 Conditions 1 Tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois : a) s'il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre canton; b) s'il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée. 2 Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois s'ils remplissent les conditions énumérées à l'alinéa 1, sous réserve du droit fédéral. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. 3 Le mineur qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment du détenteur exclusif de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 2.	Art. 47 Conditions 1 Tout citoyen et tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois : a) si elle ou il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre canton; b) si elle ou il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée. 2 Toute citoyenne et tout citoyen genevois qui demande à être libéré de son droit de cité genevois dans les conditions mentionnées à l'alinéa 1, lettre b peut la nationalité suisse, pour autant qu'il ou elle ne possède pas le droit de cité d'un autre canton. Personnes mineures 3 Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois s'ils remplissent les conditions énumérées à l'alinéa 1, sous réserve du droit fédéral. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. 4 La personne mineure qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 3.
Art. 48 Procédure 1 La demande de libération des liens du droit de cité genevois est adressée au département; ce dernier en donne connaissance à la commune d'origine du demandeur. 2 Après avoir fait procéder à une enquête, le département communique son préavis au Conseil	Art. 48 Procédure 1 La demande de libération des liens du droit de cité genevois est adressée au département; ce dernier en donne connaissance à la commune d'origine du demandeur. 2 Après avoir fait procéder à une enquête, le département communique son préavis au Conseil	Art. 48 Procédure 1 La demande de libération des liens du droit de cité genevois est adressée au département; ce dernier en donne connaissance à la commune d'origine du demandeur. 2 Après avoir fait procéder à une enquête, le département communique son préavis au Conseil	Art. 48 Procédure 1 La demande de libération des liens du droit de cité genevois est adressée au département; ce dernier en donne connaissance à la commune d'origine du demandeur. 2 Après avoir fait procéder à une enquête, le département communique son préavis au Conseil

Commission des droits politiques
et du règlement du Grand Conseil

<p>d'Etat</p> <p>³ Si le Conseil d'Etat estime que la demande peut être acceptée, il établit un acte de libération des liens du droit de cité genevois mentionnant toutes les personnes comprises dans sa décision.</p> <p>⁴ Le Conseil d'Etat notifie sa décision :</p> <p>a) à l'intéressé, si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a;</p> <p>b) à l'autorité fédérale si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre b.</p> <p>Enlèvement</p> <p>⁵ Un enlèvement est perçu pour la libération.</p>	<p>Après avoir fait procéder à une enquête, le département communal qui se prévaut au Conseil d'Etat</p> <p>Si le Conseil d'Etat estime que la demande peut être acceptée, il établit un acte de libération des liens du droit de cité genevois mentionnant toutes les personnes comprises dans sa décision.</p> <p>Le Conseil d'Etat notifie sa décision :</p> <p>a) à l'intéressé, si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a;</p> <p>b) à l'autorité fédérale si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre b.</p> <p>Enlèvement</p> <p>⁵ Un enlèvement est perçu pour la libération.</p>	<p>Conseil d'Etat</p> <p>Si le Conseil d'Etat estime que la demande peut être acceptée, il établit un acte de libération des liens du droit de cité genevois mentionnant toutes les personnes comprises dans sa décision.</p> <p>Le Conseil d'Etat notifie sa décision :</p> <p>a) à l'intéressé, si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a;</p> <p>b) à l'autorité fédérale si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre b.</p> <p>Enlèvement</p> <p>⁵ Un enlèvement est perçu pour la libération.</p>	<p>d'Etat</p> <p>³ Si le Conseil d'Etat estime que la demande peut être acceptée, il établit un acte de libération des liens du droit de cité genevois mentionnant toutes les personnes comprises dans sa décision.</p> <p>⁴ Le Conseil d'Etat notifie sa décision :</p> <p>a) à la personne intéressée, si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a;</p> <p>b) à l'autorité fédérale si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre b.</p> <p>Enlèvement</p> <p>⁵ Un enlèvement est perçu pour la libération.</p>
<p>Section 2 Annulation par décision de l'autorité cantonale</p>	<p>Section 2 Annulation par décision de l'autorité cantonale</p>	<p>Section 2 Annulation par décision de l'autorité cantonale</p>	<p>Section 2 Annulation par décision de l'autorité cantonale</p>
<p>Art. 49 Annulation par décision du Conseil d'Etat</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat peut annuler le droit de cité genevois ou la réintégration dans le droit de cité genevois obtenu par des déclarations mensongères ou par la dissimulation de faits essentiels.</p> <p>² La naturalisation ou la réintégration peut être annulée dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois ou la réintégration.</p> <p>³ Le Conseil d'Etat peut annuler la naturalisation ou la réintégration dans un délai de 2 ans après qu'il a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois ou la réintégration.</p> <p>⁴ Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.</p>	<p>Art. 49 Annulation par décision du Conseil d'Etat</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat peut annuler le droit de cité genevois ou la réintégration dans le droit de cité genevois obtenu par des déclarations mensongères ou par la dissimulation de faits essentiels.</p> <p>² Le Conseil d'Etat peut annuler la naturalisation ou la réintégration dans un délai de 2 ans après qu'il a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois ou la réintégration.</p> <p>³ Le Conseil d'Etat peut annuler la naturalisation ou la réintégration dans un délai de 2 ans après qu'il a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois ou la réintégration.</p> <p>⁴ Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.</p>	<p>Art. 49 Annulation par décision du Conseil d'Etat</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat peut annuler le droit de cité genevois ou la réintégration dans le droit de cité genevois obtenu par des déclarations mensongères ou par la dissimulation de faits essentiels.</p> <p>² Le Conseil d'Etat peut annuler la naturalisation ou la réintégration dans un délai de 2 ans après qu'il a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois ou la réintégration.</p> <p>³ Le Conseil d'Etat peut annuler la naturalisation ou la réintégration dans un délai de 2 ans après qu'il a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois ou la réintégration.</p> <p>⁴ Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.</p>	<p>Art. 49 Annulation par décision du Conseil d'Etat</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat peut annuler le droit de cité genevois ou la réintégration dans le droit de cité genevois obtenu par des déclarations mensongères ou par la dissimulation de faits essentiels.</p> <p>² Le Conseil d'Etat peut annuler la naturalisation ou la réintégration dans un délai de 2 ans après qu'il a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois ou la réintégration.</p> <p>³ Le Conseil d'Etat peut annuler la naturalisation ou la réintégration dans un délai de 2 ans après qu'il a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois ou la réintégration.</p> <p>⁴ Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.</p>
<p>Art. 50 Procédure al. 3 (nouvelle teneur)</p> <p>¹ Le citoyen genevois qui fait l'objet d'une procédure d'annulation du droit de cité genevois doit en être informé, par écrit, par le département et être invité à exercer son droit d'être entendu. Les membres de la famille ayant des intérêts concernés par cette procédure sont avisés individuellement.</p> <p>² Si le lieu de résidence de l'intéressé est inconnu, l'avis est publié dans la Feuille d'avis officielle.</p> <p>Personnes comprises dans l'annulation du droit de cité genevois</p> <p>³ L'annulation fait perdre le droit de cité genevois aux membres de la famille qui l'ont acquis en vertu de la décision annulée. Fort exception les enfants qui deviendraient apatrides ensuite de l'annulation ou ceux qui, au moment où la décision d'annulation est prise, ont atteint l'âge de l'âge de majorité et remplissent les conditions prévues aux articles 17 à 26.</p>	<p>Art. 50 Procédure al. 3 (nouvelle teneur)</p> <p>¹ Le citoyen genevois qui fait l'objet d'une procédure d'annulation du droit de cité genevois doit en être informé, par écrit, par le département et être invité à exercer son droit d'être entendu. Les membres de la famille ayant des intérêts concernés par cette procédure sont avisés individuellement.</p> <p>² Si le lieu de résidence de l'intéressé est inconnu, l'avis est publié dans la Feuille d'avis officielle.</p> <p>Personnes comprises dans l'annulation du droit de cité genevois</p> <p>³ L'annulation fait perdre le droit de cité genevois aux membres de la famille qui l'ont acquis en vertu de la décision annulée. Fort exception les enfants qui deviendraient apatrides ensuite de l'annulation ou ceux qui, au moment où la décision d'annulation est prise, ont atteint l'âge de l'âge de majorité et remplissent les conditions prévues aux articles 17 à 26.</p>	<p>Art. 50 Procédure</p> <p>¹ Le citoyen genevois qui fait l'objet d'une procédure d'annulation du droit de cité genevois doit en être informé, par écrit, par le département et être invité à exercer son droit d'être entendu. Les membres de la famille ayant des intérêts concernés par cette procédure sont avisés individuellement.</p> <p>² Si le lieu de résidence de l'intéressé est inconnu, l'avis est publié dans la Feuille d'avis officielle.</p> <p>Personnes comprises dans l'annulation du droit de cité genevois</p> <p>³ L'annulation fait perdre le droit de cité genevois aux membres de la famille qui l'ont acquis en vertu de la décision annulée. Fort exception les enfants qui deviendraient apatrides ensuite de l'annulation ou ceux qui, au moment où la décision d'annulation est prise, ont atteint l'âge de l'âge de majorité et remplissent les conditions prévues aux articles 17 à 26.</p>	<p>Art. 50 Procédure</p> <p>¹ Le citoyen genevois qui fait l'objet d'une procédure d'annulation du droit de cité genevois doit en être informé, par écrit, par le département et être invité à exercer son droit d'être entendu. Les membres de la famille ayant des intérêts concernés par cette procédure sont avisés individuellement.</p> <p>² Si le lieu de résidence de l'intéressé est inconnu, l'avis est publié dans la Feuille d'avis officielle.</p> <p>Personnes comprises dans l'annulation du droit de cité genevois</p> <p>³ L'annulation fait perdre le droit de cité genevois aux membres de la famille qui l'ont acquis en vertu de la décision annulée. Fort exception les enfants qui deviendraient apatrides ensuite de l'annulation ou ceux qui, au moment où la décision d'annulation est prise, ont atteint l'âge de l'âge de majorité et remplissent les conditions prévues aux articles 17 à 26.</p>

Commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil

<p>⁴ Le Conseil d'Etat fait publier dans la Feuille d'avis officielle le nom des personnes dont le droit de cité genevois, respectivement la nationalité suisse, a été annulé.</p>	<p>Publication</p> <p>Le Conseil d'Etat fait publier dans la Feuille d'avis officielle le nom des personnes dont le droit de cité genevois, respectivement la nationalité suisse, a été annulé.</p>	<p>Âge de 16 ans et remplissent les conditions prévues aux articles 17 à 26.</p>	<p>16 ans et remplissent les conditions prévues aux articles 17 à 26.</p> <p>Publication</p> <p>Le Conseil d'Etat fait publier dans la Feuille d'avis officielle le nom des personnes dont le droit de cité genevois, respectivement la nationalité suisse, a été annulé.</p>
<p>Section 3 Annulation et retrait par décision de l'autorité fédérale</p>	<p>Section 3 Annulation et retrait par décision de l'autorité fédérale</p>	<p>Section 3 Annulation et retrait par décision de l'autorité fédérale</p>	<p>Section 3 Annulation et retrait par décision de l'autorité fédérale</p>
<p>Art. 51 Annulation</p> <p>La naturalisation ou la réintégration accordée en application de la loi fédérale peut être annulée par l'autorité fédérale dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat a eu connaissance de l'acte de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'annulation signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.</p>	<p>Art. 51 Annulation</p> <p>La naturalisation ou la réintégration accordée en application de la loi fédérale peut être annulée par l'autorité fédérale dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat a eu connaissance de l'acte de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'annulation signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.</p>	<p>Art. 51 Annulation</p> <p>La naturalisation ou la réintégration accordée en application de la loi fédérale peut être annulée par l'autorité fédérale dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat a eu connaissance de l'acte de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'annulation signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.</p>	<p>Art. 51 Annulation</p> <p>La naturalisation ou la réintégration accordée en application de la loi fédérale peut être annulée par l'autorité fédérale dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat a eu connaissance de l'acte de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'annulation signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.</p>
<p>Art. 52 Retrait</p> <p>L'autorité fédérale peut en tout temps, avec l'assentiment du Conseil d'Etat, retirer la nationalité suisse et le droit de cité genevois à un double national, si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse.</p>	<p>Art. 52 Retrait</p> <p>L'autorité fédérale peut en tout temps, avec l'assentiment du Conseil d'Etat, retirer la nationalité suisse et le droit de cité genevois à un double national, si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse.</p>	<p>Art. 52 Retrait</p> <p>L'autorité fédérale peut en tout temps, avec l'assentiment du Conseil d'Etat, retirer la nationalité suisse et le droit de cité genevois à un double national, si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse.</p>	<p>Art. 52 Retrait</p> <p>L'autorité fédérale peut en tout temps, avec l'assentiment du Conseil d'Etat, retirer la nationalité suisse et le droit de cité genevois à une personne double nationale, si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse.</p> <p>2 Lorsque l'intérêt de l'enfant mineur de la personne concernée s'y oppose, le Conseil d'Etat ne donne pas son consentement.</p>
<p>Section 4 Effets de la perte du droit de cité genevois</p>	<p>Section 4 Effets de la perte du droit de cité genevois</p>	<p>Section 4 Effets de la perte du droit de cité genevois</p>	<p>Section 4 Effets de la perte du droit de cité genevois</p>
<p>Art. 53 Effets</p> <p>La perte du droit de cité genevois prend effet :</p> <p>a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour le Confédéré libéré des liens du droit de cité genevois;</p> <p>b) à la date de la notification ou, à défaut, de la publication dans la Feuille fédérale par l'autorité fédérale, pour l'étranger libéré des liens du droit de cité genevois;</p> <p>c) à la date de l'entrée en force de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour le Confédéré ou l'étranger dont le droit de cité genevois a été annulé en vertu de l'article 49;</p> <p>d) à la date de l'entrée en force de la décision de l'autorité fédérale, pour l'étranger dont le droit de cité genevois a été retiré ou annulé en vertu des</p>	<p>Art. 53 Effets</p> <p>La perte du droit de cité genevois prend effet :</p> <p>a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour le Confédéré libéré des liens du droit de cité genevois;</p> <p>b) à la date de la notification ou, à défaut, de la publication dans la Feuille fédérale par l'autorité fédérale, pour l'étranger libéré des liens du droit de cité genevois;</p> <p>c) à la date de l'entrée en force de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour le Confédéré ou l'étranger dont le droit de cité genevois a été annulé en vertu de l'article 49;</p> <p>d) à la date de l'entrée en force de la décision de l'autorité fédérale, pour l'étranger dont le droit de cité genevois a été retiré ou annulé en vertu des</p>	<p>Art. 53 Effets</p> <p>La perte du droit de cité genevois prend effet :</p> <p>a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour le Confédéré libéré des liens du droit de cité genevois;</p> <p>b) à la date de la notification ou, à défaut, de la publication dans la Feuille fédérale par l'autorité fédérale, pour l'étranger libéré des liens du droit de cité genevois;</p> <p>c) à la date de l'entrée en force de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour la personne confédérée ou étrangère dont le droit de cité genevois a été annulé en vertu de l'article 49;</p> <p>d) à la date de l'entrée en force de la décision de l'autorité fédérale, pour l'étranger dont le droit de cité genevois a été retiré ou annulé en vertu des articles 51 ou 52.</p>	<p>Art. 53 Effets</p> <p>La perte du droit de cité genevois prend effet :</p> <p>a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour la personne confédérée libérée des liens du droit de cité genevois;</p> <p>b) à la date de la notification ou, à défaut, de la publication dans la Feuille fédérale par l'autorité fédérale, pour la personne étrangère libérée des liens du droit de cité genevois;</p> <p>c) à la date de l'entrée en force de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour la personne confédérée ou étrangère dont le droit de cité genevois a été annulé en vertu de l'article 49;</p> <p>d) à la date de l'entrée en force de la décision de l'autorité fédérale, pour la personne étrangère dont le droit de cité genevois a été retiré ou annulé en vertu des articles 51 ou 52.</p>

Commission des droits politiques
et du règlement du Grand Conseil

des articles 51 ou 52.		articles 51 ou 52.	Titre IV Acquisition et perte du droit de cité communal Chapitre 1 Acquisition d'un nouveau droit de cité communal	Titre IV Acquisition et perte du droit de cité communal Chapitre 1 Acquisition d'un nouveau droit de cité communal	Titre IV Acquisition et perte du droit de cité communal Chapitre 1 Acquisition d'un nouveau droit de cité communal
Commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil	Titre IV Acquisition et perte du droit de cité communal Chapitre 1 Acquisition d'un nouveau droit de cité communal	articles 51 ou 52.	Art. 54 Conditions Le citoyen genevois peut demander d'acquies : a) le droit de cité de sa commune de domicile s'il y a résidé d'une manière effective pendant 2 ans dont les 12 mois qui précèdent sa requête; b) le droit de cité de son conjoint ou de son partenaire enregistré lorsqu'il était célibataire.	Art. 54 Conditions Le citoyen genevois peut demander d'acquies : a) le droit de cité de sa commune de domicile s'il y a résidé d'une manière effective pendant 2 ans, dont les 12 mois qui précèdent sa requête; b) le droit de cité de son conjoint ou de son partenaire enregistré lorsqu'il était célibataire.	Art. 54 Conditions La citoyenne ou le citoyen genevois peut demander d'acquies : a) le droit de cité de sa commune de domicile s'il y a résidé d'une manière effective pendant 2 ans dont les 12 mois qui précèdent sa requête; b) le droit de cité de son conjoint ou de son partenaire enregistré lorsqu'il était célibataire.
	Art. 55 Conjoint, partenaire enregistré et enfants 1 Lorsque la requête émane d'un citoyen marié ou lié par un partenariat enregistré, celle-ci n'inclut le conjoint ou le partenaire enregistré que si ce dernier y consent par écrit. 2 Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Causal doit y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est en outre nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. 3 Le mineur genevois qui présente une demande de droit de cité communal à titre individuel doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.	Art. 55 Conjoint, partenaire enregistré et enfants al. 1 (nouvelle teneur) 1 Lorsque la requête émane d'un citoyen marié ou lié par un partenariat enregistré, elle n'inclut le conjoint ou le partenaire enregistré que si ce dernier y consent par écrit. 2 Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Causal doit y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est en outre nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. 3 Le mineur genevois qui présente une demande de droit de cité communal à titre individuel doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.	Art. 55 Conjoint, partenaire enregistré et enfants 1 Lorsque la requête émane d'un citoyen marié ou lié par un partenariat enregistré, elle n'inclut le conjoint ou le partenaire enregistré que si ce dernier y consent par écrit. 2 Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Causal doit y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est en outre nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. 3 Le mineur genevois qui présente une demande de droit de cité communal à titre individuel doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.	Art. 55 La conjointe ou le conjoint, la ou le partenaire enregistré et les enfants 1 Lorsque la requête émane d'une personne mariée ou liée par un partenariat enregistré, elle n'inclut la conjointe ou le conjoint ou la ou le partenaire enregistré que si cette dernière ou ce dernier y consent par écrit. 2 Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Causal doit y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est en outre nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. 3 La personne mineure genevoise qui présente une demande de droit de cité doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.	Art. 55 La conjointe ou le conjoint, la ou le partenaire enregistré et les enfants 1 Lorsque la requête émane d'une personne mariée ou liée par un partenariat enregistré, elle n'inclut la conjointe ou le conjoint ou la ou le partenaire enregistré que si cette dernière ou ce dernier y consent par écrit. 2 Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Causal doit y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est en outre nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. 3 La personne mineure genevoise qui présente une demande de droit de cité doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.
	Art. 56 Procédure Le requérant présente sa requête auprès du conseil administratif ou du maire de la commune concernée.	Art. 56 Procédure (nouvelle teneur) La personne requérante présente sa requête auprès du Conseil administratif ou du maire de la commune concernée.	Art. 56 Procédure La personne requérante présente sa requête auprès du Conseil administratif ou du maire de la commune concernée.	Art. 56 Procédure La personne requérante présente sa requête auprès du Conseil administratif ou du maire de la commune concernée.	Art. 56 Procédure La personne requérante présente sa requête auprès du Conseil administratif ou de la ou du maire de la commune concernée.
Commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil	Art. 57 Octroi du droit de cité communal Le conseil administratif ou le maire examine si le requérant remplit les conditions prévues à l'article 54 et décide de l'octroi au requérant du droit de cité communal.	Art. 57 Octroi du droit de cité communal Le conseil administratif ou le maire examine si la personne requérante remplit les conditions prévues à l'article 54 et décide de l'octroi du droit de cité communal.	Art. 57 Octroi du droit de cité communal Le conseil administratif ou le maire examine si la personne requérante remplit les conditions prévues à l'article 54 et décide de l'octroi du droit de cité communal.	Art. 57 Octroi du droit de cité communal Le conseil administratif ou le maire examine si la personne requérante remplit les conditions prévues à l'article 54 et décide de l'octroi du droit de cité communal.	Art. 57 Octroi du droit de cité communal Le conseil administratif ou le maire examine si la personne requérante remplit les conditions prévues à l'article 54 et décide de l'octroi du droit de cité communal.
	Art. 58 Emolument 1 Un emolument n'excédant pas 100 F peut être perçu.	Art. 58 Emolument 1 Un emolument n'excédant pas 100 F peut être perçu.	Art. 58 Emolument 1 Un emolument n'excédant pas 100 F peut être perçu.	Art. 58 Emolument 1 Un emolument n'excédant pas 100 F peut être perçu.	Art. 58 Emolument 1 Un emolument n'excédant pas 100 F peut être perçu.

Commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil

<p>¹ Toutefois, aucun émoulement ne peut être exigé du citoyen genevois qui a résidé pendant 10 ans au moins dans la commune et y a vécu pendant 10 ans au moins, dont les 5 dernières années de manière ininterrompue.</p>	<p>perçu</p> <p>² Toutefois, aucun émoulement ne peut être exigé du citoyen genevois qui a résidé pendant 10 ans au moins, dont les 5 dernières années de manière ininterrompue.</p>	<p>perçu</p> <p>² Toutefois, aucun émoulement ne peut être exigé du citoyen genevois qui a résidé pendant 10 ans au moins, dont les 5 dernières années de manière ininterrompue.</p>	<p>perçu</p> <p>² Toutefois, aucun émoulement ne peut être exigé du citoyen genevois qui a résidé pendant 10 ans au moins, dont les 5 dernières années de manière ininterrompue.</p>
<p>Art. 59 Communication</p> <p>La décision de l'octroi du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou le maire au service état civil et législations.</p>	<p>Art. 59 Communication</p> <p>La décision de l'octroi du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou le maire au service état civil et législations.</p>	<p>Art. 59 Communication</p> <p>La décision de l'octroi du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou le maire au service état civil et législations.</p>	<p>Art. 59 Communication</p> <p>La décision de l'octroi du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou le maire au service état civil et législations.</p>
<p>Art. 60 Refus</p> <p>Le conseil administratif ou le maire qui refuse le droit de cité communal communique par écrit sa décision à l'intéressé.</p>	<p>Art. 60 Refus</p> <p>Le Conseil administratif ou le maire qui refuse le droit de cité communal communique par écrit sa décision à l'intéressé.</p>	<p>Art. 60 Refus</p> <p>Le Conseil administratif ou le maire qui refuse le droit de cité communal communique par écrit sa décision à l'intéressé.</p>	<p>Art. 60 Refus</p> <p>Le Conseil administratif ou le maire qui refuse le droit de cité communal communique par écrit sa décision à l'intéressé.</p>
<p>Art. 61 Rénégation</p> <p>La Genevoise qui a perdu son droit de cité par mariage avec un Genevois originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de célibataire.</p> <p>² Le Genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité.</p>	<p>Art. 61 Rénégation</p> <p>Le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par mariage avec une Genevoise originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de célibataire.</p> <p>² Le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité.</p>	<p>Art. 61 Rénégation</p> <p>Le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par mariage avec une Genevoise originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de célibataire.</p> <p>² Le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité.</p>	<p>Art. 61 Rénégation</p> <p>Le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par mariage avec une Genevoise originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de célibataire.</p> <p>² Le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité.</p>
<p>Chapitre II Perte du droit de cité communal</p>	<p>Chapitre II Perte du droit de cité communal</p>	<p>Chapitre II Perte du droit de cité communal</p>	<p>Chapitre II Perte du droit de cité communal</p>
<p>Art. 62 Par le seul effet de la loi</p> <p>Le Genevois qui a perdu le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité communal, en application de l'article 54, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renoncement avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.</p>	<p>Art. 62 Par le seul effet de la loi</p> <p>Le citoyen genevois qui a perdu le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité communal, en application de l'article 54, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renoncement avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.</p>	<p>Art. 62 Par le seul effet de la loi</p> <p>Le citoyen genevois qui a perdu le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité communal, en application de l'article 54, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renoncement avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.</p>	<p>Art. 62 Par le seul effet de la loi</p> <p>Le citoyen genevois qui a perdu le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité communal, en application de l'article 54, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renoncement avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.</p>
<p>Art. 63 Par décision de l'autorité communale</p> <p>¹ Le citoyen genevois peut, s'il conserve au moins un droit de cité communal, demander au conseil administratif ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, s'il est domicilié en dehors de la commune.</p> <p>² Le conseil administratif ou le maire libère la personne requérante, de même que ses enfants mineurs et son conjoint ou son partenaire enregistré, sous réserve de l'accord formel de celui-ci, de son droit de cité communal.</p> <p>³ Aucune taxe n'est perçue.</p>	<p>Art. 63 Par décision de l'autorité communale</p> <p>¹ Le citoyen genevois peut, s'il conserve au moins un droit de cité communal, demander au conseil administratif ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, s'il est domicilié en dehors de la commune.</p> <p>² Le conseil administratif ou le maire libère la personne requérante, de même que ses enfants mineurs et son conjoint ou son partenaire enregistré, sous réserve de l'accord formel de celui-ci, de son droit de cité communal.</p> <p>³ Aucune taxe n'est perçue.</p>	<p>Art. 63 Par décision de l'autorité communale</p> <p>¹ Le citoyen genevois peut, s'il conserve au moins un droit de cité communal, demander au conseil administratif ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, s'il est domicilié en dehors de la commune.</p> <p>² Le conseil administratif ou le maire libère la personne requérante, de même que ses enfants mineurs et son conjoint ou son partenaire enregistré, sous réserve de l'accord formel de celui-ci, de son droit de cité communal.</p> <p>³ Aucune taxe n'est perçue.</p>	<p>Art. 63 Par décision de l'autorité communale</p> <p>¹ Le citoyen genevois peut, s'il conserve au moins un droit de cité communal, demander au conseil administratif ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, s'il est domicilié en dehors de la commune.</p> <p>² Le conseil administratif ou le maire libère la personne requérante, de même que ses enfants mineurs et son conjoint ou son partenaire enregistré, sous réserve de l'accord formel de celui-ci, de son droit de cité communal.</p> <p>³ Aucune taxe n'est perçue.</p>

Commission des droits politiques
et du règlement du Grand Conseil

<p>Art. 64 Procédure</p> <p>al. 1 (nouvelle teneur) et al. 2 (nouvelle teneur)</p> <p>1 La personne requérante présente sa requête au conseil administratif ou au maire de la commune de laquelle il entend renoncer au droit de cité.</p> <p>2 Le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit produire l'assentiment de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. L'assentiment de l'autre parent n'est pas requis lorsque le parent qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un effort raisonnable ou qu'il se désintéresse de la procédure. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées.</p>	<p>Art. 64 Procédure</p> <p>1 La personne requérante présente sa requête au Conseil administratif ou au maire de la commune de laquelle elle entend renoncer au droit de cité.</p> <p>2 Le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p>	<p>Art. 64 Procédure</p> <p>1 La personne requérante présente sa requête au Conseil administratif ou à la ou au maire de la commune de laquelle elle entend renoncer au droit de cité.</p> <p>2 Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération s'ils remplissent les autres conditions légales. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées.</p> <p>3 La citoyenne ou le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p>	<p>Art. 64 Procédure</p> <p>1 La personne requérante présente sa requête au Conseil administratif ou à la ou au maire de la commune de laquelle elle entend renoncer au droit de cité.</p> <p>2 Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération s'ils remplissent les autres conditions légales. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p> <p>3 La citoyenne ou le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p>
<p>Art. 65 Communication et effets</p> <p>La décision de libération du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou le maire de la commune concernée au service état civil et législations et prend effet à cette date.</p>	<p>Art. 65 Communication et effets</p> <p>La décision de libération du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou le maire de la commune concernée au service état civil et législations et prend effet à cette date.</p>	<p>Art. 65 Communication et effets</p> <p>La décision de libération du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou le maire de la commune concernée au service état civil et législations et prend effet à cette date.</p>	<p>Art. 65 Communication et effets</p> <p>La décision de libération du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou la ou le maire de la commune concernée au service état civil et législations et prend effet à cette date.</p>
<p>Titre V Dispositions finales et transitoires</p>	<p>Titre V Dispositions finales et transitoires</p>	<p>Titre V Dispositions finales et transitoires</p>	<p>Titre V Dispositions finales et transitoires</p>
<p>Art. 66 Règlement d'application</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat est chargé d'édicter le règlement d'application de la présente loi.</p> <p>² Le Conseil d'Etat désigne le département compétent en matière d'acquisition et de perte du droit de cité genevois.</p>	<p>Art. 66 Règlement d'application</p> <p>Le Conseil d'Etat est chargé d'édicter le règlement d'application de la présente loi.</p> <p>Le Conseil d'Etat désigne le département compétent en matière d'acquisition et de perte du droit de cité genevois.</p>	<p>Art. 66 Règlement d'application</p> <p>Le Conseil d'Etat est chargé d'édicter le règlement d'application de la présente loi.</p> <p>Le Conseil d'Etat désigne le département compétent en matière d'acquisition et de perte du droit de cité genevois.</p>	<p>Art. 66 Règlement d'application</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat est chargé d'édicter le règlement d'application de la présente loi.</p> <p>² Le Conseil d'Etat désigne le département compétent en matière d'acquisition et de perte du droit de cité genevois.</p>
<p>Art. 67 Clause abrogatoire</p> <p>La loi sur la nationalité genevoise, du 13 mars 1992, est abrogée.</p>	<p>Art. 67 Clause abrogatoire</p> <p>La loi sur la nationalité genevoise du 13 mars 1992, est abrogée.</p>	<p>Art. 67 Clause abrogatoire</p> <p>La loi sur la nationalité genevoise, du 13 mars 1992, est abrogée.</p>	<p>Art. 67 Clause abrogatoire</p> <p>La loi sur la nationalité genevoise, du 13 mars 1992, est abrogée.</p>
<p>Art. 68 Entrée en vigueur</p> <p>Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>	<p>Art. 68 Entrée en vigueur</p> <p>Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>	<p>Art. 68 Entrée en vigueur</p> <p>Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>	<p>Art. 68 Entrée en vigueur</p> <p>Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
<p>Art. 69 Dispositions transitoires</p> <p>¹ Les articles 50 et 51 de la loi fédérale s'appliquent à toutes les demandes pendantes pour l'octroi de la nationalité suisse.</p> <p>² Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables par analogie pour le droit de cité genevois et le droit de cité communal.</p>	<p>Art. 69 Dispositions transitoires</p> <p>¹ Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables à toutes les demandes d'octroi de la nationalité suisse pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.</p> <p>² Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables par analogie à toutes les demandes relatives au droit de cité genevois et au droit de cité communal.</p>	<p>Art. 69 Dispositions transitoires</p> <p>¹ Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables à toutes les demandes d'octroi de la nationalité suisse pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.</p> <p>² Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables par analogie à toutes les demandes relatives au droit de cité genevois et au droit de</p>	<p>Art. 69 Dispositions transitoires</p> <p>¹ Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables à toutes les demandes d'octroi de la nationalité suisse pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.</p> <p>² Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables par analogie à toutes les demandes relatives au droit de cité genevois et au droit de</p>

Commission des droits politiques
et du règlement du Grand Conseil

	lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.	Art. 70 Dégrogation temporaire aux articles 37 et 38, alinéa 3, lettre a al. 1 (nouveau) et al. 2 (nouveau) 1 En raison de la situation sanitaire et des prescriptions en matière d'hygiène et de distance sociale en vue de contenir et d'atténuer l'épidémie du coronavirus à laquelle la Suisse est confrontée depuis le mois de mars 2020, il peut être dérogé, jusqu'au 30 juin 2021, à la prestation de serment publique, notamment en procédant par écrit à l'engagement solennel prévu à l'article 24. 2 En dérogation à l'article 38, alinéa 3, lettre a, l'acquisition de la nationalité genevoise intervient à la date à laquelle le Conseil d'Etat prend acte de l'engagement écrit.	Art. 70 Dégrogation temporaire aux articles 37 et 38, alinéa 3, lettre a 1 En raison de la situation sanitaire et des prescriptions en matière d'hygiène et de distance sociale en vue de contenir et d'atténuer l'épidémie du coronavirus à laquelle la Suisse est confrontée depuis le mois de mars 2020, il peut être dérogé, jusqu'au 30 juin 2022, à la prestation de serment publique, notamment en procédant par écrit à l'engagement solennel prévu à l'article 24. 2 En dérogation à l'article 38, alinéa 3, lettre a, l'acquisition de la nationalité genevoise intervient à la date à laquelle le Conseil d'Etat prend acte de l'engagement écrit.	Art. 70 Dégrogation temporaire aux articles 37 et 38, alinéa 3, lettre a 1 En raison de la situation sanitaire et des prescriptions en matière d'hygiène et de distance sociale en vue de contenir et d'atténuer l'épidémie du coronavirus à laquelle la Suisse est confrontée depuis le mois de mars 2020, il peut être dérogé, jusqu'au 30 juin 2022, à la prestation de serment publique, notamment en procédant par écrit à l'engagement solennel prévu à l'article 24. 2 En dérogation à l'article 38, alinéa 3, lettre a, l'acquisition de la nationalité genevoise intervient à la date à laquelle le Conseil d'Etat prend acte de l'engagement écrit.	Art. 70 Dégrogation temporaire aux articles 37 et 38, alinéa 3, lettre a 1 En raison de la situation sanitaire et des prescriptions en matière d'hygiène et de distance sociale en vue de contenir et d'atténuer l'épidémie du coronavirus à laquelle la Suisse est confrontée depuis le mois de mars 2020, il peut être dérogé, jusqu'au 30 juin 2022, à la prestation de serment publique, notamment en procédant par écrit à l'engagement solennel prévu à l'article 24. 2 En dérogation à l'article 38, alinéa 3, lettre a, l'acquisition de la nationalité genevoise intervient à la date à laquelle le Conseil d'Etat prend acte de l'engagement écrit.
		Art. 21 Modifications à une autre loi 1 La loi sur l'exercice des professions ou industries permanentes, annulantes et temporaires, du 27 octobre 1925 (12 03), est modifiée comme suit : Art. 20, al. 2 (nouvelle teneur) 2 Une réduction de moitié sur le prix de patente indiqué au tableau ci-dessus est accordée à toutes les personnes de nationalité suisse, ainsi qu'aux personnes étrangères qui justifient, par la production de leur permis de séjour ou d'établissement, être domiciliées dans le canton depuis trois ans au moins lorsqu'elles sollicitent la patente.	Art. 21 Modifications à une autre loi 1 La loi sur l'exercice des professions ou industries permanentes, annulantes et temporaires, du 27 octobre 1925 (12 03), est modifiée comme suit : Art. 20, al. 2 (nouvelle teneur) 2 Une réduction de moitié sur le prix de patente indiqué au tableau ci-dessus est accordée à toutes les personnes de nationalité suisse, ainsi qu'aux étrangers qui justifient, par la production de leur permis de séjour ou d'établissement, être domiciliés dans le canton depuis trois ans au moins lorsqu'ils sollicitent la patente.	Art. 21 Modifications à une autre loi 1 La loi sur l'exercice des professions ou industries permanentes, annulantes et temporaires, du 27 octobre 1925 (12 03), est modifiée comme suit : Art. 20, al. 2 (nouvelle teneur) 2 Une réduction de moitié sur le prix de patente indiqué au tableau ci-dessus est accordée à toutes les personnes de nationalité suisse, ainsi qu'aux personnes étrangères qui justifient, par la production de leur permis de séjour ou d'établissement, être domiciliées dans le canton depuis trois ans au moins lorsqu'elles sollicitent la patente.	Art. 21 Modifications à une autre loi 1 La loi sur l'exercice des professions ou industries permanentes, annulantes et temporaires, du 27 octobre 1925 (12 03), est modifiée comme suit : Art. 20, al. 2 (nouvelle teneur) 2 Une réduction de moitié sur le prix de patente indiqué au tableau ci-dessus est accordée à toutes les personnes de nationalité suisse, ainsi qu'aux personnes étrangères qui justifient, par la production de leur permis de séjour ou d'établissement, être domiciliées dans le canton depuis trois ans au moins lorsqu'elles sollicitent la patente.

Projet de refonte de la loi sur la nationalité genevoise (LNat) du 13 mars 1992 (A 4 05)

Projet initial	Modifications par le CE du PLJ 12305	Texte voté en 2 ^{ème} débat	Reformulation en langage épique du texte voté en 2 ^{ème} débat
Loi sur le droit de cité genevois (LDCC)	Loi sur le droit de cité genevois (LDCC)		
Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève, vu la loi fédérale sur la nationalité suisse, du 20 juin 2014 (ci-après : la loi fédérale); vu l'ordonnance fédérale sur la nationalité suisse, du 17 juin 2016 (ci-après : l'ordonnance fédérale); vu les articles 6 et 210 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, décrète ce qui suit :	Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève, vu la loi fédérale sur la nationalité suisse, du 20 juin 2014 (ci-après : la loi fédérale); vu l'ordonnance fédérale sur la nationalité suisse, du 17 juin 2016 (ci-après : l'ordonnance fédérale); vu les articles 6 et 210 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, décrète ce qui suit :		
Titre 1 Dispositions générales	Titre 1 Dispositions générales	Titre 1 Dispositions générales	Art. 1 Objet 1 La présente loi a pour objet l'application des normes prévues par le droit fédéral relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité suisse, ainsi que les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité cantonal et communal pour, respectivement, les Confédérés et les Genevois. 2 Elle détermine le champ de compétences du canton et des communes.
Art. 1 Objet 1 La présente loi a pour objet l'application des normes prévues par le droit fédéral relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité suisse, ainsi que les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité cantonal et communal pour, respectivement, les Confédérés et les Genevois. 2 Elle détermine le champ de compétences du canton et des communes.	Art. 1 Objet 1 La présente loi a pour objet l'application des normes prévues par le droit fédéral relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité suisse, ainsi que les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité cantonal et communal pour, respectivement, les Confédérés et les Genevois. 2 Elle détermine le champ de compétences du canton et des communes.	Art. 1 Objet 1 La présente loi a pour objet l'application des normes prévues par le droit fédéral relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité suisse, ainsi que les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité cantonal et communal pour, respectivement, les Confédérés et les Genevois. 2 Elle détermine le champ de compétences du canton et des communes.	Art. 1 Objet 1 La présente loi a pour objet l'application des normes prévues par le droit fédéral relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité suisse, ainsi que les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité cantonal et communal pour, respectivement, les personnes confédérées et les citoyens ou citoyens genevois.
Titre 2 Définitions Art. 2 Définitions 1 Le droit fédéral visé par la présente loi porte sur la loi fédérale, sur l'ordonnance fédérale ainsi que sur les directives d'application édictées par l'autorité fédérale. 2 La majorité est déterminée par l'article 14 du code civil suisse, du 10 décembre 1907 (ci-après : code civil suisse). 3 Sauf exception prévue dans la loi, les termes désignant les individus formulés au masculin visent les hommes et les femmes. 4 Les termes « Confédéré » désignent tout ressortissant suisse qui ne dispose pas du droit de cité genevois. 5 Le terme « étranger » désigne toute personne qui ne dispose pas de la nationalité suisse. 6 Le terme « naturalisation » vise la procédure d'obtention de la nationalité suisse. 7 Les termes « droit de cité genevois » désignent le droit de cité cantonal. 8 Le terme « autorité compétente » désigne le département mentionné à l'article 5, alinéa 1, lettre a, et, le cas échéant, à l'office qu'il a désigné conformément à l'article 5, alinéa 3. 9 Les termes « autorité fédérale » désignent l'autorité compétente au niveau fédéral pour appliquer la loi fédérale et l'ordonnance fédérale.	Titre 2 Définitions Art. 2 Définitions 1 Le droit fédéral visé par la présente loi porte sur la loi fédérale, sur l'ordonnance fédérale ainsi que sur les directives d'application édictées par l'autorité fédérale. 2 La majorité est déterminée par l'article 14 du code civil suisse, du 10 décembre 1907 (ci-après : code civil suisse). 3 Sauf exception prévue dans la présente loi, tous les termes de personnes s'appliquent indifféremment aux hommes et aux femmes. 4 Les termes « Confédéré » désignent tout ressortissant suisse qui ne dispose pas du droit de cité genevois. 5 Le terme « étranger » désigne toute personne qui ne dispose pas de la nationalité suisse. 6 Le terme « naturalisation » vise la procédure d'obtention de la nationalité suisse. 7 Les termes « droit de cité genevois » désignent le droit de cité cantonal. 8 Le terme « autorité compétente » désigne le département mentionné à l'article 5, alinéa 1, lettre a, et, le cas échéant, à l'office qu'il a désigné conformément à l'article 5, alinéa 3. 9 Les termes « autorité fédérale » désignent l'autorité compétente au niveau fédéral pour appliquer la loi fédérale et l'ordonnance fédérale.	Titre 2 Définitions Art. 2 Définitions 1 Le droit fédéral visé par la présente loi porte sur la loi fédérale, sur l'ordonnance fédérale ainsi que sur les directives d'application édictées par l'autorité fédérale. 2 La majorité est déterminée par l'article 14 du code civil suisse, du 10 décembre 1907 (ci-après : code civil suisse). 3 Sauf exception prévue dans la présente loi, tous les termes de personnes s'appliquent indifféremment aux hommes et aux femmes. 4 Les termes « Confédéré » désignent tout ressortissant suisse qui ne dispose pas du droit de cité genevois. 5 Le terme « étranger » désigne toute personne qui ne dispose pas de la nationalité suisse. 6 Le terme « naturalisation » vise la procédure d'obtention de la nationalité suisse. 7 Les termes « droit de cité genevois » désignent le droit de cité cantonal. 8 Le terme « autorité compétente » désigne le département mentionné à l'article 5, alinéa 1, lettre a, et, le cas échéant, à l'office qu'il a désigné conformément à l'article 5, alinéa 3. 9 Les termes « autorité fédérale » désignent l'autorité compétente au niveau fédéral pour appliquer la loi fédérale et l'ordonnance fédérale.	Titre 2 Définitions Art. 2 Définitions 1 Les termes « personnes confédérées » désignent toute ressortissant ou ressortissant suisse qui ne dispose pas du droit de cité genevois. 2 Les termes « personnes étrangères » désignent toute personne qui ne dispose pas de la nationalité suisse.

<p>Art. 3 Intégration</p> <p>¹ L'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape de l'intégration.</p> <p>² Une intégration est considérée comme réussie, par le canton de Genève, lorsque le requérant respecte la sécurité et l'ordre publics ainsi que les valeurs de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, et de la Constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, lorsqu'il est apte à communiquer en français et lorsqu'il démontre sa volonté de participer à la vie économique ou d'acquiescer une formation.</p> <p>³ A cet égard, l'autorité compétente doit prendre en compte la situation spécifique du requérant. Elle doit le cas échéant lui apporter son soutien afin qu'il puisse acquiescer les connaissances nécessaires pour justifier l'obtention de la nationalité suisse.</p> <p>⁴ L'autorité compétente veille tout particulièrement à organiser des séances d'information à l'intégration en faveur des personnes visées par l'article 12, alinéa 2, de la loi fédérale. Elle peut déléguer cette tâche à des associations à but non lucratif œuvrant pour l'intégration des étrangers dans le canton de Genève.</p>	<p>Art. 3 Intégration</p> <p>¹ L'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape de l'intégration.</p> <p>² Une intégration est considérée comme réussie, par le canton de Genève, lorsque le requérant respecte la sécurité et l'ordre publics ainsi que les valeurs de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, et de la Constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, lorsqu'il est apte à communiquer en français et lorsqu'il démontre sa volonté de participer à la vie économique ou d'acquiescer une formation.</p> <p>³ L'autorité compétente doit prendre en compte la situation spécifique de la personne requérante. Elle doit le cas échéant lui apporter son soutien afin qu'elle puisse acquiescer les connaissances nécessaires pour justifier d'une intégration suffisante en vue de l'obtention de la nationalité suisse.</p> <p>⁴ L'autorité compétente veille tout particulièrement à organiser des séances d'information à l'intégration en faveur des personnes visées par l'article 12, alinéa 2, de la loi fédérale. Elle peut déléguer cette tâche à des associations à but non lucratif œuvrant pour l'intégration des étrangers dans le canton de Genève.</p>	<p>Art. 3 Intégration</p> <p>¹ L'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape administrative de l'intégration.</p> <p>² Une intégration est considérée comme réussie, par le canton de Genève, lorsque le requérant respecte la sécurité et l'ordre publics ainsi que les valeurs de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, et de la Constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, lorsqu'elle est apte à communiquer en français et lorsqu'elle démontre sa volonté de participer à la vie économique ou d'acquiescer une formation.</p> <p>³ L'autorité compétente doit prendre en compte la situation spécifique de la personne requérante. Elle doit le cas échéant lui apporter son soutien afin qu'elle puisse acquiescer les connaissances nécessaires pour justifier d'une intégration suffisante en vue de l'obtention de la nationalité suisse.</p> <p>⁴ L'autorité compétente veille tout particulièrement à organiser des séances d'information à l'intégration en faveur des personnes visées par l'article 12, alinéa 2, de la loi fédérale. Elle peut déléguer cette tâche à des associations à but non lucratif œuvrant pour l'intégration des étrangers dans le canton de Genève.</p>	<p>Art. 5 Autorités cantonales compétentes</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat est l'autorité compétente pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) désigner le département compétent en matière d'acquisition et de perte de la nationalité (ci-après : département); b) rendre la décision de naturalisation; c) se prononcer sur le préavis communal; d) rejeter la requête en naturalisation en raison de faits nouveaux survenus après l'octroi de l'autorisation fédérale; e) octroyer le droit de cité genevois et communal pour les étrangers admis à la naturalisation; f) constater le droit de cité genevois et communal de l'entant mineur trouvé; g) recevoir la prestation de serment des étrangers ou des membres de leur famille admis à la naturalisation; h) se prononcer sur les demandes de réintégration.
<p>Art. 4 Modes d'acquisition et de perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse</p> <p>Le droit de cité genevois et la nationalité suisse s'acquiescent et se perdent selon les cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) par le seul effet de la loi; b) par décision de l'autorité cantonale; c) par décision de l'autorité fédérale. 	<p>Art. 4 Modes d'acquisition et de perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse</p> <p>Le droit de cité genevois et la nationalité suisse s'acquiescent et se perdent selon les cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) par le seul effet de la loi; b) par décision de l'autorité cantonale; c) par décision de l'autorité fédérale. 	<p>Art. 4 Modes d'acquisition et de perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse</p> <p>Le droit de cité genevois et la nationalité suisse s'acquiescent et se perdent selon les cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) par le seul effet de la loi; b) par décision de l'autorité cantonale; c) par décision de l'autorité fédérale. 	<p>Art. 5 Autorités cantonales compétentes</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat est l'autorité compétente pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) désigner le département compétent en matière d'acquisition et de perte de la nationalité (ci-après : département); b) rendre la décision de naturalisation; c) se prononcer sur le préavis communal; d) rejeter la requête en naturalisation en raison de faits nouveaux survenus après l'octroi de l'autorisation fédérale; e) octroyer le droit de cité genevois et communal pour les étrangers admis à la naturalisation; f) constater le droit de cité genevois et communal de l'entant mineur trouvé; g) recevoir la prestation de serment des étrangers ou des membres de leur famille admis à la naturalisation; h) se prononcer sur les demandes de réintégration.
<p>Art. 5 Autorités cantonales compétentes</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat est l'autorité compétente pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) désigner le département compétent en matière d'acquisition et de perte de la nationalité (ci-après : département); b) rendre la décision de naturalisation; c) se prononcer sur le préavis communal; d) rejeter la requête en naturalisation en raison de faits nouveaux survenus après l'octroi de l'autorisation fédérale; e) octroyer le droit de cité genevois et communal pour les étrangers admis à la naturalisation; f) constater le droit de cité genevois et communal de l'entant mineur trouvé; g) recevoir la prestation de serment des étrangers ou des membres de leur famille admis à la naturalisation; h) se prononcer sur les demandes de réintégration. 	<p>Art. 5 Autorités cantonales compétentes</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat est l'autorité compétente pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) désigner le département compétent en matière d'acquisition et de perte de la nationalité (ci-après : département); b) rendre la décision de naturalisation; c) se prononcer sur le préavis communal; d) rejeter la requête en naturalisation en raison de faits nouveaux survenus après l'octroi de l'autorisation fédérale; e) octroyer le droit de cité genevois et communal pour les étrangers admis à la naturalisation; f) constater le droit de cité genevois et communal de l'entant mineur trouvé; g) recevoir la prestation de serment des étrangers ou des membres de leur famille admis à la naturalisation; h) se prononcer sur les demandes de réintégration. 	<p>Art. 5 Autorités cantonales compétentes</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat est l'autorité compétente pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) désigner le département compétent en matière d'acquisition et de perte de la nationalité (ci-après : département); b) rendre la décision de naturalisation; c) se prononcer sur le préavis communal; d) rejeter la requête en naturalisation en raison de faits nouveaux survenus après l'octroi de l'autorisation fédérale; e) octroyer le droit de cité genevois et communal pour les étrangers admis à la naturalisation; f) constater le droit de cité genevois et communal de l'entant mineur trouvé; g) recevoir la prestation de serment des étrangers ou des membres de leur famille admis à la naturalisation; h) se prononcer sur les demandes de réintégration. 	<p>Art. 5 Autorités cantonales compétentes</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat est l'autorité compétente pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) désigner le département compétent en matière d'acquisition et de perte de la nationalité (ci-après : département); b) rendre la décision de naturalisation; c) se prononcer sur le préavis communal; d) rejeter la requête en naturalisation en raison de faits nouveaux survenus après l'octroi de l'autorisation fédérale; e) octroyer le droit de cité genevois et communal pour les étrangers admis à la naturalisation; f) constater le droit de cité genevois et communal de l'entant mineur trouvé; g) recevoir la prestation de serment des étrangers ou des membres de leur famille admis à la naturalisation; h) se prononcer sur les demandes de réintégration.

CH-DA-FRM20.08.2021

<p>out de renonciation au droit de cité genevois;</p> <p>i) annuler le droit de cité genevois;</p> <p>j) constater la perte du droit de cité genevois et communal par reconnaissance de l'enfant trouvé;</p> <p>k) donner son assentiment au retrait de la nationalité suisse;</p> <p>l) proposer l'octroi de la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>² Le Grand Conseil est l'autorité compétente pour décerner la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>³ Le département est l'autorité compétente pour toutes les autres décisions et instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application (ci-après : règlement). Il peut déléguer ces tâches à l'un de ses offices.</p> <p>⁴ Les communes sont compétentes pour :</p> <p>a) se prononcer positivement ou négativement sur la demande de naturalisation du requérant domicilié sur leur territoire;</p> <p>b) demander au requérant de signer des précisions personnelles et à celle de sa famille;</p> <p>c) procéder, sur demande du département, à une vérification sommaire de la résidence effective et de l'intégration du requérant;</p> <p>d) libérer un citoyen genevois du droit de cité communal.</p> <p>⁵ La chambre administrative de la Cour de justice est compétente pour connaître des recours interjetés contre les décisions prises en vertu de la présente loi, à l'exception toutefois de l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et du préavis communal en matière de naturalisation ordinaire.</p>	<p>naturalisation;</p> <p>b) se prononcer sur les demandes de rintégration ou de renonciation au droit de cité genevois;</p> <p>i) annuler le droit de cité genevois;</p> <p>j) constater la perte du droit de cité genevois et communal par reconnaissance de l'enfant trouvé;</p> <p>k) donner son assentiment au retrait de la nationalité suisse;</p> <p>l) proposer l'octroi de la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>² Le Grand Conseil est l'autorité compétente pour décerner la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>³ Le département est l'autorité compétente, avec possibilité de délégation à l'un de ses offices, pour :</p> <p>a) enregistrer ou refuser d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire;</p> <p>b) déclarer irrecevable la demande de naturalisation ordinaire;</p> <p>c) suspendre la procédure de naturalisation ordinaire;</p> <p>d) classer la demande de naturalisation ordinaire;</p> <p>e) rendre toute décision qui ne relève pas expressément de la compétence d'une autre autorité en vertu de l'article 5;</p> <p>f) procéder aux instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application (ci-après : règlement).</p> <p>⁴ Les communes sont compétentes pour :</p> <p>a) préavis positivement ou négativement la demande de naturalisation de la personne requérante domiciliée sur leur territoire;</p> <p>b) demander à la personne requérante des précisions complémentaires relatives à sa situation personnelle et à celle de sa famille;</p> <p>c) procéder, sur demande du département, à une vérification sommaire de la résidence effective et de l'intégration de la personne requérante;</p> <p>d) compléter l'offre de formation du canton sur les connaissances générales à maîtriser;</p> <p>e) décider de l'octroi du droit de cité communal;</p> <p>f) libérer un citoyen genevois du droit de cité communal.</p> <p>⁵ La chambre administrative de la Cour de justice est compétente pour connaître des recours interjetés contre les décisions prises en vertu de la présente loi, à l'exception des décisions sur l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et le préavis communal en matière de naturalisation ordinaire, qui ne sont pas sujettes à recours.</p>	<p>admis à la naturalisation;</p> <p>b) se prononcer sur les demandes de rintégration ou de renonciation au droit de cité genevois;</p> <p>i) annuler le droit de cité genevois;</p> <p>j) constater la perte du droit de cité genevois et communal par reconnaissance de l'enfant trouvé;</p> <p>k) donner son assentiment au retrait de la nationalité suisse;</p> <p>l) proposer l'octroi de la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>² Le Grand Conseil est l'autorité compétente pour décerner la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>³ Le département est l'autorité compétente, avec possibilité de délégation à l'un de ses offices, pour :</p> <p>a) enregistrer ou refuser d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire;</p> <p>b) déclarer irrecevable la demande de naturalisation ordinaire;</p> <p>c) suspendre la procédure de naturalisation ordinaire;</p> <p>d) classer la demande de naturalisation ordinaire;</p> <p>e) rendre toute décision qui ne relève pas expressément de la compétence d'une autre autorité en vertu de l'article 5;</p> <p>f) procéder aux instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application (ci-après : règlement).</p> <p>⁴ Les communes sont compétentes pour :</p> <p>a) préavis positivement ou négativement la demande de naturalisation de la personne requérante domiciliée sur leur territoire;</p> <p>b) demander à la personne requérante des précisions complémentaires relatives à sa situation personnelle et à celle de sa famille;</p> <p>c) procéder, sur demande du département, à une vérification sommaire de la résidence effective et de l'intégration de la personne requérante;</p> <p>d) compléter l'offre de formation du canton sur les connaissances générales à maîtriser;</p> <p>e) décider de l'octroi du droit de cité communal;</p> <p>f) libérer un citoyen genevois du droit de cité communal.</p> <p>⁵ La chambre administrative de la Cour de justice est compétente pour connaître des recours interjetés contre les décisions prises en vertu de la présente loi, à l'exception des décisions sur l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et le préavis communal en matière de naturalisation ordinaire, qui ne sont pas sujettes à recours.</p>	<p>famille admis à la naturalisation;</p> <p>b) se prononcer sur les demandes de rintégration ou de renonciation au droit de cité genevois;</p> <p>i) annuler le droit de cité genevois;</p> <p>j) constater la perte du droit de cité genevois et communal par reconnaissance de l'enfant trouvé;</p> <p>k) donner son assentiment au retrait de la nationalité suisse;</p> <p>l) proposer l'octroi de la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>² Le Grand Conseil est l'autorité compétente pour décerner la bourgeoisie d'honneur.</p> <p>³ Le département est l'autorité compétente, avec possibilité de délégation à l'un de ses offices, pour :</p> <p>a) enregistrer ou refuser d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire;</p> <p>b) déclarer irrecevable la demande de naturalisation ordinaire;</p> <p>c) suspendre la procédure de naturalisation ordinaire;</p> <p>d) classer la demande de naturalisation ordinaire;</p> <p>e) rendre toute décision qui ne relève pas expressément de la compétence d'une autre autorité en vertu de l'article 5;</p> <p>f) procéder aux instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application (ci-après : règlement).</p> <p>⁴ Les communes sont compétentes pour :</p> <p>a) préavis positivement ou négativement la demande de naturalisation de la personne requérante domiciliée sur leur territoire;</p> <p>b) demander à la personne requérante des précisions complémentaires relatives à sa situation personnelle et à celle de sa famille;</p> <p>c) procéder, sur demande du département, à une vérification sommaire de la résidence effective et de l'intégration de la personne requérante;</p> <p>d) compléter l'offre de formation du canton sur les connaissances générales à maîtriser;</p> <p>e) décider de l'octroi du droit de cité communal;</p> <p>f) libérer un citoyen genevois du droit de cité communal.</p> <p>⁵ La chambre administrative de la Cour de justice est compétente pour connaître des recours interjetés contre les décisions prises en vertu de la présente loi, à l'exception des décisions sur l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et le préavis communal en matière de naturalisation ordinaire, qui ne sont pas sujettes à recours.</p>
--	---	--	--

<p>Art. 6 Devoir de collaboration du requérant</p> <p>¹ Le requérant est tenu :</p> <p>a) de fournir des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants pour l'application de la présente loi;</p> <p>b) de communiquer sans retard les moyens de preuves nécessaires et tout document demandé par l'autorité compétente;</p> <p>c) d'informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement déterminant pour l'application de la présente loi, en particulier lorsque celui-ci concerne sa situation économique et familiale ou lorsqu'une enquête pénale est ouverte pendant la procédure de naturalisation.</p> <p>² Pour faciliter l'enquête prévue, le requérant délègue en outre toute administration du secret de fonction et du secret fiscal.</p> <p>³ Si l'une des obligations mentionnées aux alinéas 1 et 2 n'est pas respectée, le département pourra statuer en l'état du dossier, et le cas échéant déclarer la demande irrecevable.</p>	<p>Art. 6 Devoir de collaboration de la personne requérante</p> <p>Note (nouvelle teneur), al. 1 (nouvelle teneur)</p> <p>¹ La personne requérante est tenue :</p> <p>a) de fournir des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants pour l'application de la présente loi;</p> <p>b) de communiquer sans retard les moyens de preuves nécessaires et tout document demandé par l'autorité compétente;</p> <p>c) d'informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement déterminant pour l'application de la présente loi, en particulier lorsque celui-ci concerne sa situation économique et familiale ou lorsqu'une enquête pénale est ouverte pendant la procédure de naturalisation.</p> <p>² Pour faciliter l'enquête prévue, la personne requérante délègue en outre toute administration du secret de fonction et du secret fiscal.</p> <p>³ Si l'une des obligations mentionnées aux alinéas 1 et 2 n'est pas respectée, le département pourra statuer en l'état du dossier et, le cas échéant, déclarer la demande irrecevable.</p>	<p>Art. 6 Devoir de collaboration de la personne requérante</p> <p>¹ La personne requérante est tenue :</p> <p>a) de fournir des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants pour l'application de la présente loi;</p> <p>b) de communiquer sans retard les moyens de preuves nécessaires et tout document demandé par l'autorité compétente;</p> <p>c) d'informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement déterminant pour l'application de la présente loi, en particulier lorsque celui-ci concerne sa situation économique et familiale ou lorsque l'ouverture d'une enquête pénale est portée à sa connaissance pendant la procédure de naturalisation.</p> <p>² Pour faciliter l'enquête prévue, la personne requérante délègue en outre toute administration du secret de fonction et du secret fiscal.</p> <p>³ Si l'une des obligations mentionnées aux alinéas 1 et 2 n'est pas respectée, le département pourra statuer en l'état du dossier, et le cas échéant, déclarer la demande irrecevable.</p>	<p>Art. 7 Protection des données</p> <p>¹ Pour l'accomplissement de ses tâches en vertu de la présente loi, l'autorité compétente peut traiter ou faire traiter les données personnelles nécessaires, y compris les données sensibles et les profils de personnalité.</p> <p>² Le règlement fixe les dispositions d'application.</p> <p>³ La loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles, du 5 octobre 2001, ainsi que la loi sur les archives publiques, du 1^{er} décembre 2000, sont applicables pour le surplus.</p>	<p>Art. 7 Protection des données</p> <p>¹ Pour l'accomplissement de ses tâches en vertu de la présente loi, l'autorité compétente peut traiter ou faire traiter les données personnelles nécessaires, y compris les données sensibles et les profils de personnalité.</p> <p>² Le règlement fixe les dispositions d'application.</p> <p>³ La loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles, du 5 octobre 2001, ainsi que la loi sur les archives publiques, du 1^{er} décembre 2000, sont applicables pour le surplus.</p>	<p>Art. 7 Protection des données</p> <p>¹ Pour l'accomplissement de ses tâches en vertu de la présente loi, l'autorité compétente peut traiter ou faire traiter les données personnelles nécessaires, y compris les données sensibles et les profils de personnalité.</p> <p>² Le règlement fixe les dispositions d'application.</p> <p>³ La loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles, du 5 octobre 2001, ainsi que la loi sur les archives publiques, du 1^{er} décembre 2000, sont applicables pour le surplus.</p>
--	---	---	---	---	---

CH-DA/FM/20.08.2021

<p>Art. 8 Entraide administrative</p> <p>¹ L'autorité compétente peut échanger des informations avec les autorités concernées par l'exécution de la loi fédérale sur les étrangers et d'état civil, à la condition que ces informations soient utiles à l'instruction de la demande de naturalisation ou à l'application de la loi fédérale sur les étrangers. Sur demande, elles s'accordent le droit de consulter les dossiers.</p> <p>² Les autres autorités cantonales et communales, les autorités judiciaires cantonales, ainsi que celles chargées de l'assistance publique communiquent, gratuitement et sans délai, aux autorités chargées de l'application de la présente loi, sur demande de celles-ci, toutes les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.</p>	<p>Art. 8 Entraide administrative</p> <p>¹ L'autorité compétente peut échanger des informations avec les autorités concernées par l'exécution de la loi fédérale sur les étrangers et d'état civil, à la condition que ces informations soient utiles à l'instruction de la demande de naturalisation ou à l'application de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration. Sur demande, elles s'accordent le droit de consulter les dossiers.</p> <p>² Les autres autorités cantonales et communales, les autorités judiciaires cantonales, ainsi que celles chargées de l'assistance publique communiquent, gratuitement et sans délai, aux autorités chargées de l'application de la présente loi, sur demande de celles-ci, toutes les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.</p>	<p>Art. 8 Entraide administrative</p> <p>¹ L'autorité compétente pour échanger des informations avec les autorités concernées par l'exécution de la loi fédérale sur les étrangers et d'état civil, à la condition que ces informations soient utiles à l'instruction de la demande de naturalisation ou à l'application de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration. Sur demande, elles s'accordent le droit de consulter les dossiers.</p> <p>² Les autres autorités cantonales et communales, les autorités judiciaires cantonales, ainsi que celles chargées de l'assistance publique communiquent, gratuitement et sans délai, aux autorités chargées de l'application de la présente loi, sur demande de celles-ci, toutes les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.</p>
<p>Titre II Acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse</p> <p>Chapitre I Acquisition par le seul effet de la loi</p> <p>Art. 9 Enfant (nouveau teneur)</p> <p>L'acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse par le seul effet de la loi est régie par la loi fédérale et le code civil suisse, sous réserve de l'article 10, alinéa 1, de la présente loi.</p>	<p>Titre II Acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse</p> <p>Chapitre I Acquisition par le seul effet de la loi</p> <p>Art. 9 Enfant (nouveau teneur)</p> <p>L'acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse par le seul effet de la loi est régie par la loi fédérale et le code civil suisse, sous réserve de l'article 10, alinéa 1.</p>	<p>Titre II Acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse</p> <p>Chapitre I Acquisition par le seul effet de la loi</p> <p>Art. 9 Enfant</p> <p>L'acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse par le seul effet de la loi est régie par la loi fédérale et le code civil suisse, sous réserve de l'article 10, alinéa 1.</p>
<p>Art. 10 Enfant trouvé</p> <p>¹ L'enfant mineur de filiation inconnue trouvé sur le territoire du canton acquiert le droit de cité genevois et le droit de cité de la commune dans laquelle il a été trouvé, et par la même la nationalité suisse.</p> <p>² Après avis du conseil administratif ou du maire, le Conseil d'Etat accorde, par arrêté, le droit de cité genevois ainsi que le droit de cité communal.</p>	<p>Art. 10 Enfant trouvé</p> <p>¹ L'enfant mineur de filiation inconnue trouvé sur le territoire du canton acquiert le droit de cité genevois et le droit de cité de la commune dans laquelle il a été trouvé, et par la même la nationalité suisse.</p> <p>² Après avis du conseil administratif ou du maire, le Conseil d'Etat accorde, par arrêté, le droit de cité genevois ainsi que le droit de cité communal.</p>	<p>Art. 10 Enfant trouvé</p> <p>¹ L'enfant mineur de filiation inconnue trouvé sur le territoire du canton acquiert le droit de cité genevois et le droit de cité de la commune dans laquelle elle ou il a été trouvé, et par la même la nationalité suisse.</p> <p>² Après avis du conseil administratif ou de la ou du maire, le Conseil d'Etat accorde, par arrêté, le droit de cité genevois ainsi que le droit de cité communal.</p>
<p>Chapitre II Acquisition par décision de l'autorité cantonale</p> <p>Section 1 Acquisition du droit de cité genevois par les Confédérés</p> <p>Art. 11 Conditions</p> <p>¹ Le Confédéré peut, à titre individuel ou avec son conjoint ou son partenaire enregistré, demander le droit de cité genevois s'il a résidé d'une manière effective sur le territoire du canton pendant 2 ans, dont les 12 mois précédant le dépôt de sa requête.</p> <p>² Il doit indiquer la commune dont il veut obtenir le droit de cité.</p>	<p>Chapitre II Acquisition par décision de l'autorité cantonale</p> <p>Section 1 Acquisition du droit de cité genevois par les Confédérés</p> <p>Art. 11 Conditions</p> <p>¹ Le Confédéré peut, à titre individuel ou avec son conjoint ou son partenaire enregistré, demander le droit de cité genevois s'il a résidé d'une manière effective sur le territoire du canton pendant 2 ans, dont les 12 mois précédant le dépôt de sa requête.</p> <p>² Il doit indiquer la commune dont il veut obtenir le droit de cité.</p>	<p>Section 1 Acquisition du droit de cité genevois par les personnes confédérées</p> <p>Art. 11 Conditions</p> <p>¹ La personne confédérée peut, à titre individuel ou avec son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré, demander le droit de cité genevois s'elle a résidé d'une manière effective sur le territoire du canton pendant 2 ans, dont les 12 mois précédant le dépôt de sa requête.</p> <p>² Elle doit indiquer la commune dont elle veut</p>

<p>1) Il a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où il a résidé précédemment ou la commune d'origine de son conjoint, respectivement de son partenaire enregistré, genevois.</p>	<p>1) Il a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où il a résidé précédemment ou la commune d'origine de son conjoint, respectivement de son partenaire enregistré, genevois.</p>	<p>1) Il a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où il a résidé précédemment ou la commune d'origine de son conjoint, respectivement de son partenaire enregistré, genevois.</p>	<p>1) Il a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où il a résidé précédemment ou la commune d'origine de son conjoint, respectivement de son partenaire enregistré, genevois.</p>	<p>1) Il a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où il a résidé précédemment ou la commune d'origine de son conjoint, respectivement de son partenaire enregistré, genevois.</p>	<p>1) Il a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où il a résidé précédemment ou la commune d'origine de son conjoint, respectivement de son partenaire enregistré, genevois.</p>	<p>1) Il a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où il a résidé précédemment ou la commune d'origine de son conjoint, respectivement de son partenaire enregistré, genevois ou genevois.</p>
<p>Art. 12 Conjoint, partenaire enregistré et enfants mineurs</p> <p>1) Lorsque la requête émane d'un Confédéré marié ou lié par un partenariat enregistré, celle-ci n'inclut le conjoint, respectivement le partenaire enregistré, que si ce dernier y consent par écrit.</p> <p>2) Les enfants mineurs du requérant sont compris dans sa requête; toutefois, ils doivent y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. L'assentiment de l'autre parent est en outre nécessaire si le requérant ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Cet assentiment est présumé si l'autre parent est compris dans la demande. L'assentiment de l'autre parent n'est pas nécessaire si l'autre parent est exclu de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ces deux cas sont à apprécier au cas par cas.</p> <p>3) Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent en vigueur.</p> <p>4) Le Confédéré mineur qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.</p>	<p>Art. 12 Conjoint, partenaire enregistré et enfants mineurs</p> <p>1) La requête émanant d'un Confédéré marié ou lié par un partenariat enregistré n'inclut le conjoint, respectivement le partenaire enregistré, que si ce dernier y consent par écrit.</p> <p>2) Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent toutefois y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est exclu de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ces deux cas sont à apprécier au cas par cas.</p> <p>3) Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p> <p>4) Le Confédéré mineur qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.</p>	<p>Art. 12 Conjoint, partenaire enregistré et enfants mineurs</p> <p>1) La requête émanant d'un Confédéré marié ou lié par un partenariat enregistré n'inclut le conjoint, respectivement le partenaire enregistré, que si ce dernier y consent par écrit.</p> <p>2) Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent toutefois y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est exclu de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ces deux cas sont à apprécier au cas par cas.</p> <p>3) Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p> <p>4) Le Confédéré mineur qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.</p>	<p>Art. 12 Conjoint, partenaire enregistré et enfants mineurs</p> <p>1) La requête émanant d'une personne confédérée mariée ou liée par un partenariat enregistré n'inclut la conjointe ou le conjoint, respectivement la ou le partenaire enregistré, que si cette dernière ou ce dernier y consent par écrit.</p> <p>2) La personne confédérée mineure qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.</p>	<p>Art. 12 Conjoint, partenaire enregistré et enfants mineurs</p> <p>1) La requête émanant d'une personne confédérée mariée ou liée par un partenariat enregistré n'inclut la conjointe ou le conjoint, respectivement la ou le partenaire enregistré, que si cette dernière ou ce dernier y consent par écrit.</p> <p>2) La personne confédérée mineure qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.</p>	<p>Art. 12 Conjoint, partenaire enregistré et enfants mineurs</p> <p>1) La requête émanant d'une personne confédérée mariée ou liée par un partenariat enregistré n'inclut la conjointe ou le conjoint, respectivement la ou le partenaire enregistré, que si cette dernière ou ce dernier y consent par écrit.</p> <p>2) La personne confédérée mineure qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.</p>	<p>Art. 12 Conjoint, partenaire enregistré et enfants mineurs</p> <p>1) La requête émanant d'une personne confédérée mariée ou liée par un partenariat enregistré n'inclut la conjointe ou le conjoint, respectivement la ou le partenaire enregistré, que si cette dernière ou ce dernier y consent par écrit.</p> <p>2) La personne confédérée mineure qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.</p>
<p>Art. 13 Procédure et émoulement</p> <p>1) Le requérant adresse sa demande au département sur une formule ad hoc.</p> <p>2) Il doit verser un émoulement destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.</p> <p>3) Cet émoulement est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.</p>	<p>Art. 13 Procédure et émoulement</p> <p>1) La personne requérante adresse sa demande au département sur une formule ad hoc.</p> <p>2) Elle doit verser un émoulement destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.</p> <p>3) L'émoulement est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.</p>	<p>Art. 13 Procédure et émoulement</p> <p>1) La personne requérante adresse sa demande au département sur une formule ad hoc.</p> <p>2) Elle doit verser un émoulement destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.</p> <p>3) L'émoulement est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.</p>	<p>Art. 13 Procédure et émoulement</p> <p>1) La personne requérante adresse sa demande au département sur une formule ad hoc.</p> <p>2) Elle doit verser un émoulement destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.</p> <p>3) L'émoulement est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.</p>	<p>Art. 13 Procédure et émoulement</p> <p>1) La personne requérante adresse sa demande au département sur une formule ad hoc.</p> <p>2) Elle doit verser un émoulement destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.</p> <p>3) L'émoulement est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.</p>	<p>Art. 13 Procédure et émoulement</p> <p>1) La personne requérante adresse sa demande au département sur une formule ad hoc.</p> <p>2) Elle doit verser un émoulement destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.</p> <p>3) L'émoulement est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.</p>	<p>Art. 13 Procédure et émoulement</p> <p>1) La personne requérante adresse sa demande au département sur une formule ad hoc.</p> <p>2) Elle doit verser un émoulement destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.</p> <p>3) L'émoulement est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.</p>
<p>Art. 14 Octroi du droit de cité genevois</p> <p>Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d'Etat statue par arrêté.</p>	<p>Art. 14 Octroi du droit de cité genevois</p> <p>Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d'Etat statue par arrêté.</p>	<p>Art. 14 Octroi du droit de cité genevois</p> <p>Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d'Etat statue par arrêté.</p>	<p>Art. 14 Octroi du droit de cité genevois</p> <p>Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d'Etat statue par arrêté.</p>	<p>Art. 14 Octroi du droit de cité genevois</p> <p>Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d'Etat statue par arrêté.</p>	<p>Art. 14 Octroi du droit de cité genevois</p> <p>Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d'Etat statue par arrêté.</p>	<p>Art. 14 Octroi du droit de cité genevois</p> <p>Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d'Etat statue par arrêté.</p>
<p>Art. 15 Déclaration d'engagement solennel</p> <p>Après que la demande a été acceptée, le Confédéré mineur et son conjoint ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante :</p>	<p>Art. 15 Déclaration d'engagement solennel</p> <p>Après que la demande a été acceptée, le Confédéré mineur et son conjoint ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante :</p>	<p>Art. 15 Déclaration d'engagement solennel</p> <p>Après que la demande a été acceptée, le Confédéré mineur et sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante :</p>	<p>Art. 15 Déclaration d'engagement solennel</p> <p>Après que la demande a été acceptée, le Confédéré mineur et sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante :</p>	<p>Art. 15 Déclaration d'engagement solennel</p> <p>Après que la demande a été acceptée, le Confédéré mineur et sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante :</p>	<p>Art. 15 Déclaration d'engagement solennel</p> <p>Après que la demande a été acceptée, le Confédéré mineur et sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante :</p>	<p>Art. 15 Déclaration d'engagement solennel</p> <p>Après que la demande a été acceptée, le Confédéré mineur et sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante :</p>

<p>« Je m'engage solennellement : à être fidèle à la République et canton de Genève; à en observer scrupuleusement la constitution et les lois; à en respecter les traditions; à justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise; à contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »</p>	<p>signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante : « Je m'engage solennellement : à être fidèle à la République et canton de Genève; à en observer scrupuleusement la constitution et les lois; à en respecter les traditions; à justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise; à contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »</p>	<p>« Je m'engage solennellement : à être fidèle à la République et canton de Genève; à en observer scrupuleusement la constitution et les lois; à en respecter les traditions; à justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise; à contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »</p>	<p>Art. 16 Effet de l'acquisition du droit de cité genevois L'acquisition du droit de cité genevois prend effet : a. à la date de la signature de la déclaration d'engagement solennel. Pour le Confédéré et ses enfants inclus dans la demande; b. à la date de l'arrêt du Conseil d'Etat pour le Confédéré mineur ayant un dossier individuel.</p>
<p>Art. 16 Effet de l'acquisition du droit de cité genevois L'acquisition du droit de cité genevois prend effet : a. à la date de la signature de la déclaration d'engagement solennel. Pour le Confédéré et ses enfants inclus dans la demande; b. à la date de l'arrêt du Conseil d'Etat pour la personne confédérée mineure ayant un dossier individuel.</p>	<p>Art. 16 Effet de l'acquisition du droit de cité genevois L'acquisition du droit de cité genevois prend effet : a. à la date de la signature de la déclaration d'engagement solennel. Pour la personne confédérée majeure et ses enfants inclus dans la demande; b. à la date de l'arrêt du Conseil d'Etat pour la Confédéré mineur ayant un dossier individuel.</p>	<p>Art. 16 Effet de l'acquisition du droit de cité genevois L'acquisition du droit de cité genevois prend effet : a. à la date de la signature de la déclaration d'engagement solennel. Pour le Confédéré et ses enfants inclus dans la demande; b. à la date de l'arrêt du Conseil d'Etat pour le Confédéré mineur ayant un dossier individuel.</p>	<p>Section 2 Naturalisation d'étrangers</p>
<p>Section 2 Naturalisation d'étrangers</p>	<p>Section 2 Naturalisation d'étrangers</p>	<p>Section 2 Naturalisation d'étrangers</p>	<p>Section 2 Naturalisation d'étrangers</p>
<p>Art. 17 Conditions formelles 1 Pour être admis à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, l'étranger doit, au moment du dépôt de la demande : a) remplir les conditions formelles prévues par la législation fédérale; b) avoir résidé 2 ans dans le canton d'une manière effective, dont les 12 mois précédant l'introduction de sa demande. 2 La condition de résidence est réalisée, d'une part, lorsque la personne étrangère a été légalement inscrite dans le registre cantonal des habitants comme établie dans le canton de Genève, et, d'autre part, lorsqu'aucun indice ne donne à penser qu'elle a déplacé sa résidence principale à l'étranger. 3 Un transfert de domicile dans un autre canton ne remet pas en cause la procédure de naturalisation, à compter de l'avis du département concluant à la fin de l'examen des conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale. L'avis de clôture n'est délivré que sur demande de la personne requérante. 4 La personne requérante doit résider effectivement en Suisse et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité pendant toute la durée de la procédure.</p>	<p>Art. 17 Conditions formelles 1 Pour être admis à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, l'étranger doit, au moment du dépôt de la demande : a) remplir les conditions formelles prévues par la législation fédérale; b) avoir résidé 2 ans dans le canton d'une manière effective, dont les 12 mois précédant l'introduction de sa demande. 2 La condition de résidence est réalisée, d'une part, lorsque la personne étrangère a été légalement inscrite dans le registre cantonal des habitants comme établie dans le canton de Genève, et, d'autre part, lorsqu'aucun indice ne donne à penser qu'elle a déplacé sa résidence principale à l'étranger. 3 Un transfert de domicile dans un autre canton ne remet pas en cause la procédure de naturalisation, à compter de l'avis du département concluant à la fin de l'examen des conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale. L'avis de clôture n'est délivré que sur demande de la personne requérante. 4 La personne requérante doit résider effectivement en Suisse et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité pendant toute la durée de la procédure.</p>	<p>Art. 17 Conditions formelles 1 Pour être admis à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, l'étranger doit, au moment du dépôt de la demande : a) remplir les conditions formelles prévues par la législation fédérale; b) avoir résidé 2 ans dans le canton d'une manière effective, dont les 12 mois précédant l'introduction de sa demande. 2 La condition de résidence est réalisée, d'une part, lorsque la personne étrangère a été légalement inscrite dans le registre cantonal des habitants comme établie dans le canton de Genève, et, d'autre part, lorsqu'aucun indice ne donne à penser qu'elle a déplacé sa résidence principale à l'étranger. 3 Un transfert de domicile dans un autre canton ne remet pas en cause la procédure de naturalisation, à compter de l'avis du département concluant à la fin de l'examen des conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale. L'avis de clôture n'est délivré que sur demande de la personne requérante. 4 La personne requérante doit résider effectivement en Suisse et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité pendant toute la durée de la procédure.</p>	<p>Art. 17 Conditions formelles 1 Pour être admis à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, l'étranger doit, au moment du dépôt de la demande : a) remplir les conditions formelles prévues par la législation fédérale; b) avoir résidé 2 ans dans le canton d'une manière effective, dont les 12 mois précédant l'introduction de sa demande. 2 La condition de résidence est réalisée, d'une part, lorsque la personne étrangère a été légalement inscrite dans le registre cantonal des habitants comme établie dans le canton de Genève, et, d'autre part, lorsqu'aucun indice ne donne à penser qu'elle a déplacé sa résidence principale à l'étranger. 3 Un transfert de domicile dans un autre canton ne remet pas en cause la procédure de naturalisation, à compter de l'avis du département concluant à la fin de l'examen des conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale. L'avis de clôture n'est délivré que sur demande du requérant. 4 Le requérant doit résider effectivement en Suisse et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité pendant toute la durée de la procédure. 5 Le calcul de la durée du séjour, la notion de non-</p>

<p>interruption de séjour et celle de fin de séjour sont définies par le droit fédéral.</p> <p>⁵ Le règlement mentionne l'ensemble des documents devant être présentés lors du dépôt de la demande de naturalisation ordinaire, pour la vérification des conditions formelles, ainsi que les exceptions à la présentation de ceux-ci.</p>	<p>durée de la procédure.</p> <p>⁵ Le calcul de la durée du séjour, la notion de non-résidence et celle de fin de séjour sont définies par le droit fédéral.</p> <p>⁶ Le règlement mentionne l'ensemble des documents devant être présentés lors du dépôt de la demande de naturalisation ordinaire pour la vérification des conditions formelles, ainsi que les exceptions à la présentation de ceux-ci.</p>	<p>validité pendant toute la durée de la procédure.</p> <p>⁵ Le calcul de la durée du séjour, la notion de non-résidence et celle de fin de séjour sont définies par le droit fédéral.</p> <p>⁶ Le règlement mentionne l'ensemble des documents devant être présentés lors du dépôt de la demande de naturalisation ordinaire pour la vérification des conditions formelles, ainsi que les exceptions à la présentation de ceux-ci.</p>	<p>Art. 18 Enfants mineurs</p> <p>al. 1 (nouvelle teneur)</p> <p>1 Les enfants mineurs qui vivent avec la personne requérante sont en principe compris dans la demande de naturalisation ordinaire. Le consentement de l'autre parent est requis si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est compris dans la demande. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p> <p>² Des 12 ans révolus, l'enfant doit remplir lui-même les conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale.</p> <p>³ Des 16 ans révolus, l'enfant doit exprimer personnellement, par écrit, son intention d'acquiescer à la nationalité suisse.</p>	<p>Art. 18 Enfants mineurs</p> <p>1 Les enfants mineurs qui vivent avec la personne requérante sont en principe compris dans la demande de naturalisation ordinaire. Le consentement de l'autre parent est requis si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est compris dans la demande. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p> <p>² Des 12 ans révolus, l'enfant doit remplir lui-même les conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale.</p> <p>³ Des 16 ans révolus, l'enfant doit exprimer personnellement, par écrit, son intention d'acquiescer à la nationalité suisse.</p>	<p>Art. 18 Enfants mineurs</p> <p>1 Les enfants mineurs qui vivent avec la personne requérante sont en principe compris dans la demande de naturalisation ordinaire. Le consentement de l'autre parent est requis si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est compris dans la demande. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p> <p>² Des 12 ans révolus, l'enfant doit remplir lui-même ou lui-même les conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale.</p>
<p>Art. 19 Conditions matérielles</p> <p>Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.</p>	<p>Art. 19 Conditions matérielles</p> <p>Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.</p>	<p>Art. 19 Conditions matérielles</p> <p>Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.</p>	<p>Art. 19 Conditions matérielles</p> <p>Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.</p>	<p>Art. 19 Conditions matérielles</p> <p>Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.</p>	<p>Art. 19 Conditions matérielles</p> <p>Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.</p>
<p>Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics</p> <p>¹ Pour les requérants majeurs, le département consulte avant tout autre examen le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).</p> <p>² Pour les requérants âgés de 12 à 18 ans, le département interroge systématiquement la juridiction pénale des mineurs.</p> <p>³ Lorsque le département constate que le requérant ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p> <p>⁴ Le département peut, le cas échéant, suspendre la procédure de naturalisation, lorsqu'il ressort</p>	<p>Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics</p> <p>al. 1 (nouvelle teneur), al. 2 (nouvelle teneur), al. 3 (nouvelle teneur), al. 5 (nouvelle teneur).</p> <p>¹ Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).</p> <p>² Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.</p> <p>³ Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p> <p>⁴ Lorsque une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de</p>	<p>Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics</p> <p>¹ Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).</p> <p>² Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.</p> <p>³ Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p> <p>⁴ Lorsque une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de</p>	<p>Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics</p> <p>¹ Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).</p> <p>² Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.</p> <p>³ Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p> <p>⁴ Lorsque une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de</p>	<p>Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics</p> <p>¹ Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).</p> <p>² Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.</p> <p>³ Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p> <p>⁴ Lorsque une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de</p>	<p>Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics</p> <p>¹ Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).</p> <p>² Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.</p> <p>³ Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p> <p>⁴ Lorsque une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de</p>

CHA-DA/JFM/20.06.2021

<p>notamment que la justice pénale a terminé l'instruction et qu'un jugement devrait donc être rendu dans un court délai.</p> <p>⁶ Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'après des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales.</p>	<p>l'instruction, la clôture définitive de la procédure par la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p> <p>⁷ Le département peut suspendre la procédure de naturalisation, notamment lorsqu'il apparaît que la justice pénale a terminé l'instruction et qu'un jugement devrait être rendu dans un court délai.</p> <p>⁸ Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'après des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales.</p>	<p>naturalisation si, au terme de l'instruction, la clôture définitive de la procédure par la justice pénale n'est pas encore intervenue.</p> <p>⁵ Le département peut suspendre la procédure de naturalisation, notamment lorsqu'il apparaît que la justice pénale a terminé l'instruction et qu'un jugement devrait être rendu dans un court délai.</p> <p>⁶ Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer, en vertu du droit fédéral, un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'après des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales.</p>	
<p>Art. 21 Connaissances linguistiques</p> <p>¹ Le requérant doit justifier de connaissances orales et écrites en français, dont le niveau est exigé et fixé par le droit fédéral.</p> <p>² Le règlement fixe les modalités de contrôle des connaissances linguistiques acquises par le requérant.</p>	<p>Art. 21 Connaissances linguistiques</p> <p>al. 1 (nouvelle teneur), al. 2 (nouveau), al. 3 (nouvelle teneur).</p> <p>¹ La personne requérante doit justifier de connaissances orales et écrites en français. Sont fixés par le droit fédéral le niveau requis, les critères d'évaluation et les modalités de la preuve des compétences linguistiques.</p> <p>² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque l'attestation de langue n'est pas conforme aux exigences prévues par l'alinéa 1.</p> <p>³ Le règlement fixe les modalités de contrôle des connaissances linguistiques acquises par la personne requérante.</p>	<p>Art. 21 Connaissances linguistiques</p> <p>¹ La personne requérante doit justifier de connaissances orales et écrites en français. Sont fixés par le droit fédéral le niveau requis, les critères d'évaluation et les modalités de la preuve des compétences linguistiques.</p> <p>² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque l'attestation de langue n'est pas conforme aux exigences prévues par l'alinéa 1.</p> <p>³ Le règlement fixe les modalités de contrôle des connaissances linguistiques acquises par la personne requérante.</p>	
<p>Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève</p> <p>¹ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales sur la géographie, l'histoire, la politique et les particularités sociales de la Suisse et du canton de Genève est mise à disposition de tous les requérants par le département.</p> <p>² Le département procède, au moyen d'un test écrit, au contrôle des connaissances générales du requérant.</p> <p>³ Le règlement fixe les modalités de formation et de contrôle des connaissances générales acquises par le requérant.</p> <p>⁴ Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.</p>	<p>Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève</p> <p>al. 1 (nouvelle teneur), al. 2 (nouveau), al. 3 (nouvelle teneur), al. 4 (nouvelle teneur)</p> <p>¹ Le département procède, au moyen d'un test écrit, au contrôle des connaissances générales de la personne requérante sur la géographie, l'histoire, la politique et les particularités sociales de la Suisse et du canton de Genève (ci-après : connaissances générales), et délivre une attestation en cas de réussite.</p> <p>² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque la personne requérante a échoué au test visé à l'alinéa 1.</p> <p>³ Le règlement fixe les modalités de formation et de contrôle des connaissances générales acquises par la personne requérante.</p> <p>⁴ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.</p> <p>⁵ Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.</p>	<p>Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève</p> <p>¹ Le département procède, au moyen d'un test écrit, au contrôle des connaissances générales de la personne requérante sur la géographie, l'histoire, la politique et les particularités sociales de la Suisse et du canton de Genève (ci-après : connaissances générales), et délivre une attestation en cas de réussite.</p> <p>² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque la personne requérante a échoué au test visé à l'alinéa 1.</p> <p>³ Le règlement fixe les modalités de formation et de contrôle des connaissances générales acquises par la personne requérante.</p> <p>⁴ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.</p> <p>⁵ Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.</p>	

<p>Art. 23 Étrangers nés en Suisse et étrangers de moins de 25 ans</p> <p>¹ Lorsque l'indice ne laisse supposer une intégration insuffisante, le département peut dispenser le requérant des tests linguistiques et portant sur les connaissances générales, aux conditions alternatives suivantes :</p> <p>a) le requérant est né en Suisse et y a séjourné sans interruption jusqu'au moment du dépôt de sa demande de naturalisation ;</p> <p>b) le requérant est âgé de moins de 25 ans révolus et a accompli 5 ans de scolarité obligatoire ou a suivi une formation de degré secondaire II ou du degré tertiaire dispensée en Suisse et y séjourné depuis lors.</p> <p>² La dispense des tests doit être communiquée au requérant par écrit.</p>	<p>Art. 23 Étrangers nés en Suisse et étrangers de moins de 25 ans</p> <p>al. 1 (nouvelle teneur), al. 2 (nouvelle teneur), al. 3 (nouveau)</p> <p>¹ Lorsque l'indice ne laisse supposer une intégration insuffisante, le département peut dispenser la personne requérante des tests linguistiques et portant sur les connaissances générales, aux conditions alternatives suivantes :</p> <p>a) la personne requérante est née dans le canton de Genève, et y a séjourné sans interruption jusqu'au moment du dépôt de sa demande de naturalisation ;</p> <p>b) la personne requérante est âgée de moins de 25 ans révolus et a accompli 5 ans de scolarité obligatoire dans le canton de Genève ou y a suivi une formation de degré secondaire II ou du degré tertiaire et y séjourné depuis lors.</p> <p>² La dispense des tests doit être communiquée à la personne requérante par écrit.</p> <p>³ Le règlement énumère l'ensemble des documents devant être présentés pour évaluer la réalisation des conditions. Il précise également les indices qui laissent supposer une intégration insuffisante, ainsi que la procédure d'évaluation des personnes requérantes qui ne remplissent pas l'ensemble des critères fixés à l'alinéa 1.</p>	<p>Art. 23 Étrangers nés en Suisse et étrangers de moins de 25 ans</p> <p>Lorsqu'il constate qu'aucun indice ne laisse supposer une intégration insuffisante, le département peut dispenser la personne requérante des tests linguistiques et portant sur les connaissances générales, aux conditions alternatives suivantes :</p> <p>a) la personne requérante est née dans le canton de Genève, et y a séjourné sans interruption jusqu'au moment du dépôt de sa demande de naturalisation ;</p> <p>b) la personne requérante est âgée de moins de 25 ans révolus et a accompli 5 ans de scolarité obligatoire dans le canton de Genève ou y a suivi une formation de degré secondaire II ou du degré tertiaire et y séjourné depuis lors.</p> <p>² La dispense des tests doit être communiquée à la personne requérante par écrit.</p> <p>³ Le règlement énumère l'ensemble des documents devant être présentés pour évaluer la réalisation des conditions. Il précise également les indices qui laissent supposer une intégration insuffisante, ainsi que la procédure d'évaluation des personnes requérantes qui ne remplissent pas l'ensemble des critères fixés à l'alinéa 1.</p>	<p>Art. 23 Personnes étrangères et nées en Suisse et personnes étrangères de moins de 25 ans</p>
<p>Art. 24 Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation</p> <p>¹ Le requérant doit justifier d'une situation économique permettant de subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille dont il a la charge.</p> <p>² L'intégration peut également être considérée comme réalisée, lorsque le requérant apporte la preuve qu'il suit ou vient d'achever une formation (contrat d'apprentissage ou diplôme).</p> <p>³ Le requérant ne doit pas être à la charge de l'assistance publique dans les 3 ans précédant le dépôt de sa demande de naturalisation et pendant toute la durée de la procédure.</p> <p>⁴ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation.</p>	<p>Art. 24 Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation</p> <p>al. 1 (nouvelle teneur), al. 2 (nouvelle teneur), al. 3 (nouvelle teneur), al. 4 (nouveau), al. 5 (nouveau), al. 6 (nouvelle teneur)</p> <p>¹ La personne requérante doit justifier d'une situation économique permettant de subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille dont il a la charge.</p> <p>² L'intégration peut également être considérée comme réalisée lorsque la personne requérante apporte la preuve qu'il suit ou vient d'achever une formation (contrat d'apprentissage ou diplôme).</p> <p>³ La personne requérante ne doit pas avoir été à la charge de l'assistance publique dans les 3 ans précédant le dépôt de sa demande de naturalisation et pendant toute la durée de la procédure.</p> <p>⁴ La personne requérante ne doit pas avoir fait l'objet de poursuites en force ou d'actes de défaut de biens dans les 5 dernières années et doit avoir intégralement acquitté ses impôts.</p> <p>⁵ Le département peut refuser d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire si la personne requérante ne remplit pas les conditions posées aux alinéas 3 et 4.</p> <p>⁶ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation et précise les exceptions à l'alinéa 4.</p>	<p>Art. 24 Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation</p> <p>¹ La personne requérante doit justifier d'une situation économique permettant de subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille dont il a la charge.</p> <p>² L'intégration peut également être considérée comme réalisée lorsque la personne requérante apporte la preuve qu'il suit ou vient d'achever une formation (contrat d'apprentissage ou diplôme).</p> <p>³ La personne requérante ne doit pas avoir été à la charge de l'assistance publique dans les 3 ans précédant le dépôt de sa demande de naturalisation et pendant toute la durée de la procédure.</p> <p>⁴ La personne requérante ne doit pas avoir fait l'objet de poursuites en force ou d'actes de défaut de biens dans les 5 dernières années et doit avoir intégralement acquitté ses impôts.</p> <p>⁵ Le département peut refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation ordinaire si la personne requérante ne remplit pas les conditions posées aux alinéas 3 et 4.</p> <p>⁶ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation et précise les exceptions à l'alinéa 4.</p>	<p>Art. 24 Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation</p> <p>² L'intégration peut également être considérée comme réalisée lorsque la personne requérante apporte la preuve qu'elle suit ou vient d'achever une formation (contrat d'apprentissage ou diplôme).</p>

CHA-DA/FW/20.08.2021

<p>Art. 25 Encouragement de l'intégration des membres étrangers de la famille</p> <p>1^a La démonstration par le requérant de son encouragement à l'intégration des membres de sa famille dans la communauté genevoise, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique, peut s'effectuer par tout moyen de preuve probant.</p> <p>2^a En cas de doute, le département peut auditionner les membres de la famille et procéder à des investigations supplémentaires.</p> <p>3^a Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.</p>	<p>Art. 25 Encouragement de l'intégration des membres étrangers de la famille</p> <p>1^a La personne requérante encourage l'intégration dans la communauté genevoise de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique.</p> <p>2^a En cas de doute, le département peut auditionner le conjoint, le partenaire enregistré ou les enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, et procéder à des investigations supplémentaires.</p> <p>3^a Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.</p>	<p>Art. 25 Encouragement de l'intégration des membres de la famille étrangère</p> <p>1^a La personne requérante encourage l'intégration dans la communauté genevoise de son conjoint, ou de sa ou son partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique.</p> <p>2^a En cas de doute, le département peut auditionner la conjointe ou le conjoint, la ou le partenaire enregistré ou les enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, et procéder à des investigations supplémentaires.</p> <p>3^a Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de sa conjointe ou son conjoint, de sa ou son partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.</p>
<p>Art. 26 Prise en compte des circonstances exceptionnelles</p> <p>1^a Le département tient compte de manière appropriée de la situation particulière du requérant lors de l'appréciation des critères énumérés aux articles 21, 22 et 24 de la présente loi, lorsqu'il ressort que celui-ci est dans l'incapacité de satisfaire aux conditions précitées en raison des circonstances personnelles visées aux articles 12, alinéa 2, de la loi fédérale, et 9 de l'ordonnance fédérale.</p> <p>2^a Si une circonstance personnelle est reconnue, le département peut toutefois astreindre le requérant à suivre les séances d'information à l'intégration visées à l'article 3, alinéa 4, à la condition toutefois que sa situation personnelle ou médicale le permette.</p> <p>3^a Le règlement fixe la procédure d'examen des situations dans lesquelles les requérants pourraient se prévaloir de circonstances personnelles, et, le cas échéant, il détermine les modalités d'accès aux séances d'information à l'intégration.</p>	<p>Art. 26 Prise en compte des circonstances personnelles</p> <p>1^a Le département tient compte de manière appropriée de la situation particulière de la personne requérante lors de l'appréciation des critères énumérés aux articles 21, 22 et 24 de la présente loi, lorsqu'il apparaît qu'elle est dans l'incapacité de satisfaire aux conditions précitées en raison des circonstances personnelles visées aux articles 12, alinéa 2, de la loi fédérale, et 9 de l'ordonnance fédérale.</p> <p>2^a Si une circonstance personnelle est reconnue, le département peut toutefois astreindre la personne requérante à suivre les séances d'information à l'intégration visées à l'article 3, alinéa 4, à la condition toutefois que sa situation personnelle ou médicale le permette.</p> <p>3^a Le règlement fixe la procédure d'examen des situations dans lesquelles la personne requérante pourrait se prévaloir de circonstances personnelles et détermine les modalités d'accès aux séances d'information à l'intégration.</p>	<p>Art. 26 Prise en compte des circonstances personnelles</p> <p>1^a Le département tient compte de manière appropriée de la situation particulière de la personne requérante lors de l'appréciation des critères énumérés aux articles 21, 22 et 24 de la présente loi, lorsqu'il apparaît qu'elle est dans l'incapacité de satisfaire aux conditions précitées en raison des circonstances personnelles visées aux articles 12, alinéa 2, de la loi fédérale, et 9 de l'ordonnance fédérale.</p> <p>2^a Si une circonstance personnelle est reconnue, le département peut toutefois astreindre la personne requérante à suivre les séances d'information à l'intégration visées à l'article 3, alinéa 4, à la condition toutefois que sa situation personnelle ou médicale le permette.</p> <p>3^a Le règlement fixe la procédure d'examen des situations dans lesquelles la personne requérante pourrait se prévaloir de circonstances personnelles et détermine les modalités d'accès aux séances d'information à l'intégration.</p>
<p>Art. 27 Procédure</p> <p>1^a L'étranger dépose sa demande de naturalisation auprès du département.</p> <p>2^a Il doit indiquer la commune dont il veut obtenir le droit de cité.</p> <p>3^a Il a le choix entre la commune où il réside et l'une de celles où il a résidé.</p> <p>4^a Les époux ayant déposé une demande collective peuvent jusqu'à la fin de la procédure garder un dossier commun jusqu'à la fin de la procédure. Sous réserve de justes motifs, la naturalisation est accordée, suspendue ou refusée.</p>	<p>Art. 27 Procédure</p> <p>1^a L'étranger dépose sa demande de naturalisation auprès du département.</p> <p>2^a Il doit indiquer la commune dont il veut obtenir le droit de cité.</p> <p>3^a Il a le choix entre la commune où il réside et l'une de celles où il a résidé.</p> <p>4^a Les époux ayant déposé une demande collective gardent un dossier commun jusqu'à la fin de la procédure. Sous réserve de justes motifs, la naturalisation est accordée, suspendue ou refusée.</p>	<p>Art. 27 Procédure</p> <p>1^a La personne étrangère dépose sa demande de naturalisation auprès du département.</p> <p>2^a Elle doit indiquer la commune dont elle veut obtenir le droit de cité.</p> <p>3^a Elle a le choix entre la commune où elle réside et l'une de celles où elle a résidé.</p>

CH-DA-FRM20.08.2021

<p>individuellement à toutes les personnes comprises dans la requête.</p>	<p>Art. 23 Dépôt de la demande de naturalisation ordinaire</p> <p>¹ La demande de naturalisation est considérée comme valablement déposée lorsque la formule officielle, complétée de toutes les annexes requises, est remise au département.</p> <p>² En cas de non-réalisation des conditions formelles, le département en informe par écrit le requérant et lui accorde un délai de 30 jours pour fournir les documents valables ou manquants ou, le cas échéant, présenter ses arguments. A l'expiration du délai, le département peut, selon les informations et les pièces communiquées par le requérant, refuser d'enregistrer la demande de naturalisation, poursuivre l'instruction ou la suspendre.</p> <p>³ En cas de confirmation du refus d'enregistrer la demande de naturalisation, le département rend, sur demande, une décision formelle de non-entrée en matière.</p> <p>⁴ Le règlement précise la procédure et fixe le contenu de la formule officielle ainsi que les annexes qui doivent l'accompagner.</p>	<p>suspendue ou refusé individuellement à toutes les personnes comprises dans la requête.</p>	<p>Art. 28 Dépôt de la demande de naturalisation ordinaire</p> <p>¹ La demande de naturalisation est considérée comme valablement déposée lorsque la formule officielle, complétée de toutes les annexes requises, est remise au département.</p> <p>² Si les conditions formelles ne sont pas réalisées, le département en informe par écrit la personne requérante et lui accorde un délai pour fournir les documents valables ou manquants ou, le cas échéant, présenter ses arguments. A l'expiration du délai, le département peut, selon les informations et les pièces communiquées par la personne requérante, refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, poursuivre l'instruction ou la suspendre.</p> <p>³ Si le département refuse d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, il rend une décision formelle de non-entrée en matière.</p> <p>⁴ Le règlement précise la procédure et fixe le contenu de la formule officielle ainsi que les annexes qui doivent l'accompagner.</p>
<p>Art. 23 Dépôt de la demande de naturalisation ordinaire</p> <p>¹ La demande de naturalisation est considérée comme valablement déposée lorsque la formule officielle, complétée de toutes les annexes requises, est remise au département.</p> <p>² Si les conditions formelles ne sont pas réalisées, le département en informe par écrit la personne requérante et lui accorde un délai de 30 jours pour fournir les documents valables ou manquants ou, le cas échéant, présenter ses arguments. A l'expiration du délai, le département peut, selon les informations et les pièces communiquées par la personne requérante, refuser d'enregistrer la demande de naturalisation, poursuivre l'instruction ou la suspendre.</p> <p>³ Si le département confirme son refus d'enregistrer la demande de naturalisation, il rend une décision formelle de non-entrée en matière.</p> <p>⁴ Le règlement précise la procédure et fixe le contenu de la formule officielle ainsi que les annexes qui doivent l'accompagner.</p>	<p>Art. 29 Enquête sur l'intégration et la résidence effective du requérant et sur celles de sa famille</p> <p>¹ Le département procède à une enquête sur l'intégration et la résidence effective du requérant et sur celles des membres de sa famille faisant ménage commun avec lui.</p> <p>² Le contenu du rapport d'enquête cantonal et les déclarations de procédure qui relèvent de la compétence de la Confédération sont régis par le droit fédéral.</p> <p>³ Il ne peut être rédigé qu'un seul rapport d'enquête par famille.</p> <p>⁴ En cas de doute sur la résidence effective de la personne requérante ou sur son intégration sur le plan communal, le département peut demander à la commune compétente de procéder à une vérification sommaire. Ses constatations seront retranscrites dans le rapport d'enquête.</p> <p>⁵ En vue de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation, le rapport d'enquête contient le préavis du Conseil d'Etat confirmant que les conditions de la loi fédérale sont remplies, ou, le cas échéant, de l'arrêt définitif de la chambre administrative de la Cour de justice. Le rapport d'enquête mentionne également la clôture de l'examen cantonal de la demande de</p>	<p>Art. 29 Enquête sur l'intégration et la résidence effective de la personne requérante et sur celles de sa famille</p> <p>¹ Le département procède à une enquête sur l'intégration et la résidence effective de la personne requérante et sur celles des membres de sa famille faisant ménage commun avec elle.</p> <p>² Le contenu du rapport d'enquête cantonal et les déclarations de procédure qui relèvent de la compétence de la Confédération sont régis par le droit fédéral.</p> <p>³ Il ne peut être rédigé qu'un seul rapport d'enquête par famille.</p> <p>⁴ En cas de doute sur la résidence effective de la personne requérante ou sur son intégration sur le plan communal, le département peut demander à la commune compétente de procéder à une vérification sommaire. Les constatations de la commune sont retranscrites dans le rapport d'enquête.</p> <p>⁵ Le rapport d'enquête est transmis à l'autorité fédérale compétente en vue de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. Le rapport d'enquête contient le préavis du Conseil d'Etat confirmant que les conditions de la loi fédérale sont remplies, ou, le cas échéant, de l'arrêt définitif de la chambre administrative de la Cour de justice. Le rapport d'enquête mentionne également expressément la clôture de l'examen cantonal de la demande de</p>	<p>Art. 29 Enquête sur l'intégration et la résidence effective de la personne requérante et sur celles de sa famille</p> <p>¹ Le département procède à une enquête sur l'intégration et la résidence effective de la personne requérante et sur celles des membres de sa famille faisant ménage commun avec elle.</p> <p>² Le contenu du rapport d'enquête cantonal et les déclarations de procédure qui relèvent de la compétence de la Confédération sont régis par le droit fédéral.</p> <p>³ Il ne peut être rédigé qu'un seul rapport d'enquête par famille.</p> <p>⁴ En cas de doute sur la résidence effective de la personne requérante ou sur son intégration sur le plan communal, le département peut demander à la commune compétente de procéder à une vérification sommaire. Les constatations de la commune sont retranscrites dans le rapport d'enquête.</p> <p>⁵ Le rapport d'enquête est transmis à l'autorité fédérale compétente en vue de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. Le rapport d'enquête contient le préavis du Conseil d'Etat confirmant que les conditions de la loi fédérale sont remplies, ou, le cas échéant, de l'arrêt définitif de la chambre administrative de la Cour de justice. Le rapport d'enquête mentionne également expressément la clôture de l'examen cantonal de la demande de</p>

<p>Art. 30 Prévus de la commune</p> <p>1 L'étranger doit obtenir, sous forme de préavis, le consentement de la commune qu'il choisit.</p> <p>2 Pour l'étranger de moins de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou le maire et communiqué au département.</p> <p>3 Pour l'étranger de plus de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou, sur délégation, par le Conseil administratif ou le maire, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre x, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984.</p> <p>4 Le cas échéant, la délibération du Conseil municipal a lieu à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil; chaque conseiller municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de sa délibération.</p> <p>5 Dans tous les cas, si un préavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit la personne requérante.</p>	<p>Art. 30 Prévus de la commune</p> <p>1 L'étranger doit obtenir, sous forme de préavis, le consentement de la commune qu'il choisit.</p> <p>2 Pour l'étranger de moins de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou le maire et communiqué au département.</p> <p>3 Pour l'étranger de plus de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou, sur délégation, par le Conseil administratif ou le maire, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre x, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984.</p> <p>4 Le cas échéant, la délibération du Conseil municipal a lieu à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil; chaque conseiller municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de sa délibération.</p> <p>5 Dans tous les cas, si un préavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit la personne requérante.</p>	<p>Art. 30 Prévus de la commune</p> <p>1 L'étranger doit obtenir, sous forme de préavis, le consentement de la commune qu'il choisit.</p> <p>2 Pour l'étranger de moins de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou le maire et communiqué au département.</p> <p>3 Pour l'étranger de plus de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou, sur délégation, par le Conseil administratif ou le maire, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre x, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984.</p> <p>4 Le cas échéant, la délibération du Conseil municipal a lieu à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil; chaque conseiller municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de sa délibération.</p> <p>5 Dans tous les cas, si un préavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit la personne requérante.</p>	<p>Art. 30 Prévus de la commune</p> <p>1 L'étranger doit obtenir, sous forme de préavis, le consentement de la commune qu'il choisit.</p> <p>2 Pour l'étranger de moins de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou le maire et communiqué au département.</p> <p>3 Pour l'étranger de plus de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou, sur délégation, par le Conseil administratif ou le maire, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre x, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984.</p> <p>4 Le cas échéant, la délibération du Conseil municipal a lieu à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil; chaque conseiller municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de sa délibération.</p> <p>5 Dans tous les cas, si un préavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit la personne requérante.</p>	<p>Art. 31 Durée de la procédure</p> <p>1 La durée totale de la procédure de naturalisation ordinaire depuis le dépôt de la demande jusqu'au moment de la décision communale ne doit en principe pas dépasser 12 mois.</p> <p>2 Lorsque les circonstances l'exigent, la durée totale de la procédure peut dépasser cette limite à l'alinéa 1. Elle ne doit toutefois pas excéder 24 mois.</p> <p>3 Dans des cas particuliers, le département peut suspendre la procédure de naturalisation ordinaire. La durée de suspension ne peut toutefois pas dépasser 36 mois.</p> <p>4 Le département classe la procédure de naturalisation ordinaire si la suspension a duré plus de 36 mois.</p> <p>5 Le règlement détermine les situations visées aux alinéas 2 et 3 et précise la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.</p>	<p>Art. 31 Durée de la procédure</p> <p>1 La durée totale de la procédure de naturalisation ordinaire depuis le dépôt de la demande jusqu'au moment de la décision communale ne doit en principe pas dépasser 12 mois.</p> <p>2 Lorsque les circonstances l'exigent, la durée totale de la procédure peut dépasser cette limite à l'alinéa 1. Elle ne doit toutefois pas excéder 24 mois.</p> <p>3 Dans des cas particuliers, le département peut suspendre la procédure de naturalisation ordinaire. La durée de suspension ne peut toutefois pas dépasser 36 mois.</p> <p>4 Le département classe la procédure de naturalisation ordinaire si la suspension a duré plus de 36 mois.</p> <p>5 Le règlement détermine les situations visées aux alinéas 2 et 3 et précise la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.</p>	<p>Art. 32 Arrêté du Conseil d'Etat en matière de naturalisation ordinaire</p> <p>1 Le règlement détermine les situations visées aux alinéas 2 et 3 et précise la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.</p>	<p>Art. 32 Arrêté du Conseil d'Etat en matière de naturalisation ordinaire</p> <p>1 Le règlement détermine les situations visées aux alinéas 2 et 3 et précise la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.</p>	<p>Art. 32 Arrêté du Conseil d'Etat en matière de naturalisation ordinaire</p> <p>1 Le règlement détermine les situations visées aux alinéas 2 et 3 et précise la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.</p>	<p>Art. 30 Prévus de la commune</p> <p>1 L'étranger doit obtenir, sous forme de préavis, le consentement de la commune qu'il choisit.</p> <p>2 Pour l'étranger de moins de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou le maire et communiqué au département.</p> <p>3 Pour l'étranger de plus de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou, sur délégation, par le Conseil administratif ou le maire, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre x, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984.</p> <p>4 Le cas échéant, la délibération du Conseil municipal a lieu à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil; chaque conseiller municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de sa délibération.</p> <p>5 Dans tous les cas, si un préavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit la personne requérante.</p>	<p>Art. 31 Durée de la procédure</p> <p>1 La durée totale de la procédure de naturalisation ordinaire depuis le dépôt de la demande jusqu'au moment de la décision communale ne doit en principe pas dépasser 12 mois.</p> <p>2 Lorsque les circonstances l'exigent, la durée totale de la procédure peut dépasser cette limite à l'alinéa 1. Elle ne doit toutefois pas excéder 24 mois.</p> <p>3 Dans des cas particuliers, le département peut suspendre la procédure de naturalisation ordinaire. La durée de suspension ne peut toutefois pas dépasser 36 mois.</p> <p>4 Le département classe la procédure de naturalisation ordinaire si la suspension a duré plus de 36 mois.</p> <p>5 Le règlement détermine les situations visées aux alinéas 2 et 3 et précise la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.</p>	<p>Art. 32 Arrêté du Conseil d'Etat en matière de naturalisation ordinaire</p> <p>1 Le règlement détermine les situations visées aux alinéas 2 et 3 et précise la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.</p>
---	---	---	---	--	--	---	---	---	---	--	---

<p>préavis de la commune. Il statue par arrêté, lequel est également transmis à la commune concernée. L'arrêté de naturalisation initial est motivé en cas de refus ou, le cas échéant, s'il ne suit pas le préavis négatif de la commune.</p> <p>2 L'arrêté du Conseil d'Etat doit intervenir, au plus tard, dans un délai d'un an à compter de l'octroi de l'autorisation fédérale. En cas de dépassement du délai, l'arrêté du Conseil d'Etat rend un nouveau arrêté conformément à l'alinéa 1. Il est tenu compte, le cas échéant, des faits survenus après le prononcé de l'arrêté initial.</p> <p>3 Le Conseil d'Etat rend un arrêté négatif de naturalisation dans les cas suivants :</p> <p>a) suite à la proposition du département, après que celui-ci a procédé à l'examen des conditions formelles et matérielles de la naturalisation ordinaire au sens des articles 17 à 26;</p> <p>b) suite au préavis négatif de la commune, lorsqu'il estime que celui-ci est justifié;</p> <p>c) lorsqu'après l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation, qui ne permet pas de considérer comme remplies les conditions figurant aux articles 17 à 26.</p>	<p>1 Dans tous les cas, le Conseil d'Etat examine le préavis de la commune. Il statue par un arrêté, qu'il transmet également à la commune concernée. Il motive l'arrêté en cas de refus ou s'il ne suit pas le préavis négatif de la commune.</p> <p>2 L'arrêté du Conseil d'Etat doit intervenir, au plus tard, dans le délai d'un an à compter de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. En cas de dépassement du délai, l'arrêté du Conseil d'Etat rend un nouveau arrêté conformément à l'alinéa 1. Il est tenu compte, le cas échéant, des faits survenus après le prononcé de l'arrêté initial.</p> <p>3 Le Conseil d'Etat rend un arrêté négatif de naturalisation dans les cas suivants :</p> <p>a) sur proposition du département, après que celui-ci a procédé à l'examen des conditions formelles et matérielles de la naturalisation ordinaire au sens des articles 17 à 26;</p> <p>b) suite au préavis négatif de la commune, lorsqu'il estime que celui-ci est justifié;</p> <p>c) lorsqu'après l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département découvre des faits nouveaux ou qui n'étaient pas connus de l'autorité compétente au moment de l'instruction de la demande de naturalisation, qui ne permettent plus de considérer comme remplies les conditions figurant aux articles 17 à 26.</p>	<p>Art. 33 Recours de la commune</p> <p>La commune dont le préavis n'a pas été suivi par le Conseil d'Etat peut recourir contre l'arrêté rendu par celui-ci.</p>	<p>Art. 33 Recours de la commune</p> <p>La commune dont le préavis n'a pas été suivi par le Conseil d'Etat peut recourir contre l'arrêté rendu par celui-ci.</p>	<p>Art. 33 Recours de la commune</p> <p>La commune dont le préavis n'a pas été suivi par le Conseil d'Etat peut recourir contre l'arrêté rendu par celui-ci.</p>
<p>Art. 34 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation</p> <p>1 A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau VOSTRA.</p> <p>2 Le département s'assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les 6 mois suivant l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. S'il parvient à sa connaissance que d'autres critères ne sont plus réalisés, le département en tient également compte.</p> <p>3 Si le département constate que les conditions de la</p>	<p>Art. 34 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation</p> <p>1 A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau VOSTRA.</p> <p>2 Le département s'assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les 6 mois suivant l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. S'il parvient à sa connaissance que d'autres critères ne sont plus réalisés, le département en tient également compte.</p> <p>3 Si le département constate que les conditions de la</p>	<p>Art. 34 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation</p> <p>1 A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau VOSTRA.</p> <p>2 Le département s'assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les 6 mois suivant l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. S'il parvient à sa connaissance que d'autres critères ne sont plus réalisés, le département en tient également compte.</p> <p>3 Si le département constate que les conditions de la</p>	<p>Art. 34 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation</p> <p>1 A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau VOSTRA.</p> <p>2 Le département s'assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les 6 mois suivant l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. S'il parvient à sa connaissance que d'autres critères ne sont plus réalisés, le département en tient également compte.</p> <p>3 Si le département constate que les conditions de la</p>	<p>Art. 34 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation</p> <p>1 A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau VOSTRA.</p> <p>2 Le département s'assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les 6 mois suivant l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. S'il parvient à sa connaissance que d'autres critères ne sont plus réalisés, le département en tient également compte.</p> <p>3 Si le département constate que les conditions de la</p>

CHA-DA/JFM/20.08.2021

pour exercer son droit d'être entendu. 4 Dès réception de la réponse du requérant ou à l'échéance du délai pour exercer son droit d'être entendu, le département transmet le dossier au Conseil d'Etat afin que celui-ci se prononce sur la demande de naturalisation.	naturalisation suisse ne sont plus remplies, il en informe la personne requérante et lui accorde un délai de 30 jours pour exercer son droit d'être entendu. 4 Dès réception de la réponse de la personne requérante ou à l'échéance du délai pour exercer son droit d'être entendu, le département transmet le dossier au Conseil d'Etat afin que celui-ci se prononce sur la demande de naturalisation.	de la naturalisation suisse ne sont plus remplies, il en informe la personne requérante et lui accorde un délai de 30 jours pour exercer son droit d'être entendu. 4 Dès réception de la réponse de la personne requérante ou à l'échéance du délai pour exercer son droit d'être entendu, le département transmet le dossier au Conseil d'Etat afin que celui-ci se prononce sur la demande de naturalisation.	
Art. 35 Recours des particuliers Toute personne partie à la procédure de naturalisation peut recourir contre l'arrêté du Conseil d'Etat.	Art. 35 Recours des particuliers Toute personne partie à la procédure de naturalisation peut recourir contre l'arrêté du Conseil d'Etat.	Art. 35 Recours des particuliers Toute personne partie à la procédure de naturalisation peut recourir contre l'arrêté du Conseil d'Etat.	
Art. 36 Emoluments de naturalisation ordinaire 1 L'étranger doit verser un emolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement. 2 Cet emolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête. 3 Le règlement fixe, conformément au principe de la couverture des frais, un emolument spécifique pour chacune des catégories suivantes : a) les requérants de moins de 25 ans (procédure allégée); b) les requérants de plus de 25 ans (procédure individuelle); c) les couples mariés ou en partenariat enregistré (procédure pour couple); d) les enfants compris dans les différents types de procédure.	Art. 36 Emoluments de naturalisation ordinaire al. 1 (nouvelle teneur), al. 3 let. a et b (nouvelle teneur) 1 L'étranger doit verser un emolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement. 2 Cet emolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête. 3 Le règlement fixe, conformément au principe de la couverture des frais, un emolument spécifique pour chacune des catégories suivantes : a) les personnes requérantes de moins de 25 ans (procédure allégée); b) les personnes requérantes de plus de 25 ans (procédure individuelle); c) les couples mariés ou en partenariat enregistré (procédure pour couple); d) les enfants compris dans les différents types de procédure.	Art. 36 Emoluments de naturalisation ordinaire 1 L'étranger doit verser un emolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement. 2 Cet emolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête. 3 Le règlement fixe, conformément au principe de la couverture des frais, un emolument spécifique pour chacune des catégories suivantes : a) les personnes requérantes de moins de 25 ans (procédure allégée); b) les personnes requérantes de plus de 25 ans (procédure individuelle); c) les couples mariés ou en partenariat enregistré (procédure pour couple); d) les enfants compris dans les différents types de procédure.	Art. 36 Emoluments de naturalisation ordinaire 1 La personne étrangère doit verser un emolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement.
Art. 37 Prestation de serment L'étranger majeur et, le cas échéant, son conjoint ou son partenaire enregistré admis à la naturalisation présentent publiquement, devant le Conseil d'Etat, le serment suivant : « Je jure ou je promets solennellement : d'être fidèle à la République et canton de Genève comme à la Confédération suisse; d'observer scrupuleusement la constitution et les lois; d'en respecter les traditions; de justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise; de contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir »	Art. 37 Prestation de serment L'étranger majeur et, le cas échéant, son conjoint ou son partenaire enregistré admis à la naturalisation présentent publiquement, devant le Conseil d'Etat, le serment suivant : « Je jure ou je promets solennellement : d'être fidèle à la République et canton de Genève comme à la Confédération suisse; d'observer scrupuleusement la constitution et les lois; d'en respecter les traditions; de justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise; de contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir »	Art. 37 Prestation de serment L'étranger majeur et, le cas échéant, son conjoint ou son partenaire enregistré admis à la naturalisation présentent publiquement, devant le Conseil d'Etat, le serment suivant : « Je jure ou je promets solennellement : d'être fidèle à la République et canton de Genève comme à la Confédération suisse; d'observer scrupuleusement la constitution et les lois; d'en respecter les traditions; de justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise; de contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir »	Art. 37 Prestation de serment La personne étrangère majeure et, le cas échéant, sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré admis à la naturalisation présentent publiquement, devant le Conseil d'Etat, le serment suivant : « Je jure ou je promets solennellement : d'être fidèle à la République et canton de Genève comme à la Confédération suisse; d'observer scrupuleusement la constitution et les lois; d'en respecter les traditions; de justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise; de contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »

libre et prospère. »			
Section 3 Rénégation	Section 3 Rénégation	Section 3 Rénégation	Section 3 Rénégation
<p>Art. 38 Effets</p> <p>¹ La naturalisation d'un étranger s'étend aux membres de sa famille qui bénéficient de l'autorisation fédérale et qui sont inclus dans l'arrêté du Conseil d'Etat.</p> <p>² L'enfant qui attend sa majorité avant la délivrance de l'arrêté de naturalisation définitif du Conseil d'Etat à ses parents en obtient un à titre personnel. Il est en outre tenu de prêter serment à titre individuel.</p> <p>³ L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet :</p> <p>a) à la date de la prestation de serment pour l'étranger majeur et ses enfants inclus dans la demande;</p> <p>b) à la date de l'arrêté de naturalisation définitif du Conseil d'Etat pour l'étranger mineur ayant un dossier individuel.</p>	<p>Art. 38 Effets</p> <p>¹ La naturalisation d'un étranger s'étend aux membres de sa famille qui bénéficient de l'autorisation fédérale et qui sont inclus dans l'arrêté du Conseil d'Etat.</p> <p>² L'enfant qui attend sa majorité avant la délivrance de l'arrêté de naturalisation définitif du Conseil d'Etat à ses parents en obtient un à titre personnel. Il est en outre tenu de prêter serment à titre individuel.</p> <p>³ L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet :</p> <p>a) à la date de la prestation de serment pour l'étranger majeur et ses enfants inclus dans la demande;</p> <p>b) à la date de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat pour l'étranger mineur ayant un dossier individuel.</p> <p>⁴ L'arrêté de naturalisation devient caduc lorsque le candidat, sans raison valable, ne se présente pas à la cérémonie de prestation de serment, ou lorsque les conditions de la naturalisation ordinaire ne sont plus remplies entre son prononcé et la prestation de serment.</p> <p>⁵ Le règlement détermine la procédure applicable aux situations visées à l'alinéa 4.</p>	<p>Art. 38 Effets</p> <p>¹ La naturalisation d'un étranger s'étend aux membres de sa famille qui bénéficient de l'autorisation fédérale et qui sont inclus dans l'arrêté du Conseil d'Etat.</p> <p>² L'enfant qui attend sa majorité avant la délivrance de l'arrêté de naturalisation définitif du Conseil d'Etat à ses parents en obtient un à titre personnel. Il est en outre tenu de prêter serment à titre individuel.</p> <p>³ L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet :</p> <p>a) à la date de la prestation de serment pour l'étranger majeur et ses enfants inclus dans la demande;</p> <p>b) à la date de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat pour l'étranger mineur ayant un dossier individuel.</p> <p>⁴ L'arrêté de naturalisation devient caduc lorsque le candidat, sans raison valable, ne se présente pas à la cérémonie de prestation de serment, ou lorsque les conditions de la naturalisation ordinaire ne sont plus remplies entre son prononcé et la prestation de serment.</p> <p>⁵ Le règlement détermine la procédure applicable aux situations visées à l'alinéa 4.</p> <p>Adopté mais sera repris en III débat, s'agissant de :</p> <p>1) La caducité de l'ACE (al. 4)</p> <p>2) La position de l'Etat de "situation extraordinaire" comme disposition pérenne</p>	<p>Art. 38 Effets</p> <p>¹ La naturalisation d'une personne étrangère s'étend aux membres de sa famille qui bénéficient de l'autorisation fédérale et qui sont inclus dans l'arrêté du Conseil d'Etat.</p> <p>² L'enfant qui attend sa majorité avant la délivrance de l'arrêté de naturalisation définitif du Conseil d'Etat à ses parents en obtient un à titre personnel. Elle ou il est en outre tenu de prêter serment à titre individuel.</p> <p>³ L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet :</p> <p>a) à la date de la prestation de serment pour la personne étrangère majeure et ses enfants inclus dans la demande;</p> <p>b) à la date de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat pour la personne étrangère mineure ayant un dossier individuel.</p> <p>⁴ L'arrêté de naturalisation devient caduc lorsque la personne candidate, sans raison valable, ne se présente pas à la cérémonie de prestation de serment, ou lorsque les conditions de la naturalisation ordinaire ne sont plus remplies entre son prononcé et la prestation de serment.</p>
<p>Art. 39 Conditions</p> <p>¹ La Genevoise d'origine qui a perdu le droit de cité genevois par mariage avec un étranger peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité.</p> <p>² La Genevoise qui a acquis le droit de cité d'un autre canton peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité genevois.</p>	<p>Art. 39 Conditions</p> <p>¹ La Genevoise d'origine qui a perdu le droit de cité genevois par mariage avec un étranger peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité.</p> <p>² Le citoyen genevois qui a acquis le droit de cité d'un autre canton peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité genevois.</p>	<p>Art. 39 Conditions</p> <p>¹ Le citoyen genevois d'origine qui a perdu le droit de cité genevois par mariage avec un étranger peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité.</p> <p>² La citoyenne ou le citoyen genevois qui a acquis le droit de cité d'un autre canton peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité genevois.</p>	<p>Art. 39 Conditions</p> <p>¹ Le citoyen genevois d'origine qui a perdu le droit de cité genevois par mariage avec un étranger peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité.</p> <p>² La citoyenne ou le citoyen genevois qui a acquis le droit de cité d'un autre canton peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité genevois.</p>
<p>Art. 40 Procédure</p> <p>¹ La réintégration doit faire l'objet d'une demande au département.</p> <p>² Elle est prononcée de droit dans les cas mentionnés à l'article 39, alinéa 1.</p> <p>³ La réintégration prévue à l'article 61 de la présente loi doit se faire auprès de l'autorité compétente,</p>	<p>Art. 40 Procédure</p> <p>¹ La réintégration doit faire l'objet d'une demande au département.</p> <p>² Elle est prononcée de droit dans les cas mentionnés à l'article 39, alinéa 1.</p> <p>³ La demande de réintégration prévue à l'article 61 doit</p>	<p>Art. 40 Procédure</p> <p>¹ La réintégration doit faire l'objet d'une demande au département.</p> <p>² Elle est prononcée de droit dans les cas mentionnés à l'article 39, alinéa 1.</p> <p>³ La demande de réintégration prévue à l'article 61 doit être déposée auprès de l'autorité</p>	<p>Art. 40 Procédure</p> <p>¹ La réintégration doit faire l'objet d'une demande au département.</p> <p>² Elle est prononcée de droit dans les cas mentionnés à l'article 39, alinéa 1.</p> <p>³ La demande de réintégration prévue à l'article 61 doit être déposée auprès de l'autorité</p>

CMA-DA/FM/20.08.2021

désignée dans le règlement d'application.		être déposée auprès de l'autorité compétente, désignée dans le règlement d'application.		compétente, désignée dans le règlement d'application.	
Art. 41 Autorité compétente La réintégration dans le droit de cité genevois est accordée gratuitement en tout temps par le Conseil d'Etat.	Art. 41 Autorité compétente La réintégration dans le droit de cité genevois est accordée gratuitement en tout temps par le Conseil d'Etat.			Art. 41 Autorité compétente La réintégration dans le droit de cité genevois est accordée gratuitement en tout temps par le Conseil d'Etat.	
Art. 42 Effet de la réintégration <i>Confidéré</i> 1 La réintégration dans le droit de cité genevois d'un Confidéré s'étend à ses enfants mineurs suisses, s'il dispose sur ces derniers de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. En cas d'autorité conjointe, l'assentiment de l'autre parent n'est nécessaire. L'assentiment de l'autre parent n'est toutefois pas requis, lorsque le parent qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint par les mesures de protection de l'enfant. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées. <i>Etranger</i> 2 La réintégration dans le droit de cité genevois d'un étranger s'étend aux membres de sa famille compris dans l'acte de réintégration établi par l'autorité fédérale. <i>Effet</i> 3 L'acquisition du droit de cité genevois prend effet : a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour les Confidérés réintégré dans le droit de cité genevois; b) à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale pour les étrangers réintégré selon la loi fédérale; c) à la date de l'ordonnance d'inscription dans le registre de l'état civil pour les réintégrations basées sur l'article 61.	Art. 42 Effets de la réintégration <i>Confidéré</i> 1 La réintégration dans le droit de cité genevois d'un Confidéré s'étend à ses enfants mineurs suisses s'il détient sur ces derniers l'exercice exclusif de l'autorité parentale. En cas d'autorité parentale conjointe, le consentement de l'autre parent est nécessaire. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. <i>Etranger</i> 2 La réintégration dans le droit de cité genevois d'un étranger s'étend aux membres de sa famille compris dans l'acte de réintégration établi par l'autorité fédérale. <i>Effet</i> 3 L'acquisition du droit de cité genevois prend effet : a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour les Confidérés réintégré dans le droit de cité genevois; b) à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale pour les étrangers réintégré selon la loi fédérale; c) à la date de l'ordonnance d'inscription dans le registre de l'état civil pour les réintégrations basées sur l'article 61.	Art. 42 Effets de la réintégration <i>Personne confidérée</i> 1 La réintégration dans le droit de cité genevois d'une personne confidérée s'étend à ses enfants mineurs suisses s'ils détient sur ces derniers l'exercice exclusif de l'autorité parentale. En cas d'autorité parentale conjointe, le consentement de l'autre parent est nécessaire. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. <i>Personne étrangère</i> 2 La réintégration dans le droit de cité genevois d'une personne étrangère s'étend aux membres de sa famille compris dans l'acte de réintégration établi par l'autorité fédérale. <i>Effet</i> 3 L'acquisition du droit de cité genevois prend effet : a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour les personnes confidérées réintégré dans le droit de cité genevois; b) à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale pour les personnes étrangères réintégré selon la loi fédérale.	Art. 42 Effets de la réintégration <i>Personne confidérée</i> 1 La réintégration dans le droit de cité genevois d'une personne confidérée s'étend à ses enfants mineurs suisses s'ils détient sur ces derniers l'exercice exclusif de l'autorité parentale. En cas d'autorité parentale conjointe, le consentement de l'autre parent est nécessaire. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées. <i>Personne étrangère</i> 2 La réintégration dans le droit de cité genevois d'une personne étrangère s'étend aux membres de sa famille compris dans l'acte de réintégration établi par l'autorité fédérale. <i>Effet</i> 3 L'acquisition du droit de cité genevois prend effet : a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour les personnes confidérées réintégré dans le droit de cité genevois; b) à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale pour les personnes étrangères réintégré selon la loi fédérale.		
Section 4 Bourgeoisie d'honneur	Section 4 Bourgeoisie d'honneur	Section 4 Bourgeoisie d'honneur	Section 4 Bourgeoisie d'honneur	Section 4 Bourgeoisie d'honneur	
Art. 43 Bourgeoisie d'honneur 1 Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à un Confidéré ou à un étranger qui a rendu au canton ou à la Suisse des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites. 2 La bourgeoisie d'honneur est personnelle et intransmissible; elle n'a pas les effets d'une naturalisation et ne confère pas le droit de cité genevois. <i>Effet</i> 3 L'acquisition de la bourgeoisie d'honneur prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi votée par le Grand Conseil.	Art. 43 Bourgeoisie d'honneur <i>Art. 3 (nouvelle teneur)</i> 1 Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à un Confidéré ou à un étranger qui a rendu au canton ou à la Suisse des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites. 2 La bourgeoisie d'honneur est personnelle et intransmissible; elle n'a pas les effets d'une naturalisation et ne confère pas le droit de cité genevois. 3 L'acquisition de la bourgeoisie d'honneur prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi votée par le Grand Conseil.	Art. 43 Bourgeoisie d'honneur 1 Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à une personne qui a rendu au canton ou à la Suisse des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites. 2 La bourgeoisie d'honneur est personnelle et intransmissible; elle n'a pas les effets d'une naturalisation et ne confère pas le droit de cité genevois. 3 L'acquisition de la bourgeoisie d'honneur prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi votée par le Grand Conseil.	Art. 43 Bourgeoisie d'honneur 1 Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à une personne qui a rendu au canton ou à la Suisse des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites. 2 La bourgeoisie d'honneur est personnelle et intransmissible; elle n'a pas les effets d'une naturalisation et ne confère pas le droit de cité genevois. 3 L'acquisition de la bourgeoisie d'honneur prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi votée par le Grand Conseil.		

Chapitre III	Acquisition par décision de l'autorité fédérale	Chapitre III	Acquisition par décision de l'autorité fédérale	Chapitre III	Acquisition par décision de l'autorité fédérale
Art. 44	<p>Décision de l'autorité fédérale</p> <p>1^a L'autorité fédérale statue sur les demandes de naturalisation facilitée et sur les demandes de réintégration dans la nationalité suisse.</p> <p>2 Elle consulte le Canton avant d'approuver la demande.</p> <p>3 En vue de la détermination de l'autorité fédérale, le département effectue l'enquête visée à l'article 34, alinéa 2, de la loi fédérale.</p> <p>4 L'acquisition de la nationalité suisse et du droit de cité genevois prend effet à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale.</p> <p><i>Efin</i></p>	<p>Art. 44</p> <p>Décision de l'autorité fédérale</p> <p>1^a L'autorité fédérale est compétente pour statuer sur les demandes de naturalisation facilitée et sur les demandes de réintégration dans la nationalité suisse, conformément à la loi fédérale.</p> <p>2 Elle consulte le canton avant d'approuver la demande.</p> <p>3 En vue de la détermination de l'autorité fédérale, le département effectue l'enquête visée à l'article 34, alinéa 2, de la loi fédérale.</p> <p>4 L'acquisition de la nationalité suisse et du droit de cité genevois prend effet à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale.</p>	<p>Art. 44</p> <p>Décision de l'autorité fédérale</p> <p>1^a L'autorité fédérale est compétente pour statuer sur les demandes de naturalisation facilitée et sur les demandes de réintégration dans la nationalité suisse, conformément à la loi fédérale.</p> <p>2 Elle consulte le canton avant d'approuver la demande.</p> <p>3 En vue de la détermination de l'autorité fédérale, le département effectue l'enquête visée à l'article 34, alinéa 2, de la loi fédérale.</p> <p>4 L'acquisition de la nationalité suisse et du droit de cité genevois prend effet à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale.</p>	<p>Art. 45</p> <p>Par acquisition d'un nouveau droit de cité cantonal</p> <p>Le Genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.</p>	<p>Art. 45</p> <p>Par acquisition d'un nouveau droit de cité cantonal</p> <p>La citoyenne ou le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'elle ou il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.</p>
Titre III	Perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse	Titre III	Perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse	Titre III	Perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse
Chapitre I	Perte par le seul effet de la loi	Chapitre I	Perte par le seul effet de la loi	Chapitre I	Perte par le seul effet de la loi
Art. 45	<p>Par acquisition d'un nouveau droit de cité cantonal</p> <p>Le Genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.</p>	<p>Art. 45</p> <p>Par acquisition d'un nouveau droit de cité cantonal</p> <p>Le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.</p>	<p>Art. 45</p> <p>Par acquisition d'un nouveau droit de cité cantonal</p> <p>Le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.</p>	<p>Art. 45</p> <p>Par acquisition d'un nouveau droit de cité cantonal</p> <p>La citoyenne ou le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'elle ou il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.</p>	<p>Art. 45</p> <p>Par acquisition d'un nouveau droit de cité cantonal</p> <p>La citoyenne ou le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'elle ou il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.</p>
Art. 46	<p>Par reconnaissance de l'enfant trouvé</p> <p>Lorsque la filiation est reconnue ultérieurement, l'enfant trouvé perd le droit de cité acquis conformément à l'article 10, s'il est encore mineur et ne devient pas apatride. Le Conseil d'Etat constate cette perte par arrêté.</p>	<p>Art. 46</p> <p>Par reconnaissance de l'enfant trouvé</p> <p>Lorsque la filiation est reconnue ultérieurement, l'enfant trouvé perd le droit de cité acquis conformément à l'article 10, s'il est encore mineur et ne devient pas apatride. Le Conseil d'Etat constate cette perte par arrêté.</p>	<p>Art. 46</p> <p>Par reconnaissance de l'enfant trouvé</p> <p>Lorsque la filiation est reconnue ultérieurement, l'enfant trouvé perd le droit de cité acquis conformément à l'article 10, s'il est encore mineur et ne devient pas apatride. Le Conseil d'Etat constate cette perte par arrêté.</p>	<p>Art. 46</p> <p>Par reconnaissance de l'enfant trouvé</p> <p>Lorsque la filiation est reconnue ultérieurement, l'enfant trouvé perd le droit de cité acquis conformément à l'article 10, s'il est encore mineur et ne devient pas apatride. Le Conseil d'Etat constate cette perte par arrêté.</p>	<p>Art. 46</p> <p>Par reconnaissance de l'enfant trouvé</p> <p>Lorsque la filiation est reconnue ultérieurement, l'enfant trouvé perd le droit de cité acquis conformément à l'article 10, s'il est encore mineur et ne devient pas apatride. Le Conseil d'Etat constate cette perte par arrêté.</p>
Chapitre II	Perte par décision de l'autorité	Chapitre II	Perte par décision de l'autorité	Chapitre II	Perte par décision de l'autorité
Section I	Renonciation	Section I	Renonciation	Section I	Renonciation
Art. 47	<p>Conditions</p> <p>1^a Tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois :</p> <p>a) s'il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre canton;</p> <p>b) s'il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée.</p> <p><i>Enfants mineurs</i></p>	<p>Art. 47</p> <p>Conditions</p> <p>1^a Tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois :</p> <p>a) s'il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre canton;</p> <p>b) s'il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée.</p> <p><i>Enfants mineurs</i></p>	<p>Art. 47</p> <p>Conditions</p> <p>1^a Tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois :</p> <p>a) s'il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre canton;</p> <p>b) s'il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée.</p> <p><i>Enfants mineurs</i></p>	<p>Art. 47</p> <p>Conditions</p> <p>1^a Tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois :</p> <p>a) s'il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre canton;</p> <p>b) s'il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée.</p> <p><i>Enfants mineurs</i></p>	<p>Art. 47</p> <p>Conditions</p> <p>1^a Tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois :</p> <p>a) s'il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre canton;</p> <p>b) s'il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée.</p> <p><i>Enfants mineurs</i></p>

Personnes mineures

CHA-DAJFM/20.09.2021

<p>2 Les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de l'autorité parentale du requérant sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois, si la demande de libération est présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a, et si le mineur qui présente une demande de libération n'est pas l'enfant mineur qui est soumis à l'exercice exclusif de l'autorité parentale du requérant.</p> <p>3 Le mineur qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment du détenteur exclusif de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 2.</p>	<p>2 Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de l'autorité parentale du requérant sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois s'ils remplissent les conditions énumérées à l'alinéa 1, sous réserve du droit fédéral. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p> <p>3 Le mineur qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment du détenteur exclusif de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 2.</p>	<p>2 Les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de l'autorité parentale de la personne requérante sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois, si la demande de libération est présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a, et si le mineur qui présente une demande de libération n'est pas l'enfant mineur qui est soumis à l'exercice exclusif de l'autorité parentale du requérant.</p> <p>3 Le mineur qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment du détenteur exclusif de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 2.</p>	<p>2 Les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de l'autorité parentale du requérant sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois, si la demande de libération est présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a, et si le mineur qui présente une demande de libération n'est pas l'enfant mineur qui est soumis à l'exercice exclusif de l'autorité parentale du requérant.</p> <p>3 Le mineur qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment du détenteur exclusif de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 2.</p>
<p>Art. 48 Procédure</p> <p>1 La demande de libération des liens du droit de cité genevois est adressée au département, ce dernier en transmettant la demande à la commune d'origine de la personne requérante.</p> <p>2 Après avoir fait procéder à une enquête, le département communique son préavis au Conseil d'Etat.</p> <p>3 Si le Conseil d'Etat estime que la demande peut être acceptée, il établit un acte de libération des liens du droit de cité genevois mentionnant toutes les personnes comprises dans sa décision.</p> <p>4 Le Conseil d'Etat notifie sa décision :</p> <p>a) à l'intéressé, si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a;</p> <p>b) à l'autorité fédérale si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre b.</p> <p>5 Un emolument est perçu pour la libération.</p>	<p>Art. 48 Procédure</p> <p>1 La demande de libération des liens du droit de cité genevois est adressée au département, ce dernier en transmettant la demande à la commune d'origine de la personne requérante.</p> <p>2 Après avoir fait procéder à une enquête, le département communique son préavis au Conseil d'Etat.</p> <p>3 Si le Conseil d'Etat estime que la demande peut être acceptée, il établit un acte de libération des liens du droit de cité genevois mentionnant toutes les personnes comprises dans sa décision.</p> <p>4 Le Conseil d'Etat notifie sa décision :</p> <p>a) à l'intéressé, si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a;</p> <p>b) à l'autorité fédérale si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre b.</p> <p>5 Un emolument est perçu pour la libération.</p>	<p>Art. 48 Procédure</p> <p>1 La demande de libération des liens du droit de cité genevois est adressée au département, ce dernier en transmettant la demande à la commune d'origine de la personne requérante.</p> <p>2 Après avoir fait procéder à une enquête, le département communique son préavis au Conseil d'Etat.</p> <p>3 Si le Conseil d'Etat estime que la demande peut être acceptée, il établit un acte de libération des liens du droit de cité genevois mentionnant toutes les personnes comprises dans sa décision.</p> <p>4 Le Conseil d'Etat notifie sa décision :</p> <p>a) à l'intéressé, si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a;</p> <p>b) à l'autorité fédérale si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre b.</p> <p>5 Un emolument est perçu pour la libération.</p>	<p>Art. 48 Procédure</p> <p>1 La demande de libération des liens du droit de cité genevois est adressée au département, ce dernier en transmettant la demande à la commune d'origine de la personne requérante.</p> <p>2 Après avoir fait procéder à une enquête, le département communique son préavis au Conseil d'Etat.</p> <p>3 Si le Conseil d'Etat estime que la demande peut être acceptée, il établit un acte de libération des liens du droit de cité genevois mentionnant toutes les personnes comprises dans sa décision.</p> <p>4 Le Conseil d'Etat notifie sa décision :</p> <p>a) à l'intéressé, si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a;</p> <p>b) à l'autorité fédérale si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre b.</p> <p>5 Un emolument est perçu pour la libération.</p>
<p>Section 2 Annulation par décision de l'autorité cantonale</p> <p>Art. 49 Annulation par décision du Conseil d'Etat</p> <p>1 Le Conseil d'Etat peut annuler le droit de cité genevois ou la réintégration dans le droit de cité genevois obtenu par des déclarations mensongères ou par la dissimulation de faits essentiels.</p> <p>2 La naturalisation ou la réintégration peut être annulée dans un délai de deux ans après l'octroi du droit de cité genevois ou de l'acte de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'instruction signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de</p>	<p>Section 2 Annulation par décision de l'autorité cantonale</p> <p>Art. 49 Annulation par décision du Conseil d'Etat</p> <p>1 Le Conseil d'Etat peut annuler le droit de cité genevois ou la réintégration dans le droit de cité genevois obtenu par des déclarations mensongères ou par la dissimulation de faits essentiels.</p> <p>2 La naturalisation ou la réintégration peut être annulée dans un délai de deux ans après l'octroi du droit de cité genevois ou de l'acte de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'instruction signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de</p>	<p>Section 2 Annulation par décision de l'autorité cantonale</p> <p>Art. 49 Annulation par décision du Conseil d'Etat</p> <p>1 Le Conseil d'Etat peut annuler le droit de cité genevois ou la réintégration dans le droit de cité genevois obtenu par des déclarations mensongères ou par la dissimulation de faits essentiels.</p> <p>2 La naturalisation ou la réintégration peut être annulée dans un délai de deux ans après l'octroi du droit de cité genevois ou de l'acte de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'instruction signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de</p>	<p>Section 2 Annulation par décision de l'autorité cantonale</p> <p>Art. 49 Annulation par décision du Conseil d'Etat</p> <p>1 Le Conseil d'Etat peut annuler le droit de cité genevois ou la réintégration dans le droit de cité genevois obtenu par des déclarations mensongères ou par la dissimulation de faits essentiels.</p> <p>2 La naturalisation ou la réintégration peut être annulée dans un délai de deux ans après l'octroi du droit de cité genevois ou de l'acte de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'instruction signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de</p>

recours.	prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.	Art. 50 Procédure 1 Le citoyen genevois qui fait l'objet d'une procédure d'annulation du droit de cité genevois doit en être informé, par écrit, par le département et être invité à exercer son droit d'être entendu. Les membres de la famille également concernés par cette procédure sont avisés individuellement. 2 Si le lieu de résidence de l'intéressé est inconnu, l'avis est publié dans la Feuille d'avis officielle. <i>Personnes comprises dans l'annulation du droit de cité genevois</i> 3 L'annulation fait perdre le droit de cité genevois aux membres de la famille qui l'ont acquise en vertu de la décision annulée. Font exception les enfants qui deviendraient apatrides ensuite de l'annulation ou ceux qui, au moment où la décision d'annulation est prise, ont atteint l'âge de 16 ans et remplissent les conditions prévues aux articles 17 à 26. <i>Publication</i> 4 Le Conseil d'Etat fait publier dans la Feuille d'avis officielle le nom des personnes dont le droit de cité genevois, respectivement la nationalité suisse, a été annulé.	Art. 50 Procédure 1 Le citoyen genevois qui fait l'objet d'une procédure d'annulation du droit de cité genevois doit en être informé, par écrit, par le département et être invité à exercer son droit d'être entendu. Les membres de la famille également concernés par cette procédure sont avisés individuellement. 2 Si le lieu de résidence de l'intéressé est inconnu, l'avis est publié dans la Feuille d'avis officielle. <i>Personnes comprises dans l'annulation du droit de cité genevois</i> 3 L'annulation fait perdre le droit de cité genevois aux membres de la famille qui l'ont acquise en vertu de la décision annulée. Font exception les enfants qui deviendraient apatrides ensuite de l'annulation ou ceux qui, au moment où la décision d'annulation est prise, ont atteint l'âge de 16 ans et remplissent les conditions prévues aux articles 17 à 26. <i>Publication</i> 4 Le Conseil d'Etat fait publier dans la Feuille d'avis officielle le nom des personnes dont le droit de cité genevois, respectivement la nationalité suisse, a été annulé.	Art. 50 Procédure 1 La citoyenne ou le citoyen genevois qui fait l'objet d'une procédure d'annulation du droit de cité genevois doit en être informé, par écrit, par le département et être invité à exercer son droit d'être entendu. Les membres de la famille également concernés par cette procédure sont avisés individuellement. 2 Si le lieu de résidence de la personne intéressée est inconnu, l'avis est publié dans la Feuille d'avis officielle.
Section 3 Annulation et retrait par décision de l'autorité fédérale	Section 3 Annulation et retrait par décision de l'autorité fédérale	Section 3 Annulation et retrait par décision de l'autorité fédérale	Section 3 Annulation et retrait par décision de l'autorité fédérale	Section 3 Annulation et retrait par décision de l'autorité fédérale
Art. 51 Annulation La naturalisation ou la réintégration accordée en application de la loi fédérale peut être annulée par l'autorité fédérale dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat a eu connaissance de l'acte de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'inscription signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.	Art. 51 Annulation La naturalisation ou la réintégration accordée en application de la loi fédérale peut être annulée par l'autorité fédérale dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat a eu connaissance de l'acte de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'inscription signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.	Art. 51 Annulation La naturalisation ou la réintégration accordée en application de la loi fédérale peut être annulée par l'autorité fédérale dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat a eu connaissance de l'acte de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'inscription signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.	Art. 51 Annulation La naturalisation ou la réintégration accordée en application de la loi fédérale peut être annulée par l'autorité fédérale dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat a eu connaissance de l'acte de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'inscription signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.	Art. 51 Annulation La naturalisation ou la réintégration accordée en application de la loi fédérale peut être annulée par l'autorité fédérale dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat a eu connaissance de l'acte de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'inscription signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.
Art. 52 Retrait L'autorité fédérale peut en tout temps, avec l'assentiment du Conseil d'Etat, retirer la nationalité suisse et le droit de cité genevois à une personne double nationale, si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse.	Art. 52 Retrait L'autorité fédérale peut en tout temps, avec l'assentiment du Conseil d'Etat, retirer la nationalité suisse et le droit de cité genevois à une personne double nationale, si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse.	Art. 52 Retrait L'autorité fédérale peut en tout temps, avec l'assentiment du Conseil d'Etat, retirer la nationalité suisse et le droit de cité genevois à une personne double nationale, si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse.	Art. 52 Retrait L'autorité fédérale peut en tout temps, avec l'assentiment du Conseil d'Etat, retirer la nationalité suisse et le droit de cité genevois à une personne double nationale, si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse.	Art. 52 Retrait L'autorité fédérale peut en tout temps, avec l'assentiment du Conseil d'Etat, retirer la nationalité suisse et le droit de cité genevois à une personne double nationale, si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse.

Section 4 Effets de la perte du droit de cité genevois	Section 4 Effets de la perte du droit de cité genevois	Section 4 Effets de la perte du droit de cité genevois	Section 4 Effets de la perte du droit de cité genevois	Section 4 Effets de la perte du droit de cité genevois	Section 4 Effets de la perte du droit de cité genevois
Art. 53 La perte du droit de cité genevois prend effet : a) à la date de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour le Confédéré libéré des liens du droit de cité genevois; b) à la date de la notification ou, à défaut, de la publication dans la Feuille fédérale par l'autorité fédérale, pour l'étranger libéré des liens du droit de cité genevois; c) à la date de l'entrée en force de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour le Confédéré ou l'étranger dont le droit de cité genevois a été annulé en vertu de l'article 45; d) à la date de l'entrée en force de la décision de l'autorité fédérale, pour l'étranger dont le droit de cité genevois a été retiré ou annulé en vertu des articles 51 ou 52.	Art. 53 La perte du droit de cité genevois prend effet : a) à la date de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour le Confédéré libéré des liens du droit de cité genevois; b) à la date de la notification ou, à défaut, de la publication dans la Feuille fédérale par l'autorité fédérale, pour l'étranger libéré des liens du droit de cité genevois; c) à la date de l'entrée en force de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour le Confédéré ou l'étranger dont le droit de cité genevois a été annulé en vertu de l'article 45; d) à la date de l'entrée en force de la décision de l'autorité fédérale, pour l'étranger dont le droit de cité genevois a été retiré ou annulé en vertu des articles 51 ou 52.	Art. 53 La perte du droit de cité genevois prend effet : a) à la date de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour le Confédéré libéré des liens du droit de cité genevois; b) à la date de la notification ou, à défaut, de la publication dans la Feuille fédérale par l'autorité fédérale, pour l'étranger libéré des liens du droit de cité genevois; c) à la date de l'entrée en force de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour le Confédéré ou l'étranger dont le droit de cité genevois a été annulé en vertu de l'article 45; d) à la date de l'entrée en force de la décision de l'autorité fédérale, pour l'étranger dont le droit de cité genevois a été retiré ou annulé en vertu des articles 51 ou 52.	Art. 53 La perte du droit de cité genevois prend effet : a) à la date de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour le Confédéré libéré des liens du droit de cité genevois; b) à la date de la notification ou, à défaut, de la publication dans la Feuille fédérale par l'autorité fédérale, pour l'étranger libéré des liens du droit de cité genevois; c) à la date de l'entrée en force de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour le Confédéré ou l'étranger dont le droit de cité genevois a été annulé en vertu de l'article 45; d) à la date de l'entrée en force de la décision de l'autorité fédérale, pour l'étranger dont le droit de cité genevois a été retiré ou annulé en vertu des articles 51 ou 52.	Art. 53 La perte du droit de cité genevois prend effet : a) à la date de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour la personne Confédérée libérée des liens du droit de cité genevois; b) à la date de la notification ou, à défaut, de la publication dans la Feuille fédérale par l'autorité fédérale, pour la personne étrangère libérée des liens du droit de cité genevois; c) à la date de l'entrée en force de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour la personne confédérée ou étrangère dont le droit de cité genevois a été annulé en vertu de l'article 45; d) à la date de l'entrée en force de la décision de l'autorité fédérale, pour la personne étrangère dont le droit de cité genevois a été retiré ou annulé en vertu des articles 51 ou 52.	Art. 53 La perte du droit de cité genevois prend effet : a) à la date de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour la personne concernée s'y oppose, le Conseil d'Etat ne donne pas son consentement.
Titre IV Acquisition et perte du droit de cité communal	Titre IV Acquisition et perte du droit de cité communal	Titre IV Acquisition et perte du droit de cité communal	Titre IV Acquisition et perte du droit de cité communal	Titre IV Acquisition et perte du droit de cité communal	Titre IV Acquisition et perte du droit de cité communal
Chapitre I Acquisition d'un nouveau droit de cité communal	Chapitre I Acquisition d'un nouveau droit de cité communal	Chapitre I Acquisition d'un nouveau droit de cité communal	Chapitre I Acquisition d'un nouveau droit de cité communal	Chapitre I Acquisition d'un nouveau droit de cité communal	Chapitre I Acquisition d'un nouveau droit de cité communal
Art. 54 Conditions Le citoyen genevois peut demander d'acquiescer : a) le droit de cité de sa commune de domicile s'il y a résidé d'une manière effective pendant 2 ans, dont les 12 mois qui précèdent sa requête; b) le droit de cité de son conjoint ou de son partenaire enregistré lorsqu'il était célibataire.	Art. 54 Conditions Le citoyen genevois peut demander d'acquiescer : a) le droit de cité de sa commune de domicile s'il y a résidé d'une manière effective pendant 2 ans, dont les 12 mois qui précèdent sa requête; b) le droit de cité de son conjoint ou de son partenaire enregistré lorsqu'il était célibataire.	Art. 54 Conditions Le citoyen genevois peut demander d'acquiescer : a) le droit de cité de sa commune de domicile s'il y a résidé d'une manière effective pendant 2 ans, dont les 12 mois qui précèdent sa requête; b) le droit de cité de son conjoint ou de son partenaire enregistré lorsqu'il était célibataire.	Art. 54 Conditions Le citoyen genevois peut demander d'acquiescer : a) le droit de cité de sa commune de domicile s'il y a résidé d'une manière effective pendant 2 ans, dont les 12 mois qui précèdent sa requête; b) le droit de cité de son conjoint ou de son partenaire enregistré lorsqu'il était célibataire.	Art. 54 Conditions La citoyenne ou le citoyen genevois peut demander d'acquiescer : a) le droit de cité de sa commune de domicile s'il y a résidé d'une manière effective pendant 2 ans, dont les 12 mois qui précèdent sa requête; b) le droit de cité de sa conjointe ou son conjoint ou de sa ou son partenaire enregistré lorsqu'elle ou il était célibataire.	Art. 54 Conditions La perte du droit de cité genevois prend effet : a) à la date de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour la personne concernée s'y oppose, le Conseil d'Etat ne donne pas son consentement.
Art. 55 Conjoint, partenaire enregistré et enfants 1 Lorsque la requête émane d'un citoyen marié ou lié par un partenariat enregistré, elle n'inclut le conjoint ou le partenaire enregistré que si ce dernier y consent par écrit. 2 Les enfants mineurs du requérant sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est en outre nécessaire si le requérant ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. L'assentiment de l'autre parent n'est toutefois pas requis lorsque le parent qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un	Art. 55 Conjoint, partenaire enregistré et enfants 1 Lorsque la requête émane d'un citoyen marié ou lié par un partenariat enregistré, elle n'inclut le conjoint ou le partenaire enregistré que si ce dernier y consent par écrit. 2 Les enfants mineurs du requérant sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est en outre nécessaire si le requérant ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. L'assentiment de l'autre parent n'est toutefois pas requis lorsque le parent qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un	Art. 55 Conjoint, partenaire enregistré et enfants 1 Lorsque la requête émane d'un citoyen marié ou lié par un partenariat enregistré, elle n'inclut le conjoint ou le partenaire enregistré que si ce dernier y consent par écrit. 2 Les enfants mineurs du requérant sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est en outre nécessaire si le requérant ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. L'assentiment de l'autre parent n'est toutefois pas requis lorsque le parent qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un	Art. 55 Conjoint, partenaire enregistré et enfants 1 Lorsque la requête émane d'un citoyen marié ou lié par un partenariat enregistré, elle n'inclut le conjoint ou le partenaire enregistré que si ce dernier y consent par écrit. 2 Les enfants mineurs du requérant sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est en outre nécessaire si le requérant ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. L'assentiment de l'autre parent n'est toutefois pas requis lorsque le parent qui détient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un	Art. 55 Conjoint, partenaire enregistré et enfants 1 Lorsque la requête émane d'une personne mariée ou liée par un partenariat enregistré, elle n'inclut la conjointe ou le conjoint ou la ou le partenaire enregistré que si cette dernière ou ce dernier y consent par écrit.	Art. 55 Conjoint, partenaire enregistré et enfants 1 Lorsque la requête émane d'une personne mariée ou liée par un partenariat enregistré, elle n'inclut la conjointe ou le conjoint ou la ou le partenaire enregistré que si cette dernière ou ce dernier y consent par écrit.

<p>l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p> <p>³ Le mineur genevois qui présente une demande de droit de cité communal à titre individuel doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.</p>	<p>Art. 56 Procédure</p> <p>Le requérant présente sa requête auprès du conseil administratif ou du maire de la commune concernée.</p>	<p>Art. 56 Procédure</p> <p>La personne requérante présente sa requête auprès du Conseil administratif ou du maire de la commune concernée.</p>	<p>³ La personne mineure genevoise qui présente une demande de droit de cité communal à titre individuel doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.</p>
<p>Art. 57 Octroi du droit de cité communal</p> <p>Le conseil administratif ou le maire examine si le requérant remplit les conditions prévues à l'article 54 et décide de l'octroi du droit de cité communal.</p>	<p>Art. 57 Octroi du droit de cité communal</p> <p>Le Conseil administratif ou le maire examine si la personne requérante remplit les conditions prévues à l'article 54 et décide de l'octroi du droit de cité communal.</p>	<p>Art. 57 Octroi du droit de cité communal</p> <p>Le Conseil administratif ou le maire examine si la personne requérante remplit les conditions prévues à l'article 54 et décide de l'octroi du droit de cité communal.</p>	<p>Art. 57 Octroi du droit de cité communal</p> <p>Le Conseil administratif ou le maire examine si la personne requérante remplit les conditions prévues à l'article 54 et décide de l'octroi du droit de cité communal.</p>
<p>Art. 58 Emolument</p> <p>¹ Un emolument n'excédant pas 100 F peut être perçu.</p> <p>² Toutefois, aucun emolument ne peut être exigé du citoyen genevois qui est domicilié sur le territoire de la commune et y a vécu pendant 10 ans au moins, dont les 5 dernières années de manière ininterrompue.</p>	<p>Art. 58 Emolument</p> <p>¹ Un emolument n'excédant pas 100 F peut être perçu.</p> <p>² Toutefois, aucun emolument ne peut être exigé du citoyen genevois qui est domicilié sur le territoire de la commune et y a vécu pendant 10 ans au moins, dont les 5 dernières années de manière ininterrompue.</p>	<p>Art. 58 Emolument</p> <p>¹ Un emolument n'excédant pas 100 F peut être perçu.</p> <p>² Toutefois, aucun emolument ne peut être exigé du citoyen genevois qui est domicilié sur le territoire de la commune et y a vécu pendant 10 ans au moins, dont les 5 dernières années de manière ininterrompue.</p>	<p>Art. 58 Emolument</p> <p>¹ Toutefois, aucun emolument ne peut être exigé de la citoyenne genevoise ou du citoyen genevois qui est domicilié sur le territoire de la commune et y a vécu pendant 10 ans au moins, dont les 5 dernières années de manière ininterrompue.</p>
<p>Art. 59 Communication</p> <p>La décision de l'octroi du droit de cité communal est communiquée par le conseil administratif ou le maire au service état civil et législations.</p>	<p>Art. 59 Communication</p> <p>La décision de l'octroi du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou le maire au service état civil et législations.</p>	<p>Art. 59 Communication</p> <p>La décision de l'octroi du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou le maire au service état civil et législations.</p>	<p>Art. 59 Communication</p> <p>La décision de l'octroi du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou le maire au service état civil et législations.</p>
<p>Art. 60 Refus</p> <p>Le conseil administratif ou le maire qui refuse le droit de cité communal communique par écrit sa décision à l'intéressé.</p>	<p>Art. 60 Refus</p> <p>Le Conseil administratif ou le maire qui refuse le droit de cité communal communique par écrit sa décision à l'intéressé.</p>	<p>Art. 60 Refus</p> <p>Le Conseil administratif ou le maire qui refuse le droit de cité communal communique par écrit sa décision à l'intéressé.</p>	<p>Art. 60 Refus</p> <p>Le Conseil administratif ou le maire qui refuse le droit de cité communal communique par écrit sa décision à la personne concernée.</p>
<p>Art. 61 Réintégration</p> <p>¹ La Genevoise qui a perdu son droit de cité par mariage avec un Genevois originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de celébataire.</p> <p>² Le Genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité.</p>	<p>Art. 61 Réintégration</p> <p>¹ La Genevoise qui a perdu son droit de cité par mariage avec un Genevois originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de celébataire.</p> <p>² Le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité.</p>	<p>Art. 61 Réintégration</p> <p>¹ La citoyenne genevoise qui a perdu son droit de cité par mariage avec un Genevois originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de celébataire.</p> <p>² La citoyenne genevoise ou le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité.</p>	<p>Art. 61 Réintégration</p> <p>¹ La citoyenne genevoise qui a perdu son droit de cité par mariage avec un Genevois originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de celébataire.</p> <p>² La citoyenne genevoise ou le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité.</p>
<p>Chapitre II Perte du droit de cité communal</p>	<p>Chapitre II Perte du droit de cité communal</p>	<p>Chapitre II Perte du droit de cité communal</p>	<p>Chapitre II Perte du droit de cité communal</p>

<p>Art. 62 Par le seul effet de la loi</p> <p>Le citoyen qui acquiert le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité communal, en application de l'article 54, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.</p>	<p>Art. 62 Par le seul effet de la loi (nouvelle teneur)</p> <p>Le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité communal, en application de l'article 54, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.</p>	<p>Art. 62 Par le seul effet de la loi</p> <p>Le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité communal, en application de l'article 54, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.</p>	<p>Art. 62 Par le seul effet de la loi</p> <p>La citoyenne genevoise ou le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité communal, en application de l'article 54, à moins qu'elle ou il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.</p>
<p>Art. 63 Par décision de l'autorité communale</p> <p>¹ Le citoyen genevois peut, s'il conserve au moins un droit de cité communal, demander au conseil administratif ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, s'il est domicilié en dehors de la commune.</p> <p>² Le conseil administratif ou le maire libère le requérant, de même que ses enfants mineurs et son conjoint ou son partenaire enregistré, sous réserve de l'accord formel de celui-ci, de son droit de cité communal.</p> <p>³ Aucune taxe n'est perçue.</p>	<p>Art. 63 Par décision de l'autorité communale al. 2 (nouvelle teneur)</p> <p>¹ Le citoyen genevois peut, s'il conserve au moins un droit de cité communal, demander au conseil administratif ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, s'il est domicilié en dehors de la commune.</p> <p>² Le conseil administratif ou le maire libère la personne requérante, de même que ses enfants mineurs et son conjoint ou son partenaire enregistré, sous réserve de l'accord formel de celui-ci, de son droit de cité communal.</p> <p>³ Aucune taxe n'est perçue.</p>	<p>Art. 63 Par décision de l'autorité communale</p> <p>¹ Le citoyen genevois peut, s'il conserve au moins un droit de cité communal, demander au conseil administratif ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, s'il est domicilié en dehors de la commune.</p> <p>² Le conseil administratif ou le maire libère la personne requérante, de même que ses enfants mineurs et son conjoint ou son partenaire enregistré, sous réserve de l'accord formel de celui-ci, de son droit de cité communal.</p> <p>³ Aucune taxe n'est perçue.</p>	<p>Art. 63 Par décision de l'autorité communale</p> <p>¹ La citoyenne genevoise ou le citoyen genevois peut, si elle ou il conserve au moins un droit de cité communal, demander au conseil administratif ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, si elle ou il est domicilié en dehors de la commune.</p> <p>² Le conseil administratif ou le maire libère la personne requérante, de même que ses enfants mineurs et son conjoint ou son partenaire enregistré, sous réserve de l'accord formel, de son droit de cité communal.</p>
<p>Art. 64 Procédure</p> <p>¹ Le requérant présente sa requête au conseil administratif ou au maire de la commune de laquelle il entend renoncer au droit de cité.</p> <p>² Le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit produire l'assentiment de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. L'assentiment de l'autre parent n'est pas requis lorsque le parent qui délient la garde démontre que l'autre parent ne peut être atteint moyennant un effort raisonnable ou qu'il se soumet à la procédure. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant demeurent le cas échéant réservées.</p>	<p>Art. 64 Procédure al. 1 (nouvelle teneur) et al. 2 (nouvelle teneur)</p> <p>¹ La personne requérante présente sa requête au conseil administratif ou au maire de la commune de laquelle elle entend renoncer au droit de cité.</p> <p>² Le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p>	<p>Art. 64 Procédure</p> <p>¹ La personne requérante présente sa requête au conseil administratif ou au maire de la commune de laquelle elle entend renoncer au droit de cité.</p> <p>² Le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p>	<p>Art. 64 Procédure</p> <p>¹ La personne requérante présente sa requête au conseil administratif ou au maire de la commune de laquelle elle entend renoncer au droit de cité.</p> <p>² La citoyenne genevoise mineure ou le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.</p>
<p>Art. 65 Communication et effets</p> <p>La décision de libération du droit de cité communal est communiquée par le conseil administratif ou le maire de la commune concernée au service état civil et législations et prend effet à cette date.</p>	<p>Art. 65 Communication et effets</p> <p>La décision de libération du droit de cité communal est communiquée par le conseil administratif ou le maire de la commune concernée au service état civil et législations et prend effet à cette date.</p>	<p>Art. 65 Communication et effets</p> <p>La décision de libération du droit de cité communal est communiquée par le conseil administratif ou le maire de la commune concernée au service état civil et législations et prend effet à cette date.</p>	<p>Art. 65 Communication et effets</p> <p>La décision de libération du droit de cité communal est communiquée par le conseil administratif ou le maire de la commune concernée au service état civil et législations et prend effet à cette date.</p>
<p>Titre V Dispositions finales et transitoires</p> <p>Art. 66 Règlement d'application</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat est chargé d'édicter le règlement d'application de la présente loi.</p> <p>² Le Conseil d'Etat désigne le département compétent en matière d'acquisition et de perte du droit de cité genevois.</p>	<p>Titre V Dispositions finales et transitoires</p> <p>Art. 66 Règlement d'application</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat est chargé d'édicter le règlement d'application de la présente loi.</p> <p>² Le Conseil d'Etat désigne le département compétent en matière d'acquisition et de perte du droit de cité genevois.</p>	<p>Titre V Dispositions finales et transitoires</p> <p>Art. 66 Règlement d'application</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat est chargé d'édicter le règlement d'application de la présente loi.</p> <p>² Le Conseil d'Etat désigne le département compétent en matière d'acquisition et de perte du droit de cité genevois.</p>	<p>Titre V Dispositions finales et transitoires</p> <p>Art. 66 Règlement d'application</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat est chargé d'édicter le règlement d'application de la présente loi.</p> <p>² Le Conseil d'Etat désigne le département compétent en matière d'acquisition et de perte du droit de cité genevois.</p>

<p>Art. 67 Clause abrogatoire La loi sur la nationalité genevoise, du 13 mars 1992, est abrogée.</p>	<p>Art. 67 Clause abrogatoire La loi sur la nationalité genevoise, du 13 mars 1992, est abrogée.</p>	<p>Art. 67 Clause abrogatoire La loi sur la nationalité genevoise, du 13 mars 1992, est abrogée.</p>	
<p>Art. 68 Entrée en vigueur Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>	<p>Art. 68 Entrée en vigueur Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>	<p>Art. 68 Entrée en vigueur Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>	
<p>Art. 69 Dispositions transitoires ¹ Les articles 50 et 51 de la loi fédérale s'appliquent à toutes les demandes pendantes pour l'octroi de la nationalité suisse. ² Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables par analogie pour le droit de cité genevois et le droit de cité communal.</p>	<p>Art. 69 Dispositions transitoires al. 1 (nouvelle teneur) et al. 2 (nouvelle teneur) ¹ Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables à toutes les demandes d'octroi de la nationalité suisse pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi. ² Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables par analogie à toutes les demandes relatives au droit de cité genevois et au droit de cité communal pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>	<p>Art. 69 Dispositions transitoires ¹ Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables à toutes les demandes d'octroi de la nationalité suisse pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi. ² Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables par analogie à toutes les demandes relatives au droit de cité genevois et au droit de cité communal pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>	
	<p>Art. 70 Dérogation temporaire aux articles 37 et 38, alinéa 3, lettre a al. 1 (nouveau) et al. 2 (nouveau) ¹ En raison de la situation sanitaire et des prescriptions en matière d'hygiène et de distance sociale en vue de contenir et d'atténuer l'épidémie du coronavirus à laquelle la Suisse est confrontée depuis le mois de mars 2020, il peut être dérogé, jusqu'au 30 juin 2021, à la prestation de serment publique, notamment en procédant par écrit à l'engagement solennel prévu à l'article 24. ² En dérogation à l'article 38, alinéa 3, lettre a, l'acquisition de la nationalité genevoise intervient à la date à laquelle le Conseil d'Etat prend acte de l'engagement écrit.</p>	<p>Art. 70 Dérogation temporaire aux articles 37 et 38, alinéa 3, lettre a ¹ En raison de la situation sanitaire et des prescriptions en matière d'hygiène et de distance sociale en vue de contenir et d'atténuer l'épidémie du coronavirus à laquelle la Suisse est confrontée depuis le mois de mars 2020, il peut être dérogé, jusqu'au 30 juin 2022, à la prestation de serment publique, notamment en procédant par écrit à l'engagement solennel prévu à l'article 24. ² En dérogation à l'article 38, alinéa 3, lettre a, l'acquisition de la nationalité genevoise intervient à la date à laquelle le Conseil d'Etat prend acte de l'engagement écrit.</p>	
	<p>Art. 71 Modifications à une autre loi ¹ La loi sur l'exercice des professions ou industries permanentes, ambulantes et temporaires, du 27 octobre 1923 (12 03), est modifiée comme suit : Art. 20, al. 2 (nouvelle teneur) ² Une réduction de moitié sur le prix de patente indiqué au tableau ci-dessus est accordée à toutes les personnes de nationalité suisse, ainsi qu'aux étrangers qui justifient, par la production de leur permis de séjour ou d'établissement, être domiciliés dans le canton depuis trois ans au moins lorsqu'ils sollicitent la patente.</p>	<p>Art. 71 Modifications à une autre loi ¹ La loi sur l'exercice des professions ou industries permanentes, ambulantes et temporaires, du 27 octobre 1923 (12 03), est modifiée comme suit : Art. 20, al. 2 (nouvelle teneur) ² Une réduction de moitié sur le prix de patente indiqué au tableau ci-dessus est accordée à toutes les personnes de nationalité suisse, ainsi qu'aux étrangers qui justifient, par la production de leur permis de séjour ou d'établissement, être domiciliés dans le canton depuis trois ans au moins lorsqu'ils sollicitent la patente.</p>	<p>Art. 71 Modifications à une autre loi ¹ La loi sur l'exercice des professions ou industries permanentes, ambulantes et temporaires, du 27 octobre 1923 (12 03), est modifiée comme suit : Art. 20, al. 2 (nouvelle teneur) ² Une réduction de moitié sur le prix de patente indiqué au tableau ci-dessus est accordée à toutes les personnes de nationalité suisse, ainsi qu'aux étrangers qui justifient, par la production de leur permis de séjour ou d'établissement, être domiciliés dans le canton depuis trois ans au moins lorsqu'ils sollicitent la patente.</p>



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

Genève, le 29 juillet 2021

Grand Conseil**Commission des droits politiques et du
règlement du Grand Conseil**

**Dispositions adoptées en deuxième
débat**
(avec indication des éléments à
reprendre en troisième débat)

PL 12305

sur le droit de cité genevois (LDCG) (A 4 05)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

vu la loi fédérale sur la nationalité suisse, du 20 juin 2014 (ci-après : la loi fédérale);
vu l'ordonnance fédérale sur la nationalité suisse, du 17 juin 2016 (ci-après : l'ordonnance
fédérale);
vu les articles 6 et 210 de la constitution de la République et canton de Genève, du
14 octobre 2012,
décrète ce qui suit :

Question générale de M. C. Mizrahi

Ecriture épiciène du projet de loi (en relation avec la loi 12440).

PV n°93

Titre I Dispositions générales

Art. 1 Objet

¹ La présente loi a pour objet l'application des normes prévues par le droit fédéral relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité suisse ainsi que les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité cantonal et communal pour, respectivement, les Confédérés et les Genevois.

² Elle détermine le champ de compétences du canton et des communes.

Art. 2 Définitions

¹ Le droit fédéral visé par la présente loi porte sur la loi fédérale, sur l'ordonnance fédérale ainsi que sur les directives d'application édictées par l'autorité fédérale.

² La majorité est déterminée par l'article 14 du code civil suisse, du 10 décembre 1907 (ci-après : code civil suisse).

³ Sauf exception prévue dans la présente loi, toute désignation de personne s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.

⁴ Le terme « Confédéré » désigne tout ressortissant suisse qui ne dispose pas du droit de cité genevois.

⁵ Le terme « étranger » désigne toute personne qui ne dispose pas de la nationalité suisse.

⁶ Le terme « naturalisation » vise la procédure d'obtention de la nationalité suisse.

⁷ Le terme « droit de cité genevois » désigne le droit de cité cantonal.

⁸ Le terme « autorité compétente » désigne le département mentionné à l'article 5, alinéa 1, lettre a, et, le cas échéant, à l'office qu'il a désigné conformément à l'article 5, alinéa 3.

⁹ Le terme « autorité fédérale » désigne l'autorité compétente au niveau fédéral pour appliquer la loi fédérale et l'ordonnance fédérale.

Observation de M. C. Mizrahi

Suspension de l'alinéa 3 dans l'attente d'une écriture épicienne du projet de loi (en relation avec la loi 12440)

PV n°93

Art. 3 Intégration

¹ L'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape administrative de l'intégration.

² Une intégration est considérée comme réussie, par le canton de Genève, lorsque la personne requérante respecte la sécurité et l'ordre publics ainsi que les valeurs de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, et de la Constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, lorsqu'elle est apte à communiquer en français et lorsqu'elle démontre sa volonté de participer à la vie économique ou d'acquérir une formation.

³ L'autorité compétente doit prendre en compte la situation spécifique de la personne requérante. Elle doit le cas échéant lui apporter son soutien afin qu'elle puisse acquérir les connaissances nécessaires pour justifier d'une intégration suffisante en vue de l'obtention de la nationalité suisse.

⁴ L'autorité compétente veille tout particulièrement à organiser des séances d'information à l'intégration en faveur des personnes visées par l'article 12, alinéa 2, de la loi fédérale. Elle peut déléguer cette tâche à des associations à but non lucratif œuvrant pour l'intégration des étrangers dans le canton de Genève.

Art. 4 Modes d'acquisition et de perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse

Le droit de cité genevois et la nationalité suisse s'acquièrent et se perdent selon les cas :

- a) par le seul effet de la loi;
- b) par décision de l'autorité cantonale;
- c) par décision de l'autorité fédérale.

Art. 5 Autorités cantonales compétentes

¹ Le Conseil d'Etat est l'autorité compétente pour :

- a) désigner le département compétent en matière d'acquisition et de perte de la nationalité (ci-après : département);
- b) rendre la décision de naturalisation;
- c) se prononcer sur le préavis communal;
- d) rejeter la requête en naturalisation en raison de faits nouveaux survenus après l'octroi de l'autorisation fédérale;
- e) octroyer le droit de cité genevois et communal pour les étrangers admis à la naturalisation;
- f) constater le droit de cité genevois et communal de l'enfant mineur trouvé;
- g) recevoir la prestation de serment des étrangers ou des membres de leur famille admis à la naturalisation;
- h) se prononcer sur les demandes de réintégration ou de renonciation au droit de cité genevois;
- i) annuler le droit de cité genevois;
- j) constater la perte du droit de cité genevois et communal par reconnaissance de l'enfant trouvé;
- k) donner son assentiment au retrait de la nationalité suisse;

l) proposer l'octroi de la bourgeoisie d'honneur.

² Le Grand Conseil est l'autorité compétente pour décerner la bourgeoisie d'honneur.

³ Le département est l'autorité compétente, avec possibilité de délégation à l'un de ses offices, pour :

- a) enregistrer ou refuser d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire;
- b) déclarer irrecevable la demande de naturalisation ordinaire;
- c) suspendre la procédure de naturalisation ordinaire;
- d) classer la demande de naturalisation ordinaire;
- e) rendre toute décision qui ne relève pas expressément de la compétence d'une autre autorité en vertu de l'article 5;
- f) procéder aux instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application (ci-après : règlement).

⁴ Les communes sont compétentes pour :

- a) préavisier positivement ou négativement la demande de naturalisation de la personne requérante domiciliée sur leur territoire;
- b) demander à la personne requérante des précisions complémentaires relatives à sa situation personnelle et à celle de sa famille;
- c) procéder, sur demande du département, à une vérification sommaire de la résidence effective et de l'intégration de la personne requérante;
- d) compléter l'offre de formation du canton sur les connaissances générales à maîtriser;
- e) décider de l'octroi du droit de cité communal;
- f) libérer un citoyen genevois du droit de cité communal.

⁵ La chambre administrative de la Cour de justice est compétente pour connaître des recours interjetés contre les décisions prises en vertu de la présente loi, à l'exception des décisions sur l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et le préavis communal en matière de naturalisation ordinaire, qui ne sont pas sujettes à recours.

Art. 6 Devoir de collaboration de la personne requérante

¹ La personne requérante est tenue :

- a) de fournir des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants pour l'application de la présente loi;
- b) de communiquer sans retard les moyens de preuve nécessaires et tout document demandé par l'autorité compétente;
- c) d'informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement déterminant pour l'application de la présente loi, en particulier lorsque celui-ci concerne sa situation économique et familiale ou lorsque l'ouverture d'une enquête pénale est portée à sa connaissance pendant la procédure de naturalisation.

² Pour faciliter l'enquête prévue, la personne requérante délègue en outre toute administration du secret de fonction et du secret fiscal.

³ Si l'une des obligations mentionnées aux alinéas 1 et 2 n'est pas respectée, le département pourra statuer en l'état du dossier et, le cas échéant, déclarer la demande irrecevable.

Art. 7 Protection des données

¹ Pour l'accomplissement de ses tâches en vertu de la présente loi, l'autorité compétente peut traiter ou faire traiter les données personnelles nécessaires, y compris les données sensibles et les profils de personnalité.

² Le règlement fixe les dispositions d'application.

³ La loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles, du 5 octobre 2001, ainsi que la loi sur les archives publiques, du 1^{er} décembre 2000, sont applicables pour le surplus.

Observations de M. C. Mizrahi

Il apparaît que selon la rédaction de la loi cantonale, l'administré perd le contrôle sur ce qui lui est demandé. En effet, si le secret est levé, tout document peut être transmis entre les administrations sans que la personne concernée soit au courant. Bien qu'il soit compréhensible que l'administration ait besoin d'avoir accès à certaines informations, il est souhaitable que la personne requérante reste au centre de la procédure.

PV n°95, page 8

Art. 8 Entraide administrative

¹ L'autorité compétente peut échanger des informations avec les autorités concernées par l'exécution de la présente loi, notamment celles qui sont compétentes en matière de police des étrangers et d'état civil, à la condition que ces informations soient utiles à l'instruction de la demande de naturalisation ou à l'application de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration. Sur demande, elles s'accordent le droit de consulter les dossiers.

² Les autres autorités cantonales et communales, les autorités judiciaires cantonales, ainsi que celles chargées de l'assistance publique communiquent, gratuitement et sans délai, aux autorités chargées de l'application de la présente loi, sur demande de celles-ci, toutes les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.

Observations de M. C. Mizrahi

L'on peut dès lors s'interroger sur la nécessité pour le canton de prévoir un arsenal juridique de transmission des informations qui ne passeraient pas par la personne concernée. En effet, cela laisse penser qu'il existe une volonté politique sous-jacente. En effet, d'un côté il est fait état d'une naturalisation facilitée et d'un autre, il semble exister une suspicion à l'encontre des candidats et candidates à la naturalisation. Cette contradiction interroge."

Il pourrait être utile de lire l'avis émis par le [PPDT], le cas échéant de l'entendre.

PV n°95, page 10

Titre II Acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse

Chapitre I Acquisition par le seul effet de la loi

Art. 9 Enfant

L'acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse par le seul effet de la loi est régie par la loi fédérale et le code civil suisse, sous réserve de l'article 10, alinéa 1.

Art. 10 Enfant trouvé

¹ L'enfant mineur de filiation inconnue trouvé sur le territoire du canton acquiert le droit de cité genevois et le droit de cité de la commune dans laquelle il a été trouvé, et par là même la nationalité suisse.

² Après avis du Conseil administratif ou du maire, le Conseil d'Etat accorde, par arrêté, le droit de cité genevois ainsi que le droit de cité communal.

Chapitre II Acquisition par décision de l'autorité cantonale

Section 1 Acquisition du droit de cité genevois par les Confédérés

Art. 11 Conditions

¹ Le Confédéré peut, à titre individuel ou avec son conjoint ou son partenaire enregistré, demander le droit de cité genevois s'il a résidé d'une manière effective sur le territoire du canton pendant 2 ans, dont les 12 mois précédant le dépôt de sa requête.

² Il doit indiquer la commune dont il veut obtenir le droit de cité.

³ Il a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où il a résidé précédemment ou la commune d'origine de son conjoint, respectivement de son partenaire enregistré, genevois.

Art. 12 Conjoint, partenaire enregistré et enfants

¹ La requête émanant d'un Confédéré marié ou lié par un partenariat enregistré n'inclut le conjoint, respectivement le partenaire enregistré, que si ce dernier y consent par écrit.

² Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent toutefois y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est compris dans la demande. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

³ Le Confédéré mineur qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.

Art. 13 Procédure et émolument

¹ La personne requérante adresse sa demande au département sur une formule ad hoc.

² Elle doit verser un émolument destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.

³ L'émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.

Art. 14 Octroi du droit de cité genevois

Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d'Etat statue par arrêté.

Art. 15 Déclaration d'engagement solennel

Après que la demande a été acceptée, le Confédéré majeur et son conjoint ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante :

« Je m'engage solennellement :

à être fidèle à la République et canton de Genève;

à en observer scrupuleusement la constitution et les lois;

à en respecter les traditions;

à justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise;

à contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »

Art. 16 Effet de l'acquisition du droit de cité genevois

L'acquisition du droit de cité genevois prend effet :

- a) à la date de la signature de la déclaration d'engagement solennel pour le Confédéré majeur et ses enfants inclus dans la demande;
- b) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour le Confédéré mineur ayant un dossier individuel.

Section 2 Naturalisation d'étrangers**Art. 17 Conditions formelles**

¹ Pour être admis à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, l'étranger doit, au moment du dépôt de la demande :

- a) remplir les conditions formelles prévues par la législation fédérale;
- b) avoir résidé 2 ans dans le canton d'une manière effective, dont les 12 mois précédant l'introduction de sa demande.

² La condition de résidence est réalisée, d'une part, lorsque la personne requérante étrangère est valablement inscrite dans le registre cantonal des habitants comme établie dans le canton de Genève, et, d'autre part, lorsqu'aucun indice ne donne à penser qu'elle a déplacé sa résidence principale à l'étranger.

³ Un transfert de domicile dans un autre canton ne remet pas en cause la procédure de naturalisation, à compter de l'avis du département concluant à la fin de l'examen des conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale. L'avis de clôture n'est délivré que sur demande de la personne requérante.

⁴ La personne requérante doit résider effectivement en Suisse et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité pendant toute la durée de la procédure.

⁵ Le calcul de la durée du séjour, la notion de non-interruption de séjour et celle de fin de séjour sont définis par le droit fédéral.

⁶ Le règlement mentionne l'ensemble des documents devant être présentés lors du dépôt de la demande de naturalisation ordinaire pour la vérification des conditions formelles, ainsi que les exceptions à la présentation de ceux-ci.

Art. 18 Enfants mineurs

¹ Les enfants mineurs qui vivent avec la personne requérante sont en principe compris dans la demande de naturalisation ordinaire. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est compris dans la demande. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

² Dès 12 ans révolus, l'enfant doit remplir lui-même les conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale.

³ Dès 16 ans révolus, l'enfant doit exprimer personnellement, par écrit, son intention d'acquiescer à la nationalité suisse.

Art. 19 Conditions matérielles

Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.

Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics

¹ Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA (ci-après : VOSTRA).

² Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.

³ Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet son dossier au Conseil d'Etat pour décision.

⁴ Lorsqu'une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de l'instruction, la clôture définitive de la procédure par la justice pénale n'est pas encore intervenue.

⁵ Le département peut suspendre la procédure de naturalisation, notamment lorsqu'il apparaît que la justice pénale a terminé l'instruction et qu'un jugement devrait être rendu dans un court délai.

⁶ Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer, en vertu du droit fédéral, un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'auprès des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales.

Proposition de M. C. Mizrahi

Proposition de mentionner aux alinéas 1, 3 et 6 "casier judiciaire informatisé VOSTRA", comme à l'article 34, alinéa 1

PV n°98, page 13

Art. 21 Connaissances linguistiques

¹ La personne requérante doit justifier de connaissances orales et écrites en français. Sont fixés par le droit fédéral le niveau requis, les critères d'évaluation et les cas dans lesquels la preuve des compétences linguistiques doit être fournie.

² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque l'attestation de langue n'est pas conforme aux exigences prévues par l'alinéa 1.

³ Le règlement fixe les modalités de contrôle des connaissances linguistiques acquises par la personne requérante.

Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève

¹ Le département procède, au moyen d'un test écrit, au contrôle des connaissances générales de la personne requérante sur la géographie, l'histoire, la politique et les particularités sociales de la Suisse et du canton de Genève (ci-après : connaissances générales), et délivre une attestation en cas de réussite.

² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque la personne requérante a échoué au test visé à l'alinéa 1.

³ Le règlement fixe les modalités de formation et de contrôle des connaissances générales acquises par la personne requérante.

⁴ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.

⁵ Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.

Art. 23 Etrangers nés en Suisse et étrangers de moins de 25 ans

¹ Lorsqu'il constate qu'aucun indice ne laisse supposer une intégration insuffisante, le département peut dispenser la personne requérante des tests linguistiques et portant sur les connaissances générales, aux conditions alternatives suivantes :

- a) la personne requérante est née dans le canton de Genève, et y a séjourné sans interruption jusqu'au moment du dépôt de sa demande de naturalisation;

b) la personne requérante est âgée de moins de 25 ans révolus et a accompli 5 ans de scolarité obligatoire dans le canton de Genève ou y a suivi une formation de degré secondaire II ou du degré tertiaire et y séjourne depuis lors.

² La dispense des tests doit être communiquée à la personne requérante par écrit.

³ Le règlement énumère l'ensemble des documents devant être présentés pour évaluer la réalisation des conditions. Il précise également les indices qui laissent supposer une intégration insuffisante, ainsi que la procédure d'évaluation des personnes requérantes qui ne remplissent pas l'ensemble des critères fixés à l'alinéa 1.

Art. 24 Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation

¹ La personne requérante doit justifier d'une situation économique permettant de subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille dont il a la charge.

² L'intégration peut également être considérée comme réalisée lorsque la personne requérante apporte la preuve qu'il suit ou vient d'achever une formation (contrat d'apprentissage ou diplôme).

³ La personne requérante ne doit pas avoir été à la charge de l'assistance publique dans les 3 ans précédant le dépôt de sa demande de naturalisation et pendant toute la durée de la procédure.

⁴ La personne requérante ne doit pas avoir fait l'objet de poursuites en force ou d'actes de défaut de biens dans les 5 dernières années et doit avoir intégralement acquitté ses impôts.

⁵ Le département peut refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation ordinaire si la personne requérante ne remplit pas les conditions posées aux alinéas 3 et 4.

⁶ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation et précise les exceptions à l'alinéa 4.

Art. 25 Encouragement de l'intégration des membres étrangers de la famille

¹ La personne requérante encourage l'intégration dans la communauté genevoise de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique.

² En cas de doute, le département peut auditionner le conjoint, le partenaire enregistré ou les enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, et procéder à des investigations supplémentaires.

³ Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.

Art. 26 Prise en compte des circonstances personnelles

¹ Le département tient compte de manière appropriée de la situation particulière de la personne requérante lors de l'appréciation des critères énumérés aux articles 21, 22 et 24 de la présente loi, lorsqu'il apparaît qu'elle est dans l'incapacité de satisfaire aux conditions précitées en raison des circonstances personnelles visées aux articles 12, alinéa 2, de la loi fédérale, et 9 de l'ordonnance fédérale.

² Si une circonstance personnelle est reconnue, le département peut toutefois astreindre la personne requérante à suivre les séances d'information à l'intégration visées à l'article 3, alinéa 4, à la condition toutefois que sa situation personnelle ou médicale le permette.

³ Le règlement fixe la procédure d'examen des situations dans lesquelles la personne requérante pourrait se prévaloir de circonstances personnelles et détermine les modalités d'accès aux séances d'information à l'intégration.

Art. 27 Procédure

¹ L'étranger dépose sa demande de naturalisation auprès du département.

² Il doit indiquer la commune dont il veut obtenir le droit de cité.

³ Il a le choix entre la commune où il réside et l'une de celles où il a résidé.

⁴ Les époux ayant déposé une demande collective gardent un dossier commun jusqu'à la fin de la procédure. Sous réserve de justes motifs, la naturalisation est accordée, suspendue ou refusée indivisément à toutes les personnes comprises dans la requête.

Art. 28 Dépôt de la demande de naturalisation ordinaire

¹ La demande de naturalisation est considérée comme valablement déposée lorsque la formule officielle, complétée de toutes les annexes requises, est remise au département.

² Si les conditions formelles ne sont pas réalisées, le département en informe par écrit la personne requérante et lui accorde un délai pour fournir les documents valables ou manquants ou, le cas échéant, présenter ses arguments. A l'échéance du délai, le département peut, selon les informations et les pièces communiquées par la personne requérante, refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, poursuivre l'instruction ou la suspendre.

³ Si le département refuse d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, il rend une décision formelle de non-entrée en matière.

⁴ Le règlement précise la procédure et fixe le contenu de la formule officielle ainsi que les annexes qui doivent l'accompagner.

Art. 29 Enquête sur l'intégration et la résidence effective de la personne requérante et sur celles de sa famille

¹ Le département procède à une enquête sur l'intégration et la résidence effective de la personne requérante et sur celles des membres de sa famille faisant ménage commun avec elle.

² Le contenu du rapport d'enquête cantonal et les délais de procédure qui relèvent de la compétence de la Confédération sont régis par le droit fédéral.

³ Il ne peut être rédigé qu'un seul rapport d'enquête par famille.

⁴ En cas de doute sur la résidence effective de la personne requérante ou sur son intégration sur le plan communal, le département peut demander à la commune compétente de procéder à une vérification sommaire. Les constatations de la commune sont retranscrites dans le rapport d'enquête.

⁵ Le rapport d'enquête est transmis à l'autorité fédérale compétente en vue de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. Il est accompagné du préavis de la commune et, si celui-ci est négatif, de l'arrêté du Conseil d'Etat certifiant que les conditions de la naturalisation ordinaire sont remplies, ou, le cas échéant, de l'arrêt définitif de la chambre administrative de la Cour de justice. Le rapport d'enquête mentionne également expressément la clôture de l'examen cantonal de la demande de naturalisation.

Art. 30 Préavis de la commune

¹ L'étranger doit obtenir, sous forme de préavis, le consentement de la commune qu'il a choisie.

² Pour l'étranger de moins de 25 ans, le consentement est délivré par le Conseil administratif ou le maire et communiqué au département.

³ Pour l'étranger de plus de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou, sur délégation, par le Conseil administratif ou le maire, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre x, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984.

⁴ Le cas échéant, la délibération du Conseil municipal a lieu à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil; chaque conseiller municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de sa délibération.

⁵ Dans tous les cas, si un préavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit la personne requérante.

Observation de M. C. Mizrahi

A l'alinéa 4, la question reste ouverte de savoir s'il ne serait pas préférable que le préavis communal passe par une résolution. Il est à noter que cela serait plus logique, car un préavis communal en matière de naturalisation ne peut pas donner lieu à un référendum. Question à aborder avec le service de surveillance des communes.

PV n°98, page 11

Art. 31 Durée de la procédure

¹ La durée totale de la procédure de naturalisation ordinaire depuis le dépôt de la demande jusqu'au moment de la décision communale ne doit en principe pas dépasser 12 mois.

² Lorsque les circonstances l'exigent, la durée totale de la procédure peut dépasser celle fixée à l'alinéa 1. Elle ne doit toutefois pas excéder 24 mois.

³ Dans des cas particuliers, le département peut suspendre la procédure de naturalisation ordinaire. La durée de suspension ne peut toutefois pas dépasser 36 mois.

⁴ Le département classe la procédure de naturalisation ordinaire si la suspension a duré plus de 36 mois

⁵ Le règlement détermine les situations visées aux alinéas 2 et 3 et précise la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.

Art. 32 Arrêté du Conseil d'Etat en matière de naturalisation ordinaire

¹ Dans tous les cas, le Conseil d'Etat examine le préavis de la commune. Il statue par un arrêté, qu'il transmet également à la commune concernée. Il motive l'arrêté en cas de refus ou s'il ne suit pas le préavis négatif de la commune.

² L'arrêté du Conseil d'Etat doit intervenir, au plus tard, dans le délai d'un an à compter de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. En cas de dépassement du délai, l'autorisation fédérale échoit et une nouvelle autorisation fédérale doit être demandée pour que le Conseil d'Etat puisse rendre un nouvel arrêté conformément à l'alinéa 1. Il est tenu compte, le cas échéant, des faits survenus après le prononcé de l'arrêté initial.

³ Le Conseil d'Etat rend un arrêté négatif de naturalisation dans les cas suivants :

- a) sur proposition du département, après que celui-ci a procédé à l'examen des conditions formelles et matérielles de la naturalisation ordinaire au sens des articles 17 à 26;
- b) suite au préavis négatif de la commune, lorsqu'il estime que celui-ci est justifié;
- c) lorsqu'après l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département découvre des faits nouveaux ou qui n'étaient pas connus de l'autorité compétente au moment de l'instruction de la demande de naturalisation, qui ne permettent plus de considérer comme remplies les conditions figurant aux articles 17 à 26.

Art. 33 Recours de la commune

La commune dont le préavis n'a pas été suivi par le Conseil d'Etat peut recourir contre l'arrêté rendu par celui-ci.

Art. 34 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation

¹ A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau le casier judiciaire informatisé VOSTRA.

² Le département s'assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les 6 mois suivant l'octroi de l'autorisation fédérale de

naturalisation. S'il parvient à sa connaissance que d'autres critères ne sont plus réalisés, le département en tient également compte.

³ Si le département constate que les conditions de la naturalisation suisse ne sont plus remplies, il en informe la personne requérante et lui accorde un délai de 30 jours pour exercer son droit d'être entendue.

⁴ Dès réception de la réponse de la personne requérante ou à l'échéance du délai pour exercer son droit d'être entendue, le département transmet le dossier au Conseil d'Etat afin que celui-ci se prononce sur la demande de naturalisation.

Observation de M. Mizrahi

Place de l'article 34 : La loi telle que rédigée donne l'impression que les contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation interviennent après l'arrêté du Conseil d'Etat, ce qui n'a pas de sens. Dès lors, pour ne pas troubler le lien entre les articles 30 et 31, l'article 34 pourrait être placé avant l'article 30.

PV n°98, page 16

Art. 35 Recours des particuliers

Toute personne partie à la procédure de naturalisation peut recourir contre l'arrêté du Conseil d'Etat.

Art. 36 Emoluments de naturalisation ordinaire

¹ L'étranger doit verser un émolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement.

² Cet émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'Etat, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.

³ Le règlement fixe, conformément au principe de la couverture des frais, un émolument spécifique pour chacune des catégories suivantes :

- a) les personnes requérantes de moins de 25 ans (procédure allégée);
- b) les personnes requérantes de plus de 25 ans (procédure individuelle);
- c) les couples mariés ou en partenariat enregistré (procédure pour couple);
- d) les enfants compris dans les différents types de procédure.

Observation de M. C. Mizrahi

Le terme "étranger" à l'alinéa 1 devrait faire l'objet d'une modification épiciène. L'article 210 de la constitution genevoise mentionne les « personnes étrangères ». Toutefois, la formulation « l'étranger ou l'étrangère » conviendrait également.

PV n°98, page 22

Observation de M. C. Mizrahi

Proposition de remplacer à l'alinéa 2 « l'Etat » par « le canton ».

PV n°98, page 22

Observation de M. P. Malek-Asghar

Existe-t-il un document qui définit de manière précise la réalité que recouvre un terme tel que « l'Etat » ? Dans le cas contraire, il est souhaitable qu'un tel document soit rédigé, afin d'éviter des différences de rédaction dans les lois.

PV n°98, page 23

Art. 37 Prestation de serment

L'étranger majeur et, le cas échéant, son conjoint ou son partenaire enregistré admis à la naturalisation prêtent publiquement, devant le Conseil d'Etat, le serment suivant :

« Je jure ou je promets solennellement :

d'être fidèle à la République et canton de Genève comme à la Confédération suisse;
 d'en observer scrupuleusement la constitution et les lois;
 d'en respecter les traditions;
 de justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise;
 de contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »

Art. 38 Effets

¹ La naturalisation d'un étranger s'étend aux membres de sa famille qui bénéficient de l'autorisation fédérale et qui sont inclus dans l'arrêté du Conseil d'Etat.

² L'enfant qui atteint sa majorité avant la délivrance de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat à ses parents en obtient un à titre personnel. Il est en outre tenu de prêter serment à titre individuel.

³ L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet :
 a) à la date de la prestation de serment pour l'étranger majeur et ses enfants inclus dans la demande;
 b) à la date de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat pour l'étranger mineur ayant un dossier individuel.

⁴ L'arrêté de naturalisation devient caduc lorsque le candidat, sans raison valable, ne se présente pas à la cérémonie de prestation de serment, ou lorsque les conditions de la naturalisation ordinaire ne sont plus remplies entre son prononcé et la prestation de serment.

⁵ Le règlement détermine la procédure applicable aux situations visées à l'alinéa 4.

Observation de M. P. Vanek

La question peut se poser, à l'alinéa 4, de savoir s'il ne serait pas préférable de préciser « *après son prononcé et jusqu'à la prestation de serment* ». [PV n°99, page 5] Il pourrait être également envisagé de placer la cérémonie de prestation de serment avant le prononcé de l'arrêté. Cela permettrait à la prestation de serment de faire partie intégrante de la procédure tout en clarifiant la question de la temporalité entre l'arrêté du Conseil d'Etat et la cérémonie.

PV n°99, page 9

Observation de M. J.-C. Lathion

Proposition éventuelle en 3^e débat de transmettre l'arrêté du Conseil d'Etat aux futurs citoyens à l'occasion de la cérémonie de prestation de serment.

PV n°99, page 10

Observation de M. J.-L. Constant

Il y a une différence entre l'alinéa 4 figurant dans le tableau synoptique établi par le département et le texte de loi rédigé en parallèle par le département. La commission a adopté la version du tableau synoptique, mais il semble que la version souhaitée par le département soit celle du texte de loi. A vérifier par le département.

Section 3 Réintégration

Art. 39 Conditions

¹ La citoyenne genevoise d'origine qui a perdu le droit de cité genevois par mariage avec un Confédéré peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité.

² Le citoyen genevois qui a acquis le droit de cité d'un autre canton peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité genevois.

Art. 40 Procédure

¹ La réintégration doit faire l'objet d'une demande au département.

² Elle est prononcée de droit dans les cas mentionnés à l'article 39, alinéa 1.

³ La demande de réintégration prévue à l'article 61 doit être déposée auprès de l'autorité compétente, désignée dans le règlement d'application.

Art. 41 Autorité compétente

La réintégration dans le droit de cité genevois est accordée gratuitement en tout temps par le Conseil d'Etat.

Art. 42 Effets de la réintégration

Confédéré

¹ La réintégration dans le droit de cité genevois d'un Confédéré s'étend à ses enfants mineurs suisses s'il détient sur ces derniers l'exercice exclusif de l'autorité parentale. En cas d'autorité parentale conjointe, le consentement de l'autre parent est nécessaire. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

Etranger

² La réintégration dans le droit de cité genevois d'un étranger s'étend aux membres de sa famille compris dans l'acte de réintégration établi par l'autorité fédérale.

Effet

³ L'acquisition du droit de cité genevois prend effet :

- a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour les Confédérés réintégrés dans le droit de cité genevois;
- b) à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale pour les étrangers réintégrés selon la loi fédérale;
- c) à la date de l'ordonnance d'inscription dans le registre de l'état civil pour les réintégrations basées sur l'article 61.

Observation de M. J.-L. Constant

A l'article 42, alinéa 1, il y a une erreur de frappe dans le tableau synoptique et dans la loi amendée par le Conseil d'Etat. Il manque le terme "s'il" :

"1 La réintégration dans le droit de cité genevois d'un Confédéré s'étend à ses enfants mineurs suisses s'il détient sur..."

La version adoptée par la commission en 2^e débat a été corrigée et le terme "s'il" a été ajouté.

Art. 43 Bourgeoisie d'honneur

¹ Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à une personne qui a rendu au canton ou à la Suisse des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites.

² La bourgeoisie d'honneur est personnelle et intransmissible; elle n'a pas les effets d'une naturalisation et ne confère pas le droit de cité genevois.

³ L'acquisition de la bourgeoisie d'honneur prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi votée par le Grand Conseil.

Observation de M. J. Romain

M. Romain, ne connaissant pas exactement les tenants et les aboutissants juridiques de la modification adoptée en 2^{ème} débat sur l'octroi de la bourgeoisie d'honneur, renonce à déposer un amendement à ce stade et y reviendra le cas échéant au troisième débat.

PV n°99, page 15

Chapitre III Acquisition par décision de l'autorité fédérale

Art. 44 Décision de l'autorité fédérale

¹ L'autorité fédérale est compétente pour statuer sur les demandes de naturalisation facilitée et sur les demandes de réintégration dans la nationalité suisse, conformément à la loi fédérale.

² Elle consulte le canton avant d'approuver la demande.

³ En vue de la détermination de l'autorité fédérale, le département effectue l'enquête visée à l'article 34, alinéa 2, de la loi fédérale.

Titre III Perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse**Chapitre I Perte par le seul effet de la loi****Art. 45 Par acquisition d'un nouveau droit de cité cantonal**

Le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.

Observation de Mme H. Verissimo de Freitas

Mme Verissimo de Freitas note que cet article mentionne uniquement « le citoyen genevois », il conviendrait qu'il s'adresse également à « la citoyenne genevoise ».

PV 99, page 19

Art. 46 Par reconnaissance de l'enfant trouvé

Lorsque la filiation est reconnue ultérieurement, l'enfant trouvé perd le droit de cité acquis conformément à l'article 10, s'il est encore mineur et ne devient pas apatride. Le Conseil d'Etat constate cette perte par arrêté.

Chapitre II Perte par décision de l'autorité**Section 1 Renonciation****Art. 47 Conditions**

¹ Tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois :

- a) s'il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre canton;
- b) s'il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée.

Enfants mineurs

² Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois s'ils remplissent les conditions énumérées à l'alinéa 1, sous réserve du droit fédéral. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

³ Le mineur qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment du détenteur exclusif de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 2.

Art. 48 Procédure

¹ La demande de libération des liens du droit de cité genevois est adressée au département; ce dernier en donne connaissance à la commune d'origine de la personne requérante.

² Après avoir fait procéder à une enquête, le département communique son préavis au Conseil d'Etat.

³ Si le Conseil d'Etat estime que la demande peut être acceptée, il établit un acte de libération des liens du droit de cité genevois mentionnant toutes les personnes comprises dans sa décision.

⁴ Le Conseil d'Etat notifie sa décision :

- a) à l'intéressé, si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a;
- b) à l'autorité fédérale si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre b.

Emolument

⁵ Un émolument est perçu pour la libération.

Section 2 Annulation par décision de l'autorité cantonale

Art. 49 Annulation par décision du Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat peut annuler le droit de cité genevois ou la réintégration dans le droit de cité genevois obtenus par des déclarations mensongères ou par la dissimulation de faits essentiels.

² Le Conseil d'Etat peut annuler la naturalisation ou la réintégration dans un délai de 2 ans après qu'il a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'instruction signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.

Art. 50 Procédure

¹ Le citoyen genevois qui fait l'objet d'une procédure d'annulation du droit de cité genevois doit en être informé, par écrit, par le département et être invité à exercer son droit d'être entendu. Les membres de la famille également concernés par cette procédure sont avisés individuellement.

² Si le lieu de résidence de l'intéressé est inconnu, l'avis est publié dans la Feuille d'avis officielle.

Personnes comprises dans l'annulation du droit de cité genevois

³ L'annulation fait perdre le droit de cité genevois aux membres de la famille qui l'ont acquis en vertu de la décision annulée. Font exception les enfants qui deviendraient apatrides ensuite de l'annulation ou ceux qui, au moment où la décision d'annulation est prise, ont atteint l'âge de 16 ans et remplissent les conditions prévues aux articles 17 à 26.

Section 3 Annulation et retrait par décision de l'autorité fédérale

Art. 51 Annulation

La naturalisation ou la réintégration accordée en application de la loi fédérale peut être annulée par l'autorité fédérale dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'instruction signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.

Art. 52 Retrait

¹ L'autorité fédérale peut en tout temps, avec l'assentiment du Conseil d'Etat, retirer la nationalité suisse et le droit de cité genevois à un double national, si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse.

² Lorsque l'intérêt de l'enfant mineur de la personne concernée s'y oppose, le Conseil d'Etat ne donne pas son consentement.

Section 4 Effets de la perte du droit de cité genevois

Art. 53 Effets

La perte du droit de cité genevois prend effet :

- a) à la date de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour le Confédéré libéré des liens du droit de cité genevois;
- b) à la date de la notification ou, à défaut, de la publication dans la Feuille fédérale par l'autorité fédérale, pour l'étranger libéré des liens du droit de cité genevois;
- c) à la date de l'entrée en force de l'arrêt du Conseil d'Etat, pour le Confédéré ou l'étranger dont le droit de cité genevois a été annulé en vertu de l'article 49;
- d) à la date de l'entrée en force de la décision de l'autorité fédérale, pour l'étranger dont le droit de cité genevois a été retiré ou annulé en vertu des articles 51 ou 52.

Titre IV Acquisition et perte du droit de cité communal

Chapitre I Acquisition d'un nouveau droit de cité communal

Art. 54 Conditions

Le citoyen genevois peut demander d'acquérir :

- a) le droit de cité de sa commune de domicile s'il y a résidé d'une manière effective pendant 2 ans dont les 12 mois qui précèdent sa requête;
- b) le droit de cité de son conjoint ou de son partenaire enregistré lorsqu'il était célibataire.

Art. 55 Conjoint, partenaire enregistré et enfants

- ¹ Lorsque la requête émane d'un citoyen marié ou lié par un partenariat enregistré, elle n'inclut le conjoint ou le partenaire enregistré que si ce dernier y consent par écrit.
- ² Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est en outre nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.
- ³ Le mineur genevois qui présente une demande de droit de cité communal à titre individuel doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.

Art. 56 Procédure

La personne requérante présente sa requête auprès du Conseil administratif ou du maire de la commune concernée.

Art. 57 Octroi du droit de cité communal

Le Conseil administratif ou le maire examine si le requérant remplit les conditions prévues à l'article 54 et décide de l'octroi au requérant du droit de cité communal.

Art. 58 Emolument

- ¹ Un émolument n'excédant pas 100 F peut être perçu.
- ² Toutefois, aucun émolument ne peut être exigé du citoyen genevois qui est domicilié sur le territoire de la commune et y a vécu pendant 10 ans au moins, dont les 5 dernières années de manière ininterrompue.

Art. 59 Communication

La décision de l'octroi du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou le maire au service état civil et légalisations.

Art. 60 Refus

Le Conseil administratif ou le maire qui refuse le droit de cité communal communique par écrit sa décision à l'intéressé.

Art. 61 Réintégration

- ¹ La citoyenne genevoise qui a perdu son droit de cité par mariage avec un Genevois originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de célibataire.
- ² Le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité.

Chapitre II Perte du droit de cité communal

Art. 62 Par le seul effet de la loi

Le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité communal, en application de l'article 54, à moins qu'il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.

Art. 63 Par décision de l'autorité communale

¹ Le citoyen genevois peut, s'il conserve au moins un droit de cité communal, demander au Conseil administratif ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, s'il est domicilié en dehors de la commune.

² Le Conseil administratif ou le maire libère la personne requérante, de même que ses enfants mineurs et son conjoint ou son partenaire enregistré, sous réserve de l'accord formel de celui-ci, de son droit de cité communal.

³ Aucune taxe n'est perçue.

Art. 64 Procédure

¹ La personne requérante présente sa requête au Conseil administratif ou au maire de la commune de laquelle elle entend renoncer au droit de cité.

² Le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

Observation de M. C. Mizrahi

Il sera important de reprendre cette question au troisième débat et, le cas échéant, proposer un amendement, tant sur la question du terme « citoyen » que sur l'inclusion ou non des enfants mineurs dans la demande de libération d'un parent.

PV n°101, page 9

Art. 65 Communication et effets

La décision de libération du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou le maire de la commune concernée au service état civil et légalisations et prend effet à cette date.

Titre V Dispositions finales et transitoires**Art. 66 Règlement d'application**

¹ Le Conseil d'Etat est chargé d'édicter le règlement d'application de la présente loi.

² Le Conseil d'Etat désigne le département compétent en matière d'acquisition et de perte du droit de cité genevois.

Art. 67 Clause abrogatoire

La loi sur la nationalité genevoise, du 13 mars 1992, est abrogée.

Art. 68 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 69 Dispositions transitoires

¹ Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables à toutes les demandes d'octroi de la nationalité suisse pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

² Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables par analogie à toutes les demandes relatives au droit de cité genevois et au droit de cité communal pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 70 Dérogation temporaire aux articles 37 et 38, alinéa 3, lettre a

¹ En raison de la situation sanitaire et des prescriptions en matière d'hygiène et de distance sociale en vue de contenir et d'atténuer l'épidémie du coronavirus à laquelle la Suisse est confrontée depuis le mois de mars 2020, il peut être dérogé, jusqu'au 30 juin 2022, à la prestation de serment publique, notamment en procédant par écrit à l'engagement solennel prévu à l'article 24.

² En dérogation à l'article 38, alinéa 3, lettre a, l'acquisition de la nationalité genevoise intervient à la date à laquelle le Conseil d'Etat prend acte de l'engagement écrit.

Art. 71 Modifications à une autre loi

¹ La loi sur l'exercice des professions ou industries permanentes, ambulantes et temporaires, du 27 octobre 1923 (I 2 03), est modifiée comme suit :

Art. 20, al. 2 (nouvelle teneur)

² Une réduction de moitié sur le prix de patente indiqué au tableau ci-dessus est accordée à toutes les personnes de nationalité suisse, ainsi qu'aux étrangers qui justifient, par la production de leur permis de séjour ou d'établissement, être domiciliés dans le canton depuis trois ans au moins lorsqu'ils sollicitent la patente.



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

Genève, le 1^{er} novembre 2021**Grand Conseil****Commission des droits politiques et du
règlement du Grand Conseil****Dispositions adoptées en 3^e débat lors
des séances des 6 et 13 octobre 2021)****PL 12305**
sur le droit de cité genevois
(LDCG) (A 4 05)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

vu la loi fédérale sur la nationalité suisse, du 20 juin 2014 (ci-après : la loi fédérale);
vu l'ordonnance fédérale sur la nationalité suisse, du 17 juin 2016 (ci-après : l'ordonnance
fédérale);
vu les articles 6 et 210 de la constitution de la République et canton de Genève, du
14 octobre 2012,
décrète ce qui suit :

Titre I Dispositions générales**Art. 1 Objet**

¹ La présente loi a pour objet l'application des normes prévues par le droit fédéral relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité suisse ainsi que les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité cantonal et communal pour, respectivement, les personnes confédérées et les citoyennes et les citoyens genevois.

² Elle détermine le champ de compétences du canton et des communes.

Art. 2 Définitions

¹ Le droit fédéral visé par la présente loi porte sur la loi fédérale, sur l'ordonnance fédérale ainsi que sur les directives d'application édictées par l'autorité fédérale.

² La majorité est déterminée par l'article 14 du code civil suisse, du 10 décembre 1907 (ci-après : code civil suisse).

³ Les termes « personne confédérée » désignent tout ressortissant ou ressortissant suisse qui ne dispose pas du droit de cité genevois.

⁴ Les termes « personne étrangère » désignent toute personne qui ne dispose pas de la nationalité suisse.

⁵ Le terme « naturalisation » vise la procédure d'obtention de la nationalité suisse.

⁶ Le terme « droit de cité genevois » désigne le droit de cité cantonal.

⁷ Le terme « autorité compétente » désigne le département mentionné à l'article 5, alinéa 1, lettre a, et, le cas échéant, à l'office qu'il a désigné conformément à l'article 5, alinéa 3.

⁸ Le terme « autorité fédérale » désigne l'autorité compétente au niveau fédéral pour appliquer la loi fédérale et l'ordonnance fédérale.

Art. 3 Intégration

¹ L'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape administrative de l'intégration.

² Une intégration est considérée comme réussie, par le canton de Genève, lorsque la personne requérante respecte la sécurité et l'ordre publics ainsi que les valeurs de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, et de la Constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, lorsqu'elle est apte à communiquer en français et lorsqu'elle démontre sa volonté de participer à la vie économique ou d'acquérir une formation.

³ L'autorité compétente doit prendre en compte la situation spécifique de la personne requérante. Elle doit le cas échéant lui apporter son soutien afin qu'elle puisse acquérir les connaissances nécessaires pour justifier d'une intégration suffisante en vue de l'obtention de la nationalité suisse.

⁴ L'autorité compétente veille tout particulièrement à organiser des séances d'information à l'intégration en faveur des personnes visées par l'article 12, alinéa 2, de la loi fédérale. Elle peut déléguer cette tâche à des associations à but non lucratif œuvrant pour l'intégration **des personnes étrangères** dans le canton de Genève.

Art. 4 Modes d'acquisition et de perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse

Le droit de cité genevois et la nationalité suisse s'acquièrent et se perdent selon les cas :

- a) par le seul effet de la loi;
- b) par décision de l'autorité cantonale;
- c) par décision de l'autorité fédérale.

Art. 5 Autorités cantonales compétentes

¹ Le Conseil d'Etat est l'autorité compétente pour :

- a) désigner le département compétent en matière d'acquisition et de perte de la nationalité (ci-après : département);
- b) rendre la décision de naturalisation;
- c) se prononcer sur le préavis communal;
- d) rejeter la requête en naturalisation en raison de faits nouveaux survenus après l'octroi de l'autorisation fédérale;
- e) octroyer le droit de cité genevois et communal pour les personnes étrangères admises à la naturalisation;
- f) constater le droit de cité genevois et communal de l'enfant mineur trouvé;
- g) recevoir la prestation de serment des personnes étrangères ou des membres de leur famille admis à la naturalisation;
- h) se prononcer sur les demandes de réintégration ou de renonciation au droit de cité genevois;
- i) annuler le droit de cité genevois;
- j) constater la perte du droit de cité genevois et communal par reconnaissance de l'enfant trouvé;
- k) donner son assentiment au retrait de la nationalité suisse;
- l) proposer l'octroi de la bourgeoisie d'honneur.

² Le Grand Conseil est l'autorité compétente pour décerner la bourgeoisie d'honneur.

³ Le département est l'autorité compétente, avec possibilité de délégation à l'un de ses offices, pour :

- a) enregistrer ou refuser d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire;
- b) déclarer irrecevable la demande de naturalisation ordinaire;
- c) suspendre la procédure de naturalisation ordinaire;
- d) classer la demande de naturalisation ordinaire;
- e) rendre toute décision qui ne relève pas expressément de la compétence d'une autre autorité en vertu de l'article 5;
- f) procéder aux instructions découlant de la présente loi ou de son règlement d'application (ci-après : règlement).

⁴ Les communes sont compétentes pour :

- a) préavisé positivement ou négativement la demande de naturalisation de la personne requérante domiciliée sur leur territoire;
- b) demander à la personne requérante des précisions complémentaires relatives à sa situation personnelle et à celle de sa famille;
- c) procéder, sur demande du département, à une vérification sommaire de la résidence effective et de l'intégration de la personne requérante;
- d) compléter l'offre de formation du canton sur les connaissances générales à maîtriser;
- e) décider de l'octroi du droit de cité communal;
- f) libérer une citoyenne ou un citoyen genevois du droit de cité communal.

⁵ La chambre administrative de la Cour de justice est compétente pour connaître des recours interjetés contre les décisions prises en vertu de la présente loi, à l'exception des décisions sur l'octroi de la bourgeoisie d'honneur et le préavis communal en matière de naturalisation ordinaire, qui ne sont pas sujettes à recours.

Art. 6 Devoir de collaboration de la personne requérante

¹ La personne requérante est tenue :

- a) de fournir des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants pour l'application de la présente loi;
- b) de communiquer sans retard les moyens de preuve nécessaires et tout document demandé par l'autorité compétente;
- c) d'informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement déterminant pour l'application de la présente loi, en particulier lorsque celui-ci concerne sa situation économique et familiale ou lorsque l'ouverture d'une enquête pénale est portée à sa connaissance pendant la procédure de naturalisation.

² Pour faciliter l'enquête prévue, la personne requérante délègue en outre toute administration du secret de fonction et du secret fiscal.

³ Si l'une des obligations mentionnées aux alinéas 1 et 2 n'est pas respectée, le département pourra statuer en l'état du dossier, et le cas échéant, déclarer la demande irrecevable.

Art. 7 Protection des données

¹ Pour l'accomplissement de ses tâches en vertu de la présente loi, l'autorité compétente peut traiter ou faire traiter les données personnelles nécessaires, y compris les données sensibles et les profils de personnalité.

² Le règlement fixe les dispositions d'application.

³ La loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles, du 5 octobre 2001, ainsi que la loi sur les archives publiques, du 1^{er} décembre 2000, sont applicables pour le surplus.

Art. 8 Entraide administrative

¹ L'autorité compétente peut échanger des informations avec les autorités concernées par l'exécution de la présente loi, notamment celles qui sont compétentes en matière de police des étrangers et d'état civil, à la condition que ces informations soient utiles à l'instruction de la demande de naturalisation ou à l'application de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration. Sur demande, elles s'accordent le droit de consulter les dossiers.

² Les autres autorités cantonales et communales, les autorités judiciaires cantonales, ainsi que celles chargées de l'assistance publique communiquent, gratuitement et sans délai, aux autorités chargées de l'application de la présente loi, sur demande de celles-ci, toutes les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.

Chapitre I Acquisition par le seul effet de la loi

Art. 9 Enfant

L'acquisition du droit de cité genevois et de la nationalité suisse par le seul effet de la loi est régie par la loi fédérale et le code civil suisse, sous réserve de l'article 10, alinéa 1.

Art. 10 Enfant trouvé

¹ L'enfant mineur de filiation inconnue trouvé sur le territoire du canton acquiert le droit de cité genevois et le droit de cité de la commune dans laquelle elle ou il a été trouvé, et par là même la nationalité suisse.

² Après avis du conseil administratif ou de la ou du maire, le Conseil d'Etat accorde, par arrêté, le droit de cité genevois ainsi que le droit de cité communal.

Chapitre II Acquisition par décision de l'autorité cantonale

Section 1 Acquisition du droit de cité genevois par les personnes confédérées

Art. 11 Conditions

¹ La personne confédérée peut, à titre individuel ou avec **sa conjointe ou son conjoint** ou **sa ou son partenaire enregistré**, demander le droit de cité genevois si elle a résidé d'une manière effective sur le territoire du canton pendant 2 ans, dont les 12 mois précédant le dépôt de sa requête.

² Elle doit indiquer la commune dont elle veut obtenir le droit de cité.

³ Elle a le choix entre sa commune de domicile, l'une de celles où elle a résidé précédemment ou la commune d'origine de sa conjointe ou de son conjoint, respectivement de sa ou son partenaire enregistré, genevois.

Art. 12 La conjointe ou le conjoint, la ou le partenaire enregistré et les enfants

¹ La requête émanant d'une personne confédérée mariée ou liée par un partenariat enregistré n'inclut la conjointe ou le conjoint, respectivement la ou le partenaire enregistré, que si cette dernière ou ce dernier y consent par écrit.

² Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent toutefois y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est compris dans la demande. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

³ La personne confédérée mineure qui présente une demande de droit de cité genevois à titre individuel doit produire la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.

Art. 13 Procédure et émolument

¹ La personne requérante adresse sa demande au département sur une formule ad hoc.

² Elle doit verser un émolument destiné à couvrir les frais de procédure, dont le montant est fixé dans le règlement.

³ L'émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'administration cantonale, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.

Art. 14 Octroi du droit de cité genevois

Le département examine la demande et, suite à sa proposition, le Conseil d'Etat statue par arrêté.

Art. 15 Déclaration d'engagement solennel

Après que la demande a été acceptée, la personne confédérée majeure et sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré, compris dans sa demande, signent la déclaration d'engagement solennel dont la teneur est la suivante :

« Je m'engage solennellement :

à être fidèle à la République et canton de Genève;

à en observer scrupuleusement la constitution et les lois;

à en respecter les traditions;

à justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise;

à contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »

Art. 16 Effet de l'acquisition du droit de cité genevois

L'acquisition du droit de cité genevois prend effet :

- a) à la date de la signature de la déclaration d'engagement solennel pour la personne confédérée majeure et ses enfants inclus dans la demande;
- b) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour la personne confédérée mineure ayant un dossier individuel.

Section 2 Naturalisation de personnes étrangères

Art. 17 Conditions formelles

¹ Pour être **admise** à déposer une demande de naturalisation ordinaire dans le canton de Genève, la personne étrangère doit, au moment du dépôt de la demande :

- a) remplir les conditions formelles prévues par la législation fédérale;
- b) avoir résidé 2 ans dans le canton d'une manière effective, dont les 12 mois précédant l'introduction de sa demande.

² La condition de résidence est réalisée, d'une part, lorsque la personne requérante étrangère est valablement inscrite dans le registre cantonal des habitants comme établie dans le canton de Genève, et, d'autre part, lorsqu'aucun indice ne donne à penser qu'elle a déplacé sa résidence principale à l'étranger.

³ Un transfert de domicile dans un autre canton ne remet pas en cause la procédure de naturalisation, à compter de l'avis du département concluant à la fin de l'examen des conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale. L'avis de clôture n'est délivré que sur demande de la personne requérante.

⁴ La personne requérante doit résider effectivement en Suisse et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité pendant toute la durée de la procédure.

⁵ Le calcul de la durée du séjour, la notion de non-interruption de séjour et celle de fin de séjour sont définis par le droit fédéral.

⁶ Le règlement mentionne l'ensemble des documents devant être présentés lors du dépôt de la demande de naturalisation ordinaire pour la vérification des conditions formelles, ainsi que les exceptions à la présentation de ceux-ci.

Art. 18 Enfants mineurs

¹ Les enfants mineurs qui vivent avec la personne requérante sont en principe compris dans la demande de naturalisation ordinaire. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Ce consentement est présumé si l'autre parent est compris dans la demande. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

² Dès 12 ans révolus, l'enfant doit remplir elle-même ou lui-même les conditions des articles 11 et 12 de la loi fédérale.

³ Dès 16 ans révolus, l'enfant doit exprimer personnellement, par écrit, son intention d'acquérir la nationalité suisse.

Art. 19 Conditions matérielles

Les conditions matérielles à l'octroi d'une naturalisation ordinaire sont définies par le droit fédéral et sont complétées par les dispositions des articles 20 à 26.

Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre publics

¹ Pour les personnes requérantes majeures, le département consulte, avant tout autre examen, le casier judiciaire informatisé VOSTRA.

² Pour les personnes requérantes âgées de 12 à 18 ans, le département consulte systématiquement la juridiction pénale des mineurs.

³ Lorsque le département constate que la personne requérante ne remplit pas les critères d'intégration en raison d'une inscription figurant dans le casier judiciaire informatisé VOSTRA portant sur une sanction énumérée à l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale, il transmet son dossier au Conseil d'Etat pour décision.

⁴ Lorsqu'une procédure pénale est pendante, le département poursuit l'instruction des autres conditions formelles et matérielles de la naturalisation. Il suspend la procédure de naturalisation si, au terme de l'instruction, la clôture définitive de la procédure par la justice pénale n'est pas encore intervenue.

⁵ Le département peut suspendre la procédure de naturalisation, notamment lorsqu'il apparaît que la justice pénale a terminé l'instruction et qu'un jugement devrait être rendu dans un court délai.

⁶ Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer, en vertu du droit fédéral, un obstacle à la naturalisation. Il précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès du casier judiciaire informatisé VOSTRA ainsi qu'auprès des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales.

Art. 21 Connaissances linguistiques

¹ La personne requérante doit justifier de connaissances orales et écrites en français. Sont fixés par le droit fédéral le niveau requis, les critères d'évaluation et les cas dans lesquels la preuve des compétences linguistiques doit être fournie.

² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque l'attestation de langue n'est pas conforme aux exigences prévues par l'alinéa 1.

³ Le règlement fixe les modalités de contrôle des connaissances linguistiques acquises par la personne requérante.

Art. 22 Connaissances générales sur les conditions de vie en Suisse et dans le canton de Genève

¹ Le département procède, au moyen d'un test écrit, au contrôle des connaissances générales de la personne requérante sur la géographie, l'histoire, la politique et les particularités sociales de la Suisse et du canton de Genève (ci-après : connaissances générales), et délivre une attestation en cas de réussite.

² Le département refuse d'enregistrer la demande de naturalisation ordinaire lorsque la personne requérante a échoué au test visé à l'alinéa 1.

³ Le règlement fixe les modalités de formation et de contrôle des connaissances générales acquises par la personne requérante.

⁴ La formation nécessaire à l'acquisition des connaissances générales est mise à disposition de toutes les personnes requérantes par le département.

⁵ Les communes sont autorisées à compléter, au moyen de modules complémentaires, l'offre de formation du canton.

Art. 23 Personnes étrangères nées dans le canton de Genève et personnes étrangères de moins de 25 ans

¹ Lorsqu'il constate qu'aucun indice ne laisse supposer une intégration insuffisante, le département peut dispenser la personne requérante des tests linguistiques et portant sur les connaissances générales, aux conditions alternatives suivantes :

- a) la personne requérante est née dans le canton de Genève, et y a séjourné sans interruption jusqu'au moment du dépôt de sa demande de naturalisation;
- b) la personne requérante est âgée de moins de 25 ans révolus et a accompli 5 ans de scolarité obligatoire dans le canton de Genève ou y a suivi une formation de degré secondaire II ou du degré tertiaire et y séjourne depuis lors.

² La dispense des tests doit être communiquée à la personne requérante par écrit.

³ Le règlement énumère l'ensemble des documents devant être présentés pour évaluer la réalisation des conditions. Il précise également les indices qui laissent supposer une intégration insuffisante, ainsi que la procédure d'évaluation des personnes requérantes qui ne remplissent pas l'ensemble des critères fixés à l'alinéa 1.

Art. 24 Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation

¹ La personne requérante doit justifier d'une situation économique permettant de subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille dont il a la charge.

² L'intégration peut également être considérée comme réalisée lorsque la personne requérante apporte la preuve qu'elle suit ou vient d'achever une formation (contrat d'apprentissage ou diplôme).

³ La personne requérante ne doit pas avoir été à la charge de l'assistance publique dans les 3 ans précédant le dépôt de sa demande de naturalisation et pendant toute la durée de la procédure.

⁴ La personne requérante ne doit pas avoir fait l'objet de poursuites en force ou d'actes de défaut de biens dans les 5 dernières années et doit avoir intégralement acquitté ses impôts.

⁵ Le département peut refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation ordinaire si la personne requérante ne remplit pas les conditions posées aux alinéas 3 et 4.

⁶ Le règlement fixe les modalités de vérification des critères portant sur la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation et précise les exceptions à l'alinéa 4.

Art. 25 Encouragement de l'intégration des membres de la famille de nationalité étrangère

¹ La personne requérante encourage l'intégration dans la communauté genevoise de sa conjointe ou de son conjoint ou de sa ou son partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, en particulier par leur participation à la vie sociale, culturelle et économique.

² En cas de doute, le département peut auditionner la conjointe ou le conjoint, la ou le partenaire enregistré ou les enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, et procéder à des investigations supplémentaires.

³ Le règlement fixe les modalités de vérification de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de sa conjointe ou son conjoint, de sa ou son partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.

Art. 26 Prise en compte des circonstances personnelles

¹ Le département tient compte de manière appropriée de la situation particulière de la personne requérante lors de l'appréciation des critères énumérés aux articles 21, 22 et 24 de la présente loi, lorsqu'il apparaît qu'elle est dans l'incapacité de satisfaire aux conditions précitées en raison des circonstances personnelles visées aux articles 12, alinéa 2, de la loi fédérale, et 9 de l'ordonnance fédérale.

² Si une circonstance personnelle est reconnue, le département peut toutefois astreindre la personne requérante à suivre les séances d'information à l'intégration visées à l'article 3, alinéa 4, à la condition toutefois que sa situation personnelle ou médicale le permette.

³ Le règlement fixe la procédure d'examen des situations dans lesquelles la personne requérante pourrait se prévaloir de circonstances personnelles et détermine les modalités d'accès aux séances d'information à l'intégration.

Art. 27 Procédure

¹ La personne étrangère dépose sa demande de naturalisation auprès du département.

² Elle doit indiquer la commune dont elle veut obtenir le droit de cité.

³ Elle a le choix entre la commune où elle réside et l'une de celles où elle a résidé.

⁴ Les époux ayant déposé une demande collective gardent un dossier commun jusqu'à la fin de la procédure. Sous réserve de justes motifs, la naturalisation est accordée, suspendue ou refusée indivisément à toutes les personnes comprises dans la requête.

Art. 28 Dépôt de la demande de naturalisation ordinaire

¹ La demande de naturalisation est considérée comme valablement déposée lorsque la formule officielle, complétée de toutes les annexes requises, est remise au département.

² Si les conditions formelles ne sont pas réalisées, le département en informe par écrit la personne requérante et lui accorde un délai pour fournir les documents valables ou manquants ou, le cas échéant, présenter ses arguments. A l'échéance du délai, le département peut, selon les informations et les pièces communiquées par la personne requérante, refuser d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, poursuivre l'instruction ou la suspendre.

³ Si le département refuse d'entrer en matière sur la demande de naturalisation, il rend une décision formelle de non-entrée en matière.

⁴ Le règlement précise la procédure et fixe le contenu de la formule officielle ainsi que les annexes qui doivent l'accompagner.

Art. 29 Enquête sur l'intégration et la résidence effective de la personne requérante et sur celles de sa famille

¹ Le département procède à une enquête sur l'intégration et la résidence effective de la personne requérante et sur celles des membres de sa famille faisant ménage commun avec elle.

² Le contenu du rapport d'enquête cantonal et les délais de procédure qui relèvent de la compétence de la Confédération sont régis par le droit fédéral.

³ Il ne peut être rédigé qu'un seul rapport d'enquête par famille.

⁴ En cas de doute sur la résidence effective de la personne requérante ou sur son intégration sur le plan communal, le département peut demander à la commune compétente de procéder à une vérification sommaire. Les constatations de la commune sont retranscrites dans le rapport d'enquête.

⁵ Le rapport d'enquête est transmis à l'autorité fédérale compétente en vue de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. Il est accompagné du préavis de la commune et, si celui-ci est négatif, de l'arrêté du Conseil d'Etat certifiant que les conditions de la naturalisation ordinaire sont remplies, ou, le cas échéant, de l'arrêt définitif de la chambre administrative de la Cour de justice. Le rapport d'enquête mentionne également expressément la clôture de l'examen cantonal de la demande de naturalisation.

Art. 30 Préavis de la commune

¹ La personne étrangère doit obtenir, sous forme de préavis, le consentement de la commune qu'il a choisie.

² Pour la personne étrangère de moins de 25 ans, le consentement est délivré par le Conseil administratif ou la ou le maire et communiqué au département.

³ Pour la personne étrangère de plus de 25 ans, le consentement est donné par le Conseil municipal ou, sur délégation, par le Conseil administratif ou la ou le maire, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre x, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984.

⁴ Le cas échéant, le Conseil municipal se prononce à huis clos et en présence de la majorité des membres du Conseil; chaque membre du Conseil municipal doit être informé, au moins 5 jours ouvrables à l'avance, des noms des personnes requérantes et de la date à laquelle la séance a lieu. Le Conseil municipal transmet au département le contenu de son préavis.

[L'alinéa 4 a été suspendu dans l'attente d'un retour du département]

⁵ Dans tous les cas, si un préavis négatif est rendu, la commune doit motiver sa décision sur la base de l'article 12 de la loi fédérale et en informer par écrit la personne requérante.

Art. 31 Durée de la procédure

¹ La durée totale de la procédure de naturalisation ordinaire depuis le dépôt de la demande jusqu'au moment de la décision communale ne doit en principe pas dépasser 12 mois.

² Lorsque les circonstances l'exigent, la durée totale de la procédure peut dépasser celle fixée à l'alinéa 1. Elle ne doit toutefois pas excéder 24 mois.

³ Dans des cas particuliers, le département peut suspendre la procédure de naturalisation ordinaire. La durée de suspension ne peut toutefois pas dépasser 36 mois.

⁴ Le département classe la procédure de naturalisation ordinaire si la suspension a duré plus de 36 mois.

⁵ Le règlement détermine les situations visées aux alinéas 2 et 3 et précise la procédure applicable. Il fixe en outre les modalités et les conditions de la suspension.

Art. 32 Contrôles effectués après la notification de l'autorisation fédérale de naturalisation

¹ A réception de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département consulte à nouveau le casier judiciaire informatisé VOSTRA.

² Le département s'assure également que le critère relatif à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation est toujours réalisé, si l'arrêté de naturalisation ne peut pas intervenir dans les 6 mois suivant l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. S'il parvient à sa connaissance que d'autres critères ne sont plus réalisés, le département en tient également compte.

³ Si le département constate que les conditions de la naturalisation suisse ne sont plus remplies, il en informe la personne requérante et lui accorde un délai de 30 jours pour exercer son droit d'être entendue.

⁴ Dès réception de la réponse de la personne requérante ou à l'échéance du délai pour exercer son droit d'être entendue, le département transmet le dossier au Conseil d'Etat afin que celui-ci se prononce sur la demande de naturalisation.

Art. 33 Arrêté du Conseil d'Etat en matière de naturalisation ordinaire

¹ Dans tous les cas, le Conseil d'Etat examine le préavis de la commune. Il statue par un arrêté, qu'il transmet également à la commune concernée. Il motive l'arrêté en cas de refus ou s'il ne suit pas le préavis négatif de la commune.

² L'arrêté du Conseil d'Etat doit intervenir, au plus tard, dans le délai d'un an à compter de l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation. En cas de dépassement du délai, l'autorisation fédérale échoit et une nouvelle autorisation fédérale doit être demandée pour que le Conseil d'Etat puisse rendre un nouvel arrêté conformément à l'alinéa 1. Il est tenu compte, le cas échéant, des faits survenus après le prononcé de l'arrêté initial.

³ Le Conseil d'Etat rend un arrêté négatif de naturalisation dans les cas suivants :

- a) sur proposition du département, après que celui-ci a procédé à l'examen des conditions formelles et matérielles de la naturalisation ordinaire au sens des articles 17 à 26;
- b) suite au préavis négatif de la commune, lorsqu'il estime que celui-ci est justifié;
- c) lorsqu'après l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation, le département découvre des faits nouveaux ou qui n'étaient pas connus de l'autorité compétente au moment de l'instruction de la demande de naturalisation, qui ne permettent plus de considérer comme remplies les conditions figurant aux articles 17 à 26.

Art. 34 Recours de la commune

La commune dont le préavis n'a pas été suivi par le Conseil d'Etat peut recourir contre l'arrêté rendu par celui-ci.

Art. 35 Recours des particuliers

Toute personne partie à la procédure de naturalisation peut recourir contre l'arrêté du Conseil d'Etat.

Art. 36 Emoluments de naturalisation ordinaire

¹ La personne étrangère doit verser un émolument de naturalisation ordinaire destiné à couvrir au plus les frais de procédure. Son montant est fixé dans le règlement.

² Cet émolument est exigible au moment du dépôt de la demande et reste acquis à l'administration cantonale, quelle que soit la décision prise au sujet de la requête.

³ Le règlement fixe, conformément au principe de la couverture des frais, un émolument spécifique pour chacune des catégories suivantes :

- a) les personnes requérantes de moins de 25 ans (procédure allégée);
- b) les personnes requérantes de plus de 25 ans (procédure individuelle);
- c) les couples mariés ou en partenariat enregistré (procédure pour couple);
- d) les enfants compris dans les différents types de procédure.

Art. 37 Prestation de serment

La personne étrangère majeure et, le cas échéant, sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré admis à la naturalisation prêtent publiquement, devant le Conseil d'Etat, le serment suivant :

« Je jure ou je promets solennellement :

d'être fidèle à la République et canton de Genève comme à la Confédération suisse;

d'en observer scrupuleusement la constitution et les lois;

d'en respecter les traditions;

de justifier par mes actes et mon comportement mon adhésion à la communauté genevoise;

de contribuer de tout mon pouvoir à la maintenir libre et prospère. »

Art. 38 Effets

¹ La naturalisation d'une personne étrangère s'étend aux membres de sa famille qui bénéficient de l'autorisation fédérale et qui sont inclus dans l'arrêté du Conseil d'Etat.

² L'enfant qui atteint sa majorité avant la délivrance de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat à ses parents en obtient un à titre personnel. Elle ou il est en outre tenu de prêter serment à titre individuel.

³ L'acquisition du droit de cité genevois, respectivement de la nationalité suisse, prend effet :

- a) à la date de la prestation de serment pour la personne étrangère majeure et ses enfants inclus dans la demande;
- b) à la date de l'arrêté de naturalisation du Conseil d'Etat pour la personne étrangère mineure ayant un dossier individuel.

⁴ L'arrêté de naturalisation devient caduc lorsque la personne candidate, sans raison valable, ne se présente pas à la cérémonie de prestation de serment, ou lorsque les conditions de la naturalisation ordinaire ne sont plus remplies entre son prononcé et la prestation de serment.

⁵ Le règlement détermine la procédure applicable aux situations visées à l'alinéa 4.

Section 3 Réintégration

Art. 39 Conditions

¹ La citoyenne genevoise d'origine qui a perdu le droit de cité genevois par mariage avec **une personne confédérée** peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité.

² La citoyenne ou le citoyen genevois qui a acquis le droit de cité d'un autre canton peut demander la réintégration dans son ancien droit de cité genevois.

Art. 40 Procédure

¹ La réintégration doit faire l'objet d'une demande au département.

² Elle est prononcée de droit dans les cas mentionnés à l'article 39, alinéa 1.

³ La demande de réintégration prévue à l'article 61 doit être déposée auprès de l'autorité compétente, désignée dans le règlement d'application.

Art. 41 Autorité compétente

La réintégration dans le droit de cité genevois est accordée gratuitement en tout temps par le Conseil d'Etat.

Art. 42 Effets de la réintégration

Personne confédérée

¹ La réintégration dans le droit de cité genevois d'une personne confédérée s'étend à ses enfants mineurs suisses si elle détient sur ces derniers l'exercice exclusif de l'autorité parentale. En cas d'autorité parentale conjointe, le consentement de l'autre parent est nécessaire. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

Personne étrangère

² La réintégration dans le droit de cité genevois d'une personne étrangère s'étend aux membres de sa famille compris dans l'acte de réintégration établi par l'autorité fédérale.

Effet

³ L'acquisition du droit de cité genevois prend effet :

- a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat pour les personnes confédérées réintégrées dans le droit de cité genevois;
- b) à la date de l'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale pour les personnes étrangères réintégrées selon la loi fédérale;
- c) à la date de l'ordonnance d'inscription dans le registre de l'état civil pour les réintégrations basées sur l'article 61.

Art. 43 Bourgeoisie d'honneur

¹ Le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, peut décerner gratuitement la bourgeoisie d'honneur à une personne qui a rendu au canton ou à la Suisse des services importants ou qui s'est distingué par ses mérites.

² La bourgeoisie d'honneur est personnelle et intransmissible; elle n'a pas les effets d'une naturalisation et ne confère pas le droit de cité genevois.

³ L'acquisition de la bourgeoisie d'honneur prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi votée par le Grand Conseil.

Chapitre III Acquisition par décision de l'autorité fédérale

Art. 44 Décision de l'autorité fédérale

¹ L'autorité fédérale est compétente pour statuer sur les demandes de naturalisation facilitée et sur les demandes de réintégration dans la nationalité suisse, conformément à la loi fédérale.

² Elle consulte le canton avant d'approuver la demande.

³ En vue de la détermination de l'autorité fédérale, le département effectue l'enquête visée à l'article 34, alinéa 2, de la loi fédérale.

⁴ L'acquisition de la nationalité suisse et du droit de cité genevois prend effet à la date d'entrée en force de la décision d'admission de l'autorité fédérale.

Titre III Perte du droit de cité genevois et de la nationalité suisse

Chapitre I Perte par le seul effet de la loi

Art. 45 Par acquisition d'un nouveau droit de cité cantonal

La citoyenne ou le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'un autre canton garde son droit de cité genevois, à moins qu'elle ou il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité.

Art. 46 Par reconnaissance de l'enfant trouvé

Lorsque la filiation est reconnue ultérieurement, l'enfant trouvé perd le droit de cité acquis conformément à l'article 10, si elle ou il est encore mineur et ne devient pas apatride. Le Conseil d'Etat constate cette perte par arrêté.

Chapitre II Perte par décision de l'autorité

Section 1 Renonciation

Art. 47 Conditions

¹ Toute citoyenne et tout citoyen genevois peut demander à être libéré du droit de cité genevois :

- a) si elle ou il est domicilié en dehors du canton et possède le droit de cité d'un autre canton;
- b) si elle ou il est domicilié à l'étranger et a une nationalité étrangère acquise ou assurée.

Personnes mineures

² Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération des liens du droit de cité genevois s'ils remplissent les conditions énumérées à l'alinéa 1, sous réserve du droit fédéral. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

³ La personne mineure qui présente une demande de libération à titre individuel doit produire l'assentiment **de la détentrice ou du détenteur exclusif** de l'autorité parentale et, le cas échéant, celui de l'autre parent aux conditions fixées par l'alinéa 2.

Art. 48 Procédure

¹ La demande de libération des liens du droit de cité genevois est adressée au département; ce dernier en donne connaissance à la commune d'origine de la personne requérante.

² Après avoir fait procéder à une enquête, le département communique son préavis au Conseil d'Etat.

³ Si le Conseil d'Etat estime que la demande peut être acceptée, il établit un acte de libération des liens du droit de cité genevois mentionnant toutes les personnes comprises dans sa décision.

⁴ Le Conseil d'Etat notifie sa décision :

- a) à la personne intéressée, si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre a;
- b) à l'autorité fédérale si la demande a été présentée en vertu de l'article 47, alinéa 1, lettre b.

Emolument

⁵ Un émolument est perçu pour la libération.

Section 2 Annulation par décision de l'autorité cantonale

Art. 49 Annulation par décision du Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat peut annuler le droit de cité genevois ou la réintégration dans le droit de cité genevois obtenus par des déclarations mensongères ou par la dissimulation de faits essentiels.

² Le Conseil d'Etat peut annuler la naturalisation ou la réintégration dans un délai de 2 ans après qu'il a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'instruction signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.

Art. 50 Procédure

¹ La citoyenné ou le citoyen genevois qui fait l'objet d'une procédure d'annulation du droit de cité genevois doit en être informé, par écrit, par le département qui doit l'inviter à exercer son droit d'être entendu. Les membres de la famille également concernés par cette procédure sont avisés individuellement.

² Si le lieu de résidence de la personne intéressée est inconnu, l'avis est publié dans la Feuille d'avis officielle.

Personnes comprises dans l'annulation du droit de cité genevois

³ L'annulation fait perdre le droit de cité genevois aux membres de la famille qui l'ont acquis en vertu de la décision annulée. Font exception les enfants qui deviendraient apatrides ensuite de l'annulation ou ceux qui, au moment où la décision d'annulation est prise, ont atteint l'âge de 16 ans et remplissent les conditions prévues aux articles 17 à 26.

Publication

⁴ Le Conseil d'Etat fait publier dans la Feuille d'avis officielle le nom des personnes dont le droit de cité genevois, respectivement la nationalité suisse, a été annulé.

Section 3 Annulation et retrait par décision de l'autorité fédérale

Art. 51 Annulation

La naturalisation ou la réintégration accordée en application de la loi fédérale peut être annulée par l'autorité fédérale dans un délai de 2 ans après que le Conseil d'Etat a eu connaissance de l'état de fait juridiquement pertinent, mais au plus tard 8 ans après l'octroi du droit de cité genevois. Un nouveau délai de prescription de 2 ans commence à courir après tout acte d'instruction signalé à la personne naturalisée ou réintégrée. Les délais de prescription sont suspendus pendant la procédure de recours.

Art. 52 Retrait

¹ L'autorité fédérale peut en tout temps, avec l'assentiment du Conseil d'Etat, retirer la nationalité suisse et le droit de cité genevois à une personne double nationale, si sa conduite porte gravement atteinte aux intérêts ou au renom de la Suisse.

² Lorsque l'intérêt de l'enfant mineur de la personne concernée s'y oppose, le Conseil d'Etat ne donne pas son consentement.

Section 4 Effets de la perte du droit de cité genevois

Art. 53 Effets

La perte du droit de cité genevois prend effet :

- a) à la date de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour la personne **confédérée** libérée des liens du droit de cité genevois;
- b) à la date de la notification ou, à défaut, de la publication dans la Feuille fédérale par l'autorité fédérale, pour la personne étrangère libérée des liens du droit de cité genevois;
- c) à la date de l'entrée en force de l'arrêté du Conseil d'Etat, pour la personne confédérée ou étrangère dont le droit de cité genevois a été annulé en vertu de l'article 49;
- d) à la date de l'entrée en force de la décision de l'autorité fédérale, pour la personne étrangère dont le droit de cité genevois a été retiré ou annulé en vertu des articles 51 ou 52.

Titre IV Acquisition et perte du droit de cité communal

Chapitre I Acquisition d'un nouveau droit de cité communal

Art. 54 Conditions

La citoyenné ou le citoyen genevois peut demander d'acquérir :

- a) le droit de cité de sa commune de domicile si elle ou il y a résidé d'une manière effective pendant 2 ans dont les 12 mois qui précèdent sa requête;
- b) le droit de cité de sa conjointe ou son conjoint ou de **sa partenaire ou son partenaire enregistré** lorsqu'elle ou il était célibataire.

Art. 55 La conjointe ou le conjoint, la ou le partenaire enregistré et les enfants

¹ Lorsque la requête émane d'une personne mariée ou liée par un partenariat enregistré, elle n'inclut la conjointe ou le conjoint ou la ou le partenaire enregistré que si cette dernière ou ce dernier y consent par écrit.

² Les enfants mineurs de la personne requérante sont compris dans sa requête. Ceux-ci doivent y consentir par écrit s'ils ont plus de 16 ans. Le consentement de l'autre parent est en outre nécessaire si la personne requérante n'est pas titulaire de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

³ La personne mineure genevoise qui présente une demande de droit de cité communal à titre individuel doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. La réserve prévue à l'alinéa 2 est également applicable.

Art. 56 Procédure

La personne requérante présente sa requête auprès du Conseil administratif ou de la ou du maire de la commune concernée.

Art. 57 Octroi du droit de cité communal

Le Conseil administratif ou la ou le maire examine si la personne requérante remplit les conditions prévues à l'article 54 et décide de l'octroi du droit de cité communal.

Art. 58 Emolument

¹ Un émolument n'excédant pas 100 F peut être perçu.

² Toutefois, aucun émolument ne peut être exigé de la citoyenne ou du citoyen genevois qui est domicilié sur le territoire de la commune et y a vécu pendant 10 ans au moins, dont les 5 dernières années de manière ininterrompue.

Art. 59 Communication

La décision de l'octroi du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou la ou le maire au service état civil et légalisations

Art. 60 Refus

Le Conseil administratif ou la ou le maire qui refuse le droit de cité communal communique par écrit sa décision à la personne concernée.

Art. 61 Réintégration

¹ La citoyenne genevoise qui a perdu son droit de cité par mariage avec **un citoyen genevois** originaire d'une autre commune peut demander gratuitement sa réintégration dans son droit de cité de célibataire.

² La citoyenne ou le citoyen genevois qui a perdu son droit de cité par acquisition de celui d'une autre commune peut demander sa réintégration dans son ancien droit de cité.

Chapitre II Perte du droit de cité communal

Art. 62 Par le seul effet de la loi

La citoyenne ou le citoyen genevois qui acquiert le droit de cité d'une autre commune du canton de Genève garde son droit de cité communal, en application de l'article 54, à moins qu'elle ou il n'ait signé une déclaration de renonciation avant le prononcé de l'acquisition de son nouveau droit de cité communal.

Art. 63 Par décision de l'autorité communale

¹ La citoyenne ou le citoyen genevois peut, si elle ou il conserve au moins un droit de cité communal, demander au Conseil administratif ou à la ou au maire de la commune concernée d'être libéré du droit de cité communal, si elle ou il est domicilié en dehors de la commune.

² Le Conseil administratif ou la ou le maire libère la personne requérante, de même que ses enfants mineurs et sa conjointe ou son conjoint ou sa ou son partenaire enregistré, sous réserve de leur accord formel, de son droit de cité communal.

³ Aucune taxe n'est perçue.

Art. 64 Procédure

¹ La personne requérante présente sa requête au Conseil administratif ou à la ou au maire de la commune de laquelle elle entend renoncer au droit de cité.

² Sur demande expresse de la personne requérante, les enfants mineurs qui sont soumis à l'exercice exclusif de son autorité parentale sont compris dans sa libération s'ils remplissent les autres conditions légales. Le consentement de l'autre parent est nécessaire si la personne requérante ne bénéficie pas de l'exercice exclusif de l'autorité parentale. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

³ La citoyenne ou le citoyen genevois mineur qui présente une demande de libération du droit de cité communal doit apporter la preuve du consentement de ses deux parents, en cas d'autorité parentale conjointe. Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant sont réservées.

Art. 65 Communication et effets

La décision de libération du droit de cité communal est communiquée par le Conseil administratif ou la ou le maire de la commune concernée au service état civil et législations et prend effet à cette date.

Titre V Dispositions finales et transitoires

Art. 66 Règlement d'application

¹ Le Conseil d'Etat est chargé d'édicter le règlement d'application de la présente loi.

² Le Conseil d'Etat désigne le département compétent en matière d'acquisition et de perte du droit de cité genevois.

Art. 67 Clause abrogatoire

La loi sur la nationalité genevoise, du 13 mars 1992, est abrogée.

Art. 68 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 69 Dispositions transitoires

¹ Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables à toutes les demandes d'octroi de la nationalité suisse pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

² Les articles 50 et 51 de la loi fédérale sont applicables par analogie à toutes les demandes relatives au droit de cité genevois et au droit de cité communal pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 70 Dérogation temporaire aux articles 37 et 38, alinéa 3, lettre a

¹ En raison de la situation sanitaire et des prescriptions en matière d'hygiène et de distance sociale en vue de contenir et d'atténuer l'épidémie du coronavirus à laquelle la Suisse est confrontée depuis le mois de mars 2020, il peut être dérogé, jusqu'au 30 juin 2022, à la prestation de serment publique, notamment en procédant par écrit à l'engagement solennel prévu à l'article 24.

² En dérogation à l'article 38, alinéa 3, lettre a, l'acquisition de la nationalité genevoise intervient à la date à laquelle le Conseil d'Etat prend acte de l'engagement écrit.

Art. 71 Modifications à une autre loi

¹ La loi sur l'exercice des professions ou industries permanentes, ambulantes et temporaires, du 27 octobre 1923 (I 2 03), est modifiée comme suit :

Art. 20, al. 2 (nouvelle teneur)

² Une réduction de moitié sur le prix de patente indiqué au tableau ci-dessus est accordée à toutes les personnes de nationalité suisse, ainsi qu'aux personnes étrangères qui justifient, par la production de leur permis de séjour ou d'établissement, être domiciliées dans le canton depuis trois ans au moins lorsqu'elles sollicitent la patente.

Date de dépôt : 10 janvier 2022

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de M. Pierre Vanek

Mesdames et Messieurs
les députées et les députés,

La nouvelle loi sur la nationalité genevois ou loi sur le droit de cité genevois (LDCG), comme elle est désormais renommée, représente une mise à jour importante du texte légal antérieur visant à tenir compte de l'évolution du droit fédéral... En fait, la commission a été d'abord saisie du PL 12305, déposé par le Conseil d'Etat en mars 2018, puis les travaux ont été gelés et le Conseil d'Etat est revenu avec des modifications significatives répondant notamment à diverses décisions de justice, mais pas seulement, visant à amender pratiquement l'ensemble du texte, qui – pour le surplus – a fait l'objet d'un travail important, mais sur des points somme toute assez mineurs, en commission.

Une mise à jour qui doit être un moment de bilan critique de notre droit de la nationalité

Quoi qu'il en soit, le PL 12305 dont nous discutons se présente avant tout comme une « simple » loi de mise en œuvre, à Genève, de *nouvelles* normes fédérales qui ont vu, ces dernières années, leur teneur être significativement durcie quant aux conditions de naturalisation. Un durcissement notoire a notamment été l'imposition, comme prérequis à la naturalisation, du fait d'être titulaire d'un « permis C », comme aussi la stipulation que la naturalisation doit correspondre à l'étape *ultime* de l'intégration... Sans parler d'exigences accrues dans d'autres domaines, linguistique notamment.

La condition concernant le fait d'avoir un permis d'établissement – un « permis C » – avant de pouvoir être naturalisé est problématique et discutable. En général, et pour Genève en particulier. En général, parce que l'obtention du « permis C » n'est pas un *droit*, c'est une décision administrative dépendant de critères d'appréciation passablement arbitraires ou subjectifs, notamment au plan de conditions d'« intégration », dépendant aussi du fait de ne pas avoir recours à l'aide sociale (!) ce qui conduit de

nombreux résident·e·s légaux titulaires de ce type de permis à ne pas oser demander des aides auxquels ils·elles devraient normalement avoir droit... de crainte de perdre leur titre de séjour.

En général aussi, c'est un problème parce que le « permis C » est délivré de manière inégale et ouvertement discriminatoire, selon l'Etat dont vous êtes ressortissant : pour certains Etats le délai d'attente légal ordinaire est de 10 ans, pour d'autres c'est 5 ans, une variation du simple au double, tout a fait indépendamment des personnes concernées et de leurs autres qualités ou non.

L'exigence du « permis C » en préalable à la naturalisation est, en outre, particulièrement problématique à Genève où des dizaines de milliers de personnes ont été privées d'un trait de plume, par cette mesure imposée par Berne, du droit d'accès à la procédure de naturalisation. Il s'agit notamment des salarié·e·s résidents liés à la Genève internationale, aux organisations du système onusien notamment et leurs familles, aux missions de divers Etats dans notre ville, etc.

Ces personnes peuvent bénéficier d'un « permis C », mais il s'agit d'un permis Ci, leurs enfants peuvent être né·e·s ici, y avoir fait toute leur scolarité et y avoir toutes leurs attaches... mais ils·elles sont interdites·e·s de naturalisation, du fait de leur titre de résidence et de la nature spécifique de leur permis « i » pour international. A l'âge de 25 ans leur permis Ci est révoqué et ils auront beau avoir vécu toute leur vie d'un quart de siècle à Genève... ces *natifs* sont jugés essentiellement inaptes à accéder au passeport rouge à croix blanche.

Cette disposition nouvelle sur les « permis C » contrevient d'ailleurs *explicitement* la volonté du législateur genevois exprimée en son temps. Nous avons en effet, le 31 août 2000, voté dans ce Grand Conseil un PL 8066-A de notre collègue Alberto Velasco et de notre ex-collègue Christian Brunier, qui comprenait une disposition (art. 11, al. 2 de la loi sur la nationalité genevoise) votée en commission à l'unanimité (par 3 ADG, 3 S, 2 Ve, 1 R, 2 DC, 3 L) qui prévoyait que l'étranger « *...peut présenter une demande de naturalisation quel que soit le titre de séjour dont il bénéficie.* »

Le seul critère que retenait alors la loi genevoise, c'était la domiciliation effective sur le territoire quel qu'en soit le titre et la caractérisation légale. Un éminent juriste nous avait d'ailleurs expliqué alors qu'on pouvait avoir et qu'on avait un « domicile légal », même si on était un « sans papier » résidant à Genève...

Quoi qu'il en soit, la loi que nous sommes amenés à traiter aujourd'hui met en œuvre au moins une régression significative quant à l'accès à une naturalisation déjà particulièrement lourde et difficile dans notre pays.

On pourrait se contenter de considérer que cela relève du « droit supérieur » et prétendre qu'on n'y peut rien, que ce sont des « ordres venus d'en haut » en somme, et que nous n'avons d'autre choix que de nous exécuter sans discuter. Mais le motif essentiel du dépôt du présent rapport de minorité s'inscrit en faux contre cette attitude.

Certes, le droit supérieur s'impose à nous... Mais au moment d'une révision totale de notre loi genevoise sur la nationalité, ne convient-il pas de soumettre à un examen critique l'ensemble du dispositif concernant l'acquisition de la nationalité genevoise et s'il y a des choses qui ne vont pas, y compris en ce qui concerne le « droit supérieur », n'avons-nous pas le devoir de le dire haut et fort ? !

Et, dans ce sens – au-delà même de la problématique du « permis C » évoquée ci-dessus – il y a bien quelque chose qui ne va pas bien dans ce pays en matière d'acquisition de la nationalité. Au-delà de la problématique de la naturalisation, le système ordinaire d'acquisition de la nationalité suisse par le « droit du sang » sans aucun élément de « droit du sol » est en effet un système assez unique et rétrograde... constitutif d'une véritable « fabrique d'étrangers·ères » *Made in Switzerland* qui devrait être soumis à une appréciation critique par notre parlement.

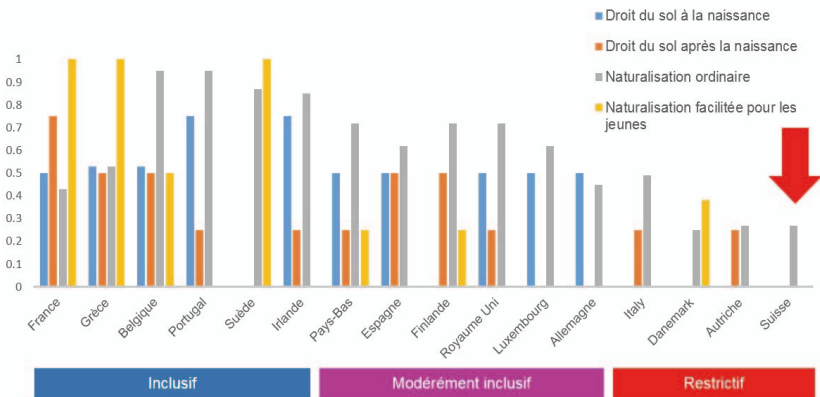
A ce sujet, on lira utilement l'article qu'on trouve ici : <https://nccr-onthefmove.ch/blog/la-suisse-dernier-bastion-du-droit-du-sang-dans-une-europe-convertie-au-droit-du-sol/>

Il a été mis en ligne sur le blog « *nccr – on the move* », qui est publié par un *Pôle de recherche national* (PRN) piloté par l'Université de Neuchâtel et consacré aux études sur la migration et la mobilité, opérationnel depuis 2014.

Citons un extrait de cet article « La Suisse, dernier bastion du droit du sang dans une Europe convertie au droit du sol ? » rédigé en 2017 par Jean-Thomas Arrighi :

« ...un droit du sol "qualifié", c'est-à-dire soumis à des conditions d'âge ou de résidence et s'appliquant à la première et/ou deuxième génération, existe dans de nombreux pays, au premier rang desquels figurent la France, le Royaume Uni, l'Irlande, les Pays-Bas, le Portugal, et plus récemment l'Allemagne. Par ailleurs, les quelques états récalcitrants disposent d'alternatives au droit du sol *stricto sensu*, garantissant un accès facilité à la citoyenneté aux jeunes ayant effectué tout ou partie de leurs études dans le pays, à l'instar de l'Autriche ou encore du Danemark. Le graphique, élaboré à partir des données de l'Observatoire GLOBALCIT de l'Institut Universitaire Européen de Florence, mesure le degré d'inclusion des lois d'accès à la citoyenneté au sein de l'Europe des 15 et la Suisse, sur une échelle allant de 1 (inclusion maximale) à zéro (exclusion maximale).

DEGRÉ D'INCLUSION DES POLITIQUES D'OCTROI DE LA
CITOYENNETÉ EN EUROPE (2016)



La Confédération apparaît comme le seul pays ne disposant ni d'élément de droit du sol dans son code de la nationalité, ni d'aucun des mécanismes alternatifs mentionnés plus haut. La législation fédérale prévoit par ailleurs les conditions de naturalisation les plus restrictives d'Europe occidentale.

La course d'obstacle vers le passeport helvète est rendu plus difficile encore par les marges de manœuvre importantes laissées aux cantons et communes tant sur le plan législatif que des procédures, donnant lieu à de profondes et persistantes inégalités territoriales. Le verdict est sévère : le code de la nationalité suisse occupe la dernière place du classement européen, lui-même beaucoup moins généreux à l'égard des enfants d'immigrés que la norme outre-Atlantique. »

Un jugement sévère : nous avons en effet dans ce pays un droit qui veut que la nationalité se transmette ordinairement « par le sang » selon l'expression consacrée. Les critères d'intégration, de maîtrise de nos langues, de respect de valeurs... etc. dont on parle si abondamment en matière de naturalisation, les présentant comme consubstantiels de l'helvéticité sont écartés et on en revient, au fond et principalement, à un critère médiéval (*ius sanguinis*) sur le « sang » (la filiation biologique) et les qualités « nationales » ou « ethniques » que ce fluide est réputé véhiculer ou non...

N'est-ce pas une conception barbare et dépassée ? Elle s'appuie sur des critères que l'on retrouve dans les débats sur les successions monarchiques par exemple. Ou, pour être plus sévère, on pourrait évoquer sur ce chapitre les lois qui traitaient du « sang » des gens et de ses effets... votées en 1935 à Nuremberg sous la dictée du criminel qui servait alors de Chef d'Etat à l'Allemagne, des lois racistes et scélérates... qui ont balisé le chemin vers les crimes contre l'humanité atroces que l'on sait.

L'effet chez nous de ce « droit du sang », de ce refus obstiné et jusqu'aboutiste du « droit du sol » ...c'est une situation inhumaine imposée en Suisse, et notamment à Genève, à des dizaines de milliers de jeunes gens qui sont étrangères et étrangers dans le pays-même qui les a vus naître et grandir, bien qu'absent·e·s du pays d'origine de leurs parents dont elles·ils peinent parfois à parler la langue ou à bien comprendre les codes et où ils·elles sont considéré·e·s *de facto* comme étrangers·ères.

Cette politique de la nationalité produit sciemment des Suisses et des Suissesses sans la nationalité, comme elle produisait, au début du XX^e siècle, des femmes apatrides (si le pays de leur mari leur refusait la sienne). Plus de cinquante ans après la conquête du droit de vote des femmes au niveau fédéral, il serait temps de faire un pas de plus vers l'égalité en droit de tous ceux et celles qui sont nés et vivent en Suisse...

Dans la brochure de vote de février 2017 le Conseil fédéral lui-même s'exprime d'ailleurs ainsi :

« Ces jeunes étrangers sont nés en Suisse et y ont fait leur scolarité. Ils sont membres d'un club de sport, font partie d'une chorale ou sont actifs dans d'autres associations. Leur patrie est la Suisse. Aujourd'hui, ils doivent suivre une procédure longue et souvent très lourde pour pouvoir se faire naturaliser. »

Dans ce cas le Conseil fédéral parlait de jeunes étrangers de la 3^e génération... mais cela vaut évidemment pour la deuxième également. « Leur patrie est la Suisse » de l'aveu même du Conseil fédéral ...mais ladite « patrie » ne reconnaît pas ses enfants comme tels. N'est-il temps que ça change ! ?⁴

Une question de droits humains

La Première constitution républicaine moderne en Europe, qui porte comme préambule la déclaration des droits de l'homme *originelle*, est la constitution française du 24 juin 1793. Elle comporte la disposition suivante en son art. 4 :

Article 4. – Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis ; – Tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année – Y vit de son travail [...] – Ou épouse une Française – Ou adopte un enfant – Ou nourrit un vieillard ; – Tout étranger enfin, qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien

⁴ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20210428> EAG pousse à la roue dans ce sens à Berne également...

mérité de l'humanité – Est admis à l'exercice des Droits de citoyen français.

N'est-ce pas là une vraie inspiration démocratique en la matière qui nous vient du pays d'à côté et de plus de deux siècles en arrière... Quiconque ne vibre pas en lisant ces lignes a-t-il vraiment l'âme républicaine ?⁵

D'aucun·e·s objecteront peut-être, en particulier sur les bancs au fond à droite de notre parlement, qu'on n'aurait pas à se subordonner à des modèles « étrangers »... « *Restons princes en notre Ville !* »⁶ clamaient leurs prédécesseurs sur ces même bancs, ou du moins dans la même salle...

Et bien de *notre* Ville (et de *ses* révolutions à elle) parlons-en donc... Car en effet, avant même la grande Révolution française, que je viens d'évoquer ci-dessus, les Genevois·es eux-mêmes ont débattu « révolutionnairement » de la question qui nous occupe...

En effet, la révolution genevoise de 1782, trop méconnue comme de larges pans de notre histoire, met en scène les bourgeois, qui ont obtenu ce statut en payant une taxe, avec leurs descendants, les citoyens, qui tiennent le haut du pavé : ils bénéficient de tous les droits politiques et de nombreux privilèges économiques.

Face à eux, les habitants et leurs descendants, pourtant nés à sur le sol genevois, les *natifs*, forment une population sans droits politiques et par ailleurs entravée dans ses activités économiques. Au fil du temps, l'accès à la bourgeoisie s'est fermé. La taxe augmente de telle manière qu'elle enlève à la masse des habitants et des natifs tout espoir de pouvoir un jour changer de condition.

En 1781, habitants et *natifs* privés de droits représentent 46% des Genevois, contre 27% pour les bourgeois et les citoyens. Au sein de ce groupe s'est en outre créé une « aristocratie » qui, profitant du système d'élection par cooptation dans les conseils, a accaparé le pouvoir politique. En 1780, cette aristocratie gouvernementale est composée de quelque quatre cents chefs de famille qui se partagent 80% de la fortune genevoise.

C'est contre cette caste qu'éclate une insurrection populaire les 7 et 8 avril 1782 : le nouveau pouvoir issu de cette révolution octroie non

⁵ Il est vrai que les femmes en France ont dû attendre 1944 et la *Libération* pour accéder à une citoyenneté complète. « *La femme a le droit de monter à l'échafaud, elle doit avoir également celui de monter à la tribune* » écrivait Olympe de Gouges à la fin du 18^e il a fallu attendre 150 ans pour que ce vœu se réalise dans son pays... et un gros quart de siècle de plus dans le nôtre.

⁶ C'était le slogan du parti protestataire très à droite *Vigilance* qui a eu des sièges au Grand Conseil dans la deuxième moitié du 20^e siècle de 1965 à 1990 environ.

seulement l'égalité civile à tous les Genevois, mais accorde aussi les droits politiques à de nombreux *natifs* en étaient exclus... une pratique révolutionnaire du « droit du sol » en notre ville donc.

C'est par la force des armées étrangères, les troupes françaises à la solde du roi de France Louis XVI, appuyées par les armées sardes et bernoises, appelées également au secours par les « patriciens » genevois que notre cité sera assiégée et occupée. Les meneurs de l'insurrection seront bannis... et de nombreux Genevois choisiront l'exil plutôt que de se soumettre.

Guillaume Chenevière raconte l'épisode dans son ouvrage « *Rousseau, une histoire genevoise* »⁷ :

« A une heure du matin, "ne pouvant plus envisager comme leur patrie une ville occupée par des troupes étrangères dont les lois cessent d'être la volonté libre de ses citoyens ", six cents citoyens et natifs déclarent qu'ils "iront chercher sous un autre ciel une terre où ils puissent respirer l'air pur de la liberté." »

Deux mille personnes quittent la ville dans la nuit. Des citoyens brisent leurs épées de rage [...] Mais l'image forte, c'est le départ massif, en silence, de familles entières de citoyens et de natifs également désespérés.

Le 2 juillet, à cinq heures du matin, les trois armées étrangères pénètrent dans la ville. Ordre est donné aux habitant·e·s de rester chez eux et de déposer leurs armes devant leurs portes. [...]

Le 4 juillet, les généraux des armées d'occupation annulent toutes les décisions prises depuis le 7 avril. Les cent-nonante quatre natifs qui ont acquis la citoyenneté ont huit jours pour rendre leurs lettres... »

Le 21 novembre 1782, un édit dit de *pacification* est adopté par les conseils restreints. Cet édit, qualifié de *code noir*, restreint les droits du Conseil Général à élire les syndics, interdit les cercles politiques, la publication de brochures politiques, la possession d'armes à feu, la célébration de la fête nationale (l'Escalade!), et limite le droit de Représentation (droit de pétition). La garnison de mercenaires étrangers au service des patriciens est accrue. La révolution écrasée débouche sur un régime oligarchique renforcé et plus autoritaire.

On le voit, « princes en notre/leur Ville », les démocrates Genevois d'antan ont pratiqué le « droit du sol », offrant le statut de citoyens aux « natifs » ayant vu le jour en terre genevoise... pour voir ensuite cette mesure démocratique révoquée par la force brutale de baïonnettes étrangères

⁷ Rousseau, *Une histoire genevoise*, Éditions Labor et Fides, Genève, 2012, 416 pages

convoquées dans nos murs par un pouvoir tyrannique exercé par et au service d'une petite minorité de fortunés...

Ainsi toute idée que le « droit du sol » serait une importation incongrue de mœurs étrangères est tout à fait contraire à la vérité. Il est – *a contrario* – profondément lié aux traditions démocratiques genevoises. Ainsi, ce n'est pas un hasard si les dispositions initiales de la constitution genevoise issue de notre révolution populaire et démocratique de 1846 menée par le grand dirigeant radical James Fazy une soixantaine d'années plus tard vont dans ce sens.

Qu'on en juge, l'article 19 de ladite constitution genevoise de 1847, dans sa version initiale adoptée cette année-là, dispose que :

« Les natifs étrangers de la seconde génération, les heimathlosen nés dans le Canton et actuellement reconnus comme tels, peuvent dès à présent réclamer la qualité de citoyens genevois, s'ils ont-vingt-et-un ans accomplis et s'ils réunissent les conditions voulues pour l'admission des Suisses nés sur le Canton. »

...et lesdites conditions posées pour les Suisses dans le même article sont les suivantes :

« 1° D'avoir résidé sur le territoire du Canton pendant cinq ans, ou pendant les trois ans qui ont précédé la demande.

2° De n'avoir encouru aucune des condamnations qui, d'après l'art. 22, emportent la privation ou la suspension des droits politiques. »

On le voit, la Genève fazyiste a repris le flambeau des révolutionnaires de la fin du XVIII^e siècle en matière d'admission à la nationalité... N'est-ce pas à ces traditions-là que nous devrions assez naturellement nous référer dans notre parlement sur cette question ? N'est-ce pas ce flambeau là que nous devrions avoir à cœur de porter haut ?

Certes, cette question est du ressort du droit fédéral et devra passer par les Chambres fédérales pour être réglée, mais ce changement doit évidemment se préparer, au plan du débat – dans les cantons, et pour nous à Genève dans notre Grand Conseil. A défaut d'un tel débat, on pourrait interpréter notre silence sur cette question comme un consentement unanime et une adhésion par rapport à la norme de droit supérieur que nous sommes appelés bon gré mal gré à mettre en œuvre.

Dans ce sens, le présent rapporteur vous propose un premier amendement visant à lever toute ambiguïté en la matière. Il se présente comme suit :

Art. 1 Objet (al. 3 nouveau)

1 La présente loi a pour objet l'application des normes prévues par le droit fédéral relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité suisse ainsi que les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité cantonal et communal pour, respectivement, les personnes confédérées et les citoyennes et les citoyens genevois.

2 Elle détermine le champ de compétences du canton et des communes.

3 L'application des normes fédérales faisant l'objet de la présente loi n'entraîne ni ne signifie aucune adhésion politique du Canton de Genève ou de ses autorités au système du « droit du sang » qui fonde le droit fédéral en matière de nationalité.

L'art. 1 « Objet » indique notre intention comme législateur soit « l'application de normes prévue par le droit fédéral », il s'agit par le nouvel alinéa 3 proposé d'être tout à fait explicite sur le fait que cet objet est *circonscrit* à la mise en œuvre, *obligée*, du droit supérieur en la matière, mais que le fait de procéder à cette mise en application ne représente d'aucune manière une adhésion à la philosophie du système auquel se réfère le droit fédéral, ni ne saurait être interprété dans un tel sens.

D'aucun·e·s objecteront peut-être que ce nouvel alinéa ne déploie pas d'effets *juridiques* réels ou concrets et qu'il est – de ce fait – superflu... C'est bien sûr vrai que cet alinéa n'entraîne aucune conséquence directe, mais l'alinéa 1 du présent article a lui aussi des vertus essentiellement déclaratoires et explicatives, sans effets juridiques directs, comme l'ont les articles initiaux de nombre de nos lois qui en éclairent les « Buts » ou en définissent l'« Objet ». Cela ne signifie pas qu'ils soient inutiles.

Si cette précision n'était *pas* votée, on entretiendrait un flou volontaire de mauvais aloi sur la position du législateur genevois qui pourrait conduire à des votes hostiles à l'ensemble de la loi de député·e·s tenant – légitimement – à marquer leur distance avec le système actuel d'acquisition de la nationalité helvétique.

La question du « permis C »

Nous l'avons déjà évoqué ci-dessus l'imposition du permis d'établissement comme condition à la naturalisation est problématique, contraire à une décision explicite antérieure et unanime de notre parlement et attente au droit à se naturaliser de nombre de nos « natifs » genevois liés à la Genève internationale, notamment mais pas seulement.

Cette préoccupation a été partagée en son temps par le Conseil d'Etat genevois.

Lors de la révision mineure proposée à l'époque par le PL 12167 A du Conseil d'Etat déposée en août 2017, l'article de loi à ce sujet avait *déjà* été

modifié par le gouvernement. Le présent rapporteur s'en était *déjà* inquiété. Citons le rapport de notre regrettée collègue M^{me} Anne-Marie Von Arx-Vernon à ce sujet⁸ :

« Un commissaire d'EAG relève que, avec la nouvelle loi, il faut être titulaire d'un permis C pour être naturalisé. Il mentionne qu'à Genève il y a beaucoup d'enfants de personnes travaillant dans les organisations internationales. Ces enfants sont très bien intégrés dans la société, mais ils seront exclus du processus de naturalisation.

Il affirme que Genève devrait faire valoir cette problématique, qui impliquerait une modification du droit fédéral. Il demande alors si le Conseil d'Etat a mesuré l'ampleur de ce phénomène. M. Maudet⁹ répond que c'est une remarque pertinente, mais qu'ils ne peuvent pas changer le projet de loi.

Il explique qu'il avait milité contre cela à l'époque, mais que la majorité des Chambres a décidé d'imposer l'exigence du permis C, à l'exclusion de tous les autres. A Genève, il y a les permis « Ci », mais ils ne correspondent pas au permis C. Il affirme que les Chambres fédérales ont voulu imposer un durcissement de l'accès à la naturalisation.

A l'époque, le Conseil d'Etat n'était pas resté les bras croisés et il avait demandé une analyse sur la population éligible à la naturalisation ; à l'époque, sur 500 000 habitants à Genève, il y avait 90 000 personnes éligibles. Il explique qu'ils ont entrepris plusieurs campagnes de sensibilisation à la naturalisation pour les personnes titulaires de permis B, F et Ci. Le résultat a été qu'un tiers de ces personnes ont introduit une procédure de naturalisation. Ces personnes ont donc été informées et celles qui veulent acquérir la nationalité le feront avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Il pense qu'il va y avoir une 5^e vague de demandes avant la fin de l'année. »

On le voit, à l'époque, le gouvernement genevois (à majorité de droite) – opposé à cette mesure – a voulu en atténuer les effets en « sensibilisant » les naturalisé·e·s potentiels n'ayant pas de « permis C », ceci « par plusieurs campagnes » s'adressant à eux·elles, portant sur l'opportunité de se naturaliser rapidement avant que ce couperet fâcheux ne tombe en provenance de la Berne fédérale. Le Conseil d'Etat a incité ces personnes – avec un certain effet semble-t-il – à *éluder*, dans toute la mesure du possible, les effets du nouveau droit fédéral en anticipant son entrée en matière par une demande de naturalisation avancée...

⁸ <https://ge.ch/grandconseil/data/texte/PL12167A.pdf>

⁹ Pierre Maudet était alors conseiller d'Etat PLR en charge du Département de la sécurité et de l'économie (DSE)

Cette démarche était sans doute bienvenue il y a quelques années, dans l'urgence, pour atténuer le coup constitué par l'introduction de cette mesure. Mais on comprend bien que ce n'est pas une réponse sur le fond de nature à déployer ces effets dans la durée... Pour y arriver, cela demande qu'on se mobilise pour modifier cette disposition du droit fédéral. Encore faut-il en avoir la volonté politique et le manifester...

C'est ce que le groupe EAG au Grand Conseil a fait lors du débat en plénière du PL 12167-A. Il a proposé (et voté...) un amendement visant à supprimer la disposition de la loi genevoise qui exigeait le permis d'établissement comme condition de la naturalisation.

Comme l'a expliqué alors Pierre Vanek lors dudit débat en plénière du 24 novembre 2017¹⁰ :

« ...effectivement, M^{me} von Arx, cette opposition a une vertu essentiellement *symbolique*, puisqu'on ne peut pas renverser le droit fédéral par le vote d'une disposition cantonale. Ça, j'en suis bien conscient : mes notions en droit sont limitées, mais elles s'étendent quand même à cette hiérarchie ! Cela dit, nous ne sommes pas obligés d'inscrire cette disposition telle quelle et de la reproduire servilement, alors que de Pierre Vanek à Pierre Maudet on s'y oppose et on s'y est opposé.

Concrètement, cette disposition signifie, puisque jusqu'à présent on pouvait entrer dans le processus de naturalisation en étant au bénéfice d'un permis B, C, F ou d'une carte de légitimation, qu'aujourd'hui des milliers de résidents genevois – je parle de résident·e·s genevois, Messieurs du MCG, réveillez-vous ! – par exemple des enfants de fonctionnaires internationaux nés ici, sur le sol genevois, ayant fréquenté toutes nos écoles et titulaires d'une carte de légitimation ou de statuts divers, n'auront plus le droit d'accéder à la nationalité genevoise.

De ce point de vue, ce que je vous demande, ce n'est pas un acte législatif particulièrement audacieux, mais un geste symbolique pour déclarer publiquement qu'à l'échelle genevoise nous sommes contre cette disposition, comme l'a indiqué le président du département en commission, car je pense qu'il faut que ce soit exprimé. M^{me} von Arx aurait pu le mentionner dans son rapport et intervenir ici pour rappeler cet élément...

M^{me} Anne Marie von Arx-Vernon. M. Maudet a dit qu'il avait essayé mais que ça n'avait pas été possible ! (*Brouhaha*.)

¹⁰ <https://ge.ch/grandconseil/memorial/seances/010409/48/7/>

M. Pierre Vanek. C'est bien, mais c'est grâce à moi que vous le dites ! Je vous aide à faire votre travail de rapporteuse, Madame ! (*Protestations. Commentaires.*) Je vous aide à dire les choses, et il fallait que ce fût déclaré publiquement... (*Chahut.*)...qu'il est inique de poser cette exigence du permis d'établissement pour la naturalisation ! Nous ne sommes pas obligés de saluer le chapeau du bailli Gessler en incluant *explicitement* cette disposition dans notre législation ! Je montre que je suis bien intégré et que j'ai des références en matière d'histoire suisse... (*Rires.*) Je le fais exprès ! Le président du Conseil d'Etat apprécie ! Ça ne changera rien légalement, vous avez raison, mais ce sera un vote symbolique qui indiquera, comme l'a dit Pierre Maudet, que nous ne sommes pas contents de cette disposition. (*Commentaires.*) Je vous invite donc à en faire autant... »

En commission, concernant le présent projet de loi, le présent rapporteur de minorité a représenté ce même amendement. Comme expliqué ci-dessus, il relève d'un signal politique de notre Grand Conseil. L'exigence elle-même n'en sera pas suspendue. Elle figure dans le droit fédéral, auquel il est renvoyé à l'al. 1 lettre a de l'art. 17, comme le Conseil d'Etat la fera figurer dans son règlement d'application, mais l'amendement par son vote signalera une volonté politique d'aller à contre-courant. Voici donc ce deuxième amendement :

Art. 17 Conditions formelles (alinéa 4 modifié)

4 : La personne requérante doit résider effectivement en Suisse ~~et être au bénéfice de l'autorisation d'établissement en cours de validité~~ pendant toute la durée de la procédure.

Cet amendement de portée symbolique a rallié toute la gauche en commission (1 voix EAG et 3 voix S), les Verts s'étant abstenus... Mais ce résultat modeste dénote une pusillanimité de tous ceux-celles qui ne l'ont pas soutenu, pusillanimité qui devrait pouvoir être surmontée. Pourquoi diable en effet ne pas manifester ainsi notre opposition par le vote de cet amendement à une condition de naturalisation qui nous a été imposée par Berne, contre l'avis à l'époque de nos autorités cantonales elles-mêmes ! ?

Trois amendements de plus qui s'imposent...

Alors que les deux amendements présentés dans la première partie du rapport ci-dessus sont essentiellement des signaux politiques d'ordre symbolique, les trois amendements supplémentaires présentés ici sont de portée plus immédiate et concrète.

Voici le troisième amendement :

Art. 3 Intégration (alinéa 1 – supprimé)

~~Alinéa 1 L'acquisition de la nationalité suisse constitue l'ultime étape administrative de l'intégration~~

Cet amendement vise à s'inscrire en faux contre le message que diffuse la Confédération consistant à présenter l'acquisition de la nationalité comme l'étape *ultime* de l'intégration notamment dans le message du Conseil fédéral sur la nouvelle loi sur la nationalité suisse.¹¹

Ce message est faux et a des aspects pernicioeux. Faux, chacun·e d'entre nous qui est passé par là, le sait bien... Le processus d'intégration se poursuit évidemment encore *après* la naturalisation, qui ouvre des portes à des possibilités d'intégration supplémentaires ou complémentaires : chacun·e des député·e·s naturalisés (et nous sommes pour le moins une forte minorité du Grand Conseil à l'être) sait d'expérience que c'est le cas.

Pernicioeux ? En effet, le fait de présenter la naturalisation comme la cerise, la touche finale, venant couronner le gâteau de l'intégration est inquiétant puisque qu'en conséquence, logiquement, le moindre « défaut d'intégration » et l'appréciation à ce sujet sera largement subjective, démontrera potentiellement que l'on n'est pas « au bout du chemin » en la matière... qu'on n'a pas donc pas atteint son « étape ultime »... et donc qu'on est indigne d'être naturalisé !

Deux auditionné·e·s. Marianne Halle, responsable des communications et des relations extérieures du Centre de Contact Suisses-Immigrés, et Maurice Gardiol pour Camarada, tous les deux membres du groupe de suivi de la mise en œuvre du programme d'intégration cantonale, se sont d'ailleurs exprimés sur ce point devant notre commission. Voici comment il·elle ont résumé leur position sur ce point :

« Le concept central de la loi fédérale (repris à l'article 3 de ce projet de loi), qui consiste à voir la naturalisation comme "étape ultime de l'intégration" est en contradiction avec ce que nous percevons sur le terrain. La logique de la loi fédérale, également présente dans la Loi sur les étrangers et l'intégration, est de "récompenser" les personnes qui ont réussi à s'intégrer en leur accordant une stabilité et des droits plus étendus. Or ce que nous constatons, c'est que le processus d'intégration est en réalité souvent inverse : c'est parce que les personnes sont stabilisées et ont des droits qu'elles parviennent à

¹¹ https://www.sem.admin.ch/dam/sem/fr/data/aktuell/gesetzgebung/totalrev_bueg/bot-bueg-f.pdf.download.pdf/bot-bueg-f.pdf

avancer de manière significative dans ce processus. Ainsi, nous estimons que la Suisse et Genève ont tout intérêt à rendre la naturalisation le plus accessible possible afin de favoriser l'intégration des personnes migrantes ou issues de la migration, et mettons en garde contre la tentation d'exiger des candidat-e-s une exemplarité excessive en matière de compétences ou de comportement. En ce sens, il ne nous semble pas souhaitable que Genève reprenne à son compte la formulation de l'article 3, alinéa 1. »

C'est dans cet esprit que ce rapporteur propose simplement de supprimer l'alinéa 1 de l'article 3. Certes, la majorité de la commission a compris que l'alinéa 1 proposé par le Conseil d'Etat qui reprenait la formulation fédérale en affirmant que l'acquisition de la nationalité était l'ultime étape de l'intégration était problématique. Cette majorité a donc tenté d'atténuer l'idée problématique en insérant en deuxième débat en commission l'adjectif « administrative » dans la phrase. Ainsi, on a l'affirmation que c'est l'ultime étape administrative de l'intégration...

Mais cela ne règle rien, cela peut vouloir dire que c'est l'ultime étape d'un processus d'intégration qui serait... administrative. Ou que l'intégration aurait une série d'étapes administratives dont la naturalisation est la dernière, ce qui n'apporte rien. On cherche à diluer ou à atténuer ou à emberlificoter une mauvaise idée tout en continuant quand même à y renvoyer... l'amendement proposé ci-dessus vous invite – plus simplement et plus honnêtement – à la refuser !

Voici le quatrième amendement proposé dans ce rapport :

Art. 20 Respect de la sécurité et de l'ordre public (alinéa 6 – modifié)

~~⁶ Le règlement définit les autres comportements pouvant également constituer, en vertu du droit fédéral, un obstacle à la naturalisation. Il~~ précise en outre les modalités de la consultation et de l'utilisation des données obtenues auprès de VOSTRA ainsi qu'auprès des autorités de poursuite pénale et des juridictions pénales.

Cette disposition laisse manifestement une marge de manœuvre excessive et arbitraire au Conseil d'Etat qui pourra, sans contrôle et par voie réglementaire, « définir » de son chef des comportements jugés incompatibles avec une naturalisation...

Le terme même de « comportement » est d'ailleurs particulièrement vague. Si le Conseil d'Etat était effectivement en mesure de dresser et de mettre en forme légale une liste de critères « comportementaux » faisant barrage à la naturalisation... il devrait évidemment les inscrire directement dans la loi.

Pour combattre cet amendement en commission, un député (PLR) a développé une argumentation, affirmant n'être « *pas favorable à l'idée d'introduire une liste dans la loi. En effet, les éléments problématiques pouvant évoluer rapidement, il serait imprudent de rédiger dans la loi une liste exhaustive. De plus, la référence légale au droit fédéral paraît amplement suffisante.* »

Cet argument aggrave carrément l'affaire et justifie d'autant plus l'amendement proposé : on serait face à des « éléments problématiques » de comportement – toujours non dits puisqu'aucun n'a été mentionné, même à titre d'exemple – mais susceptibles cependant « d'évoluer rapidement » donc de changer ou d'être changés au plan de leur définition de manière rapide et inopinée... Bref, on est face à un risque d'arbitraire accru lié à une réglementation qu'on nous annonce fluctuante. En outre, si la référence au droit fédéral « est suffisante », raison de plus pour ne pas demander au Conseil d'Etat d'agir réglementairement.

Enfin, on en vient au cinquième et dernier amendement :

Art. 25 Encouragement de l'intégration des membres étrangers de la famille (alinéas 1 et 3 modifiés)

¹ La personne requérante ~~encourage~~ **ne doit pas nuire** à l'intégration dans la communauté genevoise de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, ~~en particulier par~~ **notamment en ce qui concerne** leur participation à la vie sociale, culturelle et économique.

² En cas de doute, le département peut auditionner le conjoint, le partenaire enregistré ou les enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale, et procéder à des investigations supplémentaires.

³ Le règlement fixe les modalités de vérification ~~de l'encouragement par la personne requérante de l'intégration de son conjoint, partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.~~ **en ce qui concerne les dispositions du présent article.**

Nos auditionné·e·s susmentionné·e·s, M^{me} Halle et M. Gardiol, membres du groupe de suivi de la mise en œuvre du programme d'intégration cantonale, se sont exprimés ainsi sur cet article et la préoccupation qu'il engendre :

« ...il nous paraît particulièrement important de ne pas prendre cette disposition pour prétexte à mener des investigations excessivement intrusives, ni à imposer aux candidat·e·s des exigences que l'on n'aurait en aucun cas envers les Suisses·esses (en effet, personne ne songerait à reprocher à un ménage entièrement helvète une organisation familiale dans laquelle Madame reste au foyer pour s'occuper des enfants alors que seul Monsieur travaille).

En outre la mention à deux reprises dans l'exposé des motifs de l'utilisation d'éléments liés à la vie scolaire des enfants dans l'examen de ce critère nous semble particulièrement préoccupante. Les enfants ne devraient jamais avoir à porter sur leurs épaules la responsabilité du succès ou de l'échec de la demande de naturalisation de leur famille.

Les résultats et le parcours scolaire d'un enfant ne sont pas des indicateurs probants pour l'intégration d'une famille et il nous semble crucial de protéger les enfants dans le cadre de ces procédures.

Une solution pourrait être de formuler cet article plutôt par la négative, et de considérer que ce critère est rempli pour autant qu'il n'existe pas d'éléments concrets démontrant que le ou la requérant-e nuit sérieusement et activement à l'intégration des membres de sa famille. »

L'amendement final proposé reflète les préoccupations exprimées ci-dessus concernant un article qui pousse à une intrusion excessive dans la vie des gens, à des exigences surfaîtes pouvant reposer abusivement sur les résultats scolaires des enfants d'une famille...

L'amendement proposé met en œuvre très précisément la suggestion qui nous a été faite *in fine* par nos auditionné·e·s : l'exigence légale devient ainsi de ne pas nuire à l'intégration de sa famille, le fardeau de prouver un encouragement à une intégration prétendument optimale des siens, potentiellement problématique, est ainsi levée pour le demandeur ou la demandeuse de naturalisation !

Mesdames et Messieurs les députées et les députés : l'accès au droit de cité genevois et à la nationalité suisse est une chose trop importante, en particulier à Genève, pour qu'on la traite à la légère.

Nous avons une obligation morale et politique de défendre en cette matière, y compris face à la Berne fédérale, les positions avancées relevant des traditions démocratiques genevoises pluriséculaires en la matière.

Nous avons un devoir de combattre les régressions qui ferment de plus en plus l'accès à la nationalité suisse, y compris à des *natifs* qui devraient évidemment pouvoir en bénéficier.

Il faut mettre un terme à cette fabrique de Suisses et de Suissesses sans la nationalité qu'instituent nos lois fédérales... C'est bien sûr un long chemin, mais il ne tient qu'à vous d'en faire le premier pas en votant les amendements proposés dans ce rapport !